Séance du Grand Conseil

Mardi 24 janvier 2017

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité
RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Indépendance vaudoise - chant de l'hymne vaudois en ouverture de séance

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
	2.	Dépôts			
	3.	(17_INT_656) Interpellation Manuel Donzé - L'attractivité de l'Etat employeur : quels avantages pour les collaborateurs ? (Développement)			
	4.	(17_INT_657) Interpellation Pierrette Roulet-Grin - Mendicité : démocratie travestie ? (Développement)			
	5.	(17_INT_658) Interpellation Amélie Cherbuin et consorts - Augmentation prévue du trafic aérien à l'Aéroport de Cointrin, quelle est la marge de manoeuvre du Canton de Vaud ? (Développement)			
	6.	(17_POS_225) Postulat Pierre-Alain Favrod et consorts - Que fait-on de notre blé ? (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
	7.	(17_POS_226) Postulat Claire Richard au nom du groupe vert'libéral et consorts - Augmentation des primes d'assurances : Arrêtons d'étrangler la classe moyenne (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
	8.	(17_POS_227) Postulat Valérie Schwaar au nom de la COGES- Modernisation des infrastructures à charge de l'Etat à Rennaz (Centre d'entretien des routes nationales et cantonales de Rennaz et Centre de gendarmerie mobile de l'Est vaudois) : 15 ans de tergiversation, c'est trop ! (Développement et demande de prise en considération immédiate)			

Séance du Grand Conseil

Mardi 24 janvier 2017

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA	= objet adopté sans modification	RENV-T	= objet renvoyé par manque de temps
OA+M	= objet adopté avec modification	RENV-C	= objet renvoyé pour complément d'information
RET	= objet retiré	RENV-SD	= objet renvoyé suite débat
REF	= objet refusé	RENV-COM	= objet renvoyé en commission
REF-EM	= objet refusé à l'entrée en matière	RENV-CE	= objet renvoyé au Conseil d'Etat
TRAITE	= objet traité		

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	9.	(286) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), rapport sur les motions Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC - Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les (09_MOT_076) Christelle Luisier et consorts – « Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour » (15_MOT_075), sur les postulats Odile Jaeger Lanort et consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistants socio-éducatif (07_POS_256) - Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste - Pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire (09_POS_158) - Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral - Pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le "lead" aux communes vaudoises (09_POS_161) - Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire (11_POS_248) - Guy-Philippe Bolay et consorts - Crèches d'entreprise - Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux à la caisse ! (14_POS_072) et Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Randin et consorts - Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce (11_pos_287) (2ème débat)	DIRH.	Attinger Doepper C.	
	10.	(16_INT_488) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Krieg - Route de la Fleur de Lys à Prilly, la fluidité du trafic est une nécessité !	DIRH.		
	11.	(16_INT_490) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Pahud - A quand une sécurisation de la route L'Auberson - Sainte-Croix au lieu-dit "le Remblais" ?	DIRH.		
	12.	(16_INT_493) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Cuérel et consort - RC253, un tronçon oublié ?	DIRH.		
	13.	(15_INT_397) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Brigitte Crottaz et consorts - Le travail c'est la santé oui, mais pas toujours...	DIRH.		
	14.	(16_INT_533) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christiane Jaquet-Berger - L'Office cantonal des curatelles et tutelles professionnelles (OCTP) est-il en mesure de répondre aux défis qu'il affronte ?	DIS.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 24 janvier 2017

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité
RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	15.	(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance	DIS	Blanc M.	
	16.	(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers	DIS	Blanc M.	
	17.	(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire	DIS	Blanc M.	
	18.	(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal	DIS	Blanc M.	
	19.	(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !	DIS	Blanc M. (Majorité), Tschopp J. (Minorité)	
	20.	(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats	DIS	Blanc M.	
	21.	(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance	DIS	Blanc M.	
	22.	(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités	DIS	Blanc M.	
	23.	(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0	DIS	Blanc M.	
	24.	(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts - Suppléances dans les conseils communaux	DIS	Blanc M. (Majorité), Tschopp J. (Minorité)	
	25.	(16_POS_177) Postulat Jacques Perrin et consorts - Développer à Moudon un centre d'information et de formation en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO	DECS	Rey-Marion A.	

Séance du Grand Conseil

Mardi 24 janvier 2017

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité
RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	26.	(16_INT_519) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Annick Vuarnoz et consorts - Formations continues des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : qu'attend-on pour agir ?	DECS.		
	27.	(16_INT_520) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts - WWF International et sa presque complète restructuration : mais que fait donc le Canton?	DECS.		
	28.	(16_INT_562) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Eggenberger et consorts - Nouvelle loi sur la nationalité : quelles mesures d'encouragement ?	DECS.		
	29.	(15_INT_425) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yves Ravenel - Production laitière vaudoise - situation préoccupante	DECS.		
	30.	(16_INT_513) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean Tschopp et consorts - Uber bénéficie-t-elle d'un régime d'impunité ?	DECS.		
	31.	(16_INT_548) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claire Attinger Doepper - Lutte contre le dumping salarial et le travail au noir : quel est le comportement des entreprises sur le sol vaudois ?	DECS.		
	32.	(16_INT_565) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot - Combien ont coûté le BCI et ses subventions aux contribuables en 2015 ?	DECS.		
	33.	(16_INT_522) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Les JOJ de 2020 : cheval de Troie pour les JO de 2026?	DECS.		
	34.	(16_INT_523) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Vassilis Venizelos - Jeux olympiques d'hiver 2026 : Faux départ ?	DECS.		
	35.	(16_INT_635) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Sansonnens et consorts - Jeux olympiques 2026 : le Conseil d'Etat entend-il slalomer encore longtemps autour du peuple et ses élus ?	DECS.		
	36.	(16_PET_054) Pour le respect de la SAU, du régime foncier, des arbres isolés, des haies et des bosquets, par la délimitation des aires forestières établies par les inspecteurs forestiers de notre canton	DTE, DECS	Trolliet D. (Majorité), Chollet J.L. (Minorité)	

Séance du Grand Conseil

Mardi 24 janvier 2017

de 9 h.30 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité
RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	37.	(16_PET_056) Pétition - Sauvons les Grands Plats !	DTE	Hurni V.	
	38.	(305) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Groupe socialiste pour que les femmes comptent aussi au niveau des conseils d'administration...	DTE.	Décosterd A.	
	39.	(16_INT_544) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne Décosterd - Que fait le canton et notamment la DGE pour harmoniser la récolte des déchets (LGD) ?	DTE.		
	40.	(16_INT_546) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Josée Martin - Une taxe à géométrie variable ?	DTE.		

Secrétariat général du Grand Conseil

canton de vaud

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17_INT_656

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).
*Délai de réponse dès le renvoi au CE : **trois mois**.*

Titre de l'interpellation

L'attractivité de l'Etat employeur : quels avantages pour les collaborateurs ?

Texte déposé

L'Etat de Vaud comme de nombreuses entreprises privées proposent à leurs collaborateurs des avantages offerts par des entreprises, tels que des prix préférentiels, rabais flotte, des rabais pour des fitness, etc.
Les entreprises le communiquent à travers des mails, des newsletters, ou des pages intranet.

Quel est le but des entreprises ? Il s'agit de les rendre attractives tout d'abord au niveau du recrutement, il s'agit souvent d'un argument avancé dans le processus de recrutement, et les futurs collaborateurs n'y sont pas insensibles. Mais aussi de fidéliser les collaborateurs à l'entreprise. Et nous assistons parfois à une véritable concurrence entre les entreprises pour offrir à leurs collaborateurs le plus grand nombre d'avantages auprès de fournisseurs, ou d'autres entreprises, offrant certains services et rabais.

Et qu'en est-il de l'Etat de Vaud ? L'Etat de Vaud propose aussi certains avantages à ses collaborateurs, offerts par des entreprises, par exemple les rabais sur l'achat d'ordinateurs d'une certaine marque, des offres spéciales sur des abonnements aux CFF, etc. Et en ceci, elle participe à l'un des axes que le Conseil d'Etat entend privilégier : l'attractivité de l'Etat employeur.
Après un sondage auprès des collaborateurs de l'Etat de Vaud, il se trouve que ces avantages ne sont guère communiqués, et que peu d'entre eux connaissent l'existence de ceux-ci.

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Suite à ce constat, je pose au Conseil d'Etat les questions suivantes :

- Quelle est la stratégie du Conseil d'Etat vis-à-vis des avantages offerts à ses collaborateurs, dans une optique de recrutement et de fidélisation de ceux-ci ?

- Quel est le processus quant à la recherche de ces avantages pour les collaborateurs ?

- Est-ce que le Conseil d'Etat envisage une « publicité », une communication interne, via une newsletter, une page intranet, ou autre, afin de communiquer à l'ensemble des collaborateurs de l'Etat de Vaud ces avantages ?

Je remercie d'avance le Conseil d'Etat pour sa réponse à mes différentes questions.

Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer ☒ Ne souhaite pas développer ☐

Nom et prénom de l'auteur : Manuel Donzé Signature :

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) : Signature(s) :

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17_INT_657

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).
*Délai de réponse dès le renvoi au CE : **trois mois**.*

Titre de l'interpellation **Mendicité : démocratie travestie ?**

Texte déposé

Le 27 sept.2016 - en matière de réglementation de la mendicité dans notre Canton - le Grand Conseil préférait au contre-projet du Conseil d'Etat l'initiative signée par 13'824 électrices/électeurs de ce Canton, initiative populaire demandant interdiction et pénalisation de la mendicité sur tout le territoire cantonal. Comme le veut le droit en vigueur, l'acceptation de ce genre d'initiative par le Grand Conseil donne force de loi à la modification législative décidée par cette assemblée, sauf aboutissement d'un référendum remplissant les conditions prévues par la LEDP art.105 (12'000 signatures valables recueillies dans les 60 jours suivant la publication FAO). Un tel référendum a été lancé dans la seconde moitié d'octobre. Au terme du délai de dépôt des signatures dans les communes pour contrôle (délai prolongé au 29 décembre 2016 vu les féries de fin d'année), le référendum n'a pas abouti, le nombre de signatures recueillies étant largement insuffisant (env.8000 signatures récoltées, selon le comité d'initiative). Vu ce qui précède, la loi du 27 septembre 2016 modifiant la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 doit entrer en vigueur.

Or le Comité référendaire a publiquement annoncé qu'il transformait son référendum en pétition, à déposer sur le Bureau du Grand Conseil. Pourtant le formulaire de récolte de signatures- titré « *REFERENDUM CONTRE L'INTERDICTION DE LA MENDICITE* », a été officiellement agréé, en atteste l'apposition du sceau de la Cheffe du Département des Institutions et de la Sécurité, une formulation qui ne laisse aucun doute sur la qualification de la démarche proposée aux électeurs.

Aujourd'hui, le Comité référendaire veut déposer les signatures « référendaires » entre les mains de notre Bureau, et implicitement voir le Grand Conseil traiter cet objet selon les articles 105 à 108 de la loi qui régit organisation et fonctionnement de notre Parlement.

Questions :

- n'est-ce pas travestir les dispositions relevant des droits populaires – dispositions qui font la fierté de notre démocratie - que de recueillir des milliers de signatures et de les utiliser à d'autres fins qu'à celle de leur vocation première?
- si le Bureau décide de transmettre cet objet particulier à la Commission des pétitions, ne craint-il pas de créer un précédent ?
- quand la modification de la loi décidée par le Grand Conseil le 27 sept.2016 entrera-t-elle en vigueur ?

Commentaire(s)
Merci de projeter le formulaire officiel de récolte de signatures durant le bref développement de l'interpellation.

Conclusions

Souhaite développer ☑ Ne souhaite pas développer ☐

Nom et prénom de l'auteur : Signature :

ROULET-GRIN PIERRETTE

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) : Signature(s) :

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

canton de vaud

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17-INT-658

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).
*Délai de réponse dès le renvoi au CE : **trois mois**.*

Titre de l'interpellation

Augmentation prévue du trafic aérien à l'Aéroport de Cointrin, quelle est la marge de manœuvre du Canton de Vaud ?

Texte déposé

Nous avons la chance, en bout du Lac Léman, d'être doté d'un aéroport international qui permet à tous nos concitoyens de voyager facilement et qui offre bon nombre de place de travail. Sans vouloir réduire les activités aéroportuaires, il est néanmoins légitime de se poser la question de l'impact que cela aura sur les communes vaudoise riveraines.

En effet, les perspectives de croissance de l'aéroport de Cointrin inquiètent les habitants des communes vaudoises concernées, notamment en ce qui concerne l'augmentation du bruit et l'augmentation du risque sanitaire lié à la pollution. De 15 millions de passagers par année, on devrait passer à 25 millions en 2030. Cela représente 235'000 mouvements pronostiqués à l'horizon 2030, ce qui va correspondre à un passage toutes les 90 secondes, ce durant toute la journée et sur une zone de passage élargie à celle existante aujourd'hui.

Un protocole de coordination[i] a été présenté en fin d'année 2016 aux communes riveraines, dont les quelques communes vaudoises concernées, notamment les communes vaudoises de Chavannes-des-Bois, Coppet, Mies et Tannay.

Sur les bases de ce protocole, la Confédération et le Canton de Genève sont en train d'élaborer un document intitulé "Plan sectoriel d'infrastructure aéronautique" (PSIA). Cette fiche PSIA est d'une importance cruciale pour le développement des infrastructures de l'aéroport de Genève de ces vingt prochaines années. Ce document donnera les lignes de développement des installations de Cointrin pour s'adapter à la croissance du trafic aérien.

Or, à ce stade, il y a divergence de vue entre l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) qui base sa projection de développement sur une étude "nommée Intraplan" et qui prévoit une croissance soutenue du développement et l'Association transfrontalière des communes riveraines de l'aéroport international de Genève (ATCR-AIG). Cette dernière a demandé une contre-expertise nommée "Noé21"[ii] qui démontre que l'étude d'Intraplan n'est pas fiable et qui pense que, sur la base d'une

prévision de croissance modérée du développement, il serait possible de contenir l'augmentation des nuisances tout en permettant un développement raisonnable du trafic aérien.

Les habitants du Canton de Genève riverains à l'Aéroport ont déposés une initiative populaire cantonale[iii] le 15 décembre 2016 demandant un développement concerté de l'Aéroport, ce afin d'avoir une meilleur maîtrise notamment sur les nuisances.

Avant que la fiche PSIA élaborée sur le protocole de coordination, soit validée par la Confédération, scellant ainsi un développement très important de l'aéroport de Genève, une consultation du Canton de Genève, du Canton de Vaud et de la France est prévue durant le premier trimestre 2017.

Dès lors, j'ai l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat:

- De quelle manière le Conseil d'Etat vaudois s'est-il impliqué jusqu'à présent dans l'élaboration de ce protocole de coordination ?
- Quelles seront les grandes modifications de l'extension des couloirs aériens sur notre canton ?
- Quelle marge de manœuvre a le Conseil d'Etat dans le cadre de cette consultation pour influer sur les décisions et quelle position défendra-t-il ?
- Le Canton de Vaud participera-t-il au groupe de travail permettant de définir la procédure en vue de la fixation futur du niveau de bruit admissible inscrit dans l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) ?
- Si des mesures d''assainissement du bruit sur des bâtiments devaient être nécessaires, comment le financement serait-il envisagé ?
- Le Conseil d'Etat envisage-t-il d'effectuer une surveillance accrue de la qualité de l'air spécifiquement dans cette région, plus particulièrement en ce qui concerne les émissions d'oxyde d'azote et de particules fines ?

Par avance, je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer ☑ Ne souhaite pas développer ☐

Nom et prénom de l'auteur : Signature :

Amélie Cherbuin

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) : Signature(s) :

[i] http://www.atcr-aig.com//uploads/Docs_pdf/documentation-PSIA/PSIA_protocole%20coord_info161124_V3.pdf

[ii] http://initiative-aeroport.ch/site/wp-content/uploads/2016/08/Le-diable-se-cache.pdf

[iii] http://initiative-aeroport.ch/

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Aminian Taraneh
Ansermet Jacques
Attinger Doepper Claire
Aubert Mireille
Baehler Bech Anne
Ballif Laurent
Bendahan Samuel
Berthoud Alexandre
Bezençon Jean-Luc
Blanc Mathieu
Bolay Guy-Philippe
Bonny Dominique-Richard
Bory Marc-André
Bovay Alain
Buffat Marc-Olivier
Butera Sonya
Cachin Jean-François
Chapalay Albert
Chappuis Laurent
Cherubini Alberto
Cherbuin Amélie
Chevalley Christine
Chevalley Jean-Rémy
Chollet Jean-Luc
Christen Jérôme
Christin Dominique-Ella
Clément François
Clivaz Philippe
Collet Michel
Cornamusaz Philippe
Courdesse Régis
Cretegny Gérald
Cretegny Laurence
Croci-Torti Nicolas
Crottaz Brigitte
Cuérel Julien
Debluë François
Décosterd Anne
Deillon Fabien
Démétriadès Alexandre
Desmeules Michel
Despot Fabienne
Devaud Grégory
Dolivo Jean-Michel
Donzé Manuel
Ducommun Philippe
Dupontet Aline
Durussel José
Duvoisin Ginette
Eggenberger Julien
Ehrwein Nihan Céline
Epars Olivier
Favrod Pierre-Alain
Ferrari Yves
Freymond Isabelle
Freymond Cantone Fabienne
Gander Hugues
Genton Jean-Marc
Germain Philippe
Glauser Nicolas
Glauser Sabine
Golaz Olivier
Grandjean Pierre
Grobéty Philippe
Guignard Pierre
Haldy Jacques
Hurni Véronique
Induni Valérie
Jaccard Nathalie
Jaccoud Jessica
Jaquet-Berger Christiane
Jaquier Rémy
Jobin Philippe
Jungclaus Delarze Suzanne
Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Keller Vincent
Kernen Olivier
Krieg Philippe
Kunze Christian
Labouchère Catherine
Lio Lena
Luisier Christelle
Mahaim Raphaël
Maillefer Denis-Olivier
Manzini Pascale
Marion Axel
Martin Josée
Mattenberger Nicolas
Matter Claude
Mayor Olivier
Meienberger Daniel
Meldem Martine
Melly Serge
Meyer Roxanne
Miéville Laurent
Miéville Michel
Modoux Philippe
Mojon Gérard
Montangero Stéphane
Mossi Michele
Neyroud Maurice
Nicolet Jean-Marc
Oran Marc
Pahud Yvan
Pernoud Pierre-André
Perrin Jacques
Podio Sylvie
Probst Delphine
Randin Philippe
Rapaz Pierre-Yves
Räss Etienne
Rau Michel
Ravenel Yves
Renaud Michel
Rey-Marion Aliette
Rezso Stéphane
Richard Claire
Riesen Werner
Rochat Nicolas
Romano Myriam
Roulet Catherine
Roulet-Grin Pierrette
Rubattel Denis
Ruch Daniel
Rydlo Alexandre
Sansonnens Julien
Schaller Graziella
Schelker Carole
Schobinger Bastien
Schwaar Valérie
Schwab Claude
Sonnay Eric
Sordet Jean-Marc
Stürner Felix
Surer Jean-Marie
Thalmann Muriel
Thuillard Jean-François
Tosato Oscar
Treboux Maurice
Trolliet Daniel
Tschopp Jean
Uffer Filip
Urfer Pierre-Alain
Venizelos Vassilis
Voiblet Claude-Alain
Volet Pierre
Vuillemin Philippe
Wüthrich Andreas
Wyssa Claudine
Züger Eric

canton de vaud

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Postulat

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17_POS_225

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 118 et 119 LGC Le postulat charge le CE d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de légiférer dans un domaine particulier (attention : le postulat n'impose pas au CE de légiférer, contrairement à la motion et à l'initiative) et de dresser un rapport. Il porte sur une compétence propre ou déléguée du CE. Motivé, le postulat doit exposer clairement la mesure souhaitée ou l'objet du rapport demandé.
Il peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**
- Soit le postulant demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct du postulat à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.
- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.
(b) la prise en considération immédiate. Un député ou le CE demande la prise en considération immédiate du postulat ; suite au vote du GC, le postulat est soit renvoyé au CE, soit classé.
Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre du postulat
Que fait-on de notre blé ?

Texte déposé

Les vignerons encaveurs doivent annoncer chaque année à une période donnée leur état des stocks de vin clair et en bouteille qu'ils possèdent.

Les maraîchers doivent annoncer leurs stocks de légumes via le site de l'office technique des maraîchers.
Pendant la haute saison une fois par semaine et pendant l'hiver une fois par mois.
C'est sur demande de l'OFAG, afin de tenir des statistiques, et de savoir quand c'est le bon moment pour libérer des quotas d'importation de légumes. Un négoce journalier entre importateurs et producteurs. Par contre aucun grossiste n'a l'obligation d'annoncer ses stocks, et pour les maraîchers ce n'est pas correct. Afin de connaître vraiment les stocks disponibles sur le marché, les grossistes devraient eux aussi annoncer leurs marchandises.
Actuellement il n'y a aucun lien de transparence avec le consommateur, et à mon avis, il devrait être mieux au courant de l'évolution du marché des légumes dans le canton.

Au niveau des céréales qu'elles soient panifiables ou fourragères c'est encore plus opaque.
Une estimation avant la récolte est faite et 1 fois par an, les centres collecteurs doivent annoncer la quantité totale réceptionnée. Mais à aucun moment il y a un suivi des stocks dans notre canton alors que le canton de Vaud est un des plus gros fournisseurs de céréales du pays.
Un grand nombre d'agriculteurs ont perdu depuis trop longtemps la liaison producteurs consommateurs. Au niveau des céréales c'est flagrant. Peu savent ce que devient leur récolte. Pour le consommateur aussi cela serait intéressant de savoir d'où vient la matière première.

C'est pour cela que je demande au Conseil d'Etat un rapport sur ce qui se fait, et ce qui pourrait être amélioré, afin qu'il y ait une transparence des marchés et du suivi des stocks de céréales panifiables et fourragères de notre canton.
Cela pourrait aussi encourager chaque producteur à ne pas surcharger le marché d'une céréale qui est en suffisance et ainsi pouvoir diversifier sa production avant les semis d'automne.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures ☒

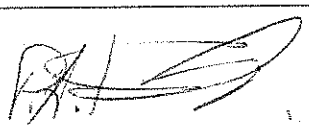
(b) renvoi à une commission sans 20 signatures ☐

(c) prise en considération immédiate ☐

Nom et prénom de l'auteur :

Favrod Pierre-Alain

Signature :



Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Aminian Taraneh
Ansermet Jacques
Attinger Doepper Claire
Aubert Mireille
Baehler Bech Anne
Ballif Laurent
Bendahan Samuel
Berthoud Alexandre
Bezençon Jean-Luc
Blanc Mathieu
Bolay Guy-Philippe
Bonny Dominique-Richard
Bory Marc-André
Bovay Alain
Buffat Marc-Olivier
Butera Sonya
Cachin Jean-François
Chapalay Albert
Chappuis Laurent
Cherubini Alberto
Cherbuin Amélie
Chevalley Christine
Chevalley Jean-Rémy
Chollet Jean-Luc
Christen Jérôme
Christin Dominique-Ella
Clément François
Clivaz Philippe
Collet Michel
Cornamusaz Philippe
Courdesse Régis
Cretegny Gérald
Cretegny Laurence
Croci-Torti Nicolas
Crottaz Brigitte
Cuérel Julien
Debluë François
Décosterd Anne
Deillon Fabien
Démétriadès Alexandre
Desmeules Michel
Despot Fabienne
Devaud Grégory
Dolivo Jean-Michel
Donzé Manuel
Ducommun Philippe
Dupontet Aline
Durussel José
Duvoisin Ginette
Eggenberger Julien
Ehrwein Nihan Céline
Epars Olivier
Favrod Pierre-Alain
Ferrari Yves
Freymond Isabelle
Freymond Cantone Fabienne
Gander Hugues
Genton Jean-Marc
Germain Philippe
Glauser Nicolas
Glauser Sabine
Golaz Olivier
Grandjean Pierre
Grobéty Philippe
Guignard Pierre
Haldy Jacques
Hurni Véronique
Induni Valérie
Jaccard Nathalie
Jaccoud Jessica
Jaquet-Berger Christiane
Jaquier Rémy
Jobin Philippe
Jungclaus Delarze Suzanne
Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Keller Vincent
Kernen Olivier
Krieg Philippe
Kunze Christian
Labouchère Catherine
Lio Lena
Luisier Christelle
Mahaim Raphaël
Maillefer Denis-Olivier
Manzini Pascale
Marion Axel
Martin Josée
Mattenberger Nicolas
Matter Claude
Mayor Olivier
Meienberger Daniel
Meldem Martine
Melly Serge
Meyer Roxanne
Miéville Laurent
Miéville Michel
Modoux Philippe
Mojon Gérard
Montangero Stéphane
Mossi Michele
Neyroud Maurice
Nicolet Jean-Marc
Oran Marc
Pahud Yvan
Pernoud Pierre-André
Perrin Jacques
Podio Sylvie
Probst Delphine
Randin Philippe
Rapaz Pierre-Yves
Räss Etienne
Rau Michel
Ravenel Yves
Renaud Michel
Rey-Marion Aliette
Rezso Stéphane
Richard Claire
Riesen Werner
Rochat Nicolas
Romano Myriam
Roulet Catherine
Roulet-Grin Pierrette
Rubattel Denis
Ruch Daniel
Rydlo Alexandre
Sansonnens Julien
Schaller Graziella
Schelker Carole
Schobinger Bastien
Schwaar Valérie
Schwab Claude
Sonnay Eric
Sordet Jean-Marc
Stürner Felix
Surer Jean-Marie
Thalmann Muriel
Thuillard Jean-François
Tosato Oscar
Treboux Maurice
Trolliet Daniel
Tschopp Jean
Uffer Filip
Urfer Pierre-Alain
Venizelos Vassilis
Voiblet Claude-Alain
Volet Pierre
Vuillemin Philippe
Wüthrich Andreas
Wyssa Claudine
Züger Eric

canton de vaud

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Postulat

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17_POS_226

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 118 et 119 LGC Le postulat charge le CE d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de légiférer dans un domaine particulier (attention : le postulat n'impose pas au CE de légiférer, contrairement à la motion et à l'initiative) et de dresser un rapport. Il porte sur une compétence propre ou déléguée du CE. Motivé, le postulat doit exposer clairement la mesure souhaitée ou l'objet du rapport demandé.
Il peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**
- Soit le postulant demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct du postulat à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.
- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.
(b) la prise en considération immédiate. Un député ou le CE demande la prise en considération immédiate du postulat ; suite au vote du GC, le postulat est soit renvoyé au CE, soit classé.
Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre du postulat
Augmentation des primes d'assurances : Arrêtons d'étrangler la classe moyenne

Texte déposé

Sur le podium des cantons payant les primes maladies les plus élevées, le Canton de Vaud trône à la troisième place derrière Bâle et Genève.

Nos citoyens voient leurs primes de base obligatoires augmenter chaque année, sans qu'aucune solution n'émerge en vue de stabiliser l'envolée des prix.

Ainsi, selon les statistiques vaudoises, les primes payées par les Vaudoises et les Vaudois ont presque doublé depuis 1996.

Aujourd'hui, le Conseil d'Etat semble vouloir répondre à cette problématique en augmentant les subventions à la population pour compenser cette augmentation des coûts. Cette volonté est louable, mais elle reste tout de même limitée car elle ne concerne pas ou trop peu la classe moyenne.

Or, c'est la classe moyenne qui « trinque » aujourd'hui et voit son pouvoir d'achat se fragiliser, alors que notre économie vit une période trouble et incertaine.

Rappelons que l'assurance-maladie de base est une assurance obligatoire. Même si les assurés peuvent changer de caisse, le système dans lequel les caisses évoluent reste le

même. Les assurés, captifs, ne peuvent qu'assister à l'inexorable étranglement financier que ce système leur impose.

Pour réduire la pression financière exercée par l'augmentation des primes, il existe bien un outil prévu dans la panoplie des déductions fiscales. A savoir, une déduction de fr. 2'000.- pour une personne seule, fr. 4'000.- pour un couple, fr. 1'300.- par enfant ou personne à charge. Pour une famille de quatre personnes dont deux enfants, la déduction annuelle totale est donc de fr. 6'600.- pour l'ensemble de l'année. Cela correspond à moins de la moitié des primes obligatoires payées par un tel ménage.

Les postulants demandent donc au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité d'augmenter la déduction fiscale des primes d'assurance-maladie à hauteur d'un montant équivalant, pour le contribuable et les personnes à sa charge, à la prime moyenne cantonale relative à l'assurance obligatoire des soins, déterminée par l'Office fédéral de la santé publique par classe d'âge des assurés. Il s'agira notamment d'évaluer les conséquences fiscales pour les contribuables et le report de charges de cette mesure pour l'Etat.

A l'instar d'autres cantons, qui appliquent déjà cette mesure, celle-ci répondra certainement à l'attente d'une partie importante des citoyens de la classe moyenne vaudoise, en proposant l'amélioration d'une voie complémentaire à la politique de subventionnement actuelle.

Les postulants remercient d'ores et déjà le Conseil d'Etat pour son rapport.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures ☑

(b) renvoi à une commission sans 20 signatures ☐

(c) prise en considération immédiate ☐

Nom et prénom de l'auteur :

Claire Richard, pour le groupe vert'libéral

Signature :

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Aminian Taraneh
Ansermet Jacques
Attinger Doepper Claire
Aubert Mireille
Baehler Bech Anne
Ballif Laurent
Bendahan Samuel
Berthoud Alexandre
Bezençon Jean-Luc
Blanc Mathieu
Bolay Guy-Philippe
Bonny Dominique-Richard
Bory Marc-André
Bovay Alain
Buffat Marc-Olivier
Butera Sonya
Cachin Jean-François
Chapalay Albert
Chappuis Laurent
Cherubini Alberto
Cherbuin Amélie
Chevalley Christine
Chevalley Jean-Rémy
Chollet Jean-Luc
Christen Jérôme
Christin Dominique-Ella
Clément François
Clivaz Philippe
Collet Michel
Cornamusaz Philippe
Courdesse Régis
Cretegny Gérald
Cretegny Laurence
Croci-Torti Nicolas
Crottaz Brigitte
Cuérel Julien
Debluë François
Décosterd Anne
Deillon Fabien
Démétriadès Alexandre
Desmeules Michel
Despot Fabienne
Devaud Grégory
Dolivo Jean-Michel
Donzé Manuel
Ducommun Philippe
Dupontet Aline
Durussel José
Duvoisin Ginette
Eggenberger Julien
Ehrwein Nihan Céline
Epars Olivier
Favrod Pierre-Alain
Ferrari Yves
Freymond Isabelle
Freymond Cantone Fabienne
Gander Hugues
Genton Jean-Marc
Germain Philippe
Glauser Nicolas
Glauser Sabine
Golaz Olivier
Grandjean Pierre
Grobéty Philippe
Guignard Pierre
Haldy Jacques
Hurni Véronique
Induni Valérie
Jaccard Nathalie
Jaccoud Jessica
Jaquet-Berger Christiane
Jaquier Rémy
Jobin Philippe
Jungclaus Delarze Suzanne
Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Keller Vincent
Kernen Olivier
Krieg Philippe
Kunze Christian
Labouchère Catherine
Lio Lena
Luisier Christelle
Mahaim Raphaël
Maillefer Denis-Olivier
Manzini Pascale
Marion Axel
Martin Josée
Mattenberger Nicolas
Matter Claude
Mayor Olivier
Meienberger Daniel
Meldem Martine
Melly Serge
Meyer Roxanne
Miéville Laurent
Miéville Michel
Modoux Philippe
Mojon Gérard
Montangero Stéphane
Mossi Michele

Neyroud Maurice
Nicolet Jean-Marc
Oran Marc
Pahud Yvan
Pernoud Pierre-André
Perrin Jacques
Podio Sylvie
Probst Delphine
Randin Philippe
Rapaz Pierre-Yves
Räss Etienne
Rau Michel
Ravenel Yves
Renaud Michel
Rey-Marion Aliette
Rezso Stéphane
Richard Claire
Riesen Werner
Rochat Nicolas
Romano Myriam
Roulet Catherine
Roulet-Grin Pierrette
Rubattel Denis
Ruch Daniel
Rydlo Alexandre

Sansonnens Julien
Schaller Graziella
Schelker Carole
Schobinger Bastien
Schwaar Valérie
Schwab Claude
Sonnay Eric
Sordet Jean-Marc
Stürner Felix
Surer Jean-Marie
Thalmann Muriel
Thuillard Jean-François
Tosato Oscar
Treboux Maurice
Trolliet Daniel
Tschopp Jean
Uffer Filip
Urfer Pierre-Alain
Venizelos Vassilis
Voiblet Claude-Alain
Volet Pierre
Vuillemin Philippe
Wüthrich Andreas
Wyssa Claudine
Züger Eric

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Postulat

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17_POS_223

Déposé le : 17.01.17

Scanné le : _____

Art. 118 et 119 LGC Le postulat charge le CE d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de légiférer dans un domaine particulier (attention : le postulat n'impose pas au CE de légiférer, contrairement à la motion et à l'initiative) et de dresser un rapport. Il porte sur une compétence propre ou déléguée du CE. Motivé, le postulat doit exposer clairement la mesure souhaitée ou l'objet du rapport demandé.
Il peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**
- Soit le postulant demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct du postulat à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.
- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.
(b) la prise en considération immédiate. Un député ou le CE demande la prise en considération immédiate du postulat ; suite au vote du GC, le postulat est soit renvoyé au CE, soit classé.
Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre du postulat
Modernisation des infrastructures à charge de l'Etat à Rennaz (Centre d'entretien des routes nationales et cantonales de Rennaz et Centre de gendarmerie mobile de l'Est vaudois) : 15 ans de tergiversation, c'est trop !

Texte déposé
L'Etat de Vaud est propriétaire de la parcelle 158 d'une surface de 24'990 m2 sise sur la commune de Rennaz. Sur les 5605 m2 bâtis (surface au sol), on y trouve des locaux pour le service d'entretien des autoroutes et des routes, divers couverts, des bureaux pour les 2 entités susmentionnées (tous propriété de la Confédération) et 16 cabines pavillonnaires pour les services de la gendarmerie, propriété de l'Etat de Vaud.
L'ensemble est vétuste et inadapté à l'évolution tant des missions que des normes énergétiques.

Historique
1970 : Construction des bâtiments et des équipements du Centre d'entretien de Rennaz
2001 : Les besoins de mises à jour et d'agrandissement sont déjà avérés et un mandat d'étude commandité débouche sur un projet ascendant à CHF 7'000'000.-
2004 : Suite au moratoire financier imposé par le Conseil d'Etat, une solution temporaire est trouvée avec la mise en place provisoire (autorisation valable 5 ans) de 16 cabines pavillonnaires pour la Police cantonale (Polcant) pour un montant de CHF 16'000.-.
2008 : Suite à l'entrée en vigueur de la Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), l'Office fédéral des routes (OFROU) reprend la propriété des routes et également celle des installations annexes
2009 : Le principe de reprise des Centres d'entretien par l'OFROU est arrêté (sauf pour le Centre du Mont). Le Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL) soumet à l'OFROU le

projet de réhabilitation

2010 : La Commune de Rennaz accepte de prolonger de 5 ans l'autorisation provisoire

2012 : En réponse à la relance des besoins auprès de l'OFROU par les partenaires vaudois (SIPaL, Service des routes et Unité territoriale II), l'OFROU insiste pour régler préalablement et par convention les questions de propriété future.

2013 : Etablissement par l'OFROU d'un projet de convention, les principes financiers devant être définis ultérieurement.

2015 : En réponse à une observation de la COGES, une planification mentionne l'échéance de 2015 pour la finalisation d'un rapport d'audit de l'état des bâtiments et d'actualisation des besoins, de 2016 pour une demande de crédit d'étude au Grand Conseil et 2020 pour la réalisation du projet

2016 : Deuxième prolongation de l'autorisation provisoire pour 5 ans.

2016 : Proposition de l'OFROU de régler les relations administratives et financières entre l'Etat et la Confédération par une nouvelle convention générale portant sur les 4 sites vaudois (Rennaz, Bursins, le Mont/Lausanne, et Yverdon-les Bains)

2016 : Projet de transfert du dépôt des cantonniers d'Aigle à Rennaz

2016 : Analyse du SIPaL pour vérifier si le projet de transformation stoppé en 2004 peut être adapté aux besoins actuels.

Interventions de la Commission de gestion

Durant la législature en cours, soit en 2012, 2013 et 2015, la Commission de gestion a déposé 3 observations (2 pour la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) et 1 pour la Polcant). Toutes relevaient la vétusté des locaux et l'inadaptation aux besoins actuels et futurs.

En mai 2016, une délégation de la COGES, formée des sous-commissions DIS pour la Polcant, DIRH pour la DGMR et DFIRE pour le SIPaL, s'est rendue sur place, y a rencontré l'administrateur et le responsable d'exploitation de la région Est ainsi que le chef de service du SiPaL mais a dû regretter l'absence de l'OFROU.

Constats

- Ce dossier traîne depuis maintenant 15 ans
- Le moratoire financier a été levé, mais les infrastructures restent inadaptées aux missions et conditions de travail de la DGMR et de la Polcant
- Les besoins ont significativement évolué notamment concernant les véhicules, le matériel d'entretien et de signalisation
- Les surfaces disponibles permettent l'agrandissement nécessaire et l'intégration du dépôt d'Aigle
- Les cabines pavillonnaires doivent impérativement être évacuées en 2020
- Le calendrier mentionné dans la réponse à l'observation de la COGES ne peut être tenu
- La convention avec l'OFROU n'est toujours pas signée.
- La lenteur du dossier semble provenir donc de la partie de « ping-pong » et du renvoi des responsabilités entre l'OFROU et les services de l'Etat concernés.

Au vu de ce qui précède, par le présent postulat, nous demandons au Conseil d'Etat :

- D'une part, si la décision de sortir le Centre de Rennaz de la convention générale en discussion avec l'OFROU a été prise ? Le cas échéant, par qui elle a été prise?
- D'autre part, de proposer une feuille de route ainsi qu'un calendrier plausible, traitant de l'ensemble des opérations, soit l'établissement d'une convention avec l'OFROU, la mise à jour des besoins, l'établissement d'un Plan partiel d'affectation (PPA) si nécessaire, l'obtention des crédits d'étude et de construction afférents au Centre d'entretien de Rennaz et au Centre de gendarmerie mobile de l'Est vaudois et la durée des travaux.
- Finalement, de faire aboutir les démarches nécessaires, notamment avec l'OFROU, afin de doter le Centre d'entretien de Rennaz et le Centre de gendarmerie mobile de l'Est vaudois, des infrastructures nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et correspondant à leurs besoins.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures ☐

(b) renvoi à une commission sans 20 signatures ☐

(c) **prise en considération immédiate** x

Nom et prénom de l'auteur :

Au nom de la COGES :
Valérie SCHWAAR

Signature :

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Aminian Taraneh
Ansermet Jacques
Attinger Doepper Claire
Aubert Mireille
Baehler Bech Anne
Ballif Laurent
Bendahan Samuel
Berthoud Alexandre
Bezençon Jean-Luc
Blanc Mathieu
Bolay Guy-Philippe
Bonny Dominique-Richard
Bory Marc-André
Bovay Alain
Buffat Marc-Olivier
Butera Sonya
Cachin Jean-François
Chapalay Albert
Chappuis Laurent
Cherubini Alberto
Cherbuin Amélie
Chevalley Christine
Chevalley Jean-Rémy
Chollet Jean-Luc
Christen Jérôme
Christin Dominique-Ella
Clément François
Clivaz Philippe
Collet Michel
Cornamusaz Philippe
Courdesse Régis
Cretegny Gérald
Cretegny Laurence
Croci-Torti Nicolas
Crottaz Brigitte
Cuérel Julien
Debluë François
Décosterd Anne
Deillon Fabien
Démétriadès Alexandre
Desmeules Michel
Despot Fabienne
Devaud Grégory
Dolivo Jean-Michel
Donzé Manuel
Ducommun Philippe
Dupontet Aline
Durussel José
Duvoisin Ginette
Eggenberger Julien
Ehrwein Nihan Céline
Epars Olivier
Favrod Pierre-Alain
Ferrari Yves
Freymond Isabelle
Freymond Cantone Fabienne
Gander Hugues
Genton Jean-Marc
Germain Philippe
Glauser Nicolas
Glauser Sabine
Golaz Olivier
Grandjean Pierre
Grobéty Philippe
Guignard Pierre
Haldy Jacques
Hurni Véronique
Induni Valérie
Jaccard Nathalie
Jaccoud Jessica
Jaquet-Berger Christiane
Jaquier Rémy
Jobin Philippe
Jungclaus Delarze Suzanne
Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

Keller Vincent
Kernen Olivier
Krieg Philippe
Kunze Christian
Labouchère Catherine
Lio Lena
Luisier Christelle
Mahaim Raphaël
Maillefer Denis-Olivier
Manzini Pascale
Marion Axel
Martin Josée
Mattenberger Nicolas
Matter Claude
Mayor Olivier
Meienberger Daniel
Meldem Martine
Melly Serge
Meyer Roxanne
Miéville Laurent
Miéville Michel
Modoux Philippe
Mojon Gérard
Montangero Stéphane
Mossi Michele

Neyroud Maurice
Nicolet Jean-Marc
Oran Marc
Pahud Yvan
Pernoud Pierre-André
Perrin Jacques
Podio Sylvie
Probst Delphine
Randin Philippe
Rapaz Pierre-Yves
Räss Etienne
Rau Michel
Ravenel Yves
Renaud Michel
Rey-Marion Aliette
Rezso Stéphane
Richard Claire
Riesen Werner
Rochat Nicolas
Romano Myriam
Roulet Catherine
Roulet-Grin Pierrette
Rubattel Denis
Ruch Daniel
Rydlo Alexandre

Sansonnens Julien
Schaller Graziella
Schelker Carole
Schobinger Bastien
Schwaar Valérie
Schwab Claude
Sonnay Eric
Sordet Jean-Marc
Stürner Felix
Surer Jean-Marie
Thalmann Muriel
Thuillard Jean-François
Tosato Oscar
Treboux Maurice
Trolliet Daniel
Tschopp Jean
Uffer Filip
Urfer Pierre-Alain
Venizelos Vassilis
Voiblet Claude-Alain
Volet Pierre
Vuillemin Philippe
Wüthrich Andreas
Wyssa Claudine
Züger Eric

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

FÉVRIER 2016 286

EXPOSE DES MOTIFS ET PROJET DE LOI

modifiant la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants (LAJE)

et

RAPPORTS DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL

• sur la motion Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC – Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les ! (09_MOT_076)

• sur la motion Christelle Luisier et consorts - Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour (15_MOT_075)

• sur le postulat Odile Jaeger Lanore et Consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistant socio-éducatif (07_POS_256)

• sur le postulat Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste - Pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire (09_POS_158)

• sur le postulat Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral - Pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le "lead" aux communes vaudoises (09_POS_161)

• sur le postulat Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire (11_POS_248)

• sur le postulat Guy-Philippe Bolay et consorts – Crèches d'entreprise – Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux fois à la caisse ! (14_POS_072)

et

RAPPORT INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL

sur le postulat Philippe Randin et consorts - Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce (11_POS_2 87)

1 PREAMBULE

En 2006, le Grand Conseil vaudois adoptait la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) qui posait les fondements d'une politique publique qui connaît depuis lors un développement continu, visant à assurer la qualité de l'accueil de jour des enfants, à tendre sur tout le territoire du canton à une offre suffisante en places d'accueil, accessibles financièrement, et à en organiser le financement. L'accueil de jour des enfants s'inscrit au carrefour de la politique familiale, de la politique sociale, de la politique économique et de la politique de promotion de l'égalité des chances ; le dispositif de soutien mis en place a favorisé, grâce au partenariat des différents acteurs et à la mutualisation des ressources, la création de plus de 7'000 places d'accueil collectif et de 1'800 places d'accueil en milieu familial entre 2007 et 2014. Les mécanismes légaux votés par le Grand Conseil en 2006 ont eu un effet fortement incitatif, et la constitution de réseaux d'accueil de jour des enfants sur la base d'un volontariat des communes et des entreprises, encouragées par une incitation financière sous la forme de subventions accordées par la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) est un succès certain.

Dans son programme de législature 2012 – 2017, le Conseil d'Etat relevait la nécessité de consolider et de développer l'accueil de jour des enfants et des jeunes, de leur naissance à la fin de la scolarité obligatoire, dans le cadre des mesures visant à assurer un cadre de vie sûr et de qualité à la population du canton. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat identifiait quatre actions à mettre en œuvre pendant la législature, à savoir :

- préciser les missions des milieux d'accueil de jour des enfants ;
- augmenter le financement de l'Etat à la FAJE afin d'accompagner le développement de l'offre, de sorte que le taux de couverture de l'accueil croisse chaque année ;
- mettre en œuvre l'article 63a de la Constitution vaudoise sur l'école à journée continue (accueil parascolaire) ;
- favoriser les collaborations entreprises – réseaux d'accueil de jour des enfants.

En 2013, à l'occasion de l'évaluation de la mise en œuvre de la LAJE menée conformément à la loi, le Conseil d'Etat proposait différentes mesures au Grand Conseil pour soutenir la dynamique lancée par cette loi. Il avait notamment proposé de renforcer son appui au développement d'une offre d'accueil de qualité pour répondre aux besoins de la population, en augmentant la contribution de l'Etat à la FAJE : la contribution totale de l'Etat à la FAJE est ainsi passée de 17.4 millions de francs en 2012 à 30.45 millions en 2015. A cette occasion, le Conseil d'Etat avait également proposé au Grand Conseil qui les avait acceptées des mesures favorisant la collaboration entre les entreprises et les réseaux d'accueil de jour des enfants.

En augmentant la contribution de l'Etat à la FAJE, le Conseil d'Etat répondait à la motion de la députée Gorrite et consorts demandant que "*l'Etat de Vaud finance la FAJE de façon équitable, transparente, visible dans la durée et conforme aux engagements pris*" et permettait la reprise des travaux de la plateforme Etat – communes portant sur la mise en œuvre de l'article 63a de la Constitution vaudoise (Cst-VD). On se souviendra en effet que le peuple vaudois, en 2009, a plébiscité en votation populaire, à plus de 70 %, l'introduction d'une nouvelle disposition constitutionnelle venant compléter l'article 63 (Cst-VD). Cette nouvelle disposition prévoit que les communes, en collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, organisent un accueil parascolaire surveillé, facultatif pour les familles sous forme d'une école à journée continue dans les locaux scolaires ou à proximité, pendant toute la durée de la scolarité obligatoire, et que les conditions de cet accueil sont fixées par les communes.

Pour mettre en œuvre cette nouvelle disposition constitutionnelle, le Conseil d'Etat avait mis en place en 2010 une plateforme Etat-communes, afin de concrétiser le vœu populaire. Les discussions au sein

de cette plateforme, suspendues par les communes en 2011 dans l'attente de la réponse à la motion Gorrite, ont pu reprendre en janvier 2014. Les travaux, nourris et constructifs, ont permis d'aboutir en septembre 2015 à un accord sur plusieurs points. Ils ont été rassemblés dans un avant-projet de loi dont le Conseil d'Etat a autorisé la mise en consultation par le Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH), en octobre 2015. Dans le même temps, ont également été mises en consultation d'autres propositions concernant des thématiques liées à l'accueil parascolaire des enfants pour lesquelles un accord Etat – communes n'a pas été trouvé, ainsi que des adaptations de la LAJE concernant notamment les missions des milieux d'accueil de jour, les assouplissements à apporter aux cadres de référence de l'accueil collectif préscolaire pour répondre à la motion du député Borloz au nom des groupes radical, libéral et UDC *"Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les*" (motion 09_MOT_076, ci-après motion Borloz), l'organisation de l'accueil familial de jour et l'unification du mode de prise en compte du revenu des parents pour le calcul des montants leur étant facturés par les réseaux d'accueil de jour des enfants.

La consultation portait également sur l'introduction dès 2023 d'un système d'ajustement dynamique de la contribution de l'Etat à la FAJE, qui a fait l'objet d'un accord sur le principe au sein de la Plateforme Etat-communes. On peut rappeler ici qu'un soutien renforcé à l'accueil de jour des enfants a été décidé par le Grand Conseil dans le cadre des mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat des familles prévues en lien avec la réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III). Ainsi sur proposition du Conseil d'Etat, en accord avec les représentants du patronat une augmentation de la contribution des employeurs à la FAJE coordonnée avec la baisse de la fiscalité des entreprises a été décidée. Le Grand Conseil a également décidé dans ce contexte, sur proposition du Conseil d'Etat, d'augmenter les moyens que l'Etat alloue à la FAJE pour l'accueil parascolaire, en prévoyant une contribution complémentaire pérenne, progressivement déployée entre 2016 et 2022, pour atteindre, 30 millions par an dès 2022. La contribution globale de l'Etat à la FAJE passerait, conformément aux décisions du Grand Conseil, à 67.08 millions en 2022, soit environ 10% du coût de l'offre d'accueil subventionnée. En 2012, la contribution de l'Etat était de 17.4 millions de francs, ce qui représentait environ 5.5% du coût de cette offre d'accueil.

En automne 2015, le Grand Conseil adoptait également la motion Christelle Luisier et consorts – *"Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour"* (motion 15_MOT_075, ci-après motion Luisier) qui demande notamment au Conseil d'Etat de prévoir un mécanisme financier déterminant la contribution de l'Etat à la FAJE proportionnellement aux salaires subventionnés par la FAJE (personnel éducatif de l'accueil collectif et des structures de coordination de l'accueil familial de jour) et de fixer le taux pour le calcul de la participation de l'Etat de façon progressive de 16% à 25% des salaires subventionnés par la FAJE.

Dès lors, le Conseil d'Etat prend acte de ce que la profonde mutation de la structure familiale et l'évolution de l'organisation sociale dont il était fait état dans l'exposé des motifs qui accompagnait en 2005 le projet de LAJE se sont en effet confirmées ces dernières années. L'offre d'accueil extrafamilial de qualité pour les plus jeunes constitue désormais une infrastructure indispensable, qui contribue à la qualité de vie, au dynamisme économique et à la cohésion sociale du canton. Fort de ces constats, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil une révision de la loi sur l'accueil de jour des enfants.

Cette proposition tient compte de la volonté populaire exprimée en 2009 pour la généralisation de l'accueil parascolaire, des demandes émanant du Grand Conseil, notamment par les motions Borloz et Luisier, ainsi que des positions exprimées par les milieux concernés lors de la consultation menée par le DIRH fin 2015.

Par cette révision proposée de la LAJE, le Conseil d'Etat concrétise également les intentions qu'il a manifestées dans son programme de législature.

2 L'ACCUEIL DE JOUR DES ENFANTS : SITUATION ACTUELLE

Pour mettre en œuvre l'article 63 de la Constitution vaudoise qui prévoit que *"En collaboration avec les partenaires privés, l'Etat et les communes organisent un accueil préscolaire et parascolaire des enfants"*, le Grand Conseil a adopté la loi sur l'accueil de jour des enfants qui règle principalement les éléments ayant trait à la qualité de la prise en charge des enfants jusqu'à 12 ans, et en organise le financement afin de tendre à une offre suffisante d'accueil sur l'ensemble du territoire du canton.

2.1 Un accueil de jour de qualité

Confier son enfant à une structure d'accueil de jour ou à une accueillante en milieu familial n'est jamais un acte anodin pour des parents, même s'ils sont de plus en plus nombreux à le faire : il est essentiel que cet accueil en collectivité se déroule dans des conditions garantissant la sécurité et le bon développement des enfants concernés. Pour assurer cette qualité de l'accueil, un cadre légal et réglementaire a été développé, depuis la fin des années septante, avec l'Ordonnance fédérale réglant le placement d'enfants (OPE) révisée en 2013, qui fixe le principe selon lequel tout placement d'enfants jusqu'à 12 ans hors de son milieu familial doit faire l'objet d'une autorisation et une surveillance. Cette ordonnance met ainsi en exergue le bien de l'enfant comme devant guider toute décision prise par les autorités dans ce domaine et stipule en son article 15 que l'autorisation ne peut être notamment délivrée que *"si les conditions propres à favoriser le développement physique et mental des enfants semblent assurées*", *"si les qualités personnelles, l'état de santé, les aptitudes éducatives et la formation du directeur de l'établissement et de ses collaborateurs leur permettent d'assumer leur tâche et si l'effectif du personnel est suffisant par rapport au nombre des pensionnaires*","*si les installations satisfont aux exigences de l'hygiène et de la protection contre l'incendie"*.

Au niveau suisse, la grande majorité des cantons ont édicté des dispositions complémentaires pour préciser les conditions générales figurant dans l'OPE, soit dans une loi spécifique sur l'accueil extrafamilial soit dans une loi sur la famille ou la jeunesse, ou encore dans une loi sur l'école obligatoire ou des lois sociales complétées par des règlements sur l'accueil extrafamilial. De plus, des directives ont été édictées, soit au niveau cantonal, soit au niveau communal en matière de qualité de l'accueil.

Dans le canton de Vaud, le Grand Conseil, en adoptant la LAJE en 2006, a confié à l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE), la compétence de préciser dans des directives, après consultation des milieux intéressés, les conditions que doivent remplir les milieux d'accueil collectif et familial pour être autorisés à accueillir des enfants. De fait, en 2006, des cadres de référence (directives) ont été édictés puis révisés en 2008, concernant respectivement l'accueil collectif préscolaire, parascolaire et l'accueil familial, le taux d'encadrement des enfants (nombre de personnes formées et non formées par groupe d'enfants, en fonction de leur âge), les infrastructures permettant d'assurer la sécurité des enfants et le projet pédagogique qui permet de s'assurer de la prise en compte adéquate des besoins de l'enfant. De même, des référentiels de compétences ont été élaborés, précisant notamment les diplômes dont les professionnels de niveau tertiaire et secondaire II doivent être titulaires pour l'accueil collectif, et la formation qui doit être suivie par les accueillantes en milieu familial et les coordinatrices de l'accueil familial de jour. Il faut relever que ces textes reprenaient, en les assouplissant, les pratiques prévalant avant l'entrée en vigueur de la LAJE.

Les tâches liées à la surveillance (c'est-à-dire à la délivrance d'autorisations d'exploiter et au suivi des structures autorisées) ont été confiées par la LAJE à l'Etat, pour ce qui est de l'accueil collectif, et aux communes ou associations de communes, pour ce qui est de l'accueil familial de jour.

2.1.1 Accueil collectif préscolaire

Dans le cadre des travaux menés pour répondre à la motion Borloz qui demande *"d'assouplir le dispositif existant [en matière de normes et directives en vigueur dans l'accueil de jour des enfants], dans le respect des dispositions fédérales*", l'OAJE rattaché au Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH) et autorité compétente au sens de la LAJE, a consulté entre juin et septembre 2015 les milieux intéressés (professionnels de l'enfance, parents, communes, réseaux d'accueil de jour, milieux économiques) pour évaluer la pertinence, au vu des expériences de ces dernières années, des normes actuellement en vigueur en matière d'accueil collectif préscolaire et familial.

S'agissant de l'accueil collectif préscolaire, les discussions ont porté en particulier sur la composition des équipes éducatives, et plus spécifiquement sur la répartition au sein de ces équipes, des professionnels titulaires de diplômes de niveau secondaire II (assistant socio-éducatif) et des professionnels titulaires de diplômes de niveau tertiaire (éducateur de l'enfance). A l'heure actuelle en effet, les équipes doivent être composées à 80 % de professionnels dont 2/3 doivent être des éducatrices ou éducateurs de l'enfance.

A titre d'information, on peut signaler ici qu'une étude sur les normes de qualité des structures d'accueil pour enfants dans les cantons (état au 31 août 2014), menée sur mandat de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et disponible sur son site internet (www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Familie_und_Generationen/2015.04.14_Rapport_Ecoplan_qualit%C3%A9_AEF_f.pdf), met en lumière le fait que tous les cantons exigent en principe les mêmes formations des personnes s'occupant des enfants (avec des différences entre Romands et Alémaniques dans les exigences pour la direction des structures,*"la formation de niveau tertiaire dans ce domaine reposant sur une plus longue tradition qu'en Suisse alémanique*"). Cette étude relève par ailleurs que des normes relatives au taux d'encadrement sont prévues dans tous les cantons, se différenciant en fonction de l'âge des enfants et de la taille des structures, mais qu'il est difficile d'identifier des similitudes :*"tandis qu'en Suisse alémanique prévaut la norme de 50 %, les cantons romands exigent un minimum de deux tiers d'employé-e-s disposant d'une formation reconnue. En Suisse romande toujours, le nombre d'enfants par personne assurant l'encadrement est en général défini, tandis qu'en Suisse alémanique, la règle fixe la taille maximale des groupes ainsi que le nombre d'employé-e-s par groupe*". Dans les faits, on constate que le nombre d'enfants confié à un adulte est plus important lorsque celui-ci est un professionnel formé, respectivement moins important lorsque cet adulte n'est pas titulaire d'une formation reconnue.

Dans le cadre des discussions menées sous l'égide de l'OAJE en été 2015, les conditions fixées dans les directives en matière de locaux et autres infrastructures ont également été passées en revue, en tenant compte de la nécessité d'assurer la sécurité des enfants accueillis (par exemple nécessité de prévoir que les poignées de porte sont hors de portée des enfants pour éviter qu'ils ne sortent à l'extérieur sans adulte) et des exigences de l'Etablissement cantonal d'assurance (ECA) pour la prévention des incendies (par exemple portes ignifuges) ou fondées sur d'autres normes fédérales ou cantonales (aménagement du territoire, normes de la société suisse des ingénieurs et architectes (SIA), recommandations du Bureau de prévention des accidents (BPA,…).

Suite à ces discussions et à la consultation menée en automne 2015, l'OAJE, en tant qu'autorité compétente et guidée conformément à l'OPE par la prise en compte des besoins des enfants eu égard à leur âge, a l'intention de procéder à des allègements des directives en vigueur, qui sont présentées ci-dessous dans le cadre de la réponse du Conseil d'Etat à la motion Borloz.

2.1.2 Accueil familial de jour

Dans le domaine de l'accueil familial de jour, les discussions menées par l'OAJE en été 2015 ont porté sur le mode d'organisation de ce type d'accueil. En effet, les années ont montré que le dispositif prévu dans la LAJE était efficace, dans la mesure où, en posant les bases d'une professionnalisation, il a permis d'enrayer la tendance à voir diminuer le nombre de personnes souhaitant accueillir des enfants à leur domicile contre rémunération. Néanmoins, la disposition consistant à affilier toute accueillante en milieu familial à une structure de coordination d'accueil familial de jour, ce qui a pour conséquence d'en faire une salariée, entre en conflit avec le principe de liberté économique, garantie par la Constitution fédérale. En effet, un petit nombre de personnes remplissant les conditions pour être autorisées à pratiquer l'accueil familial de jour souhaitent exercer cette activité en tant qu'indépendantes, ce qu'en l'état, elles ne peuvent faire. De même, avec le dispositif actuel, une commune se trouve être à la fois l'autorité compétente pour autoriser et surveiller une accueillante en milieu familial et son employeur. Or, il se peut que juridiquement, une accueillante en milieu familial remplisse les conditions lui permettant d'être autorisée à accueillir des enfants alors même que le lien de confiance est rompu avec son employeur. Cette situation a placé quelques communes dans des situations inextricables.

Pour régler ces situations, le DIRH a mis en consultation en automne 2015 un mode d'organisation de l'accueil familial de jour permettant aux personnes remplissant les conditions leur permettant d'être autorisées à accueillir dans leur foyer, à la journée et contre rémunération, régulièrement et de manière durable des enfants de le faire à titre indépendant, dès lors qu'elles justifient de leur affiliation à une caisse AVS. La très grande majorité des instances ayant répondu à la consultation, et notamment des communes, des réseaux d'accueil de jour et des associations actives dans le domaine de l'accueil familial de jour, ont exprimé leurs réserves, voire leur opposition, à cette possibilité donnée aux accueillantes en milieu familial d'exercer à titre indépendant, et au mode d'organisation proposé. La très grande majorité des consultés ont estimé que les propositions mises en consultation constituaient un retour en arrière et risquaient de démanteler le dispositif mis en place depuis l'adoption de la LAJE, qui a permis de stabiliser et de valoriser cette activité importante, en la professionnalisant. Dès lors, le DIRH entend reprendre les discussions avec les milieux concernés pour mener une réflexion globale sur l'accueil familial de jour, ses missions et son organisation permettant de trouver des solutions satisfaisantes. Le cas échéant, des propositions d'adaptation du dispositif légal seront soumises au Grand Conseil.

2.1.3 Accueil collectif parascolaire

La consultation menée par l'OAJE sur les directives entre juin et septembre 2015 n'a pas porté sur les normes en vigueur en matière d'accueil collectif parascolaire, dès lors que conformément à l'article 63a Cst-VD, les conditions de cet accueil seront fixées par les communes (voir ci-dessous). Actuellement, comme pour l'accueil collectif préscolaire et l'accueil familial de jour et conformément à la LAJE, des directives ont été édictées par le service compétent de l'Etat, actuellement l'OAJE, sous la forme d'un cadre de référence et d'un référentiel de compétences.

2.2 Un financement mutualisé

Afin de consolider et développer l'offre existante, le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, a mis en place en 2006, par la LAJE, un dispositif particulièrement novateur reposant sur le financement conjoint des collectivités publiques et des employeurs à une Fondation de droit public, laquelle subventionne les milieux d'accueil par l'intermédiaire de réseaux d'accueil de jour. Le financement de la Fondation est assuré par des contributions de l'Etat, des communes (en francs par habitant) et des employeurs (en pour cent de la masse salariale soumise à l'AVS) et de dons, notamment celui de la Loterie romande. On peut relever ici que si les contributions des communes et des employeurs sont dynamiques, et liées respectivement à la croissance démographique du canton ou à sa situation économique, la contribution ordinaire de l'Etat à la FAJE est fixée dans le cadre de la procédure budgétaire, à ce stade sans critère de dynamisme, même si le Conseil d'Etat dans son programme de législature avait indiqué qu'il entendait "accompagner le développement de l'offre, de sorte que le taux de couverture de l'accueil croisse chaque année", ce qui équivalait à la prise en compte non seulement de la croissance de l'offre, mais également de la croissance démographique. Dans le cadre des discussions avec les communes portant sur la mise en œuvre de l'article 63a Cst-VD, les représentants de leurs associations faîtières ont exprimé à réitérées reprises l'opinion selon laquelle il serait nécessaire de fixer dans la loi un critère assurant le caractère dynamique de la contribution de l'Etat.

La FAJE subventionne, par l'intermédiaire des réseaux, d'accueil de jour la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif ainsi que l'entier du salaire de la coordinatrice de l'accueil familial. Le taux de subventionnement est, à l'heure actuelle, de 20 ou 22% selon que les réseaux accordent ou non un rabais pour le placement de fratries.

Outre par les subventions de la FAJE, le financement global du dispositif est principalement assuré par les montants versés par les communes aux réseaux d'accueil de jour et par les montants dont s'acquittent les familles pour la prise en charge de leurs enfants. Le Conseil d'Etat a présenté dans son EMPD sur la RIE III l'état actuel des financements respectifs par les différents partenaires payeurs de l'accueil de jour des enfants, et une évolution possible de ces financements, sur la base de simulations anticipant un développement de l'offre d'accueil.

2.2.1 Tarification aux parents : vers l'unification du revenu déterminant

S'agissant de la tarification faite par les réseaux aux parents, il faut rappeler ici que la LAJE prévoit que chaque réseau fixe sa propre politique tarifaire en fonction du revenu des parents. En adoptant la loi sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS), le Grand Conseil a décidé d'harmoniser à l'échelon cantonal le revenu déterminant pris en compte pour le calcul des montants payés par les familles : le revenu déterminant unifié (RDU) devient donc le revenu sur la base duquel chaque réseau, en fonction de sa politique tarifaire, détermine les montants dont les familles doivent s'acquitter pour la garde de leur enfant dans les milieux d'accueil qui lui sont rattachés. Cette mesure visait notamment à assurer une meilleure lisibilité de l'accessibilité financière de la prestation, accessibilité garantie dans la LAJE. Cette disposition n'a pas encore pris effet, le Conseil d'Etat ayant différé à plusieurs reprises son entrée en vigueur, à la demande des réseaux d'accueil de jour. Ces derniers ont souhaité disposer du temps nécessaire à une analyse poussée après laquelle ils ont, à la quasi-unanimité, attiré l'attention sur le risque qu'il y eût à mettre en place un dispositif ne permettant pas de prendre en compte la situation financière réelle des familles au moment où les enfants sont accueillis dans des structures ou chez des accueillantes en milieu familial. En effet, dans le cadre du RDU, ce sont les informations contenues dans les taxations fiscales qui sont utilisées, avec le décalage temporel par rapport à la situation que vivent les familles au moment où elles confient leurs enfants à des milieux d'accueil. Par ailleurs, le dispositif RDU vise à instaurer un système unique pour déterminer les ressources dont dispose une personne requérant une prestation au sens de la LHPS, quelle que soit cette prestation, afin de calculer l'aide qui pourrait lui être octroyée. Dans ce cadre, on tient compte de la fortune dont dispose cette personne, dont on admet qu'elle puisse être mise à contribution avant que l'Etat n'intervienne par son soutien. Dans le cas de l'accueil de jour des enfants, il s'agit de calculer non pas l'aide que verse une collectivité publique mais bien le montant dont une personne doit s'acquitter pour la prestation de prise en charge extrafamiliale de son enfant, étant entendu que le dispositif financier mis en place par la LAJE prévoit que ce sont les structures, par l'intermédiaire des réseaux, qui sont subventionnées, et non pas les personnes confiant leur enfant à une structure.

A l'issue de leur réflexion, les représentants des réseaux d'accueil de jour ont proposé un certain nombre d'éléments permettant de respecter la volonté du Grand Conseil d'unifier sur le plan cantonal le mode de prise en compte du revenu des parents. Des propositions découlant notamment des travaux menés en collaboration avec les réseaux ont été mises en consultation en octobre 2015.

A l'issue de cette consultation, force est de constater qu'à ce stade, si ces propositions permettent de mieux tenir compte de la situation des familles au moment où elles confient leur enfant à une structure d'accueil ou à une accueillante en milieu familial, elles soulèvent encore de nombreuses questions, notamment au regard de l'égalité de traitement des familles et des complexités administratives qu'elles risquent de générer. L'égalité de traitement imposerait en effet de préciser dans une loi cantonale une définition du revenu tenant compte de l'ensemble des sources de revenu dont dispose une famille. La définition du revenu au sens fiscal, telle qu'elle figure dans le droit fédéral (art. 16 à 23 de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et art. 7 de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), constitue à cet égard une base incontournable. Or, selon cette définition, le revenu se compose des éléments suivants : revenu de l'activité dépendante et indépendante, revenu de la fortune mobilière et immobilière, revenu de la prévoyance, ainsi que tout autre revenu acquis en lieu et place du revenu d'une activité lucrative ou suite à un décès, des dommages corporels permanents ou une atteinte durable à la santé. Il faudrait donc dans ce contexte tenir compte de la valeur locative d'un logement dont les familles seraient propriétaire, puisqu'en Suisse, cette valeur locative est considérée comme un revenu de la fortune immobilière. Se pose aussi la question des déductions des charges qu'il serait nécessaire de prendre en compte pour garantir l'égalité de traitement des familles, comme elles

le sont au sens du droit fiscal, comme les intérêts de la dette immobilière, ou les pensions alimentaires versées par les parents confiant leur enfant à une structure. Il serait en effet contraire à l'égalité de traitement qu'une loi cantonale pose que deux familles aux revenus totaux identiques paient les mêmes frais de prise en charge des enfants alors que l'un des conjoints d'une des familles s'acquitte par ailleurs d'une pension alimentaire.

Se pose également la question de savoir comment tenir compte du revenu provenant de l'activité indépendante. Prévoir une disposition légale pour prendre en compte le résultat des comptes d'exploitation d'un indépendant, avec une majoration, comme proposé par des réseaux, reviendrait à instituer une "sorte de présomption légale de soustraction d'impôts" pour une catégorie de contribuables, ce qui serait à la fois contraire à l'égalité de traitement et au principe de présomption d'innocence. A l'heure actuelle, plusieurs réseaux ont d'ailleurs décidé de prendre en compte les informations figurant dans la dernière taxation disponible pour traiter de ces situations.

Le Conseil d'Etat ne souhaite pas proposer au Grand Conseil une disposition légale, applicable de ce fait à l'ensemble des Vaudoises et des Vaudois, susceptible de générer une inégalité de traitement, et risquant, de plus, d'entraîner un travail administratif conséquent pour les réseaux ou les structures d'accueil, dont le personnel serait de facto transformé en "mini-taxateur", sans en avoir les compétences.

Le Conseil d'Etat prend note par ailleurs que des réflexions sont en cours à différents niveaux sur la question de l'accessibilité financière des prestations d'accueil de jour. Sur le plan fédéral en effet, un avant-projet de loi relatif à des aides financières a été mis en consultation en automne 2015 : dans ce contexte, un nouveau type d'aide a été proposé, qui vise à soutenir les collectivités publiques qui diminueraient les montants à charge des familles. Sur le plan cantonal, on peut rappeler que la LAJE prévoit que l'accessibilité financière des prestations doit être garantie : une réflexion à cet égard est prévue. Ces différents travaux pourraient avoir des conséquences sur les politiques tarifaires des réseaux. Compte tenu de ces différents éléments, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il convient à ce stade de surseoir à toute modification par rapport à la situation actuelle, certes insatisfaisante. Le Conseil d'Etat donnera des instructions à ses représentants au sein du Conseil de fondation pour que cette question soit reprise avec les réseaux par la FAJE, où l'ensemble des partenaires sont représentés, afin que des propositions respectant l'égalité de traitement soient formulées. Sur cette base, le Conseil d'Etat proposera au Grand Conseil des modifications légales pour unifier les modalités de prise en compte du revenu des familles.

Le Conseil d'Etat souhaite en effet ne pas retarder les nécessaires modifications légales permettant de concrétiser l'article 63a Cst-VD et de renforcer le dispositif financier de l'accueil de jour des enfants. Différer l'unification du revenu déterminant sur le plan cantonal permettra ainsi aux communes et aux réseaux de ne pas être surchargés par la définition d'une nouvelle politique tarifaire et de consacrer leurs efforts à la mise en place d'une offre d'accueil parascolaire répondant aux besoins des familles.

Par ailleurs, en lien avec les tarifs pratiqués par les réseaux, le Conseil d'Etat relève qu'il arrive que les réseaux facturent aux parents au bénéfice de prestations du RI des frais de garde au tarif maximum. Comme ces frais de garde sont remboursés, c'est en fait par l'intermédiaire de la facture sociale que ces frais sont payés. Le Conseil d'Etat saisit cette occasion pour rappeler que lors de l'adoption de la LAJE, il n'avait pas été prévu*"d'accorder la gratuité aux bénéficiaires du revenu minimum de réinsertion (RMR) qui devront s'acquitter des mêmes montants que les parents disposant d'un revenu similaire*" (commentaire de l'article 27 LAJE, EMPL 279 de septembre 2005).

2.3 Une offre en forte progression, mais ne répondant pas encore aux besoins

Le dispositif mis en place par la LAJE pour inciter au développement de l'offre d'accueil de jour a démontré son efficacité : près de 9'000 places ont été créées entre 2007 et 2014. Selon le rapport annuel 2014 de la FAJE, l'offre d'accueil de jour subventionné représentait, en 2014, 19'841 places d'accueil collectif et familial (à fin 2006, l'offre était de 10'916 places), soit

- 6'457 places pour les enfants de 0 à 4 ans en accueil collectif préscolaire,
- 8'177 places pour les enfants de 5 à 12 ans en accueil collectif parascolaire et
- 5'207 places en accueil familial pour les enfants jusqu'à 12 ans.

Cette évolution importante montre que les communes, par l'intermédiaire des réseaux d'accueil de jour dont elles font partie, ont augmenté le rythme de croissance des places d'accueil de manière soutenue et que l'offre d'accueil est plus importante en 2014 que ce qui avait été prévu par le rapport d'évaluation de 2013 du Conseil d'Etat sur la mise en œuvre de la LAJE.

A cette offre en places d'accueil subventionnées, il faut ajouter celle non subventionnée mise sur pied par des structures privées – hors réseaux d'accueil de jour — à but lucratif ou non, tels que des jardins d'enfants ou des haltes-jeux, offre qui même si elle ne permet pas aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle, joue un rôle important en termes de socialisation et intégration des enfants. Ces structures représentaient à fin 2014 environ 5'000 places d'accueil autorisées.

Cependant, cette évolution importante et réjouissante du nombre de places d'accueil depuis 2006, ne permet pas encore de répondre aux besoins des familles sur l'ensemble du territoire du canton. En effet, le taux de couverture pour l'accueil préscolaire subventionné (nombre de places pour 100 enfants) est de 19,3% en 2014, (source : StatVd, soit le nombre de places à plein temps rapporté aux enfants du même âge dans la population) et de 24% si on intègre également l'offre d'accueil non subventionnée. Selon les données de StatVD, on peut constater un taux de recours très variable selon l'âge des enfants et les régions : par exemple, si en moyenne cantonale 30 enfants sur 100 fréquentent une structure d'accueil préscolaire, ils sont moins de 20% à le faire lorsqu'ils ont moins de 18 mois : la demande de places d'accueil en nursery reste importante.

A titre comparatif, on relèvera que sur le plan européen, l'Union européenne a fixé comme objectif la mise en place de structures d'accueil pour au moins 33% des enfants âgés de moins de 3 ans (taux de couverture de l'accueil de jour, soit nombre de places pour 100 enfants). Dans le canton de Genève, en 2013, on peut constater que plus de trois quarts des enfants en âge préscolaire sont confiés à des milieux extrafamiliaux, dont 65% dans des structures d'accueil de jour (taux de recours).

Quant à l'accueil parascolaire, un accent particulier a été mis, depuis la votation de 2009, sur la création de places dans ce domaine : près de 600 places par an ont été créées soit près du double par rapport aux années précédentes. Cette augmentation a été financée tant par des subventions plus fortes de la FAJE que par les efforts consentis des communes. En 2014, le taux de couverture pour l'accueil parascolaire est de 12,7% (source : StatVd 2014), ce qui reste faible au regard des besoins des familles de ce canton. De plus, il faut noter que la situation peut varier fortement selon les régions du canton et selon les âges des enfants. A titre d'exemple, on signalera que selon les réseaux, le taux de couverture en accueil parascolaire peut varier de 0.8% à 30%, et que sur le plan cantonal, le taux de couverture est de 18,6% pour les enfants de 4 à 6 ans, de 13,9% pour les enfants de 6 à 8 ans et de 1,4% pour ceux de 8 à 10 ans.

Ainsi, même si l'offre d'accueil dans le canton s'est considérablement étoffée ces dernières années, de nombreuses familles peinent encore à trouver des solutions pour l'accueil de leurs enfants. Comme prévu par la LAJE en situation de pénurie, des critères de priorité ont été fixés par les réseaux. Le Conseil d'Etat constate qu'en vertu de ces critères qui donnent souvent une première priorité aux parents menant une activité professionnelle, il est malheureusement difficile aux parents bénéficiant

des prestations du RI de pouvoir placer leurs enfants, alors même que cela leur donnerait la disponibilité nécessaire pour bénéficier de mesures de réinsertion professionnelle ou de formation visant à favoriser leur retour à l'emploi.

Il convient en outre d'ajouter que, concernant l'accueil des enfants et jeunes ayant des besoins particuliers, en raison d'une maladie, d'un trouble ou d'une déficience, l'offre actuelle, tant pour l'accueil préscolaire que pour l'accueil parascolaire, ne permet pas non plus de répondre à l'ensemble de la demande. On peut rappeler ici que les enfants concernés peuvent être intégrés aux structures fréquentées par les autres enfants, avec un encadrement spécifique : les moyens complémentaires nécessaires sont financés, conformément à l'article 52 al. 1 LAJE par le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), en charge de la pédagogie spécialisée. Pour l'année 2015 – 2016, ce financement se monte à CHF 1'850'000.-. Ainsi, une commission d'intégration précoce assure la coordination de l'aide aux crèches et garderies pour accueillir les enfants en âge préscolaire dont l'état exige une prise en charge particulière, notamment en dégageant des ressources en personnel.

Les enfants concernés peuvent aussi utiliser les places d'accueil préscolaire et parascolaire au sein des établissements privés de pédagogie spécialisée, également subventionnées par le DFJC, en application de l'article 52 al. 2 LAJE (CHF 7'500'000.- pour l'année 2015-2016).

Pour mémoire, le Plan Stratégique Handicap 2011 adopté par le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et le DFJC relève que*"La situation actuelle mériterait un développement conceptuel permettant à un dispositif adéquat de répondre aux demandes. Il s'agirait notamment de créer des équipes de professionnels pour répondre à ces besoins, d'offrir des formations continues, des reconnaissances et certifications du personnel en fonction actuellement ou encore une supervision professionnelle au sein d'une structure centralisée ou décentralisée*". Il est prévu que cette réflexion, à laquelle l'OAJE et les milieux intéressés seront associés, sera lancée prochainement, dès que le dispositif général de prise en charge parascolaire des enfants sera en place.

Notons qu'en dépit de l'adoption de l'art. 63a Cst-VD redéfinissant les responsabilités en matière d'accueil parascolaire et prévoyant désormais que ce sont les communes qui en sont principalement responsables, il aurait été envisageable de modifier l'art. 52 al. 2 LAJE afin que les communes participent financièrement à l'accueil de jour mis en place au sein des établissements privés de pédagogie spécialisée. Il a été fait le choix de maintenir la situation qui prévaut actuellement en laissant ce financement à la charge exclusive de l'Etat.

3 PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'ACCUEIL DE JOUR DES ENFANTS

Compte tenu de ce qui précède, des demandes du Grand Conseil et des positions des milieux concernés exprimées lors de la consultation menée en automne 2015 sur les propositions du DIRH, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de modifier la loi sur l'accueil de jour des enfants, et plus particulièrement de :

- préciser les missions des structures d'accueil de jour des enfants ;
- mettre en œuvre l'article 63a Cst-VD sur l'accueil parascolaire ;
- rendre dynamique la contribution de l'Etat au financement de l'accueil de jour afin d'en renforcer la prévisibilité ;
- préciser le dispositif de soutien aux structures accueillant des enfants ou jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière notamment en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience.

On peut préciser ici que les intentions du Conseil d'Etat visant à assouplir les conditions d'accueil dans les structures d'accueil préscolaire en tenant compte des besoins des enfants et de la société qui ne nécessitent pas de modifications spécifiques de la LAJE sont présentées ci-dessous dans le cadre de la

réponse du Conseil d'Etat à la motion Borloz.

Par ailleurs, comme indiqué plus haut, le Conseil d'Etat reporte ses propositions de modifications de la LAJE visant à réorganiser l'accueil familial de jour de sorte à permettre aux personnes remplissant les conditions d'autorisation d'exercer cette activité en tant qu'indépendantes : ces propositions, mises en consultation en automne 2015, ont suscité une opposition forte, notamment des milieux concernés (communes, réseaux d'accueil de jour, associations professionnelles de l'accueil familial de jour) qui craignent un retour en arrière. De nouvelles discussions qui porteront sur l'accueil familial de jour des enfants, ses missions et son organisation, seront menées sous les auspices du DIRH afin de trouver des solutions satisfaisantes. Le cas échéant, des propositions d'adaptation du dispositif légal seront soumises au Grand Conseil. Les éléments qui ressortiront de ces discussions permettront également au Conseil d'Etat de présenter son rapport suite au postulat Randin et consorts- *Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce* (11_POS_287). Dans l'attente de ces discussions, le Conseil d'Etat présente ci-dessous un rapport intermédiaire suite au postulat Randin.

D'autre part, également comme indiqué plus haut, le Conseil d'Etat reporte également toute modification du système actuellement en vigueur s'agissant du mode de calcul du revenu déterminant des familles confiant leurs enfants à des milieux d'accueil rattachés à un réseau. En effet, à ce stade, si le dispositif contenu dans la LHPS ne permet pas de tenir compte du revenu dont dispose effectivement une famille au moment où son enfant fréquente une structure d'accueil, les propositions émanant des réseaux et mises en consultation doivent être encore affinées afin de respecter le principe de l'égalité de traitement pour pouvoir être intégrées dans une loi cantonale.

3.1 Préciser les missions des structures d'accueil de jour des enfants

On l'a dit plus haut, l'évolution constatée des modes de vie et d'organisation des familles se poursuit. De fait, de plus en plus, les parents poursuivent tous deux leur activité professionnelle à l'arrivée de leurs enfants – l'Office fédéral de la statistique (OFS) a même fait état en avril 2015 d'une légère hausse du taux d'activité professionnelle des femmes en Suisse depuis deux ans. Dans le même temps, les autres membres de la famille et en particulier les grands-parents n'habitent souvent plus à proximité immédiate de leurs enfants, et ont souvent eux-mêmes encore des activités professionnelles ou s'occupent d'un parent âgé.

Le développement de structures d'accueil pour les enfants qui permettent la conciliation de la vie familiale avec la vie professionnelle s'avère donc de plus en plus nécessaire, et ce d'autant plus dans le contexte que connaît la Suisse depuis la votation populaire du 9 février 2014 sur l'initiative "contre l'immigration de masse" : l'éventuelle limitation à l'accès des forces de travail rend en effet encore plus d'actualité la nécessité de favoriser l'exercice d'une activité professionnelle par les femmes, comme en témoignent les nombreuses prises de position faites dans ce sens ces derniers mois, appelant notamment à mieux exploiter le potentiel indigène. L'Union patronale suisse le relevait en février 2015 dans un communiqué sur le programme de soutien financier de la Confédération à la création de places d'accueil extrafamilial pour enfants, *"il est primordial de disposer de bonnes conditions permettant plus particulièrement aux femmes de rester actives sur le marché de l'emploi*".

Mais la fonction des structures d'accueil de jour ne se limite pas à la garde des enfants pour permettre aux parents de mener une activité professionnelle : de nombreuses études attestent de leur rôle important en matière d'éducation, de prévention et d'intégration. De ce fait, dans ses recommandations pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance de juin 2011, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales a exprimé l'avis que *"cet accueil peut également contribuer à l'intégration sociale et/ou linguistique des enfants issus de familles n'ayant pu bénéficier d'une formation ou parlant une langue étrangère, ce qui renforce ainsi l'égalité des chances et le succès scolaire… Les offres d'accueil extrafamilial peuvent en outre constituer un support au travail éducatif*

effectué par les parents et exercer par là une fonction préventive de protection de l'enfant pour le cas où, par exemple, les parents se retrouveraient fragilisés".

Le Conseil d'Etat propose donc au Grand Conseil de préciser dans la LAJE (nouvel article 3a) que les structures d'accueil de jour des enfants, par l'action des professionnels qui y travaillent, poursuivent une mission éducative, qui vient soutenir les parents et non s'y substituer, dans un cadre favorisant un accueil de qualité. Ces structures poursuivent également une mission sociale et préventive favorisant l'égalité des chances entre les enfants et leur famille, et notamment l'égalité des chances entre les filles et les garçons, ainsi que l'intégration sociale des enfants et de leur famille. Il faut dans ce contexte relever que les structures d'accueil de jour peuvent être des lieux de soutien à la parentalité et d'intégration de l'ensemble des enfants, et notamment des enfants en situation de handicap ou dont l'état exige une prise en charge particulière.

Par ailleurs, les structures d'accueil sont également chargées d'une mission de garde des enfants qui facilite la conciliation de la vie familiale et professionnelle des parents : pour ce faire, il est essentiel que des structures d'accueil proposent une offre compatible avec les horaires de travail des parents, même si certaines d'entre elles (jardins d'enfants, halte-jeux) peuvent avoir des horaires plus réduits, et se concentrer sur les missions éducatives et d'intégration et socialisation des enfants. Par ailleurs, il faut rappeler ici que l'expression "vie professionnelle" recouvre non seulement le fait de travailler, mais également les périodes de formation, ainsi que les activités menées par exemple par les personnes en situation de chômage ou au bénéfice du RI pour retrouver un emploi.

Comme indiqué plus haut, la question des missions des accueillantes en milieu familial fera l'objet cas échéant de propositions suite à la réflexion globale menée sur cette forme d'accueil qui sera conduite sous les auspices du DIRH. On peut souligner ici que les accueillantes en milieu familial jouent notamment un rôle essentiel dans le dispositif de prise en charge extrafamiliale des enfants, notamment par la souplesse de leur offre qui peut s'adapter aux horaires de travail prolongés des parents ou aux horaires irréguliers.

3.2 Mettre en œuvre l'article 63a Cst-VD sur l'accueil parascolaire

En 2009, la population vaudoise adoptait à plus de 70% un nouvel article constitutionnel, intitulé "Ecole à journée continue" qui se lit comme suit :

" [1] *En collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, les communes organisent un accueil parascolaire surveillé, facultatif pour les familles, sous forme d'école à journée continue dans les locaux scolaires ou à proximité, pendant toute la durée de la scolarité obligatoire.*

[2] *L'accueil peut être confié à des organismes privés.*

[3] *Les conditions de l'accueil parascolaire sont fixées par les communes.*

[4] *Les parents participent au financement de l'accueil parascolaire* ".

Le résultat de ce scrutin reflète l'expression des besoins des familles liés aux nouveaux modes de vie et d'organisation familiale et illustre l'importance des besoins non encore satisfaits d'accueil extrafamilial des enfants, même si le dispositif mis en place par la LAJE tel qu'on l'a vu plus haut a permis d'augmenter le nombre de places d'accueil mis à disposition des familles. Il faut d'emblée préciser qu'en adoptant cet article constitutionnel, la population a étendu la portée de l'accueil parascolaire, dès lors que cette disposition prévoit qu'un accueil est proposé pendant toute la durée de la scolarité obligatoire : les enfants et jeunes concernés sont ceux qui ont entre 4 et 15 ans (sous réserve du retard que certains d'entre eux peuvent prendre), alors que la LAJE actuellement en vigueur limite la définition de l'accueil parascolaire à celui proposé aux enfants jusqu'à 12 ans. Par ailleurs, la répartition constitutionnelle des compétences pour l'accueil parascolaire a été modifiée : l'article 63a Cst-VD prévoit que ce sont les communes qui organisent un accueil parascolaire, en collaboration avec

l'Etat et les partenaires privés, alors que l'article 63 Cst-VD, dont l'actuelle LAJE est la loi d'application, prévoit dans ce domaine une compétence conjointe de l'Etat et des communes, avec la collaboration des partenaires privés.

Pour préparer la nécessaire loi de mise en œuvre de cette nouvelle disposition constitutionnelle, et conformément aux souhaits exprimés par le Grand Conseil dans les postulats Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste – *"pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. — Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire*" (09_POS_158) et Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral – "*pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le "lead" aux communes vaudoises"* (09_POS_161) le Conseil d'Etat a lancé dès juin 2010 les premiers travaux en réunissant l'ensemble des partenaires concernés par la thématique, pour un premier échange de vues. Il a, par la suite, mis en place une plateforme Canton – communes, dont les travaux, on l'a dit plus haut, ont été interrompus par les communes en 2011 en attendant que le Conseil d'Etat réponde à la motion Gorrite lui demandant de financer *" la FAJE de façon équitable, transparente, visible dans la durée et conforme aux engagements pris*". Ces travaux ont repris début 2014 après que le Conseil d'Etat eût proposé au Grand Conseil, qui l'a accepté fin août 2013, d'augmenter sa contribution à l'accueil de jour des enfants. Au cours de ces travaux, la plateforme a eu l'occasion d'entendre les autres principaux acteurs concernés, au premier chef les représentants des parents, des jeunes et des professionnels actifs dans le secteur. Pour mettre en œuvre l'article 63a Cst-VD, compte tenu de son libellé, il est rapidement apparu qu'il convenait de modifier la loi sur l'accueil de jour des enfants pour y intégrer de nouvelles dispositions concrétisant les nouvelles compétences et obligations des communes, et le soutien que doivent leur apporter Etat et partenaires privés.

Ces travaux ont abouti en septembre 2015 à une série de points faisant l'objet d'un accord portant notamment sur la création d'un établissement intercommunal chargé de fixer les conditions de l'accueil parascolaire et l'introduction d'un mécanisme d'ajustement automatique de la contribution de l'Etat à la FAJE. Le présent projet du Conseil d'Etat se fonde sur ces points d'accord.

En revanche, les délégations de l'Etat et des communes ne sont pas parvenues à un accord sur des éléments liés notamment aux prestations minimales que les communes devront proposer à la population et à la hauteur de l'engagement financier de l'Etat pour soutenir les communes à concrétiser leur nouvelle obligation constitutionnelle. S'agissant des prestations minimales, le DIRH a mis en consultation des propositions en automne 2015 : les retours des milieux concernés, et en particulier des associations de parents, ont confirmé que les prestations à proposer pour remplir le mandat constitutionnel doivent couvrir des plages horaires suffisamment larges (notamment pour les enfants jusqu'à 10 ans) pour permettre aux parents de mener une activité professionnelle. S'agissant de la hauteur de la participation de l'Etat, on peut rappeler ici que, sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a décidé en automne 2015, dans le cadre de l'EMPD sur la RIE III, d'augmenter progressivement de 30 millions la contribution de l'Etat à la FAJE pour soutenir la mise en œuvre de l'article 63a Cst-VD. Le Conseil d'Etat propose également dans le cadre du présent projet des modifications de la LAJE concernant la contribution globale de l'Etat (voir sous point 3.3).

Le Conseil d'Etat propose donc par ce projet de modifier la loi sur l'accueil de jour des enfants pour :

1. définir l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD ;
2. définir comment les communes fixent, conformément à l'article 63a Cst-VD, les conditions de l'accueil parascolaire en conformité avec le droit fédéral ;
3. définir le socle minimum de prestations que les communes devront proposer aux familles pour remplir leurs obligations constitutionnelles ;
4. préciser l'articulation de cet accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD avec l'offre d'accueil proposée par les réseaux d'accueil de jour des enfants tant en ce qui concerne

l'organisation territoriale que le financement.

3.2.1 Définir l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD

En accord avec les communes, le Conseil d'Etat propose une nouvelle définition de l'accueil parascolaire, qui contrairement à ce qui est actuellement prévu dans la LAJE, ne repose pas sur le nombre de moments d'ouverture dans la journée d'une structure, mais sur l'âge des enfants.

A l'heure actuelle, la LAJE, dans son article 2, définit en effet l'accueil collectif parascolaire comme étant un *"accueil régulier dans la journée, dans une institution, de plusieurs enfants ayant atteint l'âge de la scolarité obligatoire pour deux au moins des trois types d'accueil suivants : accueil du matin avant l'école, accueil de midi, accueil de l'après-midi après l'école. Cet accueil peut être étendu à des périodes de vacances scolaires*". Cette définition exclut ainsi les entités de type restaurants scolaires (connus aussi sous le terme de cantines scolaires) qui accueillent des enfants à midi, *"pour ne pas entraver le développement d'un accueil semi-bénévole tel qu'il existe actuellement*" précisait l'EMPL LAJE de 2006. A noter que le règlement d'application de la loi sur l'enseignement obligatoire (RLEO) prévoit en son article 24 que *"lorsque des repas de midi sont organisés dans un restaurant scolaire, l'autorité communale est responsable de la surveillance des enfants entre la fin des cours de la matinée et le début des cours de l'après-midi*". Cette disposition réglementaire permet de satisfaire aux exigences du droit fédéral.

Dans le cadre des travaux de la plateforme, et au vu de l'évolution de la situation ces dernières années et des obligations découlant de l'OPE de soumettre tout accueil d'enfant hors de son milieu familial à autorisation et surveillance, il a été estimé plus adéquat de replacer l'enfant et ses besoins au centre de la réflexion, et de distinguer deux types d'accueil parascolaire :

a. l'accueil collectif parascolaire primaire qui concerne les enfants scolarisés de la 1P à la 8P (enfants de 4 à 12 ans en principe) et qui comprend l'accueil en dehors du temps scolaire dans une institution, c'est-à-dire un accueil qui peut avoir lieu le matin avant l'école, durant la pause de midi et l'après-midi après l'école, y compris le mercredi après-midi. En se référant à la terminologie scolaire, la définition proposée permet ainsi d'intégrer un enfant de 13 ans qui serait pour une raison ou pour une autre scolarisé en 8P dans les structures d'accueil parascolaire, et de ne pas l'isoler de ses camarades ou placer ses parents en situation difficile. Le Conseil d'Etat propose que cette définition remplace l'actuelle définition de l'article 2 LAJE, ce qui permet également d'intégrer les entités de type "restaurants scolaires" dans le dispositif général, et ce dans un souci de cohérence. Il est également précisé, dans un souci de clarté, que les déplacements entre l'établissement scolaire et l'institution d'accueil parascolaire font partie de l'accueil parascolaire. Le projet confie d'ailleurs aux réseaux d'accueil de jour la compétence d'organiser ces déplacements, qui peuvent se faire à pied, en transports publics ou avec des moyens de transport spécifiques, selon l'âge des enfants concernés, la distance à parcourir et la dangerosité du trajet, et l'offre en transports publics de la région concernée (article 27 du projet LAJE).
b. l'accueil collectif parascolaire secondaire qui concerne les élèves scolarisés de la 9S à la 11S (soit les jeunes d'en principe 12 ans à 15 ans) et qui comprend l'accueil de ces jeunes durant la pause de midi. Au vu de l'âge des concernés, de 12 à 15 ans, il est ici proposé de parler de jeunes plutôt que d'enfants.

Comme le prévoit actuellement la LAJE, l'accueil collectif parascolaire n'est pas limité aux semaines d'école, mais peut être étendu aux vacances scolaires.

Par ailleurs, dans le cadre des discussions entre le canton et les communes, il a été convenu dans ce contexte, que les périodes de l'horaire scolaire qui "tombent de manière accidentelle" — ce qui a pour conséquence de libérer les enfants et les jeunes — ou les interruptions en cours de matinée ou

d'après-midi ne doivent pas être couvertes par l'accueil parascolaire, mais bien par les établissements scolaires, au contraire des plages en début et fin de demi-journées d'école pour lesquelles aucune période de cours régulière n'est prévue. Cette précision permet de délimiter plus clairement le champs de responsabilité des structures d'accueil parascolaire et des établissements scolaires, ce qui est particulièrement important, en raison de la confusion qui peut découler du libellé de l'article constitutionnel 63a, qui prévoit que l'accueil est proposé sous forme d'école à journée continue. Les discussions menées au Grand Conseil lors de l'adoption de l'initiative parlementaire qui a abouti à la votation populaire de 2009 montrent en effet qu'il ne s'agissait pas de placer l'accueil parascolaire sous l'égide de l'école, et de ce fait de le rendre obligatoire, mais bien de proposer aux familles qui le souhaitent une offre d'accueil permettant aux enfants et aux jeunes de vivre des journées continues et cohérentes. On peut rappeler ici que la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) prévoit des échanges d'informations et de propositions entre les établissements scolaires, les autorités locales, la population et les parents d'élèves, au sein des conseils d'établissements qui doivent veiller à la cohérence de la journée de l'enfant – élève et formuler des propositions à l'intention des instances compétentes (article 33 LEO).

3.2.2 Définir comment les communes fixent, conformément à l'article 63a Cst-VD, les conditions de l'accueil parascolaire

On l'a déjà dit plus haut, le droit fédéral prévoit que l'accueil extrafamilial des enfants jusqu'à 12 ans doit faire l'objet d'une autorisation et d'une surveillance. Rappelons que la prise en charge des jeunes de 12 à 15 ans ne fait pas l'objet de réglementation, puisqu'elle n'est pas concernée par l'OPE.

La LAJE prévoit actuellement que l'Etat, par l'OAJE, est l'autorité compétente pour fixer les conditions permettant à une structure d'accueil parascolaire d'être autorisée et pour en assurer la surveillance. Cette situation est amenée à changer, avec le nouvel article constitutionnel, dont le texte est très clair : "*Les conditions de l'accueil parascolaire sont fixées par les communes*".

Dans le cadre des discussions de la plateforme Etat – communes, il est très vite paru évident, au vu des besoins des enfants, des collaborations intercommunales existantes tant en matière d'accueil de jour des enfants que de bâtiments et transports scolaires ainsi que des financements prévus, qu'il était nécessaire de prévoir des conditions harmonisées pour l'accueil parascolaire dans le canton. En effet, les conditions de l'accueil parascolaire visent à assurer la sécurité et le bon développement des enfants accueillis, dont les besoins sont les mêmes, quelle que soit leur commune de domicile ou de résidence.

Un établissement intercommunal de droit public, l'EIAP

Le Conseil d'Etat propose donc au Grand Conseil d'ancrer dans la loi la solution élaborée au sein de la plateforme Etat – communes (nouvel article 6a LAJE) qui prévoit de confier à un établissement intercommunal de droit public autonome, doté de la personnalité juridique, pour l'accueil collectif parascolaire primaire (EIAP) la compétence d'exercer le régime d'autorisation et de surveillance de l'accueil parascolaire primaire. Cet établissement serait doté d'un conseil, composé de représentants désignés par les associations faîtières des communes (actuellement UCV et AdCV) à raison d'un délégué par district. Pour s'assurer de la bonne représentation des villes et des bourgs et villages, il est prévu que parmi les dix représentants des districts, deux membres au moins doivent provenir de communes dont la population est inférieure à 1'500 habitants et deux autres au moins doivent représenter les villes de plus de 10'000 habitants.

Accueil collectif parascolaire primaire

L'EIAP serait ainsi compétent pour fixer dans des cadres de référence les conditions que les structures d'accueil parascolaire primaire, y compris les restaurants scolaires rattachés aux réseaux d'accueil de jour, devraient remplir pour être autorisées (nouvel art. 7a LAJE). A noter que dans le cadre de la Plateforme Etat-communes, les représentants des communes ont indiqué que pour les restaurants

scolaires, les conditions qui seraient fixées se limiteraient aux conditions générales prévues dans l'OPE. A noter également que le projet prévoit que l'EIAP consulte les milieux intéressés avant d'adopter les cadres de référence, tout comme l'OAJE le fait pour les cadres de référence de l'accueil collectif préscolaire et l'accueil familial de jour. Il est en effet essentiel que les milieux concernés (parents y compris parents d'enfants en situation de handicap), professionnels de l'enfance, communes, milieux économiques, syndicats, etc,) puissent faire part des éléments qui, à leur avis, devraient être pris en compte dans l'élaboration des cadres de référence.

Ces cadres de référence de l'accueil parascolaire primaire poursuivraient le même objectif qu'aujourd'hui et auraient notamment pour objet de définir, en application de l'article 2 de la LAJE, le taux d'encadrement des enfants, les infrastructures et le projet pédagogique. Afin de tenir compte des besoins différenciés des enfants en fonction de leur âge et de leur degré d'autonomie, il est prévu que soit édité un cadre spécifique pour les enfants de 4 à 8 ans, tout en ayant une attention particulière pour les enfants de 4 à 6 ans, comme l'ont soulevé les milieux professionnels et l'APE lors de leur audition par la Plateforme en relevant les besoins spécifiques de repères, sécurité affective et d'encadrement éducatif des plus jeunes enfants scolarisés. En revanche, pour les enfants de 9 à 12 ans, ces enfants aspirant à davantage d'autonomie et privilégiant le contact entre pairs, un cadre plus souple sera prévu. Dès lors que les structures d'accueil collectif parascolaire peuvent accueillir, comme elles le font d'ores et déjà pour certaines d'entre elles, des enfants en situation de handicap, les cadres de référence tiendront compte de leurs besoins spécifiques, après consultation des milieux concernés. Il faut signaler ici que les conditions à remplir par les structures d'accueil destinées aux enfants ou aux jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière notamment en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience relèvent de la loi du 1er septembre 2015 sur la pédagogie spécialisée (article 52a du projet).

En attendant que les cadres de référence de l'accueil parascolaire soient édictés par l'EIAP, il est prévu que le dispositif actuel reste en vigueur.

S'agissant de l'autorisation et de la surveillance des structures d'accueil parascolaire des enfants, le projet propose de prévoir qu'elles pourraient continuer d'être confiées aux professionnels de l'OAJE, dans le cadre d'un mandat de prestations conclu entre l'EIAP et l'Etat (nouvel art. 6b LAJE). Cette solution permettrait aux communes de bénéficier du savoir-faire et de l'expérience professionnels ainsi que de la connaissance du terrain de l'OAJE qui continue d'être compétent pour l'autorisation et la surveillance des structures d'accueil collectif préscolaire. Ainsi en évitant la mise en place d'une double structure de surveillance de l'accueil collectif, il est possible d'assurer une meilleure cohérence et lisibilité du dispositif, propre à inspirer la confiance des familles, d'autant que les structures proposant à la fois un accueil collectif préscolaire et un accueil collectif parascolaire sont nombreuses. On peut relever ici que cette solution a été favorablement reçue lors de la consultation menée en automne 2015.

Pour ne pas alourdir le dispositif, il est prévu que les restaurants scolaires qui accueillent les enfants à un seul moment de la journée et qui ne sont pas intégrés dans un réseau seront placés sous la surveillance des communes concernées qui les autoriseront, soit comme à l'heure actuelle, sous leur responsabilité.

La question de savoir si la loi en tant que telle devait prévoir que l'OAJE est l'autorité compétente pour l'autorisation et la surveillance de l'accueil parascolaire, étant entendu que les conditions à remplir sont fixées par l'EIAP dans des cadres de référence, s'est posée. Cette option n'a pas été retenue par le Conseil d'Etat : dans le respect des prérogatives données par le peuple aux communes en matière d'accueil parascolaire, le projet confie aux communes la compétence du régime d'autorisation et de surveillance. Il est néanmoins prévu, pour les raisons évoquées ci-dessus, que l'EIAP pourra déléguer à l'OAJE dans un mandat de prestations les tâches d'autorisation et de surveillance de l'accueil parascolaire. Il est aussi prévu que les communes financent ce mandat de prestations dont les

coûts en personnel (chargés d'évaluation des milieux d'accueil, soutien juridique et administratif) peuvent être évalués à près d'un million de francs en 2022, compte tenu de l'offre qui pourrait alors être proposée aux familles. Le projet prévoit que les modalités de facturation des prestations seront fixées dans le mandat de prestations conclu entre l'EIAP et l'OAJE. Comme indiqué par le Conseil d'Etat dans le cadre du rapport d'évaluation de la LAJE en 2013, le régime d'autorisation et de surveillance implique une dotation en personnel de l'ordre de 0.5 ETP pour 1'000 places créées, avec un soutien juridique et administratif (0.3 ETP administratif et 0.2 ETP juridique pour 5'000 places créées).

De plus, le projet propose que l'EIAP et l'OAJE procèdent ensemble à une évaluation périodique des cadres de référence de l'accueil parascolaire primaire, toujours dans le même souci d'assurer la cohérence de l'accueil des enfants de 0 à 12 ans, et que ces enfants soient accueillis dans des conditions assurant leur sécurité et leur bon développement. Dans le même esprit, il est envisagé (nouvel art. 6c LAJE) que si l'OAJE constatait, dans le cadre de la surveillance qu'il exercerait au titre de ce mandat de prestations, qu'une disposition du cadre de référence met en péril les enfants, il en informerait immédiatement l'EIAP, par le Chef du département en charge de l'accueil de jour, et formulerait dans ce contexte des propositions de mesures afin d'y remédier. Si aucun accord n'était possible sur ces mesures, alors le projet prévoit que le Chef de département peut résilier le mandat de prestations. Sur le plan juridique en effet, l'Etat doit s'assurer qu'il ne se retrouve pas dans des circonstances où il serait tenu responsable de la mise en danger d'enfants alors même qu'il ne cautionne pas le cadre générant cette situation.

Accueil collectif parascolaire secondaire

Le droit fédéral ne soumet pas au régime d'autorisation et de surveillance l'accueil extrafamilial à la journée des enfants au-delà de 12 ans. Dès lors, les communes seront libres de fixer les conditions de l'accueil collectif parascolaire secondaire. Le projet soumis au Grand Conseil prévoit qu'une surveillance des jeunes sera mise en place par les communes.

3.2.3 Définir le socle minimum de prestations que les communes devront proposer aux familles pour remplir leur obligation constitutionnelle

Si l'article 63a Cst-VD indique que les communes organisent un accueil parascolaire sous forme d'école à journée continue, il ne précise pas l'amplitude de la journée, et en particulier si cet accueil doit être proposé aux familles obligatoirement aux trois moments de la journée que sont le matin avant l'école, la pause de midi et l'après-midi après l'école.

Les discussions de la plateforme Etat – communes ont donc porté sur la définition du socle minimum de prestations que les communes devront proposer aux familles pour remplir leur obligation constitutionnelle. Outre l'offre existante, deux critères déterminants pour ce faire ont été pris en compte, les besoins de l'enfant d'une part, en tenant compte de son âge et de son besoin croissant d'autonomie, et, d'autre part, la nécessité de prévoir un accueil qui permette aux familles de concilier vie professionnelle et vie familiale, c'est-à-dire qui tienne compte des horaires de travail des parents.

Suite aux discussions et à la consultation d'automne 2015, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'intégrer dans la LAJE les éléments suivants (nouvel article 4a LAJE) :

- pour les enfants fréquentant les classes de 1P à 6P (4 à 10 ans), l'accueil parascolaire comprend un accueil le matin, à midi et l'après-midi après l'école : concrètement, cela signifie que les enfants pourront être accueillis avant le début des cours le matin, durant la pause de midi avec un repas, et après la fin des cours l'après-midi. Cet accueil sera également proposé aux enfants fréquentant les degrés 1 à 4P (4 à 8 ans) le mercredi après-midi, ainsi que les matins ou après-midi où il n'y a pas de cours. Compte tenu des prestations minimales que les communes devront mettre en place pour les plus jeunes, et du fait que de nombreux enfants dès 8 ans

fréquentent les activités proposées par les sociétés locales le mercredi après-midi, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de tenir compte de la position des communes, et de ne pas inclure le mercredi après-midi dans le socle minimal d'offre d'accueil à proposer aux familles ;

- pour les enfants fréquentant les classes de 7P à 8P (10 à 12 ans), l'accueil parascolaire comprend au moins l'accueil durant la pause de midi (avec repas) et l'accueil après la fin des cours l'après-midi, après l'école. La question de savoir si le socle minimum devait comprendre le mercredi après-midi a fait l'objet de longues discussions au sein de la plateforme Etat – communes ; pour les communes cet accueil devrait être facultatif. C'est cette position qui a été exprimée à nouveau lors de la consultation. Comme pour les enfants de 8 à 10 ans, compte tenu des prestations minimales que les communes devront mettre en place pour les plus jeunes, et du fait que de nombreux enfants de 10 à 12 ans fréquentent les activités proposées par les sociétés locales le mercredi après-midi, le Conseil d'Etat propose également au Grand Conseil de tenir compte de la position des communes, et de ne pas inclure le mercredi après-midi dans le socle minimal d'offre d'accueil à proposer aux familles ;
- pour les jeunes fréquentant les classes de 9S à 11S (12 – 15 ans), l'accueil parascolaire comprend un accueil de midi surveillé, avec repas, dans un local chauffé, du lundi au vendredi. Le présent projet prévoit que l'organisation de cet accueil peut être déléguée à des associations sportives, culturelles ou à des organisations de jeunesse (nouvel art. 32a LAJE).

Il faut préciser ici que l'article constitutionnel ne fixe pas le nombre de places d'accueil que chacune des communes devra créer. Le Conseil d'Etat, d'entente avec les communes, propose d'intégrer l'accueil parascolaire au dispositif financier incitatif mis en place par la LAJE, pour l'accueil des enfants jusqu'à 12 ans. Dans le cadre de l'EMPD sur la RIE III, le Grand Conseil a décidé, sur proposition du Conseil d'Etat dans le cadre de sa feuille de route visant à soutenir le pouvoir d'achat des familles, d'une contribution volontaire complémentaire jusqu'en 2022 pour stimuler la création de places d'accueil parascolaire supplémentaires et permettre la pérennisation de l'existant. Cette contribution vient s'ajouter aux ressources que l'Etat alloue déjà à la FAJE, et à celles versées à la Fondation notamment par les communes et les entreprises, ces dernières qui, dans le cadre de la RIE III devraient également accroître leur contribution. Dans le cadre du présent projet, le Conseil d'Etat propose de ne plus fixer la contribution de l'Etat par décret, mais d'introduire dès 2018 un système qui ajuste automatiquement sa contribution à l'offre existante. Ainsi, le Conseil d'Etat renforce la stabilité, la prévisibilité et le caractère incitatif du dispositif pour favoriser la création de places d'accueil de sorte à répondre aux besoins des familles (voir sous point 3.3).

A noter que les communes peuvent remplir leur obligation constitutionnelle seules, ou en adhérant à un réseau d'accueil de jour des enfants. Dans cette dernière hypothèse, elles pourraient bénéficier des subventions de la FAJE, versées aux structures d'accueil par l'intermédiaire des réseaux. Le présent projet prévoit expressément que les subventions de la FAJE seront versées aux réseaux d'accueil de jour des enfants pour l'offre d'accueil parascolaire primaire qu'ils proposent aux familles, y compris pour les prestations allant au-delà de celles prévues par le socle minimum (nouvel article 32 al. 2 LAJE), et pendant les vacances scolaires, comme c'est d'ailleurs actuellement déjà le cas.

De même, comme actuellement, il est prévu que la FAJE ne verse pas de subventions pour les accueils des jeunes fréquentant l'école au degré secondaire (nouvel article 32a LAJE). L'accueil parascolaire secondaire n'est en effet pas soumis au régime d'autorisation et de surveillance, et les modalités de son organisation sont laissées aux communes qui en maîtrisent tous les aspects, y compris sur le plan financier – les seules contraintes résident dans le fait de prévoir un repas pour les jeunes dans un local chauffé, sous la surveillance d'adultes.

Le projet prévoit que les communes devront mettre en place l'offre d'accueil parascolaire dès l'entrée

en vigueur de la loi, prévue à ce stade au 1er janvier 2017. Une période transitoire de 3 ans est néanmoins prévue pour permettre aux communes de proposer l'accueil du matin pour les enfants fréquentant les degrés 1 à 4P, et la prestation de l'après-midi aux enfants fréquentant les degrés 5 à 8P. On peut signaler ici que l'avant-projet mis en consultation ne prévoyait pas de période transitoire pour la mise en place de l'accueil du matin pour les plus jeunes : le Conseil d'Etat a estimé cependant nécessaire de permettre aux communes qui n'offrent pas encore d'accueil parascolaire de le faire déployant en priorité l'accueil de midi et l'accueil de l'après-midi, et ce d'autant plus que les structures d'accueil parascolaire existantes proposent déjà pour leur grande majorité non seulement l'accueil de midi et de l'après-midi, mais aussi l'accueil du matin.

A noter que les communes, au sein de la plateforme Etat-communes, ont souhaité que cette période transitoire dure 5 ans : au vu des besoins exprimés par les familles, et de l'expérience que les réseaux ont d'ores et déjà dans la mise en place d'un accueil parascolaire, le Conseil d'Etat est d'avis qu'une période transitoire de 3 ans est suffisante.

Accueil parascolaire et transports vers le domicile

L'adoption de l'article 63a Cst-VD par le peuple soulève, pour sa mise en application, de nombreuses questions auquel le présent projet propose des réponses. Pour les communes et les parents, une question fondamentale est celle de savoir si les communes seront tenues d'organiser un accueil parascolaire pour les enfants dont les parents en font la demande, ainsi qu'un transport pour ramener à leur domicile les enfants dont les parents souhaitent qu'ils rentrent chez eux à midi.

Il faut ici rappeler que la jurisprudence a déduit que les frais de transport doivent être pris en charge lorsqu'il ne peut être raisonnablement exigé de l'enfant qu'il accomplisse le trajet par ses propres moyens en raison de la longueur ou de la dangerosité du trajet, et ce en raison du droit à l'enseignement gratuit prévu à l'article 19 de la Constitution fédérale.

Dans le cadre d'un arrêt rendu en 2012 sur la question des transports durant la pause de midi (ATF 2C_433/2011, consid. 4.3.), le Tribunal fédéral a confirmé que la mise en place d'un restaurant scolaire avec une offre de repas et une surveillance appropriée constitue une alternative possible à l'organisation des transports. Toutefois, dans le même arrêt, il a retenu que pour les enfants contraints d'avoir recours au restaurant scolaire en raison de l'absence de transports ou de la durée de la pause trop courte de midi, le droit à l'enseignement gratuit impliquait que la participation des parents aux frais de repas n'excède pas ceux qu'ils auraient eus si leurs enfants avaient pris leur repas à domicile, les estimations fiscales pouvant servir de base de calcul à ce propos.

Dans le canton de Vaud, la loi sur l'enseignement obligatoire précise à son article 30 que*"pour les élèves qui, à cause de l'éloignement de leur domicile, de l'horaire des transports publics ou celui de l'enseignement, ne disposent pas de 30 minutes au moins à midi pour prendre leur repas à domicile, une indemnité est allouée*". L'alinéa 2 de cette même disposition réserve les dispositions de mise en œuvre de l'article 63 et 63a Cst-VD, qui portent respectivement sur l'accueil pré et parascolaire, et sur la journée continue. Les conditions sont précisées dans le règlement sur les transports scolaires.

De la jurisprudence fédérale, on peut donc déduire que les communes qui exploitent un restaurant scolaire ou une structure d'accueil parascolaire pouvant accueillir les enfants concernés ne doivent pas, en sus, prévoir de transports pour ramener les enfants à leur domicile, durant la pause de midi. Cependant, les communes seront tenues d'adapter en conséquence la participation financière des parents concernés. Il faut souligner ici que les enfants ne seront pas contraints de rester sur place, les parents pouvant librement organiser par leurs propres moyens le retour de leur enfant à domicile. Les communes seront invitées à favoriser les déplacements par exemple en facilitant l'organisation de pedibus ou de système de co-voiturage.

Il faut également préciser ici que la définition de l'accueil parascolaire qui intègre les restaurants

scolaires au dispositif de l'accueil parascolaire permet, si les communes qui les mettent en place le souhaitent, de les rattacher aux réseaux d'accueil de jour. Si tel devait être le cas, pour l'accueil des enfants jusqu'à 12 ans, ces entités pourraient bénéficier de subventions de la FAJE si elles répondent aux conditions fixées par l'établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire primaire (EIAP) et appliquent la politique tarifaire du réseau pour la prestation de l'accueil, étant donné que le repas peut faire l'objet d'une facturation forfaitaire. Les communes peuvent également décider de laisser ces restaurants hors des réseaux, comme c'est le cas actuellement.

Dès lors au regard de la mise en œuvre de l'article 63 a Cst-VD et de l'obligation des communes de mettre à disposition un accueil facultatif des enfants à midi pour répondre, pour ce moment de la journée, à leur obligation constitutionnelle, elles auront les possibilités suivantes :

a. organiser pour tous un accueil de midi conforme aux cadres de référence édictés par l'EIAP, et supprimer les transports scolaires pour le retour des enfants à midi à leur domicile : dans cette hypothèse, la commune ne pourra facturer aux parents des élèves qui ne pourraient pas rentrer à midi en raison de l'éloignement du domicile ou de la dangerosité du trajet un coût qui dépasserait ce que coûterait la prise en charge à domicile (selon jurisprudence précitée). Pour les élèves dont les parents feraient le choix d'une prise en charge d'accueil parascolaire alors même qu'un retour à domicile serait possible, cet accueil sera facturé selon la politique tarifaire du réseau, si l'entité fait partie du réseau, ou selon la politique tarifaire communale le cas échéant. On pourrait donc se trouver dans une situation où des enfants fréquenteraient un même lieu, et bénéficieraient d'une même prestation, avec des tarifs différenciés selon leur lieu de domicile ;
b. organiser un accueil de midi pour les enfants et maintenir les transports scolaires pour les élèves qui ne pourraient rentrer à midi en raison de l'éloignement du domicile et dont les parents souhaitent le retour à domicile à midi.

Le choix de l'un ou l'autre modèle organisationnel aura des impacts au niveau tarifaire et risque d'induire, selon le modèle choisi, des complications administratives non négligeables. La plateforme Etat - communes a discuté de cette problématique et a privilégié une approche laissant aux communes la possibilité de s'organiser en fonction des spécificités régionales, dans le respect de l'autonomie communale, et n'imposant pas non plus une seule manière de facturer aux parents le coût du repas. Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de laisser cette latitude aux communes et de ne pas légiférer à cet égard.

Il faut par ailleurs préciser que même si l'article constitutionnel prévoit que les structures parascolaires sont situées dans les locaux scolaires ou à proximité, il n'est pas exclu, au vu de la configuration des établissements et des bâtiments scolaires, que les enfants doivent effectuer un trajet pour aller de l'école à l'accueil parascolaire et pour en revenir. Le Conseil d'Etat propose que les réseaux d'accueil de jour des enfants, qui devront proposer l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD, soient chargés d'organiser les déplacements des enfants entre les institutions d'accueil collectif et les établissements scolaires (article 27 nouvel alinéa). De même, si l'accueil parascolaire était organisé hors réseau, alors les déplacements seraient de la compétence de la commune mettant sur pied cet accueil.

3.2.4 Préciser l'articulation de l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD avec celui proposé par les réseaux d'accueil de jour des enfants

En optant pour une modification de la LAJE afin de mettre en œuvre le nouvel article 63 Cst-VD, le Conseil d'Etat vise à bâtir sur l'existant, sans risquer de démanteler le dispositif actuel, le développement de l'offre d'accueil parascolaire dans le canton.

Organisation territoriale de l'accueil collectif parascolaire

A l'heure actuelle, l'offre d'accueil parascolaire organisée par les communes pour les enfants de 4 à 12 ans est pour l'essentiel proposée aux familles par l'intermédiaire des 29 réseaux d'accueil de jour des enfants. On se souviendra que le Grand Conseil avait décidé en 2006 de laisser communes, entreprises et structures d'accueil organiser librement les réseaux. En particulier, aucun découpage territorial n'avait été fixé dans la loi, de sorte que chaque réseau puisse s'inscrire sur le territoire en fonction des spécificités locales. Ainsi, les réseaux sont-ils organisés pour certains sur les régions d'action sociale, pour d'autres sur les régions scolaires, d'autres encore en fonction d'opportunités ou d'intérêts convergents entre communes. Il en résulte que les périmètres géographiques des réseaux LAJE ne correspondent pas, pour certains d'entre eux, aux aires de recrutement des établissements scolaires.

Cette non-coïncidence, mais tout autant le nombre encore insuffisant de places d'accueil, ont pour conséquence que des enfants ne peuvent avoir accès à une place d'accueil, soit a) en raison de l'absence d'une structure d'accueil proche de l'établissement correspondant à l'aire de recrutement du domicile de ses parents, alors qu'ils pourraient bénéficier d'une place d'accueil dans une structure proche d'un autre établissement scolaire, soit b) en raison de l'appartenance de leur commune de domicile à un réseau d'accueil de jour ne recouvrant pas l'aire de recrutement de l'établissement où ils sont enclassés.

L'expérience montre cependant, dans cette deuxième hypothèse, que la plupart du temps, une solution peut être trouvée par un accord entre réseaux. Dans la première hypothèse, la situation est plus délicate en raison du principe de territorialité et primauté du lieu de scolarisation sur les dispositions de l'accueil de jour consacré dans l'article 63, alinéa 2 LEO. Dans la recherche de solutions tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, une telle situation peut aboutir à une demande de dérogation des parents afin que leur enfant soit enclassé dans un établissement bénéficiant d'une structure d'accueil ou à proximité de cette dernière. Comme l'a indiqué le Conseil d'Etat dans sa réponse à l'interpellation Jacques Neyrinck (14_INT_243) *"Est-il possible de compliquer la vie d'une famille par une décision administrative*", ces dérogations sont accordées à titre exceptionnel par le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Comme annoncé par le Conseil d'Etat, des critères ont été élaborés par le DFJC et le DIRH, en y associant les associations de parents d'élèves, de sorte à pouvoir*"apprécier, notamment selon l'âge des enfants faisant l'objet d'une demande, s'il y a lieu ou non d'octroyer une dérogation à titre exceptionnel, le temps pour les communes de remplir leur obligation constitutionnelle découlant de l'article 63a*".

La disposition constitutionnelle pose clairement l'obligation pour les communes de mettre en place des structures d'accueil situées dans les bâtiments scolaires ou à proximité immédiate. Il est indéniable que cette proximité répond à l'intérêt et aux besoins des enfants-écoliers en leur offrant une prise en charge appropriée et en leur évitant des déplacements supplémentaires, pouvant représenter, selon leur âge, une surcharge peu favorable à leur disponibilité et concentration. Par ailleurs, une telle organisation proche des établissements scolaires permet d'éviter aux communes, et par elles aux réseaux d'accueil de jour, d'organiser des transports entre l'école et la structure d'accueil ou de prévoir l'engagement de personnel supplémentaire pour accompagner les enfants, selon la longueur et la nature du trajet et leur âge. Les récentes constructions ou aménagements de bâtiments scolaires illustrent bien cette nécessité de proximité, rares sont en effet celles qui n'y intègrent pas d'office une structure d'accueil parascolaire.

On l'a dit plus haut, le Conseil d'Etat est néanmoins soucieux de ne pas démanteler ce qui a été mis en place des dernières années par les communes au travers des réseaux d'accueil de jour des enfants, au risque de freiner voire d'entraver le développement de l'offre d'accueil. Dès lors, le projet propose d'inscrire résolument la mise en œuvre de l'article 63a Cst-VD dans la dynamique des réseaux d'accueil de jour des enfants et d'utiliser les solutions existantes de collaborations entre les différentes

entités qui à un moment ou à un autre, et à titre ou à un autre, sont en charge des enfants, de leur bien-être, de leur sécurité et de leur développement. Ainsi, si l'aire de recrutement d'un établissement scolaire s'inscrit dans le périmètre territorial de plusieurs réseaux, des accords de collaboration entre réseaux sont possibles, comme c'est déjà le cas actuellement. De même, une instance comme le conseil d'établissement, mis en place par la LEO et qui rassemble des représentants des autorités communales ou intercommunales, des parents d'élèves, des milieux et organisations concernées par la vie d'un établissement scolaire et des professionnels actifs au sein de l'établissement doit veiller à la cohérence de la journée de l'enfant-élève. Cette instance est chargée d'ailleurs par la LEO de formuler à cet égard des propositions aux instances compétentes (art. 33 LEO).

Ainsi, le présent projet prévoit que c'est principalement dans le cadre des réseaux que les communes rempliront leur obligation constitutionnelle d'organiser une offre d'accueil parascolaire primaire. Il est proposé de compléter l'article 27 de la LAJE intitulé "constitution du réseau" pour prévoir que les réseaux doivent comprendre la prestation d'accueil collectif primaire, hors du temps scolaire, et ce au minimum pendant les semaines d'école. Le présent projet ne contraint cependant pas les communes à adhérer à un réseau : elles peuvent, comme dit précédemment, choisir de remplir hors réseau leur obligation constitutionnelle et proposer un accueil parascolaire correspondant au socle défini à l'article 4a LAJE, qui ne sera alors pas subventionné par la FAJE.

Subventions à l'accueil collectif parascolaire

Comme pour ce qui touche à l'organisation territoriale, le Conseil d'Etat propose de ne pas remettre en question les mécanismes de subventionnement existant actuellement, sauf pour en accroître la prévisibilité, les stabiliser et en accroître le caractère incitatif.

Ainsi, il est prévu que l'offre d'accueil parascolaire primaire sera subventionnée par la FAJE, par l'intermédiaire des réseaux d'accueil de jour des enfants. Le Conseil d'Etat propose que la FAJE reste compétente pour décider des taux, critères et modalités des subventions qu'elle verse, qui comme à l'heure actuelle tiendront notamment compte de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif concernées et des coordinatrices de l'accueil familial de jour. Rappelons que par personnel éducatif des structures d'accueil collectif, on entend le personnel encadrant les enfants, au sens des cadres de référence sur l'accueil collectif.

Dans un souci de prévisibilité et de stabilité pour l'ensemble du dispositif, le projet précise que les charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif préscolaire et des structures d'accueil collectif parascolaire primaire feront l'objet d'un même taux de subventionnement.

Cette disposition vise à apaiser les craintes exprimées par certains au cours des travaux préparatoires, de voir l'une ou l'autre forme d'accueil être privilégiée par la Fondation. On peut préciser ici que dès lors que les subventions de la FAJE destinées aux structures d'accueil collectif sont notamment calculées en tenant compte de la masse salariale du personnel éducatif, ces subventions tiennent compte du fait que les places d'accueil préscolaire sont plus chères que celles en accueil parascolaire, puisqu'il faut, pour des raisons évidentes, davantage de personnel pour s'occuper de bébés ou de très jeunes enfants que pour des enfants en âge de scolarité. On peut également préciser que cette disposition ne limite pas la compétence de la FAJE de décider, en fonction des ressources dont elle dispose, d'octroyer d'autres subventions aux milieux d'accueil, subventions qu'elle pourrait, cas échéant, différencier en fonction des types d'accueil comme elle l'a fait par le passé (aide dite "à la pierre", aide au démarrage, …).

Par ailleurs, comme c'est le cas actuellement, le projet prévoit que les subventions versées par la FAJE ne concernent pas l'accueil parascolaire secondaire, qui sera financé par les communes (nouvel article 32 a LAJE) et par les parents (ou ceux qui ont l'obligation d'entretien des jeunes) selon les tarifs fixés par les communes (nouvel art. 32b LAJE).

Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des modifications ayant trait au financement de la FAJE sont également proposées, qui, comme leur portée va au-delà du financement de l'accueil parascolaire, sont présentées sous point 3.3.

3.3 Rendre dynamique la contribution de l'Etat au financement de l'accueil de jour afin d'en renforcer la prévisibilité et stabiliser la contribution des communes à la FAJE

En adoptant la LAJE en 2006, le Grand Conseil a mis en place un système de financement de l'accueil de jour reposant notamment sur la FAJE, dont les ressources sont principalement alimentées par l'Etat, les communes et les employeurs. Or les contributions des communes et des employeurs sont calculées sur la base de critères qui leur donnent un certain dynamisme, et en particulier qui tiennent compte respectivement de la croissance démographique et de la situation économique de notre canton. La contribution annuelle des communes est en effet fixée par décret en francs par habitant, et celle des employeurs en pourcentage de la masse salariale soumise à l'AVS.

En revanche, la LAJE prévoit actuellement que la contribution ordinaire de l'Etat à la FAJE est fixée annuellement par décret dans le cadre de la procédure budgétaire sans que ne soit fait mention d'un critère permettant d'anticiper son évolution. Compte tenu du caractère dynamique de cette jeune politique publique qui vise à mieux répondre aux besoins des familles et du monde du travail, cette modalité a généré par le passé des incertitudes ne permettant pas toujours au Conseil de fondation de la FAJE de disposer de la prévisibilité requise concernant les moyens à sa disposition.

Pour lever ces incertitudes et permettre à la FAJE de mieux piloter son soutien financier aux milieux d'accueil par l'intermédiaire des réseaux, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil un système d'adaptation automatique de la contribution de l'Etat à la Fondation. Selon le projet, la contribution globale de l'Etat (contribution ordinaire, contribution complémentaire au titre de l'accueil parascolaire telle que proposée dans le cadre de l'EMPL sur la RIE III, contribution en tant qu'employeur et contribution au titre de l'aide au démarrage) correspondrait à un pourcentage donné de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices des structures de coordination, subventionnée par la FAJE.

Ce nouveau système a, sur son principe, été mis en consultation en automne 2015 et a été bien reçu. Il repose, on peut le rappeler, sur le système élaboré par la Plateforme Etat – communes chargée de la question de l'accueil parascolaire, qui fonde également la motion Luisier. Le Conseil d'Etat propose ainsi que la contribution globale de l'Etat représente 25% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu. Il propose également une période transitoire pour progressivement adapter la contribution de l'Etat, jusqu'à atteindre 25% de la masse salariale subventionnée en 2023. Conformément à la Constitution, le projet précise comment seront compensés les montants supplémentaires qui pourraient incomber à l'Etat.

Ainsi, le Conseil d'Etat répond à la volonté exprimée par le Grand Conseil lorsqu'il a adopté la motion Luisier qui demande de prévoir dans la LAJE un mécanisme financier déterminant la contribution de l'Etat proportionnellement aux salaires subventionnés par la FAJE.

Dès lors que la FAJE tient compte pour une très grande part de ses subventions de la masse salariale du personnel éducatif et des structures de coordination des structures rattachées à un réseau, il apparaît que ce critère garantit une simplification sur le plan administratif, l'Etat pouvant recourir aux mêmes informations que la FAJE pour le calcul du montant de sa contribution à la Fondation. On peut préciser ici que par personnel éducatif, on entend l'ensemble des personnes chargées de l'encadrement des enfants, au sens des cadres de référence. Les personnes qui exercent des activités administratives, ou qui travaillent dans les cuisines ou pour l'intendance ne font pas partie du personnel éducatif.

D'autres systèmes d'ajustement de la contribution de l'Etat à la FAJE auraient pu être retenus, par

exemple, celui consistant à fixer la contribution de l'Etat à la FAJE en francs par habitant par symétrie avec celle des communes. C'était ce système que proposait la motion Gorrite qui envisageait d'ancrer dans la loi que "*la contribution de l'Etat est fixée sous la forme d'un montant par habitant de CHF 25.- au minimum*".

D'autres cantons ont également prévu un système dynamique d'ajustement de leur contribution à la politique publique de l'accueil de jour des enfants : c'est par exemple le cas de Fribourg dont la législation prévoit une participation forfaitaire de l'Etat de 10% du coût effectif moyen des structures subventionnées, qui est, dans les faits, accordé en fonction des heures de garde effectives et du type de la structure d'accueil, pour la prise en charge des enfants en âge préscolaire et ceux fréquentant l'école enfantine dans la mesure où l'offre de prise en charge est complémentaire aux horaires scolaires. Après analyse, le Conseil d'Etat a choisi de renoncer à ce type de participation, qui aurait, dans notre canton et au vu de la liberté d'organisation laissée par la LAJE aux réseaux d'accueil de jour des enfants, obligé à mettre en place un dispositif administratif complexe pour déterminer comment calculer le coût effectif moyen.

Le projet précise que la contribution de l'Etat comprend une contribution ordinaire, une contribution versée en sa qualité d'employeur et une contribution destinée à l'aide au démarrage, prélevée sur le Fonds pour la protection de la jeunesse et en faveur de l'enfance malheureuse et abandonnée, pour autant que le Fonds soit alimenté par la taxe sur les loteries. A l'heure actuelle, le montant versé par l'Etat au titre de sa contribution à l'aide au démarrage est de 2.4 millions de francs.

Le cycle budgétaire et les modalités de versement de la contribution de l'Etat sont précisés dans le projet. Il s'agira pour la FAJE d'indiquer, sur la base des informations provenant des réseaux, un montant provisoire correspondant au coût de la masse salariale subventionnée. Sur la base de cette information, ainsi que des montants budgétés pour l'aide au démarrage et la contribution employeur de l'Etat, le Département décidera du montant de la contribution ordinaire à porter au budget de l'Etat, de sorte que la contribution globale de l'Etat corresponde au taux fixé dans la loi.

Une fois le budget adopté par le Grand Conseil, le Département effectuera le versement de la contribution ordinaire de l'Etat en douze tranches, jusqu'à atteindre 90% du montant budgété.

Un décompte sera établi l'année suivante au plus tard au 30 juin après que les comptes de la Fondation auront été bouclés. Il est dans ce contexte prévu qu'une attestation du montant de la masse salariale subventionnée devra être produite par la FAJE. De même, il est prévu que l'Etat produira une attestation des montants qu'il aura versés en sa qualité d'employeur. Cette attestation pourra être délivrée par une instance telle que le Contrôle cantonal des finances.

Le montant de ce décompte fera l'objet d'un paiement de la part de l'Etat si la somme des contributions versées n'atteint pas le pourcentage de la masse salariale subventionnée fixé dans la loi. Si les montants versés par l'Etat dépassent ses obligations légales, alors le montant de ce décompte fera l'objet d'un paiement de la part de la FAJE.

Le projet contient également des dispositions précisant les compétences en matière de suivi budgétaire et de contrôle et suivi de l'utilisation de la contribution de l'Etat. Par ailleurs la FAJE continue d'être comme par le passé compétente pour assurer le suivi des subventions qu'elle octroie par l'intermédiaire des réseaux.

Par ailleurs, à la demande des communes, le Conseil d'Etat propose de fixer dans la loi le montant de la contribution des communes à la FAJE. Cette contribution, qui prend la forme d'un montant par habitant, était initialement fixée par décret du Grand Conseil pour une période de deux ans, puis sur proposition du Conseil d'Etat, depuis 2014, fixée une fois par législature. Dans un souci de simplification qui contribue également à stabiliser le système, il est proposé de fixer le montant directement dans la loi, et de retenir celui appliqué depuis 2006, à savoir CHF 5.- par habitant.

3.4 Préciser le dispositif de soutien aux structures accueillant des enfants ou jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière

En 2006, le Grand Conseil a inscrit dans la LAJE une disposition visant à donner une base légale au soutien financier qui peut être octroyé par le Département en charge de la pédagogie spécialisée à l'encadrement particulier nécessaire à l'accueil extrafamilial dont peuvent avoir besoin des enfants, "en raison d'une maladie, d'un handicap mental, psychique, physique, sensoriel ou instrumental, ou de troubles du comportement ou retard du développement". De plus, le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut subventionner des structures d'accueil spécialement destinées à l'accueil de tels enfants.

Pour préciser le dispositif en place, le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 52 al. 1 avec un objectif d'harmonisation terminologique entre la LAJE et la loi sur la pédagogie spécialisée, et plus particulièrement avec son article 12 qui prévoit la possibilité d'octroyer des mesures auxiliaires aux enfants et élèves intégrés au sein d'un lieu d'accueil préscolaire ou parascolaire. Ainsi, le projet précise que c'est principalement à ces enfants que le soutien particulier est destiné.

Pour préciser le dispositif en place, il est prévu que les structures d'accueil préscolaire ou parascolaire spécialement destinées à l'accueil de ces enfants et jeunes ayant besoin d'une telle prise en charge soient soumises à la législation sur la pédagogie spécialisée pour ce qui est de leur reconnaissance. Le Département en charge de la pédagogie spécialisée allouera des subventions à l'exploitation aux structures reconnues.

Il est également proposé de préciser que le Département en charge de la pédagogie spécialisée fixe la contribution financière qui pourra être demandée aux parents pour la prise en charge parascolaire de leur enfant dans une structure d'accueil spécialement destinée à ces enfants.

Par ailleurs, on peut relever que le projet concrétise la collaboration entre le Département en charge de la pédagogie spécialisée, par le SESAF et le Département en charge de l'accueil de jour, par l'OAJE (art. 52 al. 3). Cette collaboration s'exerce à l'heure actuelle en particulier dans le cadre de la commission d'intégration précoce, qui coordonne l'octroi d'aide aux structures pour l'accueil des enfants nécessitant un encadrement spécifique. Cette commission verra son nom changer pour formaliser le fait qu'elle traite non seulement de situation d'enfants en âge préscolaire mais également d'enfants et de jeunes en âge de scolarité obligatoire. Cette commission sera notamment chargée de mener la réflexion permettant de mieux adapter le dispositif de prise en charge extrafamiliale des enfants à besoin particulier. Dans ce contexte, on peut relever que la question des déplacements des enfants en lien avec leur lieu de scolarisation et d'accueil parascolaire devra être abordée.

4 COMMENTAIRES

4.1 Projet de loi modifiant la loi sur l'accueil de jour des enfants

Art. 1 - Objets

La modification apportée à la lettre a) de la disposition légale a pour but de préciser ce que l'on entend par milieux d'accueil de jour. Il s'agit des structures d'accueil collectif de jour préscolaire ou parascolaire (telles que les crèches, garderies, unités d'accueil pour écoliers ou institutions analogues) et de l'accueil familial de jour. Il apparaît ainsi clairement que la qualité visée par le projet de loi, en particulier par le régime d'autorisation et de surveillance, s'applique à l'ensemble de l'offre d'accueil préscolaire, parascolaire, en milieu collectif ou familial.

Art. 2 - Définitions

Les modifications apportées à l'article 2 portent sur l'adaptation des définitions à la mise en œuvre de l'accueil parascolaire : il s'agit d'étendre la portée de l'accueil parascolaire, conformément à l'article 63a de la Constitution vaudoise, à toute la scolarité obligatoire, alors que la législation actuelle

limite la définition de l'accueil parascolaire à celui proposé aux enfants jusqu'à 12 ans.

L'avant-projet de loi propose de distinguer l'accueil parascolaire primaire pour les enfants scolarisés de la 1ère année primaire à la 8ème année primaire (enfants en principe âgés de 4 à 12 ans) de l'accueil parascolaire secondaire pour les jeunes scolarisés de la 9ème à la 11ème année secondaire (jeunes âgés en principe de 12 à 15 ans). Une telle distinction permet de maintenir une cohérence avec la législation fédérale, pour l'application du régime d'autorisation et de surveillance jusqu'à 12 ans. Elle permet également une cohérence avec la législation scolaire (LEO), notamment en se référant aux degrés scolaires :

- pour définir le cercle des enfants et des jeunes concernés : un enfant de 13 ans qui pour une raison ou une autre est scolarisé en 8ème année primaire pourra être accueilli dans une structure d'accueil parascolaire primaire malgré son âge ;
- pour définir la prestation couverte par l'accueil parascolaire, la disposition retient les moments qui se situent en dehors du temps scolaire : *"est considéré comme temps scolaire, pour chaque élève, le temps correspondant aux périodes prévues à son horaire, récréations, pauses et déplacements entre les cours inclus"*. Pour la notion d'horaire, l'article 56 RLEO précise, *"les classes du degré primaire, commencent au plus tôt à 8h15 et se terminent au plus tard à 16h30, avec une heure au moins pour la pause de midi et pour les classes du degré secondaire et les 7P et 8P, les classes commencent au plus tôt à 7h30 le matin et à 13h l'après-midi et elles se terminent au plus tard à 12h pour la pause de midi et à 17h en fin de journée*".

Il découle de ces références que l'accueil parascolaire comprend la prise en charge des enfants avant le début des cours le matin, entre la fin des cours le matin et le début des cours l'après-midi (accueil de midi avec l'organisation d'un repas) et après la fin des cours l'après-midi. Cela signifie que les périodes de l'horaire scolaire qui tombent de manière imprévisible (absence d'un professeur par exemple) ou les interruptions en cours de matinée ou d'après-midi seront prises en charge dans le cadre de l'école et non par les structures d'accueil parascolaire. En revanche, les plages en début et fin de demi-journées d'école pour lesquelles aucune période de cours régulière n'est prévue seront comprises dans l'offre d'accueil parascolaire. Ainsi si l'horaire des cours du matin pour la classe des élèves de 6e primaire finit chaque mardi à 11h00, les enfants, pour les parents qui le souhaitent, seront accueillis par la structure d'accueil parascolaire.

De plus, l'accueil collectif parascolaire primaire comprend, contrairement au droit en vigueur, les trois moments d'accueil des enfants ou des jeunes en dehors du temps scolaire. Les structures d'accueil collectif de jour ou toute entité accueillant régulièrement des enfants entre 4 et 12 ans à l'un de ces moments de la journée sont soumises au régime d'autorisation et de surveillance découlant du droit fédéral (OPE) et de la LAJE. Ainsi, contrairement à ce que prévoyait la loi de 2006, l'offre du seul accueil de midi, mis en place par exemple dans le cadre de restaurants scolaires (cantines) est considérée comme de l'accueil parascolaire primaire. Cet accueil de midi pourra être organisé sous la forme d'un restaurant scolaire, ou intégré dans l'accueil à la journée au sein d'une structure d'accueil collectif (UAPE, APEMS, …). Dans ces deux cas de figure, le lieu d'accueil sera soumis à autorisation.

En outre, la prestation de l'accueil parascolaire primaire, telle que définie au 4èmetiret de l'article 2, inclut les déplacements entre la structure d'accueil et l'établissement scolaire. Une telle inclusion permet de définir que la responsabilité de prendre les mesures adéquates pour accompagner les enfants de la structure d'accueil à l'école et vice-versa selon les moments de la journée appartient dès lors à la structure d'accueil parascolaire, ou pour les structures membres d'un réseau d'accueil, au réseau d'accueil de jour (cf article 27 alinéa quater). Ils tiennent compte dans la mise en place de ces mesures de l'âge des enfants, de leur degré d'autonomie et de la dangerosité du trajet, le dispositif d'accompagnement n'étant pas le même pour des enfants de 6 ans que pour des enfants de 12 ans.

Le 5ème tiret de l'article 2 définit l'accueil parascolaire secondaire pour les jeunes scolarisés de la 9ème à la 11ème année. L'accueil à la pause de midi comprend l'organisation d'un repas, du lundi au vendredi.

Art 3 - Champ d'application

Le maintien dans la LAJE de l'accueil parascolaire des enfants de 4 à 12 ans et l'intégration de l'accueil parascolaire secondaire des jeunes de 12 à 15 ans dans cette même loi impliquent une modification de son champ d'application. La lettre b) de l'article 3 précise donc que la LAJE s'applique aussi à l'accueil parascolaire secondaire et définit :

a. quelles sont les institutions à soumettre au régime d'autorisation et surveillance, selon quelles modalités (conditions) et par quelles autorités (compétences) (cf titre II). Il est précisé ici que l'OPE soumet à autorisation l'accueil des enfants hors de leur milieu familial jusqu'à 12 ans ;
b. quelles sont les prestations que les communes doivent offrir aux parents pour répondre à leur obligation constitutionnelle (socle minimum défini à l'article 4a) ;
c. quelles sont les modalités organisationnelles et,
d. selon quelles modalités financières.

Art 3a - Missions des structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire

Cette nouvelle disposition légale a pour but de préciser les différentes missions que poursuivent les structures d'accueil en précisant la portée du point de vue des parents et du point de vue des besoins des enfants. L'enfant, son bien-être, ses besoins sont au centre des lieux d'accueil, en tant que lieux d'éveil et d'apprentissage. Par l'action et la formation des professionnels qui y travaillent, ces structures ont une mission éducative, qui selon le principe de complémentarité, vient soutenir les parents et non s'y substituer. De plus, ces structures poursuivent également une mission sociale et préventive favorisant l'égalité des chances entre les enfants et leur famille ainsi que leur intégration sociale. Par intégration sociale, il faut entendre l'intégration de l'ensemble des enfants, et notamment des enfants en situation de handicap ou dont l'état exige une prise en charge particulière.

Par ailleurs, par leur mission de garde, elles permettent aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle : pour ce faire, elles proposent un horaire qui soit compatible avec les horaires de travail des parents. Les jardins d'enfants et halte-jeux qui peuvent avoir des horaires plus réduits répondent également aux missions éducatives et d'intégration et socialisation des enfants.

Art 4a - Etendue de la prestation d'accueil parascolaire

La disposition décline les prestations que les communes devront au minimum organiser pour répondre à l'obligation constitutionnelle de l'article 63a Cst-VD. L'étendue de ce socle minimum dépend de l'âge des enfants accueillis, afin de tenir compte des besoins différenciés de ces enfants dont l'autonomie augmente avec l'âge. Il est rappelé ici que les communes peuvent remplir leur obligation constitutionnelle seules, ou en adhérant à un réseau d'accueil de jour des enfants. Dans cette dernière hypothèse, elles bénéficieraient des subventions de la FAJE (cf. article 31 ci-dessous).

a. Pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire, soit les enfants de 4 à 8 ans, cette obligation constitutionnelle est respectée si les parents peuvent avoir accès à une offre d'accueil pour leurs enfants le matin avant l'école, durant la pause de midi et l'après-midi après l'école, y compris le mercredi après-midi. Les termes "avant l'école" ou "après l'école" ne sont pas précisés dans le texte de la disposition légale, car l'article 1, 3ème tiret définit l'accueil parascolaire primaire en précisant que cet accueil est organisé en dehors du temps scolaire. Pour les enfants de 4 à 6 ans, scolarisés en 1P et 2P, cette offre d'accueil comprend également les matins ou les après-midis en cas d'absence de cours régulier.
b. Pour les enfants scolarisés en 5ème et en 6ème année primaire, les communes devront également prévoir une offre d'accueil sur les trois moments de la journée, seul le mercredi après-midi reste facultatif. Ces plus jeunes enfants de 8 à 10 ans peuvent ainsi aussi bénéficier d'un accueil le

matin, compte tenu de leur degré d'autonomie encore insuffisant pour gérer seul de manière régulière ce temps avant le début de l'école.

c. Pour les enfants scolarisés en 7ème et 8ème année primaire, soit les enfants de 10 à 12 ans, le socle minimum comprend l'accueil de midi, avec l'organisation d'un repas et l'accueil de l'après-midi après l'école, sauf le mercredi après-midi. Les communes qui le souhaitent peuvent prévoir un accueil le matin, le mercredi après-midi, ou durant les périodes de vacances scolaires : ces accueils, autorisés et intégrés à l'offre des réseaux d'accueil de jour, pourront alors également être subventionnés.

On peut préciser ici que le projet de loi prévoit une période transitoire (cf disposition finale transitoire ad article 4a) : les communes auront un délai de trois ans, à partir de l'entrée en vigueur de la loi, pour proposer la prestation du matin aux enfants de la 1ère à la 4ème primaire, du matin et de l'après-midi aux enfants scolarisés en 5ème et 6ème primaire et celle de l'après-midi aux enfants scolarisés en 7ème et 8ème primaire. En revanche, les autres prestations devront être proposées aux familles dès l'entrée en vigueur de la loi.

Pour répondre à cette obligation d'un socle minimum portant sur trois moments de la journée pour les enfants de 4 à 10 ans, et sur deux moments de la journée pour ceux de 10 à 12 ans, à l'exception du mercredi après-midi, les communes pourront intégrer les restaurants scolaires (cantines). Ces restaurants scolaires seront considérés comme faisant partie du socle minimum quelle que soit l'organisation choisie par la commune. Ils devront cependant répondre aux conditions d'autorisation fixées soit par la commune pour les restaurants scolaires qui ne sont pas intégrés à un réseau d'accueil de jour (article 9, alinéa 4) soit par l'établissement intercommunal parascolaire (EIAP).

La disposition prévoit également que l'offre d'accueil parascolaire pour les enfants de 4 à 12 ans doit permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle, ce qui a une implication sur les heures d'ouverture des structures. L'expression "vie professionnelle" recouvre non seulement le fait de travailler, mais également les périodes de formation, ainsi que les activités menées par exemple par les personnes en situation de chômage ou au bénéfice du RI pour retrouver un emploi.

Les structures d'accueil collectif parascolaire devront avoir des horaires compatibles avec les horaires de travail des parents. En revanche, l'avant-projet n'impose pas un nombre de structures ou de places minimum à développer pour respecter l'obligation constitutionnelle.

Pour les jeunes scolarisés de la 9ème à la 11ème du degré secondaire, soit les jeunes de 12 à 15 ans, les communes devront au minimum organiser un accueil à la pause de midi. Cet accueil comprend l'organisation d'un repas dans un local chauffé du lundi au vendredi. Les communes peuvent déléguer cet accueil de midi par exemple à des associations ou à des organisations de jeunesse, à des centres d'animation socioculturelle ou autres centres de loisirs (cf article 32 a, alinéa 1). Par ailleurs, si elles le souhaitent, elles peuvent étendre, en collaboration avec ces partenaires associatifs, leur offre d'accueil à des activités pour l'accueil de l'après-midi après l'école. Ce dernier n'est pas compris dans le socle de base.

Art 5 - Régime d'autorisation et de surveillance

L'OPE ne soumet à autorisation et surveillance que les institutions accueillant à la journée et de manière régulière les enfants de 4 à 12 ans. L'article 5 reprend cette disposition en précisant que seul l'accueil parascolaire primaire, à l'exclusion de l'accueil parascolaire secondaire, est soumis à autorisation et surveillance. Vu la définition de l'accueil parascolaire primaire de l'article 2, 4ème tiret (cf ci-dessus), sont soumises à autorisation et surveillance les institutions qui offrent à la journée l'une des trois prestations d'accueil soit le matin avant l'école, l'accueil de midi ou l'accueil de l'après-midi après l'école, dans la mesure où il s'agit d'un accueil régulier et collectif.

L'accueil durant la pause de midi, soit l'organisation par une institution d'un repas et d'un

encadrement pour des enfants de 4 à 12 ans, est soumis au régime d'autorisation de l'OPE. Cette dernière prévoit la possibilité de dispenser de l'autorisation les institutions bénéficiant déjà d'une surveillance spéciale, telle que la législation scolaire par exemple. Sous l'égide de la loi de 2006, les restaurants scolaires bénéficiaient de cette dispense d'autorisation, la réglementation scolaire (article 24 RLEO) prévoyant, dans ce cas de figure, que "l'autorité communale est responsable de la surveillance des enfants entre la fin des cours de la matinée et le début des cours de l'après-midi". La définition de l'accueil parascolaire primaire telle que proposée à l'article 2 de l'avant-projet a pour effet d'inclure l'offre du seul accueil de midi (restaurants scolaires) dans le champ d'application de la LAJE. Les conditions d'autorisation et les modalités de surveillance seront définies soit par les communes en application de l'OPE pour les restaurants scolaires qu'elles souhaitent maintenir hors des réseaux, soit par l'établissement intercommunal pour l'accueil collectif parascolaire primaire (EIAP) pour les restaurants scolaires rattachés aux réseaux (cf. ci-dessous art. 6a et 9).

Art. 6a et 6b - Autorité compétente pour l'accueil parascolaire primaire

Le droit actuellement en vigueur prévoit que le Département en charge de l'accueil de jour, par l'Office de l'accueil de jour des enfants est l'autorité compétente pour l'accueil de jour des enfants. Cette compétence est maintenue pour l'accueil collectif préscolaire (accueil d'enfants de 0 à 4 ans). En revanche, la mise en œuvre de l'alinéa 3 de l'article 63a Cst-VD implique de modifier les compétences en matière d'accueil parascolaire, attribuées aux communes.

Sur cette base, l'article 6a institue un établissement intercommunal de droit public qui sera composé de représentants des communes désignés par les associations faîtières des communes. Cet établissement, désigné comme établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire primaire (EIAP) est ainsi l'autorité compétente chargée d'appliquer, pour les enfants de 4 à 12 ans, l'ordonnance fédérale (OPE) et d'élaborer les cadres de référence. Ces cadres de référence auront le même objectif qu'actuellement : préciser les conditions nécessaires à l'octroi d'une autorisation, telles que le taux d'encadrement des enfants, les infrastructures et le projet pédagogique (cf. définition de l'article 2, 7ème tiret). Ils préciseront également les conditions pour l'accueil des enfants durant la pause de midi dans les restaurants scolaires intégrés aux réseaux d'accueil de jour ou pour l'accueil des enfants présentant un trouble invalidant ou une déficience (cf également commentaire ad article 7a).

De même, l'autorisation et la surveillance des institutions accueillant régulièrement des enfants de 4 à 12 ans sont de la compétence de l'EIAP. Cependant, l'alinéa 2 de l'article 6a prévoit la possibilité de déléguer cette compétence, sur la base d'un contrat de prestations, à l'Office de l'accueil de jour des enfants. Cette délégation a pour but de confier à une seule autorité l'évaluation des conditions d'autorisation et la surveillance des institutions d'accueil collectif de jour du canton, et d'assurer ainsi une meilleure cohérence et lisibilité de l'ensemble du dispositif de surveillance. De plus, il permet d'assurer cette même cohérence aux institutions du canton qui accueillent des enfants de 2 à 8 ans ou de la naissance à 6 ans (structures dites "mixtes" proposant à la fois un accueil collectif préscolaire et un accueil collectif parascolaire).

Art.6d - Circonstances exceptionnelles

Selon le dispositif mis en place dans le cadre du contrat de prestations (article 6a), l'OAJE en tant qu'autorité délégataire sera amené à procéder, comme il le fait pour les structures d'accueil collectif préscolaire, à des visites de surveillance. Il doit dans ce cadre vérifier que les conditions du cadre de référence édicté par l'EIAP sont respectées et si tel n'est pas le cas, exiger de la structure une mise en conformité.

Il pourrait cependant être amené à observer qu'une disposition de ce cadre de référence, par sa mise en œuvre, ne permet pas d'assurer une réponse appropriée aux besoins des enfants, ou ne garantit pas la mise en place de conditions lui assurant sa sécurité. Il pourrait s'agir par exemple d'une disposition du cadre de référence prévoyant un taux d'encadrement d'une personne adulte pour un groupe

de 20 enfants de 4 à 6 ans : un tel taux d'encadrement se révélerait dans un cas concret comme insuffisant pour assurer une prise en charge éducative de 20 enfants compte tenu par exemple de leurs besoins d'interaction individuels à cet âge, ou du besoin d'un enfant en particulier qui pourrait être en difficulté. Après avoir pris les dispositions nécessaires auprès de la direction de la structure pour remédier à la situation de mise en danger concrète, il en référera à l'EIAP et proposera une modification de la disposition. Le contrat de prestations précisera les différentes mesures qui dans cette hypothèse peuvent être mises en place d'entente entre les parties et à quelles conditions, en dernier recours, le contrat de prestations pourrait être dénoncé par l'une ou l'autre partie. En cas de dénonciation du contrat, la compétence d'autoriser et de surveiller les lieux d'accueil parascolaire reviendrait à l'EIAP.

Article 6e - Echange d'informations entre autorités compétentes

Dans le cadre de leurs tâches respectives, l'EIAP et l'OAJE sont appelés, notamment dans le cadre de l'article 6d, à échanger des informations sur les structures d'accueil autorisées et surveillés par l'autorité cantonale. L'alinéa 1 de cet article constitue la base légale pour cet échange d'informations, conformément à la législation sur la protection des données. Il reprend également la possibilité, telle qu'elle existait dans la loi de 2006, pour les autorités communales ou intercommunales compétentes en matière d'accueil familial de jour d'échanger les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches respectives.

Conformément à la loi sur la protection des données personnelles, et en particulier pour les données sensibles, l'alinéa 2 permet d'avoir la base légale formelle nécessaire pour que le Service en charge de la protection des mineurs puisse transmettre directement, à la demande des autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance, les informations nécessaires à la protection des enfants accueillis, et en particulier celle de savoir si les enfants de la candidate à l'accueil familial sont au bénéfice d'une mesure de protection. Par exemple, si un candidat à l'accueil familial de jour n'a plus la garde de ses enfants par décision de justice et est suivi par le SPJ, il ne peut être au bénéficie d'une autorisation d'accueillir des enfants.

Cette modification est nécessaire car depuis le transfert en 2012 du domaine de l'accueil de jour du DFJC par le SPJ, au DIRH par l'OAJE, les coordinatrices qui de par la loi doivent pouvoir obtenir des renseignements sur la situation socio-éducative d'une famille, devaient s'adresser à l'OAJE pour que ce dernier obtienne les informations du SPJ afin de les transmettre à la coordinatrice. Or, pour répondre aux exigences de la législation sur la protection des données sensibles, l'OAJE n'étant pas chargé de l'autorisation en matière d'accueil en milieu familial, il incombe à la coordinatrice chargée de l'enquête socio-éducative relative à la candidate (art 17, alinéa 4) de s'adresser directement au SPJ. L'accord du candidat à l'accueil familial de jour et des personnes vivant dans le même foyer sera comme aujourd'hui requis.

Art 7 et 7a - Référentiels de compétence et cadres de référence

L'OAJE est, comme aujourd'hui, l'autorité compétente pour fixer, dans les référentiels de compétence, les titres et qualifications demandés aux personnes travaillant dans le cadre de l'accueil de jour des enfants, collectif et familial. Il reste également l'autorité compétente pour édicter les cadres de référence pour l'accueil familial et pour l'accueil collectif préscolaire. Par ailleurs, le cadre de référence sur l'accueil préscolaire précisera également les conditions d'encadrement pour des structures qui accueillent dans un seul groupe et dans un seul lieu des enfants sans distinction d'âge. Il s'agit principalement de petites structures privées non rattachées à un réseau qui accueillent des enfants dont l'âge peut varier de 3 à 10 ans dans un seul groupe (groupes "verticaux"). Les structures qui accueillent des enfants en âge préscolaire et scolaire, mais dans des locaux différents ou permettant de les séparer ne sont pas concernées.

En application de l'article 63a, alinéa 2, de la Cst-VD, l'article 7a de l'avant-projet de loi attribue à

l'établissement intercommunal la compétence de fixer par des cadres de référence les conditions d'autorisation pour les lieux d'accueil parascolaire primaire. Afin de tenir compte des besoins différenciés des enfants, l'EIAP édictera un cadre de référence spécifique pour les enfants de 4 à 8 ans et un autre pour les enfants de 8 à 12 ans. En attendant l'élaboration de ces cadres de référence par l'EIAP, le cadre de référence actuel s'appliquera.

Par ailleurs, dans la détermination des cadres de références qu'ils fixent, l'OAJE pour les structures d'accueil préscolaire et l'EIAP pour les structures d'accueil parascolaire tiennent compte des besoins éducatifs particuliers des enfants présentant un trouble invalidant ou une déficience afin que les places d'accueil leur soient accessibles. Les associations et milieux concernés par l'accueil de ces enfants devront ainsi également faire partie des entités à consulter.

Art. 9 - Autorisation

La modification de l'alinéa 2 de l'article 9 permet d'exempter d'office du régime d'autorisation les institutions qui pratiquent un accueil ponctuel, notamment les halte-jeux des centres commerciaux ou les jardins d'enfants touristiques, ou la mise en place d'un accueil pour un temps déterminé lors d'un festival de musique ou d'autres manifestations. Cette exemption d'office permet d'alléger les procédures en termes de simplification administrative, en évitant à ces lieux d'écrire à l'OAJE pour obtenir une dispense d'autorisation. En revanche, et comme actuellement, l'OAJE peut intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes (art 14), par exemple dans le cadre d'une plainte d'un parent.

Le nouvel alinéa 4 a pour but de préciser le régime applicable aux entités qui offrent, aux enfants de 4 à 12 ans, un accueil uniquement durant la pause de midi et qui ne sont pas rattachées à un réseau d'accueil de jour. Il s'agit principalement des restaurants scolaires existants que les communes souhaiteraient maintenir dans leur organisation actuelle. L'alinéa 3 précise que l'autorisation et la surveillance de ces lieux appartiendront aux communes et qu'elles appliqueront pour l'octroi de l'autorisation les conditions découlant de l'OPE. Dans cette hypothèse, ces lieux ne bénéficieront pas des subventions de la FAJE.

Il est, en outre, à noter que les communes veilleront à ce que les lieux visés par l'alinéa 4 tiennent adéquatement compte des besoins particuliers des enfants présentant un trouble invalidant ou une déficience afin qu'ils leur soient accessibles (cf aussi commentaire ad article 52).

Art. 11b - Emoluments

Cette disposition fixe la base légale nécessaire, tant pour l'autorité cantonale que pour les autorités communales, de percevoir les émoluments pour traiter les demandes d'autorisation des institutions poursuivant un but lucratif. Le règlement cantonal, respectivement communal, indiquera les montants, tenant compte du travail nécessaire à la délivrance de l'autorisation.

Art. 13 - Sanctions

Lorsque les conditions d'octroi d'une autorisation ne sont plus remplies (telles que le taux d'encadrement suffisant ou les mesures de sécurité,) et qu'il est impossible de remédier aux insuffisances constatées, l'autorité compétente, ici l'OAJE, peut être amenée à retirer l'autorisation. Le retrait d'une autorisation est toujours l'ultima ratio lorsque des mesures ont été prises sans succès ou qu'il est clair qu'elles resteront sans succès. La modification apportée à l'article 13 ouvre la possibilité, avant d'ordonner en dernier recours la fermeture d'une institution, de la soumettre à une surveillance spéciale en demandant par exemple l'intervention d'un tiers ou d'émettre des recommandations particulières. Cette possibilité est indiquée quand le ou la responsable de l'institution ne peut remédier lui-même aux insuffisances établies.

Art 16b) - Compétences

Cette modification permet d'adapter la disposition légale à la pratique : l'OAJE reçoit au terme de

l'année civile la liste des accueillantes en milieu familial autorisées. Il ne lui est pas nécessaire de les recevoir au fur et à mesure de leur octroi. Cette adaptation permet de simplifier la procédure.

Art 27 - Constitution du réseau

L'alinéa 1bis de l'article 27 précise que, pour être reconnu, un réseau d'accueil de jour devra comprendre une offre d'accueil parascolaire primaire dont les prestations sont au minimum celles décrites à l'article 4a.

L'alinéa 1 ter prévoit que les réseaux veillent à implanter les structures dans un cadre correspondant à l'aire de recrutement des établissements scolaires. En effet, la disposition constitutionnelle fixe clairement l'obligation pour les communes de mettre en place les structures d'accueil parascolaires dans les bâtiments scolaires ou à proximité. Une telle organisation proche des établissements scolaires permet d'éviter aux communes, et par elles, aux réseaux d'accueil de jour, d'organiser les déplacements entre la structure d'accueil et l'établissement scolaire. Dans le cas contraire, il leur appartiendra d'organiser et de financer ces déplacements, ces derniers étant compris dans la prestation de l'accueil parascolaire (cf commentaire article 2 ci-dessus). Cette disposition implique une étroite collaboration entre les autorités scolaires et parascolaires.

Par ailleurs, la disposition prévoit la possibilité de déléguer l'organisation des transports à une autre entité, telles que par exemple l'association intercommunale scolaire. Dans ce cas de figure, les réseaux devront s'assurer que les personnes à qui ils confient le transport des enfants produisent non seulement leur extrait du casier judiciaire ordinaire mais également un extrait spécial du casier judiciaire. Cette pièce peut être exigée des personnes exerçant des activités impliquant des contacts réguliers avec des enfants. Il s'agit d'appliquer la même exigence que celle prévue à l'article 11 pour les directions de structures (cf article 11) pour l'engagement du personnel qu'elle recrute afin de s'assurer que ces personnes n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pouvant mettre en danger un enfant (par exemple condamnations pour abus sexuels ou lésions corporelles).

Art. 31 - Reconnaissance du réseau

L'alinéa 1, lettre a tient compte des modifications apportées à la définition de l'accueil parascolaire et précise que pour être reconnu, un réseau doit offrir des places d'accueil respectant les conditions fixées par le régime d'autorisation. Les places d'accueil parascolaires reconnues seront celles répondant aux cadres de référence de l'établissement intercommunal (EIAP) et autorisées par l'OAJE, ce qui inclut les restaurants scolaires faisant partie du socle minimum défini à l'article 4a.

Art. 32 - Conséquence de la reconnaissance

Le nouvel alinéa 2 précise que les prestations mises en place par les communes au-delà du socle minimum défini à l'article 4a font également l'objet de subventions de la FAJE. Il peut s'agir de l'accueil du matin ou du mercredi après-midi mis en place pour les enfants scolarisés en 7P ou 8P, ou encore les périodes de vacances scolaires. Comme précisé ci-dessus, ces places doivent être autorisées et répondre aux conditions fixées par l'EIAP.

Art. 32a et 32b - Accueil collectif parascolaire secondaire

L'OPE ne soumet pas au régime d'autorisation et de surveillance l'accueil extrafamilial des enfants au-delà de 12 ans. Les articles 32 ss du présent avant-projet confient aux communes la compétence d'en fixer les conditions et les modalités de surveillance, compte tenu de l'âge des jeunes concernés et, le cas échéant, de leurs besoins particuliers (trouble invalidant ou déficience). Conformément à la disposition constitutionnelle, les parents contribuent au financement de cet accueil parascolaire secondaire. Ces prestations ne sont pas subventionnées par la FAJE.

Art. 45 - Contribution de l'Etat de Vaud et disposition transitoire

Le nouvel article 45 alinéa 1 ancre dès l'entrée en vigueur de la loi un système de financement dynamique de la contribution globale de l'Etat : cette contribution est fixée en fonction d'un taux

de 25% calculé sur la base de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif, préscolaire et parascolaire primaire et des coordinatrices de l'accueil familial de jour. Par personnel éducatif on entend l'ensemble des personnes chargées de l'encadrement des enfants, au sens des cadres de référence. Ne sont ainsi pas comptées comme du personnel éducatif les personnes auxiliaires occupées à d'autres tâches que celles de l'encadrement des enfants (personnel administratif, cuisine, etc..).

La loi actuelle prévoit la conclusion d'une convention entre le Conseil d'Etat et la FAJE. Cette disposition n'est plus nécessaire dans la mesure où, conformément à la loi sur les subventions, les articles 45a à d précisent les modalités de calcul et de versement de la subvention de l'Etat ainsi que les modalités de suivi et de contrôle.

Le montant obtenu conformément à l'alinéa 1 représente la contribution globale de l'Etat : cette contribution globale comprend une contribution ordinaire, une contribution versée en sa qualité d'employeur et une contribution destinée à l'aide au démarrage, prélevée sur le Fonds pour la protection de la jeunesse et en faveur de l'enfance malheureuse et abandonnée, pour autant que le Fonds soit alimenté par la taxe sur les loteries. A l'heure actuelle, le montant versé par l'Etat au titre de sa contribution à l'aide au démarrage est de 2.4 millions de francs.

Le taux de 25% retenu en fonction de la masse salariale est celui qui sera atteint en 2023. Il est donc nécessaire de prévoir une disposition transitoire précisant que la contribution de l'Etat sera progressivement augmentée de 1,6% en passant d'un taux de 17% en 2018 à 25% en 2023.

Cette disposition transitoire prévoit également comment les montants supplémentaires à la charge de l'Etat seront compensés, conformément à la Constitution, pendant la période 2018 - 2023. Comme indiqué dans l'EMPD No 1 du projet de budget 2016 dans la partie portant sur la réforme de l'imposition des entreprises III, le Conseil d'Etat compensera les charges nouvelles liées à l'augmentation de la contribution de l'Etat prévue dans ce cadre par l'excédent de revenus du budget de fonctionnement, et ce conformément aux dispositions de l'article 8, al. 1 LFin. Le Conseil d'Etat compensera de la même manière les montants supplémentaires liés à l'introduction du mécanisme automatique pour la fixation de la contribution de l'Etat à la FAJE, et ce tant que l'augmentation de sa contribution annuelle par rapport à l'année 2015 ne dépasse pas CHF 14.53 millions en 2018, CHF 20.93 millions en 2019, CHF 28.63 millions en 2020, CHF 34.13 millions en 2020, CHF 39.63 millions en 2022 et en 2023. Si la contribution de l'Etat devait dépasser ces montants, le Conseil d'Etat présentera au Grand Conseil un projet de décret portant sur le dépassement, qui devra être en particulier compensé par des économies dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes. On peut préciser ici que ces montants ont été calculés en tenant compte de ceux figurant dans le décret voté par le Grand Conseil le 29 septembre 2015 (211.20.290915.1) fixant la contribution complémentaire de l'Etat à la FAJE dans le cadre de la RIE III, majorés de 10%.

Art. 45a à 45c - Cycle budgétaire de la contribution ordinaire de l'Etat

Ces dispositions précisent les modalités de versement de la contribution de l'Etat ainsi que les informations qui sont attendues de la Fondation. Elles précisent également conformément à la loi sur les subventions les compétences en matière de suivi budgétaire et contrôle de la contribution de l'Etat.

Art. 50 alinéa 5 nouveau

Dans un souci de stabilité du dispositif, le nouvel alinéa 5 précise que la Fondation devra appliquer le même taux de subventionnement pour les charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif préscolaire que pour celui des structures d'accueil collectif parascolaire primaire. A l'exception de cette limite, la Fondation peut librement décider, en fonction des ressources dont elle dispose, d'octroyer d'autres formes de subventions aux lieux d'accueil, subventions qu'elle pourrait, le

cas échéant, différencier en fonction des types d'accueil comme elle l'a fait par le passé (aide au démarrage plus importante pour l'un des types d'accueil, "aide à la pierre", etc,).

Art 52 - Encadrement particulier

La modification apportée à l'alinéa 1 poursuit un objectif d'harmonisation entre les termes utilisés dans le présent projet de loi et la loi sur la pédagogie spécialisée et plus particulièrement son article 12 qui prévoit la possibilité d'octroyer des mesures auxiliaires aux enfants et aux jeunes intégrés au sein d'un lieu préscolaire ou parascolaire. Cette modification permet aux jeunes de 12 à 15 ans de bénéficier de mesures de soutien. Ainsi les élèves au bénéfice d'une mesure renforcée ou auxiliaire de pédagogie spécialisée, à savoir ceux atteints d'un trouble invalidant ou d'une déficience, qui sont intégrés au sein de classes de l'enseignement régulier bénéficient, à l'instar des autres élèves, des places d'accueil de jour offertes par les communes, par l'intermédiaire des réseaux d'accueil de jour. Il est ici précisé que l'encadrement subventionné par le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut également comprendre les transports liés à l'intégration de ces enfants ou jeunes dans les structures d'accueil parascolaire si l'enfant ou le jeune ne peut bénéficier de la solution de transport (motorisé) mise en place par le réseau dans le cadre de la prestation d'accueil, ou pour un jeune placé en institution de pédagogie spécialisée et accueilli dans une structure d'accueil parascolaire. Dans ce cas, les conditions de l'article 12 LPS s'appliquent.

Le nouvel alinéa 2 formalise la collaboration entre le Département en charge de la pédagogie spécialisée, par le SESAF et le Département en charge de l'accueil de jour par l'OAJE, dans le cadre de la Commission d'intégration. Il est utile de mentionner ici que cette commission a en particulier comme buts d'élaborer et de développer des concepts pour l'accueil préscolaire de jour des enfants nécessitant une prise en charge particulière. Elle pourra donc également, avec les associations faîtières concernées, développer un concept pour soutenir une prise en charge appropriée des enfants en situation de handicap dans les structures parascolaires.

Art 52a - Structures d'accueil de jour spécialisées

Pour tenir compte des structures d'accueil de jour spécialisées dans le cadre de ce nouveau projet de loi, il est nécessaire d'en faire une disposition légale spécifique. Des établissements de pédagogie spécialisée offrent à l'heure actuelle un accueil avant l'école et/ou des prestations éducatives après l'école et accueillent des enfants dont les besoins de surveillance perdurent au-delà de 12 ans. Le nouvel alinéa 1 reprend la même structure logique pour ces structures d'accueil spécialisées que celle prévue dans la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) pour les établissements de pédagogie spécialisée : le Département en charge de la pédagogie spécialisée n'octroie pas d'autorisations d'exploiter, mais reconnaît ces structures et délivre des autorisations de diriger et de pratiquer (art. 21 LPS). Ces prestations intégrées au sein des établissements tout comme les structures d'accueil spécialisées sont ainsi soumises à la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS). Elles ne sont pas soumises à autorisation et surveillance de l'OAJE.

Dès lors que les enfants et jeunes relevant de la pédagogie spécialisée ont une capacité d'autonomisation qui ne suit pas nécessairement la même progression que celle des autres élèves, le fait que l'accueil collectif parascolaire secondaire, tel que défini à l'article 2 du présent projet, se limite à un accueil régulier à la pause de midi pourrait s'avérer trop restrictif. Aussi, le nouvel alinéa 2 de l'article 52 permet d'élargir cette définition afin de rendre possible, lorsque cela est nécessaire, un accueil étendu aux deux autres temps de la journée, des jeunes fréquentant un établissement privé de pédagogie spécialisée.

Le nouvel alinéa 3 est, pour les enfants et les jeunes accueillis en établissement privé de pédagogie spécialisée, le pendant des dispositions relatives à la participation financière des parents prévue dans le cadre du dispositif régulier (art. 29 et 32b du présent projet).

5 RAPPORT SUR LES MOTIONS

5.1 Motion Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC – Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les !

5.1.1 Rappel de la motion

"Communes, structures d'accueil et parents se plaignent aujourd'hui de manière récurrente du niveau des coûts de l'accueil préscolaire des enfants. Du côté des structures, on relève notamment des directives trop contraignantes et des charges structurelles trop élevées. Du côté des communes, on note également que l'introduction des réseaux a eu pour effets, d'une part, d'accroître significativement les charges des collectivités locales (au lieu de les réduire ou de les stabiliser) et, d'autre part, de diminuer leur marge de manœuvre opérationnelle.

Les propositions libérales-radicales visant à assouplir les normes de l'accueil parascolaire et le transfert de compétences aux communes, formulées dans le cadre de leur initiative populaire, ont donné lieu à un large consensus politique. Tant mieux. Mais cela ne suffit pas. En effet, pour renforcer l'ensemble du dispositif, il s'agit désormais de viser les mêmes objectifs dans le domaine préscolaire, en répondant aux critiques des communes, des structures et des parents.

Sans remettre fondamentalement en cause la LAJE, ni l'excellent travail de la FAJE, il s'agit donc de s'attaquer aux vices des normes et directives en vigueur, afin de garantir le développement et la pérennité des structures d'accueil et de soulager les budgets des parents et communes.

D'importantes disparités intercantonales

Diverses études permettent aujourd'hui de mieux appréhender le système vaudois, en comparaison intercantonale. Spécialisée dans l'accompagnement des communes pour leur projet petite enfance, la société Amalthée révélait par exemple dans sa newsletter [1] du mois de mars 2009 d'importantes variations du prix de revient annuel de la place de crèche entre cantons. Selon cette étude, le coût annuel d'une place dans le canton de Vaud s'élève à 29'982 francs, soit un montant supérieur de 33% par rapport au Valais, 18% par rapport au canton de Neuchâtel, 10% par rapport à celui de Berne et 6% par rapport au Jura. A l'inverse, certains cantons présentent des coûts supérieurs au nôtre : c'est le cas de Zurich (33'925 francs), de Fribourg (34'320 francs) et de Genève (38'524 francs).

Mandatée par l'Office fédéral des assurances sociales, l'étude Prognos [2] fournit quant à elle d'utiles indicateurs, en comparant l'efficience des systèmes vaudois et zurichois. D'une part, elle démontre que, sous réserve de contraintes pratiques, les coûts pourraient être réduits d'environ 15%, tout en respectant le cadre légal actuel. D'autre part, elle conclut que le principal potentiel de réduction des coûts des places de crèches se situe dans le contenu et la flexibilité des directives cantonales. A ce sujet, l'OFAS précise d'ailleurs ce qui suit : "Certes, le besoin d'édicter des directives sur la qualité des prestations fait sens et ce principe n'est pas remis en cause. Gérer une crèche de manière efficace exige cependant un environnement suffisamment flexible. C'est pourquoi il faudrait octroyer aux directions des crèches le plus possible de liberté d'entreprise. L'étude a montré que les crèches examinées utilisaient à bon escient leur marge de manœuvre et géraient leurs ressources de manière efficiente du point de vue économique. Il n'est donc ni nécessaire ni souhaitable de leur imposer trop de restrictions [3]".

Parmi les différents facteurs expliquant les différences intercantonales et le niveau des coûts vaudois, on peut relever notamment :

1. Personnel d'encadrement

Les normes cantonales en matière de formation du personnel d'encadrement sont particulièrement élevées, puisqu'elles exigent, dans le domaine de l'accueil préscolaire, 80% de personnel formé, et 20% seulement de personnel auxiliaire [4]. Un tel perfectionnisme a de quoi surprendre quand on

sait que le standard préconisé par l'Association suisse des structures d'accueil de l'enfance (ASSAE) recommande une parité entre le personnel au bénéfice d'un titre professionnel reconnu et le personnel auxiliaire. En adoptant le standard suisse, le canton de Vaud réduirait les coûts induits par la dotation élevée de personnel qualifié. Ces économies seraient bénéfiques à l'ensemble du dispositif (structures d'accueil, communes et parents) et pourraient même servir à la création de nouvelles places, là où les besoins sont les plus criants.

2. Temps de préparation

Seconde "vaudoiserie", le personnel d'encadrement (les éducateurs) doit disposer, selon les normes cantonales, d'un temps de travail de 10% destiné à d'autres activités que l'encadrement stricto sensu. C'est ce qu'on appelle plus communément le "temps de préparation". Si l'on compare cette exigence avec celles des autres cantons, on constate que Fribourg, Neuchâtel, Berne, le Valais et Zurich, par exemple, ne formulent aucune exigence en la matière. Au vu de la disparité des pratiques intercantonales, il semblerait préférable de laisser le personnel des structures d'accueil s'organiser librement, sans imposer de quota horaire fixe. Ce d'autant plus que ce temps de préparation doit certainement varier, selon les dimensions des structures concernées. Une fois encore, la suppression d'une telle disposition générerait de nouvelles économies ou dégagerait du temps supplémentaire pour le personnel d'encadrement, disponible pour accueillir davantage d'enfants.

3. Normes de sécurité et d'infrastructures

Dans ce domaine aussi, les normes vaudoises sont plus élevées que les standards suisses de l'ASSAE ; les obligations relatives aux locaux pour le personnel, au nombre de sanitaires et de tables à langer, à l'aménagement des locaux (portes, fenêtres, etc.) découragent souvent les petites communes qui veulent se doter de structures simples. Il semblerait donc préférable de remplacer les obligations du SPJ par des recommandations et de compter davantage sur le bon sens des équipes pédagogiques et des communes.

4. Charges structurelles

Enfin, la mise en place des réseaux, rendue obligatoire par l'introduction de la LAJE, a introduit de nouvelles exigences en matière de coordination de la demande et de l'offre, de l'administration et du contrôle des subventions de la FAJE, de travaux de secrétariat des membres du réseau. Autant de dépenses structurelles supportées directement par les réseaux, et donc par les communes, sans soutien financier particulier de la FAJE.

Ces constats démontrent que la LAJE souffre actuellement de problèmes de jeunesse qui doivent être corrigés, par des assouplissements légaux et réglementaires et des transferts de compétences aux communes. Il en va à la fois de l'engagement de l'ensemble des institutions inscrites dans le processus (communes, structures d'accueil et FAJE) et de l'intérêt du réseau auprès de ses usagers.

Sur ces bases, les soussignés demandent donc au Conseil d'Etat de proposer des modifications de notre arsenal législatif et réglementaire, afin d'assouplir le dispositif existant, dans le respect des dispositions fédérales.

Ces modifications devront permettre à la fois de réduire les coûts à charge des communes, des structures d'accueil et des parents, et d'éviter la création d'un marché parallèle de l'accueil, qui ne pourrait que nuire à l'ensemble du dispositif."

Souhaite développer et demande le renvoi au Conseil d'Etat.

Lausanne, le 16 juin 2009

5.1.2 Rapport du Conseil d'Etat

En adoptant la motion Borloz en 2009, le Grand Conseil a demandé au Conseil d'Etat de *"proposer des modifications de notre arsenal législatif et réglementaire, afin d'assouplir le dispositif existant, dans le respect des dispositions fédérales"*. Les auteurs de la motion évoquent principalement d'importantes disparités intercantonales, le coût engendré par les directives trop contraignantes et des charges structurelles trop élevées. Parmi les différents facteurs qu'ils invoquent pour expliquer le niveau des coûts vaudois, ils citent les normes cantonales sur la formation du personnel d'encadrement, sur le temps de préparation hors taux d'encadrement des enfants, sur la sécurité et les infrastructures, et enfin, les charges structurelles des réseaux. A l'exception de ce dernier point, les exemples cités sont tirés des directives sur l'accueil collectif préscolaire, ces dernières étant, comme on l'a vu plus haut, de la compétence de l'OAJE.

Durant l'été 2015, ce dernier a donc invité les milieux intéressés (représentants de l'Union des communes vaudoises (UCV) et de l'Association de communes vaudoises (AdCV), de communes en tant qu'exploitantes de structures, des milieux économiques, des directeurs de crèches et garderies, des parents, des associations professionnelles, des syndicats et des milieux de la formation), à revoir les différentes dispositions du cadre de référence et du référentiel de compétences sur l'accueil préscolaire. L'objectif était d'évaluer les allègements et adaptations qui peuvent être apportés à ces directives, tout en tenant compte de la nécessité de garantir la sécurité des enfants accueillis et de favoriser leur bon développement, conformément au droit supérieur. De même, les allègements et adaptations à identifier devaient tenir compte de la diversité organisationnelle des structures, dont la capacité d'accueil va de 22 à plus de 140 places, ainsi que du fait que plus de la moitié des structures d'accueil collectif préscolaire sont des structures privées qui n'ont pas adhéré à un réseau d'accueil de jour des enfants.

Les discussions au sein de ce groupe de travail consultatif ont confirmé les positions des différents instances et organismes concernés : d'une part, ceux qui souhaitent des allègements supplémentaires et d'autre part, ceux qui souhaitent que soient maintenues, voire renforcées, les conditions d'encadrement des enfants. Il faut toutefois relever que tous les participants à ce groupe de travail consultatif ont partagé une même préoccupation, à savoir l'intérêt de l'enfant à être pris en charge en toute sécurité tout au long de la journée au sein de la structure d'accueil.

En se fondant sur le contenu des discussions, l'OAJE a mis en consultation en automne 2015 les adaptations des directives pour l'accueil collectif préscolaire des enfants de 0 à 4 ans qu'il entend apporter afin d'introduire des allègements, comme souhaité dans la motion Borloz.

A l'heure actuelle, les équipes accueillant les enfants de 0 à 4 ans dans les structures d'accueil collectif préscolaire sont composées de 80 à 100% de personnel formé, et de 0 à 20% d'auxiliaires. Au sein des professionnels formés, deux tiers du personnel doivent être porteurs d'un titre tertiaire reconnu et un tiers du titre de secondaire II. Le référentiel de compétences pour l'accueil collectif préscolaire précise que sont diplômées du tertiaire les personnes diplômées d'une école supérieure (ES), domaine d'études "social et formation des adultes" dans la filière "éducation de l'enfance", ou celles diplômées d'une haute école spécialisée (HES) filière de formation "travail social" ou bénéficiaires d'une décision de reconnaissance d'un titre étranger comme valant les titres mentionnés. Sont diplômées d'un titre du secondaire II les titulaires du CFC d'assistant socio-éducatif (ASE) ou les bénéficiaires d'une reconnaissance d'équivalence. Pour exercer une fonction de directrice de structure, une personne doit être titulaire d'un diplôme tertiaire lui permettant de faire partie des équipes accueillant les enfants ou d'un CFC d'ASE, avec une formation complémentaire, et être au bénéfice d'une expérience professionnelle éducative dans le domaine de l'enfance d'au moins 4 ans après l'obtention du titre prérequis.

Assouplissements proposés en matière de formation du personnel

En matière de formation du personnel, les assouplissements envisagés, qui tiennent notamment compte de l'évolution du paysage de la formation professionnelle et des ordonnances spécifiques qui en découlent, sont les suivants :

- favoriser la possibilité aux personnes titulaires d'un titre tertiaire dans un domaine voisin de celui de l'éducation de l'enfance, par exemple en sciences de l'éducation ou en psychologie, d'entrer dans la catégorie du personnel diplômé formé à l'accueil de jour des enfants, par le biais d'une formation passerelle mise en place par l'Ecole supérieure en éducation de l'enfance, qui permettrait à celles et ceux qui la suivent d'être qualifiés comme éducateur/éducatrice de l'enfance diplômé-e ES ;
- préciser que les détenteurs d'un CFC ASE ont accès à la fonction de direction par l'obtention d'un titre tertiaire (examens fédéraux professionnels) ; il est ici rappelé que pour assurer une fonction de direction d'une structure d'accueil, il est nécessaire selon les cas d'obtenir une qualification spécifique de niveau tertiaire ou examen professionnel : il est prévu que les modalités seront précisées dans le cadre d'un groupe de travail réunissant, sous l'égide de l'OAJE, les milieux de la formation et les professionnels ;
- ouvrir la possibilité aux détenteurs de titres professionnels liés à d'anciennes formations en lien avec l'accueil de jeunes enfants, disparues aujourd'hui et non reprises dans la législation fédérale (par exemple nurse) d'être considérés au bénéfice d'un titre de secondaire II leur permettant d'intégrer à ce titre les équipes éducatives ;
- moduler les exigences de formation des directrices, en fonction des caractéristiques des structures qu'elles seront amenées à conduire ; il est notamment proposé d'alléger les exigences pour les structures qui sont rattachées à un réseau d'accueil de jour des enfants : l'expérience a en effet montré que la mise en réseau de structures, avec l'organisation que les communes ont choisi de mettre en place, permet de mutualiser les compétences par exemple en matière de gestion des budgets et dès lors, en fonction du réseau auquel une structure est rattachée, il n'est pas forcément nécessaire d'exiger de sa directrice qu'elle dispose de compétences attestées dans ce domaine ;
- permettre à l'OAJE de déroger à la durée de l'expérience professionnelle pré-requise pour la direction d'une structure, sur la base du dossier de la personne concernée.

Assouplissements proposés dans la composition des équipes accueillant les enfants de 0 à 4 ans

En matière de composition des équipes, il est envisagé de :

- assouplir la répartition entre les personnes titulaires d'un titre tertiaire et celles titulaires d'un titre de secondaire II, en prévoyant non plus une répartition au sein du personnel formé de 2/3 de personnel de niveau tertiaire et 1/3 de personnel de niveau secondaire II, mais une répartition au minimum de 50% de personnel de niveau tertiaire et de 50% de personnel de niveau secondaire II au maximum ;
- donner la possibilité à l'OAJE, sur demande de l'exploitant et de la direction, d'accorder une dérogation à l'exigence de 80% de personnel formé en éducation de l'enfance, pour tenir compte de situations exceptionnelles (par exemple en cas d'importantes difficultés de recrutement) ;
- permettre à la direction d'une structure de prendre, sous sa responsabilité, les mesures nécessaires afin d'assurer un encadrement approprié à l'âge et aux besoins des enfants, sans devoir adresser une demande de dérogation à l'OAJE, dans certaines circonstances : pour les phases d'ouverture et de fermeture de la journée, comme les enfants présents sont généralement moins nombreux, la direction devrait pouvoir décider de confier l'encadrement des enfants à une seule personne et nommer parmi son personnel la personne la plus adéquate (professionnelle ou auxiliaire). De même, la direction pourra également décider d'accepter des enfants en surnombre

par rapport au nombre indiqué dans l'autorisation d'exploiter de la structure, et ce pour une durée maximale d'un mois.

Le corollaire de ces allègements qui simplifient le dispositif en évitant à un exploitant de structure ou à une direction de devoir demander à l'OAJE l'autorisation de déroger aux cadres de référence pour un temps donné, dans des circonstances déterminées, est de renforcer les compétences dévolues aux directrices des structures d'accueil. Dès lors, il est prévu d'adapter en conséquence l'exigence de présence régulière dans l'institution de la directrice, hors taux d'encadrement des enfants, et ce comme à présent en fonction de la taille de l'institution, de sa durée d'ouverture et de son déploiement sur plusieurs sites : il est ainsi envisagé que la directrice dispose d'un temps de travail hebdomadaire de 15% par groupe d'enfants, soit 5 bébés, 7 trotteurs (18 mois – 3 ans), 10 grands (3 – 4 ans).

Assouplissements concernant les infrastructures et les aménagements techniques

Les discussions au sein du groupe de travail consultatif ont confirmé le constat fait par l'OAJE ces dernières années : il est nécessaire de simplifier les dispositions concernant les aménagements techniques demandés aux structures d'accueil collectif préscolaire, pour ne conserver que les aménagements qui soutiennent les enfants dans leurs apprentissages et ceux qui visent à s'assurer que les enfants, qui sont accueillis en collectivité, ne sont pas confrontés à des infrastructures pouvant les mettre en danger. Par exemple, la mise à disposition de WC et lavabos en nombre suffisant (1 WC et 1 lavabo jusqu'à 15 enfants, puis 1 WC et 1 lavabo pour chaque dizaine d'enfants supplémentaires) vise à répondre aux besoins de tout jeunes enfants vivant en collectivité et qui, avec plus ou moins d'aisance, découvrent la propreté. La demande concernant la hauteur des poignées de porte (à 1 m 50 du sol) a pour objectif d'éviter qu'un petit enfant curieux ne puisse sortir seul du bâtiment, avec les dangers que cela comporte.

Pour faciliter la compréhension des aménagements demandés, il est ainsi prévu, à l'instar de la pratique des autres cantons romands, de réunir dans un seul tableau l'ensemble des dispositions qui touchent à la sécurité et à l'encadrement des jeunes enfants, et d'autre part de reporter dans une annexe les autres dispositions qui ne sont pas de la compétence de l'OAJE, mais qui relèvent d'autres instances en vertu de normes fédérales, cantonales ou voire même communales et qui touchent par exemple à l'aménagement du territoire, ou à la protection contre l'incendie.

Il faut rappeler ici qu'intégrer des éléments techniques précis dès le début d'un projet de structure permet une meilleure maîtrise des coûts : par exemple, l'installation d'une poignée de porte à hauteur d'adulte, mais inaccessible à un enfant de 3 ans, ou de barrières dont l'espace entre les barreaux ne permet pas aux tout-petits de se faufiler ou évitent qu'ils se coincent la tête, n'est pas plus coûteuse que le dispositif ordinaire dès lors qu'elle est prévue dès le début du projet. Il faut aussi relever que les normes vaudoises sont très semblables à celles édictées par les autres cantons romands. Ces normes techniques issues d'une large pratique ont montré leur pertinence en termes de prévention générale et de sécurité des enfants.

Par ailleurs et pour tenir compte des réalités du terrain, l'OAJE entend proposer une clause générale lui permettant d'accorder des dérogations, au cas par cas, aux exigences liées aux infrastructures et aux aménagements techniques, par exemple pour le nombre de sanitaires ou les aménagements de locaux, en particulier pour les locaux existants, dans la mesure où les dispositions relatives à l'encadrement des enfants sont respectées.

Rappelons pour le surplus que les directives actuelles contiennent déjà une clause permettant à l'OAJE d'accorder des dérogations aux directives pour des projets pilotes permettant la mise en œuvre de différentes formes d'accueil préscolaire. Il est prévu de maintenir cette clause dans les directives révisées.

Lors de la consultation, les milieux intéressés ont dans l'ensemble accueilli favorablement les modifications proposées, notamment celle qui permet aux personnes titulaires d'un titre tertiaire dans

un domaine voisin de l'accueil de jour des enfants de pouvoir exercer en tant que professionnelles au sens du référentiel de compétences, moyennant une formation "passerelle" ; les milieux professionnels ont toutefois exprimé certaines réserves quant la nouvelle répartition du personnel tertiaire et du personnel CFC ASE au sein des équipes.

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat considère que les assouplissements qui seront intégrés par l'OAJE en tant qu'autorité cantonale chargée par la loi sur l'accueil de jour des enfants de l'application de l'OPE, dans le cadre de référence pour l'accueil collectif préscolaire, pour une entrée en vigueur au 01.01.2017 répondent adéquatement aux demandes exprimées par le Grand Conseil avec la motion Borloz, et ce en respectant le droit supérieur et l'intérêt de l'enfant. Il souligne par ailleurs que, par la mise en œuvre de l'article 63a de la Constitution vaudoise, les conditions d'accueil des enfants de 4 à 6 ans, actuellement fixées par la directive concernant l'accueil collectif préscolaire, seront fixées par les communes et pourront dès lors faire l'objet d'adaptations complémentaires, si tel est le vœu des communes. Il propose donc au Grand Conseil de ne pas fixer dans la loi les conditions à remplir par les structures d'accueil pour être autorisées, afin de respecter les compétences des communes dans ce domaine, et de traiter de la même manière l'accueil collectif préscolaire.

S'agissant des charges structurelles supportées par les réseaux, le Conseil d'Etat rappelle que la FAJE est compétente pour décider des critères, taux et modalités des subventions, et qu'elle peut, comme elle l'a déjà fait lors de la mise en place des réseaux, subventionner ces charges structurelles, conformément à l'article 50 alinéa 3 de la LAJE.

5.2 Motion Christelle Luisier et consorts - Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour

5.2.1 Rappel de la motion

"L'accueil de jour pré et parascolaire est une tâche conjointe canton-communes (article 63 de la Constitution vaudoise). Pour l'accueil parascolaire (article 63a), les communes ont un rôle principal. Aujourd'hui, l'Etat fixe le cadre de référence (normes) et exerce l'autorisation et la surveillance pour le pré et le parascolaire. La mise en œuvre sur le terrain est effectuée par les communes. En application de l'article 63a, les normes en matière parascolaire seront partiellement de compétence communale, l'Etat continuant d'exercer l'autorisation et la surveillance.

Le développement de cette prestation publique — très attendue de la population — est nécessaire. Cet objectif ne pourra être atteint sans un vrai partenariat entre l'Etat et les communes aussi bien opérationnel que financier.

Aujourd'hui, force est de constater un déséquilibre dans le financement des coûts globaux de l'accueil de jour avec une participation de l'Etat de 7% en 2015 contre 43% à charge des communes. Le décret fixant la contribution complémentaire de l'Etat à la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) pour la période 2016 à 2022 ne corrige pas assez ce déséquilibre : en 2022, l'Etat participera aux coûts globaux de l'accueil de jour à hauteur de 10% et les communes de 40%.

Afin de permettre la mise en œuvre future de l'accueil parascolaire, une participation accrue et progressive de l'Etat aux coûts globaux de l'accueil de jour est demandée par le biais d'un mécanisme de calcul. Ce mécanisme déterminera la contribution de l'Etat à la FAJE proportionnellement aux salaires subventionnés par la FAJE. Le taux pour le calcul de la participation de l'Etat étant à 16% actuellement, il sera augmenté progressivement à 25% des salaires subventionnés par la FAJE. Ceci fera passer la contribution de l'Etat aux coûts globaux de 10% à 16% en 2022.

Au vu de ce qui précède, les motionnaires demandent au Conseil d'Etat de :

1. *prévoir dans le cadre de la future Loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) un*

mécanisme financier déterminant la contribution de l'Etat à la FAJE proportionnellement aux salaires subventionnés par la FAJE (personnel éducatif de l'accueil collectif et des structures de coordination de l'accueil familial de jour) ;

2. *fixer le taux pour le calcul de la participation de l'Etat de façon progressive de 16% (taux actuel) à 25% (2022 et suivantes) des salaires subventionnés par la FAJE ;*
3. *proposer un nouveau décret prévoyant une augmentation de la contribution cantonale à la FAJE pour les années 2017 et suivantes, à savoir : 12.5 millions en 2017, 19 millions en 2018, 22.5 millions en 2019, 26.5 millions en 2020, 33.5 millions en 2021 et 41.5 millions en 2022 ;*
4. *présenter ce nouveau décret d'ici la fin de l'année 2015, et au plus tard en même temps que la modification de la LAJE concrétisant l'article 63a de la Constitution vaudoise. "*

Prise en considération immédiate.

(Signé) Christelle Luisier Brodard
et 70 cosignataires

5.2.2 Rapport du Conseil d'Etat

Par la motion Luisier, le Grand Conseil demande au Conseil d'Etat d'inclure dans la loi sur l'accueil de jour des enfants un mécanisme déterminant la contribution de l'Etat à la FAJE proportionnellement aux salaires subventionnés par la FAJE (personnel éducatif de l'accueil collectif et des structures de coordination de l'accueil familial de jour) et de fixer le taux pour le calcul de la participation de l'Etat de façon progressive de 16% à 25% dès 2022 des salaires subventionnés par la FAJE. Dans le même temps, le Grand Conseil demande au Conseil d'Etat de lui proposer un décret fixant le montant de la contribution de l'Etat à la FAJE pour les années 2017 à 2022, ces montants étant précisés dans la motion.

Le Conseil d'Etat relève qu'il est difficile de prévoir à la fois que la contribution de l'Etat à la FAJE est fixée proportionnellement aux salaires subventionnés et de proposer un décret fixant des montants précis pour cette contribution de l'Etat. En effet, le montant des salaires du personnel éducatif subventionnés par la FAJE dépend de la nature de l'offre proposée par les réseaux. Les charges salariales du personnel éducatif dépendent en effet de l'ampleur de l'offre, à savoir du nombre de places offertes, ainsi que des horaires d'ouverture des structures, qui peuvent varier selon les régions : une structure proposant 12 places d'accueil ouverte de 6h30 à 18h30 ouverte 47 semaines par an aura bien évidemment des charges salariales plus importantes qu'une structure proposant le même nombre de places mais en étant ouverte, pendant les semaines d'école, le matin avant l'école, à midi et l'après-midi après l'école. De même, compte tenu du fait que le personnel encadrant les enfants est proportionnellement plus nombreux pour les tout petits que pour les enfants en âge scolaire, plus autonomes, l'évolution de la masse salariale n'est pas linéaire en fonction du nombre de places créées mais dépend également de la proportion de nouvelles places créées pour chacun des types d'accueil.

Or, le système mis en place par la LAJE prévoit que ce sont les réseaux qui décident de la manière dont l'offre d'accueil qu'ils proposent se développe, tant s'agissant de sa nature que de son ampleur. C'est également par leur intermédiaire que l'offre d'accueil parascolaire que les communes ont la responsabilité de mettre en place en vertu de l'article 63a Cst-VD sera subventionnée. Avec la mise en œuvre de l'article 63a Cst-VD, les communes seront par ailleurs compétentes pour fixer les conditions de l'accueil parascolaire, ce qui pourrait avoir un impact sur la composition des équipes encadrant les enfants (niveau de formation, ratio personnel / nombre d'enfants).

Le Conseil d'Etat n'a donc pas la maîtrise sur l'évolution de l'offre d'accueil et de la masse salariale du personnel éducatif. Des extrapolations ou simulations financières reposant sur des hypothèses pourraient être réalisées, et des montants proposés sur cette base pour fixer la contribution de l'Etat. Mais un tel mode de faire comporte un risque important, puisque la marge d'erreur que comporte cette

méthode ne permet pas de garantir que les montants ainsi calculés correspondent bien au taux de contribution de la masse salariale subventionnée demandé par la motion Luisier.

Conscient de la nécessité de mettre en place un système prévisible et garantissant à la FAJE qu'elle disposera des montants nécessaires pour subventionner l'offre d'accueil, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de préciser dans la loi, comme le demande la motion Luisier, que la contribution de l'Etat sera fixée à 25% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau reconnu.

Pour garantir la transparence et la stabilité du système, le Conseil d'Etat propose de préciser dans la loi les modalités qui permettront chaque année de fixer le montant de la contribution de l'Etat à inscrire au budget de l'année suivante. Il est également proposé de fixer dans la loi les modalités de versement de la contribution de l'Etat à la FAJE et permettant de l'adapter en fonction de l'évolution de l'offre effective d'accueil (article 45 a à d) – ainsi, si la contribution fixée au budget s'avère insuffisante et ne pas correspondre au taux légal de subventionnement, elle sera adaptée par le Département en charge de l'accueil de jour et le solde sera versé à la Fondation.

Dans les faits, la mise en place d'un tel mécanisme d'ajustement automatique imposera à la FAJE de collecter des informations précises auprès des réseaux, et de se doter d'instruments lui permettant d'assurer le suivi budgétaire et du dispositif financier. A noter que la FAJE a d'ores et déjà commencé à mettre en place des outils dans ce domaine, qui devront encore être développés. Dès l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, la FAJE devra donc collecter des informations auprès des réseaux afin d'établir le montant provisoire pour 2018 de la masse salariale subventionnée et le transmettre au Département, qui fixera par décision le montant de la contribution de l'Etat et l'inscrira au budget 2018. Pour 2017, il est prévu que la contribution de l'Etat sera fixée dans le cadre de la procédure budgétaire : seront inscrits au budget les montants d'ores et déjà annoncés dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises III.

Comme demandé par le Grand Conseil dans la motion Luisier, le pourcentage de la masse salariale subventionnée qui permettrait de fixer le montant de la contribution de l'Etat sera progressivement augmenté pendant une période de 5 ans, pour passer de 17% en 2018 à 25% dès 2023. Le Conseil d'Etat propose donc d'introduire dans le projet une disposition transitoire.

Par ce dispositif, le Conseil d'Etat répond donc aux demandes du Grand Conseil figurant dans la motion Luisier.

6 RAPPORT SUR LES POSTULATS

6.1 Postulat Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire

6.1.1 Rappel du postulat

"La mise en application de l'accord HarmoS ainsi que l'article constitutionnel adopté par le peuple vaudois en septembre 2009 demandent aux communes de prendre des dispositions et de mettre en place des structures permettant de répondre aux besoins de l'accueil parascolaire. Même si ces communes peuvent compter sur une collaboration avec l'Etat ou avec des partenaires privés, cette perspective ne manque pas de susciter quelques craintes et appréhensions.

L'exposé des motifs concernant la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO), actuellement soumis à l'étude d'une commission, mentionne la nécessité de légiférer et de définir des dispositions spécifiques au domaine parascolaire.

Le lien avec la loi scolaire paraît évident si l'on prend comme critères de base l'âge des enfants concernés, l'adaptation et la complémentarité de l'horaire à appliquer, l'utilisation de locaux ou la gestion des transports.

Il est cependant spécifié que ce ne sera pas dans la LEO que ces dispositions trouveront leur place, mais "probablement" dans la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE).

La LAJE répond à des besoins différents, incluant le préscolaire, avec des exigences et des prétentions plus importantes. Ces exigences, particulièrement celles concernant le personnel auxiliaire qualifié, doivent être définies sur d'autres bases.

La création de nouveaux articles dans une loi existante, l'intégration d'une nouvelle tranche d'âge, l'adaptation aux horaires scolaires et aux exigences d'HarmoS, tous ces points ne faciliteront pas la clarté de la communication aux communes et aux personnes concernées.

Si "l'enseignement spécialisé" ou "l'enseignement privé" justifient chacun pour leur part une loi spécifique, il n'y a pas de raison de ne pas accorder aussi une place "spécifique" à l'accueil parascolaire.

Je demande donc au Conseil d'Etat de prendre des mesures législatives et réglementaires spécifiques permettant de tenir compte à la fois des conditions particulières propres à l'accompagnement d'enfants en âge scolaire ainsi que des structures et particularités locales, ceci dans le respect et en application des articles 63 et 63a de la Constitution du canton de Vaud."

Rolle, le 30 octobre 2010.

(Signé) Claude-Eric Dufour et 33 cosignataires

6.1.2 Rapport du CE

D'entente avec les communes, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'introduire dans la LAJE les dispositions d'application de l'article 63a Cst-VD portant sur la généralisation de l'accueil parascolaire. En effet, la LAJE porte déjà sur l'accueil parascolaire des enfants, jusqu'à l'âge de 12 ans. Cette solution permet de bâtir sur l'existant sans risquer de démanteler l'organisation et les prestations d'ores et déjà proposées aux parents. Cette solution permet également d'assurer la cohérence de la prise en charge des enfants au fur et à mesure qu'ils grandissent, l'offre tenant compte de leurs besoins en fonction de leur âge et de leur nécessaire autonomisation croissante.

6.2 Postulat Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste - Pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire

6.2.1 Rappel du postulat

"Le plébiscite par plus de 70% du peuple le 27 septembre dernier du nouvel article constitutionnel 63a témoigne de l'urgence pour les Vaudois de prévoir un accueil parascolaire pour tous les enfants qui en ont besoin. Le peuple a abondamment soutenu cette nouvelle obligation pour les communes parce que la prestation d'accueil parascolaire est un besoin avéré des familles de ce canton.

Si ce résultat sans appel doit appeler une concrétisation rapide de ce principe dans la loi, il convient aussi de garantir une égalité d'accès à ces structures dans tout le canton, leur qualité, une bonne coordination dans leur mise en place, des tarifs acceptables pour les parents et la prise en compte des spécificités locales. Alors que ces contingences sont importantes, de nombreux municipaux, désormais chargés de ces nouvelles missions, ont témoigné des difficultés pour leur collectivité locale de répondre à ces besoins. C'est pourquoi l'obligation faite aux communes doit aller de pair avec un soutien du canton aux initiatives des communes en faveur de l'accueil parascolaire. Il s'agit premièrement d'un soutien financier par la Fondation pour l'accueil de jour des enfants, mais également d'un soutien concret dans la réalisation de ces structures d'accueil.

Au vu de ce qui précède et dans la perspective de traduire dans la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) la modification constitutionnelle, nous demandons au Conseil d'Etat d'envisager la mise en

oeuvre des éléments suivants :

- *le Conseil d'Etat est chargé de mettre en place un dispositif d'appui aux communes demanderesses pour mettre en place les structures d'accueil parascolaire, avant tout sur le plan logistique. Toutes les communes n'ont en effet pas les moyens en personnel pour concevoir ces nouvelles structures et n'arriveront pas seules à répondre à cette nouvelle obligation. Ce travail pourrait être effectué notamment par un service du canton, par la Fondation d'accueil de jour des enfants ou par les RAS qui ont déjà été chargées de mettre en place et de gérer des réseaux LAJE. Le coût de ce dispositif pourrait être soit assumé par le canton en tant que promotion de l'accueil parascolaire, soit facturé aux communes selon leurs sollicitations ou selon une formule mixte ;*
- *le Conseil d'Etat est chargé de compléter le cadre légal pour garantir qu'une coordination dans la réponse aux besoins soit effectuée. Les communes ne pouvant répondre du jour au lendemain à cette nouvelle obligation, une coordination dans la mise en place de ces structures dans chaque région est en effet nécessaire et pourra seule permettre un déploiement progressif ;*
- *le Conseil d'Etat est chargé de prévoir une mise en oeuvre différenciée de l'accueil parascolaire pour les enfants en scolarité primaire et secondaire (distinction effectuée sur la base du standard Harmos). L'encadrement des enfants au-delà de la limite de 12 ans ne nécessite en effet pas une dotation aussi importante que pour les enfants en période scolaire alors que les plus jeunes nécessitent à l'inverse une dotation plus importante en personnel qualifié. Il s'agirait de préciser cette distinction au sein du cadre de référence vaudois appliqué aux structures d'accueil parascolaire".*

Lausanne, le 6 octobre 2009

(Signé) Cesla Amarelle et 21 cosignataires

6.2.2 Rapport du Conseil d'Etat

Le projet du Conseil d'Etat répond aux préoccupations exprimées dans le postulat, dans la mesure où il est prévu qu'une offre minimale de prestations de qualité, tenant compte de l'âge des enfants et des jeunes, sera progressivement mise en place dans toutes les communes, principalement dans le cadre des réseaux d'accueil de jour des enfants. Cette mise en réseaux a en effet montré son efficacité en matière de coordination et de collaboration entre les communes pour mieux répondre aux besoins d'accueil extrafamilial des enfants. Le projet confirme également la FAJE dans son rôle de pilotage et d'accompagnement du développement de l'offre d'accueil dans le canton, tel que prévu par le Grand Conseil en 2006.

6.3 Postulat Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral - Pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le "lead" aux communes vaudoises

6.3.1 Rappel du postulat

"Le 27 septembre dernier, 70.81% des Vaudois ont plébiscité le projet de nouvel article constitutionnel instituant un accueil parascolaire facultatif pour les élèves, cofinancé par les parents et organisé par les communes. Un jour de grande satisfaction pour les familles, comme pour les partis qui ont œuvré à ce véritable plébiscite populaire.

Ce résultat étant connu, il convient d'éviter les lendemains qui déchantent... Le sort joué à la loi sur les écoles de musique est à cet égard particulièrement instructif : 102 communes de moins de 2000 habitants ont en effet refusé le projet de loi, alors que 36 s'y sont déclarées favorables, dont les trois plus grandes du canton de Vaud. Précisons encore que plus de la moitié des communes n'a pas répondu à la consultation officielle. [1] Motif du refus : le financement de la loi, défini sur une

base paritaire : un tiers par les écolages des parents, un tiers par les subventions cantonales et un tiers par les subsides communaux.

A la veille de la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel sur l'accueil parascolaire, cet épisode récent des relations parfois tumultueuses entre les communes et le canton doit servir d'avertissement. Car plusieurs indices laissent à penser qu'un remake du refus de la loi sur les écoles de musique n'est pas forcément impossible dans le dossier parascolaire :

- *la population de 55 communes vaudoises a refusé l'article constitutionnel le 27 septembre 2009 ;*
- *la grogne de nombreux élus locaux, tant sur la question des écoles de musique que de l'accueil préscolaire laisse à penser qu'une réception unanimement enthousiaste de l'accueil parascolaire n'est pas garantie ;*
- *les procédures de reconnaissance des acteurs, fixées par le DFJC sur des bases réglementaires souvent trop contraignantes et génératrices de coûts supplémentaires (en matière, par exemple, de personnel agréé et de normes architecturales), conduisent à freiner, voire à dissuader l'adhésion des communes. Ce constat, valable dans le domaine des écoles de musique et de l'accueil préscolaire [2], pourrait l'être également dans le domaine parascolaire si les communes devaient être considérées uniquement comme de simples exécutantes de prescriptions fixées au niveau du canton ;*
- *le mode de financement de l'accueil parascolaire repose sur les mêmes piliers que celui des écoles de musique : parents, communes et Etat. Les discussions relatives à la part à charge de chaque partenaire ne manqueront donc pas d'être animées, au vu des épisodes susmentionnés.*

Afin d'éviter ces risques et l'enlisement du projet, il convient de tirer profit des expériences passées, et de donner dès maintenant la responsabilité et le leadership de la mise en œuvre de l'accueil parascolaire vaudois aux communes.

Par le présent postulat, les groupes radical et libéral demandent donc au Conseil d'Etat de déléguer aux communes vaudoises — par l'intermédiaire de leurs associations faîtières, l'UCV et l'ADCV — le mandat :

- *de constituer et diriger une plateforme rassemblant les partenaires engagés dans le domaine parascolaire, tels qu'induits par le nouvel article 63a de la Constitution : les communes, les associations de parents d'élèves, les organismes privés et l'Etat de Vaud ;*
- *d'analyser l'opportunité de créer une loi-cadre spécifique à l'accueil parascolaire, distincte tant de la future loi scolaire que de la LAJE, et motivée par les particularités de l'organisation parascolaire : multiplicité des partenaires engagés, compétences d'organisation et de mise en œuvre attribuées principalement aux communes, etc. ;*
- *de déterminer les grands principes qui devraient être définis dans cette loi, en particulier le financement de l'accueil parascolaire. Dans ce cadre-là, il s'agit de respecter les nouvelles compétences communales en matière d'organisation et de fixation des conditions de l'accueil parascolaire, telles que définies dans l'alinéa 1 du nouvel article constitutionnel ("En collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, les communes organisent un accueil parascolaire (...)")*
- *de répondre aux principes de souplesse, de simplicité et d'économicité pour les communes, unique gage de leur engagement ;*
- *de prévoir une organisation qui tienne compte au maximum des infrastructures communales existantes, conformément à l'alinéa 1 du nouvel article constitutionnel qui localise l'accueil "(…) dans les locaux scolaires ou à proximité" ;*
- *de répondre aux besoins spécifiques des deux publics concernés (enfants en scolarité primaire et enfants en scolarité secondaire), dans le cadre fixé par la législation fédérale ;*

– *de définir l'appui que pourrait apporter la plateforme aux communes, dans le cadre de leurs compétences, pour la mise en place concrète de l'accueil parascolaire.*

Le rôle de l'Etat devra principalement consister, dans un premier temps, en un appui logistique à la plateforme. Dans un second temps, il s'agira de traduire sur le plan législatif les grands principes retenus par la plateforme.

Ce modus operandi présente le double avantage d'intégrer les communes en amont du processus législatif et de respecter pleinement les termes de l'article constitutionnel plébiscité par les Vaudois. Il est le meilleur gage d'une mise en œuvre rapide, efficace et respectueuse des prérogatives communales.

Les soussignés demandent que ce postulat soit renvoyé à une commission pour examen.

Souhaite développer.

_____

[1] Voir l'article du quotidien 24 Heures du 26 octobre 2009, p. 19 intitulé : "Les communes tirent par surprise dans le dos des écoles de musique".

[2] Voir en particulier les références mentionnées dans la motion déposée par les groupes radical, libéral et démocrate du centre, intitulée "Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les !".

_____

Lausanne, le 27 octobre 2009

6.3.2 Rapport du Conseil d'Etat

Pour déterminer comment mettre en œuvre l'article 63a de la Constitution vaudoise, le Conseil d'Etat, d'entente avec les communes, a mis en place en 2010 une plateforme réunissant Etat et représentants des associations faîtières des communes, qui a terminé ses travaux en septembre 2015. Les membres de la Plateforme ont eu l'occasion d'auditionner à plusieurs reprises des partenaires engagés dans le domaine parascolaire, et notamment des membres de l'Association vaudoise des parents d'élèves. Au cours des travaux, il est apparu que plutôt que créer une loi-cadre spécifique à l'accueil parascolaire des enfants, il était opportun de bâtir sur le dispositif existant et de modifier la loi sur l'accueil de jour des enfants pour y introduire des dispositions permettant de concrétiser le nouvel article constitutionnel. Les discussions au sein de la plateforme ont permis d'aboutir à des points d'accord, sur lesquels se fonde le projet de modifications de la LAJE que le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil. Les modifications portent ainsi notamment sur les nouvelles compétences octroyées aux communes en matière d'organisation et de fixation des conditions de l'accueil parascolaire. Ces propositions permettent également de répondre au vœu de souplesse, de simplicité et d'économicité pour les communes exprimé par la postulante, dans la mesure où ce sont elles qui fixeront les conditions de l'accueil, dans le respect du droit fédéral, de même que sa localisation. Les propositions faites tiennent compte des besoins spécifiques des enfants en âge de scolarité primaire et des jeunes en scolarité secondaire. Par ce projet, le Conseil d'Etat répond donc aux préoccupations exprimées par la postulante.

6.4 Postulat Odile Jaeger Lanore et Consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistant socio-éducatif

6.4.1 Rappel du postulat

"On vient de prendre connaissance des cadres de référence imposés aux structures d'accueil pré-scolaire (les crèches et les garderies). On constate que le DFJ, par l'intermédiaire du SPJ, va imposer un quota d'un tiers des postes de travail pour les titulaires du nouveau CFC d'assistant-socio éducatif, les deux tiers étant réservés aux titulaires d'un diplôme type HES. Cette limitation est un signe déplorable pour des jeunes très nombreux qui se sont lancés avec enthousiasme dans cette nouvelle formation.

Le succès de ce nouveau CFC répond à un besoin urgent de nouveaux postes d'éducatrices (eurs) de la petite enfance dont on aura grand besoin, avec l'ouverture de 2500 nouvelles places d'accueil, d'ici 5 ans, grâce à l'application de la LAJE, ce sont plus de 150 jeunes qui ont commencé cette nouvelle formation dans les gymnases.

Alors que le Conseil d'Etat s'engage résolument dans le soutien à l'apprentissage, qu'il fait des efforts auprès des entreprises pour engager des apprentis, que l'on réclame des mesures plus performantes pour soutenir les jeunes qui ne trouvent pas de places de travail, on ne comprend pas cette disposition contraire à cette dynamique en faveur de la formation professionnelle. Du reste, le Service de la formation professionnelle a donné un avis négatif à ce quota.

Par ce postulat, je demande au Conseil d'Etat qu'il revoie à la hausse cette norme qui est en totale contradiction avec les démarches entreprises en faveur de la formation et qui donne un signal négatif pour cette nouvelle formation CFC.

Avec un besoin urgent de nouveaux postes de travail dans les crèches dans un délai de 5 ans, on devrait y trouver au moins un nombre égal de titulaires de CFC d'assistants socio-éducatifs et de titulaires d'un diplôme type HES".

Lausanne, le 20 février 2007

6.4.2 Rapport du Conseil d'Etat

Comme indiqué dans le cadre de la réponse à la motion Borloz, des assouplissements sont prévus dans le cadre de référence pour l'accueil collectif préscolaire. Les équipes encadrant les enfants seront composées de 80% de professionnels, dont 50% pourront être des détenteurs de CFC d'assistant socio-éducatif. A l'heure actuelle, les équipes sont composées à 80% de professionnelles, dont 2/3 sont détenteurs d'un titre tertiaire, et 1/3 d'un titre de secondaire II (CFC). En cela, l'évolution prévue répond aux préoccupations de la postulante.

La composition des équipes encadrant les enfants en âge parascolaire ne sera plus de la compétence de l'Etat mais des communes par l'intermédiaire de l'EIAP.

6.5 Postulat Guy-Philippe Bolay et consorts – Crèches d'entreprise – Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux fois à la caisse !

6.5.1 Rappel du postulat

"Les soussignés demandent une modification à l'article 47 de la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), permettant d'introduire une rétrocession pour les entreprises qui financent une structure d'accueil de jour, selon la proposition ci-dessous :

Lorsqu'un employeur contribue financièrement à une ou des structures d'accueil collectif sur le territoire du canton, sa contribution à ce titre est imputée sur la contribution déclarée obligatoire de tous les employeurs du canton et lui est rétrocédée. Le Conseil d'Etat fixe par voie d'arrêté les

conditions et les modalités de la rétrocession ainsi que le mode de calcul des montants rétrocédés". Depuis la mise en place de la LAJE, les entreprises du canton apportent leur soutien à cette politique familiale permettant de mieux concilier l'activité professionnelle et la vie privée. Les entreprises financent, par leur contribution généralisée, près de la moitié du budget de la fondation, via un prélèvement de 0.08% de la masse salariale. Grâce au développement de l'économie vaudoise, la contribution des employeurs a augmenté plus fortement qu'escompté, soit 48% au lieu de 35% attendu. Ces moyens ont permis la création de plus de 5'000 places à ce jour, soit plus du double que ce qui était prévu. Les milieux économiques de notre canton sont très heureux d'avoir pu contribuer de manière concrète à ce développement de l'offre en places d'accueil.

Dans son exposé des motifs et projet de loi 71, le Conseil d'Etat a bien relevé que le dispositif financier n'était pas suffisamment incitatif pour les entreprises. Les conditions de reconnaissance ont certes été revues de manière à ce que les places offertes par les entreprises aux employés puissent aussi être subventionnées par la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE). C'est un pas important, mais qui n'est pas suffisant pour les entreprises concernées.

Pour mémoire, les entreprises qui avaient ouvert des crèches avant 2006 ont reçu des rétrocessions jusqu'au 1er janvier 2012. Depuis lors, elles paient à double. Les grandes entreprises concernées ont certes des moyens financiers conséquents ; elles n'ont toutefois pas apprécié cette décision cantonale et la démotivation est grande. Il n'est pas exclu de devoir enregistrer des suppressions de structures à terme. La suppression de la rétrocession est encore plus importante pour les entreprises qui envisageraient de créer une structure pour leurs employés. Elles n'accepteront pas de payer deux fois pour la même prestation. Il faut donc les motiver, non seulement avec une subvention, mais aussi en évitant de les faire passer deux fois à la caisse, par le financement de leur structure et par leur contribution salariale. Faire payer à double n'est pas incitatif, mais punitif.

L'introduction d'une rétrocession fera certes perdre des moyens financiers à la FAJE, mais elle induira la création de places cofinancées largement par les entreprises, ce qui diminuera l'effort à consentir par les collectivités locales".

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.
(Signé) Guy-Philippe Bolay et 42 cosignataires

6.5.2 Rapport du Conseil d'Etat

Dans son programme de législature 2012 – 2017, le Conseil d'Etat annonçait son intention de favoriser les collaborations entreprises – réseaux d'accueil de jour des enfants. En effet, les entreprises constituent un partenaire essentiel du dispositif mis en place dans notre canton en matière d'accueil extrafamilial des enfants, pour répondre aux besoins des familles et du monde du travail. Il faut le rappeler ici, les entreprises vaudoises ont été les premières, dans notre pays, à contribuer au financement du dispositif, et le modèle novateur de leur participation a été repris dans d'autres cantons, comme le canton de Neuchâtel ou celui de Fribourg. Afin de ne pas prétériter les entreprises et les communes qui, avant l'entrée en vigueur de la LAJE, avaient déjà consenti, sur une base volontaire, un effort pour contribuer au financement de la prise en charge des enfants de leurs employés, le Grand Conseil avait mis en place un système de rétrocession des contributions obligatoires des communes et des entreprises pendant une période transitoire. Le Grand Conseil avait également prévu que le Conseil de fondation de la FAJE pouvait proposer au Conseil d'Etat de prolonger la période de rétrocession de tout ou partie des contributions des communes et des entreprises (art. 59 LAJE). A l'issue de la période transitoire, le Conseil de fondation a proposé au Conseil d'Etat de ne pas prolonger la période de validité de ce dispositif transitoire. En revanche, d'autres mesures en faveur des entreprises étaient proposées.

Sur cette base, le Conseil d'Etat a proposé en 2013 au Grand Conseil qui l'a accepté d'introduire dans

la LAJE une disposition précisant que la FAJE peut à titre exceptionnel octroyer des subventions à des structures à but non lucratif mises en place par des entreprises pour leurs employé-es, dès lors que ces structures auront conclu avec un réseau reconnu une convention (article 50 al.2 bis LAJE).

D'après les informations communiquées fin 2015 par la FAJE, depuis la fin de la période de rétrocession des contributions des entreprises, seul un accord entreprise – réseau a été dénoncé ; la dénonciation était liée aux difficultés que rencontrait cette entreprise. Par ailleurs, à l'heure actuelle, une cinquantaine d'employeurs ont conclu des accords avec 14 réseaux d'accueil de jour des enfants, concernant plus de 2'270 places d'accueil. On peut relever que certains grands employeurs actifs dans plusieurs régions du canton ont même conclu des accords avec plusieurs réseaux. Depuis la fin de la période de rétrocession, huit employeurs ont conclu des accords avec des réseaux, quatre sous la forme des conventions par l'article 50 al.2 bis LAJE entré en vigueur fin 2013, les autres conventions portant sur des priorités d'accès.

Le Conseil d'Etat constate que le dispositif en vigueur permet de progressivement développer les collaborations entre entreprises et réseaux d'accueil de jour des enfants. Il relève par ailleurs que les entreprises vaudoises soutiennent le système de financement mis en place, comme en témoigne le fait qu'elles ont donné leur accord pour doubler à terme leur contribution à la FAJE dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises III.

6.6 Postulat Philippe Randin et consorts - Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce

6.6.1 Rappel du postulat

"L'accueil familial de jour joue un rôle important dans le dispositif mis en place par la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), et particulièrement dans l'offre des réseaux d'accueil. En effet, pour d'évidentes raisons géographiques et démographiques, il n'est pas envisageable de développer des structures d'accueil collectif dans tous les villages de notre canton. Le placement des enfants chez les accueillantes répond donc à la demande de nombreux parents, particulièrement ceux qui n'habitent pas dans des zones urbaines ou périurbaines. Par ailleurs, ce mode de garde permet une plus grande flexibilité dans les horaires de prise en charge, flexibilité rendue parfois nécessaire du fait du type d'emploi des parents placeurs, par exemple dans les professions de la santé, de la police ou de la restauration.

Mais si cette flexibilité est offerte aux parents, elle implique la même souplesse de la part des accueillantes. Toutefois être accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce. Il s'agit de considérer cette activité comme une profession à part entière, une profession rétribuée dans des conditions décentes. Cette voie de la professionnalisation permettrait en outre aux accueillantes de sortir de la sphère privée pour rejoindre le monde du travail, condition indispensable tant du point de vue de l'égalité entre femmes et hommes, que de la satisfaction de ces professionnelles et de la bientraitance des enfants. Car prendre en charge des enfants autres que les siens durant la journée ne signifie pas être une mère de substitution, c'est participer à leur développement cognitif, physique et moral.

Sachant que de nombreux réseaux d'accueil ont de grandes difficultés, d'une part à recruter des accueillantes, et d'autre part à les garder à moyen terme, puisqu'elles cessent leur activité dès qu'elles trouvent un emploi mieux rémunéré, de meilleures conditions de travail seraient sans aucun doute un moyen d'attirer des personnes dans cette voie qui, comme exposé ci-dessus, est une prestation indispensable à de nombreux parents.

Le développement de places d'accueil pour les enfants est une priorité dans notre canton, et l'accueil familial de jour en est un des moyens. Il est dès lors indispensable que les conditions de travail des personnes qui y oeuvrent leur permettent d'en vivre et que l'on ne considère pas cette activité

comme un travail d'appoint, et à l'appel.

Considérant ce qui précède, j'ai l'honneur de demander au Conseil d'Etat :

- *de présenter au Grand Conseil un état des lieux des conditions de travail des accueillantes en milieu familial dans le canton ;*
- *d'étudier l'opportunité d'intégrer l'accueil familial de jour dans ses réflexions sur la mise en place d'une convention collective de travail dans le domaine de l'accueil de jour des enfants comme prévu à l'article 62 de la LAJE".*

Château-d'Oex, le 6 mars 2012 (Signé) Philippe Randin et 30 cosignataires

6.6.2 Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat

Comme indiqué dans le rapport d'évaluation de la LAJE en 2013, depuis l'entrée en vigueur de la loi et la revalorisation de cette activité d'accueil familial de jour, notamment par les cours d'introduction, les rencontres de soutien et l'adhésion à une structure de coordination et à une caisse centrale par réseau, le nombre de personnes pratiquant l'accueil familial de jour a régulièrement augmenté, de 1'253 en 2006 à 1'514 accueillantes en 2014 pour 5207 places (sources, StatVD). Ces exigences, certes modestes, ont contribué à consolider l'activité de l'accueil familial de jour et les personnes qui le pratiquent. Il faut toutefois relever que le recrutement et la fidélisation dans la durée des accueillantes continuent d'être difficiles comme le relève le postulant alors même que ce mode d'accueil répond à des besoins particuliers, par exemple dans les régions excentrées, ou lorsque les parents ont des horaires de travail irréguliers ou étendus au-delà des horaires usuels.

Comme le relève le postulant, les conditions de rémunération des personnes pratiquant l'accuel familial de jour sont très variables : selon une enquête menée par l'OAJE sur la base de données transmises en été 2015 par les coordinatrices de l'accueil familial de jour, le salaire horaire brut d'une accueillante en milieu familial peut varier selon les réseaux de 5,50 frs à 8 frs. Par ailleurs, les prestations annexes au salaire, telles que le versement d'une rétribution en cas d'enfant malade, en cas de non-respect de la résiliation du contrat par le parent ou d'une rétribution par soirée de formation de base ou continue sont également très variables d'un réseau à l'autre.

En automne 2015, le DIRH a mis en consultation des propositions visant à préciser les missions des accueillantes en milieu familial ainsi que l'organisation de cet accueil, afin de permettre aux personnes souhaitant pratiquer cette activité à titre indépendant, conformément au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

Ces propositions notamment celles portant sur l'organisation visant à permettre l'exercice de cette activité à titre indépendant ont suscité une opposition forte, principalement des milieux concernés (communes, réseaux d'accueil de jour, associations professionnelles de l'accueil familial de jour) qui craignent un retour en arrière. S'agissant de la possibilité d'intégrer les accueillantes en milieu familial dans la future convention de travail qui pourrait être conclue dans le domaine de l'accueil de jour des enfants, le Conseil d'Etat note que les négociations entre partenaires sociaux en vue d'une CCT, qui ont été relancées par le DIRH à fin 2014, sont encore en cours et ont notamment imposé d'identifier en premier lieu les instances pouvant représenter les employeurs de l'accueil collectif. La même démarche s'imposerait en cas de CCT pour l'accueil familial de jour. En effet, si de par la loi les accueillantes en milieu familial sont considérées comme les salariées des structures de coordination, ces structures mises en place par les communes ou associations de communes sont quant à elles organisées de manière fort diverse selon les réseaux d'accueil de jour.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat relève que de nouvelles discussions qui porteront sur l'accueil familial de jour des enfants, ses missions et son organisation, seront menées sous les auspices du DIRH afin de trouver des solutions satisfaisantes en étroite collaboration avec les milieux et associations concernées. Le cas échéant, des propositions d'adaptation du dispositif légal seront soumises au Grand

Conseil. Les éléments qui ressortiront de ces discussions permettront au Conseil d'Etat de présenter son rapport suite au postulat Randin et consorts - Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce (11_POS_287).

7 PROCÉDURE DE CONSULTATION

7.1 Déroulement

Du 29 octobre au 15 décembre 2015, le DIRH, avec l'autorisation du Conseil d'Etat, a soumis en consultation un avant-projet de modifications de la loi sur l'accueil de jour des enfants et de la loi sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS), ainsi que des propositions d'assouplissement des conditions de l'accueil collectif préscolaire, élaborées afin de répondre à la motion Borloz.

Les milieux intéressés ont été invités à répondre à un questionnaire portant sur 11 thèmes différents, avec la possibilité pour les consultés de s'exprimer sur d'autres questions. Quatre-vingt-six instances ont répondu à la consultation, soit en remplissant le questionnaire, soit en adressant au DIRH un courrier présentant leur position, soit en faisant parvenir le questionnaire rempli et un courrier séparé au département. Ont notamment répondu à la consultation les deux associations faîtières des communes (Union des communes vaudoises, Association de communes vaudoises), l'Association vaudoise des parents d'élèves, les associations faîtières des milieux économiques (Fédération patronale vaudoise et Chambre vaudoise de commerce et d'industries) ainsi que des associations professionnelles et des syndicats. Deux partis politiques (Parti socialiste vaudois et les Verts) ont également participé à la consultation.

7.2 Principaux résultats de la consultation

7.2.1 Missions des milieux d'accueil de jour des enfants

Les propositions mises en consultation précisant que les missions des structures d'accueil vont au-delà de la garde, ces structures ayant également une mission éducative et d'intégration à mener, ont été généralement bien accueillies par les instances consultées. Les associations professionnelles ont estimé que le fait de préciser les missions des structures d'accueil dans la loi constituait une reconnaissance de leur travail. L'Association vaudoise des parents d'élèves a salué la volonté de définir les missions de l'accueil de jour, qui remet l'enfant au centre des réflexions et induit une perspective de long terme.

A noter que quelques communes ont toutefois estimé que la notion de "mission" va trop loin par rapport à la notion de "substitution parentale" qu'elles défendent. De même, pour la Fédération patronale l'inclusion dans la loi de missions éducative, sociale et préventive à charge des structures d'accueil ne paraît pas souhaitable, il s'agit, pour la Fédération, d'une porte ouverte à une dérive réglementaire qui pourrait conduire à de nouvelles exigences en matière d'équipements.

La très grande majorité des instances consultées ont toutefois estimé qu'il n'était pas adéquat de préciser que les accueillantes en milieu familial remplissaient des missions analogues à celles confiées aux structures d'accueil.

Plusieurs instances, et notamment l'association faîtière des réseaux et des milieux professionnels ont relevé le paradoxe qu'il y avait à simultanément reconnaître les missions éducatives et d'intégration des structures d'accueil et proposer des assouplissements en matière de niveau de formation des membres des équipes encadrant les enfants.

Les associations professionnelles et parents d'enfants en situation de handicap ont considéré que le projet était lacunaire dans la mesure où il ne prévoyait pas de dispositif pour les enfants scolarisés dans un établissement de pédagogie spécialisé.

7.2.2 Assouplissement des conditions à remplir pour l'accueil collectif préscolaire (éléments pour la

réponse à la motion Borloz)

Formation des professionnels

Dans le cadre des propositions visant à assouplir le cadre de référence précisant les conditions à remplir par une structure d'accueil collectif, l'une d'entre elles visait à ouvrir la possibilité aux personnes titulaires d'un titre tertiaire dans un domaine voisin de celui de l'éducation de l'enfance, par exemple en sciences de l'éducation ou en psychologie, d'entrer dans la catégorie du personnel diplômé formé à l'accueil de jour des enfants, par le biais d'une formation passerelle mise en place par l'Ecole supérieure en éducation de l'enfance. Cette formation permettrait à celles et ceux qui la suivent d'être qualifiés comme éducateur/éducatrice de l'enfance diplômé-e ES. Cette proposition a bien été accueillie par les instances consultées, notamment par les milieux professionnels, ce dès lors qu'une formation passerelle est prévue, dont les exigences devront être précisées.

Composition des équipes chargées de l'encadrement des enfants

La proposition visant à modifier la composition des équipes chargées d'encadrer les enfants, en prévoyant non plus 2/3 de professionnels de niveau tertiaire (ES) et 1/3 de professionnels de niveau secondaire II (CFC d'ASE) dans le 80% de personnel professionnel a été accueillie très diversement.

Les associations faîtières des communes (UCV et AdCV), de même que la majorité des communes ayant répondu à la consultation, ainsi que les milieux économiques ont accueilli favorablement cette proposition – pour la Fédération patronale, cet assouplissement reste toutefois encore insuffisant, les structures devant elles-mêmes pouvoir décider de la composition des équipes et des titres exigibles. A noter que l'Association vaudoise des parents d'élèves s'est prononcée favorablement à l'égard de cette proposition, se déclarant convaincue de la complémentarité entre les deux niveaux de formation, et considérant important que les personnes de formation secondaire trouvent des débouchés stimulant avant d'entamer éventuellement une formation tertiaire.

En revanche, la Fédération vaudoise des structures d'accueil de l'enfance (FSAE), qui regroupe les structures d'accueil vaudoises et représente leurs intérêts d'employeurs, préconise pour sa part d'en rester à la répartition d'1/3 d'ASE et de 2/3 de personnel de niveau ES. De même, les milieux professionnels (directeurs de structures, représentants des éducateurs de l'enfance, instances de conseil pédagogique, écoles) se sont exprimés défavorablement à l'égard de cet assouplissement compte tenu du rôle joué par les structures d'accueil, qui va au-delà de la garde. A noter que l'association représentant les directeurs de structures indiquent être toutefois ouverte pour cette proposition lors des temps d'ouverture et de fermeture d'une structure.

Dérogations liées aux infrastructures et aux aménagements techniques

En règle générale, la proposition mise en consultation consistant à donner à l'OAJE une compétence générale lui permettant d'octroyer des dérogations liées aux infrastructures et aux aménagements techniques a été bien reçue : les milieux professionnels ont toutefois estimé que ces dérogations ne devraient concerner que les anciennes constructions et non les nouvelles. La nécessité de cadrer ce "régime de dérogations" afin d'éviter l'arbitraire ou leur généralisation a été soulignée. Les milieux en lien avec les enfants à besoins particuliers ont rappelé que les lieux d'accueil, en particulier les nouvelles constructions, doivent être adaptés aux besoins des enfants atteints d'un handicap physique ou sensoriel ou d'un polyhandicap.

7.2.3 Définition de l'accueil collectif parascolaire primaire

Les instances consultées ont dans leur très grande majorité approuvé la définition proposée pour l'accueil collectif parascolaire primaire – à l'exception des milieux liés aux enfants nécessitant une prise en charge particulière qui ont estimé que la définition ne convenait pas dès lors qu'elle ne permet pas d'inclure les enfants qui sont scolarisés dans un établissement de la pédagogie spécialisée.

7.2.4 Définition de l'accueil collectif parascolaire secondaire

Les instances consultées ont accueilli favorablement la définition proposée de l'accueil collectif parascolaire secondaire (accueil régulier à la pause de midi de plusieurs jeunes suivant un enseignement du degré secondaire II (9ème à 11ème année secondaire) pouvant être étendue à l'accueil de l'après-midi après l'école ou à des périodes de vacances scolaires. A noter que les milieux en lien avec les enfants à besoins particuliers ont relevé que le projet devrait prévoir pour ces enfants la prolongation d'une possibilité d'accueil sur l'ensemble de la journée durant toute la durée de la scolarité obligatoire.

7.2.5 Etendue des prestations minimales des communes pour l'accueil parascolaire

Pour les enfants en âge de fréquenter les degrés 1 à 4 primaires (4 – 8 ans)

L'étendue des prestations minimales des communes pour l'accueil parascolaire des enfants fréquentant les degrés 1 à 4P (accueil le matin avant l'école, durant la pause de midi et l'après-midi après l'école, y compris les mercredis après-midi et les demi-journées sans école pour les enfants fréquentant les degrés 1 à 2P) a été bien accueillie.

Pour les enfants en âge de fréquenter les degrés 5 à 8 primaires (9 – 12 ans)

L'étendue des prestations minimales des communes pour l'accueil parascolaire des enfants fréquentant les degrés 1 à 4P (accueil durant la pause de midi et l'après-midi après l'école, y compris les mercredis après-midi) a suscité des commentaires contrastés.

Plusieurs instances, et notamment les milieux professionnels et de parents de même que des communes, ont estimé nécessaire de proposer aux enfants qui fréquentent les degrés 5 et 6P les mêmes prestations que celles prévues pour les enfants plus jeunes, à savoir l'accueil du matin. La FSAE a estimé que si l'on peut considérer qu'à cet âge, les enfants peuvent rester seuls avant le début de l'école, une certaine souplesse pourrait toutefois être de mise dans des cas particuliers (accueil d'une fratrie par exemple). La Faîtière des réseaux d'accueil de jour des enfants (FRAV) a pour sa part indiqué approuver les propositions faites avec un "bémol lié à l'accueil du matin aussi pour les 5ème et 6ème années primaires".

Pour leur part, les associations faîtières des communes (UCV et AdCV) ont estimé que l'accueil du mercredi après-midi ne doit pas faire partie du socle de prestations obligatoires à moins que le mécanisme proposé par la motion Luisier ne soit validé par le Parlement et déploie ses effets immédiatement, auquel cas, l'accueil du mercredi pour cette catégorie d'élèves pourrait perdre son caractère facultatif. Plusieurs communes et des réseaux d'accueil de jour des enfants sont d'avis que la prestation du mercredi après-midi ne devrait pas faire partie du socle obligatoire. Des réseaux ont estimé que l'accueil de l'après-midi devrait pouvoir être délégué à des entités reconnues ou encadrées par du personnel éducatif (par exemple associations sportives ou culturelles, sociétés de musique, école de langue, etc).

Pour les enfants en âge de fréquenter les degrés 7 à 9 secondaires (13 – 15 ans)

Les propositions faites dans l'avant-projet pour les jeunes en âge de fréquenter les degrés 7 à 9 secondaires ont reçu un accueil favorable. A noter que la commission de jeunes du canton, et d'autres instances comme l'APE-VD, ont souligné la nécessité de diversifier les possibilités d'accueil à midi et après la fin des cours en fonction des jours de la semaine, en invitant les associations et clubs externes qui feraient découvrir leurs activités aux jeunes et l'après-midi (sports, activités culturelles, etc.). La Commission de jeunes a également estimé que les élèves devraient avoir la possibilité d'organiser eux-mêmes des activités, en mettant sur pied par exemple des clubs de lecteurs pour discuter de livres qu'ils ont lus. La Commission a également estimé judicieux de mettre un espace à disposition avec un adulte de référence, tel que salles d'études, salle de gym, bibliothèque,

hall chauffé avec micro-onde, etc.

Par ailleurs, les milieux en lien avec les enfants ayant des besoins particuliers en raison d'une maladie, d'un trouble ou d'une déficience ont estimé que le projet était incomplet dès lors qu'à leur sens, il ne prévoit rien pour les enfants scolarisés dans un établissement de la pédagogie spécialisée. Pour ces instances, les prestations à proposer doivent aussi être réfléchies en tenant compte de la situation de ces établissements, qui scolarisent des enfants de communes situées dans plusieurs régions du canton. Elles doivent également tenir compte du fait que ces enfants n'ont pas le même degré d'autonomie que les enfants ne nécessitant pas cette prise en charge particulière.

7.2.6 Dispositif prévu pour l'autorisation et la surveillance de l'accueil collectif primaire

Mise en place de l'EIAP

Les associations faîtières des communes et la très grande majorité des communes et des réseaux qui ont répondu individuellement à la consultation ont estimé que la mise en place proposée d'un établissement intercommunal de droit public pour l'accueil parascolaire (EIAP) est en adéquation avec le texte de l'article 63a Cst-VD, et que le dispositif est en symétrie avec celui qui existe pour l'accueil collectif préscolaire (consultation des milieux intéressés).

Plusieurs instances, notamment certains milieux professionnels et certains réseaux ont relevé la lourdeur du système proposé. La FSAE notamment ne s'est pas déclarée favorable à la mise en place de l'EIAP, en raison de l'existence de structures d'accueil mixtes (pré et parascolaires) qui seront soumises à deux cadres de référence provenant de deux entités. L'association professionnelle des éducateurs de l'enfance, Avenir social, a pour sa part estimé que la solution permettrait une harmonisation des cadres en fonction des âges des enfants. La nécessité de recourir aux compétences d'un expert du domaine de l'enfance ou d'un groupe de référence dans ce domaine a été soulignée.

A noter également que le réseau L (Ville de Lausanne) a estimé que le financement de cet établissement devrait être assuré par le budget cantonal.

Mandat de prestations EIAP - OAJE

S'agissant des tâches d'autorisation et de surveillance, la proposition consistant à prévoir que leur exercice pourrait être délégué à l'OAJE a été généralement très bien accueillie par les instances consultées, à l'exception de certaines communes, afin que l'EIAP puisse bénéficier de l'expertise et de l'expérience de l'Office. Pour les communes, ce mandat doit être prévu en tant que tel dans la loi et être exercé gratuitement par l'Etat.

Les milieux liés aux enfants nécessitant une prise en charge particulière ont estimé que cette délégation des tâches devrait pouvoir se faire également en faveur du service en charge de l'enseignement spécialisé lorsque l'accueil parascolaire se fait au sein des établissements de pédagogie spécialisée, et ce afin de limiter le nombre d'intervenants de l'Etat.

"Clause péril"

S'agissant de la clause proposée qui permettrait à l'OAJE de dénoncer le mandat de prestation si l'Office constatait qu'une disposition des cadres de référence établis par l'EIAP met en péril les enfants, les avis exprimés divergent : les associations faîtières des communes et des communes estiment que cette clause vaut droit de veto, ce qui n'est pas acceptable. D'autres milieux, notamment la FSAE ou des milieux professionnels, estiment cette clause indispensable. Pour de nombreuses instances consultées, la mise en œuvre de cette disposition pose questions, notamment celle de savoir quelle serait la situation en cas de dénonciation par l'OAJE du mandat de prestations.

Cadres de référence différenciés pour les enfants en âge de fréquenter les degrés 1 à 4P et 5 à 8P

La proposition visant à différencier les cadres de référence en fonction de l'âge des enfants (4 – 8 ans et 9 – 12 ans) a été très bien accueillie par les instances consultées, qui ont relevé la nécessité de tenir

compte de différence des besoins au fur et à mesure que les enfants grandissent.

Restaurants scolaires

Les associations faîtières des communes se sont prononcées favorablement à l'égard de la proposition consistant à prévoir deux régimes distincts pour les restaurants scolaires, selon qu'ils sont rattachés à un réseau (cadre de référence formulé par l'EIAP) ou mis en place indépendamment par les communes (conditions d'autorisation fixées par les communes, pas de subventions provenant de la FAJE). Les milieux représentant les familles ont émis certaines réserves : à noter que Pro Familia Vaud a estimé que le canton devrait mettre en place une formation de base pour le personnel des restaurants scolaires afin d'y assurer aussi un encadrement de qualité. L'Association vaudoise des parents d'élèves a estimé qu'il n'était pas adéquat que les plus jeunes enfants (1 à 4P, soit de 4 à 8 ans) fréquentent des restaurants scolaires, l'impact sur leur équilibre et sur les conditions d'apprentissage à l'école serait trop important.

7.2.7 Intégration de l'offre d'accueil parascolaire dans celle proposée par les réseaux d'accueil de jour

La proposition d'intégrer l'offre d'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD dans celle proposée par les réseaux d'accueil de jour des enfants a été bien accueillie par les instances consultées, d'autant, comme l'ont relevé certaines instances que les communes peuvent également proposer l'offre en dehors des réseaux – cette offre n'étant alors pas subventionnée par la FAJE. A noter dans ce contexte que l'Association vaudoise de parents d'élèves, tout en soutenant pleinement cette proposition, a regretté qu'aucun lien explicite ne soit fait avec la loi sur l'enseignement obligatoire, en particulier en référence aux autres compétences communales voulues par cette loi (devoirs surveillés notamment).

7.2.8 Modification de l'organisation de l'accueil familial pour permettre l'activité à titre d'indépendante

La très grande majorité des instances ayant répondu à la consultation, et notamment la plupart des communes, qui sont compétentes pour autoriser et surveiller l'activité d'accueillante en milieu familial (AMF), ainsi que les milieux professionnels et l'association des parents d'élèves, se sont prononcés contre la modification proposée qui visait à permettre aux AMF d'exercer à titre d'indépendantes au regard de l'AVS et ce pour respecter le principe de la liberté de commerce et d'industrie. La très grande majorité des instances estime en effet que permettre aux AMF d'exercer sans être affiliées à une structure de coordination risquait d'entraîner un démantèlement du dispositif mis en place par la LAJE en 2006. Dans ce contexte, il a été rappelé que ce dispositif a permis d'enrayer la tendance à la baisse du nombre d'accueillantes. Parmi les instances favorables à la nouvelle organisation proposée, on peut citer les associations faîtières économiques. Certaines instances ont estimé que si les accueillantes en milieu familial devaient être autorisées à exercer à titre indépendant, elles devraient alors être autorisées et surveillées non par les communes mais par l'Etat.

7.2.9 Calcul du revenu déterminant des parents

La grande majorité des instances consultées ont accueilli favorablement la proposition visant à introduire dans la LAJE une définition du revenu déterminant permettant de fixer les pensions à payer par les parents qui confient leur enfant à une structure d'accueil collectif ou à une accueillante en milieu familial, rattachées à un réseau. Elles ont dans ce contexte souligné qu'il est important que le montant que les familles versent soit directement en lien avec le revenu réel de la famille. A noter que les milieux économiques (Fédération patronale et Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie – CVCI) se sont déclarées défavorables aux propositions faites, la CVCI estimant qu'il convenait de ne pas créer un mode de calcul du revenu déterminant supplémentaire.

Parmi les instances consultées favorables à l'introduction dans la LAJE d'une définition du revenu déterminant, des avis divergents ont été exprimés, notamment par les réseaux, sur les éléments à prendre en compte dans ce contexte, plus particulièrement en ce qui concerne la fortune et son revenu, ou le calcul du revenu résultant d'une activité indépendante.

7.2.10 Contribution de l'Etat à la FAJE

Le système d'ajustement automatique de la contribution de l'Etat à la FAJE, tel que proposé dans l'avant-projet, a reçu un accueil favorable des instances consultées. Néanmoins, la hauteur de la contribution de l'Etat à la FAJE telle que proposée dans l'avant-projet (17.5% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif dès 2023) a été estimée trop basse par les associations faîtières des communes, la FSAE, les réseaux d'accueil de jour, des milieux parentaux (Association vaudoise de parents d'élèves, Pro Familia), ainsi que la Chambre consultative de la FAJE composée des milieux intéressés par l'accueil de jour des enfants. Les associations faîtières des communes en particulier ont regretté que l'avant-projet ne tienne pas compte de la motion Luisier qui demande notamment que la contribution de l'Etat représente 25% de la masse salariale subventionnée.

7.2.11 Période transitoire pour l'organisation de l'accueil parascolaire les après-midis pour les 5 à 8P

Les associations faîtières des communes ont estimé que la durée de la période transitoire pour l'organisation de l'accueil parascolaire de l'après-midi pour les enfants fréquentant les degrés 5 à 8P fixée à 3 ans dans l'avant-projet était trop courte, et que ce délai devait être porté à 5 ans, d'autant que le délai pour le plein déploiement de la contribution de l'Etat, telle que prévu dans l'avant-projet était de 5 ans. Plusieurs communes, de même que des réseaux ont également dans leur réponse estimé que la durée de cette période transitoire devait être portée à 5 ans, certains indiquant que ce délai devait aussi s'appliquer à l'accueil des plus jeunes. Plusieurs instances, et notamment des milieux professionnels, ont estimé que l'accueil parascolaire devait être mis en place rapidement, et ce d'autant que les obligations des communes sont connues depuis la votation populaire en 2009.

7.3 Principales modifications apportées au projet de loi suite à la procédure de consultation

A l'issue de la consultation, les principales modifications apportées au projet de loi sont les suivantes :

- adaptation du socle minimal d'accueil parascolaire à proposer par les communes et de la période transitoire pour la mise en place des prestations, afin de tenir compte tant des besoins exprimés par les milieux parentaux que par les communes, à savoir :
  - pour les enfants fréquentant les degrés 1 à 4P (4-8 ans) : Accueil de midi (avec repas) et l'après-midi après l'école, y compris le mercredi, et pour les enfants de 4 à 6 ans les demi-journées sans école, dès l'entrée en vigueur du projet, comme prévu par l'avant-projet, avec instauration d'une période transitoire de 3 ans pour proposer l'accueil du matin ;
  - pour les enfants fréquentant les degrés 5 à 6P : Accueil de midi (avec repas) dès l'entrée en vigueur du projet, et après une période transitoire de 3 ans, accueil du matin et de l'après-midi après l'école, l'accueil du mercredi après-midi ne faisant pas partie du socle obligatoire ;
  - pour les enfants fréquentant les degrés 7 à 8P : Accueil de midi (avec repas) dès l'entrée en vigueur du projet, avec une période transitoire de 3 ans pour la mise en place d'un accueil l'après-midi après l'école, l'accueil du mercredi après-midi ne faisant pas partie du socle obligatoire ;
  - pour les jeunes fréquentant les degrés 9 à 11S : Accueil de midi (avec repas) dès l'entrée en vigueur du projet.
- précision quant au financement du mandat de prestations entre l'EIAP et l'OAJE concernant les tâches d'autorisation et de surveillance de l'accueil parascolaire primaire : s'agissant d'une

délégation de compétences, il est proposé que le financement soit assuré par les communes ;

- retrait des propositions de modifications de la loi pour tout ce qui touche à l'accueil familial de jour (missions et organisation) qui feront l'objet de travaux avec les milieux concernés, sous les auspices du DIRH ;
- retrait des propositions de modifications de la loi visant à introduire une définition, dans la LAJE, du revenu déterminant à prendre en compte pour fixer les montants à payer par les parents qui confient leur enfant à un milieu d'accueil : les travaux se poursuivront avec les milieux intéressés pour trouver une solution qui permette autant que possible de tenir compte de la situation financière réelle des familles au moment où l'enfant est confié, tout en respectant la nécessaire égalité de traitement ; dans l'attente de l'issue de ces travaux, la situation actuelle ne change pas (report de l'entrée en vigueur des dispositions de la LHPS prévue) ;
- mise en place d'un système d'ajustement automatique de la contribution de l'Etat à la FAJE en fonction de l'évolution de l'offre effective d'accueil de jour des enfants, et tenant compte d'un pourcentage de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour, rattachées à un réseau reconnu. Ce pourcentage passera de 17% en 2018 et à 25% dès 2023 ;
- précision du dispositif de soutien pour l'accueil de jour des enfants et des jeunes ayant des besoins particuliers en raison d'une maladie, d'un trouble ou d'une déficience.

8 CONSÉQUENCES

8.1 Constitutionnelles, légales et réglementaires (y.c. eurocompatibilité)

Le projet présenté permet de mettre en œuvre l'article 63a de la Constitution par une modification de la LAJE.

Une disposition transitoire prévoit comment pour la période 2018 – 2023 les montants supplémentaires à la charge de l'Etat seront compensés, conformément à la Constitution. Comme indiqué dans l'EMPD No 1 du projet de budget 2016 dans la partie portant sur la réforme de l'imposition des entreprises III, le Conseil d'Etat compensera les charges nouvelles liées à l'augmentation de la contribution de l'Etat prévue dans ce cadre par l'excédent de revenus du budget de fonctionnement, et ce conformément aux dispositions de l'article 8, al. 1 LFin. Le Conseil d'Etat compensera de la même manière les montants supplémentaires liés à l'introduction du mécanisme automatique pour la fixation de la contribution de l'Etat à la FAJE, et ce tant que l'augmentation de sa contribution annuelle par rapport à l'année 2015 ne dépasse pas CHF 14.53 millions en 2018, CHF 20.93 millions en 2019, CHF 28.63 millions en 2020, CHF 34.13 millions en 2020, CHF 39.63 millions en 2022 et en 2023. Si la contribution de l'Etat devait dépasser ces montants, le Conseil d'Etat présentera au Grand Conseil un projet de décret portant sur le dépassement, qui devra être en particulier compensé par des économies dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes. On peut préciser ici que ces montants ont été calculés en tenant compte de ceux figurant dans le décret voté par le Grand Conseil le 29 septembre 2015 (211.20.290915.1) fixant la contribution complémentaire de l'Etat à la FAJE dans le cadre de la RIE III, majorés de 10%.

Les montants supplémentaires qui pourraient être liés à la nécessaire augmentation du personnel chargé d'autoriser et de surveiller les structures d'accueil collectif préscolaire ne constituent pas des charges nouvelles au sens de l'article 163 al. 2 Cst-VD dès lors qu'il s'agit d'une tâche imposée par l'OPE. Le financement du personnel nécessaire à l'autorisation et la surveillance des structures d'accueil collectif parascolaire sera précisé dans le cadre du mandat de prestation à conclure entre l'OAJE et l'EIAP.

A noter que le règlement d'application de la LAJE sera également adapté pour tenir compte des modifications légales, une fois celles-ci adoptées.

8.2 Financières (budget ordinaire, charges d'intérêt, autres)

Le Conseil d'Etat propose un mécanisme d'adaptation automatique de la contribution de l'Etat à la FAJE en fonction de la variation effective de l'offre d'accueil de jour. En effet, la contribution de l'Etat sera calculée en tenant compte d'un pourcentage de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour, affiliées à un réseau. Ce pourcentage passera de 17% en 2018 à 25% dès 2023. En cela, le Conseil d'Etat répond à la motion Luisier et consorts qui demande l'introduction d'un tel mécanisme.

La masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour dépend du nombre de places proposées aux familles, du type d'accueil offert pour l'accueil collectif (accueil préscolaire et accueil parascolaire), et de la composition des équipes accueillant les enfants. Conformément à la LAJE, ce sont les réseaux d'accueil de jour, et dans les faits, les communes membres de ces réseaux, qui décident du nombre de places d'accueil qui sont proposées aux familles, et du type d'accueil offert. Par ailleurs, l'article 63a Cts-VD donne aux communes la compétence de fixer les conditions de l'accueil parascolaire, ce qui signifie qu'il reviendra désormais aux communes de décider de la composition des équipes encadrant les enfants, et notamment de la proportion de professionnels et de personnel non formé les constituant.

Dès lors, il n'est pas possible à ce stade de déterminer avec suffisamment de précisions les conséquences sur le budget ordinaire de l'Etat que l'introduction du mécanisme d'adaptation automatique de la contribution de l'Etat, entrainera. C'est pour cette raison que le Conseil d'Etat ne propose pas de décret fixant la contribution de l'Etat à la FAJE pour la période transitoire comme le demande la motion Luisier.

Comme pour d'autres politiques publiques pour lesquelles un système d'ajustement automatique de la contribution de l'Etat est en vigueur, comme les soins à domicile, il est proposé de préciser dans la loi quel sera le cycle budgétaire permettant d'inscrire au budget de l'Etat le montant de la contribution de l'Etat.

8.3 Conséquences en terme de risques et d'incertitudes sur les plans financier et économique

A la demande du Grand Conseil par la motion Luisier, le Conseil d'Etat propose un mécanisme d'ajustement automatique de la contribution de l'Etat à la FAJE. Ce nouveau dispositif sécurise le financement de l'accueil de jour des enfants dans la mesure où il contribue à rendre prévisible les ressources dont disposera la FAJE pour subventionner l'accueil de jour par l'intermédiaire des réseaux. En revanche, comme indiqué précédemment, l'ampleur de l'offre d'accueil qui sera proposée aux familles du canton n'est pas de la compétence du Conseil d'Etat, conformément à la Constitution vaudoise qui a chargé les communes de la responsabilité de mettre en place une offre d'accueil parascolaire, et conformément à la volonté du Grand Conseil qui a chargé les réseaux de présenter à la FAJE des plans de développement de l'offre d'accueil. Le budget de l'Etat sera adapté en fonction de l'évolution effective de l'offre d'accueil de jour des enfants.

Par ailleurs, on peut rappeler ici que le développement d'une offre d'accueil de jour des enfants fait partie des infrastructures propices à la croissance économique, dans la mesure où il permet à des parents de concilier vie professionnelle et vie familiale, et aux entreprises de disposer de compétences et de la main d'œuvre dont elles ont besoin. Cette infrastructure d'accueil de jour des enfants est d'autant plus nécessaire, compte tenu des incertitudes des entreprises suite à l'acceptation le 9 février 2014 de l'initiative "contre l'immigration de masse". De même, le renforcement de l'accueil de jour permet à des parents qui sont au bénéfice du dispositif d'aide sociale de ne pas être pénalisés dans leur recherche d'emploi pour devenir indépendants économiquement par la difficulté à trouver une solution de prise en charge pour leur enfant qui ne peut rester livré seul à lui-même. Enfin,

on peut aussi rappeler que le développement de l'accueil de jour contribue à la création d'emplois : on estime que la création de 7 nouvelles places d'accueil préscolaire entraîne la création d'1.5 ETP, respectivement 10 places d'accueil parascolaire nécessite la création d'1.2 ETP. Différentes études ont par ailleurs montré comment chaque franc investi dans l'accueil de jour rapporte en moyenne trois francs à la collectivité et un franc aux pouvoirs publics, au titre des recettes fiscales.

8.4 Personnel

Le développement de l'accueil de jour des enfants est lié à l'obtention pour les structures d'accueil collectif d'une autorisation dans le cadre du régime d'autorisation et de surveillance, mis en place en conformité avec le droit fédéral. Comme indiqué par le Conseil d'Etat dans le cadre du rapport d'évaluation de la LAJE en 2013, cela implique une adaptation du nombre de chargées d'évaluation (0.5 ETP pour 1'000 places créées), avec un soutien juridique et administratif (0.3 ETP administratif et 0.2 ETP juridique pour 5'000 places créées). La création de places n'étant pas du ressort de l'Etat mais des réseaux d'accueil de jour, conformément à la LAJE, il n'est pas possible d'anticiper l'adaptation en personnel qui sera nécessaire pour suivre le développement de l'accueil de jour. On peut rappeler ici qu'à l'heure actuelle, l'OAJE autorise les structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire. Avec le projet proposé, c'est dans le cadre d'un mandat de prestations conclu entre l'OAJE et l'EIAP, que l'OAJE remplira les tâches liées à l'autorisation et à la surveillance de l'accueil collectif parascolaire. Les adaptations de postes nécessaires interviendront dans le cadre de la procédure budgétaire.

8.5 Communes

Le projet fixe les modalités d'application de l'article 63a Cst-VD qui octroie aux communes de nouvelles compétences et responsabilités en matière d'accueil parascolaire.

Le projet prévoit par ailleurs une contribution renforcée et prévisible de l'Etat à la FAJE, qui vient ainsi soutenir financièrement les communes dans la mise en place d'une offre d'accueil répondant aux besoins des familles et du monde du travail.

Enfin, le projet prévoit de fixer directement dans la loi le montant de la contribution des communes à la FAJE. Cette contribution se montera à 5 francs par habitant.

8.6 Environnement, développement durable et consommation d'énergie

Le projet contribue à la réalisation de l'Objectif No 4 de l'Agenda 21 du Conseil d'Etat "Intégration de chacun dans la société et le monde du travail". En effet, en soutenant le développement d'une offre d'accueil extrafamilial de qualité, le projet contribue à l'intégration sociale des plus jeunes et au dynamisme de l'économie en facilitant la conciliation entre vie familiale et professionnelle, et la concrétisation des principes d'égalité des chances, notamment entre les hommes et les femmes.

8.7 Programme de législature (conformité, mise en œuvre, autres incidences)

Avec ce projet, le Conseil d'Etat concrétise la mesure 1.7 "Développer l'accueil de jour des enfants" et les actions prévues dans ce contexte. Il contribue également à réaliser l'objectif 4 de l'Agenda 21, comme indiqué ci-dessus au point 8.6.

8.8 Loi sur les subventions (application, conformité) et conséquences fiscales TVA

Le projet est conforme à la loi sur les subventions, s'agissant de la contribution de l'Etat à la FAJE. On rappellera ici que la FAJE reste compétente pour fixer les taux, les critères et modalités des subventions qu'elle octroie aux structures d'accueil par l'intermédiaire des réseaux (art. 50 LAJE). La FAJE est chargée du contrôle de l'utilisation des subventions qu'elle octroie et pour en outre, les dispositions de la loi sur les subventions s'appliquent en matière de restitution des subventions et de sanction (article 51 LAJE).

8.9 Plan directeur cantonal (conformité, mise en œuvre, autres incidences)

Néant

8.10 Incidences informatiques

Néant

8.11 RPT

Néant

8.12 Simplifications administratives

Le projet propose une base légale permettant aux autorités compétentes en matière d'autorisation et de surveillance de l'accueil familial de jour d'obtenir des informations directement auprès du Service de protection de la jeunesse concernant la situation socio-éducative d'une personne demandant à être autorisée pour pratiquer l'accueil familial de jour. A présent, ces autorités doivent déposer leur demande auprès de l'OAJE qui doit procéder à la recherche d'information auprès du SPJ. La nouvelle disposition simplifiera le processus.

Par ailleurs, en fixant dans la loi le montant de la contribution annuelle des communes à la Fondation pour l'accueil de jour des enfants, on introduit une simplification administrative pour les communes, pour le Conseil d'Etat et pour le Grand Conseil.

8.13 Protection des données

Le projet propose une base légale permettant aux autorités compétentes en matière d'autorisation et de surveillance de l'accueil familial de jour d'obtenir des informations directement auprès du Service de protection de la jeunesse concernant la situation socio-éducative d'une personne demandant à être autorisée pour pratiquer l'accueil familial de jour. A présent, ces autorités doivent déposer leur demande auprès de l'OAJE qui doit procéder à la recherche d'information auprès du SPJ.

En supprimant le rôle d'intermédiaire de l'OAJE, le projet renforce la protection des données personnelles des personnes qui déposent une demande d'autorisation.

8.14 Autres

Néant

9 CONCLUSION

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat a l'honneur de proposer au Grand Conseil d'adopter le projet de loi ci-après.

Texte actuel

Art. 1 Objets

[1] La présente loi a pour objets :

a. d'assurer la qualité de l'ensemble des milieux d'accueil de jour des enfants ;
b. de tendre, sur tout le territoire du canton, à une offre suffisante en places d'accueil, accessibles financièrement ;
c. d'organiser le financement de l'accueil de jour des enfants ;
d. d'instituer la Fondation pour l'accueil de jour des enfants, ci-après : la Fondation, sous forme d'une fondation de droit public.

Projet

PROJET DE LOI
modifiant la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants

du 17 février 2016

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Article premier

[1] La loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants est modifiée comme suit :

Art. 1 Objets

[1] La présente loi a pour objets :

a. d'assurer la qualité de l'ensemble des milieux d'accueil de jour des enfants, préscolaire et parascolaire, familial et collectif ;
b. sans changement ;
c. sans changement ;
d. sans changement.

Texte actuel	Projet
Art. 2 Définitions	**Art. 2 Définitions**
[1] Dans la présente loi, on entend par :	[1] Dans la présente loi, on entend par :
– enfant : tout être humain jusqu'à la fin de l'année scolaire où il atteint l'âge de 12 ans ;	– enfant : tout être humain de la naissance jusqu'à la fin du degré primaire ;
– accueil collectif préscolaire : accueil régulier dans la journée, dans une institution, de plusieurs enfants n'ayant pas atteint l'âge de la scolarité obligatoire ;	– jeune : tout être humain suivant un enseignement du degré secondaire I ;
– accueil collectif parascolaire : accueil régulier dans la journée, dans une institution, de plusieurs enfants ayant atteint l'âge de la scolarité obligatoire pour deux au moins des trois types d'accueil suivants : accueil du matin avant l'école, accueil de midi, accueil de l'après-midi après l'école. Cet accueil peut être étendu à des périodes de vacances scolaires ;	– sans changement ;
– accueil familial de jour : prise en charge d'enfants par toute personne qui accueille dans son foyer, à la journée (à temps partiel ou à temps plein) et contre rémunération, régulièrement et de manière durable, des enfants ;	– accueil collectif parascolaire primaire : accueil régulier dans la journée en dehors du temps scolaire dans une institution, de plusieurs enfants suivant un enseignement primaire (de la 1ère à la 8ème année primaire). Cet accueil peut être étendu à des périodes de vacances scolaires. L'accueil comprend les déplacements entre l'établissement scolaire et l'institution d'accueil parascolaire primaire ;
– référentiel de compétences : directive relative aux titres et qualifications demandés aux personnes travaillant dans le cadre de l'accueil de jour des enfants ;	– accueil collectif parascolaire secondaire : accueil régulier à la pause de midi de plusieurs jeunes suivant un enseignement du degré secondaire I (de la 9ème à la 11ème année secondaire). La prestation peut être étendue à l'accueil de l'après-midi après l'école et à des périodes de vacances scolaires ;
– cadre de référence : directive concernant notamment les taux d'encadrement des enfants, les infrastructures et le projet pédagogique ;	– sans changement ;
– structure de coordination d'accueil familial de jour : toute structure chargée de coordonner, de gérer, de développer et d'animer des activités dans le cadre de l'accueil familial de jour ;	– sans changement ;
– réseau d'accueil de jour : toute structure, reconnue par la Fondation, regroupant des collectivités publiques, des partenaires privés, des structures d'accueil collectif préscolaire ou parascolaire et des structures de coordination d'accueil familial de jour s'occupant de	– sans changement ;
	– sans changement ;
	– réseau d'accueil de jour : toute structure, reconnue par la Fondation, regroupant des collectivités publiques, des partenaires privés, des structures d'accueil collectif préscolaire, des structures d'accueil parascolaire primaire et des structures de coordination d'accueil familial de jour s'occupant de l'accueil de jour ;
	– sans changement.

Texte actuel

l'accueil de jour ;

– accueil d'urgence : prise en charge particulière, notamment sous forme d'accueil de jour collectif ou familial, d'enfants malades ou d'enfants en cas d'empêchement imprévisible des parents ; cette prise en charge peut aussi se faire au domicile de l'enfant par du personnel d'une institution ou d'un organisme reconnus.

Art. 3 Champ d'application

[1] La présente loi s'applique :

a. à l'accueil collectif préscolaire ;
b. à l'accueil collectif parascolaire ;
c. à l'accueil familial de jour ;
d. aux réseaux d'accueil de jour.

Projet

Art. 3 Champ d'application

[1] La présente loi s’applique :

a. sans changement ;
b. à l’accueil collectif parascolaire primaire et secondaire ;
c. sans changement ;
d. sans changement.

Art. 3a Missions des structures d'accueil collectif

[1] Outre la garde des enfants, les structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire poursuivent notamment les missions suivantes :

a. éducative dans le respect de la responsabilité première des parents, par le soutien du développement physique, affectif et social des enfants, dans un cadre favorisant un accueil de qualité et selon un projet pédagogique adaptés à leur âge et à leurs besoins ;
b. sociale et préventive, par la promotion de l’égalité des chances et de l’intégration sociale des enfants et de leur famille.

Texte actuel	Projet
	TITRE IBIS PRESTATIONS MINIMALES DES COMMUNES
	Art. 4a Etendue de la prestation d'accueil parascolaire
	[1] Les communes organisent un accueil collectif parascolaire primaire permettant aux parents de concilier vie familiale et activité professionnelle selon les modalités suivantes : a. pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire : un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi ; b. pour les enfants scolarisés en 5ème et 6ème année primaire, un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du mercredi après-midi ; c. pour les enfants scolarisés en 7ème et 8ème année primaire : un accueil doit être organisé au moins durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du mercredi après-midi. [2] Pour l'accueil parascolaire secondaire, les communes organisent un accueil surveillé durant la pause de midi.
Art. 5 Régime d'autorisation et de surveillance	**Art. 5 Régime d'autorisation et de surveillance**
[1] L'accueil familial de jour et l'accueil collectif préscolaire et parascolaire sont soumis au régime d'autorisation et de surveillance défini par l'Ordonnance et la présente loi.	[1] L'accueil familial de jour, l'accueil collectif préscolaire et l'accueil collectif parascolaire primaire sont soumis au régime d'autorisation et de surveillance défini par l'Ordonnance et la présente loi.
Art. 6 Autorités compétentes	**Art. 6 Autorité compétente pour l'accueil collectif préscolaire**
[1] Le Département en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : le Département), par l'intermédiaire du Service en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : le Service), est l'autorité compétente en la matière. [2] Le Service est l'autorité cantonale chargée de l'application de l'Ordonnance . [3] Les communes ou associations de communes sont compétentes pour autoriser et surveiller l'accueil familial de jour. Une commune peut, par	[1] Le Département en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : le Département), est l'autorité compétente pour autoriser et surveiller l'accueil collectif préscolaire. [2] Il agit par l'intermédiaire de l'Office en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : l'Office). [3] L'Office est l'autorité cantonale chargée de l'application de l'Ordonnance.

Texte actuel	Projet
contrat de droit administratif au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes D, déléguer à la municipalité d'une autre commune ou à l'autorité exécutive d'une association de communes l'exercice de cette compétence. Elle fait parvenir au Service une copie du contrat de droit administratif. Les articles 19, alinéa 3 et 20 de la présente loi sont réservés.	
[4] Les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance de l'accueil de jour peuvent se transmettre les informations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.	[4] Abrogé.
	Art. 6a Autorité compétente pour l'accueil collectif parascolaire primaire
	[1] Il est constitué un établissement intercommunal de droit public autonome, doté de la personnalité juridique, pour l'accueil collectif parascolaire primaire (ci-après EIAP).
	[2] Le conseil de l'EIAP en est l'organe suprême. Il est composé de représentants désignés par les associations faîtières des communes à raison d'un délégué par district. Parmi les dix représentants des districts, deux membres au moins doivent provenir de communes dont la population est inférieure à 1'500 habitants et deux autres au moins doivent représenter les villes de plus de 10'000 habitants.
	[3] Au surplus, l'EIAP s'organise lui-même.
	Art. 6b Compétences et mandat de prestations
	[1] L'EIAP fixe les cadres de référence pour l'accueil collectif parascolaire primaire. L'article 9, alinéa 4, est réservé.
	[2] Il autorise et surveille l'accueil collectif parascolaire primaire. Il peut déléguer cette compétence par un mandat de prestations au Département, qui agit par l'Office. Le coût du mandat de prestations est à charge de l'EIAP.
	[3] L'EIAP et l'Office procèdent conjointement à une évaluation périodique de la mise en œuvre du cadre de référence. Cette évaluation fait l'objet d'un

Texte actuel **Projet**

rapport avec le cas échéant des propositions de modifications pour une mise à jour du ou des cadres de référence selon la procédure fixée à l'alinéa 1**.**

[4] Au surplus, le mandat de prestations fixe les modalités de collaboration entre l'EIAP et l'Office**,**ainsi que le montant mis à charge de l'EIAP.

Art. 6c Circonstances exceptionnelles

[1] Si dans le cadre de la surveillance, l'Office constate qu'une disposition du ou des cadres de référence, par sa mise en œuvre, met en péril les enfants, il en informe immédiatement l'EIAP, par le chef de Département. Il lui soumet des propositions de mesures afin d'y remédier.

[2] En cas de désaccord sur les mesures proposées, le chef de Département peut dénoncer le mandat de prestations.

Art. 6d Autorité compétente pour l'accueil familial de jour

[1] Les communes ou associations de communes sont compétentes pour autoriser et surveiller l'accueil familial de jour.

[2] Une commune peut, par contrat de droit administratif au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes déléguer à la municipalité d'une autre commune ou à l'autorité exécutive d'une association de communes l'exercice de cette compétence.

[3] Elle fait parvenir à l'Office une copie du contrat de droit administratif. Les articles 19, alinéa 3 et 20 de la présente loi sont réservés.

Art. 6e Echange d'informations entre autorités compétentes

[1] Les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance de l'accueil collectif et familial de jour peuvent se transmettre les informations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.

[2] Le Service en charge de la protection des mineurs peut transmettre aux autorités en charge de l'accueil familial les informations nécessaires à la protection des enfants accueillis.

Texte actuel	Projet
Art. 7 Titres, attestations et autres conditions	**Art. 7 Référentiels de compétences**
[1] Le Service fixe les titres, attestations et autres conditions pour l'octroi et le maintien de l'autorisation des personnes, institutions et structures visées par l'article 3, lettres a) à c) dans des référentiels de compétences et des cadres de référence.	[1] Après consultation des milieux concernés, l'Office fixe les référentiels de compétences pour l'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire ainsi que pour l'accueil familial de jour.
[2] Le Service consulte les milieux concernés.	[2] Abrogé.
	Art. 7a Cadres de référence
	[1] Pour l'accueil collectif préscolaire et familial de jour, l'Office fixe des cadres de référence, après consultation des milieux intéressés.
	[2] Pour l'accueil collectif parascolaire primaire, l'EIAP fixe,après consultation des milieux intéressés, un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire et un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.
Chapitre II Accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire	**Chapitre II Accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire primaire**
Art. 9 Autorisation	**Art. 9 Autorisation**
[1] Le Service octroie les autorisations pour les institutions d'accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire (ci-après : les institutions).	[1] Les institutions d'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire font l'objet d'une autorisation.
[2] Le Service peut percevoir des émoluments pour traiter les demandes d'autorisation, dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat.	[2] Abrogé.
[3] Le Service peut exempter du régime d'autorisation les institutions ne pratiquant que l'accueil ponctuel, notamment les haltes-jeux des centres commerciaux et des fitness, ainsi que les jardins d'enfants touristiques.	[3] Les institutions ne pratiquant que l'accueil ponctuel, notamment les haltes-jeux des centres commerciaux et des fitness, ainsi que les jardins d'enfants touristiques ne sont pas soumises au régime d'autorisation.
	[4] Les lieux offrant uniquement un accueil de midi (restaurants scolaires) pour les enfants suivant un enseignement primaire et qui ne sont pas intégrés à un réseau d'accueil de jour sont autorisés et surveillés par les communes. Les communes fixent les conditions d'autorisation.

Texte actuel	Projet
Art. 10 **Conditions** a) en général	**Art. 10** **Conditions** a) en général
[1] L'octroi de l'autorisation d'ouvrir une institution est subordonné au respect des conditions fixées par l'Ordonnance et par les directives du Service.	[1] L'octroi de l'autorisation d'ouvrir une institution est subordonné au respect des conditions fixées par l'Ordonnance, par la présente loi et par les normes adoptées conformément aux articles 7 et 7a de la présente loi.
[2] Le règlement fixe la procédure d'octroi de l'autorisation.	[2] Sans changement.
Art. 11 b) relatives au personnel	**Art. 11** b) relatives au personnel
[1] L'autorisation ne peut être octroyée et maintenue que si la directrice d'une institution s'engage à vérifier que le personnel qu'elle recrute a la formation requise et les compétences personnelles et professionnelles nécessaires, au sens de l'Ordonnance et de la présente loi.	[1] L'autorisation ne peut être octroyée et maintenue que si le directeur d'une institution s'engage à vérifier que le personnel qu'il recrute, y compris pour une activité de durée déterminée, a la formation requise et les compétences personnelles et professionnelles nécessaires au sens de l'Ordonnance et de la présente loi.
[2] Elle s'assure notamment que ce personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, elle requiert de l'intéressé la production d'un extrait de son casier judiciaire.	[2] Il s'assure notamment que ce personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, il requiert de l'intéressé la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.
[3] En cas de doute, elle sollicite l'intervention du Service.	[3] En cas de doute, il sollicite l'intervention de l'Office **.**Ce dernier peut lui transmettre les informations dont il dispose.
	Art. 11b **Emolument**
	[1] L'autorité compétente peut percevoir des émoluments pour traiter les demandes d'autorisation.
	[2] Un émolument pour les demandes d'autorisation n'est perçu qu'auprès des institutions à but lucratif.
	[3] Le montant est fixé par le Conseil d'Etat, pour les autorisations cantonales, et par un règlement communal, pour les autorisations communales.
	[4] Le montant de l'émolument est fixé compte tenu du travail nécessaire à la délivrance de l'autorisation.

Texte actuel	Projet
Art. 12 Surveillance par le Service ou l'entité délégataire	**Art. 12 Surveillance par le Service ou l'entité délégataire (abrogé)**
[1] Le Service surveille l'activité des institutions. Par convention, il peut déléguer tout ou partie de cette tâche à une commune ou à une association de communes. L'entité délégataire adresse chaque année un rapport sur ses activités au Service.	[1] Abrogé.
[2] Si l'entité délégataire constate le non-respect des conditions fixées aux articles 10 et 11 de la présente loi, il informe sans délai le Service qui prend les mesures énoncées à l'article 13 de la présente loi.	[2] Abrogé.
[3] Si l'entité délégataire ne s'assure pas du respect des conditions fixées aux articles 10 et 11 de la présente loi, le Service peut dénoncer la convention.	[3] Abrogé.
Art. 13 Sanctions	**Art. 13 Sanctions**
[1] Si les conditions décrites aux articles 10 et 11 de la présente loi ne sont pas respectées, le Service met en demeure la directrice de l'institution de prendre sans retard les mesures nécessaires pour remédier aux manquements constatés.	[1] Si les conditions décrites aux articles 10 et 11 de la présente loi ne sont pas respectées, l'autorité compétente met en demeure le directeur de l'institution de prendre sans retard les mesures nécessaires pour remédier aux manquements constatés. L'autorité compétente peut soumettre l'institution à une surveillance spéciale et arrêter à cet effet des prescriptions ou recommandations particulières.
[2] Si ces mesures ne sont pas prises, n'ont pas d'effets, ou apparaissent insuffisantes, le Service retire l'autorisation et prend les dispositions nécessaires. Lorsqu'il y a péril en la demeure, il ordonne la fermeture immédiate de l'établissement.	[2] Si ces mesures ne sont pas prises, n'ont pas d'effets, ou apparaissent insuffisantes, l'autorité compétente retire l'autorisation et prend les dispositions nécessaires. Lorsqu'il y a péril en la demeure, elle ordonne la fermeture immédiate de l'institution.
	[3] L'autorité compétente informe l'exploitant ou l'organisme responsable de l'institution ainsi que l'EIAP pour les institutions qui le concernent, des mesures prises.

Texte actuel	Projet
Art. 14 Interdiction	**Art. 14 Interdiction**
[1] Indépendamment du régime d'autorisation, le Service peut, en respectant notamment le principe de proportionnalité, intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes. Cette intervention peut consister – en un avertissement ; – en une interdiction et en la fermeture de l'institution pour une durée déterminée ou indéterminée.	[1] Indépendamment du régime d'autorisation, l'autorité compétente peut, en respectant notamment le principe de proportionnalité, intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes. Cette intervention peut consister : – en un avertissement ; – en une interdiction et en la fermeture de l'institution pour une durée déterminée ou indéterminée.
Art. 16 b) compétences	**Art. 16** b) compétences
[1] Les autorités, désignées à l'article 6, alinéa 3, sont compétentes pour autoriser l'accueil familial de jour aux conditions fixées par l'Ordonnance et la présente loi.	[1] Sans changement.
[2] Elles assurent la surveillance des personnes pratiquant l'accueil familial de jour par l'intermédiaire d'une coordinatrice.	[2] Sans changement.
[3] Elles font parvenir au Service la copie des autorisations provisoires et définitives au fur et à mesure de leur octroi. Elles informent immédiatement le Service de toute décision de mise en demeure, de retrait ou de refus d'autorisation.	[3] Elles font parvenir au terme de l’année civile à l'Office la liste nominative des autorisations octroyées dans l’année. Elles informent immédiatement l'Office de toute décision de mise en demeure, de retrait ou de refus d'autorisation.
Art. 27 Constitution du réseau	**Art. 27 Constitution du réseau**
[1] Les collectivités publiques, les partenaires privés, les structures d'accueil collectif et les structures de coordination d'accueil familial de jour, satisfaisant aux conditions de la présente loi, peuvent constituer un réseau d'accueil de jour.	[1] Sans changement.
	[1bis] Les réseaux doivent comprendre l’accueil collectif parascolaire primaire tel que défini au minimum à l’article 4a.
	[1ter] Les réseaux veillent à implanter les structures d’accueil collectif parascolaire primaire dans un périmètre correspondant aux aires de recrutement des établissements scolaires sis dans les réseaux.

Texte actuel	Projet
	[1quater] Les réseaux organisent les déplacements entre les structures d'accueil collectif primaire et les établissements scolaires. Ils peuvent déléguer cette compétence. Dans ce cas ils s'assurent que les délégataires n'ont pas fait l'objet d'une condamnation à raisons d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, ils requièrent la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.
[2] En principe, un réseau d'accueil de jour comprend au moins une commune.	[2] Sans changement.
[3] Les constituants d'un réseau d'accueil de jour en fixent librement l'organisation et le statut juridique, et notamment les conditions d'adhésion des futurs membres.	[3] Sans changement.
[4] Si un réseau ne se constitue pas en personne morale, ses membres désignent un représentant auprès de la Fondation.	[4] Sans changement.
Art. 29 Politique tarifaire	**Art. 29 Politique tarifaire**
[1] Chaque réseau fixe sa propre politique tarifaire en fonction du revenu des personnes ayant l'obligation d'entretien directe ou indirecte de l'enfant accueilli.	[1] Sans changement.
	[1bis] Les réseaux peuvent toutefois fixer le prix du repas de midi dans les restaurants scolaires de manière forfaitaire.
[2] L'accessibilité financière aux prestations d'accueil est garantie.	[2] Sans changement.
[3] Le montant maximum facturé aux parents ne peut dépasser le coût moyen des prestations concernées au sein du réseau d'accueil de jour. Le coût moyen est calculé selon les modalités fixées par la Fondation.	[3] Sans changement.
[4] La loi sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises est applicable en ce qui concerne le calcul du revenu déterminant et la composition de l'unité économique de référence.	[4] Sans changement.

Texte actuel	Projet
Art. 31 Reconnaissance du réseau	**Art. 31 Reconnaissance du réseau**
[1] Pour être reconnu par la Fondation, un réseau d'accueil de jour doit remplir les conditions minimales suivantes :	[1] Pour être reconnu par la Fondation, un réseau d'accueil de jour doit remplir les conditions minimales suivantes :
a. offrir des places d'accueil pour les enfants, satisfaisant aux conditions du régime d'autorisation et de surveillance au sens de l'Ordonnance et de la présente loi, dans deux au moins des trois types d'accueil suivants : accueil collectif préscolaire, accueil collectif parascolaire, accueil familial de jour ;	a. offrir des places d'accueil pour les enfants, satisfaisant aux conditions du régime d'autorisation et de surveillance au sens de l'Ordonnance et de la présente loi, dans les trois types d'accueil suivants : accueil collectif préscolaire, accueil collectif parascolaire primaire, accueil familial de jour ;
b. présenter un plan de développement de l'offre en places d'accueil tendant à une taille optimale tenant compte des objectifs fixés par la Fondation conformément à l'article 41 de la présente loi ; ce plan de développement devra être actualisé tous les 5 ans ;	b. sans changement ;
c. fournir au Service cantonal chargé de la recherche et de l'information statistiques les informations demandées par la Fondation ;	c. sans changement ;
d. fournir à la Fondation leurs comptes annuels, ainsi que ceux des structures d'accueil et de coordination qui en sont membres ;	d. sans changement ;
e. établir une politique tarifaire conformément à l'article 29 de la présente loi ;	e. sans changement ;
f. définir en cas d'insuffisance de places des critères de priorité tenant compte notamment du taux d'activité professionnelle des parents, de la situation sociale des familles, des besoins en accueil d'urgence ;	f. sans changement ;
g. distribuer les subventions de la Fondation aux structures d'accueil et de coordination membres du réseau ;	g. sans changement ;
h. gérer une liste d'attente centralisée documentant l'offre et la demande.	h. sans changement.
[2] Après mise en demeure, la Fondation retire sa reconnaissance si ces conditions ne sont plus respectées.	[2] Sans changement.

Texte actuel	Projet
Art. 32 Conséquences de la reconnaissance	**Art. 32 Conséquences de la reconnaissance**
[1] Les réseaux reconnus au sens de l'article 31 bénéficient des subventions versées par la Fondation. Celle-ci en fixe le montant.	[1] Sans changement.
	[2] Ils en bénéficient également pour les prestations allant au-delà de celles prévues à l'article 4a.
	[3] La Fondation fixe le montant des subventions.
	TITRE IVBIS ACCUEIL COLLECTIF PARASCOLAIRE SECONDAIRE
	Art. 32a Organisation et financement
	[1] Les communes financent et organisent de manière indépendante un accueil collectif parascolaire secondaire surveillé. Elles peuvent sous leur responsabilité déléguer cette compétence, notamment à des associations sportives, culturelles ou à des organisations de jeunesse**.**
	[2] Cet accueil n'est pas subventionné par la Fondation.
	Art. 32b Participation financière des parents
	[1] Les personnes ayant l'obligation d'entretien de l'enfant accueilli contribuent au financement de l'accueil collectif parascolaire secondaire. Cette contribution financière est fixée par les communes.
Art. 45 Contribution de l'Etat	**Art. 45 Contribution de l'Etat**
[1] La contribution ordinaire de l'Etat est fixée annuellement par décret dans le cadre de la procédure budgétaire, en référence au programme de législature.	[1] La contribution de l'Etat est annuellement fixée à 25% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu.
[1bis] Les modalités de versement et le suivi de la subvention font l'objet d'une convention entre le Conseil d'Etat et la Fondation.	[1bis] Abrogé.
[2] Au surplus, l'Etat contribue au financement de la Fondation en sa qualité d'employeur et par sa contribution pour l'aide au démarrage.	[2] La contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur et sa contribution pour l'aide au démarrage.

Texte actuel

Projet

Art. 45a Fixation de la contribution

[1] Sur la base des informations transmises par les réseaux d'accueil de jour, la Fondation établit le montant provisoire pour l'année suivante de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil de jour et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau reconnu. Il le transmet au département.

[2] Sur cette base, le Département fixe par décision le montant de la contribution ordinaire de l'Etat à la Fondation.

Art. 45b Modalités de versement et adaptation

[1] Le Département verse à la Fondation le 90% de la contribution ordinaire de l'année en cours en douze tranches .

[2] Un décompte définitif est établi après le bouclement des comptes de la fondationsur la base du montant attesté de la masse salariale subventionnée et des comptes révisés. Ces documents sonttransmis au département au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

[3] Sur cette base, le Département adapte si nécessaire le montant de la contribution et verse le solde dû à la Fondation. Si le montant excède la contribution déjà versée, la Fondation restitue le montant au département.

Art. 45c Suivi budgétaire

[1] La Fondation est responsable du suivi budgétaire du dispositif financier prévu dans la présente loi, tant au niveau de la Fondation elle-même qu'à celui des réseaux d'accueil de jour. Les réseaux lui fournissent à cet égard les informations nécessaires.

Art. 45d Contrôle et suivi

[1] Le Département contrôle que la Fondation utilise les ressources allouées conformément à la présente loi.

[2] La Fondation est tenue de fournir au Département les informations

Texte actuel	Projet
	nécessaires concernant son activité, notamment des points de vue comptable, financier et statistique.
	[3] La Fondation signale immédiatement au Département tout fait pouvant influencer de manière significative son résultat financier.
Art. 46 Contribution des communes	**Art. 46 Contribution des communes**
[1] La contribution des communes est fixée sous la forme d'un montant par habitant, tous les cinq ans, par décret du Grand Conseil, après consultation des communes.	[1] La contribution des communes est fixée à cinq francs par habitant.
[2] Au surplus, les communes contribuent au financement de la Fondation en leur qualité d'employeur.	[2] Sans changement.
Art. 50 Subventions	**Art. 50 Subventions**
[1] La Fondation ne subventionne l'accueil de jour que par l'intermédiaire des réseaux d'accueil de jour qu'elle aura reconnus. Seules les structures à but non lucratif membres d'un réseau peuvent bénéficier des subventions de la Fondation.	[1] Sans changement.
[2] Elle peut en outre accorder des subventions à des organismes vaudois actifs dans l'accueil de jour.	[2] Sans changement.
[2bis] Elle peut accorder des subventions par l'intermédiaire des réseaux à une structure d'accueil créée par une entreprise, pour autant que cette structure d'accueil poursuive un but non lucratif et ait signé une convention avec un réseau reconnu. Cette convention contiendra notamment les critères d'accessibilité aux places d'accueil, la politique tarifaire appliquée aux parents et les données financières et statistiques à fournir à la FAJE par l'intermédiaire du réseau concerné. La FAJE peut, par voie réglementaire, fixer d'autres éléments devant être contenus dans la convention.	[2bis] Sans changement.
[3] La subvention versée par la Fondation tient notamment compte des charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif, des salaires des coordinatrices et du personnel des structures de	[3] Sans changement.

Texte actuel	Projet
coordination de l'accueil familial de jour, de l'offre en places d'accueil et du plan de développement des réseaux d'accueil de jour. Cette subvention peut en plus prendre la forme d'une aide au démarrage des structures d'accueil collectif.	
[4] La Fondation fixe les taux, les critères et modalités des subventions octroyées.	[4] Sous réserve de l'alinéa 5, la Fondation fixe les taux, les critères et modalités des subventions octroyées.
	[5] Les charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif préscolaire et des structures d'accueil collectif parascolaire font l'objet d'un même taux de subventionnement.
	Chapitre II Par le Département en charge de la pédagogie spécialisée
Art. 52 Encadrement particulier	**Art. 52 Encadrement particulier**
[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialiséepeut subventionner l'encadrement nécessaire à l'accueil d'un enfant dont l'état exige une prise en charge particulière notamment en raison d'une maladie, d'un handicap mental, psychique, physique, sensoriel ou instrumental, ou de troubles du comportement ou retard du développement.	[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut subventionner l'encadrement nécessaire à l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont l'état exige une prise en charge éducative particulière principalement en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience.
[2] Il peut aussi subventionner des structures d'accueil spécialement destinées à l'accueil de tels enfants.	[2] Abrogé.
	[3] Le règlement précise les modalités de collaboration entre le Département en charge de l'accueil de jour et le Département en charge de la pédagogie spécialisée.

Texte actuel

Projet

TITRE VIBIS STRUCTURES D'ACCUEIL SPECIALISEES

Art. 52a

[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut reconnaître des structures d'accueil préscolaire ou parascolaire spécialement destinées aux enfants ou aux jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience au sens de la loi sur la pédagogie spécialisée.

[2] Il alloue des subventions à l'exploitation aux structures reconnues en vertu de l'alinée précédent.

[3] Au sein de ces structures, l'accueil collectif parascolaire secondaire peut s'étendre à l'accueil du matin avant l'école et de l'après-midi après l'école si le besoin est établi en raison du trouble invalidant ou de la déficience.

[4] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée fixe la contribution financière qui peut être attendue de la part des personnes ayant l'obligation d'entretien des enfants ou des jeunes accueillis au sein de ces structures.

TITRE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 2 **Disposition transitoire**

[1] Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes disposent d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil du matin pour les élèves scolarisés de la 1ère année primaire à la 6ème année primaire. Elles disposent également d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil de l'après-midi pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.

Art. 3 **Disposition transitoire pour l'édiction du cadre de référence (article 6b)**

[1] Le cadre de référence pour l'accueil parascolaire en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi demeure applicable tant que l'EIAP n'en a pas édicté.

Texte actuel

Projet

Art. 4 **Disposition transitoire pour l'évaluation du cadre de référence (article 6c)**

[1] Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi, l'EIAP et l'Office procèdent à une première évaluation de la mise en œuvre du cadre de référence.

Art. 5 **Disposition transitoire pour la contribution de l'Etat (article 45)**

[1] La contribution de l'Etat à la FAJE est fixée pour 2017 par décret dans le cadre de la procédure budgétaire.

[2] La contribution de l'Etat prévue à l'article 45, alinéa 1, est fixée dans le budget 2018 à 17% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil de jour des enfants, rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu. Elle augmente de 1.6% par an pour atteindre 25% en 2023.

[3] De 2017 à 2022, la contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur, sa contribution pour l'aide au démarrage et la contribution complémentaire pour l'accueil parascolaire au sens du décret fixant la contribution complémentaire de l'Etat pour l'accueil parascolaire pour la période de 2016 à 2022.

[4] Le Conseil d'Etat présente un projet de décret portant sur le dépassement, si l'augmentation annuelle de la contribution de l'Etat calculée conformément à l'alinéa 2 est supérieure par rapport à l'année 2015 à :

- 14.53 millions en 2018
- 20.93 millions en 2019
- 28.63 millions en 2020
- 34.13 millions en 2021
- 39.63 millions en 2022 et 2023

Ce dépassement devra être compensé par des économies en particulier dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes.

Texte actuel

Projet

Art. 6 **Disposition transitoire - terminologie**

[1] Dans toute la loi, les désignations de personnes ou de fonctions sont au masculin, même si elles désignent indifféremment un homme ou une femme.

Art. 7 **Entrée en vigueur**

[1] Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'art. 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 17 février 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 RC-286

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :

(286) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE)

et

Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les motions

- **Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC - Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les (09_MOT_076) ;**
- **Christelle Luisier et consorts – Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour (15_MOT_075)**

et sur les postulats

- **Odile Jaeger Lanort et consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistants socio-éducatif (07_POS_256) ;**
- **Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste - Pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire (09_POS_158) ;**
- **Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral - Pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le "lead" aux communes vaudoises (09_POS_161) ;**
- **Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire (11_POS_248) ;**
- **Guy-Philippe Bolay et consorts - Crèches d'entreprise - Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux à la caisse ! (14_POS_072) ;**
- **Philippe Randin et consorts - Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce (11_pos_287) Rapport intermédiaire.**

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 2
2. PREAMBULE 2
3. PRESENTATION DE L'EMPL – POSITION DU CONSEIL D'ETAT 3
4. AUDITIONS DES MILIEUX INTERESSES 6
5. DISCUSSION GENERALE 9
6. EXAMEN POINT PAR POINT DE L'EXPOSE DES MOTIFS 11
7. LECTURE ET EXAMEN DES ARTICLES 14
7.1 Vote final sur le projet de loi 30
8. RAPPORTS DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL 30
9. RECOMMANDATION DE LA COMMISSION 34

1. INTRODUCTION

La révision législative étudiée par la commission concrétise un vote populaire intervenu en 2009 par lequel le peuple plébiscitait l'introduction d'une nouvelle disposition constitutionnelle venant compléter l'art. 63 Cst-VD et prévoyant la mise en œuvre d'une école à journée continue.

Pour mémoire, l'art. 63A de la Cst Vaudoise se présente comme suit :

- En collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, les communes organisent un accueil parascolaire surveillé, facultatif pour les familles, sous forme d'école à journée continue dans les locaux scolaires ou à proximité pendant toute la durée de la scolarité obligatoire.
- L'accueil peut être confié à des organismes privés.
- Les conditions d'accueil parascolaire sont fixées par les communes.
- Les parents participent au financement de l'accueil parascolaire.

2. PREAMBULE

2.1 Séances

La Commission s'est réunie à neuf reprises à Lausanne, soit les : 14 avril 2016, de 10h à 12h, 21 avril 2016 de 13h à 17h, 12 mai 2016 de 8h30 à 12h, 27 mai 2016 de 13h30 à 17h, 9 juin 2016 de 13h30 à 17h, 23 juin 2016 de 8h30 à 12h, 2 septembre 2016 de 8h30 à 12h, 20 septembre 2016 de 7h30 à 9h30 et 4 octobre 2016 de 7h30 à 8h30.

2.2 Présences

2.2.1 Députés

Sous la Présidence de Mme Claire Attinger Doepper, la commission était composée de Mmes les Députées Christa Calpini (jusqu'à la séance du 23 juin 2016, ensuite remplacée par Rémy Chevalley), Laurence Cretegny, Sylvie Podio, Delphine Probst-Haessig, Myriam Romano-Malagrifa et de MM. les Députés Alexandre Berthoud, Jean-Rémy Chevalley (depuis la séance du 23 juin 2016, en remplacement permanent de Christa Calpini), Michel Collet, Julien Cuérel, Marc Oran, Denis Rubattel, Maurice Treboux, Filip Uffer et Pierre Volet.

2.2.2 Remplacements

Séance du 12 mai 2016 : Jean-Marc Nicolet pour Michel Collet, séance du 2 septembre 2016 : Yan Pahud pour Denis Rubattel, séance du 20 septembre 2016 : Jean-Luc Bezençon pour Alexandre Berthoud, Alexandre Demetriadès pour Filip Uffer, séance du 4 octobre : Annick Vuarnoz pour Myriam Romano-Malagrifa, Jean-Luc Bezençon pour Pierre Volet.

2.2.3 Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat était représenté par Madame la Conseillère d'État Nuria Gorrite, cheffe du DIRH, accompagnée par la cheffe de l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE), Mme Patricia de Meyer (sauf séance du 27 mai 2016) et de la secrétaire générale adjointe du département, Mme Gabriela Chaves (sauf séance du 12 mai 2016).

2.2.4 Secrétariat général du Grand Conseil

Le Secrétariat du Grand Conseil était représenté par Mme Sylvie Chassot (sauf séance du 21 avril 2016) et M. Frédéric Ischy pour les séances du 21 avril 2016, 23 juin 2016 et du 2 septembre 2016. Ils se sont chargés de réunir les documents et informations utiles, d'organiser les séances de la commission, d'établir les notes des séances, d'assurer entre les séances le suivi des demandes émises par la commission et de tenir à jour le tableau comparatif où sont consignés les amendements proposés par la commission. Mme Chassot a en outre rédigé une synthèse des travaux de la commission constituant la base du présent rapport ; qu'elle soit sincèrement remerciée pour sa disponibilité, sa compétence et son efficace collaboration.

2.3 Auditions

A leur demande, les associations et leurs représentants-es ont été entendues les 21 avril et 12 mai 2016 :

1. Mme Christine Guinard Dumas, secrétaire générale et Valérie Denisart, déléguée pour AvenirSocial à la chambre consultative de la FAJE), *AvenirSocial ;*
2. Mme Maria Pedrosa, secrétaire syndicale, *Syndicat des services publics* (*SSP Vaud) ;*
3. M. Diego Pasquali, président, Mme Claudia Mühlebach, vice-présidente et M. Marc Gilet, membre, *Association responsable des directions des institutions vaudoises de l'enfance (ARDIVE) ;*
4. M. Gérald Cretegny, président et Sylvie Lacoste, secrétaire générale, *Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) ;*
5. Mme Emmanuelle Seingre et M. Jacques Domeniconi, *Insieme Vaud* ;
6. Mme Barbara de Kerchove, présidente et Mme Van Muellem, présidente de l'Ape d'Yverdon, *Association vaudoise des parents d'élèves (Apé Vaud)*
7. Mmes Claudine Wyssa, présidente de l'UCV et Christelle Luisier Brodard, membre du CoDir de l'UCV, au nom des deux faitières de communes, *Union des communes vaudoises (UCV) et Association de communes vaudoises (AdCV)*.

2.4 Documentation

Dans le cadre de ses travaux, la commission a été nantie de divers documents, de plaquette de présentation des différentes associations et fondations ainsi qu'un avis de droit d'août 2015 sollicité par l'UCV au cabinet FRORIEP Avocats dont les conclusions portent sur la non obligation de compensation de la contribution ordinaire de l'Etat au budget annuel de la FAJE. Nous y reviendrons dans les dispositions transitoires, art.5 alinéa 4.

Le Département a de son côté fourni tous les renseignements complémentaires demandés.

3. PRESENTATION DE L'EMPL – POSITION DU CONSEIL D'ETAT

La Conseillère d'Etat souligne la complexité du chemin qu'il y a eu à parcourir par le canton et les communes afin de se mettre d'accord sur les principaux enjeux de ce projet et d'être ainsi en mesure de matérialiser la « journée continue » dans un projet de loi. Ce parcours long de sept années, a été marqué par deux générations de plateforme canton-communes. Les communes avaient en effet quitté la table des négociations en 2011considérant alors que le financement de l'Etat n'était pas suffisant. La plateforme canton-communes « deuxième génération » fait suite à la reprise, en janvier 2014, des négociations. Dans cette 2ème phase, le canton et les communes ont cette fois commencés par se mettre d'accord sur une série de questions et de principes pour dans un second temps les décliner dans un texte de loi.

La modification de cette loi propose particulièrement de :

– préciser les missions des structures d'accueil de jour des enfants ;
– mettre en œuvre l'article 63a Cst-VD sur l'accueil parascolaire ;
– rendre dynamique la contribution de l'Etat au financement de l'accueil de jour afin d'en renforcer la prévisibilité ;
– préciser le dispositif de soutien aux structures accueillant des enfants ou jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière notamment en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience.

1ère question : faut-il une loi spécifique pour l'accueil parascolaire ?

Bâtir sur l'existant

Une volonté des communes était de ne pas démantibuler le système existant à satisfaction depuis maintenant 10 ans. C'est assez naturellement et à l'unanimité que le canton et les communes sont tombés d'accord sur l'option d'élargir la LAJE dont le champ d'application telle qu'il a été voté couvre déjà l'accueil collectif parascolaire jusqu'à 12 ans.

Réformer la LAJE

Il s'agissait donc de réformer la LAJE en y intégrant les compétences des communes et en sécurisant le dispositif financier existant selon le souhait des communes. Le projet permet aussi de répondre aux problématiques suivantes : nécessité de préciser les missions de l'accueil de jour , de formaliser la possibilité laissée aux communes d'agir seules ou au sein d'un réseau, de changer les conditions de reconnaissance et de subventionnement des réseaux d'accueil de jour des enfants en intégrant un socle minimal de prestations composé de trois types de prise en charge (préscolaire, parascolaire et accueil en milieu familiale), et enfin d'implanter les lieux d'accueil parascolaires à proximité des locaux scolaires.

2ème question : quelles sont les obligations des communes en matière d'offre d'accueil parascolaire ?

Concernant l'étendue des prestations parascolaires, les discussions canton - communes ont été nourries entre les tenants d'une prise en charge couvrant la journée entière et ceux d'une prise en charge plus réduite.

Socle minimal de prestations parascolaires

La solution trouvée par le canton et les communes a été de s'accorder sur un nouveau concept, celui de socle minimal, soit d'un minimum exigible des communes. La réflexion a été guidée par les besoins (évolutifs) des enfants en partant du constat suivant : plus l'enfant grandit, plus il est autonome et moins il a besoin d'encadrement. Les prestations minimales suivantes sont ainsi exigibles :

- L'accueil parascolaire de midi reste la prestation centrale et obligatoire pour l'ensemble de la population scolarisée, ceci dès la 1ère primaire (4 ans) jusqu'à la 11ème année (15 ans). Cette prestation demeure le socle central de journée continue de l'Ecolier et inscrit la conciliation entre famille et travail au centre de son dispositif.

- Les élèves de niveau 1P à 4 P (de 4 ans à 8 ans) ont encore besoin d'un encadrement avant et après l'école. La structure d'accueil doit pouvoir offrir un accueil avant et après les cours y compris le mercredi.

- Pour les élèves de niveau 5P à 8P (de 9 ans à 12 ans, le projet initial introduisait dans le socle minimal les accueils de midi , de l'après-midi, mercredi compris, mais pas ceux du matin. Les retours de consultation ont toutefois fait état d'attentes plus nuancées des partenaires, ceux-ci ayant indiqué que les besoins des 9-10 ans n'étaient pas les mêmes que ceux des 11-12 ans. Aussi, cette tranche d'âge a été divisée en deux : l'accueil du mercredi après-midi a été supprimé du socle minimal pour la tranche 9 – 12 ans ; l'accueil du matin a par contre été introduit pour les plus petits de cette tranche, soit les 9-10 ans.

- Les élèves de la tranche des 13 – 15 ans sont assez autonomes pour se déplacer seuls, ils n'ont pas nécessairement besoin d'un accueil parascolaire avant et après les cours.

En résumé, le socle minimal de prestations parascolaires se présente comme suit durant les périodes scolaires :

- Midi : 4 ans – 15 ans (1P – 11 S), degrés primaires et secondaires.
- Après -midi : 4 ans -12 ans (1P-8P)
- Matin : 4 ans -10 ans (1P-6P)
- Mercredi Après -midi : 4 ans- 8 ans (1P-4P)

3ème question : comment les communes vont-elles fixer les conditions de l'accueil parascolaire ?

Par « conditions de l'accueil » sont entendues les normes d'encadrement et architecturales. Dans le système actuel c'est l'Etat qui se charge du contrôle des normes en matière d'accueil pré- et parascolaire jusqu'à 12 ans. Un certain nombre d'acteurs souhaitent que l'Etat reste garant de ces normes. Or, le nouvel article 63a Cst-VD[1] précise expressément que les communes portent seules désormais la responsabilité de ces normes pour le parascolaire.

Une autorité représentant les communes devra ainsi fixer (en vertu de l'art. 63a Cst-VD et de l'OPE) les conditions d'autorisation, mais aussi s'assurer que celles-ci soient respectées

Création d'un établissement intercommunal de droit public pour l'accueil parascolaire (EIAP)

La Conseillère d'Etat souligne l'aspect novateur de la solution envisagée avec la création d'un établissement intercommunal. Elle rappelle qu'il s'agit de la forme d'association la plus simple prévue par la loi sur les communes. Des représentants désignés par l'UCV et l'AdCV y seront chargés de la définition du cadre de référence en application de l'al. 3 de l'art. 63a Cst-VD[1]. La représentativité à l'intérieur de l'EIAP y sera garantie par une délégation aussi bien des petites que des grandes communes.

Une délégation à l'OAJE, par mandat de prestations

Dans les discussions, les communes ont exprimé leur souhait de voir l'Etat exercer la responsabilité de l'autorisation et de la surveillance, cas échéant de la sanction à l'encontre des structures qui ne respecteraient pas le cadre de référence parascolaire. Aussi, c'est l'OAJE qui interviendrait dans ce domaine, **sur mandat de l'EIAP**. Cette délégation de compétences fera l'objet d'un mandat de prestations, afin notamment de fixer les principes d'articulation et de coordination entre l'EIAP et l'OAJE pour la mise en œuvre du cadre de référence.

La Conseillère d'Etat rappelle le principe selon lequel l'organe qui délègue une compétence en assume les coûts (« qui commande paie »). L'Etat augmentant par ailleurs considérablement sa participation au dispositif, le coût lié à l'augmentation des ETP nécessaire à la réalisation de cette tâche de surveillance des nouvelles places d'accueil parascolaire créées incombera à l'EIAP.

Concrètement, l'OAJE rapportera régulièrement à l'EIAP. Dans le cas où l'office constaterait un dysfonctionnement, il émettrait des recommandations à l'EIAP pour que le cadre de référence soit adapté. Cette possibilité apaise notamment les milieux de l'accueil de jour inquiets de voir la définition d'un cadre de référence remanié, voire réduit, qui plus est par la seule décision des communes. Dans un cas extrême où un dialogue entre représentants des communes et l'OAJE n'aurait pas pu déboucher sur une résolution de la situation problématique, l'Etat a la possibilité de dénoncer le mandat de prestations. Les cadres de référence de l'EIAP continueraient alors de s'appliquer, mais les responsabilités de l'autorisation et de la surveillance ne seraient plus assumées par l'Etat.

4ème question : comment sera articulé le financement de l'accueil parascolaire ?

Le projet maintient le fonctionnement actuel, soit le subventionnement par la FAJE en fonction de la masse salariale et le taux de subventionnement sera le même pour le préscolaire ou le parascolaire. A noter que l'accueil de midi des 13 – 15 ans, puisqu'il ne tombe pas sous le coup de l'ordonnance fédérale sur le placement d'enfants (OPE, 211.222.338) , qu'il est organisé et surveillé de manière indépendante par les communes, ne doit pas faire partie d'un réseau.

[1] Les conditions de l'accueil parascolaire sont fixées par les communes.

Combien l'Etat met-il dans ce dispositif ?

La Conseillère d'Etat rappelle le système de financement actuel : les contributions des communes et des employeurs sont déterminées en fonction de valeurs d'ajustement évolutives (Fr. 5.- par habitant pour les communes, un pourcentage de la masse salariale pour les employeurs) alors que la subvention annuelle de l'Etat à la FAJE se discute au budget chaque année, sur la base de prévisions « extrapolées ».

L'idée est d'introduire un mécanisme dynamique similaire à celui des autres partenaires payeurs en fixant la contribution de l'Etat à 25% de la masse salariale du personnel éducatif, répondant ainsi positivement à la motion (15_MOT_075) Luisier et consorts. Cela correspond à la volonté de l'Etat d'ajuster à la hausse son financement pour soutenir l'augmentation de l'offre des communes, et par ricochet de la contribution des employeurs, des parents et des communes elles-mêmes. Par ce mécanisme qui lie la contribution de l'Etat à la masse salariale du personnel éducatif, l'Etat contribue également à garantir la qualité de l'accueil, assurée par le travail des équipes professionnelles.

Volet sur l'accueil en milieu familial

Le département a dû renoncer à traiter dans cet objet la question des « mamans de jour » : considérant que le temps nécessaire à la conclusion d'un accord avec les milieux concernés était encore trop long, il a préféré avancer en deux temps. Le volet sur l'accueil en milieu familial fera l'objet d'une autre modification législative.

4. AUDITIONS DES MILIEUX INTERESSES

4.1 Audition d'Avenir Social Vaud (Travail social Suisse) et du Syndicat des services publiques (SSP) Vaud

Les représentants des organisations auditionnées accueillent avec satisfaction l'ancrage des missions des structures d'accueil collectif dans la loi, spécialement l'intégration de l'alinéa a de l'art. 3a positionnant la dimension de qualité d'accueil. Ils soulignent que seuls les professionnels de niveau tertiaire sont spécifiquement formés aux problématiques pointues de certaines de ces missions. S'agissant de l'accueil pré-scolaire, ils expriment leur crainte de voir diminuer la qualité d'accueil avec la modification de la composition des équipes éducatives (rapport du Conseil d'Etat à la motion Borloz, pt. 8.7 du présent rapport).

La Conseillère d'Etat se montre claire à ce propos : les missions définies doivent être assumées par l'ensemble des professionnels des structures d'accueil concernées, quel que soit leur niveau de qualification.

Par ailleurs, globalement satisfaits du socle minimum de prestations pour le parascolaire, ils regrettent toutefois que l'accueil du mercredi après-midi pour les 9-12 ans soit abandonné mais salue la garantie de la prestation du matin pour les plus petits. Enfin, ils auraient souhaité que la composition de l'EIAP intègre des experts du domaine de l'enfance afin qu'ils puissent être partie prenante du processus d'élaboration des normes et non seulement consultés.

4.2 Audition de l'ARDIVE (Association des responsables et directions d'institutions vaudoises de l'enfance)

Les représentants de l'organisation auditionnée expriment de sérieuses inquiétudes face à l'assouplissement du cadre de référence pour le préscolaire proposé dans la réponse du Conseil d'Etat à la motion Borloz. La complexification des missions, des attentes et des besoins des enfants et de leurs familles, justement reconnues dans le projet de loi, nécessitent selon eux des outils et des compétences acquises dans un cursus de formation de niveau tertiaire. Ils notent par ailleurs que la modification entre personnel de niveau secondaire et de niveau tertiaire proposé n'engendre aucune économie. La Conseillère d'Etat insiste sur le fait que la solution envisagée offre des débouchés à des jeunes.

Les représentants de l'organisation soulignent par ailleurs que le domaine est marqué par un fort turn-over et par l'épuisement des équipes en précisant que les difficultés de recrutement concernent le personnel éducatif dans son ensemble, indépendamment du niveau de formation.

Par ailleurs, l'ARDIVE rend attentif les membres de la Commission que dans le domaine, comparativement aux autres, le déficit de perspectives d'évolution de carrières. Si les passerelles de formation et les offres de perfectionnement existent bel et bien, encore faut-il que des postes soient disponibles dans les structures pour les personnes ainsi formées.

Ils préconisent ainsi le refus de la révision et demandent le soutien de la commission afin d'obtenir un moratoire le temps de définir les objectifs et les outils pour les évaluer.

4.3 Audition de la FAJE (Fondation pour l'accueil de jour des enfants)

D'emblée, les représentants de l'organisation auditionnée fournissent un document présentant la Fondation (organisation, fonctionnement et rôle actuel), la vision de la FAJE et l'impact des nouvelles dispositions de la LAJE sur le rôle et le fonctionnement de la fondation. S'ensuit une discussion avec la commission dont voici les éléments saillants :

En réponse à un commissaire, il est précisé que la notion de personnel pédagogique concerne les auxiliaires, les assistants socio-éducatifs et les éducateurs de l'enfance, soit l'ensemble des adultes qui encadrent les enfants. Le personnel administratif, les cuisiniers, les nettoyeurs et autres personnels d'intendance ne sont pas compris dans la notion de personnel pédagogique ou éducatif. Tout l'enjeu et la difficulté consistent à identifier de la manière la plus exacte le périmètre de cette masse salariale.

Les négociations pour la signature d'une convention collective de travail cantonale dans le secteur de l'enfance n'ont toujours pas abouties. Un commissaire demande si de grosses différences salariales entre les différents réseaux existent. Le représentant de la FAJE confirme que des différences sont observées et dépendent surtout de la structure d'âge des collaborateurs.

Par ailleurs, le représentant de la FAJE confirme qu'il ne verrait pas d'inconvénients à collaborer avec un nouvel acteur, en l'occurrence l'EIAP, si cette organisation décidait de se charger elle-même des tâches d'autorisation et de surveillance de l'accueil parascolaire primaire.

4.3 Audition d'Insieme Vaud (association de parents de personnes handicapées mentales) et du Forum Handicap Vaud

Les représentants des organisations auditionnées témoignent des bienfaits de l'accueil de jour en milieu ordinaire des enfants avec une déficience. Ils auraient cependant souhaité qu'une adaptation systématique de l'accessibilité des lieux d'accueil ordinaires ait lieu et qu'une place dans les structures parascolaires soit garantie aux enfants en situation de handicap. Conseillère d'Etat indique que l'accessibilité des lieux d'accueil est exigée pour toute nouvelle construction.

Ils sont satisfaits des dispositions prévues par le projet de loi (articles 52 et 52a) en lien avec les enfants exigeant une prise en charge particulière. Ces dispositions tiennent notamment compte que pour ces enfants, l'intensité des prestations d'accueil ne peut pas diminuer à mesure que les enfants grandissent, leurs difficultés cognitives, physiques ou psychiques limitant leur autonomie.

Ils rappellent que les conditions de l'accueil parascolaire seront les mêmes pour tous les enfants, mais que les équipes pédagogiques pourront au besoin solliciter la Commission d'intégration précoce afin d'obtenir un appui supplémentaire.

4.5 Audition de l'APE-Vaud (Association vaudoise des parents d'élèves)

Les représentantes de l'organisation auditionnée se réjouissent globalement des nouvelles dispositions de la révision législative notamment pour ses missions, pour l'attention particulière portée aux enfants ayants des besoins particuliers et remercie l'Etat de l'effort financier accordé.

En revanche, elles sont préoccupées par l'absence d'accueil les mercredis après-midi pour les 5P-6P (9ans -10 ans) comme la possibilité que les 1P-4P (4-8 ans) puissent être accueillis dans des réfectoires inadaptés à leur âge et à leur niveau autonomie, à fortiori si les transports peuvent être supprimés à midi

Dans les lieux offrant uniquement un accueil de midi (art. 9 al 4), l'APE redoute que l'encadrement - non assujetti au cadre de référence parascolaire - soit insuffisant. Le risque exprimé est de voir les employé-e-s travailler « au four et au moulin », parfois au détriment de l'encadrement nécessaire pour les enfants les plus jeunes.

Par ailleurs, elles considèrent que les trois temps d'accueil (matin, midi et après-midi) doivent se dérouler autant que possible dans le même lieu, particulièrement pour les plus jeunes, convaincues que le nombre d'intervenants dans la journée doit être limité.

Enfin, l'APE juge inadéquat l'introduction, dans les restaurants scolaires, de fixer le prix du repas de manière forfaitaire (article 29, alinéa 1bis, du projet de loi) et y dénonce le risque d'un démantèlement du dispositif existant en favorisant la création d'un système à deux vitesses.

4.6 Audition des faitières de communes

Les représentantes des communes expliquent que les deux faitières (UCV et AdCV) ont travaillé en totale concertation sur ce thème.

Prestations et étendue de l'offre (art. 4a LAJE)

Ce point a suscité de nombreuses discussions dans le cadre de la plateforme, particulièrement pour l'accueil du mercredi après-midi. Les représentantes précisent que le socle mininal tel que définit fait partie intégrante du consensus trouvé et qu'il est lié au financement (la réponse à la motion Luisier Brodard). Elles acceptent la proposition du Conseil d'Etat. Est précisé sur demande d'une commissaire que la formule potestative selon laquelle les communes peuvent étendre l'accueil parascolaire aux périodes de vacances scolaires (Art. 2 LAJE) convient aux communes en vertu du principe de socle minimal qui permet à celles qui le souhaiteraient d'en faire plus.

Instauration d'un établissement intercommunal pour la définition des normes (art. 6a LAJE)

Ceci répond à satisfaction à une demande exprimée depuis des années par les communes de pouvoir participer à la définition des normes et de gérer l'accueil parascolaire sur le terrain. Il est rappelé ici que la définition du référentiel de compétences reste en main de l'Etat, ce qui implique un partage financier. Elle ajoute que les communes auraient par contre souhaité que la tâche de contrôle, qui sera effectuée par l'Etat, respectivement l'OAJE, soit simplement inscrite dans la loi et non matérialisée par un mandat de prestation dont l'Etat pourrait se démettre. Dans la même lignée, elles regrettent que les ETP supplémentaires nécessaires à ce contrôle soient refacturés aux communes ou aux associations faitières.

Prestations modulables en fonction de l'âge des enfants (Art. 7a LAJE)

Les communes voient d'un œil très positif l'art. 7a qui permet cette adaptation en proposant des cadres de référence différenciés selon les tranches d'âge.

Intégration des entités de type « restaurants scolaires » dans le dispositif général

Ceci répond à une demande forte des communes de pouvoir conserver en leur forme actuelle des cantines à ce jour non affiliées au réseau.

Question des aires de recrutement

Le fait que le périmètre d'un réseau d'accueil ne corresponde pas forcément au périmètre d'un réseau scolaire pose problème, surtout dans les zones décentrées. La représentante des communes constate avec satisfaction que certaines régions commencent déjà à réorganiser leurs réseaux de sorte à ce qu'ils correspondent à l'aire de recrutement scolaire. Les réseaux d'accueil qui couvrent plusieurs cercles scolaires sont assez difficiles à gérer.

Question du financement

Les communes saluent la réponse positive du Conseil d'Etat à la motion Luisier Brodard quant à l'augmentation de la participation de l'Etat à 25% de la masse salariale subventionnée à horizon 2025. Elles précisent que leur acceptation du modèle financier proposé est liée à l'étendue des prestations minimales obligatoires définies.

Dispositions transitoires (Art. 5 dispositions transitoires)

Les communes déplorent par contre que la loi prévoie de compenser ces charges nouvelles, qui plus est par des économies dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes. La représentante de l'UCV précise que seul le Conseil d'Etat est lié à l'art. 163 Cst-VD. Le Grand Conseil pourrait dès lors décider de ne pas compenser les charges nouvelles liées à l'augmentation de la participation de l'Etat au dispositif de la FAJE, elle incite la commission à prendre position dans ce sens.

Calendrier de l'augmentation de la contribution de l'Etat de 17 à 25% de la masse salariale subventionnée

La représentante des communes rappelle que le projet prévoit d'augmenter la participation de l'Etat de 17% en 2017 à 25% en 2023. Elle voit dans ce calendrier une divergence avec le temps donné aux communes, à savoir 3 ans et non pas 5, pour mettre le dispositif d'accueil parascolaire en place.

5. DISCUSSION GENERALE

Délégation par l'EIAP à l'OAJE de la tâche de surveillance (nouvel art. 6b LAJE)

Une commissaire s'interroge sur les raisons pour lesquelles les communes souhaiteraient déléguer leur tâche de surveillance. Lui est répondu que l'EIAP ayant été pensée comme une structure souple, les communes ne voulaient pas en faire un organe permanent devant engager du personnel. Par ailleurs, un certain nombre de structures sont actuellement mixtes, c'est-à-dire qu'elles accueillent du pré et du parascolaire. La direction aurait ainsi pu être soumise à un double contrôle si l'EIAP se chargeait de la surveillance du parascolaire sans la déléguer à l'OAJE. La surveillance assurée par un seul office et qui existe déjà apparaît donc comme la meilleure solution. Il n'est cependant pas exclu que les rapports entre l'OAJE et l'EIAP évoluent dans quelques années.

Formation du personnel et composition des équipes éducatives

Une majorité de la commission déclare avoir été surprise par les propos tenus par l'ARDIVE à l'encontre des formations CFC. Le discours a été ressenti par ces commissaires comme étant un plaidoyer anti-CFC, ce qu'ils déplorent. Il ne s'agit cependant pas, par symétrie, de se transformer à son tour en « anti-formations du tertiaires ».

Une commissaire remarque que la question de la composition des équipes éducatives inquiète tant les communes que les professionnels de l'enfance. Elle demande par quel biais les député-e-s pourraient agir sur ces normes. Lui est répondu que ces normes se règlent actuellement au niveau d'une directive de l'Etat dont l'élaboration est du ressort de l'OAJE pour ce qui est du préscolaire et du parascolaire. Conformément à la disposition constitutionnelle, le projet prévoit de déléguer cette compétence à l'EIAP pour ce qui relève de l'accueil parascolaire. La question ne se règle donc pas au niveau de cette loi.

La Conseillère d'Etat rappelle en outre que le cadre de référence parascolaire actuel n'impose rien en termes de proportion de professionnels entre les ASE et les ES-HES (niveau tertiaire) ; Elle rappelle toutefois que les commissaires auront dans cet EMPL à se prononcer sur la réponse du Conseil d'Etat à la motion Borloz (09_MOT_076) qui traite notamment de la question des normes pour le préscolaire (voir pt. 8.7 du présent rapport).

S’agissant de la composition des équipes à proprement parler, la Conseillère d’Etat indique qu’en comparaison inter-cantonale, le Canton de Vaud se situe dans une moyenne entre deux tendances qui consistent à, a) tabler prioritairement sur un personnel formé (tertiaire ES et ASE), dès lors en mesure de prendre en charge un grand nombre d’enfants et b) une stratégie fonctionnant avec du personnel plus mixte en termes de formation mais qui, dès lors, ne peut prendre en charge qu’un nombre plus faible d’enfants : Dans notre canton, les équipes éducatives sont composées prioritairement par du personnel formé, avec 20% de personnel non formé, le nombre d’enfants par groupe augmente avec l’âge de l’enfant pour le préscolaire.

Enfin, il faut noter que les milieux concernés sont consultés dans ce processus d’élaboration des normes.

Quid d’une convention collective de travail (CCT) pour le personnel des structures collectives

Les négociations d’une CCT pour le personnel des structures collectives d’accueil de jour sont en cours. Le département considère que la signature d’une CCT dans ce secteur est nécessaire en raison notamment de la concurrence acharnée que se livrent aujourd’hui les réseaux pour le recrutement ; une harmonisation des conditions de travail éviterait une surenchère. La Conseillère d’Etat Conseillère d’Etat témoigne de la volonté partagée des partenaires sociaux d’aboutir à un accord.

Dans ce sens, l’Etat joue un rôle de facilitateur dans ces négociations, en fournissant écoute et accompagnement, en réunissant les partenaires, en leur fournissant un secrétariat etc. Elle précise que les discussions sont conduites selon un calendrier. L’Etat avait fixé une échéance au terme de laquelle un bilan était prévu ; celui-ci sera réalisé prochainement. (Ndrl : pour la question d’une CCT pour les accueillantes en milieu familial - AMF, voir point 8.5 du présent rapport).

Sur la possibilité pour les accueillantes en milieu familial (AMF) de pratiquer à titre d’indépendantes

Un député évoque la volonté des AMF de pouvoir exercer en indépendantes. A l’heure actuelle ce n’est pas possible puisque leur affiliation à une structure de coordination est indispensable pour être reconnues comme « maman de jour » et donc pour pouvoir exercer. La cheffe du département reconnait que cette situation pose problème et présente l’exemple d’une AMF qui ne s’entendant pas avec son employeur, se trouve dans l’impossibilité de pratiquer sa profession, ce qui est contraire aux principes de liberté de commerce et de transactions.

C’est pourquoi le projet de révision de LAJE mis en consultation prévoyait la possibilité pour les AMF d’être indépendantes. La Conseillère d’Etat évoque la grande froideur avec laquelle la proposition a toutefois été reçue. Aussi, une plateforme de discussion entre communes, AMF et coordinatrice-teur-s de réseaux autour de ce thème devrait prochainement voir le jour. Cette plateforme aura pour tâche de trouver une solution afin de déconnecter la structure qui autorise de celle qui emploie.

Une commissaire remarque que le droit de l’enfant doit primer sur la liberté économique. Elle souligne par-là l’importance du contrôle des conditions dans lesquelles sont accueillis les enfants chez les AMF. Ce contrôle devrait toutefois être impartial et ne pas relever du même organe que celui qui emploie les AMF.

Une commissaire estime qu’une solution doit en effet être trouvée pour les quelques-unes dans le canton qui souhaitent exercer en indépendantes, sans toutefois risquer de démanteler un système qui fonctionne à satisfaction dans le 90% des cas et dont les bénéfices ne sont plus à prouver. Elle rappelle que la demande urbaine privilégie tendanciellement l’accueil en structures collectives. Si les AMF sortaient des réseaux, le risque serait trop grand de ne voir à terme plus que des places en accueil collectif.

6. EXAMEN POINT PAR POINT DE L'EXPOSE DES MOTIFS

Chapitre 2 L'accueil de jour des enfants : situation actuelle

Point 2.1 Un accueil de jour de qualité

Point 2.1.2 Accueil familial de jour

Sur la question de la formation exigée et de leur salaire, il est précisé que les AMF participent à un cours d'introduction de 4 modules de 6h. Chaque réseau fixe le salaire de ses AMF, celui-ci se situant généralement entre Fr. 5.- et 8.- par heure et par enfant.

La Conseillère d'Etat précise que, plus qu'une formation, il s'agit d'un appui aux AMF, celles-ci travaillant seules tout en étant confrontées à des problématiques similaires de celles qui se rencontrent en accueil collectif. Elle pense notamment aux questions de sécurité, de gestion de la relation affective (bonne distance) avec l'enfant accueilli et de relation avec les parents. Elle ajoute que les AMF sont demandeuses ; des rencontres AMF ont par exemple été organisées par les réseaux suite à des sollicitations de ces dernières, ceci afin de leur permettre d'échanger sur les situations rencontrées et sur leurs pratiques.

Point 2.2.1 Tarification aux parents : vers l'unification du revenu déterminant

La Conseillère d'Etat explique que la proposition des représentants des réseaux d'accueil de jour visant à utiliser un revenu déterminant spécifique à l'accueil de jour plutôt que d'utiliser le RDU n'a pas pu être suivie en raison de sa non-conformité aux dispositions légales en vigueur et qui concernent notamment l'égalité de traitement. Compte-tenu de ce qui précède et des améliorations de l'utilisation du RDU (celui-ci se basait à l'origine sur l'avis de taxation vieux de deux années, ce qui n'est plus le cas maintenant), le Conseil d'Etat a prolongé le délai à 2018, laissant aux groupes de travail concernés du temps pour formuler de nouvelles propositions respectant l'égalité de traitement.

Un commissaire demande si les réseaux affichent une volonté claire d'unifier leurs tarifs. Lui est répondu que ceux-ci préféraient agir de manière autonomes et sans contrôle. Elle rappelle que cette nécessité d'unification du revenu déterminant pris en compte pour le calcul des montants payés par les familles découle de l'adoption par le Grand Conseil de la loi sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS) qui proposait d'inclure dans les prestations soumises au RDU celles du dispositif d'accueil de jour des enfants. Elle ajoute que les réseaux resteront libres de définir leurs tarifs, mais que ceux-ci devront être proportionnels à un revenu défini de la même manière dans tout le canton.

Des commissaires estiment que l'utilisation du RDU pour la tarification pose un problème de secret fiscal. Ils craignent notamment que les citoyens qui font le choix de payer le tarif maximum et de ne pas fournir de justificatifs ne puissent plus le faire à l'avenir. Un député demande en outre des précisions sur la manière pour les réseaux d'obtenir le RDU de leurs clients. La Conseillère d'Etat comprend l'inquiétude des députés et explique que c'est précisément afin de pouvoir régler ce type de problèmes opérationnels que les réseaux ont jusqu'en 2018. Elle explique que les réseaux auront a priori directement accès, via un logiciel de l'administration cantonale, au RDU des parents, une fois que ceux-ci leur auront donné l'autorisation nécessaire à un tel accès.

Point 2.3 Une offre en forte progression mais ne répondant pas encore aux besoins

Une commissaire témoigne de la difficulté pour des parents bénéficiaires du RI, mais aussi au chômage, de placer leurs enfants. Elle relève la problématique de personnes sans emploi qui n'obtiennent ni le droit à une place d'accueil (les critères d'attribution des réseaux privilégiant souvent les parents menant une activité professionnelle), ni le droit aux indemnités de chômage, l'encaissement des indemnités de chômage exigeant l'employabilité de celui qui en bénéficie.

Point 3.1 Préciser les missions des structures d'accueil de jour des enfants

Une commissaire s'interroge sur la fonction préventive des éducateurs « pour le cas où, par exemple, les parents se retrouveraient fragilisés », tel que mentionné dans l'EMPL. La Conseillère d'Etat précise qu'il s'agit là d'un soutien à la parentalité. Elle évoque des situations rencontrées dans les structures d'accueil lorsque le personnel éducatif constate par exemple un problème de lien parents-enfant. Dans ces cas-là, l'équipe éducative peut offrir un soutien en accompagnant ces parents dans le chemin de construction du lien à l'enfant. La conseillère d'Etat estime qu'il s'agit là d'un gain de temps énorme en prévention des difficultés scolaires ou sociétales que pourraient rencontrer ces enfants dans leur futur si le problème n'était pas détecté assez tôt.

3.2.1 Définir l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD

Une commissaire s'étonne du fait que ce soit les réseaux qui aient la compétence d'organiser les déplacements entre l'établissement scolaire et l'institution d'accueil parascolaire et non directement la structure concernée. La Conseillère d'Etat indique que la délégation de compétence par le réseau à la structure est envisageable.

Une autre commissaire relève la confusion qui règne autour du concept « d'école à journée continue ». Elle souhaiterait entendre la Conseillère d'Etat à ce sujet. Cette dernière explique que le texte de l'article constitutionnel est clair mais que son titre prête par contre à confusion. L'article constitutionnel institue une obligation aux communes de proposer une offre d'accueil parascolaire mais laisse les parents libres d'y recourir. Aussi, contrairement au modèle anglo-saxon qui prévoit que l'enfant soit pris en charge toute la journée par le tiers accueillant, le modèle vaudois laisse la possibilité aux enfants de rentrer à midi. La Conseillère d'Etat rappelle qu'un député avait en son temps milité pour un débat devant le peuple sur l'instauration d'une vraie école à journée continue, sur le modèle anglo-saxon. Le Grand Conseil avait rejeté cette idée et estimé que les familles devaient pouvoir choisir de faire manger leur enfant ou non à l'école.

Point 3.2.4 Préciser l'articulation de l'accueil parascolaire au sens de l'article 63a Cst-VD avec celui proposé par les réseaux d'accueil de jour des enfants

Une commissaire relève les problèmes, financiers notamment, rencontrés par certaines communes lorsque celles-ci sont contraintes de se dédire de leur réseau actuel pour en former un nouveau. Elle explique que l'exigence pour chaque réseau de proposer les trois types d'accueil contraint les communes à réorganiser parfois à (trop) grands frais leur réseau.

La Conseillère d'Etat évoque le cas malheureux de communes membres d'un réseau s'étant librement engagées, lors de la constitution du réseau, à ne pas le quitter pour une durée de 30 ans. Certaines de celles-ci voudraient maintenant s'organiser au sein d'un nouveau réseau suite à la constitution d'un nouvel établissement scolaire ; or leur réseau actuel les en empêche. La Conseillère d'Etat indique que l'Etat ne peut pas intervenir dans ces cas-là, puisque les communes organisent librement leurs réseaux. Il n'a pas de solution à offrir si ce n'est d'inciter ces communes à admettre une modification des statuts du réseau en question afin que les communes qui le souhaitent puissent s'en extraire sans frais.

Chapitre 3.3 Rendre dynamique la contribution de l'Etat au financement de l'accueil de jour afin d'en renforcer la prévisibilité et stabiliser la contribution des communes à la FAJE

Un commissaire évoque la période transitoire qui verra s'adapter la contribution de l'Etat jusqu'à atteindre 25% de la masse salariale subventionnée en 2023. Il demande pourquoi cette date ne pourrait pas être avancée (à 2020 par exemple). La Conseillère d'Etat explique qu'il s'agit d'une question d'équilibre budgétaire. La solution proposée prend en compte, d'une part, la nécessaire augmentation du soutien aux communes dans cette politique publique et, d'autres part, les impératifs budgétaires de l'Etat qui impose, conformément d'ailleurs à une volonté forte du GC de ne pas déconnecter la croissance budgétaire de l'Etat et du PIB. A ce stade, il est

prévu que la croissance annuelle du budget de l'Etat est de l'ordre de2%. Dans l'hypothèse d'une date avancée à 2020, et considérant que le nouveau système de subventionnement de l'Etat ne pourra commencer qu'en 2018 (à cause de la nécessaire organisation et sécurisation des processus de remontée d'information des réseaux à la FAJE sur leur masse salariale), il resterait deux ans à l'Etat pour augmenter sa contribution à 25% de la masse salariale subventionnée, ce qui impliquerait une hausse trop abrupte.

Chapitre 7 Procédure de consultation

Point 7.2.3 Définition de l'accueil collectif parascolaire primaire

Des commissaires s'interrogent sur la pratique en cours pour les enfants de parents bénéficiaires du RI ou étant au chômage. L'un d'eux souhaiterait qu'une priorité claire soit donnée dans la loi aux personnes actives sur le marché de l'emploi. La Conseillère d'Etat rappelle que la LAJE, votée en 2006, consacre le principe selon lequel les réseaux ont la liberté d'apprécier la manière dont ils vont organiser leurs critères d'admission afin de répondre aux besoins des situations particulières qu'ils rencontrent et qu'ils connaissent bien. La plupart des réseaux détermine plusieurs critères d'admission, le premier étant souvent la conciliation travail-famille. Ceux-ci doivent toutefois aussi prendre en considération le fait que les bénéficiaires du RI ou des prestations de la caisse cantonale de chômage doivent nécessairement pouvoir se libérer, pour participer à des mesures d'insertion professionnelles par exemple, mais aussi pour valider leur aptitude au placement s'ils sont au chômage (cf. loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité – LACI). Le SPJ peut aussi parfois demander, pour favoriser l'intégration sociale d'un enfant, son placement quelques heures par semaine en structure d'accueil collective lorsque sa famille fait face à une situation de grande précarité sociale. Pour répondre à ces besoins particuliers, les réseaux ne privent généralement pas les parents ayant un emploi d'une place d'accueil à l'avantage de parents au RI ou au chômage. Ils jouent par contre sur le taux de fréquentation en proposant des « places interstitielles », soit des plages horaires généralement moins sollicitées par les parents qui travaillent (les mercredis ou vendredi après-midi par exemple) aux parents n'ayant pas d'emploi salarié (bénéficiaires RI, prestations chômage, mais aussi étudiants). Le fait de proposer ces places-là a en outre l'avantage d'augmenter le taux de remplissage des crèches.

Plusieurs commissaires appuient les propos de la Conseillère d'Etat ; ils ont le sentiment que les réseaux jonglent à satisfaction avec ces critères d'admission.

Point 7.2.6 Dispositif prévu pour l'autorisation et la surveillance de l'accueil collectif primaire

Une commissaire n'est pas convaincue par la proposition de mise en place d'un établissement intercommunal de droit public pour l'accueil parascolaire. Elle s'interroge en outre sur la clause dite « péril » qui permettrait à l'OAJE de dénoncer le mandat de prestation pour les tâches d'autorisation et de surveillance si l'Office constatait qu'une disposition des cadres de référence établis par l'EIAP mettait en péril les enfants. La Conseillère d'Etat explique que ce dispositif a l'avantage de respecter la Constitution en consacrant le fait que les communes, et elles seules, élaborent les cadres de référence pour le parascolaire via l'EIAP, mais aussi de rassurer les milieux défavorables à la définition des cadres de référence par les communes en permettant à l'Etat d'intervenir si, *et seulement si*, les normes définies seraient de nature à mettre en péril les enfants. Elle précise que dans une telle situation, l'Etat adresserait en premier lieu des recommandations aux communes. Le contrat de prestation ne serait dénoncé que dans le cas assez improbable où celles-ci ne réagiraient pas.

Un député demande pourquoi le fait que le coût du mandat de prestation était à la charge de l'EIAP ne figurait pas dans le premier projet mis en consultation. La Conseillère d'Etat explique que l'entier du dispositif financier a été réglé dans un second temps et de manière globale avec notamment les négociations autour de la motion Luisier Brodard.

7. LECTURE ET EXAMEN DES ARTICLES

La Commission a procédé à la lecture des articles et des commentaires y relatifs en parallèle. Vu l'importance de la loi soumise à examen, elle a décidé de procéder en deux lectures. Lorsqu'un article n'a pas été débattu en seconde lecture, le vote de recommandation de la première lecture est reporté dans le présent rapport ; dans le cas contraire, c'est le vote de recommandation découlant de la deuxième lecture qui est reporté. Dans ce contexte, il peut arriver que les votes rapportés pour un article et les amendements y relatifs mentionnent un nombre total de voix différents car ils se sont déroulés durant des séances différentes.

Art.1 Objets

Un commissaire regrette que le premier but de la loi ne soit pas clairement énoncé. Il s'agit pour lui de permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle, ce but étant par la suite décliné en missions pour les différents acteurs, dont l'une est d'organiser l'accueil de jour. Une autre commissaire confirme que la meilleure conciliation vie professionnelle – vie familiale était l'argument phare au moment de la récolte de signatures pour la modification constitutionnelle. L'amendement suivant est déposé :

> ***Art. 1 ~~Objets~~ Buts***
>
> *[1] La présente loi a pour ~~objets~~ buts :*
>
> *a.~~b.~~ de tendre, sur tout le territoire du canton, à une offre suffisante en places d'accueil, accessibles financièrement, permettant aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle ;*
>
> *~~a.~~b. d'assurer la qualité de l'ensemble des milieux d'accueil de jour des enfants, préscolaire et parascolaire, familial et collectif ;*

A l'unanimité, la commission accepte cet amendement.

Lettre b

S'ensuit un échange autour autour de la notion d'offre *suffisante* en places d'accueil. Une place doit-elle être garantie pour chaque enfant ? La question ayant déjà été tranchée (c'est non), la députée pense qu'il serait bon de le préciser d'une manière ou d'une autre.

La Conseillère d'Etat explique que la Constitution vaudoise n'impose pas aux communes de proposer une place d'accueil pour chaque enfant. Il revient à la FAJE de déterminer, de manière itérative, le caractère suffisant de la réponse que les réseaux vont apporter aux besoins de la population. Cette tâche de monitoring est consacrée à l'art. 41 de la LAJE qui précise que la FAJE a précisément la mission « d'évaluer les besoins en matière d'accueil de jour, d'évaluer l'adéquation entre l'offre et la demande en matière d'accueil de jour ». La conseillère d'Etat rappelle que la notion d'offre suffisante est évolutive, qu'il s'agira notamment de la réévaluer en fonction des éventuelles refontes et réorganisations de réseaux. Ce partant, elle considère qu'il serait contre-productif de qualifier cette notion d'adéquation entre l'offre et la demande au niveau de la loi-cadre puisque celle-ci dépend éminemment du terrain.

A l'unanimité, la commission accepte l'art. 1 tel qu'amendé.

Art. 2 Définitions

A l'unanimité, la commission accepte l'art. 2 tel que proposé par le Conseil d'Etat.

Art. 3 Champ d'application

A l'unanimité, la commission accepte l'art. 3 tel que proposé par le Conseil d'Etat.

Art. 3a Missions des structures d'accueil collectif

Alinéa 1

Une discussion est menée autour du terme « garde d'enfants », qu'un député considère comme étant connoté, évoquant selon lui des notions de surveillance, voire d'enfermement. D'autres estiment que le terme est « vieillot ». Plusieurs alternatives sont alors évoquées : encadrement, accueil ou prise en charge. Seul l'amendement suivant est finalement mis au vote :

> [1] *Outre la ~~garde~~ prise en charge des enfants, les structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire poursuivent notamment les missions suivantes : […]*

La Conseillère d'Etat indique que la terminologie choisie, à savoir « garde d'enfants », inclut des notions importantes de responsabilité et de protection. Des députés notent par ailleurs que la notion de garde d'enfants est claire pour tout le monde ; ils ne voient pas la nécessité d'en changer.

Par 4 voix contre 9 et 2 abstentions, la commission refuse cet amendement.

Lettre b

Un commissaire estime qu'il n'est pas du ressort des structures d'accueil de poursuivre une quelconque mission sociale et préventive. Il propose la suppression de la lettre b de l'art. 3a :

> *~~b. sociale et préventive, par la promotion de l'égalité des chances et de l'intégration sociale des enfants et de leur famille.~~*

Plusieurs commissaires témoignent de l'importance, pour la société, du travail d'intégration social fait dans les structures d'accueil collectif et relèvent que cette notion couvre toute la dimension de l'apprentissage du bien vivre ensemble qui n'est pas explicité à la lettre a et qui concerne plus particulièrement l'éducation. Il en va de même pour le rôle de prévention dans la petite enfance, la détection précoce de certaines problématiques permettant de pouvoir agir en amont, avant que les enfants ne commencent l'école et/ou ne soient ancrés dans leurs difficultés rendant la prise en charge plus compliquée. Sont cités les exemples de l'autisme, de la dyslexie ou de la maltraitance.

La Conseillère d'Etat confirme la tendance à une intensification de la collaboration avec le personnel des crèches et garderies autour des questions de prévention. Elle confirme en outre le fait que le personnel des structures d'accueil fait déjà de la détection préventive. Plus généralement, la définition des missions d'un corps professionnel dans une loi, si elles décrivent la réalité du terrain, consacre la reconnaissance de leurs actions, reconnaissance particulièrement, et sans doute à juste titre, sollicitée par les milieux de la petite enfance.

Plusieurs député-e-s abondent. Si les structures d'accueil remplissent déjà une mission sociale et préventive, il leur semble juste que ces missions soient inscrites dans la loi. Une commissaire rappelle en outre que l'inscription de ces missions dans la loi était attendue et souhaitée des associations de parents d'élèves, mais aussi de Pro Familia Vaud.

Une commissaire craint par contre les dérives d'une inscription dans la loi de la mission d'intégration sociale non pas seulement des enfants (qu'elle conçoit), mais aussi de celle de leur famille. Elle souhaiterait en outre que l'égalité des chances et l'intégration sociale soient *favorisées*, plutôt que *promues*, dans les structures d'accueil et dépose de fait l'amendement suivant :

> *b. sociale et préventive, ~~par la promotion de~~ en favorisant l'égalité des chances et ~~de~~ l'intégration sociale des enfants ~~et de leur famille~~.*

La Conseillère d'Etat voit d'un bon œil la proposition de remplacer le terme de *promotion* par celui de *favoriser* (l'égalité des chances et l'intégration sociale). Plusieurs commissaires abondent, l'un d'entre eux note que l'idée de *favoriser* l'égalité des chances est plus forte et plus concrète que celle de la *promotion*.

S'agissant de la proposition de biffer la notion d'intégration sociale des familles, une députée rappelle que cette mission se traduit souvent, et déjà maintenant, par l'orientation par les

professionnels des crèches et garderies des familles en difficultés vers les bons services. Elle rappelle la plus-value de ce type de prise en charge en évoquant des études qui relèvent le fait qu'un accueil optimal des familles (en difficultés) facilite l'intégration scolaire et sociale future de leurs enfants.

D'autres craignent au contraire qu'un ancrage dans la loi de cette mission ne conduise certains professionnels à endosser un rôle d'assisant-e social-e ou de psychologue. Ils souhaitent que le public cible reste bien les enfants, ce qui ne devrait pas empêcher les professionnels d'aiguiller les familles en difficultés vers les bons services au besoin.

Par 12 voix contre 2, la commission préfère et accepte le second amendement visant à supprimer les familles du champ d'application de la mission d'intégration sociale et à remplacer la notion de promotion par celle de « favoriser » l'égalité des chances et l'intégration sociale.

Un député reste interpellé par la lettre b. de cet article. Il ne peut toutefois que constater la réalité des tâches d'intégration sociale et de prévention. Aussi, plutôt que de simplement supprimer la lettre b évoquant la mission sociale et préventive, il propose de la supprimer mais d'adjoindre la mission sociale et préventive à la lettre a :

a. Éducative, sociale et préventive dans le respect de la responsabilité première des parents, par le soutien du développement physique, affectif et social des enfants, dans un cadre favorisant un accueil de qualité ~~et~~ selon un projet pédagogique adapté~~s~~ à leur âge et à leurs besoins ;

b. ~~sociale et préventive, par la promotion de l'égalité des chances et de l'intégration sociale des enfants et de leur famille.~~

La Conseillère d'Etat remarque qu'avec cette proposition, les missions sont énoncées, mais les notions d'égalité des chances et d'intégration, jusque-là peu contestées dans le débat, sont passées sous silence.

Un commissaire considère qu'il n'est pas nécessaire de nommer la promotion de l'égalité des chances et de l'intégration sociale, ces tâches relevant implicitement de la mission sociale et préventive. Un autre commissaire considère au contraire que la promotion de l'égalité et l'intégration sociale sont des tâches assez importantes pour qu'elles figurent comme telles dans la loi, le risque étant que les efforts s'amoindrissent dans ce domaine.

Par 5 voix contre 7 et 2 abstentions, la commission refuse ce dernier amendement.

Au final, la commission se détermine comme suit:

b. sociale et préventive, ~~par la promotion de~~ en favorisant l'égalité des chances et ~~de~~ l'intégration sociale des enfants ~~et de leur famille~~.

Par 9 voix contre 4 et 1 abstention, la commission accepte l'article 3a lettre b tel qu'amendé

Art. 4

Une commissaire remarque que l'art. 4 manque dans la colonne de gauche « texte actuel ». La Conseillère d'Etat confirme qu'il s'agit d'un oubli et que cet article concerne la rédaction épicène de la loi.

Art. 4a Etendue de la prestation d'accueil parascolaire

Alinea 1

Un commissaire note que l'art. 1 tel qu'amendé et adopté par la commission mentionne le but de la loi, à savoir de permettre aux parents de concilier vie privée et vie professionnelle. Il propose de supprimer cette référence ici :

Art. 4a Etendue de la prestation d'accueil parascolaire

[1] Les communes organisent un accueil collectif parascolaire primaire ~~permettant aux parents de concilier vie familiale et activité professionnelle~~ selon les modalités suivantes : […]

Par 11 voix pour, 1 contre et 2 abstentions, la commission accepte cet amendement.

Lettre b

Un commissaire souhaite que l'offre parascolaire s'étende aux mercredis après-midi pour les enfants scolarisés en 5ème et 6ème année primaire:

b pour les enfants scolarisés en 5ème et 6ème année primaire, un accueil doit organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi~~, à l'exception du mercredi après-midi~~ ;

Certains commissaires estiment que cet accueil du mercredi après-midi est nécessaire dès lors qu'il permet de concilier vie professionnelle et vie familiale, premier but de la loi. D'autres évoquent le cas des familles monoparentales, certaines d'entre elles ayant grandement besoin d'un accueil parascolaire les mercredis après-midi.

Des députés se positionnent quant à eux contre l'élargissement obligatoire de l'offre aux mercredis après-midi, arguant de la bonne volonté des petites communes de répondre à la demande de leur population si celle-ci est nécessaire. Certains rappellent que les mercredis après-midi sont souvent dédiés à la pratique d'activités extra-scolaires. Leur est répondu que la participation des enfants à des activités nécessite tout de même la présence d'un parent pour faire le taxi et que toutes les communes n'ont pas la chance d'avoir une offre d'activités extra-scolaire sur leur territoire le mercredi après-midi.

Des commissaires rappellent que le problème n'est pas tant moral que financier : ils craignent le surcoût pour les petites communes qui n'arriveraient pas à remplir leurs structures le mercredi après-midi si cet accueil était rendu obligatoire. Est également relevé que, d'une manière ou d'une autre, les coûts supplémentaires seront reportés sur les familles, ce qui ne serait pas non plus souhaitable.

Une commissaire explique que son groupe est partagé sur cette question. Alors que certains craignent le report de charge des communes qui n'offrent pas cette prestation sur les autres, d'autres craignent les charges excessives pour les petites communes qui n'enregistrent pas assez de demandes pour garantir un taux de remplissage optimum. Elle note que les mercredis après-midi sont peu demandés dans sa commune, mais précise qu'il est nécessaire que le subventionnement soit garanti aux structures offrant le mercredi après-midi.

La Conseillère d'Etat explique que le projet mis en consultation proposait cet accueil parascolaire du mercredi après-midi. Il ne prévoyait par contre pas celui du matin pour les plus petits. Le projet a été modifié à la suite des retours de consultation qui exprimaient une plus grande nécessité des accueils matinaux pour les plus petits que de ceux du mercredi après-midi pour les 5-6 P, d'où cette solutions d'équilibre convenue avec les communes. La Conseillère d'Etat rappelle ensuite que la loi fixe le socle minimum. Elle est convaincue de la bonne volonté des communes à en faire davantage si les besoins des parents sont bien relayés. Pour preuve, un grand nombre de communes proposent déjà un accueil parascolaire les mercredis après-midi, ceci permettant entre autres de lutter contre le phénomène bien réel du travail à temps partiel qui concerne plutôt les femmes. Enfin, la loi ne fixant pas d'obligations quantitatives aux communes, la stratégie du Conseil d'Etat a été plutôt de s'accorder avec elles sur ce qu'elles étaient réellement prêtes à mettre en place afin qu'elles le fassent, et jusqu'au bout, plutôt que de vouloir vainement forcer la main.

Par 6 voix contre 9, la commission refuse cet amendement.

Par 11 voix et 4 abstentions, la commission adopte l'art. 4a tel qu'amendé à l'alinéa 1.

Article 5 Régime d'autorisation et de surveillance

A l'unanimité des membres présents (14), la commission accepte l'art. 5 du Conseil d'Etat.

Article 6 Autorité compétente pour l'accueil collectif préscolaire

A l'unanimité des membres présents (14), la commission accepte l'art. 6 du Conseil d'Etat.

Article 6a Autorité compétente pour l'accueil collectif parascolaire primaire

Une commissaire souhaiterait s'assurer de la bonne représentation au Conseil de l'EIAP des petites communes des hauts des districts (elle pense notamment à celles de la Vallée de Joux, aux communes du pied du Jura (district de Morges) ou du Pays-d'en-Haut) qui ont, selon elle, des besoins différents de ceux des régions de plaine:

> [2] *Le conseil de l'EIAP en est l'organe suprême. Il est composé de représentants désignés par les associations faîtières des communes à raison d'un délégué par district. Parmi les dix représentants des districts, deux membres au moins doivent provenir de communes dont la population est inférieure à ~~1'500~~ 1'000 habitants et deux autres au moins doivent représenter les villes de plus de 10'000 habitants.*

Une commissaire rappelle que l'EIAP ne devra pas se déterminer sur le nombre de place à offrir dans telle ou telle commune mais bien sur les normes d'encadrement qui a priori se fondent sur les besoins des enfants, identiques dans chaque région. Elle souligne en outre que les communes de 3'000 à 5'000 habitants sont souvent des communes à haute densité qui offrent de nombreuses places d'accueil et qui méritent à ce titre elles aussi une bonne représentativité.

Un député rappelle que le groupe bourgs et villages de l'UCV comprend les communes jusqu'à 1'500 (et non 1'000) habitants. Il ajoute que la représentativité des communes des hauts de chaque district ne serait pas assurée puisque seuls deux sièges sont réservés aux petites communes. Il remarque par contre que le groupe des villes à l'UCV comprend des communes de plus de 7'000 et non 10'000 habitants.

La Conseillère d'Etat indique que le groupe des villes à l'UCV comprend les communes de plus de 7'000 habitants mais aussi les chefs-lieux. Ainsi des localités comme Echallens ou Payerne, bien que comptant moins de 7'000 habitants, sont intégrées au groupe des villes à l'UCV.

Elle explique ensuite que cet article répond à une sollicitation des communes à ce que l'Etat définisse un cadre pour la composition du Conseil de l'EIAP. Il a pour ce faire calqué sa proposition sur l'organisation du comité de l'UCV où chaque district est représenté, ainsi que les petites et les grandes communes.

Par 1 voix contre 9 et 4 abstentions, la commission refuse cet amendement.

Un commissaire souhaite que les professionnels du domaine de la petite enfance soient représentés au Conseil de l'EIAP. Il estime que le mécanisme de consultation prévu par la loi (Art. 7 al.1) n'est pas suffisant, l'idée de son amendement étant que les acteurs puissent réellement débattre autour de ces questions :

> [2bis] *En plus des représentants communaux, le Conseil de l'EIAP comporte cinq représentants de professionnels (un-e éducatreur-trice, un-e directeur-trice d'école, un-e enseignant-e, un-e représentant-e des parents d'élèves et un-e représentant-e des PPLS). Leur voix est consultative.*

La Conseillère d'Etat rappelle que les milieux concernés seront consultés avant la fixation par l'EIAP du cadre de référence pour le parascolaire en vertu de l'art. 7a, al. 2, ceci en parfaite symétrie d'ailleurs avec ce qui se fait actuellement (art. 7a al.1). La Conseillère d'Etat précise que les milieux concernés sont les professionnels de la petite enfance mais aussi toute une série d'acteurs du domaine (syndicats, représentants des milieux économiques etc.). Enfin, une fois

que l'EIAP a fixé le cadre de référence, elle ne se réunit plus. La structure ne nécessite donc pas d'organe permanent qui siégerait en permanence.

Selon un commissaire, il ne serait pas souhaitable que les personnes qui appliqueront les normes soient aussi celles qui les définissent.

Par 1 voix contre 13 et 1 abstention, la commission refuse cet amendement.

Par 14 voix pour et 1 contre, la commission adopte l'art. 6a du Conseil d'Etat.

Art.6b Compétences et mandat de prestations

Alinéa 2 (mandat de prestation et coût)

Un député demande si des communes pourraient déléguer leur tâche de surveillance à un prestataire privé. Il craint les doublons et les contrôles multiples. La Conseillère d'Etat indique que, tel que la loi est formulée, (outre l'EIAP) seul l'OAJE peut se charger de la tâche de surveillance si les communes délèguent leur compétence.

Un commissaire remarque que dans le projet mis en consultation n'apparaissait pas la dernière phrase de l'alinéa selon laquelle le coût du mandat de prestations sera à charge de l'EIAP. Le député souhaite qu'il n'en soit pas ainsi. Il regrette par ailleurs de ne pas avoir plus d'informations sur les coûts réels que représenterait une délégation de compétences. Il propose l'amendement suivant :

> *[2] Il autorise et surveille l'accueil collectif parascolaire primaire. Il peut déléguer cette compétence par un mandat de prestations au Département, qui agit par l'Office. ~~Le coût du mandat de prestations est à charge de l'EIAP.~~*

La Conseillère d'Etat rappelle que, au moment de la mise en consultation du projet, le Conseil d'Etat n'avait pas encore d'indications sur les montants financiers qu'allait investir l'Etat dans cette politique publique. Dès lors que le Conseil d'Etat investira des dizaines de millions de plus dans cette politique et que les communes proposent de ne pas assumer elles-mêmes la responsabilité qui leur échoit en vertu de la Constitution, il paraît juste que le coût de cette délégation de compétences soit assumé par les communes.

S'agissant des coûts réels, la Conseillère d'Etat remarque en préambule que l'alinéa 4 du présent article prévoit que les communes et l'Etat se mettent d'accord sur les montants que l'Etat facturerait ; ce montant relèverait donc d'un accord entre communes et Etat. Elle précise ensuite que 0,5 ETP sont nécessaires à l'évaluation de chaque nouvelles 1'000 places. 0,3 ETP de secrétariat administratif sont en plus nécessaires par 5'000 places, ainsi que 0,2 ETP de juriste. Toutes ces personnes étant enclassées à l'échelon 9 de la grille salariale de l'Etat de Vaud. Seul le coût de ces personnes sera facturé à l'EIAP (et non celui d'autres éléments nécessaires à l'accomplissement de cette tâche, le coût des locaux par exemple, de la responsable financière du département, de la cheffe de l'OAJE etc.).

Le montant de la facture aux communes pour que l'Etat exercent en leur nom la surveillance du parascolaire dépendra in fine des nouvelles places que les communes décideront de créer. La Conseillère d'Etat présente des estimations élaborées dans le cadre de la RIEIII et basées sur des scénarii de croissance de l'offre. Selon ces estimations, un montant de Fr. 665'000.- (soit moins d'un franc par habitant) pourrait être facturé aux communes en 2017 si elles décidaient de déléguer leur compétence à l'Etat et en partant des principes que les normes actuelles restent plus ou moins stables et que les communes accélèrent un peu le développement de leur offre parascolaire. A horizon 2022, cette estimation s'élèverait à Fr. 1'070'000.-.

Par 3 voix contre 8 et 4 abstentions, la commission refuse cet amendement.

Alinéa 3 – évaluations périodiques

Un député demande des précisions sur la fréquence des contrôles périodiques (évaluation du modèle par l'EIAP et par l'Etat) et sur leur coût (qui paie ?). La Conseillère d'Etat explique que l'EIAP et l'Etat évalueront le modèle développé selon une périodicité convenue dans le mandat

de prestation. Les mesures transitoires discutées avec les communes proposent une première évaluation dans deux ans, puis, si le modèle fonctionne bien, tous les cinq ans. L'idée était de ne pas préciser la périodicité dans la loi afin de laisser de la souplesse dans les relations Etat-communes à ce sujet ; la conseillère d'Etat serait toutefois disposée à fixer cette périodicité à 5 ans (passée la première évaluation), si la commission s'exprimait en ce sens.

La Conseillère d'Etat ajoute que le coût de l'évaluation par l'Etat du modèle qu'il surveille serait pris à sa charge. Il faut bien distinguer entre la tâche de surveillance déléguée par les communes à l'Etat (facturée à l'EIAP) et l'évaluation périodique du modèle surveillé (pris en charge par l'Etat).

Selon un commissaire, la nécessité d'évaluer le dispositif n'est pas nécessaire et propose la suppression de l'alinéa 3. Il estime en effet que l'EIAP serait assez responsable pour prendre la décision d'ajuster son modèle au besoin.

> [3] ~~L'EIAP et l'Office procèdent conjointement à une évaluation périodique de la mise en oeuvre du cadre de référence. Cette évaluation fait l'objet d'un rapport avec le cas échéant des propositions de modifications pour une mise à jour du ou des cadres de référence selon la procédure fixée à l'alinéa 1.~~

Plusieurs commissaires relèvent l'importance d'évaluer le modèle. Est également avancé que, si aucun rapport d'évaluation n'est présenté, il sera de toute façon sollicité par un ou une député-e. Une commissaire rappelle en outre que la loi fédérale (l'OPE) exige ce contrôle.

Par 1 voix contre 13 et 1 abstention, la commission refuse cet amendement.

Un commissaire remarque que le terme de « mise en œuvre » peut prêter à confusion, étant entendu que l'évaluation portera sur l'adéquation du modèle développé et non sur son application sur le terrain. Il dépose l'amendement suivant :

> *[3] L'EIAP et l'Office procèdent conjointement à une évaluation périodique ~~de la mise en oeuvre~~ du cadre de référence. Cette évaluation fait l'objet d'un rapport avec le cas échéant des propositions de modifications pour une mise à jour du ou des cadres de référence selon la procédure fixée à l'alinéa 1.*

La commission adopte à l'unanimité cet amendement.

Un commissaire fait part de sa crainte de voir les évaluations se faire trop nombreuses. Il s'interroge sur l'opportunité de limiter la périodicité des évaluations à tous les 5 ans.

Une députée lui fait remarquer que le fait de ne pas ancrer de périodicité dans la loi permet de réagir plus vite en cas de problèmes, des ajustements étant parfois rapidement nécessaires, surtout lorsqu'un système vient d'être mis en place. D'autres relèvent encore qu'il s'agirait là d'une contrainte supplémentaire, au détriment de la souplesse du système pourtant sollicitée de part et d'autre. Cette question est reprise dans l'alinéa 4.

Alinéa 4 – contenu du mandat de prestations

Afin que cette périodicité soit discutée et convenue entre l'Etat et les communes dans le cadre du mandat de prestations l'amendement suivant est proposé :

> *[4] Au surplus, le mandat de prestations fixe les modalités de collaboration entre l'EIAP et l'Office, la périodicité de l'évaluation du cadre de référence ainsi que le montant mis à charge de l'EIAP.*

La commission adopte à l'unanimité cet amendement.

Par 13 voix et 2 abstentions la commission adopte l'article 6b tel qu'amendé.

Art.6c Circonstances exceptionnelles

Alinéa 1

Par souci de clarification, une commissaire propose l'amendement suivant :

> *[1] Si dans le cadre de la surveillance, l'Office constate qu'une disposition du ou des cadres de référence, par sa mise en œuvre, met en péril les enfants, il en informe immédiatement l'EIAP, par le chef de Département. Il ~~lui~~ soumet au chef de département et à l'EIAP des propositions de mesures afin d'y remédier.*

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

Alinéa 2

Etant entendu que, dans la situation où l'Office constaterait un dysfonctionnement du système, il adresserait d'abord des recommandations aux communes, le contrat de prestation n'étant dénoncé que si celles-ci ne réagiraient pas, d'aucun se déclare satisfait de cet alinéa, d'autant que seul le contrat de prestations (et non le cadre de référence) deviendrait caduque dans un tel cas.

La Conseillère d'Etat confirme : s'agissant de la possibilité laissée à l'Etat de dénoncer le mandat de prestations, il ne s'agit pas là d'une espèce de droit de veto qu'aurait l'Etat sur les cadres de référence développés. Une éventuelle dénonciation du mandat de prestation par l'Etat n'obligerait en rien les communes à revoir le cadre de référence qui reste en leur main en vertu de la Cst-VD. Une dénonciation par l'Etat du mandat de prestation aurait comme unique conséquence qu'il n'endosserait plus la tâche de surveillance au nom des communes.

Afin de clarifier ce point dans le texte et de tranquilliser les acteurs concernés, est proposé de préciser que les mesures concernent, à l'alinéa 2, les propositions d'amélioration du département et non les mesures décrites dans le cadre de référence.

> *[2] En cas de désaccord sur les mesures ~~proposées~~ décrites à l'alinéa 1, le chef de Département peut dénoncer le mandat de prestations.*

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

Un commissaire souhaite que l'EIAP puisse aussi dénoncer le contrat de prestations en cas de désaccord :

> *[2] En cas de désaccord sur les mesures proposées, le chef de Département ou l'EIAP peut dénoncer le mandat de prestations.*

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

La commission adopte à l'unanimité l'art. 6c tel qu'amendé.

Article 6d Autorité compétente pour l'accueil familiale de jour

S'agissant de la compétence des communes d'autoriser et de surveiller l'accueil familial de jour, une commissaire regrette que les articles 19 (al. 3) et 20 de la LAJE[2] soient réservés. Elle propose l'amendement suivant :

> *[3] Elle fait parvenir à l'Office une copie du contrat de droit administratif. ~~Les articles 19, alinéa 3 et 20 de la présente loi sont réservés~~.*

La cheffe de l'OAJE indique quelles sont les situations concernées par ces textes. S'agissant de l'article 19 alinéa 3 LAJE, celui-ci vise le cas de péril en la demeure. Si une AMF maltraite un enfant par exemple et que la commune ne prenait pas les mesures adéquates, l'OAJE pourrait retirer lui-même l'autorisation. Elle précise que cette clause n'a pour l'heure jamais dû être utilisée. L'art. 20 LAJE concerne les situations d'exemption : les personnes ou membres de la

---

[2] Art. 19 al. 3 LAJE : « [3] le Service peut être saisi si l'autorité compétente ne prend pas les mesures adéquates. Dans ce cas, il révoque lui-même les autorisations. Sont de plus réservées les dispositions de la loi sur les communes » Art. 20 LAJE : « Indépendamment du régime d'autorisation, le Service peut, en respectant notamment le principe de proportionnalité, intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes. Cette intervention peut consister en un avertissement; en une interdiction d'accueillir pour une durée déterminée ou indéterminée. »

parenté souhaitant accueillir gratuitement un enfant n'ont pas besoin d'une autorisation. Impossible dès lors de retirer l'autorisation dans le cas où une maltraitance serait par exemple détectée. Le régime d'interdiction serait alors appliqué, cette dernière étant prononcée par le SPJ ou l'OAJE. La cheffe d'office précise que le département a été confronté à une seule situation de ce type depuis 2006. Interpellé par l'association de communes compétente via la coordinatrice.

La Conseillère d'Etat ne voit pas d'inconvénient à ce que le renvoi à ces articles soit supprimé.

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

La commission adopte à l'unanimité l'art. 6d tel qu'amendé.

Article 6e Echange d'informations entre autorités compétentes

Pour une commissaire, le SPJ devrait d'office transmettre aux autorités en charge de l'accueil familial les informations nécessaires à la protection des enfants accueillis. La Conseillère d'Etat indique que le SPJ transmet déjà ces informations. Cet article lui donne une base légale pour le faire en toute transparence, la pratique actuelle nécessitant un transit par l'OAJE. S'agissant de la formulation, celle-ci est potestative, comme c'est généralement le cas dans une loi.

L'art. 6e est adopté à l'unanimité.

Article 7 Référentiels de compétences

L'art. 7 est adopté à l'unanimité.

Article 7a cadres de référence

Un commissaire demande quelle est la différence entre les « milieux concernés » dont il est question à l'art. 7 et les « milieux intéressés » dont il est question à l'art. 7a al. 1. Si les termes font référence au même groupe de personnes, le député propose alors de modifier le texte de l'art. 7a afin qu'il corresponde à l'art. 7 :

> *[1] Pour l'accueil collectif préscolaire et familial de jour, l'Office fixe des cadres de référence, après consultation des milieux ~~intéressés~~ concernés.*
>
> *[2] Pour l'accueil collectif parascolaire primaire, l'EIAP fixe, après consultation des milieux ~~intéressés~~ concernés, […].*

La commission adopte à l'unanimité cet amendement.

L'art. 7a tel qu'amendé est adopté à l'unanimité.

Chapitre II Accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire primaire

Article 9 Autorisation

Une commissaire propose l'ajout d'un 5ème alinéa dont la teneur serait la suivante :

> *[5] Elles s'assurent que le personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, elles requièrent de l'intéressé la production des extraits ordinaires et spéciaux du casier judiciaire.*

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

L'art. 9 tel qu'amendé est adopté à l'unanimité.

Article 10 Conditions – a. en général

Article 11 – b. relatives au personnel

Art. 11b Emolument

Afin de clarifier le texte et puisque l'article 11a n'existe pas, un commissaire propose de changer le titre de l'art. comme suit :

Art. 11~~b~~ a Emolument

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

La commission mène une discussion autour du référencement des articles 10, 11 et 11b. La question est aussi posée de savoir s'il est plus opportun d'écrire conditions « générales » ou « en général ». Un député estime que « conditions en général » est une expression grammaticalement peu correcte en français, en tout cas peu claire. Plusieurs députés considèrent que le sens des deux expressions « conditions générales » et « conditions en général » est différent.

Après consultation du SJL, la cheffe de l'OAJE propose le maintien de la version actuelle qui a l'avantage de présenter la même systématique que celle utilisée aux articles 15 et ss du projet de loi.

La commission adopte les articles 10 et 11 à l'unanimité.

La commission adopte l'article 11b tel qu'amendé (devient 11a) à l'unanimité.

Art. 12 Surveillance par le Service ou l'entité délégataire (abrogé)

L'abrogation de l'article 12 est acceptée à l'unanimité.

Art. 13 Sanctions

Une députée souhaite que l'exploitant ou l'organisme responsable de l'institution et l'EIAP soient non seulement informés des éventuelles mesures prises à l'encontre d'un directeur d'institution, mais ce dès le départ de la procédure. Elle regrette que les communes soient parfois informées en dernier lieu de situations problématiques et propose l'amendement suivant :

[3] L'autorité compétente informe, dès le début de la procédure, l'exploitant ou l'organisme responsable de l'institution ainsi que l'EIAP pour les institutions qui le concernent, des mesures prises.

Cet amendement a le mérite d'éviter des problèmes en cours de procédure.

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

L'art. 13 tel qu'amendé est adopté à l'unanimité.

Art. 14 Interdiction

L'art. 14 est adopté à l'unanimité.

Art. 16 b. compétences

Une commissaire remarque un problème de référence. La cheffe de l'OAJE note qu'en effet le texte se réfère à la loi actuelle alors qu'il devrait se référer au nouvel article 6d, alinéa 1 qui inscrit la compétence d'autorisation et de surveillance aux communes :

[1] Les autorités, désignées à l'article 6d, alinéa ~~3~~1, sont compétentes pour autoriser l'accueil familial de jour aux conditions fixées par l'Ordonnance et la présente loi.

A l'unanimité, la commission adopte cet amendement.

L'art. 16 tel qu'amendé est adopté à l'unanimité.

Art. 27 Constitution du réseau

L'art. 27 est adopté à l'unanimité.

Art. 29 Politique tarifaire

La Conseillère d'Etat expose les raisons à l'origine de l'« invention » du prix forfaitaire du repas de midi dans les restaurants scolaires. Jusque-là, les communes n'avaient pas l'obligation d'offrir un accueil parascolaire de midi. Du coup, elles avaient l'obligation de prévoir les transports scolaires (de l'école au domicile et du domicile à l'école) en lien avec la pause de midi. Du moment où les communes sont contraintes de proposer une solution de repas de midi surveillé, la jurisprudence indique que les communes n'ont plus l'obligation de financer le transport en lien avec la pause de midi mais restent libres de le faire si elles en font le choix. Par ailleurs, en vertu de la LEO qui consacre le caractère gratuit de l'école obligatoire, les coûts du repas à la cantine facturés aux parents doivent se montrer équivalents aux coûts du repas qui aurait été pris à la maison. A ce titre, la LEO prévoit que les parents puissent bénéficier d'une aide financière pour couvrir les frais de repas dans le cas où leur enfant n'a pas d'autre choix que de prendre son repas à la cantine du fait de l'inexistence de transports organisés par la commune. Dans ce cadre, les barèmes établis ne portent que sur le prix proprement dit du repas, à l'exclusion des frais liés à l'encadrement des enfants. Ainsi, en vue de la facturation aux parents et d'une éventuelle aide apportée à ces derniers, le prix du repas doit être isolé, d'où l'idée de tarification forfaitaire.

La Conseillère d'Etat précise que l'art. 27 LAJE fixe le principe considérant que le transport école – structure d'accueil parascolaire fait partie de la prestation parascolaire. Elle ajoute que cette prestation est aussi facturable aux parents.

Un commissaire aurait souhaité que le forfait ne soit pas une possibilité mais une obligation. La Conseillère d'Etat combat cette idée, selon elle contraire à la liberté donnée aux réseaux de fixer leurs tarifs. La proposition du Conseil d'Etat vise simplement à leur donner une base légale afin de pouvoir continuer à facturer les repas selon un tarif forfaitaire tout en étant subventionné par la FAJE. Convaincu par les explications données, le député renonce à déposer un amendement.

Par 14 voix et 1 abstention, l'art. 29 est adopté.

Art. 31 Reconnaissance du réseau

Lettre a

Une commissaire aurait souhaité le maintien du texte actuel, soit qu'un réseau n'ait pas à proposer les trois types d'accueil pour être reconnu. Considérant qu'à moyen terme les AMF devraient pouvoir exercer comme indépendantes, un autre commissaire soutient cette proposition. Il rappelle par ailleurs que l'exigence de proposer les trois types d'accueil rend difficile la reconnaissance des réseaux d'entreprise qui bien souvent ne proposent que deux types d'accueil.

Une députée met en garde contre la diminution prévisible du nombre d'AMF dans les régions où un réseau déciderait de ne pas proposer ce type d'accueil. Les AMF ne seraient alors pas subventionnées, elles n'auraient aucune garantie salariale et l'histoire nous a prouvé que ce sont précisément ces conditions qui avaient eu pour effet d'augmenter l'offre d'AMF.

Un commissaire demande si un réseau, afin d'être en mesure de proposer un type d'accueil qui lui ferait défaut afin d'être reconnu par la FAJE, pourrait signer une convention avec un autre réseau pour cet accueil précisément. La Conseillère d'Etat confirme, le principal étant que le réseau propose à sa population cette prestation. Plutôt que d'en rester au texte actuel, elle suggère de préciser dans le texte que l'offre de places d'accueil dans les trois types d'accueil peut être proposée dans le cadre d'un accord inter-réseaux. L'amendement suivant est déposé :

a. *offrir des places d'accueil pour les enfants, satisfaisant aux conditions du régime d'autorisation et de surveillance au sens de l'Ordonnance et de la présente loi, dans les trois types d'accueil suivants : accueil collectif préscolaire, accueil collectif parascolaire primaire, accueil familial de jour. Cette offre peut être proposée dans le cadre d'un accord inter-réseaux ;*

Une députée estime que ceci incitera les conventions et devrait ainsi aider à la résolution de situations où un cercle scolaire est présent sur deux réseaux différents.

La commission adopte à l'unanimité cet amendement.

Lettre i (nouvelle)

Un commissaire propose une condition additionnelle de reconnaissance des réseaux par la FAJE, à savoir que ceux-ci soient formateurs d'ASE :

> *i comporter au moins une structure d'accueil collectif formatrice d'ASE.*

La Conseillère d'Etat accueille positivement cette proposition.

Un commissaire s'inquiète du jour où un nombre suffisant de professionnels aura été formé mais que les réseaux seront malgré tout légalement contraints de continuer à former. La Conseillère d'Etat estime que le turn-over sera suffisant pour qu'une telle situation ne se présente pas. L'important est de ne pas fixer le nombre d'apprenti-e-s à former dans la loi, ceci afin de laisser une marge d'appréciation au réseau. D'autres commissaires s'expriment aussi en ce sens.

Par 13 voix et une abstention, la commission adopte cet amendement.

Art. 32 Conséquences de la reconnaissance

La commission adopte l'article 32 à l'unanimité des membres présents (14).

Titre IV Bis Accueil collectif parascolaire secondaire

Art. 32a Organisation et financement

Une commissaire estime que, même bénévole, une personne s'occupant d'enfants doit pouvoir fournir un minimum de garanties sur son intégrité. Elle souhaite qu'un extrait de casier judiciaire soit demandé aux personnes en contact avec les jeunes.

Une réflexion commune s'engage autour de la rédaction de cette proposition de sorte notamment à préciser : quelles personnes seraient directement concernées par ces précautions et qui serait dans l'obligation de requérir des garanties (les communes et non les associations puisque ce sont elles qui portent la responsabilité du personnel engagé) ; avec pour résultat l'amendement suivant :

> *[1] Les communes financent et organisent de manière indépendante un accueil collectif parascolaire secondaire surveillé. Elles peuvent sous leur responsabilité déléguer cette compétence, notamment à des associations sportives, culturelles ou à des organisations de jeunesse.* *Les communes s'assurent que les personnes en contact avec les jeunes n'aient pas fait l'objet d'une condamnation en raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, elles requièrent des intéressés la production des extraits ordinaires et spéciaux du casier judiciaire.*

La Conseillère d'Etat salue cette proposition qui exige la même intégrité pour les personnes en contact avec les jeunes dans le parascolaire que pour celles œuvrant dans le préscolaire. Elle estime en outre que cette exigence est tout à fait justifiée dès lors qu'elle intervient dans le cadre d'une prestation contractuelle entre communes et association et communes et parents.

D'autres considèrent au contraire que cette exigence serait exagérée. Un commissaire craint notamment l'excès de tracasseries administratives, lorsqu'une commune délègue ses compétences à une association de bénévoles notamment. Il estime en outre que le nombre de cas de pédophilie n'est pas assez élevé pour justifier la mise en œuvre d'une pareille usine à gaz.

D'autres estiment que les parents qui paient pour une prestation à la commune ont le droit d'avoir certaines garanties. Un commissaire témoigne de l'organisation à ce sujet lorsqu'une institution engage des bénévoles, un extrait des extraits de casier judiciaire leur étant

systématiquement demandés. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas freinés par ces exigences qui au contraire témoignent d'un certain sérieux.

Des députés notent par ailleurs que les communes engagent leur responsabilité lorsqu'elles délèguent leur compétence. Ce type de précaution permet de leur éviter d'éventuels problèmes juridiques lourds**.**

Par 9 voix contre 4 et 1 abstention, la commission accepte cet amendement.

Par 9 voix contre 4 et 1 abstention, la commission adopte l'article 32a tel qu'amendé

Art.32b Participation financière des parents

Une commissaire se demande si le titre et le texte de l'article ne devraient pas être modifiés de sorte à ce qu'il puisse aussi traiter de la participation financière des familles d'accueil, par exemple.

La cheffe de l'OAJE explique que cet article prévoit une participation des personnes qui ont une obligation d'entretien envers l'enfant accueilli aux frais de l'accueil parascolaire secondaire, comme c'est d'ailleurs le cas pour l'accueil préscolaire et parascolaire primaire (cf. art. 29 al.1). L'obligation d'entretien dont il est question dans l'article 32b recouvre tant l'obligation d'entretien des parents qui est une obligation d'entretien directe envers leur enfant que celle du beau-parent, qui de manière indirecte participe à l'entretien de l'enfant de son conjoint (obligation d'entretien indirecte). Ces notions font référence au droit de la famille et à l'obligation d'entretien prévue aux articles 277ss du Code civil. L'article 32b ne précise cependant pas explicitement ces deux notions dans l'article.

Pour la participation des parents aux frais de l'accueil préscolaire ou parascolaire primaire, l'art. 29, alinéa 1 précise : « chaque réseau fixe sa politique tarifaire en fonction du revenu des personne ayant l'obligation d'entretien directe ou indirecte de l'enfant accueilli ». Les notions d'obligation d'entretien directe et indirecte sont explicitement indiquées dans cet article.

Par analogie à ce qui est prévu pour l'accueil préscolaire et parascolaire primaire, et pour éviter toute confusion, le département suggère de reprendre à l'article 32b le titre tel que proposé par la commission et le même texte que celui prévu à l'article 29 :

> *Art. 32b Participation financière des ~~parents~~ <u>personnes ayant l'obligation d'entretien</u>*
>
> [1] *Les personnes ayant l'obligation d'entretien <u>directe ou indirecte</u> de l'enfant accueilli contribuent au financement de l'accueil collectif parascolaire secondaire. Cette contribution financière est fixée par les communes.*

La commission adopte cet amendement à l'unanimité.

La commission adopte à l'unanimité l'art. 32b tel qu'amendé.

Art. 45 Contribution de l'Etat

La commission adopte l'art. 45 à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 45a Fixation de la contribution

La commission adopte l'art. 45a à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 45b Modalités de versement et adaptation

La commission adopte l'art. 45b à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 45c – Suivi budgétaire

La commission adopte l'art. 45c à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 45d – Contrôle et suivi

La commission adopte l'art. 45d à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 46 – Contribution des communes

Un commissaire demande pourquoi la contribution des communes est maintenant fixée dans la loi (et non plus dans un décret).

La Conseillère d'Etat explique : l'inscription de ce socle de base dans la loi à l'avantage de rassurer les communes et évite au Conseil d'Etat la soumission, tous les deux ans au Grand Conseil, d'un décret pour reconduire cet arrangement sur lequel tout le monde s'accorde.

La commission adopte l'art. 46 à l'unanimité des membres présents (14).

Art. 50 Subventions

La commission adopte l'art. 50 à l'unanimité.

Chapitre II Par le Département en charge de la pédagogie spécialisée

Art. 52 Encadrement particulier

Un commissaire sollicite des précisions sur le financement de l'encadrement d'un enfant ou d'un jeune dont l'état exige une prise en charge éducative particulière.

La Conseillère d'Etat commence par rappeler la teneur de l'article constitutionnel (63a Cst-VD) qui dit simplement que *tous les enfants* ont droit à un accueil parascolaire. Aussi, il n'y aurait en principe pas de raisons juridiques à ce que l'Etat finance les prises en charge éducatives particulières. Or, le Conseil d'Etat, en regard notamment des efforts déjà importants fournis par les communes dans ce domaine, a décidé de consacrer la pratique actuelle en prenant ces mesures intégralement à sa charge, que l'enfant ayant des besoins particuliers soit accueilli en structure ordinaire (avec renfort de personnel) ou spécialisée. Elle note que le coût découlant du renfort de personnel en structure ordinaire ou de l'accueil en structure spécialisée échappe donc au financement des communes.

La Conseillère d'Etat rappelle ensuite le principe ayant guidé la construction de cette loi, à savoir que l'encadrement des enfants et des jeunes s'allège au fil de leur autonomisation grandissante. Il se trouve que cette règle n'est pas applicable pour certains enfants, raison pour laquelle les associations de parents de ces enfants-là se sont manifestées, à raison, lors de la consultation du projet de loi. L'introduction de l'article 52a résulte de cet état de fait et précise que les enfants à fort besoin d'encadrement peuvent eux aussi être pris en charge dans des structures collectives lorsque celles-ci existent.

La commission adopte l'art. 52 à l'unanimité.

TITRE VI BIS STRUCTURES D'ACCUEIL SPECIALISEES

Art. 52a sans titre

Une commissaire signale une coquille à l'alinéa 2.

La commission adopte l'art. 52a, corrigé de sa coquille, à l'unanimité.

TITRE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 2 Disposition transitoire

Une commissaire s'interroge sur l'opportunité de rallonger le délai de mise en œuvre (dès l'entrée en vigueur de la loi) de 3 à 5 ans.

La Conseillère d'Etat évoque les besoins pressants de la population (l'art. constitutionnel sur lequel se base cette révision a été largement plébiscité en 2009 déjà) ainsi que ceux de l'économie en termes de main d'œuvre féminine. Estimant que le Grand Conseil pourrait adopter le projet en 2017, les communes auraient jusqu'en 2020 pour répondre aux besoins des familles. Elle rappelle ensuite que l'Etat injectera plus de 30 millions de plus entre 2017 et

2022. Difficile dans ce contexte de justifier que la mise en œuvre soit retardée alors que les fonds sont déjà mis à disposition. Elle présente enfin quelques chiffres appelant à relativiser les enjeux de ce délai de mise en œuvre : en 2014 (il y'a donc 2 ans), seuls 3 réseaux (sur 29) ne proposaient pas d'accueil parascolaire le matin pour les 4-12 ans, depuis lors, l'un d'eux a ouvert 5 places. Sur l'après-midi, seuls deux réseaux n'étaient pas conformes en 2014 à ce qui serait demandé par la LAJE révisée, l'un d'eux a ouvert 12 places depuis et l'autre est un réseau qui concerne 4 communes.

Une commissaire ajoute que le respect de ce délai serait apprécié des communes qui sont déjà en conformité et qui souhaiteraient éventuellement pouvoir continuer à développer leur offre. Par ailleurs et selon un député, certaines communes déjà en conformité regrettent de voir leurs structures saturées par l'accueil d'enfants provenant d'autres communes. Les forfaits pour dérogations scolaires ne couvrent pas le coût réel de l'accueil parascolaire d'un enfant.

Plusieurs commissaires relèvent rappellent l'importance pour l'économie de favoriser une meilleure conciliation vie de famille – vie professionnelle, le fait que ce délai a été négocié, que la mise en œuvre de l'accueil parascolaire est déjà bien en marche dans la majorité des communes et que la pression des citoyens en ce sens est forte. Un autre commissaire remarque qu'à partir du moment où une loi est votée elle devrait être mise en œuvre aussi rapidement que possible.

Enfin, pour un commissaire, les tergiversations sur le délai de mise en œuvre lui donnent l'impression d'une mauvaise volonté ou d'une persistance à vouloir défendre des valeurs anciennes plutôt que d'une réelle difficulté des communes. Il rappelle que les signaux d'un changement sociétal nécessitant la mise en place de cet accueil sont sans ambiguïté ; les communes devraient plutôt être enthousiastes à l'idée de mettre ça en place.

La commission adopte l'art. 2 des dispositions transitoires par 14 voies et 1 abstention.

Art. 3 Disposition transitoire pour l'édiction du cadre de référence (article 6b)

La commission adopte l'art. 3 des dispositions transitoires à l'unanimité.

Art. 4 Disposition transitoire pour l'évaluation du cadre de référence (article 6c)

Un commissaire note que l'évaluation du cadre de référence risque de porter sur un laps de temps trop court pour être significatif (puisque l'art. 3 des dispositions transitoires stipule que le cadre de référence « *ante*-cadre de référence EIAP » demeure applicable tant que l'EIAP n'en n'a pas édicté). La Conseillère d'Etat approuve.

> [1] *Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur ~~de la loi~~ du cadre de référence de l'EIAP, l'EIAP et l'Office procèdent à une première évaluation de la mise en œuvre du cadre de référence.*

La commission adopte cet amendement à l'unanimité.

La commission adopte l'art. 4 tel qu'amendé des dispositions transitoires à l'unanimité.

Art. 5 Disposition transitoire pour la contribution de l'Etat (article 45)

Plusieurs commissaires expriment leur désaccord face à la disposition de l'alinéa 4 prévoyant une compensation de tout dépassement de plus de 10% de la contribution de l'Etat à la FAJE fixée à l'alinéa 2 par des économies dans les prestations en lien avec les communes. Sont évoqués notamment le fait que cette disposition donne la sensation que l'Etat donne d'une main pour reprendre de l'autre et que les communes ne pourront pas prévoir quelles prestations étatiques seront concernées par la compensation. D'autres remarquent encore que ce projet de loi relève de la mise en œuvre d'un article constitutionnel plébiscité par le peuple, qu'il facilite la conciliation entre vie professionnelle et vie privée et que la responsabilité de l'Etat devrait à ce titre être autant engagée que celle des communes.

D’autres commissaires souhaiteraient qu’il n’y ait pas de compensation du tout en cas de dépassement de la contribution budgétée de l’Etat pour cette politique.

La Conseillère d’Etat rappelle que le mécanisme de financement proposé relève du projet RIEIII. Celui-ci prévoyait notamment une contribution complémentaire de l’Etat de 30 millions pour l’accueil parascolaire ; le Conseil d’Etat est d’accord d’aller au-delà de ce montant à hauteur de 10%, mais il rappelle que l’article 163 al. 2 de la constitution vaudoise exige du Conseil d’Etat qu’il propose des mesures compensatoires ou fiscales d’un montant correspondant lorsqu’il présente un projet de loi ou de décret entraînant des charges nouvelles. Il s’agit aussi de suivre une volonté forte du Grand Conseil, de ne pas déconnecter la croissance budgétaire de l’Etat et du PIB. C’est dans cet esprit qu’à ce stade, la croissance prévue pour le budget de l’Etat est de l’ordre de 2%. Si le Grand Conseil décidait de ne pas compenser les nouvelles charges relatives à la LAJE, celles-ci seront prises en compte dans ces 2% et, si cela en excède, le département devra nécessairement couper ailleurs. La compensation permet d’investir dans cette politique publique sans déstabiliser le reste.

Malgré ces arguments, plusieurs député-e-s rappellent que l’article constitutionnel s’applique au Conseil d’Etat mais ne lie pas le Grand Conseil.

Proposition est faite de supprimer l’alinéa 4. Plusieurs commissaires estiment que la suppression pure et simple de la référence au mécanisme de compensation aurait pour seule conséquence que le Grand Conseil ne soit plus consulté pour l’établissement d’un décret, mais uniquement sur le dépassement via le budget.

Il est dès lors proposé de supprimer les alinéas 3 et 4 et de les remplacer par un alinéa précisant que :

> [3 nouveau] « *La disposition de l’alinéa 2 prime, respectivement abroge, le décret du 29 septembre 2015 fixant la contribution complémentaire de l’Etat pour l’accueil parascolaire pour la période 2016 à 2022.* »

Plusieurs député-e-s craignent que cette proposition ne lève des barrières indispensables à un contrôle sur l’expansion de cette politique publique. D’autres ajoutent que le surplus devra bien être compensé quelque part. La présentation d’un décret au Grand Conseil représente selon eux un sage garde-fou, afin notamment d’éviter des coupes non souhaitées dans d’autres domaines.

La suppression de l’obligation de présenter un décret reviendrait à admettre une augmentation du budget de l’Etat, et ce indifféremment du pourcentage d’augmentation (par rapport aux sommes négociées dans le cadre de la RIEIII) que cela représenterait. La Conseillère d’Etat rend les commissaires attentifs à leur nécessaire conscience du budget global de l’Etat.

Afin d’offrir une plus grande marge de manœuvre aux communes pour la mise en place de cette politique tout en maintenant le principe de présentation par le Conseil d’Etat d’un décret en cas de dépassement, assurant ainsi un contrôle sur l’expansion de la politique en matière d’accueil de jour, une commissaire propose d’augmenter le seuil à partir duquel le Conseil d’Etat devrait présenter au Grand Conseil un décret en cas de dépassement de sa contribution : des 10% proposés par le Conseil d’Etat, la députée propose un seuil à 40% dont les nouveaux montants sont présentés dans son amendement :

> [4] *Le Conseil d’Etat présente un projet de décret portant sur le dépassement, si l’augmentation annuelle de la contribution de l’Etat calculée conformément à l’alinéa 2 est supérieure par rapport à l’année 2015 à :*
> *– ~~14.53~~ 16,93 millions en 2018*
> *– ~~20,93~~ 23,83 millions en 2019*
> *– ~~28.63~~ 34,63 millions en 2020*
> *– ~~34.13~~ 41,63 millions en 2021*
> *– ~~39.63~~ 48,63 millions en 2022 et 2023*
> *~~Ce dépassement devra être compensé par des économies en particulier dans les prestations de l’Etat en lien avec les communes.~~*

La Conseillère d'Etat rappelle et maintient la position du Conseil d'Etat qui souhaite qu'une discussion canton-communes ait lieu pour contenir les effets budgétaires de l'expansion de la politique en matière d'accueil de jour. Elle prend note du fait que cet amendement représente un compromis entre la volonté de supprimer toute forme de compensation et la position du Conseil d'Etat. Elle regrette la volonté répétée de la commission de ne pas préciser dans quelles prestations les économies compensatoires seraient réalisées.

Par 11 voix et 4 abstentions, la commission accepte l'amendement visant à relever le seuil à partir duquel le Conseil d'Etat sera tenu de présenter un décret au GC en cas de dépassement (par opposition à celui visant à faire primer la disposition de l'alinéa 2).

Par 14 voix et une abstention, la commission accepte l'art. 5 tel qu'amendé.

Art. 6 Disposition transitoire - terminologie

La commission adopte l'art. 6 des dispositions transitoires à l'unanimité.

Art. 7 Entrée en vigueur

La commission adopte l'art. 7 des dispositions transitoires à l'unanimité.

7.1 Vote final sur le projet de loi

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le projet de loi tel qu'il ressort de l'examen par la commission.

8. RAPPORTS DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL

8.1 Rapport du Conseil d'Etat à la motion Christelle Luisier et consorts – Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour

Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat n'ayant pas la main sur le développement de l'offre d'accueil de jour, pilotée par les réseaux, il a renoncé dans sa réponse à fixer par décret le montant de la contribution cantonale, celui-ci devant correspondre à un pourcentage de la masse salariale subventionnée quasi-impossible à prédire. Il propose par contre de préciser dans la loi que la contribution de l'Etat sera fixée à 25% de la masse salariale subventionnée par la FAJE d'ici à 2023, et ce, indépendamment du nombre de places créées et du type d'accueil proposé. Ce mécanisme permet d'assurer la nécessaire prévisibilité des engagements de l'Etat tout en contribuant à soutenir la qualité de l'accueil, par le lien entre contribution de l'Etat et masse salariale du personnel éducatif.

Pour ce faire et afin de répondre aux exigences de la loi sur les subventions, la FAJE devra mettre en place des outils efficaces et fiables de remontée d'informations de la masse salariale dans les réseaux. Cette lourde tâche de coordination devra se réaliser entre l'adoption par le Grand Conseil, cas échéant, de ce principe de financement et le début de l'augmentation progressive de la subvention de l'Etat, repoussant ainsi en 2023 (et non 2022 comme le demande la motion Luisier) l'apogée de la part de subventionnement de l'Etat.

La Conseillère d'Etat rappelle enfin l'art. 165 Cst-VD sur le frein à l'endettement dont la mise en œuvre contraint le Conseil d'Etat à compenser toute charge nouvelle. Aussi, il est prévu que la compensation se matérialise prioritairement dans la répartition des charges entre canton et communes pour toute augmentation de la subvention de l'Etat excédant 33 millions.

Position de la motionnaire

La motionnaire, par ailleurs membre du comité de l'UCV, explique que cette motion faisait suite à un certain nombre de désaccords sur les aspects financiers de la problématique du pré et du parascolaire dans le cadre de la plateforme canton-communes.

Elle se déclare satisfaite de l'option prise par le Conseil d'Etat d'introduire immédiatement le mécanisme évolutif.

Elle exprime par contre une réserve quant au mécanisme de compensation transitoire qui propose de compenser les charges nouvelles de l'Etat par une nouvelle répartition des charges entre le canton et les communes pour tout montant excédant 33 millions. Bien que la participation de l'Etat augmente considérablement (de 17 à 25% des salaires subventionnées par la FAJE, soit un montant global se situant entre 106 et 108 millions selon les estimations), celle des communes reste nettement supérieure. Les communes verraient dès lors d'un mauvais œil que l'Etat « reprenne d'une main ce qu'il a donné de l'autre », contrevenant ainsi à l'esprit d'un meilleur équilibre financier canton-communes sollicité dans sa motion en vertu du partage des compétences dans ces prestations-là. La motionnaire suggère que le Grand Conseil passe outre cette compensation, étant entendu qu'il a les compétences de le faire.

Discussion générale

La Conseillère d'Etat présente trois scénarios de la croissance (lente, constante, rapide) de l'offre établis dans le cadre de la plateforme, se basant sur les normes actuelles et qui présentent la contribution de l'Etat entre 82,5 et 104 millions de francs. La Conseillère d'Etat précise que le volume de coûts globaux estimé à se répartir entre les partenaires se situe entre 570 et 720 millions de francs.

La motionnaire indique que les projections de l'UCV prévoient une participation de l'Etat un peu supérieure, d'à peu près 108 millions de francs. Lui est répondu que les **e**stimations du département se fondent non sur des projections mais sur les données 2013, provenant des réseaux.

Un député demande comment le Conseil d'Etat a défini les montants à compenser durant la période transitoire, respectivement si ces derniers étaient liés à un scénario ou s'ils étaient purement politiques. La Conseillère d'Etat lui rappelle que ces chiffres se fixent sur des montants négociés dans le cadre de la RIEIII ; qu'ils relèvent d'un accord canton-communes RIEIII sur le parascolaire.

Par 11 voix et 2 abstentions, la commission recommande au GC d'accepter le rapport du Conseil d'Etat.

8.2 Rapport du Conseil d'Etat au postulat Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire

Partant de l'accord canton-commune d'étendre la LAJE actuel plutôt que de créer une loi spécifique :

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat.

8.3 Rapport du Conseil d'Etat au postulat Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste – Pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire

La proposition d'un socle minimum de prestations exigibles des communes répond à la volonté exprimée par Mme Amarelle d'obliger les communes à un certain niveau de prestations :

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat.

8.4 Rapport du Conseil d'Etat au postulat Odile Jaeger Lanore et Consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistant socio-éducatif

Des assouplissements répondant aux demandes formulées par la députée sont reprises dans le cadre de la réponse à la motion Borloz.

La commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat par 13 voix et 1 abstention.

8.5 Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat au postulat Philippe Randin et consorts – Etre accueillante en milieu familial (AMF) ne doit pas relever du sacerdoce

Position du Conseil d'Etat

Le rapport intermédiaire proposé répond à une première demande du postulant, à savoir une présentation de la situation actuelle dans le secteur des « mamans de jour ». S'agissant de la seconde demande, la signature d'une convention collective de travail (CCT) pour ce secteur, l'Etat n'étant pas employeur des AMF, il n'a pas la compétence d'être signataire d'une CCT. Il peut en revanche favoriser le dialogue entre partenaires et c'est ce qu'il fait actuellement. Des discussions sont en cours, mais les communes (employeurs) n'étant pas organisées en faitière, la signature d'une convention n'est à ce jour pas possible.

La Conseillère d'Etat annonce qu'un important chapitre d'une prochaine révision de la LAJE sera consacré au dispositif d'accueil en milieu familial. Elle espère que d'ici là des réflexions et des discussions dans les communes et/ou les réseaux auront pu avoir lieu.

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport intermédiaire du Conseil d'Etat.

8.6 Rapport du Conseil d'Etat au postulat Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral – Pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le « lead » aux communes vaudoises

Position de la postulante

La postulante se montre satisfaite de la réponse du Conseil d'Etat à son postulat. La question était, d'une part, que les communes soient prises dans le bateau en amont du processus et donc consultée dans l'élaboration de la mise en œuvre de cet article 63a Cst-VD voté par le peuple, ce qui a été largement le cas puisque le projet présenté a été élaboré de concert entre les associations faitières et les représentants du Conseil d'Etat.

Eu égard à la grande diversité de communes et aux différences de perception et de besoins qui en résultent, le défis était de satisfaire aussi bien les communes ne bénéficiant pas encore d'une offre élargie d'accueil parascolaire que les autres ; ce qui a été le cas avec l'élaboration d'un socle de base réalisable pour l'ensemble des communes et laissant à celles qui voudraient en faire plus la possibilité de le faire. Elle indique enfin que certaines questions financières restent en suspens. Celles-ci concernent principalement la motion Luisier Brodard.

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat.

8.7 Rapport du Conseil d'Etat à la motion Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC - Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les (09_MOT_076)

Position du Conseil d'Etat

La Conseillère d'Etat estime que les assouplissements du cadre de référence pour l'accueil collectif préscolaire répondent aux demandes de la motion Borloz. Ceux-ci concernent la formation des équipes éducatives, les infrastructures et la reconnaissance des titres.

S'agissant de l'assouplissement des normes en matière de niveau de formation des équipes éducatives, celles-ci suscitent l'émoi de certains milieux. La Conseillère d'Etat explique que, sur une équipe de 10 personnes, il est prévu de ne pas aller en dessous de la proportion suivante : 2 auxiliaires, 4 assistants socio-éducatifs avec CFC et 4 éducateurs de l'enfance de niveau tertiaire. La norme actuelle définit le socle suivant, sauf exceptions : 2 auxiliaires, 3

assistants socio-éducatifs avec CFC et 5 éducateurs de l'enfance de niveau tertiaire. La portée de l'assouplissement proposé se montre donc selon elle modeste. Elle rappelle enfin que ce dispositif qui garantit la qualité de l'accueil ne vise aucunement une réduction des coûts mais qu'elle recherche, compte tenu de l'existence d'une offre de formation d'assistant socio-éducatif de niveau CFC, à créer des débouchés pour les nouveaux professionnel-le-s, tout en préservant le ratio de 80% de personnel formé et de 20% d'auxiliaires.

Discussion générale

Un commissaire demande des précisions sur la micro-formation (passerelle) qui serait proposée aux professionnels exerçant une profession connexe et désirant exercer dans une crèche. La cheffe de l'OAJE indique que celle-ci serait mise sur pied en collaboration avec l'Ecole supérieure en formation de l'enfance et permettrait à celles et ceux qui la suivent d'être qualifiés comme éducateur/éducatrice de l'enfance ES. Sa durée varie d'une à deux années en fonction du parcours professionnelle de la personne. Le député accueille cette nouvelle avec enthousiasme.

Un commissaire s'étonne que les personnes détentrices d'un CFC d'assistante socio-éducative (ASE) n'aient pas accès à la fonction de directrice de structures. La cheffe de l'OAJE explique que le référentiel de compétences actuel exige d'une ASE une formation complémentaire si elle désire être à la tête d'une structure d'accueil. L'idée avec le projet présenté est de pouvoir moduler cette formation en fonction de la taille de la structure que la personne sera amenée à diriger et de son type d'intégration à la structure du réseau (certains réseaux étant organisés de telle manière qu'un important dispositif est mis à disposition des directions de structures).

La Conseillère d'Etat ajoute que les aptitudes nécessaires à la direction d'une structure accueillant 140 enfants ne sont pas les mêmes que si la structure compte 22 places, une grande structure nécessitant d'importantes compétences managériales, d'où l'idée de moduler les exigences de formation.

Elle témoigne en outre des observations de terrain : les structures dirigées par une personne bien formée affichent souvent un bon taux de remplissage et de satisfaction général. Aussi, elle considère que les compétences des directrices de structures sont une clé importante du dispositif, d'où l'importance d'en renforcer la composante managériale lorsqu'elles sont amenées à diriger une grande structure.

Une commissaire voit d'un bon œil le fait que la formation puisse se moduler en fonction du type de structure dirigée. Elle constate que les aptitudes nécessaires sont différentes selon la taille et le type de structure. Elle relève qu'en cas de manquements d'une directrice, c'est souvent le réseau qui doit intervenir et combler les lacunes. La nécessaire compétence des directrices de crèches sera encore accrue avec les nouvelles exigences de la FAJE en termes d'informations sur la masse salariale de chaque réseau.

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat.

8.8 Rapport du Conseil d'Etat sur le postulat Guy-Philippe Bolay et consorts – crèches d'entreprise, évitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux fois à la caisse (14_POS_072)

Position du Conseil d'Etat

La Conseillère d'Etat remercie le député d'avoir en son temps accepté l'idée d'évaluer le nouveau dispositif proposant non plus des rétrocessions aux entreprises mais une rétribution pour les places nouvellement offertes. Le recul a permis de constater que le nombre de places en crèche d'entreprise n'a pas diminué, bien au contraire. Aussi, la Conseillère d'Etat salue la volonté des entreprises de contribuer à développer cette politique publique considérée comme étant une mesure d'accompagnement aux conditions cadre de l'économie vaudoise.

Position du postulat

Le postulant**,** directeur adjoint de la chambre du commerce et de l'industrie, indique que la CVCI est en effet globalement satisfaite de l'évolution constatée, les entreprises offrant des places de crèche étant satisfaites des accords qu'elles ont pu trouver avec les réseaux.

Un bémol toutefois s'agissant des entreprises n'offrant pas encore de structures d'accueil de jour mais qui projettent de le faire : le député relève que les deux conditions nécessaires au subventionnement par la FAJE, à savoir l'adhésion à un réseau et la création d'une association distincte pour la gestion de la structure, seraient de nature à décourager les entreprises.

Art. 31 projet LAJE révisée – reconnaissance d'un réseau

En outre, le député regrette que les conditions de reconnaissance d'un réseau soient trop complexes pour inciter les entreprises ayant l'idée de constituer leur propre réseau à le faire. Il pense notamment à l'obligation d'intégrer au moins une commune au projet, mais aussi et surtout à la modification de l'art. 31 LAJE proposé avec cet EMPL 286 qui oblige chaque réseau à offrir des places d'accueil non plus dans deux des trois types d'accueil (préscolaire, parascolaire et accueil familial de jour) comme auparavant mais dans les trois types d'accueil.

La Conseillère d'Etat explique que l'implication d'une commune par réseau garantit aux parents la pérennité de leur place d'accueil dans le cas où l'entreprise rencontrerait des difficultés.

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat sur le postulat Guy-Philippe Bolay.

9. RECOMMANDATION DE LA COMMISSION

A l'unanimité, la commission recommande au Grand Conseil d'entrer en matière sur cette proposition de modification de loi.

Lausanne, le 8 novembre 2016

La présidente de la commission :
(Signé) Claire Attinger Doepper

Projet du Conseil d'Etat

PROJET DE LOI modifiant la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants

du 17 février 2016

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Article premier

[1] La loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants est modifiée comme suit :

Art. 1 Objets

[1] La présente loi a pour objets :

a. d'assurer la qualité de l'ensemble des milieux d'accueil de jour des enfants, préscolaire et parascolaire, familial et collectif ;

b. sans changement ;

c. sans changement ;

d. sans changement.

Art. 2 Définitions

[1] Dans la présente loi, on entend par :

– enfant : tout être humain de la naissance jusqu'à la fin du degré primaire ;

– jeune : tout être humain suivant un enseignement du degré secondaire I ;

– sans changement ;

– accueil collectif parascolaire primaire : accueil régulier dans la journée en dehors du temps scolaire dans une institution, de plusieurs enfants suivant un enseignement primaire (de la 1ère à la 8ème année primaire). Cet accueil peut être étendu à des périodes de vacances scolaires. L'accueil comprend les déplacements entre l'établissement scolaire et l'institution d'accueil parascolaire primaire ;

– accueil collectif parascolaire secondaire : accueil régulier à la pause de midi de plusieurs jeunes suivant un enseignement du degré secondaire I (de la 9ème à la 11ème année secondaire). La prestation peut être étendue à l'accueil de l'après-midi après l'école et à des périodes de vacances scolaires ;

Texte à l'issue des travaux de la commission

PROJET DE LOI modifiant la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants

du 17 février 2016

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Article premier

[1] La loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants est modifiée comme suit :

Art. 1 ~~Objets~~ Buts

[1] La présente loi a pour ~~objets~~ buts :

a. de tendre, sur tout le territoire du canton, à une offre suffisante en places d'accueil,

~~b.~~ accessibles financièrement ; permettant aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle ;

b.~~a.~~ d'assurer la qualité de l'ensemble des milieux d'accueil de jour des enfants, préscolaire et parascolaire, familial et collectif ;

c. sans changement ;

d. sans changement.

Art. 2 Définitions

[1] Dans la présente loi, on entend par :

– enfant : tout être humain de la naissance jusqu'à la fin du degré primaire ;

– jeune : tout être humain suivant un enseignement du degré secondaire I ;

– sans changement ;

– accueil collectif parascolaire primaire : accueil régulier dans la journée en dehors du temps scolaire dans une institution, de plusieurs enfants suivant un enseignement primaire (de la 1ère à la 8ème année primaire). Cet accueil peut être étendu à des périodes de vacances scolaires. L'accueil comprend les déplacements entre l'établissement scolaire et l'institution d'accueil parascolaire primaire ;

– accueil collectif parascolaire secondaire : accueil régulier à la pause de midi de plusieurs jeunes suivant un enseignement du degré secondaire I (de la 9ème à la 11ème année secondaire). La prestation peut être étendue à l'accueil de l'après-midi après l'école et à des périodes de vacances scolaires ;

– sans changement ;

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
– sans changement ;	– sans changement ;
– sans changement ;	– sans changement ;
– sans changement ;	– sans changement ;
– sans changement ;	– sans changement ;
– réseau d'accueil de jour : toute structure, reconnue par la Fondation, regroupant des collectivités publiques, des partenaires privés, des structures d'accueil collectif préscolaire, des structures d'accueil parascolaire primaire et des structures de coordination d'accueil familial de jour s'occupant de l'accueil de jour ;	– réseau d'accueil de jour : toute structure, reconnue par la Fondation, regroupant des collectivités publiques, des partenaires privés, des structures d'accueil collectif préscolaire, des structures d'accueil parascolaire primaire et des structures de coordination d'accueil familial de jour s'occupant de l'accueil de jour ;
– sans changement.	– sans changement.
Art. 3 Champ d'application	**Art. 3 Champ d'application**
[1] La présente loi s'applique :	[1] La présente loi s'applique :
a. sans changement ;	a. sans changement ;
b. à l'accueil collectif parascolaire primaire et secondaire ;	b. à l'accueil collectif parascolaire primaire et secondaire ;
c. sans changement ;	c. sans changement ;
d. sans changement.	d. sans changement.
Art. 3a Missions des structures d'accueil collectif	**Art. 3a Missions des structures d'accueil collectif**
[1] Outre la garde des enfants, les structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire poursuivent notamment les missions suivantes :	[1] Outre la garde des enfants, les structures d'accueil collectif préscolaire et parascolaire poursuivent notamment les missions suivantes :
a. éducative dans le respect de la responsabilité première des parents, par le soutien du développement physique, affectif et social des enfants, dans un cadre favorisant un accueil de qualité et selon un projet pédagogique adapté à leur âge et à leurs besoins ;	a. éducative dans le respect de la responsabilité première des parents, par le soutien du développement physique, affectif et social des enfants, dans un cadre favorisant un accueil de qualité et selon un projet pédagogique adapté à leur âge et à leurs besoins ;
b. sociale et préventive, par la promotion de l'égalité des chances et de l'intégration sociale des enfants et de leur famille.	b. sociale et préventive, ~~par la promotion de~~ <u>en favorisant</u> l'égalité des chances et l'intégration sociale des enfants ~~et de leur famille~~.
TITRE IBIS PRESTATIONS MINIMALES DES COMMUNES	TITRE IBIS PRESTATIONS MINIMALES DES COMMUNES
Art. 4a Etendue de la prestation d'accueil parascolaire	**Art. 4a Etendue de la prestation d'accueil parascolaire**
[1] Les communes organisent un accueil collectif parascolaire primaire permettant aux parents de concilier vie familiale et activité professionnelle selon les modalités suivantes :	[1] Les communes organisent un accueil collectif parascolaire primaire ~~permettant aux parents de concilier vie familiale et activité professionnelle~~ selon les modalités suivantes :
a. pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire : un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi ;	a. pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire : un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi ;
b. pour les enfants scolarisés en 5ème et 6ème année primaire, un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du	b. pour les enfants scolarisés en 5ème et 6ème année primaire, un accueil doit être organisé le matin, durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
mercredi après-midi ;	mercredi après-midi ;
c. pour les enfants scolarisés en 7ème et 8ème année primaire : un accueil doit être organisé au moins durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du mercredi après-midi.	c. pour les enfants scolarisés en 7ème et 8ème année primaire : un accueil doit être organisé au moins durant la pause de midi et l'après-midi, à l'exception du mercredi après-midi.
[2] Pour l'accueil parascolaire secondaire, les communes organisent un accueil surveillé durant la pause de midi.	[2] Pour l'accueil parascolaire secondaire, les communes organisent un accueil surveillé durant la pause de midi.
Art. 5 Régime d'autorisation et de surveillance	**Art. 5 Régime d'autorisation et de surveillance**
[1] L'accueil familial de jour, l'accueil collectif préscolaire et l'accueil collectif parascolaire primaire sont soumis au régime d'autorisation et de surveillance défini par l'Ordonnance et la présente loi.	[1] L'accueil familial de jour, l'accueil collectif préscolaire et l'accueil collectif parascolaire primaire sont soumis au régime d'autorisation et de surveillance défini par l'Ordonnance et la présente loi.
Art. 6 Autorité compétente pour l'accueil collectif préscolaire	**Art. 6 Autorité compétente pour l'accueil collectif préscolaire**
[1] Le Département en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : le Département), est l'autorité compétente pour autoriser et surveiller l'accueil collectif préscolaire.	[1] Le Département en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : le Département), est l'autorité compétente pour autoriser et surveiller l'accueil collectif préscolaire.
[2] Il agit par l'intermédiaire de l'Office en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : l'Office).	[2] Il agit par l'intermédiaire de l'Office en charge de l'accueil de jour des enfants (ci-après : l'Office).
[3] L'Office est l'autorité cantonale chargée de l'application de l'Ordonnance.	[3] L'Office est l'autorité cantonale chargée de l'application de l'Ordonnance.
[4] Abrogé.	[4] Abrogé.
Art. 6a Autorité compétente pour l'accueil collectif parascolaire primaire	**Art. 6a Autorité compétente pour l'accueil collectif parascolaire primaire**
[1] Il est constitué un établissement intercommunal de droit public autonome, doté de la personnalité juridique, pour l'accueil collectif parascolaire primaire (ci-après EIAP).	[1] Il est constitué un établissement intercommunal de droit public autonome, doté de la personnalité juridique, pour l'accueil collectif parascolaire primaire (ci-après EIAP).
[2] Le conseil de l'EIAP en est l'organe suprême. Il est composé de représentants désignés par les associations faîtières des communes à raison d'un délégué par district. Parmi les dix représentants des districts, deux membres, au moins, doivent provenir de communes dont la population est inférieure à 1'500 habitants et deux autres, au moins, doivent représenter les villes de plus de 10'000 habitants.	[2] Le conseil de l'EIAP en est l'organe suprême. Il est composé de représentants désignés par les associations faîtières des communes à raison d'un délégué par district. Parmi les dix représentants des districts, deux membres au moins doivent provenir de communes dont la population est inférieure à 1'500 habitants et deux autres au moins doivent représenter les villes de plus de 10'000 habitants.
[3] Au surplus, l'EIAP s'organise lui-même.	[3] Au surplus, l'EIAP s'organise lui-même.
Art. 6b Compétences et mandat de prestations	**Art. 6b Compétences et mandat de prestations**
[1] L'EIAP fixe les cadres de référence pour l'accueil collectif parascolaire primaire. L'article 9, alinéa 4, est réservé.	[1] L'EIAP fixe les cadres de référence pour l'accueil collectif parascolaire primaire. L'article 9, alinéa 4, est réservé.
[2] Il autorise et surveille l'accueil collectif parascolaire primaire. Il peut déléguer cette compétence par un mandat de prestations au Département, qui agit par l'Office. Le coût du mandat de prestations est à charge de l'EIAP.	[2] Il autorise et surveille l'accueil collectif parascolaire primaire. Il peut déléguer cette compétence par un mandat de prestations au Département, qui agit par l'Office. Le coût du mandat de prestations est à charge de l'EIAP.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
[3] L'EIAP et l'Office procèdent conjointement à une évaluation périodique de la mise en œuvre du cadre de référence. Cette évaluation fait l'objet d'un rapport avec le cas échéant des propositions de modifications pour une mise à jour du ou des cadres de référence selon la procédure fixée à l'alinéa 1**.**	[3] L'EIAP et l'Office procèdent conjointement à une évaluation périodique ~~de la mise en œuvre~~ du cadre de référence. Cette évaluation fait l'objet d'un rapport avec le cas échéant des propositions de modifications pour une mise à jour du ou des cadres de référence selon la procédure fixée à l'alinéa 1**.**
[4] Au surplus, le mandat de prestations fixe les modalités de collaboration entre l'EIAP et l'Office**,** ainsi que le montant mis à charge de l'EIAP.	[4] Au surplus, le mandat de prestations fixe les modalités de collaboration entre l'EIAP et l'Office**,** la périodicité de l'évaluation du cadre de référence ainsi que le montant mis à charge de l'EIAP.
Art. 6c Circonstances exceptionnelles	**Art. 6c Circonstances exceptionnelles**
[1] Si dans le cadre de la surveillance, l'Office constate qu'une disposition du ou des cadres de référence, par sa mise en œuvre, met en péril les enfants, il en informe immédiatement l'EIAP, par le chef de Département. Il lui soumet des propositions de mesures afin d'y remédier.	[1] Si dans le cadre de la surveillance, l'Office constate qu'une disposition du ou des cadres de référence, par sa mise en œuvre, met en péril les enfants, il en informe immédiatement l'EIAP, par le chef de Département. Il ~~lui~~ soumet au chef de Département et à l'EIAP des propositions de mesures afin d'y remédier.
[2] En cas de désaccord sur les mesures proposées, le chef de Département peut dénoncer le mandat de prestations.	[2] En cas de désaccord sur les mesures décrites ~~proposées~~ à l'alinéa 1, le chef de Département ou l'EIAP peuvent dénoncer le mandat de prestations.
Art. 6d Autorité compétente pour l'accueil familial de jour	**Art. 6d Autorité compétente pour l'accueil familial de jour**
[1] Les communes ou associations de communes sont compétentes pour autoriser et surveiller l'accueil familial de jour.	[1] Les communes ou associations de communes sont compétentes pour autoriser et surveiller l'accueil familial de jour.
[2] Une commune peut, par contrat de droit administratif au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes déléguer à la municipalité d'une autre commune ou à l'autorité exécutive d'une association de communes l'exercice de cette compétence.	[2] Une commune peut, par contrat de droit administratif au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes, déléguer à la municipalité d'une autre commune ou à l'autorité exécutive d'une association de communes l'exercice de cette compétence.
[3] Elle fait parvenir à l'Office une copie du contrat de droit administratif. Les articles 19, alinéa 3 et 20 de la présente loi sont réservés.	[3] Elle fait parvenir à l'Office une copie du contrat de droit administratif. ~~Les articles 19, alinéa 3 et 20 de la présente loi sont réservés.~~
Art. 6e Echange d'informations entre autorités compétentes	**Art. 6e Echange d'informations entre autorités compétentes**
[1] Les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance de l'accueil collectif et familial de jour peuvent se transmettre les informations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.	[1] Les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance de l'accueil collectif et familial de jour peuvent se transmettre les informations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.
[2] Le Service en charge de la protection des mineurs ~~peut~~ doit transmettre aux autorités en charge de l'accueil familial les informations nécessaires à la protection des enfants accueillis.	[2] Le Service en charge de la protection des mineurs peut transmettre aux autorités en charge de l'accueil familial les informations nécessaires à la protection des enfants accueillis.
Art. 7 Référentiels de compétences	**Art. 7 Référentiels de compétences**
[1] Après consultation des milieux concernés, l'Office fixe les référentiels de compétences pour l'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire ainsi que pour l'accueil familial de jour.	[1] Après consultation des milieux concernés, l'Office fixe les référentiels de compétences pour l'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire ainsi que pour l'accueil familial de jour.
[2] Abrogé.	[2] Abrogé.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
Art. 7a Cadres de référence	**Art. 7a Cadres de référence**
[1] Pour l'accueil collectif préscolaire et familial de jour, l'Office fixe des cadres de référence, après consultation des milieux intéressés.	[1] Pour l'accueil collectif préscolaire et familial de jour, l'Office fixe des cadres de référence, après consultation des milieux ~~intéressés~~ concernés.
[2] Pour l'accueil collectif parascolaire primaire, l'EIAP fixe,après consultation des milieux intéressés, un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire et un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.	[2] Pour l'accueil collectif parascolaire primaire, l'EIAP fixe, après consultation des milieux ~~intéressés~~ concernés, un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 1ère à la 4ème année primaire et un cadre de référence pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.
Chapitre II Accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire primaire	**Chapitre II Accueil collectif de jour préscolaire et parascolaire primaire**
Art. 9 Autorisation	**Art. 9 Autorisation**
[1] Les institutions d'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire font l'objet d'une autorisation.	[1] Les institutions d'accueil collectif préscolaire et parascolaire primaire font l'objet d'une autorisation.
[2] Abrogé.	[2] Abrogé.
[3] Les institutions ne pratiquant que l'accueil ponctuel, notamment les haltes-jeux des centres commerciaux et des fitness, ainsi que les jardins d'enfants touristiques ne sont pas soumises au régime d'autorisation.	[3] Les institutions ne pratiquant que l'accueil ponctuel, notamment les haltes-jeux des centres commerciaux et des fitness, ainsi que les jardins d'enfants touristiques ne sont pas soumises au régime d'autorisation.
[4] Les lieux offrant uniquement un accueil de midi (restaurants scolaires) pour les enfants suivant un enseignement primaire et qui ne sont pas intégrés à un réseau d'accueil de jour sont autorisés et surveillés par les communes. Les communes fixent les conditions d'autorisation.	[4] Les lieux offrant uniquement un accueil de midi (restaurants scolaires) pour les enfants suivant un enseignement primaire et qui ne sont pas intégrés à un réseau d'accueil de jour sont autorisés et surveillés par les communes. Les communes fixent les conditions d'autorisation.
	[5] Elles s'assurent que le personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, elles requièrent de l'intéressé la production des extraits ordinaires et spéciaux du casier judiciaire.
Art. 10 Conditions	**Art. 10 Conditions**
a) en général	a) en général
[1] L'octroi de l'autorisation d'ouvrir une institution est subordonné au respect des conditions fixées par l'Ordonnance, par la présente loi et par les normes adoptées conformément aux articles 7 et 7a de la présente loi.	[1] L'octroi de l'autorisation d'ouvrir une institution est subordonné au respect des conditions fixées par l'Ordonnance, par la présente loi et par les normes adoptées conformément aux articles 7 et 7a de la présente loi.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
Art. 11 b) relatives au personnel	**Art. 11** b) relatives au personnel
[1] L'autorisation ne peut être octroyée et maintenue que si le directeur d'une institution s'engage à vérifier que le personnel qu'il recrute, y compris pour une activité de durée déterminée, a la formation requise et les compétences personnelles et professionnelles nécessaires au sens de l'Ordonnance et de la présente loi.	[3] L'autorisation ne peut être octroyée et maintenue que si le directeur d'une institution s'engage à vérifier que le personnel qu'il recrute, y compris pour une activité de durée déterminée, a la formation requise et les compétences personnelles et professionnelles nécessaires au sens de l'Ordonnance et de la présente loi.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
[2] Il s'assure notamment que ce personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, il requiert de l'intéressé la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.	[4] Il s'assure notamment que ce personnel n'a pas fait l'objet d'une condamnation à raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, il requiert de l'intéressé la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.
[3] En cas de doute, il sollicite l'intervention de l'Office. Ce dernier peut lui transmettre les informations dont il dispose.	[5] En cas de doute, il sollicite l'intervention de l'Office. Ce dernier peut lui transmettre les informations dont il dispose.
Art. 11b Emolument	**Art. 11b~~a~~ Emoluments**
[1] L'autorité compétente peut percevoir des émoluments pour traiter les demandes d'autorisation.	[1] L'autorité compétente peut percevoir des émoluments pour traiter les demandes d'autorisation.
[2] Un émolument pour les demandes d'autorisation n'est perçu qu'auprès des institutions à but lucratif.	[2] Un émolument pour les demandes d'autorisation n'est perçu qu'auprès des institutions à but lucratif.
[3] Le montant est fixé par le Conseil d'Etat, pour les autorisations cantonales, et par un règlement communal, pour les autorisations communales.	[3] Le montant est fixé par le Conseil d'Etat, pour les autorisations cantonales, et par un règlement communal, pour les autorisations communales.
[4] Le montant de l'émolument est fixé compte tenu du travail nécessaire à la délivrance de l'autorisation.	[4] Le montant de l'émolument est fixé compte tenu du travail nécessaire à la délivrance de l'autorisation.
Art. 12 Surveillance par le Service ou l'entité délégataire (abrogé)	**Art. 12 Surveillance par le Service ou l'entité délégataire (abrogé)**
[1] Abrogé.	[1] Abrogé.
[2] Abrogé.	[2] Abrogé.
[3] Abrogé.	[3] Abrogé.
Art. 13 Sanctions	**Art. 13 Sanctions**
[1] Si les conditions décrites aux articles 10 et 11 de la présente loi ne sont pas respectées, l'autorité compétente met en demeure le directeur de l'institution de prendre sans retard les mesures nécessaires pour remédier aux manquements constatés. L'autorité compétente peut soumettre l'institution à une surveillance spéciale et arrêter à cet effet des prescriptions ou recommandations particulières.	[1] Si les conditions décrites aux articles 10 et 11 de la présente loi ne sont pas respectées, l'autorité compétente met en demeure le directeur de l'institution de prendre sans retard les mesures nécessaires pour remédier aux manquements constatés. L'autorité compétente peut soumettre l'institution à une surveillance spéciale et arrêter à cet effet des prescriptions ou recommandations particulières.
[2] Si ces mesures ne sont pas prises, n'ont pas d'effets, ou apparaissent insuffisantes, l'autorité compétente retire l'autorisation et prend les dispositions nécessaires. Lorsqu'il y a péril en la demeure, elle ordonne la fermeture immédiate de l'institution.	[2] Si ces mesures ne sont pas prises, n'ont pas d'effets, ou apparaissent insuffisantes, l'autorité compétente retire l'autorisation et prend les dispositions nécessaires. Lorsqu'il y a péril en la demeure, elle ordonne la fermeture immédiate de l'institution.
[3] L'autorité compétente informe l'exploitant ou l'organisme responsable de l'institution ainsi que l'EIAP pour les institutions qui le concernent, des mesures prises.	[3] L'autorité compétente informe<u>, dès le début de la procédure,</u> l'exploitant ou l'organisme responsable de l'institution ainsi que l'EIAP pour les institutions qui le concernent, des mesures prises.
Art. 14 Interdiction	**Art. 14 Interdiction**
[1] Indépendamment du régime d'autorisation, l'autorité compétente peut, en	[1] Indépendamment du régime d'autorisation, l'autorité compétente peut, en respectant

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
respectant notamment le principe de proportionnalité, intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes. Cette intervention peut consister : – en un avertissement ; – en une interdiction et en la fermeture de l'institution pour une durée déterminée ou indéterminée.	notamment le principe de proportionnalité, intervenir si les conditions d'accueil ne sont pas satisfaisantes. Cette intervention peut consister : – en un avertissement ; – en une interdiction et en la fermeture de l'institution pour une durée déterminée ou indéterminée.
Art. 16 b) compétences	**Art. 16** b) compétences
[1] Sans changement.	[1] ~~Sans changement.~~ Les autorités, désignées à l'article 6d, alinéa ~~3~~1, sont compétentes pour autoriser l'accueil familial de jour aux conditions fixées par l'Ordonnance et la présente loi.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
[3] Elles font parvenir au terme de l'année civile à l'Office la liste nominative des autorisations octroyées dans l'année. Elles informent immédiatement l'Office de toute décision de mise en demeure, de retrait ou de refus d'autorisation.	[3] Elles font parvenir au terme de l'année civile à l'Office la liste nominative des autorisations octroyées dans l'année. Elles informent immédiatement l'Office de toute décision de mise en demeure, de retrait ou de refus d'autorisation.
Art. 27 Constitution du réseau	**Art. 27 Constitution du réseau**
[1] Sans changement.	[1] Sans changement.
[1bis] Les réseaux doivent comprendre l'accueil collectif parascolaire primaire tel que défini au minimum à l'article 4a.	[1bis] Les réseaux doivent comprendre l'accueil collectif parascolaire primaire tel que défini au minimum à l'article 4a.
[1ter] Les réseaux veillent à implanter les structures d'accueil collectif parascolaire primaire dans un périmètre correspondant aux aires de recrutement des établissements scolaires sis dans les réseaux.	[1ter] Les réseaux veillent à implanter les structures d'accueil collectif parascolaire primaire dans un périmètre correspondant aux aires de recrutement des établissements scolaires sis dans les réseaux.
[1quater] Les réseaux organisent les déplacements entre les structures d'accueil collectif primaire et les établissements scolaires. Ils peuvent déléguer cette compétence. Dans ce cas ils s'assurent que les délégataires n'ont pas fait l'objet d'une condamnation à raisons d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, ils requièrent la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.	[1quater] Les réseaux organisent les déplacements entre les structures d'accueil collectif primaire et les établissements scolaires. Ils peuvent déléguer cette compétence. Dans ce cas ils s'assurent que les délégataires n'ont pas fait l'objet d'une condamnation à raisons d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, ils requièrent la production des extraits ordinaire et spécial du casier judiciaire.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
[3] Sans changement.	[3] Sans changement.
[4] Sans changement.	[4] Sans changement.
Art. 29 Politique tarifaire	**Art. 29 Politique tarifaire**
[1] Sans changement.	[1] Sans changement.
[1bis] Les réseaux peuvent toutefois fixer le prix du repas de midi dans les restaurants scolaires de manière forfaitaire.	[1bis] Les réseaux peuvent toutefois fixer le prix du repas de midi dans les restaurants scolaires de manière forfaitaire.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
[3] Sans changement.	[3] Sans changement.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
[4] Sans changement.	[4] Sans changement.
Art. 31 Reconnaissance du réseau	**Art. 31 Reconnaissance du réseau**
[1] Pour être reconnu par la Fondation, un réseau d'accueil de jour doit remplir les conditions minimales suivantes :	[1] Pour être reconnu par la Fondation, un réseau d'accueil de jour doit remplir les conditions minimales suivantes :
a. offrir des places d'accueil pour les enfants, satisfaisant aux conditions du régime d'autorisation et de surveillance au sens de l'Ordonnance et de la présente loi, dans les trois types d'accueil suivants : accueil collectif préscolaire, accueil collectif parascolaire primaire, accueil familial de jour ;	a. offrir des places d'accueil pour les enfants, satisfaisant aux conditions du régime d'autorisation et de surveillance au sens de l'Ordonnance et de la présente loi, dans les trois types d'accueil suivants : accueil collectif préscolaire, accueil collectif parascolaire primaire, accueil familial de jour<u>. Cette offre peut être proposée dans le cadre d'un accord inter-réseaux ;</u>
b. sans changement ;	b. sans changement ;
c. sans changement ;	c. sans changement ;
d. sans changement ;	d. sans changement ;
e. sans changement ;	e. sans changement ;
f. sans changement ;	f. sans changement ;
g. sans changement ;	g. sans changement ;
h. sans changement.	h. sans changement.
	i <u>comporter au moins une structure d'accueil collectif formatrice d'ASE ;</u>
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
Art. 32 Conséquences de la reconnaissance	**Art. 32 Conséquences de la reconnaissance**
[1] Sans changement.	[1] Sans changement.
[2] Ils en bénéficient également pour les prestations allant au-delà de celles prévues à l'article 4a.	[2] Ils en bénéficient également pour les prestations allant au-delà de celles prévues à l'article 4a.
[3] La Fondation fixe le montant des subventions.	[3] La Fondation fixe le montant des subventions.
TITRE IVBIS ACCUEIL COLLECTIF PARASCOLAIRE SECONDAIRE	TITRE IVBIS ACCUEIL COLLECTIF PARASCOLAIRE SECONDAIRE
Art. 32a Organisation et financement	**Art. 32a Organisation et financement**
[1] Les communes financent et organisent de manière indépendante un accueil collectif parascolaire secondaire surveillé. Elles peuvent sous leur responsabilité déléguer cette compétence, notamment à des associations sportives, culturelles ou à des organisations de jeunesse**.**	[1] Les communes financent et organisent de manière indépendante un accueil collectif parascolaire secondaire surveillé. Elles peuvent sous leur responsabilité déléguer cette compétence, notamment à des associations sportives, culturelles ou à des organisations de jeunesse**.** <u>Les communes s'assurent que les personnes en contact avec les jeunes n'aient pas fait l'objet d'une condamnation en raison d'infractions contre l'intégrité corporelle ou sexuelle ou autres infractions pouvant mettre en danger un mineur. A cet effet, elles requièrent des intéressés la production des extraits ordinaires et spéciaux du casier judiciaire.</u>
[2] Cet accueil n'est pas subventionné par la Fondation.	[2] Cet accueil n'est pas subventionné par la Fondation.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
Art. 32b Participation financière des parents	**Art. 32b Participation financière des ~~parents~~ personnes ayant l'obligation d'entretien**
[1] Les personnes ayant l'obligation d'entretien de l'enfant accueilli contribuent au financement de l'accueil collectif parascolaire secondaire. Cette contribution financière est fixée par les communes.	[1] Les personnes ayant l'obligation d'entretien directe ou indirecte de l'enfant accueilli contribuent au financement de l'accueil collectif parascolaire secondaire. Cette contribution financière est fixée par les communes.
Art. 45 Contribution de l'Etat	**Art. 45 Contribution de l'Etat**
[1] La contribution de l'Etat est annuellement fixée à 25% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu.	[1] La contribution de l'Etat est annuellement fixée à 25% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu.
[1bis] Abrogé.	[1bis] Abrogé.
[2] La contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur et sa contribution pour l'aide au démarrage.	[2] La contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur et sa contribution pour l'aide au démarrage.
Art. 45a Fixation de la contribution	**Art. 45a Fixation de la contribution**
[1] Sur la base des informations transmises par les réseaux d'accueil de jour, la Fondation établit le montant provisoire pour l'année suivante de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil de jour et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau reconnu. Il le transmet au département.	[1] Sur la base des informations transmises par les réseaux d'accueil de jour, la Fondation établit le montant provisoire pour l'année suivante de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil de jour et des coordinatrices de l'accueil familial de jour rattachées à un réseau reconnu. Il le transmet au département.
[2] Sur cette base, le Département fixe par décision le montant de la contribution ordinaire de l'Etat à la Fondation.	[2] Sur cette base, le Département fixe par décision le montant de la contribution ordinaire de l'Etat à la Fondation.
Art. 45b Modalités de versement et adaptation	**Art. 45b Modalités de versement et adaptation**
[1] Le Département verse à la Fondation le 90% de la contribution ordinaire de l'année en cours en douze tranches .	[1] Le Département verse à la Fondation le 90% de la contribution ordinaire de l'année en cours en douze tranches.
[2] Un décompte définitif est établi après le bouclement des comptes de la fondationsur la base du montant attesté de la masse salariale subventionnée et des comptes révisés. Ces documents sonttransmis au département au plus tard le 30 juin de l'année suivante.	[2] Un décompte définitif est établi après le bouclement des comptes de la fondation sur la base du montant attesté de la masse salariale subventionnée et des comptes révisés. Ces documents sont transmis au département au plus tard le 30 juin de l'année suivante.
[3] Sur cette base, le Département adapte si nécessaire le montant de la contribution et verse le solde dû à la Fondation. Si le montant excède la contribution déjà versée, la Fondation restitue le montant au département.	[3] Sur cette base, le Département adapte si nécessaire le montant de la contribution et verse le solde dû à la Fondation. Si le montant excède la contribution déjà versée, la Fondation restitue le montant au département.
Art. 45c Suivi budgétaire	**Art. 45c Suivi budgétaire**
[1] La Fondation est responsable du suivi budgétaire du dispositif financier prévu dans la présente loi, tant au niveau de la Fondation elle-même qu'à celui des réseaux d'accueil de jour. Les réseaux lui fournissent à cet égard les informations nécessaires.	[1] La Fondation est responsable du suivi budgétaire du dispositif financier prévu dans la présente loi, tant au niveau de la Fondation elle-même qu'à celui des réseaux d'accueil de jour. Les réseaux lui fournissent à cet égard les informations nécessaires.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
Art. 45d Contrôle et suivi	**Art. 45d Contrôle et suivi**
[1] Le Département contrôle que la Fondation utilise les ressources allouées conformément à la présente loi.	[1] Le Département contrôle que la Fondation utilise les ressources allouées conformément à la présente loi.
[2] La Fondation est tenue de fournir au Département les informations nécessaires concernant son activité, notamment des points de vue comptable, financier et statistique.	[2] La Fondation est tenue de fournir au Département les informations nécessaires concernant son activité, notamment des points de vue comptable, financier et statistique.
[3] La Fondation signale immédiatement au Département tout fait pouvant influencer de manière significative son résultat financier.	[3] La Fondation signale immédiatement au Département tout fait pouvant influencer de manière significative son résultat financier.
Art. 46 Contribution des communes	**Art. 46 Contribution des communes**
[1] La contribution des communes est fixée à cinq francs par habitant.	[1] La contribution des communes est fixée à cinq francs par habitant.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
Art. 50 Subventions	**Art. 50 Subventions**
[1] Sans changement.	[1] Sans changement.
[2] Sans changement.	[2] Sans changement.
[2bis] Sans changement.	[2bis] Sans changement.
[3] Sans changement.	[3] Sans changement.
[4] Sous réserve de l'alinéa 5, la Fondation fixe les taux, les critères et modalités des subventions octroyées.	[4] Sous réserve de l'alinéa 5, la Fondation fixe les taux, les critères et modalités des subventions octroyées.
[5] Les charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif préscolaire et des structures d'accueil collectif parascolaire font l'objet d'un même taux de subventionnement.	[5] Les charges salariales du personnel éducatif des structures d'accueil collectif préscolaire et des structures d'accueil collectif parascolaire font l'objet d'un même taux de subventionnement.
Chapitre II Par le Département en charge de la pédagogie spécialisée	**Chapitre II Par le Département en charge de la pédagogie spécialisée**
Art. 52 Encadrement particulier	**Art. 52 Encadrement particulier**
[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut subventionner l'encadrement nécessaire à l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont l'état exige une prise en charge éducative particulière principalement en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience.	[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut subventionner l'encadrement nécessaire à l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont l'état exige une prise en charge éducative particulière principalement en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience.
[2] Abrogé.	[2] Abrogé.
[3] Le règlement précise les modalités de collaboration entre le Département en charge de l'accueil de jour et le Département en charge de la pédagogie spécialisée.	[3] Le règlement précise les modalités de collaboration entre le Département en charge de l'accueil de jour et le Département en charge de la pédagogie spécialisée.
TITRE VIBIS STRUCTURES D'ACCUEIL SPECIALISEES	TITRE VIBIS STRUCTURES D'ACCUEIL SPECIALISEES
Art. 52a	**Art. 52a**
[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut reconnaître des	[1] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée peut reconnaître des structures

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
structures d'accueil préscolaire ou parascolaire spécialement destinées aux enfants ou aux jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience au sens de la loi sur la pédagogie spécialisée. [2] Il alloue des subventions à l'exploitation aux structures reconnues en vertu de l'alinée précédent. [3] Au sein de ces structures, l'accueil collectif parascolaire secondaire peut s'étendre à l'accueil du matin avant l'école et de l'après-midi après l'école si le besoin est établi en raison du trouble invalidant ou de la déficience. [4] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée fixe la contribution financière qui peut être attendue de la part des personnes ayant l'obligation d'entretien des enfants ou des jeunes accueillis au sein de ces structures.	d'accueil préscolaire ou parascolaire spécialement destinées aux enfants ou aux jeunes dont l'état exige une prise en charge particulière en raison d'un trouble invalidant ou d'une déficience au sens de la loi sur la pédagogie spécialisée. [2] Il alloue des subventions à l'exploitation aux structures reconnues en vertu de l'alinéé~~a~~ précédent. [3] Au sein de ces structures, l'accueil collectif parascolaire secondaire peut s'étendre à l'accueil du matin avant l'école et de l'après-midi après l'école si le besoin est établi en raison du trouble invalidant ou de la déficience. [4] Le Département en charge de la pédagogie spécialisée fixe la contribution financière qui peut être attendue de la part des personnes ayant l'obligation d'entretien des enfants ou des jeunes accueillis au sein de ces structures.
TITRE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES	TITRE XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES
Art. 2 **Disposition transitoire**	***Art. 2*** **Disposition transitoire**
[1] Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes disposent d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil du matin pour les élèves scolarisés de la 1ère année primaire à la 6ème année primaire. Elles disposent également d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil de l'après-midi pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.	[1] Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les communes disposent d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil du matin pour les élèves scolarisés de la 1ère année primaire à la 6ème année primaire. Elles disposent également d'un délai de 3 ans pour organiser l'accueil de l'après-midi pour les enfants scolarisés de la 5ème à la 8ème année primaire.
Art. 3 **Disposition transitoire pour l'édiction du cadre de référence (article 6b)**	***Art. 3*** **Disposition transitoire pour l'édiction du cadre de référence (article 6b)**
[1] Le cadre de référence pour l'accueil parascolaire en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi demeure applicable tant que l'EIAP n'en a pas édicté.	[1] Le cadre de référence pour l'accueil parascolaire en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi demeure applicable tant que l'EIAP n'en a pas édicté.
Art. 4 **Disposition transitoire pour l'évaluation du cadre de référence (article 6c)**	***Art. 4*** **Disposition transitoire pour l'évaluation du cadre de référence (article 6c)**
[1] Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi, l'EIAP et l'Office procèdent à une première évaluation de la mise en œuvre du cadre de référence.	[1] Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur ~~de la loi~~ du cadre de référence de l'EIAP, l'EIAP et l'Office procèdent à une première évaluation de la mise en œuvre du cadre de référence.
Art. 5 **Disposition transitoire pour la contribution de l'Etat (article 45)**	***Art. 5*** **Disposition transitoire pour la contribution de l'Etat (article 45)**
[1] La contribution de l'Etat à la FAJE est fixée pour 2017 par décret dans le cadre de la procédure budgétaire. [2] La contribution de l'Etat prévue à l'article 45, alinéa 1, est fixée dans le budget 2018 à 17% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil de jour des enfants, rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu. Elle augmente de 1.6% par an pour	[1] La contribution de l'Etat à la FAJE est fixée pour 2017 par décret dans le cadre de la procédure budgétaire. [2] La contribution de l'Etat prévue à l'article 45, alinéa 1, est fixée dans le budget 2018 à 17% de la masse salariale du personnel éducatif des structures d'accueil collectif et des coordinatrices de l'accueil de jour des enfants, rattachées à un réseau d'accueil de jour reconnu. Elle augmente de 1.6% par an pour atteindre 25% en 2023.

Projet du Conseil d'Etat	Texte à l'issue des travaux de la commission
atteindre 25% en 2023.	
[3] De 2017 à 2022, la contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur, sa contribution pour l'aide au démarrage et la contribution complémentaire pour l'accueil parascolaire au sens du décret fixant la contribution complémentaire de l'Etat pour l'accueil parascolaire pour la période de 2016 à 2022.	[3] De 2017 à 2022, la contribution de l'Etat comprend sa contribution ordinaire, sa contribution en sa qualité d'employeur, sa contribution pour l'aide au démarrage et la contribution complémentaire pour l'accueil parascolaire au sens du décret fixant la contribution complémentaire de l'Etat pour l'accueil parascolaire pour la période de 2016 à 2022.
[4] Le Conseil d'Etat présente un projet de décret portant sur le dépassement, si l'augmentation annuelle de la contribution de l'Etat calculée conformément à l'alinéa 2 est supérieure par rapport à l'année 2015 à :	[4] Le Conseil d'Etat présente un projet de décret portant sur le dépassement, si l'augmentation annuelle de la contribution de l'Etat calculée conformément à l'alinéa 2 est supérieure par rapport à l'année 2015 à :
– 14.53 millions en 2018	– ~~14.53~~ 16,93 millions en 2018
– 20.93 millions en 2019	– ~~20.93~~ 23,83 millions en 2019
– 28.63 millions en 2020	– ~~28.63~~ 34,63 millions en 2020
– 34.13 millions en 2021	– ~~34.13~~ 41,63 millions en 2021
– 39.63 millions en 2022 et 2023	– ~~39.63~~ 48,63 millions en 2022 et 2023
Ce dépassement devra être compensé par des économies en particulier dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes.	~~Ce dépassement devra être compensé par des économies en particulier dans les prestations de l'Etat en lien avec les communes~~.
Art. 6 **Disposition transitoire - terminologie**	***Art. 6*** **Disposition transitoire – terminologie**
[1] Dans toute la loi, les désignations de personnes ou de fonctions sont au masculin, même si elles désignent indifféremment un homme ou une femme.	[1] Dans toute la loi, les désignations de personnes ou de fonctions sont au masculin, même si elles désignent indifféremment un homme ou une femme.
Art. 7 **Entrée en vigueur**	***Art. 7*** **Entrée en vigueur**
[1] Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'art. 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.	[1] Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'art. 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.
Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 17 février 2016.	Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 17 février 2016.
Le président :	Le chancelier :
P.-Y Maillard	*V. Grandjean*
Le président :	Le chancelier :
P.-Y Maillard	*V. Grandjean*

JANVIER 2017

PREAVIS DU BUREAU DU GRAND CONSEIL SUR LE RAPPORT INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ETAT A PROPOS DU POSTULAT RANDIN 11_POS_287

Le 11 septembre 2012, le Grand Conseil prenait en considération et renvoyait au Conseil d'Etat le postulat Philippe Randin 11_POS_287 « Etre accueillante en milieu familial ne doit pas relever du sacerdoce ». Le délai pour présenter un rapport, conformément à l'art. 111, al. 1 de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 (LGC), était par conséquent fixé au 11 septembre 2013.

Le 17 février 2016, le Conseil d'Etat a adopté un rapport intermédiaire, qu'il a intégré dans l'exposé des motifs et projet de loi (286) sur la loi sur l'accueil de jour des enfants, et dans lequel il ne propose pas de nouveau délai.

Sollicités par le Bureau, le motionnaire et le Conseil d'Etat se sont déclarés d'accord avec un délai de deux ans. Le Bureau a décidé d'émettre un préavis positif à ce propos à l'intention du Grand Conseil.

Dès lors, il appartient au Grand Conseil, conformément à l'art. 111, al. 2 LGC, de décider s'il accepte la prolongation du délai de réponse au postulat Randin 11_POS_287 de deux ans à compter de la décision.

Lausanne, le 17 janvier 2017.

Le rapporteur :

(Signé) *Sylvie Podio*

Deuxième Vice-Présidente

canton de vaud

AOÛT 2016 **16_INT_488**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Philippe Krieg – Route de la Fleur de Lys à Prilly, la fluidité du trafic est une nécessité ! ?

Rappel de l'interpellation

La route de la Fleur de Lys est un axe principal qui garantit la liaison routière Nord-Sud de l'Ouest lausannois, desservant plusieurs communes.

Aujourd'hui, le pont de la ligne ferroviaire du Lausanne-Echallens-Bercher (LEB) améliore la circulation et la sécurité. Ces travaux importants vont se terminer fin mars 2016.

La réfection de la route de la Fleur de Lys, propriété du canton mais à la charge de la commune de Jouxtens-Mézery n'apporte pour l'instant pas d'avantage dans la fluidité du trafic, car ce projet n'est toujours pas ficelé. Suite aux plans proposés par la Municipalité de Jouxtens-Mézery, présentés en commission communale, le projet actuel doit répondre à beaucoup trop de contraintes, soit : largeur de la route limitée à 4,50 mètres, rétrécissements divers sous la forme d'ilots pour empêcher le croisement et limitation de la circulation à 30 km/h sur le tronçon concerné. Au surplus, la commune de Prilly a décidé de mettre à ciel ouvert le ruisseau de Broye et de proposer un rétrécissement de la chaussée en direction du Garage de l'Etoile. Avec ces contraintes très importantes, cette route deviendra impraticable pour le trafic de transit qui va se reporter vers d'autres axes routiers, souvent pas suffisamment équipés pour subir une augmentation du trafic.

Questions au Conseil d'Etat :

1. *Le Conseil d'Etat a-t-il étudié une alternative à ce goulet d'étranglement ?*
2. *Quels sont les éléments qui ont conduit à la limitation à 30 km/h hors localité sur ce nouveau tronçon ?*
3. *Le rétrécissement de la largeur de la chaussée fait-il suite à une décision politique de diminution de trafic ou à une réflexion technique objective ?*
4. *Dans une planification globale, quelles sont les alternatives du Conseil d'Etat pour améliorer et surtout garantir le trafic Nord-Sud de l'Ouest lausannois ?*

Souhaite développer.

(Signé) Philippe Krieg

Réponse du Conseil d'Etat

1. Préambule

Durant la seconde moitié du XX^{e}siècle, la région lausannoise a connu une croissance démographique et économique très importante, parallèlement au développement de nouveaux modes de vie de la population, qui devient de plus en plus mobile. Cette évolution a bien sûr eu des conséquences importantes sur l'organisation du réseau routier et ferroviaire dans la région. Au fil des années notamment, les déplacements pour entrer et sortir de ce qui est désormais connu comme l'agglomération lausannoise, ainsi que les déplacements au sein même de l'agglomération, ont nécessité des adaptations constantes des infrastructures. C'est dans ce contexte qu'a notamment été construit le contournement autoroutier de Lausanne. Plus particulièrement, la question de savoir comment assurer au mieux le lien entre le Nord et l'Ouest de l'agglomération lausannoise s'est posée et est devenue l'une des préoccupations du Conseil d'Etat et des communes concernées.

Pour faciliter les déplacements, il a été envisagé, il y a plus de quarante ans, de réaménager ce qui était alors la route cantonale 320 C-S située sur le territoire des communes de Prilly et de Jouxtens-Mézery, dont le tracé, actuellement composé du chemin de la Fleur-de-Lys, de la route de Champvent et de la route de Broye, relie la route de Neuchâtel (RC 401), à la route de Cossonay (RC 251).

Cependant, l'urbanisation de l'Ouest lausannois a déplacé le trafic vers la région de Crissier : il s'avère en effet que le contournement autoroutier n'est pas principalement emprunté par des automobilistes traversant la Suisse, ou même le Canton, mais qu'entre 75 % et 85 % des utilisateurs l'empruntent pour sortir ou entrer dans l'agglomération, voire même l'utilisent pour se déplacer d'un bout à l'autre de l'agglomération. Les réflexions menées ces dernières années par le Conseil d'Etat, en collaboration avec les communes de l'agglomération Lausanne-Morges et l'Office fédéral des routes (OFROU), visent ainsi à supprimer " le goulet de Crissier ". Le concept consiste à utiliser d'avantage l'autoroute de contournement, en créant de nouvelles jonctions à Ecublens et à Chavannes ainsi qu'en complétant celles de Malley et de la Blécherette tout en adaptant le réseau cantonal et communal interne à l'agglomération.

Depuis plusieurs années, le croisement entre la route de Neuchâtel (RC 401) où passe la voie du LEB, et le chemin de la Fleur-de-Lys était devenu un point donnant lieu trop régulièrement à des situations très dangereuses pour les automobilistes et les trains du LEB. Cet état de fait a donné lieu à des nombreuses discussions entre les concernés, et notamment l'Office fédéral des transports (OFT), l'Etat de Vaud, les communes concernées et les compagnies de transports. En effet, la dangerosité de ce carrefour imposait des mesures, et ce d'autant que la cadence du LEB devait augmenter, pour répondre aux besoins en mobilité de la population et de l'économie.

A l'issue de ces discussions, un accord a pu être trouvé, permettant de supprimer le passage à niveau de la Fleur-de-Lys en le remplaçant par un franchissement dénivelé. Le tracé de la voie du LEB fait l'objet d'une correction, enjambant le vallon formé par le ruisseau de Broye grâce à un viaduc sous lequel passe un nouveau tronçon de route de raccordement entre le chemin de la Fleur-de-Lys et la route cantonale Romanel-Lausanne (RC 401). Dans le cadre des accords conclus entre l'Etat de Vaud et les communes de Prilly et Jouxtens-Mézery, signés respectivement les 15 et 30 avril 2015, la route cantonale RC 320-S a été déclassée de route cantonale en route communale, à la demande des communes. La route de la Broye sur la commune de Prilly, le chemin de la Fleur-de-Lys et la route de Champvent sur la commune de Jouxtens-Mézery ne sont donc plus de compétence cantonale. La volonté exprimée par les communes était notamment d'éviter un développement du trafic dans ces quartiers d'habitation.

Dans le cadre de discussions, en 2010 et 2012, la Commune de Prilly a présenté deux projets préalables d'aménagement de la route et du ruisseau de Broye qui ont été préavisés favorablement par la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) les 19 novembre 2010 et 23 octobre 2012. Ces projets prévoient notamment un aménagement particulier de la route de la Broye pour la rendre compatible aux caractéristiques requises d'une zone 30. Les travaux sont actuellement en cours sur la commune de Prilly. La procédure visant la légalisation de l'inclusion de la route de Broye dans la zone 30 existante sera entamée une fois les travaux et aménagements terminés. Par ailleurs, la commune de Jouxtens-Mézery a manifesté son intérêt d'inclure le chemin de la Fleur-de-Lys aux zones 30 existantes, ce qui a été admis par l'Etat dans un courrier du 14 septembre 2011. A noter que les conventions conclues avec les communes prévoient le maintien d'un subventionnement selon la loi sur les routes des travaux sur l'ex-RC 320-C-S pour des travaux effectués avant le 31 décembre 2018.

La procédure de légalisation des zones 30 intervient après la réalisation des travaux d'aménagement. Le phasage différent des travaux des communes de Prilly et de Jouxtens-Mézery générera un phasage également différent sur les procédures de légalisation des zones 30.

2. Réponses aux questions

Question 1 – Le Conseil d'Etat a-t-il étudié une alternative à ce goulet d'étranglement ?

Comme indiqué en préambule, la situation du carrefour de la Fleur-de-Lys a fait l'objet de travaux permettant d'en mieux assurer la sécurité, et garantissant l'accessibilité des quartiers d'habitation situés dans cette zone.

Conscient de la nécessité de fluidifier le trafic dans l'Ouest lausannois, le Conseil d'Etat a mené des réflexions en collaboration avec les communes de l'agglomération Lausanne-Morges et l'OFROU visant ainsi à supprimer " le goulet de Crissier ". Les grandes lignes de ces réflexions sont présentées sous question 4.

Question 2 – Quels sont les éléments qui ont conduit à la limitation à 30 km/h hors localité sur ce nouveau tronçon ?

Il y a tout d'abord lieu de préciser que la création de zone 30 n'intervient qu'en traversée de localité et que les routes incluses et à inclure dans les zones 30 des communes de Prilly et de Jouxtens-Mézery sont toutes en traversée de localité.

De manière générale, les demandes de limitation de vitesse et de création de zone 30 en traversée de localité sont le fruit de réflexions communales et non cantonales. Le cas du chemin de la Fleur-de-Lys et de la route de Champvent sur la commune de Jouxtens-Mézery ne fait pas exception.

Les éléments mis en avant par la Commune de Jouxtens-Mézery sont la géométrie et la largeur de la route ne permettant pas de dépasser la vitesse de 30 km/h.

Question 3 - Le rétrécissement de la largeur de la chaussée fait-il suite à une décision politique de diminution de trafic ou à une réflexion technique objective ?

A ce jour, la DGMR n'a pas reçu de dossier d'examen préalable de la part de la Commune de Jouxtens-Mézery concernant

le projet d'aménagement du chemin de la Fleur-de-Lys et de la route de Champvent. Le Conseil d'Etat ne peut donc pas se prononcer sur la question.

Dès que le dossier sera transmis, la DGMR procédera à la vérification de sa conformité globale et notamment au respect des normes techniques en matière de construction routière, de trafic et de gabarit de chaussée.

Question 4 - Dans une planification globale, quelles sont les alternatives du Conseil d'Etat pour améliorer et surtout garantir le trafic Nord-Sud de l'Ouest lausannois ?

Le projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM) prévoit une utilisation intensive de la ceinture autoroutière pour desservir les différentes poches ou secteurs de l'agglomération. L'utilisation de la ceinture autoroutière doit délester les centres du trafic de transit. Ce concept de desserte par poche de l'agglomération se heurte aujourd'hui à l'insuffisance des jonctions d'autoroute dans l'Ouest lausannois et à l'insuffisance de capacité du réseau autoroutier dans le goulet de Crissier.

Il s'agit de permettre aux automobilistes de rester le plus longtemps possible sur le réseau des routes nationales afin qu'ils utilisent moins longtemps les routes cantonales et communales. Cela signifie des nuisances routières en moins pour les habitants et aussi une utilisation plus intelligente des surfaces routières en augmentant le nombre de pistes cyclables et en permettant aux transports publics de bénéficier de pistes propres et ainsi se déplacer de manière plus efficace.

Plusieurs routes cantonales et communales vont également être réaménagées pour permettre aux véhicules qui utiliseront les nouvelles sorties de ne pas se trouver bloqués dans un bouchon. Ceci implique souvent de réaménager des carrefours et/ou d'améliorer leur fonctionnement.

Il s'agit d'un enjeu important pour la mobilité des vaudoises et des vaudois et le développement économique du Canton. L'Ouest lausannois est en effet la région qui a le plus de potentiel pour accueillir de nouveaux habitants et de nouveaux emplois. Pour cela, il est nécessaire de développer des projets d'accessibilité multimodale pour favoriser la circulation d'un nombre croissant de bus, les déplacements en vélo et rendre plus agréable la marche à pied, sans pour autant chasser les voitures.

La suppression du goulet d'étranglement de Crissier et la création des nouvelles jonctions représentent un défi important pour la Confédération, le Canton et les communes de l'agglomération Lausanne-Morges. Ces réalisations permettront en finalité de réduire les bouchons sur les autoroutes vaudoises, de faciliter les déplacements à destination de l'Ouest lausannois et de fluidifier la circulation au sein même de l'agglomération Lausanne-Morges.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 31 août 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

OCTOBRE 2016 **16_INT_490**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Yvan Pahud – A quand une sécurisation de la route L'Auberson-Sainte-Croix au lieu-dit "le Remblais" ?

Rappel

La route cantonale qui relie le village de L'Auberson à Sainte-Croix est peu ou pas sécurisée.

En hiver, lors de mauvaises conditions climatiques, plusieurs sorties de routes d'automobilistes sont à dénombrer dans ce secteur, heureusement sans gravité à ce jour.

Mais qu'en serait-il d'un bus scolaire ?

En effet, en plus des milliers de frontaliers qui utilisent cette route pour se rendre dans le Nord-Vaudois, celle-ci est également utilisée pour acheminer les élèves des classes d'écoles de L'Auberson.

Rappelons-nous ce tragique accident de bus qui a coûté la vie à 8 personnes et en a blessé 24, le 20.01.1974, sur ce même tronçon. Plus récemment en France voisine, à la suite à de mauvaises conditions routières, un accident de car transportant des collégiens a fait 2 morts et 8 blessés. Les conditions climatiques du Jura français sont similaires à celles du Balcon du Jura.

Le tronçon le plus dangereux est situé à la sortie de la localité de L'Auberson, en direction du lieu-dit " Le Remblais ". Aucune barrière ne sécurise les milliers d'usagers qui empruntent cette route chaque jour. Une simple banquette herbeuse sépare la chaussée d'un ravin d'une centaine de mètres. Il n'y a donc aucun moyen donc d'arrêter la course d'un véhicule qui mordrait le bord de la route.

Un réel sentiment d'insécurité est ressenti par les usagers qui empruntent cette route, plus particulièrement en hiver lors de mauvaises conditions routières.

Le Conseil d'Etat est-il conscient de ce problème de sécurité sur ce tronçon ?

Qu'envisage-t-il comme solution pour éviter un accident aux conséquences tragiques dans ce secteur ?

Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Ne souhaite pas développer.

(Signé) Yvan Pahud

Réponse du Conseil d'Etat

1. PREAMBULE

Le Conseil d'Etat partage le souci exprimé par le député Yvan Pahud quant à la nécessité d'assurer la sécurité des usagers sur le réseau routier vaudois, notamment en hiver lorsque les conditions climatiques sont mauvaises. Les 190 employés d'entretien rattachés à la Division entretien de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) sont ainsi fortement investis au quotidien pour

garantir la praticabilité des 2’100 km de routes cantonales qui relient les régions et les pôles économiques et permettent à la population d’effectuer ses déplacements professionnels et privés. En hiver, le déneigement et la lutte contre le verglas constituent leurs principales tâches, alors qu’avec les beaux jours, ces employés entretiennent les chaussées ainsi que les abords des routes pour garantir la sécurité du trafic.

Parallèlement, conformément au programme de législature 2012 – 2017 du Conseil d’Etat, la DGMR mène des études continues sur l’accidentologie du réseau vaudois, afin d’identifier les carrefours ou tronçons où le nombre d’accidents est nettement plus élevé que sur des carrefours ou tronçons comparables. Ces "points noirs" sont systématiquement évalués et le Conseil d’Etat propose au Grand Conseil des crédits d’investissement au Grand Conseil afin d’assainir des carrefours ou des tronçons de route dangereux.

Ainsi, le Grand Conseil a régulièrement octroyé depuis le début de législature des crédits-cadres pour financer des travaux d’entretien de revêtements bitumineux, corriger des points noirs et assainir des carrefours dangereux. On relèvera dans ce contexte que le Grand Conseil a notamment octroyé en 2014 un crédit-cadre pour financer des travaux de mise en conformité des glissières et des garde-corps existants ainsi que des adaptations de glissières, dans les zones critiques, pour les motards. La pose de glissière ou barrières (garde-corps) peut en effet s’avérer nécessaire pour empêcher un véhicule en perdition de terminer sa route dans un obstacle latéral ou un ravin.

Pour déterminer s’il est nécessaire de poser des glissières de sécurité sur un point du réseau routier cantonal, un groupe d’expertise dit "groupe des glissières" a été constitué par la DGMR : composé de collaborateurs de la DGMR et de la Police cantonale (PolCant), ce groupe se déplace plusieurs fois par année sur le terrain pour procéder à l’analyse objective des demandes de pose de glissières de sécurité qui émanent de particuliers, de communes ou de collaborateurs de l’Etat tels que les voyers ou chefs de projet routier.

Ce groupe apprécie les conditions locales (présence ou non d’élément à risque comme les talus, cours d’eau, nappes phréatiques, obstacles de type poteau de téléphone, armoire électrique, pile de pont, arbre, gabions, etc.) et les met en relation avec les critères et seuils décrits dans la norme suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) portant sur les glissières de sécurité (norme 640’561-2015 "Sécurité passive dans l’espace routier – Dispositifs de retenue de véhicules"). Le groupe analyse également les accidents de la circulation, notamment, leurs causes et leur fréquence : la norme VSS concernée préconise en effet la pose de barrières de sécurité sur un tronçon si au moins deux accidents avec dommage corporel sont à déplorer durant une période de 10 ans. Enfin, le groupe prend en compte dans son analyse de la situation le trafic journalier moyen ainsi que le taux de poids lourds circulant sur le tronçon concerné.

Il faut souligner ici que ce groupe cherche également à renforcer la sécurité des usagers de la route en éliminant les éléments à risque ou en proposant la mise en place d’autres mesures telles que la pose de balises supplémentaires pour une meilleure lecture de la sinuosité de la route ou l’implantation de panneaux à chevrons pour signaler la présence d’un virage dangereux.

A noter que lors de l’expertise in situ, le groupe des glissières invite systématiquement la personne à l’origine de la demande.

De l’avis du Conseil d’Etat, l’existence de ce groupe permet de garantir un traitement équitable de toutes les demandes en se basant sur les mêmes critères objectifs et ce dans le respect des normes suisses. Cette manière de faire garantit également la cohérence de l’action cantonale.

2. RÉPONSES AUX QUESTIONS

Question 1 – Le Conseil d’Etat est-il conscient de ce problème de sécurité sur ce tronçon ?

Le Conseil d’Etat rappelle que pour assurer la sécurité sur les routes, il convient lorsqu’un tronçon est

signalé comme étant dangereux de procéder à une analyse factuelle de la situation, afin d'en évaluer objectivement les éventuels dangers et de déterminer cas échéant les mesures à prendre.

Dans le cas du tronçon L'Auberson – Sainte-Croix, on constate la présence d'un talus dont la taille peut en effet générer, comme le relève le député Yvan Pahud, un "réel sentiment d'insécurité" chez les conducteurs.

Question 2 – Qu'envisage-t-il comme solution pour éviter un accident aux conséquences tragiques dans ce secteur ?

Le groupe des glissières s'est rendu sur place le 26 mai 2016 et le député Yvan Pahud, à l'origine de la demande par son interpellation, a participé à l'analyse in situ. Dans son rapport, le groupe relève que *"La route est relativement âgée, mais vu l'entretien régulier (colmatage des fissures, entretien des bords de chaussée, etc.), son état est acceptable. Longeant le flanc de la montagne, elle ne dispose d'aucune banquette avant le talus et elle compte une largeur d'environ 6 mètres. Elle est de plus bordée de quelques arbres accolés au bord de chaussée, sans pour autant que la chaussée ne soit dégradée. Ce secteur est limité à 80 km/h".*

Le groupe relève également que selon les informations figurant dans la base de données officielle sur les dix dernières années, aucun accident n'a été recensé par la police cantonale sur ce tronçon. Le trafic journalier moyen y est de 2'700 véhicules par jour selon les comptages cantonaux (valeur 2010).

Dans ses conclusions, le groupe juge qu'il n'est pas nécessaire de poser une glissière telle que demandée sur ce tronçon. En effet, ni la distance critique, ni la fréquence des accidents, ni le trafic minimal ne nécessitent, au regard des critères figurant dans la norme VSS, la pose d'un tel aménagement. Le groupe relève notamment que le talus présente une déclivité qui n'est pas considérée comme à risque et que le trafic journalier moyen est inférieur aux 12'000 véhicules par jour qui rendraient la pose d'une glissière nécessaire compte tenu de la présence du talus.

Le groupe relève d'autre part que sa décision de ne pas poser de glissière à cet endroit s'inscrit en cohérence avec l'ensemble du réseau cantonal qui comporte bien d'autres endroits présentant des caractéristiques similaires et qui n'ont pas été équipés de glissières.

3. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire de la DGMR, continuera d'être attentif à la situation sur ce tronçon, comme il l'est pour l'ensemble du réseau routier, afin d'en assurer la sécurité, et relève que les collaborateurs de la région nord de la Division entretien de la DGMR examineront ce tronçon pour définir les travaux d'entretien à entreprendre.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 9 octobre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **16_INT_493**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Julien Cuérel et consort – RC253, un tronçon oublié ?

Rappel de l'interpellation

En 2010, les lignes directrices pour la planification de la gestion du réseau (RoC 2020) ont été publiées par le Département des infrastructures et des ressources humaines.

Ce document faisait un état précis de l'état du réseau routier cantonal en mentionnant notamment pour chaque tronçon routier son état allant de bon à mauvais.

Une explication présentait la méthode d'évaluation ainsi que des scénarios d'entretien permettant d'optimiser les dépenses, respectivement d'intervenir avant que la route devienne impraticable.

En 2015, une partie de la RC253 (croisée des Clées – Vuitebœuf) a été réfectionnée et la population voisine pouvait imaginer que la suite serait programmée en 2016 et 2017.

Toutefois, force est de constater que la suite de la réfection de cette route ne va pas intervenir cette année, pour autant elle figurait en rouge ou orange sur la planification de 2010 et son état de dégradation est fortement avancé.

Le voyer et la commune de Baulmes demandaient déjà que des mesures soient prises en 1997 afin d'effectuer une réfection. Vingt ans se sont écoulés et il semble que le moment soit venu.

Dès lors, je pose les questions suivantes :

1. En quelle(s) année(s) le solde de la réfection de la RC253 reliant la croisée des Clées (sortie d'autoroute) à Vuitebœuf est-il programmé, pour autant qu'il le soit ?

2. Pourquoi est-ce que l'entier de la RC 253 en mauvais état n'a pas été réfectionné en même temps, ce qui aurait engendré certaines économies d'échelles ?

3. Est-ce qu'un état intermédiaire des tronçons en mauvais état répertoriés dans la planification RoC 2020 peut être établi ?

Ne souhaite pas développer.

(Signé) Julien Cuérel

et 1 cosignataire

Réponse du Conseil d'Etat

1. PREAMBULE

L'entretien du réseau routier, sa sécurisation, le maintien de sa substance patrimoniale ainsi que son adaptation aux modifications de sollicitations sont des préoccupations permanentes du Conseil d'Etat.

Le réseau des routes cantonales hors traversée de localité comprend 1500 kilomètres de routes qui

relient les régions entre elles et permet à la population d'effectuer ses déplacements, aussi bien professionnels que privés. Ces routes sont très sollicitées par un trafic en constante augmentation et par des véhicules de plus en plus lourds. Le réseau exige dès lors un entretien constructif régulier, pour d'une part garantir la sécurité de tous les usagers (voitures, bus, camions, deux-roues), et d'autre part maintenir cette substance patrimoniale dont la valeur à neuf est estimée à 4 milliards de francs.

Une route entretenue de manière régulière est gage d'une utilisation efficiente des deniers publics. A contrario, une route mal entretenue subira des dégradations plus profondes, voire structurelles, et nécessitera des travaux d'assainissement considérables et coûteux. Suivant l'adage "Mieux vaut prévenir que guérir", le Canton mène donc une politique d'entretien préventif scrupuleuse, sur la base d'une cartographie de l'état du réseau effectuée tous les cinq ans ainsi que sur des constats effectués sur le terrain par les voyers et leurs équipes de terrain.

Afin d'optimiser au mieux l'engagement des ressources financières mises à sa disposition, la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) a développé une méthode pragmatique d'analyse des besoins et de priorisation des projets.

Dans cette approche répétée chaque année, trois éléments sont pris en compte :

- la qualification de l'état de la chaussée selon des indices de qualité normés ;
- l'analyse réalisée par les responsables de région-voyers avec l'appui de leur personnel d'exploitation ;
- les caractéristiques des couches de revêtement en place mesurées sur des analyses de carottes prélevées in situ.

Le recoupement entre l'analyse des régions et des indices d'état permet de réaliser une première liste d'une cinquantaine d'objets. Ces objets sont ensuite filtrés sur la base de critères complémentaires, comme l'analyse des caractéristiques des enrobés en place, les mesures de portances, les accidents, la vision locale du tronçon concerné, etc.

Le premier objectif du Conseil d'Etat, par le travail de la DGMR, est de pouvoir intervenir avant que la limite ne permettant plus d'assurer la sécurité des usagers ne soit atteinte. De cette manière, les normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (normes VSS) en vigueur sont respectées en offrant un niveau suffisant de sécurité et de confort à l'ensemble des usagers du réseau routier vaudois.

Le deuxième objectif du Conseil d'Etat est de garantir un investissement le plus équitable possible dans toutes les régions du canton.

La règle générale appliquée au sein de la DGMR permettant de procéder aux choix techniques adaptés à chaque renouvellement de revêtement est toujours la sélection de la meilleure solution technique connue, en regard d'un prix adapté, ce qui conduit à la mise en place d'un nouveau revêtement offrant le meilleur rapport "coût/avantage" possible.

2. RÉPONSES AUX QUESTIONS

Question 1 – En quelle(s) année(s) le solde de la réfection de la RC253 reliant la croisée des Clées (sortie d'autoroute) à Vuitebœuf est-il programmé, pour autant qu'il le soit ?

Le tronçon reliant L'Abergement au lieu-dit "Champ-des-Bois" fait actuellement l'objet de travaux préparatoires de stabilisation des banquettes et de contrôle des canalisations. Ces travaux sont en grande partie effectués en interne par les équipes du voyer de la région Nord. Il est actuellement prévu de procéder au renouvellement de la couche de roulement de ce secteur avec le prochain crédit-cadre d'entretien de revêtements bitumineux. Sous réserve de l'obtention de ce crédit, les travaux seront réalisés en 2017.

Pour le solde du tronçon "Champ-des-Bois" - Vuitebœuf, un renouvellement de la couche de roulement ne suffit pas. Il y a lieu de procéder à des adaptations du tracé (corrections de courbes,

modifications de l'axe de la chaussée, élargissement, ...) impliquant la réalisation d'un projet routier plus complexe que la seule pose de la couche supérieure de roulement.

Les premières analyses montrent qu'il ne sera pas possible de rester dans les emprises du domaine public actuel et qu'il y aura lieu de procéder à des échanges de terrains et/ou des expropriations. Ainsi les premiers travaux du solde de la RC 253 sont prévus pour 2018-2019.

Question 2 – Pourquoi est-ce que l'entier de la RC 253 en mauvais état n'a pas été réfectionné en même temps, ce qui aurait engendré certaines économies d'échelles ?

Comme exposé dans la réponse à la question 1, pour une grande partie de la RC 253, un unique renouvellement de la couche de roulement ne suffit pas. Une véritable correction routière est nécessaire. Le coût d'un renouvellement de la couche de roulement oscille entre 35 et 60 francs/m2 suivant le nombre de couches touchées alors que les coûts d'une correction routière sont de deux à trois fois plus élevés. Le coût d'entretien de l'entier de la RC 253 entre la croisée des Clées et Vuitebœuf est largement supérieur au crédit annuel disponible pour l'entretien des chaussées de l'ensemble du réseau des routes cantonales vaudoises ce qui nécessite de fractionner les investissements, voire de demander des crédits spécifiques pour la réfection de secteurs particulièrement touchés.

De plus, lors de corrections routières ne pouvant pas être réalisées dans les emprises actuelles du domaine public, comme dans le cas de la RC 253, les études préalables ainsi que la procédure de mise à l'enquête publique nécessitent bien plus de temps que celles liées au simple renouvellement des couches de roulement.

Question 3 - Est-ce qu'un état intermédiaire des tronçons en mauvais état répertoriés dans la planification RoC 2020 peut être établi ?

Comme indiqué dans le rapport "Routes cantonales à l'horizon 2020 : lignes directrices pour la planification et la gestion du réseau (RoC 2020)", des relevés de l'état de la chaussée sont faits à intervalles réguliers.

Une campagne de relevés est actuellement menée par une entreprise spécialisée dans l'auscultation routière, mandatée à cet effet. Les données collectées seront analysées, notamment sous l'angle de l'évolution de l'état des routes par rapport à la dernière campagne qui date de 2011, et de l'influence des investissements consentis depuis la campagne 2011 sur l'état général du réseau.

Dans ce cadre, et sur la base des données relevées en 2016, un programme provisoire des travaux pour une période de 4 ans sera établi et fera l'objet de demandes de crédit pour en assurer le financement.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 9 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **15_INT_397**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Brigitte Crottaz et consorts – Le travail c'est la santé. Oui, mais pas toujours…

Rappel de l'interpellation

Le travail a de multiples impacts positifs sur le bien-être et la santé de la population active. Il sécurise l'existence, est une part importante de l'identité personnelle, apporte de la reconnaissance sociale et promeut le développement des compétences et des capacités. Mais, souvent, il génère du stress et de l'épuisement, deux phénomènes qui sont les défis du monde contemporain du travail. L'évolution constante, la pression temporelle, la joignabilité permanente, les conflits avec les collègues, les exigences professionnelles toujours plus élevées sont des contraintes génératrices de stress.

La stabilité professionnelle est également source de sécurité, alors que les emplois à durée déterminée génèrent plus de stress.

S'adapter au changement est une chose, mais subir de perpétuels changements, sans accompagnement, peut être désécurisant.

En Suisse, le stress des personnes actives a augmenté de 30% au cours des dix dernières années. Un tiers des personnes exerçant une activité professionnelle se sentent stressées, ce qui entraîne un épuisement émotionnel au travail et conduit au burnout, à la dépression, aux troubles du sommeil et à des difficultés à prendre des décisions, autant d'éléments qui sont sources d'absentéisme.

Le rapport de l'Observatoire suisse de la santé (OBSAN)[1]sur la santé dans le canton de Vaud en 2012 décrivait que la proportion de personnes disant subir des nuisances au travail au moins un quart du temps était plus élevée dans le canton de Vaud qu'en Suisse, tendance qui s'accentuait encore par rapport à la même évaluation faite en 2007.

Une intervention ciblée des employeurs peut avoir une influence positive sur la santé, la productivité et la loyauté des personnes via une diminution des contraintes professionnelles et une augmentation des ressources. Ces dernières sont soit liées à la situation professionnelle — marge de manœuvre, considération de l'employeur, par exemple — ou à la personne elle-même — caractère optimiste, confiance en soi, stabilité émotionnelle, par exemple.

Promotion santé[2]est une fondation de droit privé soutenue par les cantons et les assureurs. Elle initie, coordonne et évalue, en vertu d'un mandat légal, des mesures destinées à promouvoir la santé et à prévenir les maladies. Elle a développé un outil statistique pour évaluer le stress et se propose de suivre à intervalles réguliers l'évolution du stress au sein de la population active. Cette étude se fait en collaboration avec l'institut de psychologie au travail de Berne, l'institut d'économie de Winterthur et de la HES des sciences appliquées de Zürich. Elle examine les impacts du stress lié au travail sur la santé et la productivité. Trois indicateurs ont été développés sur la base des résultats obtenus, l'objectif étant d'obtenir une classification simple des conditions de travail et de l'état de santé et d'en estimer le potentiel économique.

Les données collectées en février 2014 sur 130'000 participants ont montré qu'il n'y avait pas de différence statistique au niveau régional, ni en fonction du sexe ou du niveau de formation. Par contre des différences existaient en fonction des tranches d'âges, les personnes en début de carrière étant plus stressées, et en fonction de la position dirigeante ou non, les subalternes étant plus sujets au stress.

Le " job stress index " (JSI) est l'indicateur qui analyse les conditions de travail et donne des informations sur les ressources et les contraintes au travail. L'étude a démontré que, pour 2014, trois quarts des actifs avaient un JSI bas ou moyen, signifiant qu'ils avaient autant de contraintes que de ressources. Par contre une quart des actifs avaient un JSI de plus de 54 — sur une échelle de 1 à 100. Ce groupe bénéficierait donc d'une diminution des contraintes et d'une amélioration des ressources.

Le taux d'épuisement sous forme de surmenage, perte d'énergie, fatigue extrême, était la manifestation la plus évidente du burnout. 24% des actifs se disaient assez ou très épuisés, ce qui, rapporté à l'ensemble de la Suisse, représente environ

un million de personnes.

Le potentiel d'économie, en évaluant les coûts liés au stress et en montrant les gains de productivité possibles, a été évalué à 5.58 milliards par an. L'amélioration des performances compterait pour 75% de cette somme — 4.25 milliards — et la diminution des absences pour 25% — 1.3 milliard.

Suite à ces constatations, les député-e-s soussigné-e-s adressent les questions suivantes au Conseil d'État :

1. *De manière générale, quelles sont les mesures que le Conseil d'État et les autorités d'engagement ont prises en matière de santé des collaboratrices-teurs ?*
2. *Le Conseil d'État a-t-il déjà entrepris des évaluations du type de celle de " Promotion Santé " ou d'un autre type au sein de ses différents départements et services ?*
3. *Si oui, quels en sont les résultats et une comparaison peut-elle être faite avec les chiffres suisses ? Une évaluation longitudinale est-elle prévue ? Quelles sont les populations les plus touchées et les grandes tendances ?*

[1] http://www.obsan.admin.ch/bfs/obsan/fr/index/05/publikationsdatenbank.html

[2] http://promotionsante.ch/qui-sommesnous/telechargements.html

Réponse du Conseil d'Etat

1. Introduction

En Suisse, conformément au code des obligations, à la loi sur le travail (LTr) et à ses ordonnances d'application, ainsi qu'à la loi sur l'assurance accident (LAA), un employeur doit prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la santé physique et psychique de ses collaborateurs. Dans son dispositif normatif régissant le statut du personnel, l'Etat de Vaud porte ainsi une attention spécifique à la problématique de la santé et de la sécurité au travail de ses collaboratrices et collaborateurs. En effet, l'article 5 de la loi sur le personnel (LPers) stipule notamment que " *Le Conseil d'Etat prend les mesures nécessaires à la protection de la santé et de la personnalité des collaborateurs*".

Depuis le 1er janvier 2000, conformément à la LAA, les entreprises doivent appliquer les prescriptions de la directive de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) relative à l'appel à des médecins et autres spécialistes de la sécurité au travail (directive MSST). Cette directive stipule qu'à la place de mettre en place une solution individuelle, à savoir développer leur propre système de santé et sécurité au travail (SST), les entreprises peuvent faire appel à une solution de branche professionnelle, partant du principe que les risques dans les entreprises d'une même branche sont du même ordre. Le recours à une solution de branche permet ainsi d'optimiser les ressources consacrées à la réalisation d'un SST : par exemple différents outils tel qu'un concept de sécurité ou des listes de contrôle, des formations sont mis à disposition dans ce cadre. A noter que la mise en œuvre et, cas échéant, l'adaptation de ces outils au contexte spécifique d'une entreprise sont du ressort de ces entreprises. Pour être certifiées par la CFST, les solutions de branche doivent être soutenues par les partenaires sociaux de la branche et élaborées en collaboration avec des spécialistes de la sécurité au travail.

Afin de répondre à ses obligations, l'administration cantonale vaudoise (ACV) a choisi en 2002 d'adhérer à la solution de branche des administrations cantonales[1]. Certains services, dont les collaborateurs et collaboratrices sont confrontés à des dangers particuliers spécifiques, ont également adhéré à la solution de branche de leur domaine d'activité lorsque celle-ci existe. C'est le cas de la Direction générale de la mobilité et des routes qui a adhéré à la solution de branche portant sur la sécurité au travail pour les services d'entretien des routes ou de la Direction générale de l'environnement qui a adhéré à la solution de branche de l'économie forestière.

En 2004, le Conseil d'Etat a confié à ses services spécialisés (Service du personnel et Service de la santé publique) la responsabilité de déployer, avec les services de l'ACV, la solution de branche et de proposer des prestations concrètes de santé et sécurité au travail. En 2011, suite à une phase de développement de prestations de médecine du travail à l'interne, le SSP a conclu avec la Polyclinique médicale universitaire (PMU) une convention portant sur la création d'un Centre de santé au travail (CST), visant à renforcer les prestations proposées. Ainsi, le CST assure des prestations médicales individuelles telles que les examens d'embauche et périodiques, et fournit des prestations collectives aux services, comme des campagnes de vaccinations ou de prévention santé. De plus, le CST peut être mandaté en tant que conseil pour la mise en application des exigences de la directive MSST, par exemple sous la forme d'un accompagnement aux services pour l'identification des risques et des mesures y relatives.

A la demande des collaborateurs ou de leur service employeur, le CST assure des prestations ciblées de médecine du travail, par exemple d'ergonomie sur les postes de travail, pour les situations où des troubles de santé liés au poste de travail sont suspectés. Ces prestations sont disponibles pour tous les collaborateurs de l'ACV. En cas de situation particulière qui nécessite des compétences pointues, le CST peut mandater des spécialistes externes tels que des hygiénistes. Toujours dans le cadre de la convention qui le lie à l'Etat, le CST effectue en effet des évaluations médicales liées aux absences de longue durée.

La gestion des situations d'absences de longue durée a été placée sous la responsabilité Service du personnel (SPEV), conformément à l'article 8 LPers qui précise que ce service " *observe les conditions de travail et aide les collaborateurs qui rencontrent des difficultés professionnelles momentanées par la mise à disposition d'une structure d'encadrement*". L'article 9 du règlement d'application de la LPers prévoit à cet égard que " *dans le but d'aider les collaborateurs, le SPEV offre un appui à celui qui connaît, à son poste ou dans sa fonction, des difficultés professionnelles importantes, mais dont l'incapacité, attestée médicalement, n'est ni définitive ni totale*".

Le SPEV a ainsi mis en place dès 2007 un dispositif de gestion des absences longue durée, initié dans un premier temps en phase pilote, puis confirmé en 2009, actuellement rattaché au secteur " réinsertion professionnelle ". L'objectif principal est le maintien en emploi des personnes atteintes dans leur santé et leur retour rapide et durable en activité, si possible au poste initial. Ce dispositif, s'articule ainsi selon deux axes : d'une part, un processus de gestion administrative des absences maladie et accident (de longue durée) et, d'autre part, une prise en charge concertée et adaptée des situations les plus complexes, par un ensemble de mesures favorisant le maintien en emploi. Il s'agit ainsi de détecter et de prendre en charge de manière précoce les situations d'absence susceptibles de durer, d'accompagner la personne dans les différentes démarches de recherche de solution et de favoriser la coordination entre les différents acteurs impliqués dans le suivi des situations. Sont en effet principalement impliqués dans ce type de situation, outre la personne concernée, le service employeur, sur demande le CST, la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV) et les offices AI. Depuis 2014, différentes questions ont fait l'objet d'une attention particulière : révision du système d'indemnisation des absences, amélioration des interactions avec la CPEV, gestion des postes occupés par des collaborateur-trice-s atteint-e-s dans leur santé, introduction de la médecine-conseil dans la gestion des absences. A noter qu'un mode d'emploi pour le suivi des absences répétées ainsi qu'une brochure à l'attention des collaborateurs sur la gestion des absences longue durée ont été développés.

Par ailleurs, plusieurs formations en matière de prévention en santé, telles que " prévenir les risques de burn-out pour ses collaborateurs ", " concilier horaires irréguliers, santé et qualité de vie ", " travail à l'écran : quelques techniques préventives " sont proposées depuis plusieurs années par le Centre d'éducation permanente (CEP) offre. Ces formations sont très rapidement identifiables sous la thématique " prévention et santé " sur le site internet www.cep.vd.ch.

Soucieux de poursuivre la sensibilisation du management en matière de harcèlement et de protection de la personnalité afin de permettre une meilleure prévention et détection des éventuelles difficultés rencontrées sur le terrain, le Conseil d'Etat a mandaté le Groupe Impact pour assurer la formation de l'ensemble des cheffes et chefs de service à cette question, ainsi que, dès septembre 2016, l'ensemble des personnes membres de l'encadrement ayant la responsabilité de gérer du personnel.

Conscient de la nécessité de renforcer la coordination des différentes mesures dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail des collaborateurs et collaboratrices de l'ACV au fur et à mesure qu'elles sont déployées et de formaliser l'organisation du dispositif, le Conseil d'Etat a adopté, en novembre 2016 après avoir consulté les associations professionnelles et les syndicats, le règlement relatif à la protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs au travail de l'Administration cantonale (RSST) qui entrera en vigueur au 1er janvier 2017. Selon le règlement, c'est le Conseil d'Etat qui définit la politique et la solution (en l'occurrence la solution de branche administrations cantonales ou une solution entreprise) que l'ACV doit appliquer. Il précise également l'organisation et les attributions des acteurs de l'ACV en la matière. Il est important de relever que les chefs de service portent un rôle capital, ces derniers étant responsables de la mise en application du système de santé et sécurité au sein de leur entité. Ils auront, entre autres, à désigner un correspondant sécurité ou assurer la constitution d'un comité d'hygiène de service pour les entités présentant des dangers particuliers. Ces correspondants ou comités auront la charge de déterminer les risques en présence, identifier les mesures à prendre et organiser les secours en cas de danger. Afin de garantir une application cohérente et transversale, une unité de santé et sécurité au travail est constituée au SPEV. Cette unité a la charge d'assurer le pilotage opérationnel de la mise en œuvre et d'appuyer une Commission de coordination nouvellement constituée afin de donner les impulsions transversales de sa compétence.

Il est ainsi prévu d'organiser des actions transversales de sensibilisation portant par exemple sur l'ergonomie au poste de travail ou le risque de chutes, ainsi que de soutenir les services qui le souhaitent dans des actions spécifiques de prévention. En parallèle il est également prévu de renforcer les prestations du CST visant à réduire le risque d'apparition de problèmes de santé (prévention primaire).

***2.* Réponses aux questions posées**

1. *De manière générale, quelles sont les mesures que le Conseil d'État et les autorités d'engagement ont prises en matière de santé des collaboratrice-teurs ?*

Comme indiqué en introduction, le Conseil d'Etat déploie depuis plusieurs années de nombreuses mesures en matière de santé et de sécurité au travail. De manière synthétique, il s'agit d'un dispositif normatif prévoyant des dispositions pour la

protection de la santé et la sécurité des collaboratrices.teurs et une organisation dédiée, la mise en place d'un service de médecine du travail (CST) à l'attention des collaboratrices.teurs, le déploiement du dispositif " Gestion des absences longue durée ", un catalogue de formations dédiées à la thématique, ainsi que des actions spécifiques transversales ou ciblées par entités. Ce dispositif permettra d'apporter des réponses adéquates pour les différents niveaux de prévention.

2. Le Conseil d'État a-t-il déjà entrepris des évaluations du type de celle de " Promotion Santé " ou d'un autre type au sein de ses différents départements et services ?

A ce stade, les évaluations qui ont pu être menées l'ont été dans le cadre des démarches ponctuelles portant sur la situation spécifique de l'une ou l'autre entité de l'administration. Néanmoins, le SPEV a pu bénéficier il y a quelques mois d'une présentation de l'outil S-tool que mentionne l'interpellatrice, à l'occasion d'une rencontre avec Promotion Santé Suisse.

Le Conseil d'Etat relève qu'il reviendra à la Commission de coordination instituée par le règlement SST de déterminer s'il est ou non opportun de mener une évaluation transversale à l'aide de ce type d'outils, et ce en fonction des besoins qui seront constatés.

3. Si oui, quels en sont les résultats et une comparaison peut-elle être faite avec les chiffres suisses ? Une évaluation longitudinale est-elle prévue ? Quelles sont les populations les plus touchées et les grandes tendances ?

Etant donné l'absence d'enquête transversale à l'ensemble de l'ACV, le Conseil d'Etat ne dispose pas d'informations chiffrées à ce sujet.

[1] Cette solution a été recertifiée en 2015, après avoir fait l'objet, à la demande de la CFST, d'une importante mise à niveau, à laquelle l'ACV a contribué. Il s'agissait notamment d'actualiser certains documents devenus obsolètes et de clarifier les contrats de médecins et spécialistes. Il en résulte une solution de branche redynamisée et offrant à ses administrations membres des outils pertinents, comme un guide d'identification des risques, des cahiers des charges type pour les correspondants sécurité et santé au travail, une liste des formations proposées, etc.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 9 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y.- Maillard	*V. Grandjean*

NOVEMBRE 2016 **16_INT_533**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Christiane Jaquet-Berger – L'Office cantonal des curatelles et tutelles professionnelles (OCTP) est-il en mesure de répondre aux défis qu'il affronte ?

Rappel

Comme on peut le lire sur le site de l'Etat : " La mission principale de l'Office cantonal des curatelles et tutelles professionnelles (OCTP) est d'exécuter des mandats de protection prononcés par des Justices de Paix en faveur de personnes majeures ou mineures nécessitant un encadrement social et administratif particulier et qui ne peuvent de ce fait être assumés par des curateurs privés. " Les curateurs professionnels assument donc désormais tous les cas lourds qui sont en augmentation.
Leur tâche est particulièrement difficile, vu la spécificité des cas à suivre et la complexité de l'application du nouveau droit de protection de l'adulte et de l'enfant. Il est donc essentiel qu'ils disposent des moyens permettant qu'une relation avec les pupilles puisse se construire avec régularité et empathie afin de correspondre aux valeurs de dignité et de respect de l'autonomie des pupilles telles qu'elles sont décrites sur le site de l'Etat. On peut y lire aussi que " l'Office engage des collaborateurs compétents, formés, aptes à prendre des décisions pertinentes adaptées au contexte, proportionnées et respectant le cadre légal et à en rendre compte, avec des capacités de résistance au stress, d'empathie et de distanciation. "
Or, comme l'ont montré la commission de gestion et la discussion sur le budget, le nombre de personnes engagées par contrat de durée indéterminée (CDI) paraît être devenu une faible majorité. Les autres employés sont des apprentis, des personnes engagées par l'assurance-chômage pour une durée de six mois et surtout un large volant de personnes auxiliaires, donc engagées en contrat de durée déterminée (CDD). Ces personnes effectuent pourtant dans leur majorité un travail régulier.
C'est pourquoi, dans le souci d'un bon fonctionnement de l'OCTP, d'une lutte contre une situation précaire du personnel et surtout de la qualité du soutien et de la relation avec les pupilles, je souhaite poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :
1. Quelle est la proportion de personnes engagées par CDI au sein de l'Office ?
2. Quel est le nombre de dossiers confiés par personne aux collaborateurs de l'OCT, qu'ils soient employés avec CDI ou non ?
3. Quel est le taux de turnover ?
4. Quel est le taux d'absences pour maladie ou pour surcharge (burn-out) en comparaison avec d'autres services de l'Etat ?
5. Combien de temps les personnes engagées en CDD restent-elles dans l'Office avec ce type de contrat, y compris d'éventuels renouvellements, et qu'est-ce qui leur est proposé comme formation, comme réengagement une fois le contrat CDD arrivé à terme, voire comme perspectives professionnelles ?
6. Quels échos l'Etat a-t-il des relations qui se construisent ou non avec les pupilles (par exemple, certaines pupilles disent ne jamais rencontrer leur curateur) et quel bilan en tire-t-il ?
7. Le Conseil d'Etat est-il satisfait de la situation actuelle à l'OCTP ? Envisage-t-il des améliorations dans un avenir proche ? Si oui, lesquelles ?
Souhaite développer.
(Signé) Christiane Jaquet-Berger

Réponse du Conseil d'Etat

Préambule

Le 7 juillet 2014, le Conseil d'Etat a annoncé que les citoyens ne seront plus nommés curateurs contre leur gré, quelle que soit l'issue de l'initiative parlementaire Schwaab. A ce titre, le Conseil d'Etat a fait part de sa volonté politique d'aller vers

un modèle combinant curatelles professionnelles et volontaires. La cible du Conseil d'Etat est d'atteindre l'objectif suivant : 50% des mesures seront prises en charge par des curateurs professionnels et 50% par des curateurs volontaires privés.

L'objectif poursuivi par le canton de Vaud est ambitieux en comparaison d'autres cantons, lesquels connaissent en moyenne une proportion beaucoup plus élevée de curatelles professionnelles confiées à des employés de l'Etat (70 % environ). Ainsi, la projection " CIBLE 2020 " tend à éviter que l'OCTP se retrouve avec plus de 65 % des mandats. Il s'agit aussi d'éviter une systématisation de l'intervention de l'Etat et de favoriser un modèle qui repose sur les solidarités, modèle qui permet également de diminuer les répercussions financières.

Cette réforme fait l'objet d'une démarche tripartite DIS-DSAS-OJV avec un pilotage assuré par un Comité stratégique composé des deux chefs de département et du président du Tribunal cantonal. Plusieurs groupes de travail se sont réunis durant près d'une année afin de définir et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour recruter des curateurs privés, agir en amont de la curatelle et renforcer le soutien aux curateurs privés actuels.

Rappel des réformes successives

1. Réforme dite des " cas lourds "

Dès 2009, un groupe de travail interdépartemental (OJV, DSAS, DIS) a oeuvré sur la réforme dite des " cas lourds ", avec des modifications légales entrées en vigueur au 1er janvier 2012 permettant d'améliorer l'identification des curatelles lourdes ou des situations urgentes pour les confier à l'OCTP et de faciliter la prise en charge par les curateurs privés. Un bilan de la réforme des " cas lourds " a été validé par le Conseil d'Etat en mai 2014 et transmis au Grand Conseil. La Commission des affaires judiciaires a accepté à l'unanimité ce bilan en novembre 2014.

2. Entrée en vigueur du nouveau droit de protection de l'adulte

Le nouveau droit de protection de l'adulte et de l'enfant (PAE) est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Il prévoit notamment le renforcement du principe d'autodétermination avec de nouveaux instruments juridiques (mandat pour cause d'inaptitude et directives personnelles anticipées), le renforcement de la solidarité familiale, la réduction de l'intervention de l'Etat (principes de proportionnalité et de subsidiarité) et le maintien de l'obligation d'accepter les mandats de curateur (art. 400 al. 2 du Code civil ; ci-après : CC). Pour le législateur, cette obligation est " l'expression de l'esprit de solidarité qui doit prévaloir dans le domaine de la protection de l'adulte, malgré l'évolution de la société ".

3. L'initiative fédérale Schwaab

Le 14 mars 2012, le conseiller national vaudois Jean Christophe Schwaab a déposé une initiative parlementaire fédérale sous le titre " Les citoyens ne doivent pas être nommés curateurs contre leur gré " visant à modifier l'art. 400 al. 2 CC. Les commissions des affaires juridiques du Conseil national et du Conseil des Etats l'ont acceptée en janvier 2013 et une consultation des cantons s'est déroulée au premier semestre 2014. Le Conseil d'Etat vaudois y a répondu le 7 juillet 2014 en indiquant ne pas être favorable à la modification du CC, portant atteinte à la souveraineté cantonale. En cas d'acceptation de l'initiative, le Conseil d'Etat a demandé un délai transitoire de mise en œuvre de cinq à sept ans.

1. Quelle est la proportion de personnes engagées par CDI au sein de l'Office ?

Au 30 juin 2016, l'OCTP comptait 103 équivalents temps plein (ETP) en CDI, 37 ETP en CDD auxiliaires et 3.2 en CDD pour des remplacements. Sans compter les personnes en formation (apprentis et stagiaires), le taux de l'effectif en CDI au 30 juin 2016 est donc de 72% par rapport à 28% d'auxiliaires.

2. Quel est le nombre de dossiers confiés par personne aux collaborateurs de l'OCT, qu'ils soient employés avec CDI ou non ?

Un curateur professionnel à plein temps gère 60 dossiers. Il n'y a pas de différence entre les personnes bénéficiant d'un CDI ou d'un CDD.

3. Quel est le taux de turnover ?

Les taux de turn-over de l'OCTP calculés par le SPEV au 14 juillet 2016 sont les suivants :
– 2016 : 3.1%.
– 2015 : 6.3%
– 2014 : 3.7%

4. Quel est le taux d'absences pour maladie ou pour surcharge (burn-out) en comparaison avec d'autres services de l'Etat ?

Les taux d'absences basés sur les données du personnel sont les suivants:

	2014	2015	2016 (6 mois)
Taux d'absence 1: Toutes les absences maladie sans les absences liées aux maternités / heures dues	3.80%	3.16%	4.59%
Taux d'absence 2: Toutes les absences maladie / heures dues	4.11%	3.63%	4.59%
Taux d'absence 3: Toutes les absences maladie et accidents / heures dues	4.69%	4.40%	5.50%

L'augmentation constatée dans les 6 premiers mois de 2016 est en partie due à un cumul de maladies de longue durée non liées aux conditions de travail (~1%).

Concernant la comparaison avec d'autres services de l'Etat, il n'existe pour l'heure pas de système unifié et centralisé de saisie des temps d'absences du personnel. Il n'est par conséquent pas possible à ce jour de réaliser un comparatif sur le taux d'absence. Un projet de création d'un référentiel d'absences commun aux services est en cours.

5. Combien de temps les personnes engagées en CDD restent-elles dans l'Office avec ce type de contrat, y compris d'éventuels renouvellements, et qu'est-ce qui leur est proposé comme formation, comme réengagement une fois le contrat CDD arrivé à terme, voire comme perspectives professionnelles ?

La durée moyenne des contrats de durée déterminée (CDD), comprenant les renouvellements consécutifs, le plus souvent d'auxiliaires, qui se sont terminés entre 2014 et 2016, est de 417 jours, soit environ 1 année et 2 mois. Il n'y a pas de différence entre les contrats des curateurs professionnels (415 jours) et ceux des collaborateurs administratifs (418 jours).

Sur le plan de la formation et des perspectives professionnelles, l'OCTP ne fait pas de distinction entre les collaborateurs au bénéfice d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et ceux au bénéfice d'un contrat à durée déterminée (CDD) et met l'ensemble des collaborateurs sur un plan d'égalité.

6. Quels échos l'Etat a-t-il des relations qui se construisent ou non avec les pupilles (par exemple, certaines pupilles disent ne jamais rencontrer leur curateur) et quel bilan en tire-t-il ?

Dans le cadre de l'exercice de la curatelle, le curateur doit prendre personnellement contact avec la personne concernée (art. 405 CC). Lors d'un nouveau mandat, le curateur est tenu de la rencontrer dans un délai de maximum 10 jours (en cas d'extrême urgence, dans les 24 heures). Il s'emploie à établir une relation de confiance avec elle (art. 406 al. 2 CC). Tout au long de la durée de la prise en charge, les contacts peuvent se faire de différentes manières, par le biais de visites et de rencontres (à domicile, à l'hôpital, en institution, etc.), de téléphones, de participation à des réseaux, etc. Chaque situation étant spécifique, la fréquence des rencontres peut varier.

En fonction de la situation, le curateur va évaluer avec la personne concernée (et le réseau, si nécessaire) ses besoins en matière de rencontres et les modalités de celles-ci, charge pour le curateur de réévaluer les besoins en cours de mandat.
Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- La personne est autonome et vit à son domicile : le curateur va rencontrer la personne concernée selon les besoins de celle-ci, au cas par cas.

- La personne n'a pas de domicile fixe : le curateur va être amené à la rencontrer plus souvent, dans le but de s'assurer de son état de santé, puis d'élaborer avec elle un projet de vie plus stable. Souvent, ces personnes se présentent à l'Office pour venir chercher leur entretien à la semaine (voire quotidiennement) ou à la quinzaine. Le curateur profite souvent de l'occasion pour un échange avec elle.

- La personne vit en institution (EMS, foyer, etc.) : les rencontres se font plus régulièrement au rythme des réseaux et des demandes institutionnelles.

Dans tous les cas, le curateur évalue la fréquence des entrevues en fonction de la situation et des besoins.

Les curateurs de l'office gèrent plusieurs dizaines de mandats chacun. Ils sont régulièrement appelés à se déplacer en réseau, en audience auprès des justices de paix et des tribunaux, dans les institutions, en particulier dans les hôpitaux psychiatriques ou en séances diverses dans l'ensemble du canton. Ils ne sont donc pas immédiatement disponibles, ce qui peut créer de la frustration auprès des personnes sous curatelle, notamment au début du mandat. Avec la régionalisation de l'OCTP, les déplacements des curateurs vont se réduire et leur disponibilité pour des entretiens avec les personnes concernées augmenter.

7. Le Conseil d'Etat est-il satisfait de la situation actuelle à l'OCTP ? Envisage-t-il des améliorations dans un avenir proche ? Si oui, lesquelles ?

L’attribution des cas lourds à l’OCTP, qui a eu pour conséquence le doublement des mandats confiés à l’office entre 2011 et 2015, et l’effet attendu de l’initiative parlementaire fédérale " Schwaab " impactent fortement l’organisation et le fonctionnement de l’OCTP. Pour entreprendre les changements organisationnels nécessaires, l’OCTP a mandaté l’UCA pour réaliser une revue des processus internes. Le Conseil d’Etat a pris connaissance des mesures d’amélioration retenues. Des démarches d’optimisation ont été engagées et devraient permettre d’augmenter l’efficacité et la productivité de l’office. Le Conseil d’Etat est également attentif dans les procédures budgétaires d’octroyer les ressources nécessaires à l’OCTP.

Simultanément, la réforme vaudoise de la curatelle aura pour résultat d’améliorer le soutien et la formation aux curateurs privés et permettra de recruter des nouveaux curateurs volontaires, afin d’atteindre la cible des 50% - 50% qu’il a fixée entre les curateurs privés et les curateurs professionnels. Tous les efforts sont entrepris pour permettre de concrétiser cette réforme dans les meilleurs délais.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 9 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_083

Motion Claire Richard et consorts – Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

Texte déposé

L'article 85 de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) du 16 mai 1989, entrée en vigueur le 1er janvier 1990, prévoit pour les communes à conseil général :

1. *L'élection de la municipalité et du syndic a lieu en un seul jour.*
2. …
3. *Le dépôt des listes pour le second tour de l'élection de la municipalité ainsi que pour les premier et second tours de l'élection du syndic doit être effectué, en main du président du bureau, au moins une heure avant l'ouverture du scrutin.*

Cette disposition est aujourd'hui en porte-à-faux avec le vote par correspondance, qui s'est généralisé au point que presque plus personne ne vote dans nos communes au bureau de vote.

Pourtant, l'article 17b alinéa 3 LEDP, concernant le vote par correspondance, stipule :

3. *Pour les élections dans les communes à conseil général, l'exercice du droit est limité au premier tour du premier scrutin en cours.*

Concernant le matériel de vote officiel, il en découle automatiquement une autre disposition particulière à l'article 36 alinéa 4 :

4. *Dans les communes à conseil général, l'impression des bulletins n'est obligatoire que pour le premier tour du premier scrutin.*

Enfin, l'article 33 (élections tacites) a la teneur suivante :

1. *Si les candidats éligibles ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont proclamés élus tacitement par l'autorité compétente dans les élections suivantes :*
   a. …
   b. *second tour des élections générales au système majoritaire et élection des suppléants ;*
   c. *élection du syndic ;*
   d. *élection complémentaire.*
2. *L'arrêté de convocation est immédiatement abrogé par l'autorité qui l'a pris.*
3. *Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'élection des conseillers municipaux dans les communes ayant un conseil général.*

Puisque l'élection du syndic, ainsi que celle d'un municipal lors d'une élection complémentaire, s'appliquent à toutes les communes, on peine à comprendre la raison d'être du maintien de l'alinéa 3.

Dès lors, la présente motion propose de supprimer la distinction qui est faite, pour les élections communales, entre les communes à conseil général et à conseil communal, par l'abrogation de l'article 85 LEDP ainsi que par l'adaptation d'articles subséquents, notamment 17b alinéa 3 et 36 alinéa 4 LEDP.

Par ailleurs, l'extension de l'élection tacite au 2ème tour de la municipalité, par la suppression de l'article 33 alinéa 3 LEDP, permettra d'éviter un alourdissement de procédure dans les communes à conseil général.

Les élections générales dans les communes à conseil général sont aujourd'hui terminées pour la prochaine législature. Il est dès lors possible d'envisager sereinement une amélioration du système électoral pour la prochaine échéance.

Depuis la mise en place du vote par correspondance, et son utilisation presque exclusive par les votants, l'élection en un seul jour des municipalités et syndics des communes à conseil général ne se justifie plus.

En effet, les électeurs ont bien adopté le vote par correspondance et ont perdu l'habitude de se rendre au bureau de vote le dimanche. Dès lors, élément qui est renforcé par l'évolution des modes de vie de ces dernières décennies, on constate une forte différence entre le nombre de votants du 1er tour municipalité, qui a lieu essentiellement par correspondance, et le nombre de personnes présentes le dimanche, seules habilitées à participer au vote des trois tours éventuels suivants, y compris l'élection du syndic.

Le système actuel représente une inégalité de traitement entre communes à conseil général et communes à conseil communal, puisque le droit au vote par correspondance est limité dans les unes (1er tour municipalité), et entier dans les autres (1er et 2e tours municipalité, 1er et 2e tours syndic).

La volonté populaire exprimée au 1er tour municipalité peut parfois être contredite par le vote du dimanche s'il y a un 2e tour, avec une participation bien moindre et une représentativité des électeurs très différente du 1er tour.

Lors des récentes élections communales, on a pu se réjouir que beaucoup de petites communes aient présenté plusieurs listes de candidats, offrant un vrai choix aux électeurs.

La distinction entre communes à conseil général et à conseil communal n'a plus de raison d'être et il est important que le droit au vote par correspondance soit étendu à toutes les étapes de l'expression de la démocratie et ce dans toutes les communes.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(Signé) Claire Richard
et 22 cosignataires

Développement

Mme Claire Richard (V'L) : — La présente motion va exactement dans le même sens que celle de notre collègue Ginette Duvoisin, déposée en parallèle. Par hasard, notre expérience personnelle et la fin de nos mandats respectifs de syndiques, nous ont amenées à la même conclusion, sans aucune concertation. Voilà plus de 32 ans que je participe à la vie de l'exécutif d'une commune à conseil général, dont 18 ans en tant que municipale, puis syndique. Par cette longue activité locale dans ma commune et dans des associations qui m'ont largement permis d'observer la vie des petites communes, j'ai pu constater certains changements intervenus au cours des trois dernières décennies.

Au début, le dimanche des élections était une véritable fête, où les élus du jour passaient de maison en maison, pour « marquer le passage » comme on dit, souvent jusqu'à « pas d'heure ». Les citoyens étaient présents et participatifs, ce qui légitimait parfaitement les élus. Or, depuis quelques années, nos concitoyens ont perdu cette motivation et le sens de fête populaire des élections, un jour tous les cinq ans ! Avec la généralisation du vote par correspondance, ils ont l'impression d'avoir fait leur devoir pour le premier tour de la municipalité, sans même penser qu'un deuxième tour puisse être nécessaire, ou qu'il faille élire un syndic en cas de candidature multiple. Par ailleurs, lorsqu'une commune doit procéder à plusieurs tours sur un dimanche, le programme du jour est très serré pour boucler la boucle et ne permet pas une saine réflexion aux principaux concernés.

Voilà plusieurs années que j'ai observé cet affaiblissement démocratique, qui s'est trouvé confirmé, dans différentes situations, lors des élections du 28 février dernier. Comme j'ai un profond respect pour la démocratie très développée des communes à conseil général, je désire qu'elle ne soit pas galvaudée, mais puisse être durablement pérennisée. Or, comment encourager des vocations de municipaux potentiels si, d'une part, leur élection risque de se passer dans une certaine confusion due à un *timing* très serré et, d'autre part, si cette même élection n'est due qu'à une petite poignée de

citoyens restés au village, les autres étant partis s'aérer par un beau dimanche ensoleillé ? Comment être ensuite légitimé face à un conseil général parfois pointu, ou face à des collègues municipaux très bien élus au premier tour ?

Mon but n'est pas de compliquer la vie des petites communes, bien au contraire. Il est désormais temps de redonner du souffle aux municipaux et syndics des communes à conseil général et d'en renforcer la fonction, avec le respect qui leur est dû. Cette motion est un des outils à disposition pour le faire et j'espère qu'il sera utilisé.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_084

Motion Jean Tschopp et consorts – Renforcer la participation des électeurs étrangers

Texte déposé

Entrée en vigueur le 14 avril 2003, notre Constitution cantonale (Cst-VD) a élargi les droits populaires aux électeurs étrangers au niveau communal (article 142 Cst-VD). Pour la troisième fois, le 28 février 2016, les électeurs étrangers au bénéfice d'une autorisation depuis dix ans et domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins ont pu participer aux élections communales.

Pour la première fois, en 2016, les élections communales ont coïncidé avec des votations fédérales. Cette particularité a eu pour effet d'accorder des délais de participation deux fois plus longs pour les électeurs suisses que pour les étrangers.

En effet, à son article 19 la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) prévoit qu'en cas de simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote parvienne aux électeurs Suisses dans la quatrième semaine précédant le scrutin. En revanche, les électeurs étrangers, privés de droit de vote au niveau fédéral et cantonal, reçoivent leur matériel de vote jusqu'à 12 jours seulement avant le premier tour de scrutin.

Cette inégalité de traitement présente deux inconvénients. Premièrement, ce délai plus court pour les étrangers ne facilite pas leur familiarisation avec un mode de scrutin particulier et inconnu à l'étranger (élections simultanées de l'exécutif et du législatif avec des règles différentes, scrutin de liste, possibilités de cumuler, de panacher et de biffer). Deuxièmement, le taux de participation des électeurs étrangers est traditionnellement plus faible que celui des Suisses. En 2011, au plan communal, le taux de participation des électeurs étrangers, de 23,1% en moyenne cantonale, était près de deux fois inférieur à celui des électeurs suisses, se situant à 43,1%.

La simultanéité entre des votations fédérales ou cantonales avec des élections communales représente une source d'économie pour notre canton. Par ailleurs, les droits populaires font preuve d'une certaine vitalité. La simultanéité de votations fédérales ou cantonales avec des élections communales se reproduira donc sans aucun doute.

De façon à favoriser la participation aux élections, les députés soussignés prient le Conseil d'Etat de soumettre au Grand Conseil une révision de la LEDP faisant bénéficier les électeurs étrangers du délai de réception du matériel de vote dans la quatrième semaine précédant le scrutin, en cas de simultanéité de votations fédérales ou cantonales avec le premier tour d'élections communales.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Jean Tschopp
et 24 cosignataires

Développement

M. Jean Tschopp (SOC) : — Voici encore un objet traitant de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP). Un « bouquet » de dépôts coïncide avec le printemps !

Comme vous le savez, le canton de Vaud fut l'un des premiers cantons à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangères et étrangers dans le canton. Il est toujours l'un des seuls cantons à accorder ce droit aux étrangères et étrangers et cela est à mettre à l'actif du canton de Vaud. Pour la troisième fois, le 28 février 2016, les étrangers ont pu participer aux élections communales. Leur participation a légèrement progressé. Cela étant, selon les premiers chiffres, elle reste près de deux fois inférieure à la participation des électeurs pris dans leur ensemble. On peut citer, par exemple, les chiffres de la participation à Lausanne : le taux de participation des étrangers au premier tour était de 19,5 % alors qu'il se situait à 38 % pour la moyenne générale. Ces proportions devraient certainement se retrouver dans d'autres communes.

Il faut souligner qu'il existe une inégalité de traitement, dans la LEDP, qui prévoit à son article 19 qu'en cas de simultanéité entre des votations cantonales et fédérales et des élections communales, les électeurs reçoivent le matériel de vote quatre semaines avant le scrutin. Mais cette règle ne s'applique pas aux électeurs étrangers. Par conséquent, plusieurs parmi nous se sont étonnés du fait que les étrangers n'ont reçu le matériel de vote que jusqu'à douze jours avant les élections — c'est-à-dire avant le premier tour — alors que les Suissesses et les Suisses avaient reçu leur matériel de vote au plus tard dans la quatrième semaine précédant le scrutin.

Avec cette motion, nous demandons donc de faire bénéficier les étrangères et les étrangers du même délai que les Suissesses et les Suisses, de manière à pouvoir se familiariser avec un système d'élection compliqué, qui prévoit la possibilité de cumuler, de panacher, de biffer, soit un système d'élection souvent inconnu des électeurs étrangers, dans leur propre pays. Pour faire vivre notre démocratie et pour favoriser la participation de toutes et tous, Suisses comme étrangers, il me paraît important de modifier la LEDP en ce sens. Je me réjouis d'en parler avec vous en commission et je vous remercie de votre attention.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_085

Motion Valérie Induni et consorts – Mieux informer pour mieux élire

Texte déposé

Lors des élections, les électrices et électeurs vaudois reçoivent, par voie officielle, outre un précieux manuel sur comment voter, uniquement les listes électorales.

Or, celles-ci contiennent un nombre très minimal d'informations, le nombre de signes étant strictement réglementé.

Dans d'autres cantons, la possibilité est offerte aux partis présentant des listes de pouvoir joindre de la documentation à l'envoi officiel.

Par exemple, le canton de Berne, à l'article 48 de sa Loi sur les droits politiques (LDP) stipule :

Art 48 Matériel de propagande électorale

1. Envoi

1 Les électeurs et électrices reçoivent le matériel de propagande électorale de tous les participants à l'élection. Les participants à l'élection sont

a. les groupements politiques qui présentent des listes électorales dans le cercle électoral concerné, dans le cas des élections selon le mode proportionnel;

b. tous les candidats et les candidates dans le cas des élections selon le mode majoritaire.

2 Tous les participants qui se présentent à l'élection dans le cercle électoral ont le droit de prendre part à l'envoi groupé.

3 La préfecture compétente pour le cercle électoral organise l'envoi groupé du matériel de propagande électorale.

4 Il n'y a pas d'envoi de matériel de propagande électorale pour le second tour.

5 Le Conseil-exécutif fixe les modalités de détail par voie d'ordonnance, en particulier le délai d'annonce de la participation à l'envoi groupé et les motifs d'exclusion.

En conséquence, nous demandons au Conseil d'Etat de présenter un projet de loi au Grand Conseil permettant d'introduire cette possibilité d'une meilleure information en faveur des Vaudoises et Vaudois lors des prochaines élections.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Valérie Induni
et 20 cosignataires

Développement

Mme Valérie Induni (SOC) : — La motion que je dépose devant vous aujourd'hui prend place dans un florilège d'interventions sur l'exercice des droits politiques, comme vous venez de l'entendre. Son but est de mieux informer le citoyen pour qu'il puisse élire en toute connaissance de cause. En effet, joindre la documentation des partis et groupements à l'envoi officiel, ainsi que c'est déjà pratiqué dans le canton de Berne, permettrait de répondre à trois objectifs principaux.

Premièrement, cela permettrait une concentration des informations pour le citoyen, dans une même enveloppe, plutôt que de petits prospectus qui se perdent dans le courrier et les publicités. Deuxièmement, cela permettrait une information complète du citoyen, qui n'aurait plus uniquement le nom, le prénom et la profession des candidats tels qu'inscrits sur les bulletins officiels, mais un

véritable programme défendu par les candidats. Et troisièmement, enfin, cela permettrait une égalité entre les groupements et les partis dans leur approche des citoyens.

Je vous remercie pour votre attention et espère que vous ferez bon accueil à cette motion.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_086

Motion Ginette Duvoisin et consorts – Motion demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

Texte déposé

Dans les 147 communes de notre canton, dotées d'un conseil général, l'élection de la municipalité a lieu en un seul jour. Le dimanche 28 février 2016, les électeurs et électrices de ces communes ont été convoqué-e-s pour élire les membres de la municipalité, puis le/la syndic/syndique pour un mandat de cinq ans — législature 2016-2021.

Les électrices et électeurs de ces communes peuvent voter par correspondance pour le 1er tour de l'élection de la municipalité. Pour le 2ème tour municipalité et pour l'élection du syndic, tout vote par correspondance est exclu. Ce qui veut dire que l'électeur/l'électrice doit obligatoirement se rendre, personnellement, au bureau de vote, pour participer au scrutin.

Le déroulement des opérations est fixé en général de la manière suivante : le dimanche matin, le bureau de vote est ouvert pour le 1er tour municipalité ; la proclamation des résultats du 1er tour est prévue entre 10 et 11 heures. Une élection tacite étant exclue, le 2ème tour de scrutin est fixé le dimanche après-midi, dès 13 heures, avec une proclamation des résultats à partir de 14 heures. Lorsque la municipalité est au complet, il faut encore procéder à l'élection du/de la syndic/syndique et prévoir deux tours de scrutin. Ce qui fait que les opérations de vote peuvent se terminer à 19 heures voire à 21 heures. C'est le programme prévu dans la plupart des communes concernées.

Si cette manière de faire pouvait faire le bonheur des votants qui se retrouvaient, un dimanche, sur la place du village pour festoyer, en attendant les résultats des différents tours de scrutin, cette coutume, bien que sympathique, ne colle plus à notre époque. Les habitants de nos villages ont des activités organisées, le dimanche, et la structure de la population a changé. Comment expliquer à nos citoyens que, s'ils veulent participer au choix de leur municipalité, ils doivent être présents tout au long de la journée du dimanche ? Les électrices et les électeurs qui ne sont pas à leur domicile le dimanche des élections, mais qui ont voté pour le 1er tour de l'élection de la municipalité, n'ont pas la possibilité de voter au 2ème tour, ni de choisir le/la syndic/syndique.

Le taux de participation, pour les élections communales, avoisine en général 50 %. Du fait de ce mode d'élection particulier, le taux chute de manière spectaculaire, dans les communes à conseil général, lorsqu'il y a un deuxième tour et une élection du/de la syndic/syndique. On peut constater des absurdités telles que celle qui verrait un candidat non élu au 1er tour, qui a recueilli presque la majorité des suffrages des votants, ne pas se porter candidat au 2ème tour et laisser sa place à un candidat qui, lui, serait élu avec les quelques voix des personnes présentes le dimanche après-midi ! Cette procédure pour l'élection dans les communes à conseil général a fait son temps et doit être modifiée. L'élection de la municipalité doit se dérouler selon les mêmes modalités que dans les communes dotées d'un conseil communal.

Au vu de ce qui précède, les motionnaires demandent au Conseil d'Etat la modification de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) au chapitre 5, élections communales, en supprimant l'article 85 *Communes à conseil général.*

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(Signé) Ginette Duvoisin
et 21 cosignataires

Développement

Mme Ginette Duvoisin (SOC) : — Je pourrais reprendre tels quels les propos que ma préopinante vient de développer ! Nos deux motions ont en effet le même objectif, qui est de modifier le mode d'élection des municipalités dans les communes à conseil général. Nous ne nous sommes pas concertées, avec ma collègue Claire Richard, avant de rédiger nos motions sur le même sujet ! Il y a donc bien un problème à régler et il convient, pour cela, de modifier la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP).

La coutume d'élire les membres des municipalités en un seul jour, qui plus est un dimanche, faisait partie d'une belle tradition, mais elle n'est plus de notre époque. Les habitants de nos villages ne comprennent plus que s'ils veulent choisir leur municipalité, ils doivent se rendre personnellement au bureau de vote pour le deuxième tour de scrutin ainsi que pour l'élection de la ou du syndique/syndic si celle-ci n'est pas tacite. En plus d'une participation au scrutin qui chute d'une manière spectaculaire, il est impossible de faire campagne entre les deux tours de scrutin ! La démocratie et les élus méritent mieux qu'une élection au rabais, même quand il s'agit de petites communes, où l'on peine, parfois, à trouver des candidats. Je demande que cette motion soit renvoyée en commission et que le point précédent à l'ordre du jour et celui-ci soient traités par la même commission.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_088

Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste – Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

Texte déposé

La participation exceptionnelle aux scrutins du 28 février 2016 a été saluée de toutes parts. Tout le monde a trouvé fantastique cet élan citoyen, dans notre canton également.

Or, même exceptionnelle, la participation a été de 58,3%. Plus de 4 Vaudois-e-s sur 10 n'ont pas participé au scrutin.

Plusieurs études ont montré la corrélation entre l'intensité d'une campagne et le taux de participation. En gros, plus une campagne est intense par le nombre d'affiches, de publicités, de meetings, d'articles de presse, plus la participation est élevée.

En revanche, nous ne savons pas si le fait de devoir emmener son enveloppe au bureau de vote ou celui de devoir affranchir l'enveloppe a une incidence sur le taux de participation. Ou plutôt, tant que nous n'en aurons pas fait l'essai, nous ne saurons pas si le fait d'offrir l'affranchissement permet également d'augmenter la participation, et si oui dans quelle mesure.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil d'Etat d'offrir pendant 3 ans l'affranchissement des enveloppes de vote en courrier A. Le but étant que cette période couvre bon nombre de scrutins fédéraux, mais également 2 élections : les cantonales 2017 et les fédérales 2019.

Le tout devrait idéalement être accompagné d'une étude scientifique permettant d'examiner en détail les tenants et aboutissants.

En conséquence, nous demandons au Conseil d'Etat de présenter un projet de décret au Grand Conseil pour introduire cette possibilité en faveur des Vaudoises et Vaudois.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

Pour le groupe socialiste,
(Signé) Stéphane Montangero
et 24 cosignataires

Développement

M. Stéphane Montangero (SOC) : — Cet objet concerne la question d'une période test par rapport à l'affranchissement gratuit. La participation exceptionnelle au scrutin du 28 février 2016 a été saluée de toutes parts. Tout le monde a trouvé fantastique cet élan citoyen, également dans notre canton. Or, même exceptionnelle, la participation a été de 58,3 %. Ainsi, plus de quatre Vaudoises et Vaudois sur dix n'ont ainsi pas participé au scrutin !

Plusieurs études ont montré la corrélation entre l'intensité d'une campagne et le taux de participation. En gros, plus une campagne est intense par le nombre d'affiches, de publicités, de meetings, d'articles de presse et du fait qu'on en parle, plus la participation se trouve élevée. En revanche, nous ne savons pas si le fait de devoir emmener son enveloppe au bureau de vote ou de devoir mettre un timbre sur cette enveloppe ont une incidence sur le taux de participation. Ou plutôt, tant que nous n'aurons pas fait l'essai, nous ne saurons pas si le fait d'offrir l'affranchissement permet également d'augmenter la participation et, si oui, dans quelle mesure.

Pour rappel, lorsque nous sommes passés au système de vote par correspondance, nous avions constaté une progression massive de la participation. Alors, vous comme moi, vous avez sans doute déjà trop souvent entendu cette phrase : « Mince, c'était ce week-end qu'il fallait voter… J'aurais dû amener mon enveloppe mais elle est toujours là, sur le bureau, sur la table de la cuisine, je n'ai pas trouvé de timbre, ou alors, j'ai oublié de l'amener au bureau de vote. »

C’est pourquoi nous demandons au Conseil d’Etat de faire un test et d’offrir, pendant trois ans, l’affranchissement des enveloppes de vote en courrier A. Le but étant que cette période couvre bon nombre de scrutins fédéraux, voire cantonaux, mais également deux élections, soit les élections cantonales de 2017 et les élections fédérales de 2019. Mon collègue Alexandre Rydlo avait déposé, l’an passé, une question écrite au Conseil d’Etat afin de demander la gratuité pour les jeunes. Des contraintes techniques, en raison de l’identification de la catégorie « jeunes » avaient été mises en avant pour répondre négativement, en plus des aspects financiers.

Concernant ces derniers, rappelons que nous parlons potentiellement de 420'000 électrices et électeurs. Si toutes et tous utilisaient l’affranchissement à forfait « réponse », pour quatre scrutins par an, en moyenne, au taux de 0,85 francs — on pourrait s’imaginer qu’avec des affranchissements de marche, on serait plutôt à 0,5 francs, mais le Conseil d’Etat utilisait le montant de 0,85 francs — le coût annuel serait de moins de 1,5 million en imaginant que 100 % des personnes participent. Comme nous sommes plutôt à des taux de participation de 40 %, je vous laisse faire l’équation et arriver à un montant largement inférieur au million et demi évoqué.

Par conséquent, nous demandons au Conseil d’Etat de présenter un projet de décret pour introduire cette possibilité en faveur des Vaudoises et des Vaudois, sur une période test, pour que nous puissions en tirer des enseignements. De cela aussi nous nous réjouissons de pouvoir parler en commission. Les débats ont, en effet, l’air tout à fait intenses, déjà dans la salle !

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l’examen d’une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DECEMBRE 2016 **RC MIN-MOT/POS**
(16_MOT_088)
(16_POS_179)

RAPPORT DE MINORITE DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_POS_179) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

1. PREAMBULE

La minorité de la commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni et de MM. Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero et de Jean Tschopp, auteur du présent rapport.

2. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

2.1 Contenu de la motion

Cette motion demande de tester pendant trois ans l'offre aux électeurs d'un affranchissement à forfait réponse afin d'examiner l'impact de cette mesure sur la participation. Cette durée couvrirait un certain nombre de votations ainsi que les élections cantonales de 2017 et élections fédérales de 2019.

2.2 Rappel de la position des commissaires de majorité

Les commissaires majoritaires s'appuient sur un sondage effectué par les services de la Conseillère d'Etat auprès de quelques communes vaudoises révélant que 80% à 90% des votants déposeraient directement leur bulletin dans la boîte aux lettres communales. Dans ces conditions, la majorité des commissaires estime qu'un affranchissement réponse n'aurait que peu d'effet sur une augmentation de la participation. D'après la majorité, le temps à disposition pour voter permet aux votants de s'organiser pour l'achat d'un timbre. Cette mesure, estimée à CHF 1,2 million sur 3 ans par un député, s'avèrerait trop coûteuse.

2.3 Position des commissaires de minorité

La participation aux scrutins est un enjeu de premier plan. Même si les dernières élections communales du 28 février 2016 ont enregistré une augmentation du taux de participation, 4 électeurs sur 10 ne se sont pas exprimés, à cette occasion. Les élections antérieures montraient même un niveau d'abstention de l'ordre de 60 à 70%. La participation des électeurs aux scrutins est gage de vitalité pour notre système démocratique.

Les commissaires de minorité relèvent que le sondage évoqué par la Conseillère d'Etat, qui n'a au demeurant pas été remis aux députés, est sujet à caution. Ce sondage a été réalisé uniquement auprès de quelques communes, sans que l'on sache de quelles communes il s'agit. Les boîtes à lettres peuvent

inciter les électeurs à déposer leur enveloppe dans certaines petites communes. En revanche, dans les communes moyennes ou plus grandes, dans lesquelles réside une majorité de citoyens, l'électeur sera peu enclin à couvrir plusieurs kilomètres pour économiser des frais de timbre.

Selon les chiffres du Canton de Genève, après 10 ans, l'offre de l'affranchissement a renforcé la participation des électeurs de 3%. La configuration du canton de Vaud est différente de celle de Genève. L'effet de l'affranchissement réponse dans le canton de Vaud pourrait donc dépasser la hausse de 3% de participation enregistrée dans le canton de Genève, à condition de tenter l'expérience.

2.4 Conclusion

La participation des électeurs constitue un enjeu de premier plan au bon fonctionnement de notre système démocratique. Parmi les mesures qui contribuent au renforcement de la participation, aucune ne doit être exclue d'entrée de cause. L'affranchissement retour en fait partie. L'introduction de cette mesure à l'essai pendant 3 ans permettra de la reconduire en cas de succès. Les commissaires de minorité demandent le renvoi de la motion au Conseil d'Etat.

3. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

3.1 Contenu du postulat

Pour différents motifs - maladie, congé-maternité, séjour professionnel à l'étranger d'une certaine durée ou semestre d'étude à l'étranger - plusieurs élus dans les parlements communaux se trouvent temporairement dans l'incapacité de siéger. Pour pallier ces absences d'une certaine durée, la loi cantonale ne prévoit aucun mécanisme de remplacement. Le postulat propose d'étudier la faisabilité d'un projet de loi permettant aux viennent-ensuite de remplacer les élus communaux absents pour une certaine durée. Les communes souhaitant mettre en place un système de ce type auraient alors une base légale pour le faire. Une période minimale devrait être fixée pour que ce système reste exceptionnel et une durée maximale est nécessaire puisqu'en cas de longue absence la démission semble normale. Le champ d'application du postulat porte uniquement sur l'ouverture de cette possibilité dans les parlements communaux (conseil communal ou conseil général) et non pour le Grand conseil.

3.2 Rappel des positions des commissaires de majorité

Pour les commissaires de majorité, en cas d'absence prolongée, un élu doit démissionner. De leur point de vue, un conseiller communal est d'abord élu à titre individuel et non pas grâce à son parti ou sa formation politique qui le porte. La possibilité de remplacement introduite uniquement au niveau communal créerait une incohérence institutionnelle. Au surplus, le système serait trop compliqué à mettre en place en raison notamment des différentes fréquences de séances des Conseils communaux.

3.3 Position des commissaires de minorité

Les commissaires de minorité estiment que sur une législature de cinq ans, un élu communal ne devrait pas être contraint de démissionner en cas d'empêchement de siéger limité dans le temps. Une absence de quelques mois le mettra face à un dilemme : soit démissionner, soit laisser son siège vacant avec le préjudice qu'en subira son parti ou son groupe politique.

Les circonstances de la vie font qu'à un horizon de cinq ans, des facteurs extérieurs, non prévisibles, peuvent rendre un élu indisponible pendant quelque temps, sans qu'il souhaite néanmoins renoncer à son siège. Depuis 2016, le passage au système d'élection proportionnel, dans les communes de plus de 3'000 habitants, a renforcé le rôle des partis. Dans de nombreuses communes, un élu ne l'est plus uniquement à titre individuel, mais également sur une liste d'un parti ou d'un groupe. C'est donc bien son groupe qui sera affaibli en cas d'absence de l'un de ses élus.

Le système de viennent-ensuite proposé par le postulat a l'avantage de la simplicité en s'évitant la constitution de nouvelles listes de conseillers suppléants, comme le connaît par exemple, le Canton du Valais pour le Grand conseil. Les suppléants auraient ainsi l'occasion de se familiariser avec le fonctionnement d'un parlement communal, avec de bonnes chances de le rejoindre par la suite définitivement.

Une base légale permettrait aux communes intéressées de mettre en place un système de remplacement, tout en l'adaptant dans les différentes communes concernées au gré des besoins. Par ailleurs, le postulat se concentre uniquement sur le degré communal. Il ne s'appliquerait qu'à une seule circonscription électorale, facilitant ainsi sa mise en œuvre.

3.4 Conclusion

Trop souvent, les formations ou groupes politiques peinent à trouver des volontaires pour se porter candidats à une élection. En s'adaptant aux aléas de la vie et à la mobilité croissante de tout un chacun, le postulat propose un système de conseiller suppléant, bien encadré, qui permettrait de pallier les absences d'une certaine durée, en évitant de pénaliser les élus communaux et leur formation politique. Il permettrait ainsi une meilleure adéquation avec notre société actuelle. Les commissaires de minorité demandent le renvoi du postulat au Conseil d'Etat.

Lausanne, le 20 décembre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Jean Tschopp

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_089

Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste – Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

Texte déposé

Les Suisses de l'étranger représentent ce que l'on nomme usuellement la 5ème Suisse. Les Vaudoises et Vaudois de l'étranger qui sont environ 16'000 à être inscrit-e-s pour participer aux scrutins fédéraux en Suisse et élire les membres du Conseil national, n'ont en revanche pas la possibilité de participer, dans le canton de Vaud, à l'élection pour le Conseil des Etats.

La législation fédérale stipule que les Suisses ou Suissesses de l'étranger ne peuvent participer à l'élection du Conseil des Etats que si le droit cantonal le prévoit expressément.

Or plusieurs cantons octroient ce droit aux Suisses ou Suissesses de l'étranger, à l'instar de Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Grisons, Jura, Neuchâtel, Soleure, Schwytz et Tessin. Vaud et Valais sont ainsi les seuls cantons de Suisse romande à ne pas accorder le droit de vote pour le Conseil des Etats.

Il nous apparaît qu'un canton aussi ouvert et progressiste que notre canton de Vaud se devrait de rejoindre les cantons qui octroient ces droits aux membres de la 5ème Suisse, afin qu'elles et ils puissent ainsi contribuer à l'élection des deux chambres fédérales.

En conséquence, nous demandons au Conseil d'Etat de présenter un projet de loi au Grand Conseil pour introduire ce droit en faveur des Vaudoises et Vaudois de l'étranger.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

Pour le groupe socialiste,
(Signé) Stéphane Montangero
et 24 cosignataires

Développement

M. Stéphane Montangero (SOC) : — Au « bouquet » d'interventions sur les droits politiques, j'ajouterai encore deux roses, en espérant que nous pourrons avoir une discussion globale, en commission.

J'interviens tout d'abord par rapport aux Suisses de l'étranger et aux élections au Conseil des Etats. Les Suisses de l'étranger représentent ce que l'on nomme généralement « la cinquième Suisse ». Les Vaudoises et Vaudois de l'étranger sont environ 16'000 à être inscrits pour participer aux scrutins fédéraux, en Suisse, et pour élire les membres du Conseil national. En revanche, dans le canton de Vaud, ils n'ont pas la possibilité de participer à l'élection au Conseil des Etats. La législation fédérale stipule que les Suisses ou les Suissesses de l'étranger ne peuvent participer à l'élection au Conseil des Etats que si le droit cantonal le prévoit expressément. Or, plusieurs cantons octroient ce droit aux Suissesses et Suisses de l'étranger, à l'instar de Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, les Grisons, le Jura, Neuchâtel, Soleure, Schwytz et le Tessin. Vaud et Valais sont ainsi les seuls cantons de Suisse romande à ne pas accorder le droit de vote pour le Conseil des Etats à leurs ressortissants de l'étranger.

Il nous apparaît qu'un canton aussi ouvert et progressiste que notre canton de Vaud se devrait de rejoindre les cantons qui octroient ces droits aux membres de la cinquième Suisse, afin qu'elles et ils puissent ainsi contribuer à l'élection des deux Chambres fédérales. En conséquence, nous demandons au Conseil d'Etat de présenter un projet de loi au Grand Conseil pour introduire ce droit en faveur des

Vaudoises et des Vaudois de l'étranger. Je me réjouis de pouvoir en discuter avec vous, en commission.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 12 avril 2016) **MOT**
16_MOT_090

Motion Julien Eggenberger et consorts – Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

Texte déposé

Ces dernières années, le canton de Vaud s'est distingué par la lenteur de son dépouillement lors des élections. Le bon fonctionnement de nos institutions et la nécessité de donner aux acteurs politiques un temps pour l'analyse et les discussions en vue d'un éventuel deuxième tour plaident pour des résultats les plus rapides possibles.

La Ville de Lausanne, par exemple, a démarré le dépouillement du premier tour des élections communales 2016 à minuit une, le dimanche matin, utilisant ainsi le maximum de la marge de manœuvre définie dans la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP). Si différentes mesures organisationnelles ont permis d'accélérer et de sécuriser le déroulement des opérations dans plusieurs communes, il n'en demeure pas moins que le canton de Vaud reste souvent l'un des derniers à rendre ses résultats, comme les élections fédérales de 2015 l'ont encore prouvé. La rapidité du dépouillement dans les villes est au maximum des capacités permises par la législation actuelle, or ce sont elles qui sont souvent les dernières à rendre leurs résultats.

Une rapide analyse de la pratique des autres grandes villes suisses montre que la plupart procèdent à une première vague de dépouillement le samedi. C'est ainsi le cas, par exemple, dans les villes de Berne, Zurich, Bâle et Genève.

Il est évident qu'une anticipation du dépouillement, le samedi, nécessite des précautions afin d'éviter la divulgation de résultats. Les outils informatiques actuels permettent de séquencer le dépouillement et donc d'éviter qu'une vision d'ensemble puisse être disponible avant le moment souhaité. Ce temps supplémentaire permettrait, par exemple, de faire un premier contrôle de validité ou encore de procéder à la saisie des bulletins, le samedi, et de commencer la mise au point des bulletins modifiés, puis de clôturer les résultats, le dimanche, en fin de matinée, plutôt que généralement en fin de soirée. Ce temps supplémentaire réduirait nettement le stress et le risque d'erreur.

La loi prévoit que le Conseil d'Etat peut autoriser les bureaux communaux à commencer le dépouillement le jour du scrutin, avant la clôture de celui-ci. Elle prévoit aussi que toutes les mesures utiles doivent être prises pour garantir le secret du dépouillement anticipé jusqu'à la clôture du scrutin ; les résultats du dépouillement anticipé doivent être tenus secrets et ne peuvent être divulgués hors du local de dépouillement.

Les soussigné-e-s demandent au Conseil d'Etat de proposer une modification de la LEDP permettant de procéder, lors des élections, à un dépouillement anticipé, le samedi, ainsi que d'assurer les précautions à prendre pour éviter la divulgation de résultats partiels, le cas échéant.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Julien Eggenberger
et 23 cosignataires

Développement

M. Julien Eggenberger (SOC) : — Un processus de dépouillement efficace et rapide est la garantie d'un bon fonctionnement de nos institutions. Il offre aussi aux acteurs politiques la possibilité d'avoir un temps pour l'analyse et les discussions, en vue d'un éventuel deuxième tour.

Ces dernières années, le canton de Vaud s'est distingué par la lenteur de son dépouillement lors des élections, même si des mesures ont permis d'améliorer la situation. Aujourd'hui, la marge de manœuvre permise par la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) est totalement utilisée. Une mesure permettrait pourtant d'offrir de meilleures conditions de dépouillement et de bénéficier de plus de temps : commencer les opérations de dépouillement le samedi. Une rapide analyse de la pratique

des autres grandes villes suisses montrent que la plupart procèdent à une première vague de dépouillement le samedi. C'est le cas, par exemple, à Berne, à Zurich, à Bâle et à Genève.

Il est évident qu'une anticipation du dépouillement le samedi nécessite des précautions supplémentaires afin d'éviter la divulgation de résultats, même partiels. Les soussignés demandent donc au Conseil d'Etat, par cette motion, de proposer une modification de la LEDP permettant de procéder, lors des élections, à un dépouillement anticipé le samedi. Ils demandent aussi que cette latitude soit mise en œuvre en veillant à assurer des précautions pour éviter la divulgation de résultats partiels, le cas échéant. Nous nous réjouissons de débattre de cette question en commission.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 7 juin 2016) **MOT**
16_MOT_093

Motion Claire Richard et consorts – Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

Texte déposé

En 2016, les élections communales générales ont eu lieu le 28 février. Par le jeu du 2e tour pour l'élection de certains municipaux et des 1er et 2e tours pour la nomination des syndics, la dernière élection a eu lieu en avril.

Il a donc fallu deux mois pour que tous les postes de municipaux et syndics vaudois soient repourvus.

Or, le délai entre le 28 février et le 1er juillet, date de la mise en service des nouvelles autorités, est de plus de quatre mois.

Les soussignés estiment que ce délai est beaucoup trop long et préjudiciable à la bonne marche des communes pendant ce temps de latence.

Les nouveaux élus ne peuvent pas prendre leurs fonctions et s'impatientent, et les édiles sortants ou non réélus doivent continuer à assumer pendant de longs mois une charge et des responsabilités qui ne devraient plus être les leurs.

Il en découle un manque d'efficacité dans bien des municipalités, voire une dégradation des relations de travail.

Aussi, les soussignés demandent au Conseil d'Etat d'étudier les solutions susceptibles de réduire considérablement à l'avenir ce délai, afin de ne pas excéder le temps nécessaire à la réalisation des quatre tours d'élections.

Commentaires

Quatre mois, c'est très long quand une élection est passée et qu'on est directement concerné. Dans les communes où les élections se passent très rapidement, en particulier dans les petites communes, c'est le laps de temps qu'un élu, respectivement un non-élu ou un sortant, doit attendre pour voir la mise en œuvre de l'élection.

C'est beaucoup trop long, et très contre-productif. Les uns rongent leur frein sans pouvoir agir, les autres tirent en longueur une fonction qui ne les motive plus. Dans certains cas, la situation peut même se dégrader et devenir très difficile pour les personnes encore en place.

Dans tous les cas, ce sont les communes qui sont perdantes, avec une longue période où aucun projet ne peut réellement être initié. Tout est à l'arrêt, on attend l'arrivée des « nouveaux ».

Dès lors, les soussignés désirent que ce temps de latence soit réduit à un strict minimum, balisé par les quatre tours d'élection des municipaux et syndics des communes à conseil communal.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(Signé) Claire Richard et
et 26 cosignataires

Développement

Mme Claire Richard (V'L) : — Je déclare mes intérêts, même si je doute qu'il s'agisse bien d'intérêts : je viens de quitter abruptement une municipalité, que je présidais, en raison d'une dégradation des conditions de travail. L'équilibre interne s'est très rapidement modifié dès l'élection du mois de février. J'ai dû me rendre à l'évidence que, le temps passant, les choses ne s'arrangeaient pas.

Cela dit, il n'est pas question de faire une généralité d'un cas particulier.

J'ai commencé à réfléchir à la présente motion bien avant ces récents événements, soit lorsque j'ai participé, en 2015, aux travaux de la commission ayant planché sur le postulat Florence Golaz et

consorts « Pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus. » Le postulat Florence Golaz demandait cette réduction de temps pour les élections cantonales, mais la question des élections communales avait également été abordée en commission. L'idée de nombreux commissaires, représentants communaux notamment, était d'étendre aux communes la logique admise pour le canton, étant bien sûr entendu que cela ne remettait pas en question les délais déjà agendés pour les élections communales 2016.

Par acquit de conscience, j'ai téléphoné au Service des communes, il y a déjà quelques semaines, pour déterminer dans quelle mesure cette idée serait prise en compte pour les élections communales de 2021. Comme on m'a répondu que la solution appliquée aux élections cantonales n'avait pas de raison d'être étendue aux élections communales, j'ai décidé de rédiger cette motion, appuyée par de nombreux consorts et députés.

En conclusion, nous demandons que cette motion puisse être traitée par la commission déjà nommée pour l'examen de différentes interventions concernant les communes, qui va commencer ses travaux le 5 juillet prochain, pour les poursuivre en août et en septembre.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 7 juin 2016) **POS**
16_POS_178

Postulat Serge Melly et consorts : 4 + 1 = 0

Texte déposé

Non ! Ce n'est même pas de l'arithmétique à Bonzon ! Mais de l'arithmétique électorale… En effet, alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, alors que tout doit être fait pour que l'électeur ne se soit pas dérangé pour rien, on en arrive à annuler des suffrages pour des motifs difficilement défendables, tels que la présence de plusieurs bulletins dans la même enveloppe !

On sait que si ces derniers sont parfaitement identiques, on en prend un seul en considération et le vote est valable. En revanche, lorsqu'ils diffèrent, le vote est nul.

Or, lorsque le nombre de suffrages exprimés correspond exactement au nombre de sièges à repourvoir, le vote devrait être reconnu valable, même si les suffrages sont répartis sur plusieurs bulletins.

Actuellement, dans le cadre d'un vote pour une municipalité qui compte cinq sièges, par exemple, si l'on trouve dans la même enveloppe une liste avec quatre noms et une liste avec un nom, le vote est nul, alors que le nombre de suffrages correspond exactement au nombre de sièges à repourvoir et que l'intention de l'électeur est totalement claire !

Par le présent postulat, je demande donc que soit étudiée une modification de l'article 41 lettre h de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), afin qu'un vote qui semble évident pour un électeur non aguerri puisse être validé. Afin que 4 + 1 = 5 en toutes circonstances.

Le déroulement des dernières élections a provoqué quelques propositions d'amélioration du processus électoral ; le présent postulat pourrait faire partie du lot !

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Serge Melly
et 37 cosignataires

Développement

M. Serge Melly (AdC) : — Pour avoir présidé le législatif communal il y a déjà des lustres, je me souviens qu'une enveloppe ne pouvait contenir qu'un seul bulletin. La règle était absolue, même en présence de plusieurs scrutins. Or, aujourd'hui, on a le droit de faire un doux mélange des différentes votations et l'enveloppe de vote peut contenir parfois plusieurs bulletins : fédéraux, cantonaux ou communaux. L'électeur s'est habitué à cette possibilité et c'est donc tout naturellement qu'il va utiliser plusieurs bulletins pour élire un exécutif, par exemple une municipalité de cinq membres.

Pour l'électeur lambda, 4 + 1 = 5 ou 3 + 2 = 5. Il sait qu'il a droit à un nombre de suffrages équivalent au nombre de sièges à repourvoir. Il pense donc qu'il peut très bien utiliser plusieurs bulletins, jusqu'à concurrence de cinq suffrages, dans mon exemple. Cette erreur est courante avec les bulletins imprimés, qui sont la règle, mais pas avec les listes manuscrites. Il faut donc modifier la loi, pour qu'en matière électorale aussi, 4 + 1 = 5.

Comme le sujet n'est pas d'importance cosmique, j'ai profité d'autres dépôts en matière d'exercice des droits politiques pour grouper éventuellement les sujets.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DECEMBRE 2016 **RC MIN-MOT/POS**
(16_MOT_088)
(16_POS_179)

RAPPORT DE MINORITE DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_POS_179) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

1. PREAMBULE

La minorité de la commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni et de MM. Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero et de Jean Tschopp, auteur du présent rapport.

2. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

2.1 Contenu de la motion

Cette motion demande de tester pendant trois ans l'offre aux électeurs d'un affranchissement à forfait réponse afin d'examiner l'impact de cette mesure sur la participation. Cette durée couvrirait un certain nombre de votations ainsi que les élections cantonales de 2017 et élections fédérales de 2019.

2.2 Rappel de la position des commissaires de majorité

Les commissaires majoritaires s'appuient sur un sondage effectué par les services de la Conseillère d'Etat auprès de quelques communes vaudoises révélant que 80% à 90% des votants déposeraient directement leur bulletin dans la boîte aux lettres communales. Dans ces conditions, la majorité des commissaires estime qu'un affranchissement réponse n'aurait que peu d'effet sur une augmentation de la participation. D'après la majorité, le temps à disposition pour voter permet aux votants de s'organiser pour l'achat d'un timbre. Cette mesure, estimée à CHF 1,2 million sur 3 ans par un député, s'avèrerait trop coûteuse.

2.3 Position des commissaires de minorité

La participation aux scrutins est un enjeu de premier plan. Même si les dernières élections communales du 28 février 2016 ont enregistré une augmentation du taux de participation, 4 électeurs sur 10 ne se sont pas exprimés, à cette occasion. Les élections antérieures montraient même un niveau d'abstention de l'ordre de 60 à 70%. La participation des électeurs aux scrutins est gage de vitalité pour notre système démocratique.

Les commissaires de minorité relèvent que le sondage évoqué par la Conseillère d'Etat, qui n'a au demeurant pas été remis aux députés, est sujet à caution. Ce sondage a été réalisé uniquement auprès de quelques communes, sans que l'on sache de quelles communes il s'agit. Les boîtes à lettres peuvent

inciter les électeurs à déposer leur enveloppe dans certaines petites communes. En revanche, dans les communes moyennes ou plus grandes, dans lesquelles réside une majorité de citoyens, l'électeur sera peu enclin à couvrir plusieurs kilomètres pour économiser des frais de timbre.

Selon les chiffres du Canton de Genève, après 10 ans, l'offre de l'affranchissement a renforcé la participation des électeurs de 3%. La configuration du canton de Vaud est différente de celle de Genève. L'effet de l'affranchissement réponse dans le canton de Vaud pourrait donc dépasser la hausse de 3% de participation enregistrée dans le canton de Genève, à condition de tenter l'expérience.

2.4 Conclusion

La participation des électeurs constitue un enjeu de premier plan au bon fonctionnement de notre système démocratique. Parmi les mesures qui contribuent au renforcement de la participation, aucune ne doit être exclue d'entrée de cause. L'affranchissement retour en fait partie. L'introduction de cette mesure à l'essai pendant 3 ans permettra de la reconduire en cas de succès. Les commissaires de minorité demandent le renvoi de la motion au Conseil d'Etat.

3. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

3.1 Contenu du postulat

Pour différents motifs - maladie, congé-maternité, séjour professionnel à l'étranger d'une certaine durée ou semestre d'étude à l'étranger - plusieurs élus dans les parlements communaux se trouvent temporairement dans l'incapacité de siéger. Pour pallier ces absences d'une certaine durée, la loi cantonale ne prévoit aucun mécanisme de remplacement. Le postulat propose d'étudier la faisabilité d'un projet de loi permettant aux viennent-ensuite de remplacer les élus communaux absents pour une certaine durée. Les communes souhaitant mettre en place un système de ce type auraient alors une base légale pour le faire. Une période minimale devrait être fixée pour que ce système reste exceptionnel et une durée maximale est nécessaire puisqu'en cas de longue absence la démission semble normale. Le champ d'application du postulat porte uniquement sur l'ouverture de cette possibilité dans les parlements communaux (conseil communal ou conseil général) et non pour le Grand conseil.

3.2 Rappel des positions des commissaires de majorité

Pour les commissaires de majorité, en cas d'absence prolongée, un élu doit démissionner. De leur point de vue, un conseiller communal est d'abord élu à titre individuel et non pas grâce à son parti ou sa formation politique qui le porte. La possibilité de remplacement introduite uniquement au niveau communal créerait une incohérence institutionnelle. Au surplus, le système serait trop compliqué à mettre en place en raison notamment des différentes fréquences de séances des Conseils communaux.

3.3 Position des commissaires de minorité

Les commissaires de minorité estiment que sur une législature de cinq ans, un élu communal ne devrait pas être contraint de démissionner en cas d'empêchement de siéger limité dans le temps. Une absence de quelques mois le mettra face à un dilemme : soit démissionner, soit laisser son siège vacant avec le préjudice qu'en subira son parti ou son groupe politique.

Les circonstances de la vie font qu'à un horizon de cinq ans, des facteurs extérieurs, non prévisibles, peuvent rendre un élu indisponible pendant quelque temps, sans qu'il souhaite néanmoins renoncer à son siège. Depuis 2016, le passage au système d'élection proportionnel, dans les communes de plus de 3'000 habitants, a renforcé le rôle des partis. Dans de nombreuses communes, un élu ne l'est plus uniquement à titre individuel, mais également sur une liste d'un parti ou d'un groupe. C'est donc bien son groupe qui sera affaibli en cas d'absence de l'un de ses élus.

Le système de viennent-ensuite proposé par le postulat a l'avantage de la simplicité en s'évitant la constitution de nouvelles listes de conseillers suppléants, comme le connaît par exemple, le Canton du Valais pour le Grand conseil. Les suppléants auraient ainsi l'occasion de se familiariser avec le fonctionnement d'un parlement communal, avec de bonnes chances de le rejoindre par la suite définitivement.

Une base légale permettrait aux communes intéressées de mettre en place un système de remplacement, tout en l'adaptant dans les différentes communes concernées au gré des besoins. Par ailleurs, le postulat se concentre uniquement sur le degré communal. Il ne s'appliquerait qu'à une seule circonscription électorale, facilitant ainsi sa mise en œuvre.

3.4 Conclusion

Trop souvent, les formations ou groupes politiques peinent à trouver des volontaires pour se porter candidats à une élection. En s'adaptant aux aléas de la vie et à la mobilité croissante de tout un chacun, le postulat propose un système de conseiller suppléant, bien encadré, qui permettrait de pallier les absences d'une certaine durée, en évitant de pénaliser les élus communaux et leur formation politique. Il permettrait ainsi une meilleure adéquation avec notre société actuelle. Les commissaires de minorité demandent le renvoi du postulat au Conseil d'Etat.

Lausanne, le 20 décembre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Jean Tschopp

(Séance du mardi 7 juin 2016) **POS**
16_POS_179

Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

Texte déposé

Les circonstances de la vie peuvent empêcher un élu ou une élue de remplir de manière momentanée son mandat. Alors que la législature communale vient de commencer, il y a fort à parier que ce sera le cas à nouveau pendant les cinq prochaines années. Or, il est incontestable que la volonté des électeurs et des électrices doit être respectée et que tout doit être mis en place pour que des sièges ne restent pas vacants.

La Loi sur les communes dispose que seul un conseiller communal démissionnaire peut se faire remplacer par un viennent-ensuite. Dès lors, en cas de maladie de longue durée ou d'absence prévisible d'une certaine importance (maternité, par exemple), la seule solution permettant d'éviter d'avoir un siège non occupé est de demander à la personne concernée de démissionner. Cette situation est insatisfaisante. Une solution pourrait être d'offrir la possibilité, pour un remplacement pendant une durée donnée, par le premier vient-ensuite. Celui-ci a une légitimité électorale incontestable. Il est entendu qu'une durée minimale devrait être fixée pour que ce système reste exceptionnel et une durée maximale semble nécessaire puisqu'en cas de longue absence la démission semble normale. Les droits de ce conseiller suppléant devraient être définis, en particulier quant aux commissions permanentes.

Les rythmes de réunion et les modes d'élection étant différents d'une commune à l'autre, il semble préférable que ce dispositif soit rendu possible dans la loi, chaque commune pouvant ensuite décider de l'intégrer dans son règlement.

Les soussigné-e-s demandent qu'un rapport présentant des solutions de remplacement pour les absences d'une certaine durée d'un-e conseiller-ère communal-le, et en particulier la possibilité d'utiliser le premier des viennent-ensuite, soit établi.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Julien Eggenberger
et 24 cosignataires

Développement

M. Julien Eggenberger (SOC) : — Comme avec l'intervention précédente, nous restons dans le sujet des droits politiques et des institutions.

Les circonstances de la vie peuvent, de manière momentanée, empêcher un élu ou une élue de remplir son mandat. Alors que la législature communale vient de commencer, il y a fort à parier que ce sera le cas, à nouveau, durant les cinq prochaines années. Or, il est incontestable que la volonté des électeurs et des électrices doit être respectée et que tout doit être mis en place pour que des sièges ne restent pas vacants. Aujourd'hui, seul un conseiller communal ou une conseillère communale démissionnaire peut se faire remplacer par un ou une viennent-ensuite. Dès lors, en cas de maladie de longue durée ou d'absence prévisible d'une certaine importance — un congé maternité, par exemple — la seule solution permettant d'éviter d'avoir un siège non occupé consisterait à demander à la personne concernée de démissionner. Cette situation est insatisfaisante.

Le postulat que je présente propose d'étudier la possibilité de permettre un remplacement, pendant une durée donnée, par le premier des viennent-ensuite, avec les conditions y relatives.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016

RC-MOT/POS
(16_MOT_083)
(16_MOT_084)
(16_MOT_085)
(16_MOT_086)
(16_MOT_088)_maj.
(16_MOT_089)
(16_MOT_090)
(16_MOT_093)
(16_POS_178)
(16_POS_179)_maj.

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner les objets suivants :

(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance

(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers

(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire

(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal

(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !

(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats

(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance

(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités

(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0

(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts – Suppléances dans les conseils communaux

1. PREAMBULE

La commission en charge de ces objets s'est réunie deux fois. Une première séance a eu lieu le 5 juillet 2016, de 10h00 à 12h00, à Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, confirmé dans son rôle de président-rapporteur, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Maurice Neyroud, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

M. Serge Melly a participé à la séance à titre d'invité en sa qualité de postulant.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), Amélie Ramoni Perret (juriste au SCL, DIS).
Mme Sophie Métraux (SGC) a tenu les notes de séance.

Une seconde séance a eu lieu le 16 août 2016, de 14h00 à 16h20, à la Salle du Bicentenaire, à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Ginette Duvoisin, Céline Ehrwein Nihan, Valérie Induni, Aliette Rey-Marion, Claire Richard, Claudine Wyssa ainsi que de MM. Alexandre Berthoud, Mathieu Blanc, Jérôme Christen, Julien Eggenberger, Olivier Mayor, Stéphane Montangero, Werner Riesen, Jean-Marie Surer, Jean-François Thuillard, Jean Tschopp, Philippe Vuillemin.

L'administration et le Conseil d'Etat étaient représentés par Mmes Béatrice Métraux (cheffe du DIS), Corinne Martin (cheffe du SCL, DIS), M. Vincent Duvoisin (chef de la division affaires communales et droits politiques, SCL).
M. Fabrice Lambelet (SGC) a tenu les notes de séance.

Le présent rapport de commission est aussi un rapport de majorité sur deux objets pour lesquels un rapport de minorité est déposé (voir ch. 6 et 11).

2. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La présente commission a été chargée d'étudier plusieurs motions et postulats demandant la révision de certaines dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques (« **LEDP** ») ou, plus largement, en lien avec le système électoral.

A titre liminaire, Mme la Conseillère d'Etat informe la commission que le Conseil d'Etat avait déjà décidé, avant les nombreux dépôts d'objets relatifs aux droits politiques, de procéder à une **révision intégrale de la LEDP**. En effet, la LEDP est une loi fondamentale pour la démocratie qu'il convient de réviser dans son ensemble pour s'assurer de la cohérence du texte. Ainsi, tous les articles de cette législation seront ouverts à la discussion et non seulement ceux liés aux divers objets parlementaires déposés.

3. (16_MOT_083) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - COMMUNES A CONSEIL GENERAL : ADAPTATION DE LA LEDP SUITE A LA GENERALISATION DU VOTE PAR CORRESPONDANCE

(16_MOT_086) MOTION GINETTE DUVOISIN ET CONSORTS DEMANDANT LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES AFIN QUE LES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS LES COMMUNES À CONSEIL GÉNÉRAL SE DÉROULENT SELON LES MÊMES MODALITÉS QUE DANS LES COMMUNES À CONSEIL COMMUNAL

Dès lors que les deux textes portent sur la même problématique, le président rapporteur propose qu'ils soient traités conjointement, ce que la commission approuve.

3.1 Position des motionnaires

Les deux motions visent à doter les communes avec Conseil général des mêmes modalités d'élection pour la municipalité que les communes avec Conseil communal. En effet, l'élection de la municipalité dans les communes avec Conseil général se déroule en un seul jour. Si les électeurs peuvent faire usage du vote par correspondance pour le 1er tour, ils doivent en revanche se rendre au bureau de vote pour le 2e tour et l'élection à la syndicature.

Or, avec l'introduction du vote par correspondance, les électeurs ne comprennent pas pourquoi ils doivent se rendre physiquement au bureau de vote. En conséquence, le taux de participation au second tour pour la municipalité et/ou à l'élection à la syndicature chute fortement[1] et cette faible participation peut engendrer une perte de légitimité pour le candidat élu.

Outre le fait qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les petites et les grandes communes, passer au système en vigueur pour les communes à Conseil communal permettrait de pallier cette perte de légitimité et cela permettrait au(x) candidat(s) de faire campagne pour le second tour.

La motion de Mme Duvoisin demande donc l'abrogation de l'art. 85 LEDP tout comme la motion de Mme Richard. Cette dernière souhaite, en sus, l'adaptation des articles 17b al. 3 et 36 al. 4, 33 al. 3 LEDP. Enfin, Mme Richard émet l'idée selon laquelle une exception pourrait, cas échéant, être prévue pour les communes à Conseil général ayant élu leur municipalité *in corpore* au 1er tour : si un seul candidat se présente pour la syndicature, il pourrait alors être élu tacitement ce même jour.

3.2 Position du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, ces motions s'inscrivent parfaitement dans le processus de révision globale de la LEDP qui sera mené.

En revanche, sur la forme, il serait pertinent que ces textes soient transformés en postulats ; cela offrirait la latitude nécessaire pour étudier l'ensemble des modifications nécessaires, leur cohérence et leurs conséquences.

3.3 Discussion générale

Sur le fond, la commission relève la pertinence du but recherché par les deux motions. Un commissaire souhaite que dans la réflexion il soit tenu compte des situations où une personne élue refuse son élection, ce qui nécessite un nouveau scrutin. Un autre commissaire estime l'éventuelle exception proposée par Mme Richard relative à une élection tacite comme inadéquate.

Quant à la forme, si certains commissaires considèrent qu'il aurait été plus approprié de présenter les demandes par le biais d'une initiative législative unique, la transformation en postulat apparaît adéquate pour la plupart des commissaires.

Mme la Conseillère d'Etat insiste sur le fait que des postulats permettront d'élargir le spectre de la réflexion.

Des précisions sur le calendrier de révision de la LEDP sont ensuite apportées à la commission qui souligne la nécessité de réviser la LEDP avant les prochaines élections communales. Ainsi, Mme la Conseillère d'Etat explique qu'un groupe de travail interne à l'Etat de Vaud sera créé durant l'été 2016. La thématique intéressant tous les départements, le groupe de travail comprendra notamment des membres du Service juridique et législatif (SJL), du Service des communes et du logement (SCL), du Secrétariat général du Département des institutions et de la sécurité (SG-DIS), du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Une vaste consultation à l'externe sera également nécessaire. Si le processus exige un certain

[1] Par exemple, lors des élections de février 2016, dans la commune de Tévenon, le taux de participation s'élevait à 78% au 1er tour et a chuté à 32% au second tour, A Pompaples le taux est passé de 43% à 12,9%, à St-Oyens de 73% à 25% et à Orny de 51% à 16%.

temps, garant d'une révision de qualité, l'entrée en vigueur de la LEDP interviendra néanmoins durant la prochaine législature, soit avant les prochaines élections communales. En revanche, la LEDP ne sera pas modifiée pour les élections cantonales de 2017.

Assurées que le Conseil d'Etat s'engage à tenir compte de leurs demandes dans la révision globale de la LEDP et que cette révision interviendra avant les prochaines élections communales, les motionnaires *transforment leurs textes en postulats*.

3.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat les deux motions transformées en postulat à l'unanimité des membres présents.

4. (16_MOT_084) MOTION JEAN TSCHOPP ET CONSORTS - RENFORCER LA PARTICIPATION DES ELECTEURS ETRANGERS

4.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle qu'en février 2016, pour la troisième fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution cantonale du 14 avril 2003, les électeurs étrangers ont pu participer aux élections communales.

A cette occasion, ils ont bénéficié d'un délai de participation plus court que les électeurs suisses, car ce scrutin coïncidait avec des votations fédérales auxquelles ne peuvent pas participer les électeurs étrangers. En effet, en vertu de l'art. 19 LEDP, lorsqu'il y a simultanéité entre élections et votations, le matériel de vote doit parvenir aux électeurs suisses dans les 4 semaines précédant le scrutin. En revanche, pour les électeurs étrangers, le matériel doit leur parvenir jusqu'à 12 jours avant le scrutin. En le cas d'espèce, les électeurs suisses ont donc bénéficié d'un délai de participation deux fois plus long que les électeurs étrangers.

Pour le motionnaire, cette inégalité de traitement va à l'encontre des efforts menés en vue d'augmenter la participation, cette dernière étant déjà inférieure pour les électeurs étrangers.

En conséquence, la motion demande à ce que la LEDP soit modifiée afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations cantonales et/ou fédérales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique que le Conseil d'Etat fait son possible pour ne pas faire coïncider les élections communales avec des objets cantonaux et/ou fédéraux. Bien que ceci n'ait malheureusement pas été possible pour les élections communales de février 2016, cela n'est en tous cas pas dû à une quelconque volonté politique.

Il s'agissait en effet d'une situation particulière relevant de contingences techniques et logistiques ponctuelles, telles que la première édition de la brochure « Voter c'est simple », un retard dans le renouvellement du parc de machines de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADV) en raison d'un recours, ce qui a retardé l'impression des bulletins. Ce scrutin complexe à mettre en place a nécessité une organisation et un investissement important des services de l'Etat concernés.

Si la marge de manœuvre qu'offre la LEDP quant aux délais d'envoi a été utilisée afin de mettre sous plis les bulletins de manière décalée, les envois ont été effectués dans les délais légaux. Les électeurs étrangers n'ont donc pas reçu le matériel en retard, mais après celui destiné aux votations fédérales, au plus tard dans les 12 jours précédant le scrutin.

Le Conseil d'Etat estime inapproprié de procéder à une modification légale pour une situation particulière liée à des contingences logistiques. De plus, la suppression de la compétence permettant de décaler les envois s'avèrerait peu pertinente d'un point de vue organisationnel et financier si une situation de simultanéité devait se représenter, ce que ne souhaite cependant pas le Conseil d'Etat.

4.3 Discussion générale

Bien que comprenant la singularité du scrutin de 2016 résultant de contingences logistiques ponctuelles et non d'une volonté du Conseil d'Etat, plusieurs commissaires soulignent que la différence de traitement *de fait* entre électeurs suisses et électeurs étrangers n'a pas lieu d'être. Le corps électoral ne peut souffrir de traitement différent en son sein, peu importe les contingences logistiques et matérielles. Une situation telle que celle de février 2016 ne doit pas se reproduire.

Or, malgré le souhait du Conseil d'Etat, il n'est pas exclu qu'une simultanéité de scrutins telle qu'en février 2016 se réitère, auquel cas la loi, telle que formulée actuellement, pourrait à nouveau permettre une inégalité de traitement entre électeurs.

La LEDP doit donc être modifiée avant les prochaines élections communales afin qu'en cas de simultanéité entre élections communales et votations fédérales et/ou cantonales, l'ensemble du corps électoral bénéficie du même délai pour la réception des documents, soit 4 semaines.

4.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération cette motion par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

5. (16_MOT_085) MOTION VALERIE INDUNI ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - MIEUX INFORMER POUR MIEUX ELIRE

5.1 Position de la motionnaire

La motionnaire relève que les documents contenus dans le courrier officiel lors d'élections, soit les instructions de vote et les listes électorales, sont avares en renseignements sur les partis et les candidats.

Dans le canton de Berne, une documentation sur les partis, sur leurs programmes voire sur les candidats est jointe à l'envoi officiel, ce qui permet aux électeurs de trouver de l'information plus complète que les seuls noms, âges et professions des candidats figurant sur les listes. La motionnaire explique qu'un format officiel pour la documentation est défini par le corps préfectoral. Les partis qui souhaitent participer rédigent le prospectus selon le format déterminé. Après validation par le corps préfectoral, la documentation est jointe aux enveloppes officielles.

Ainsi, l'information est concentrée et permet aux électeurs de comparer et de faire leur choix plus facilement. En sus, ce moyen d'information participe à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques.

5.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat indique qu'une telle proposition soulève de nombreuses questions : quelle serait la teneur du contenu de la documentation (le programme des partis, des informations sur les candidats, etc.?), sous quel format se présenteraient les prospectus ? Qui les rédigerait et les validerait? Quelles élections seraient concernées (communales, fédérales, cantonales) ? Quid des petites communes sans partis ?

De plus, l'argument de l'égalité de traitement entre les partis ne se vérifierait pas forcément, car en fonction de modalités de rédaction, de format, etc., les partis avec peu de moyens pourraient être mis dans une situation plus délicate.

5.3 Discussion générale

La proposition divise la commission.

Pour certains commissaires, en sus des nombreuses questions déjà soulevées, elle va à l'encontre de la volonté de simplification administrative prônée par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années et compliquerait encore un processus déjà complexe. La question du coût est également mise en avant,

pour l'Etat mais aussi pour les partis, car en cas de division du coût entre les partis, les petits partis pourraient en pâtir. Il est donc préférable de laisser chaque parti libre de faire la publicité qu'il désire, de la manière dont il le souhaite. De toute façon, les électeurs à la recherche d'informations plus détaillées peuvent l'obtenir facilement, notamment en se rendant sur Internet. La proposition semble donc anachronique.

D'autres commissaires estiment que la proposition est intéressante. Le format déterminé des prospectus, lié à la simultanéité de l'envoi permettrait aux citoyens d'obtenir plus aisément de l'information et faciliterait le travail comparatif pour voter. En outre, la solution proposée participerait à l'égalité de traitement entre petites et grandes formations politiques. Ceci pourrait même inciter les petits partis à se faire connaître. Quant aux coûts, une partie pourrait être prise en charge par les partis, sans que cela ne prétérite les petites formations. Pour l'Etat, le coût ne devrait pas s'avérer beaucoup plus important que lors d'envoi des enveloppes officielles pour les votations fédérales. Un commissaire mentionne à ce sujet qu'à Berne l'impression des prospectus revient aux partis et que les frais d'envoi incombent à l'Etat.

Certains commissaires estiment qu'un postulat serait plus approprié, ce d'autant plus que le sujet a déjà partiellement été abordé dans le cadre des récents débats au Grand Conseil sur le rapport de la commission chargée d'examiner le Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts « Promouvoir et soutenir davantage la participation des 18-25 ans au vote ! ».

Au vu des nombreuses questions que pose le texte, la motionnaire le *transforme en postulat*.

5.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 10 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention.

6. (16_MOT_088) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR AUGMENTER LA PARTICIPATION, OFFRONS L'AFFRANCHISSEMENT !

6.1 Position du motionnaire

Cette motion demande de pouvoir effectuer un essai pendant trois ans afin de voir quel serait l'impact sur la participation en cas d'offre de l'affranchissement à forfait/réponse aux électeurs. Cette durée, que le motionnaire estime raisonnable, permettrait d'analyser sur un certain nombre de scrutins (votations et élections) les effets de cette mesure.

6.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat expose qu'un sondage, effectué auprès de plusieurs communes vaudoises, a révélé que 80% à 90% des votants déposent directement leur bulletin de vote dans les boîtes aux lettres communales. Les électeurs restants envoient leur bulletin de vote par courrier ou se rendent au bureau de vote.

Dès lors, on peut s'interroger sur le fait de savoir si la gratuité de l'envoi par courrier augmenterait de manière significative le taux de participation.

Pour Mme la Conseillère d'Etat, la prestation pouvant correspondre au mieux à la demande du motionnaire est les envois commerciaux-réponses. Le canton de Genève et certains cantons suisses allemands utilisent déjà l'affranchissement gratuit. A Genève, le coût effectif est de CHF 100'000.- par scrutin, et l'augmentation du taux de participation, en plus de dix ans, a été de l'ordre de 3%, soit 6'000 à 7'000 votants supplémentaires. Il faut noter que Genève s'interroge actuellement sur la pertinence de conserver un tel système.

6.3 Discussion générale

Lors de la discussion, plusieurs commissaires interviennent pour s'opposer au renvoi de cette motion. En particulier, ils relèvent à la suite du Conseil d'Etat qu'un nombre très limité de citoyens envoient leur bulletin de vote par courrier et qu'une personne intéressée à voter ne sera en principe pas retenue par le coût d'un timbre à CHF 0.85.- ou CHF 1.-.

En outre, les communes proposent une (voire plusieurs) boîte(s) aux lettres communale où les citoyens déposent leur bulletin de vote sans affranchissement. Comme les enveloppes de vote sont en général envoyées deux à trois semaines à l'avance, cela permet aisément au citoyen de s'organiser pour pouvoir voter. En outre, la possibilité d'un essai sur trois ans présente le risque que le citoyen prenne des habitudes qu'il sera difficile de changer, ce que semblent confirmer – à titre d'exemple – les contacts entre l'administration cantonale et la Chancellerie de Genève.

D'autres commissaires observent enfin que cet essai risque de s'avérer coûteux sur le plan financier (un calcul évoque un montant de CHF 1,2 million en trois ans).

Un commissaire se montre indécis quant au renvoi de cet objet et se demande si « l'acte de voter » ne se banaliserait pas encore davantage avec une telle proposition.

D'autres commissaires se disent favorables à cette proposition, car elle renforcerait le taux de participation, et plus généralement la démocratie. Concernant les chiffres donnés par le Conseil d'Etat, il n'est pas sûr que la population vaudoise se comporte de la même manière que celle de Genève, notamment par rapport à la configuration de ces deux cantons. Ils mettent également en avant qu'il ne s'agit que d'un test sur une période donnée avec un coût minime, si l'on considère le coût d'un scrutin de manière globale. Ils notent aussi que l'affranchissement serait positif pour des personnes peinant à se déplacer dans leur village où est prévu un service postal. Enfin, selon ces commissaires, il faut tenir compte du pourcentage élevé de citoyens vivant en milieu urbain et où une boîte aux lettres communale ne se situe pas toujours à proximité du domicile.

Un commissaire relève au terme de la discussion que l'introduction d'une amende, comme dans le canton de Schaffhouse, pourrait être un moyen d'augmenter avec succès le taux de participation.

6.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération cette motion par 7 voix pour, 10 voix contre et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé pour cet objet. Il sera rédigé par M. Jean Tschopp

7. (16_MOT_089) MOTION STEPHANE MONTANGERO ET CONSORTS AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE - POUR QUE TOUS-TES LES VAUDOIS-ES, Y COMPRIS LES VAUDOIS-ES DE L'ETRANGER, PUISSENT ELIRE LES CONSEILLERS AUX ETATS

7.1 Position du motionnaire

Des cantons comme Fribourg, Genève, les Grisons, Berne, Bâle-Campagne, Jura et Neuchâtel permettent déjà aux Suisses de l'étranger d'élire leurs représentants au Conseil des États, mais aussi au Conseil national. Le canton de Vaud pourrait donc octroyer ce droit de pouvoir élire ses Conseillers aux États aux Vaudois de l'étranger en modifiant la base « légale » cantonale, ainsi que le souhaite le motionnaire.

7.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat rappelle que la législation fédérale prévoit qu'il appartient aux cantons d'édicter les règles applicables à l'élection de leurs représentants au Conseil des États. Le Canton de Vaud pourrait donc modifier sa législation en ce sens. Néanmoins, la base juridique applicable n'est pas légale mais constitutionnelle (articles 74 et 77 de la Constitution vaudoise).

7.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires rappellent que cette distinction découle des travaux de la Constituante qui aurait observé que les Suisses de l'étranger n'avaient pas encore « une présence » aussi marquée qu'elle ne l'est actuellement. Un grand chemin a été effectué à ce niveau depuis lors et un changement serait pertinent.

Un commissaire rappelle son engagement pour une plus grande participation des Suisses de l'étranger ; l'utilisation du vote électronique serait utile à cette fin au vu des délais pour l'envoi du matériel pour le second tour.

Plusieurs commissaires se disent réservés sur la forme de cet objet. Ils ne souhaitent pas discuter d'une modification constitutionnelle avant qu'une réflexion poussée ait été menée. À ce titre, un postulat serait plus approprié. De même, cette problématique doit être intégrée dans le processus de réflexion globale sur la LEDP. Le motionnaire accepte formellement de *transformer son texte en postulat*.

7.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

8. (16_MOT_090) MOTION JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS - DEPOUILLER PAR ANTICIPATION LE VOTE PAR CORRESPONDANCE

8.1 Position du motionnaire

Le motionnaire rappelle que la réalité du dépouillement est différente selon la taille des communes. L'idée de cette motion est d'inscrire dans la loi la possibilité, lorsqu'une commune le demande, de pouvoir anticiper le dépouillement du vote par correspondance. Aujourd'hui, il existe déjà cette possibilité, mais uniquement le dimanche.

A Lausanne, tant aux dernières élections fédérales que communales, cinq cents personnes ont été mobilisées pour dépouiller les bulletins dont une centaine était présente dès minuit le dimanche.

Pour le motionnaire, un dépouillement uniquement dominical présente plusieurs problèmes. En particulier, il est plus coûteux de faire venir des personnes la nuit que durant les journées du samedi et du dimanche et des risques d'erreurs ou de retards supplémentaires ont plus de chances d'arriver avec un seul jour consacré au dépouillement.

Si la ville de Berne procède au dépouillement de l'entier du vote par correspondance le samedi, le motionnaire ne souhaite pas aller aussi loin et il imagine une solution se traduisant ainsi : le tri et le contrôle des bulletins s'effectueraient le samedi alors que le décompte se ferait le dimanche.

8.2 Position du Conseil d'Etat

La problématique soulevée par la motion ne concerne que les élections générales qui demandent un énorme travail de logistique pour les bureaux électoraux. Concernant les votations, les machines à lecture optique permettent de traiter efficacement les bulletins de vote lorsque le nombre d'électeurs est élevé. Ce système permet souvent aux grandes communes vaudoises de communiquer leurs résultats avant les petites communes. Le Conseil d'Etat a autorisé le dépouillement anticipé à partir de minuit le dimanche pour l'ensemble des communes vaudoises.

Dans certaines communes, Mme la Conseillère d'Etat mentionne la problématique du secret du vote avec un dépouillement le samedi et elle rappelle à ce sujet le postulat récent de M. Voiblet[2].

[2] (14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !

8.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires indiquent que les communes souhaitant dépouiller le samedi devraient respecter des règles très strictes. Une autre commissaire souhaiterait inscrire une limite selon le nombre d'habitants (un dépouillement le samedi serait autorisé à partir de mille habitants par exemple).

Un commissaire estime que cela concerne avant tout les élections à la proportionnelle qui sont plus compliquées que les élections majoritaires. Le dépouillement des bulletins reste un exercice demandant un énorme travail de préparation, de vérification et d'analyse des bulletins ; plus de la moitié du temps consacré n'est donc pas lié au décompte à proprement parler. Ce système fonctionne déjà dans de grandes villes suisses. Une commissaire se dit sensible à ces arguments, notamment sur le temps de travail d'un dépouillement qui s'avère très long pour un bureau de vote. Néanmoins, il est nécessaire de mettre des cautèles par rapport à la taille des villes et au cloisonnement des différentes opérations de dépouillement et du décompte du vote qui devrait avoir lieu uniquement le dimanche.

Une commissaire précise que cette motion permet de meilleures conditions et une meilleure sécurité dans le dépouillement, notamment pour la première étape de préparation des bulletins de vote prévue pour le samedi. Quant à la taille des communes où une telle mesure pourrait s'appliquer, certaines n'y recourront pas, car elles pourront effectuer l'ensemble du travail en un seul jour.

Mme la Conseillère d'Etat observe que l'une des pistes développées par le motionnaire lui paraît être le bon chemin avec le travail de préparation le samedi et le décompte des bulletins de vote le dimanche. Il faut toutefois veiller à ne pas exiger des résultats plus tôt le dimanche.

A la demande de certains commissaires et du Conseil d'Etat, le motionnaire accepte de *transformer sa motion en postulat*.

8.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

9. (16_MOT_093) MOTION CLAIRE RICHARD ET CONSORTS - REDUCTION DU TEMPS D'ATTENTE ENTRE LES ELECTIONS COMMUNALES ET LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES AUTORITES

9.1 Position de la motionnaire

Lors du traitement du postulat Florence Golaz[3], la diminution de la durée entre le moment des élections cantonales et l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et du Grand Conseil avait été envisagée. La question des communes avait également été abordée, sans qu'il n'y ait de décision pour autant ; aucune extension de la logique de ce postulat ne pouvait être transposée pour les élections communales. C'est donc pour cela que cette motion a été déposée, afin d'élargir la réflexion au cas des communes.

Lors des dernières élections communales de 2016, il y a eu quatre mois d'attente entre l'élection et l'entrée en fonction des élus : certains sont impatients alors que d'autres sont démotivés par un tel délai d'attente. En outre, la motionnaire émet le souhait qu'une synergie, entre une votation fédérale et une élection communale, ne soit pas automatique si les délais ne sont pas jugés adéquats.

Enfin, cette motion est *formellement transformée en postulat*.

[3] (12_POS_001) Postulat Florence Golaz et consorts pour réduire le délai entre les élections générales et l'entrée en fonction des nouveaux élus

9.2 Position du Conseil d'Etat

Mme la Conseillère d'Etat reconnaît qu'en 2016, le temps d'attente de quatre mois avant l'entrée en fonction pour les élus a été (trop) long. Les raisons de cette latence s'expliquent toutefois. En effet, certaines communes ont dû procéder à l'élection de leur exécutif en quatre tours (une période allant du mois de mars à mai 2016 : deux tours pour l'élection de la municipalité et deux tours pour l'élection du syndic) et le Conseil d'Etat a souhaité laisser une marge entre le dernier tour de ces élections et l'entrée en fonction des élus notamment en cas d'éventuel recours. En outre, le Conseil d'Etat cherche à minimiser les frais pour les communes en faisant coïncider dans la mesure du possible les dates des votations fédérales et des élections communales ou cantonales.

En outre, les scrutins représentent une charge de travail et de stress évidents pour les administrations communales. Ce délai entre les tours des élections était de nature à faciliter l'organisation et la répartition du travail. Il est tout à fait envisageable que le Grand Conseil réduise cette période. Toutefois, cela pourrait avoir des conséquences financières et administratives à considérer.

9.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires apportent leur soutien à ce postulat.

Une commissaire rappelle les débats sur le postulat Golaz en déclarant que le tir doit être corrigé. Le délai est effectivement extrêmement long surtout pour les conseillers communaux, élus à la proportionnelle. Cela concerne aussi les municipaux sortants qui ne sont pas réélus et qui doivent attendre péniblement quatre mois. Certains commissaires relèvent aussi que le nombre de recours est limité.

Sur la question financière, cela risque de coûter effectivement plus cher. Une solution pour réduire les frais serait de faire coïncider, le même jour, le premier tour des élections communales et un scrutin fédéral. Au vu des dates déjà retenues pour les votations fédérales de 2021, 2026 et 2031 il risque d'être compliqué de concilier ces deux scrutins à une même date tout en allant dans le sens de cette motion.

Un autre commissaire constate que ce long délai n'est également pas évident pour une administration communale en cas de renversement d'une majorité politique. Il faut donc trouver un équilibre entre un délai trop court et le délai actuel, même si une réduction de ce délai peut être soutenue.

Du point de vue du citoyen, il est également compliqué de comprendre qu'une entrée en fonctions soit si tardive. Pour un municipal, le seul avantage réside dans la transmission plus sereine des dossiers. À l'inverse, de grands projets ne peuvent plus être initiés durant ce laps de temps.

Des commissaires expriment certaines réserves sur cet objet sans vouloir le classer pour autant. Une des raisons invoquées est que bon nombre de municipaux et conseillers communaux ont un travail à côté de leur activité politique et il peut être délicat de résilier un contrat de travail à brève échéance s'ils sont élus ou de pouvoir retrouver un emploi s'ils ne sont pas réélus. La loi actuelle pose déjà des problèmes, mais la réduction de ce délai risquerait aussi d'en poser – peut-être davantage.

9.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil renvoyer au Conseil d'Etat la motion transformée en postulat par 16 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

10. (16_POS_178) POSTULAT SERGE MELLY ET CONSORTS - 4 + 1 = 0

10.1 Position du postulant

Alors que tout doit être fait pour stimuler la participation aux scrutins, certaines règles péjorent cet objectif, à l'instar de la présence de plusieurs bulletins dans une même enveloppe dans le cadre de l'élection d'un exécutif. En effet, les électeurs s'étant habitués à ce qu'une enveloppe de vote contienne des bulletins divers (votations, élections, scrutins fédéraux, cantonaux, communaux),

il arrive régulièrement qu'ils glissent dans leur enveloppe plusieurs bulletins différents pour élire un exécutif. Or, selon la LEDP (art. 41 lit h.), lorsque les bulletins ont un contenu identique, il n'est tenu compte que d'un seul d'entre eux, mais les suffrages sont valables. En revanche, lorsque les bulletins diffèrent, quand bien même le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges à pourvoir, ils sont déclarés nuls.

Au vu de la confusion qu'une telle règle crée, le postulat demande l'étude de la modification de l'art. 41 lit. h LEDP afin que, pour une élection, lorsque dans la même enveloppe sont glissés plusieurs bulletins dont le nombre de suffrages correspond au nombre de sièges, le vote soit considéré comme valide.

10.2 Position du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que lors du dépouillement, la détermination du souhait de l'électeur est évidemment importante. Toutefois, la simplification du processus de vote pour les électeurs doit également être prise en compte. Or, ajouter à la complexité du système électoral en expliquant que pour certains scrutins il est possible de glisser plusieurs bulletins différents dans une même enveloppe pourrait amener de la confusion et s'avérer contre-productif en termes de participation.

10.3 Discussion générale

Plusieurs commissaires soulignent que la volonté de l'électeur est très claire lorsqu'il insère dans son enveloppe plusieurs bulletins différents correspondant au nombre de sièges à pourvoir dans un Exécutif.

Le fait de valider ces suffrages respecterait la volonté des électeurs et contribuerait à favoriser la démocratie. De plus, une telle mesure n'ajouterait pas à la complexité du système, car il n'est pas nécessaire de faire la promotion de nouvelles modalités aux électeurs, mais de donner la consigne aux bureaux de vote selon laquelle, lors du dépouillement, les suffrages dont il est question soient dorénavant validés.

L'élargissement de la proposition aux suffrages issus de bulletins différents, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à pourvoir est proposé par une commissaire. Ainsi, les suffrages seraient validés dans le cas d'un nombre de suffrages inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Si la majorité des commissaires qui s'expriment approuvent cette proposition, un commissaire rend toutefois attentif à la complexification du dépouillement (qu'il s'agisse du nombre de suffrages exact ou inférieur) puisqu'il pourrait y avoir plus de bulletins que d'électeurs.

L'éventualité que cette mesure soit également appliquée à l'élection à la proportionnelle est ensuite soulevée. Cependant, au vu des difficultés qui pourraient en résulter, telle que l'attribution des suffrages non utilisés, la commission estime qu'il convient de s'en tenir **uniquement à une réflexion concernant les élections à la majoritaire**.

La réflexion du Conseil d'Etat portera alors sur la possibilité de valider les suffrages dont le nombre est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir dans le cadre d'une élection au système majoritaire. De plus, une étude des conséquences d'une telle mesure sera nécessaire. Finalement, la place de la modification dans la LEDP devra faire l'objet d'une attention particulière, car l'art. 41 lit. h se trouve actuellement dans les dispositions générales.

10.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

11. (16_POS_179) POSTULAT JULIEN EGGENBERGER ET CONSORTS – SUPPLEANCES DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

11.1 Position du postulant

Le rythme de réunion des conseils communaux diffère selon les communes. L'absence de longue durée de conseillers communaux, pour diverses raisons, a des répercussions différentes selon la taille des communes également. L'objectif de ce postulat est de demander une étude en prévision d'une éventuelle modification légale permettant aux communes d'inscrire dans leurs règlements la possibilité d'avoir des suppléants dans leur conseil communal. Cet objet ne concerne pas le Grand Conseil, car il ne serait pas responsable de proposer une telle modification à moins d'une année des élections cantonales et parce que la suppléance est plus facile à gérer lorsqu'il y a une seule circonscription, en l'occurrence dans le cadre de la commune.

Le système évoqué dans cet objet n'est pas le système tel que pratiqué dans le canton du Valais. En effet, le postulant souhaite que les viennent-ensuite exercent la suppléance au lieu de nommer des suppléants à proprement parler.

11.2 Position du Conseil d'Etat

Il s'agit d'une discussion de nature politique. Le système d'élection au niveau communal est calqué sur le modèle du Grand Conseil qui lui-même est très proche de ce qui se fait au niveau des Chambres fédérales. Une certaine systématique au niveau institutionnel suisse apparaît donc nécessaire.

De même, il faut s'interroger si une analogie doit être effectuée entre les membres d'un conseil communal et les travailleurs subissant une longue absence. Dans un conseil communal, l'absence est gérée de manière politique et des mécanismes de droit du travail ne peuvent que difficilement être repris.

11.3 Discussion générale

La Commission note en préambule que ce postulat vise la loi sur les communes (LC) et ne possède aucun lien avec la révision annoncée sur la LEDP.

Des commissaires apportent leur soutien à ce postulat en estimant qu'une une absence de longue durée peut être délicate dans les petites communes là où les séances sont peu nombreuses sur une année. Ils relèvent aussi que le congé maternité est un temps de repos reconnu légalement, il est donc délicat d'exiger d'une femme en congé maternité une présence au conseil communal.

En outre, une démission n'est pas anodine, car, si la personne souhaite se représenter aux élections suivantes, les électeurs auront tendance à se montrer méfiants. Cela est également valable pour des absences en lien avec des maladies. En outre, les étudiants, voulant partir à l'étranger en échange de type « Erasmus », sont actuellement obligés de démissionner. Enfin, il s'agit ici d'un postulat permettant aux communes *qui le souhaitent* d'introduire cette possibilité dans leurs règlements communaux. Enfin, pour ces commissaires, le siège appartient non pas à la personne, mais à la liste ou au groupe politique. C'est donc pour cela que les sièges doivent rester occupés.

A l'inverse, pour la majorité de la commission, il se justifie de classer ce postulat pour différents motifs.

D'abord, un élu, absent sur une longue durée, doit démissionner. La maternité, par exemple, n'est pas une maladie et une femme peut assister à certaines séances du conseil communal, ou manquer peu de séances selon la taille de la commune.

En outre, la cohérence entre les différents niveaux institutionnels doit être respectée. Une exception au niveau communal pourrait être difficilement compréhensible et le système à mettre en place nécessiterait forcément de créer des règles différentes entre les communes. Par exemple, la définition de la « longue durée » d'absence n'est pas la même selon la taille des conseils communaux. De plus, il y a lieu de savoir ce que devient le suppléant une fois que le titulaire du siège revient.

Pour la majorité de la commission, le siège n'appartient pas au parti, contrairement aux arguments développés par la minorité.

La prise en considération de cet objet pourrait ouvrir une « boîte de Pandore » entraînant ainsi une plus grande instabilité du système politique. Il s'agit aussi d'un débat politique essentiel et fondamental qui va au-delà du texte examiné.

11.4 Vote de la commission

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération ce postulat, par 5 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions (le nombre de commissaires présents étant de 15).

Un rapport de minorité est annoncé sur cet objet : M. Tschopp le rédigera

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le rapporteur :
(Signé) Mathieu Blanc

(Séance du mardi 31 mai 2016) **POS**
16_POS_177

Postulat Jacques Perrin et consorts – Développer à Moudon un centre d'information et de formation en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO

Texte déposé

Voici quelques semaines, la 1re Foire agricole romande a été organisée à l'enseigne de BIO- Vaud à Moudon, sur le site d'Agrilogie de Granges-Verney. Avec 15'000 visiteurs, on ose affirmer que cette première a remporté un magnifique succès auprès du public : serait-ce la preuve que les Suisses romands ont tous aussi envie de produits BIO que les Suisses alémaniques ? En tout cas, l'enthousiasme des agriculteurs, producteurs et éleveurs à expliquer le BIO et l'engouement du public pour cette qualité faisaient plaisir à voir.

Ayant visité le site de la foire, j'ai pu constater que le site de Granges-Verney se prêtait particulièrement bien à ce genre de manifestation, par les terrains, salles et équipements disponibles.

Actuellement, ce centre d'Agrilogie partage la formation des agriculteurs avec l'école de Marcelin. Ce que l'école d'agriculture de Moudon deviendra demain, le projet IMAGO devrait nous le révéler avant la fin de la législature : maintien de deux écoles sur deux sites ou réunion des centres d'enseignement sur un seul site, et dans ce cas, où ?

Selon la variante IMAGO retenue, je demande au Conseil d'Etat un rapport sur les possibilités de mise en valeur du site de Granges-Verney, par le développement d'un centre d'information (et de conseils) et de formation (et de formation continue) en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO.

Les activités de ce centre devraient être destinées à la fois au public et aux professionnels.

Pour le canton de Vaud et Moudon, il y a une place à prendre en Suisse romande dans le domaine BIO.

Prise en considération immédiate.

(Signé) Jacques Perrin
et 32 cosignataires

Développement

M. Jacques Perrin (PLR) : — Par rapport au postulat, dont vous connaissez le contenu, j'aimerais préciser que je n'ai aucune intention de me mêler du débat BIO et non-BIO régnant chez les professionnels. Je n'ai non plus aucune intention de me mêler des choix à venir quant au centre de formation, quant au programme des écoles ou de l'école d'agriculture, notamment avec le projet IMAGO, voire quant aux cultures à faire à Granges-Verney, par exemple.

Force est pourtant de constater un engouement public pour les produits BIO et de constater le succès populaire — 15'000 visiteurs sur deux jours — de la première foire romande dédiée au BIO, comme de constater que les installations moudonnoises sont particulièrement bien adaptées à ce type de manifestation. Les locaux et les espaces sont adaptés à la formation et à l'information du public, comme des professionnels. Je lis aussi que le chef du Service de l'agriculture et de la viticulture (SAVI) partage la vision des responsables organisateurs de cette première foire. Dès lors, je demande un rapport pour connaître la position du Conseil d'Etat sur la tendance BIO, tant pour le public que pour les professionnels, ainsi que face à l'appui qui pourra être apporté, demain, par la ou les écoles d'agriculture — à Moudon, je l'espère.

La discussion est ouverte.

M. Philippe Randin (SOC) : — Je tiens à saluer l'initiative parlementaire de notre collègue Perrin. Lorsque feu M. le conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud défendait la Loi sur l'agriculture devant la commission, il encourageait la forte délégation des agriculteurs à produire du BIO, tant les importations de celles-ci étaient déficitaires dans le canton. Le BIO est certainement une alternative. Je peux vous citer l'exemple de la Société de laiterie des Moulins, à Château-d'Oex, qui produit de magnifiques fromages BIO appellation d'origine protégée (AOP) Gruyère, transformant 1'200'000 kilos de lait, ce qui n'est pas négligeable. Le prix du litre de lait est pourtant pratiquement le double de celui du lait industriel. Par les temps qui courent, c'est véritablement une belle alternative pour les producteurs de lait.

Afin d'élargir la discussion, il serait préférable qu'une commission soit saisie pour traiter ce sujet d'importance pour notre agriculture. Je vous recommande donc de renvoyer ce postulat à l'examen d'une commission.

Mme Claire Richard (V'L) : — Le groupe vert'libéral a pris connaissance avec intérêt du postulat Jacques Perrin. Vu l'engouement justifié pour le BIO en Suisse occidentale, c'est avec enthousiasme que nous allons soutenir la proposition de notre collègue. Comme le dit le postulant, pour le canton de Vaud et pour Moudon, il y a une place à prendre, en Suisse romande, dans le domaine du BIO. Les Vert'libéraux estiment que le site proposé à Granges-Verney paraît adéquat pour le développement d'un centre d'information et de formation en matière d'agriculture et d'élevage BIO.

En ce sens, la demande au Conseil d'Etat d'établir un rapport sur les possibilités de mise en valeur de ce site est à soutenir. C'est ce que fera le groupe vert'libéral à l'unanimité, en vous encourageant toutes et tous à accepter la prise en considération immédiate du postulat, selon la demande du postulant.

M. Vassilis Venizelos (VER) : — M. le député Perrin a introduit son postulat en nous indiquant qu'il ne voudrait surtout pas influencer la politique agricole. C'est pourtant bien ce qu'il fait et je l'en remercie. En effet, à notre sens, il influence cette politique dans le bon sens. Il est vrai que le canton de Vaud a un certain retard en matière de production BIO et la manifestation qui a eu lieu à Moudon montre qu'il y a un potentiel de développement important. Il convient de rappeler que la production BIO suisse ne permettant pas de répondre à la demande, nous sommes obligés d'importer des produits BIO. C'est bien le signe que ce mode de production a un potentiel de développement et de valorisation important.

Sur le fond, je remercie le député Perrin d'offrir au canton et au Conseil d'Etat l'opportunité de valoriser encore mieux le BIO, par le biais de la filière de formation. Je serais personnellement intéressé à pouvoir débattre de ce postulat en commission. Je regretterais et serais un peu frustré que ce postulat soit renvoyé directement au Conseil d'Etat. Je pense qu'une discussion en commission permettrait d'avoir des informations complètes sur la situation du BIO dans le canton de Vaud et sur les intentions du Conseil d'Etat quant au développement envisagé pour ce mode de production.

Bien entendu, je soutiens la proposition de M. le député Jacques Perrin sur le fond et quant à la forme, je vous invite à renvoyer le postulat à l'examen d'une commission.

M. Philippe Vuillemin (PLR) : — Excusez-moi d'être quelque peu en décalage, aujourd'hui, mais pour moi, le BIO devrait être la norme. Alors, pourquoi ne demanderions-nous pas plutôt d'estampiller les produits non-BIO ? Evidemment, je reconnais que, du point de vue promotionnel, ce serait moins bon, aussi bien pour les politiques que pour les vendeurs. En effet, qui déposerait ou rédigerait une interpellation ou une motion sur un produit non-BIO ? Cela aurait l'avantage de démontrer pourquoi le produit doit être non-BIO.

Il y a quelque chose d'affligeant à penser que l'on doit préciser que le produit est BIO, c'est-à-dire fabriqué, non pas forcément « à l'ancienne », comme on le souhaite… puisqu'il semble qu'au Jardin d'Eden — qui était le nôtre il y a cent ans — on ne produisait que des aliments BIO et on ne mangeait que BIO. C'est d'ailleurs pour cela que l'on mourrait beaucoup plus tôt !

Ne croyez pas que je sois contre le BIO ; au contraire, j'estime que la motion de Jacques Perrin est une bonne idée. Cela dit, j'ai toujours été frappé par la nécessité de parler du BIO plutôt que du non-BIO.

Ce serait pourtant beaucoup plus provocateur, susciterait des réflexions et fournirait encore plus de carburant — BIO naturellement — aux produits BIO.

M. Philippe Jobin (UDC) : — J'ai signé ce postulat, mais j'aimerais être sûr que tous aient bien compris, et moi le premier : ce centre deviendrait un Centre d'information sur le BIO, mais pour le public uniquement, sommes-nous bien d'accord ? Il ne s'agit pas de créer un pôle de compétence et de formation BIO ? Est-ce bien cela, monsieur le député ? J'aimerais en être vraiment sûr.

Je n'aimerais pas que l'on oppose la production écologiquement requise (PER), l'IP-Suisse *(label de qualité destiné aux produits agricoles suisses respectant les méthodes de la production intégrée, n.d.l.r.),* et autres. Je n'aimerais pas que l'on confonde les différents styles d'élevage et d'agriculture que nous pratiquons avec un professionnalisme hors pair, d'ailleurs, malgré ce que l'on veut bien dire.

J'aimerais donc que M. Perrin nous informe précisément sur ce qu'il entend. J'ai signé le postulat dans cet état d'esprit et non pas afin de créer un pôle de compétence BIO. J'aimerais donc qu'il confirme ce que je viens de dire et je l'en remercie d'avance.

M. Jacques Perrin (PLR) : — Si j'ai bien compris, cher collègue, l'enseignement BIO existe déjà par certains cours donnés dans les écoles d'agriculture. Je ne me mêlerai pas de leur programme. Mais j'estime qu'une synergie est à trouver entre cet enseignement et l'information donnée au public. Preuve en est le succès de la première foire BIO qui vient d'avoir lieu à Moudon.

Mme Christiane Jaquet-Berger (LGa) : — Je ne crois pas que M. Vuillemin ait raison, ici, d'opposer les anciens et les modernes. Il semble bien que l'agriculture selon d'anciens principes n'ait souvent rien de ce qu'on appelle maintenant BIO. L'utilisation des pesticides et autres produits du même type date d'il y a fort longtemps.

L'intervention de M. le député Perrin est extrêmement intéressante, puisqu'il paraît tout à fait essentiel de développer le BIO et les produits BIO. La demande de la part des consommateurs est réelle et il est sans doute bon pour leur santé que ce développement puisse se réaliser.

En revanche, quant à créer un centre, je ne comprends pas bien quel rôle il pourrait jouer. Or, il est situé très précisément au centre du postulat qui nous est soumis. D'ailleurs, les questions de M. Jobin montrent bien que tout n'est pas aussi clair que cela pourrait paraître, même si l'idée de développer la culture BIO dans notre canton est une très bonne idée. C'est pourquoi il me semblerait justifié que l'on puisse en parler en commission. Je ne doute d'ailleurs pas que cette idée fasse son chemin d'une manière très positive, dès lors, après un véritable débat permettant qu'il n'y ait plus de zones peu claires, voire obscures.

M. Philippe Jobin (UDC) : — En fonction de la question que j'ai posée, il me semblerait plus sage de renvoyer le postulat en commission, afin que nous puissions discuter d'une manière plus large de la direction que la réponse du Conseil d'Etat pourrait nous apporter. Je vous recommande donc de renvoyer ce postulat en commission.

M. Eric Sonnay (PLR) : — Jeudi ou vendredi dernier, a eu lieu l'assemblée générale de l'Association vaudoise de promotion des métiers de la terre, Prométerre. Le président de cette assemblée est un producteur BIO. Dans son discours, il a dit clairement : « Aujourd'hui, nos produits ne se vendent pas tous. » On cite les exemples du lait BIO et du Gruyère BIO : ces produits ne se vendent pas. Nous avons un problème par rapport aux prix.

Suite au postulat de notre collègue Jacques Perrin, que je soutiens, il est clair que cette exposition BIO dans le canton de Vaud est très positive pour notre canton. Cela attire du monde de toute la Suisse romande. Sur ce point, on peut soutenir le postulat de M. Perrin. Mais, dans cette salle, de nombreux agriculteurs offrent des produits très corrects pour notre consommation. Le BIO est quelque chose de spécial. Ceux qui aiment le BIO l'achètent, mais malgré tout, pour le consommateur qui va, le vendredi ou le samedi, faire ses commissions en couple, le portemonnaie fait foi. Et je ne suis pas persuadé que, dans cette salle, tous ceux qui affirment soutenir le BIO et consommer BIO, ne regardent pas les prix et la qualité des produits.

M. Jacques Perrin (PLR) : — L'acceptation immédiate que je demandais étant une notion biodégradable, je vous propose d'accepter le renvoi en commission.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : — J'aimerais reprendre brièvement certaines remarques formulées par notre collègue Philippe Vuillemin, qui propose de désigner comme tel tout ce qui n'est pas BIO, c'est-à-dire environ 90 % de la production agricole de ce canton. Tout ce qui n'est pas BIO vient de la production intégrée (IP) et actuellement de la prestation écologique requise (PER) pour les spécialistes ou les initiés. Il faut savoir que nous jouons sur les mots. La « prestation écologique requise » qui est donc le lot de la quasi-totalité des agriculteurs de ce canton et de ce pays, correspond en gros, à quelques détails près, aux normes BIO européennes. J'aimerais vous faire remarquer que plus de 90 % des éléments constitutifs d'une plante sont l'air et l'eau. A ce que je sache, à l'heure actuelle, les agriculteurs et producteurs BIO ne disposent pas d'une pluie spécifique ni d'un air filtré. Il faut donc rester modestes et prudents sur les labels. Il s'agit avant tout d'effets que je n'hésite pas à qualifier de modes.

Pour terminer avec le passage par le Jardin d'Eden, cher collègue, qui dites qu'à cette époque on mourrait plus jeune, si mes souvenirs sont bons et sans entrer dans une exégèse des textes sacrés, je crois savoir que selon l'Ecriture, Adam a vécu 925 ans. En fait de mourir tôt, on peut faire mieux !

Mme Martine Meldem (V'L) : — Je remercie M. Jobin d'avoir posé la question qui a permis de clarifier ce postulat. Il avait raison : pour ma part, je n'avais rien compris. Il prête à confusion quant à la formation, comme s'il y avait un conflit entre l'agriculture BIO et l'agriculture PER, alors que ce dernier terme est un label — peut-être n'est-ce pas exactement un label — garant d'un haut niveau de qualité qui n'existe nulle part ailleurs et que nous devons mettre en valeur.

Ainsi que l'a rappelé notre collègue, l'agriculture BIO trouve son chemin petit à petit, mais dès qu'il y a une surproduction, la limite est très étroite. Nous devons donc être prudents et tâcher de ne pas « mettre la charrette avant les bœufs ». C'est pourquoi ce postulat, qui souhaite faire le lien entre le consommateur et le producteur et mettre en valeur la production BIO, est un bon postulat. Dans l'agriculture, d'autres projets et d'autres concepts existent pour mettre la production en valeur et en contact avec les consommateurs. Il est vrai que le producteur et le consommateur doivent se parler, mais il est vrai aussi que ce postulat serait très intéressant à discuter en commission. Cela nous permettrait de faire le point et d'ouvrir toutes les questions en lien avec le producteur et le consommateur. Je vous encourage donc à renvoyer le postulat en commission, parce que producteurs et consommateurs doivent absolument pouvoir se parler.

M. José Durussel (UDC) : — Pour revenir sur les propos de certains de mes préopinants, il faut certainement rester attentifs à ne pas mettre en opposition les différentes productions sur notre territoire. Certes, le BIO avance et cette foire était une réussite totale, avec une météo parfaite, ce qu'il faut aussi souligner. Si le temps avait été aussi pluvieux qu'il l'est aujourd'hui, l'affluence aurait certainement été moins importante — comme dans toutes les foires, d'ailleurs. Comme l'a dit mon collègue Sonnay, sommes-nous tous prêts à mettre le prix, à l'avenir, et à accorder à ces produits BIO leur valeur réelle ? Actuellement, on l'a dit : certains paient déjà plus cher pour des produits BIO importés, pour lesquels les contrôles sont, à mon avis, désuets. On le sait, car il y a eu des reportages sur différentes productions. Il faut rester attentifs à cette question.

J'aimerais encore parler d'autre chose. Granges-Verney a certes bien organisé la manifestation de Moudon, mais pourquoi concentrer le thème sur Moudon, alors que toutes — ou presque toutes — les écoles d'agriculture de Suisse et de Suisse romande comptent déjà des classes ou des portions de classes qui enseignent le BIO, avec compétence ? Des ingénieurs agronomes s'en occupent et, chaque année, on compte plus d'agriculteurs BIO, surtout dans le Jura où ce phénomène a pris une ampleur intéressante. Mais il faut bien savoir qu'en altitude, c'est plus facile et certains agriculteurs sont déjà BIO sans le savoir. Alors, restons tout de même prudents par rapport à cet engouement avant de créer de réels centres sur cette question.

Mme Pascale Manzini (SOC) : — En vous écoutant, je voulais rebondir sur le fait qu'au vu du débat actuel, tout abonde pour faire passer ce postulat en commission. On voit que la question n'est pas claire, que de nombreux collègues veulent déjà commencer la discussion qui devrait se tenir en commission. Je recommande donc à mon tour le passage du postulat en commission.

M. Andreas Wüthrich (VER) : — Un grand pas a déjà été fait en ouvrant Granges-Verney à cette grande foire agricole romande BIO. Je remercie encore les instances cantonales de l'avoir permis.

Maintenant, au vu de la tourmente dans laquelle se trouve l'agriculture, aujourd'hui, nous devons aller de l'avant. Des pesticides sont en voie d'interdiction, d'autres mesures se profilent. Ce n'est pas une question de label, mais de technique qu'il faut changer, c'est-à-dire aussi enseigner. Un débat doit se faire sur l'idée de reconvertir Granges-Verney, avec toute la question des cultures, des procédures et aussi de la détention d'animaux de manière BIO. Une pareille décision ne peut pas être prise à la hâte. C'est pourquoi je propose à mon tour que le postulat soit renvoyé en commission.

M. Yves Ravenel (UDC) : — La discussion prouve bien la complexité du postulat présenté et du sujet qu'il concerne. Bon ou pas bon, pour ou contre le BIO, il ne s'agit pas de faire ici tout le débat. Par conséquent, il me paraît également judicieux de renvoyer le postulat en commission. Je soutiendrai le postulat et vous demande de le renvoyer à l'examen d'une commission qui, elle, pourra discuter du sujet. Nous pourrons ensuite prendre une décision en connaissance de cause.

M. Vassilis Venizelos (VER) : — Je me permets de réagir aux propos de MM. les députés Sonnay et Durussel, qui semblent sceptiques, voire réticents à l'idée de soutenir et de porter le BIO. Ils entrent certainement dans la catégorie décrite tout à l'heure par notre collègue Vuillemin des « non-BIO ». Permettez donc à un avis non-PLR ou non-UDC d'être prononcé.

On entend ici et là que le BIO n'est pas intéressant, qu'il ne se vend pas et qu'il n'est pas porteur. Mais pour la première fois, nous avons dépassé la barre des 6'000 producteurs BIO, en Suisse. En 2015, 227 nouveaux producteurs BIO se sont fait connaître, dont 57 nouvelles fermes, en Romandie qui enregistre la progression la plus importante. Il y a donc un potentiel de développement extrêmement intéressant en Suisse. Quand j'entends ici et là des positions conservatrices, je suis presque tenté de soutenir le renvoi direct de ce postulat, de peur qu'il ne soit totalement dénaturé en commission.

M. Albert Chapalay (PLR) : — Je ne sais pas pourquoi on lambine sur la question d'aller ou non en commission ! Notre collègue Jacques Perrin a dit qu'il acceptait le renvoi en commission, le postulat est muni du nombre de signatures nécessaires, alors ne discutons pas de ce problème encore deux heures ! Nous irons en commission.

M. Philippe Leuba, conseiller d'État : — Je crois en effet que le passage en commission s'impose, ne serait-ce que par la dimension qu'a prise le débat ce matin. J'aimerais ajouter deux éléments.

Tout d'abord, je remercie M. le député Wüthrich — habitant l'excellente commune de Puidoux — d'avoir rappelé que le département avait contribué à la manifestation de Moudon, qui fut un succès en termes de promotion de l'agriculture BIO. Le canton de Vaud avait un retard certain dans ce domaine, qu'il est en train de rattraper ! Le nombre des exploitations BIO connaît un rythme de croissance très important et j'estime qu'il faut s'en réjouir.

Le Conseil d'Etat — dont moi-même — ne veut pas opposer BIO et agriculture traditionnelle. Nous avons besoin des deux ; ces deux formes d'agriculture sont complémentaires et ont besoin de pouvoir vivre de leur production. C'est la raison pour laquelle des efforts considérables sont faits au niveau du gouvernement et du Département de l'économie en faveur de l'agriculture, qu'elle soit BIO ou plus traditionnelle. La prise en compte par tous les producteurs de la qualité des produits et notamment de la manière dont ils sont cultivés ou élevés est un élément très important. Des efforts considérables sont faits par le monde agricole et il faut se réjouir qu'il finisse par vendre sa production de qualité, sous forme BIO ou sous forme traditionnelle.

Il me semble judicieux que ce postulat passe en commission, ainsi que le postulant lui-même l'a proposé. Ainsi, vous aurez un descriptif de la situation actuelle de l'agriculture BIO et non BIO et de ce que nous faisons pour soutenir chacune de ces deux formes d'agriculture. Vous pourrez alors décider du renvoi ou non de ce postulat au Conseil d'Etat.

La discussion est close.

La présidente : — Le renvoi en commission est possible du fait que le postulant lui-même s'est rallié à la proposition et que son postulat est muni des 20 signatures nécessaires.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

OCTOBRE 2016

RC-POS
(16_POS_177)

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :

Postulat Jacques Perrin et consorts – Développer à Moudon un centre d'information et de formation en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO

1. PREAMBULE

La commission nommée pour examiner l'objet cité en titre s'est réunie le 27 septembre 2016 à Lausanne.

Elle était composée de Mme Aliette Rey-Marion, confirmée dans son rôle de présidente et rapportrice, de Mmes Claire Attinger Doepper, Fabienne Freymond Cantone et Pierrette Roulet-Grin (en remplacement de Mme Laurence Cretegny), ainsi que de MM. Laurent Ballif, Jacques Perrin, Felix Stürner, Nicolas Glauser, Eric Sonnay et Gérald Cretegny. Mme Martine Meldem était excusée.

Monsieur le Conseiller d'Etat Philippe Leuba, Chef du Département de l'économie et du sport, était également présent. Il était accompagné de M. Frédéric Brand, Chef du Service de l'agriculture et de la viticulture.

Les notes de séance ont été tenues par Mme Fanny Krug, Secrétaire de commission.

2. POSITION DU POSTULANT

Suite à la foire romande de l'agriculture biologique qui s'est déroulée en mai 2016 sur le site de Grange-Verney (Ecole d'agriculture de Moudon), Monsieur le postulant s'est interrogé sur plusieurs points :

- L'avenir de l'école d'agriculture de Grange-Verney à Moudon, projet « IMAGO ».
- Plus de succès en Suisse alémanique qu'en Suisse romande pour la culture BIO.
- Etude soutenue par la Confédération et le canton de Vaud afin de déterminer le schéma directeur du site stratégique de Moudon.
- Volonté de développer des éco quartiers avec des jardins sur les toits dans les grands centres urbains.

Ces éléments amènent au constat qu'un centre à l'enseigne « BIO » pourrait être utile. Un centre qui offrirait la possibilité de contact entre la ville et la campagne (relation entre producteurs et consommateurs), un centre de formation pour les professionnels de l'agriculture et également pour les jardiniers urbains, ainsi qu'un centre d'information et éventuellement d'animation au même titre que le palais de Beaulieu à Lausanne

Le postulant s'est réjouit que le chef du Service de l'agriculture et viticulture (SAVI) ait donné son appui à la Foire BIO à Moudon.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Monsieur le Conseiller d'Etat affirme que le contenu du postulat et les éléments évoqués sont exacts.

Suite au succès rencontré lors de cette Foire BIO à Moudon, le canton de Vaud va pérenniser ses efforts en soutenant le chef de projet. Le Conseil d'Etat a développé une politique en faveur de la culture BIO sans pour autant opposer l'agriculture traditionnelle à l'agriculture BIO mais en donnant des perspectives à l'une ou l'autre qui doivent êtres complémentaires.

Concernant « IMAGO » une séance du groupe de pilotage aura lieu la semaine du 3 octobre (la séance de commission concernant le postulat en question a eu lieu le 27 septembre)

Lors de cette séance, la réponse au postulat Jacques Nicolet et consorts sera présentée et ensuite examinée par le Conseil d'Etat.

Monsieur le Conseiller d'Etat rappelle ce qui a été fait au SAVI depuis le 1er janvier 2016.

- Deux fois plus de décisions ont été rendues au 1er semestre 2016 que pendant la période comparable l'année précédente.
- Mise en place de nombreux projets : en matière de porcheries (projets suscités par le département et portés par les agriculteurs), de tabac, d'économie sucrière (betteraves), dans le domaine de la production laitière.
- Relais de la politique agricole cantonale à l'échelon fédéral.
- Effort au niveau du budget Cantonal concernant le Service de l'agriculture depuis plusieurs exercices (CHF 8 Mio d'efforts supplémentaires) somme justifiée par le fait que le secteur agricole connaît des difficultés économiques importantes, (baisse de revenu).

Monsieur le Conseiller d'Etat donne encore quelques explications concernant la priorisation imposée au service, l'agriculture au quotidien et le revenu agricole l'ont emporté sur la planification en termes de centre(s) d'enseignement(s) ; le projet « IMAGO » n'ayant pas d'impact direct sur les exploitations agricoles. Le postulat Perrin pourra être traité, si le Grand Conseil décide de lui en faire part, à la suite d'IMAGO.

Si IMAGO se réalise sur un site qui n'est pas Grange-Verney (Moudon) le Conseiller d'Etat ne souhaite pas avoir à recréer un multi-site avec IMAGO sur un site et l'agriculture BIO ailleurs.

4. DISCUSSION GENERALE

Une réponse à la question : Que signifie le terme « IMAGO » ?

Il s'agit du stade ultime de la croissance du papillon avant que celui-ci ne prenne son envol.

La question du site de Grange-Verney (Moudon) qui est mentionnée à plusieurs reprises dans le postulat Perrin a suscité bien des discussions. Il a été répondu que son développement correspond à une situation connue à ce jour. Monsieur le postulant s'intéresse uniquement à ce qu'il adviendra de l'école d'agriculture et à la possibilité d'un déroulement de la Foire BIO à nouveau ces prochaines années car ce site se prête particulièrement bien à ce genre de foire. Il est également mentionné que de nombreuses manifestations s'y déroulent, organisées par les organisations professionnelles. Plusieurs fédérations concernant l'agriculture sont installées sur ce site.

Lors des discussions, il est rappelé que le canton de Vaud est le deuxième plus grand canton qui délivre le plus de CFC d'agriculteur. Dans la formation agricole actuelle, sur 95 CFC distribués par année, entre 5 et 8 élèves font le cursus en production biologique. La formation agricole dure 3 ans, la spécialisation bio est constituée d'une semaine de cours en première année (soit 45 périodes), également 45 périodes en 2ème année puis de 2 semaines de cours en 3ème année, soit 180 périodes sur une durée de formation de 1600 périodes (3ans) ce qui correspond à environs 10% consacré à la spécialisation en culture biologique. Il est aussi rappelé que chaque jeune, en signant le contrat d'apprentissage reçoit un bulletin d'inscription à la formation spécifique BIO, soulignant ainsi une volonté de mettre en avant cette formation. Ces cours en culture biologique sont dispensés à Grange-Verney (Moudon). Le nombre de places d'apprentissage pour la formation BIO n'est pas très élevé en Suisse romande.

Il est également rappelé qu'en cas de volonté de séparer les apprentis ayant choisis l'option BIO, l'effectif des classes en BIO serait très réduit.

Actuellement le 90% des cours de formation agricole est identique pour la formation agricole conventionnelle et BIO.

Selon certains commissaires, la formation de culture BIO doit continuer, voir être étendue au vu du changement des habitudes alimentaires de certains consommateurs.

A plusieurs reprises, il est rappelé que ce postulat demande uniquement un rapport sur les possibilités de mise en valeur du site de Grange-Verney, par un développement d'un centre d'information BIO.

La demande de prise en considération partielle est faite au vu du titre « Développer à Moudon un centre d'information et de formation en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO ».

Suite à ces très intéressantes discussions, le postulant décide de changer la formulation de son postulat en ce qui suit.

« Selon la variante IMAGO retenue, je demande au Conseil d'Etat un rapport sur les possibilités de développement d'un centre d'information (et de conseils) et de formation (et de formation continue) en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO, et sur les possibilités de mise en valeur du site de Grange-Verney ».

5. VOTE DE LA COMMISSION

Prise en considération partielle du postulat

Tenant compte de la modification précitée, la commission recommande au Grand Conseil de prendre partiellement en considération le postulat par 9 voix pour et 1 abstention, et de le renvoyer au Conseil d'Etat.

Oulens-sur-Lucens, le 18 octobre 2016

La rapportrice :
(Signé) Rey-Marion Aliette

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

SEPTEMBRE 2016 **16_INT_519**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Annick Vuarnoz et consorts - Formations continues des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : qu'attend-on pour agir ?

Rappel

Avec le vieillissement de la population, le nombre d'individus actifs âgés de plus de 50 ans va progresser de façon continue par rapport à celui des travailleurs plus jeunes. Ils devront faire preuve d'une capacité accrue d'adaptation aux exigences du marché de l'emploi. Ainsi, la nécessité d'apprendre tout au long de sa vie sera de plus en plus forte. Les demandes de perfectionnements professionnels, même au cours des phases tardives de la vie active, augmenteront elles aussi. Ce constat porté par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) — Rapport sur le chômage des plus de 50 ans en Suisse, 2015 — nous confirme l'ampleur des conséquences de cette évolution démographique sur le marché du travail.

Les difficultés rencontrées par ces personnes pour se réinsérer professionnellement, lorsqu'elles perdent leur emploi, sont connues. Des charges salariales plus élevées, des préjugés sur leurs connaissances périmées et leurs difficultés à s'adapter à l'environnement changeant font que les discriminations perdurent.

Si le discours officiel des milieux économiques est à la revalorisation des travailleurs " âgés ", considérés comme plus stables, loyaux et pondérés dans leurs actes et propos, peu d'entreprises passent de la parole aux actes en engageant des quinquagénaires.

Cinq mille demandeurs d'emploi vaudois sont âgés de 50 â 59 ans, selon le Bulletin mensuel du marché du travaild'avril 2016. La durée moyenne de la période de chômage, à cet âge, est environ 1,5 fois plus longue que celle des plus jeunes. Les quinquas sont également défavorisés en raison d'un déficit de formation et de formation continue. Souvent, ils ne se sont pas formés depuis des années.

Au même moment, l'Etat de Vaud lance un portail d'orientation pour favoriser la certification professionnelle des adultes. L'objectif est de faciliter l'accès à la formation et d'assurer une meilleure employabilité. Il s'agit d'informer et d'accompagner les personnes, sans formation professionnelle initiale, qui souhaitent faire reconnaître leur expérience et leurs compétences. Une démarche de validation des acquis et des formations complémentaires gratuites peuvent leur permettre d'obtenir un CFC ou une AFP, même sans contrat de travail.

Pour répondre aux besoins croissants de formation continue, de nouvelles offres se créent pour tous les publics. Les cursus s'adaptent aux adultes qui travaillent et qui ont des charges de famille. Quoi de plus convaincant pour un employeur qu'un candidat qui se forme ? Quelle belle démonstration de motivation et d'adaptation. La preuve par l'acte que les préjugés à l'égard des travailleurs de plus de 50 ans sont infondés.

Qu'en est-il pour les demandeurs d'emploi de notre canton et leur accès à la formation continue ? Quelle est la vision du Conseil d'Etat à ce sujet et les mesures qu'il souhaite mettre en place pour répondre aux besoins ?

Mes questions au Conseil d'Etat sont les suivantes :

- *Parmi les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, combien n'ont pas de formation professionnelle initiale ?*
- *Les conseillers qui les suivent à l'Office régional de placement (ORP) sont-ils informés de l'existence du Portail d'orientation pour la certification des adultes ?*
- *Si, oui doivent-ils informer et orienter les personnes susceptibles d'être intéressées ?*
- *Une démarche de certification professionnelle initiale est-elle compatible avec l'aptitude au placement selon la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) ?*
- *Parmi les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, combien suivent une formation professionnelle continue (Certificat, Maîtrise, Brevet fédéral, CAS, DAS, MAS Uni ou HES, diplôme ES ou autres) ?*
- *Est-ce compatible avec l'aptitude au placement selon la LACI ?*
- *Si non, pourquoi ?*
- *Le Conseil d'Etat est-il conscient que la formation continue augmente l'employabilité, notamment après 50 ans ?*
- *Si oui, comment pense-t-il répondre aux besoins de formation croissants des demandeurs d'emploi et en particulier des quinquagénaires ?*

Je remercie d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Réponse du Conseil d'Etat

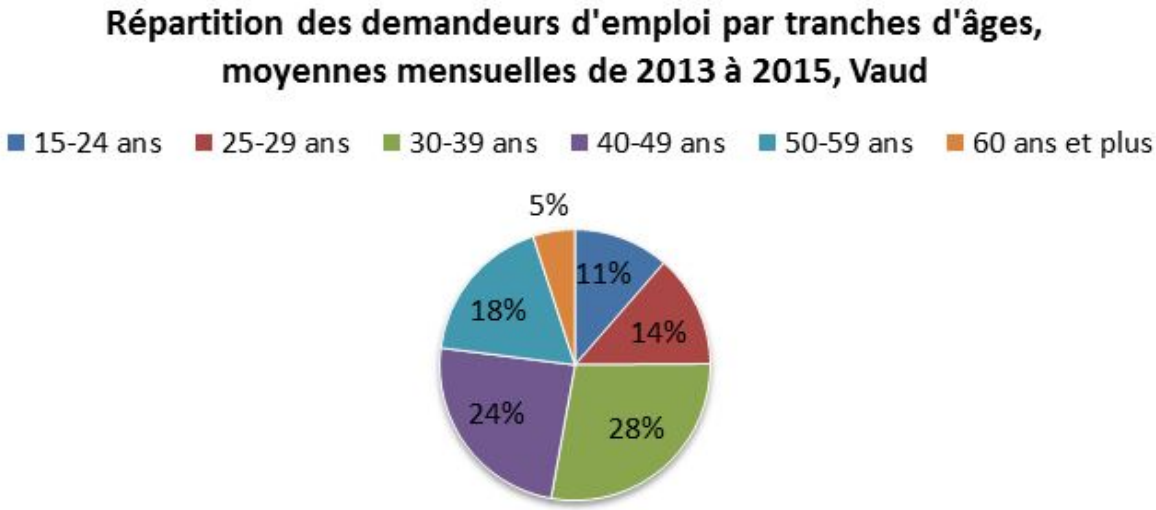
Parmi les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, combien n'ont pas de formation professionnelle initiale ?

Parmi les demandeurs d'emploi de la tranche d'âge 50 et 59 ans, 36,8 % sont sans formation professionnelle initiale. Bien que préoccupante, cette problématique touche toutefois les 50 ans et plus de manière comparable aux demandeurs d'emploi des autres tranches d'âge à l'exception des plus jeunes qui sont également les plus concernés.

De manière générale, durant les trois dernières années, les personnes de plus de 50 ans inscrites dans les ORP du canton représentent environ 23% de tous les demandeurs d'emploi, une large proportion d'entre eux, un peu plus des trois quarts, se trouvant dans la tranche d'âge 50-59 ans.

Ces chiffres se confirment au niveau national puisqu'en 2014, les séniors représentent 24,3% de l'ensemble des demandeurs d'emplois. Certes la proportion des 50 ans et plus au chômage a légèrement augmenté durant les 10 dernières années, mais compte tenu de la proportion croissante d'actifs occupés dans la tranche d'âges de plus de 50 ans (77,8 % en moyenne en 2014), ainsi que de la pyramide des âges de la population active, cette augmentation de la part des séniors inscrits au chômage ne paraît pas significative.

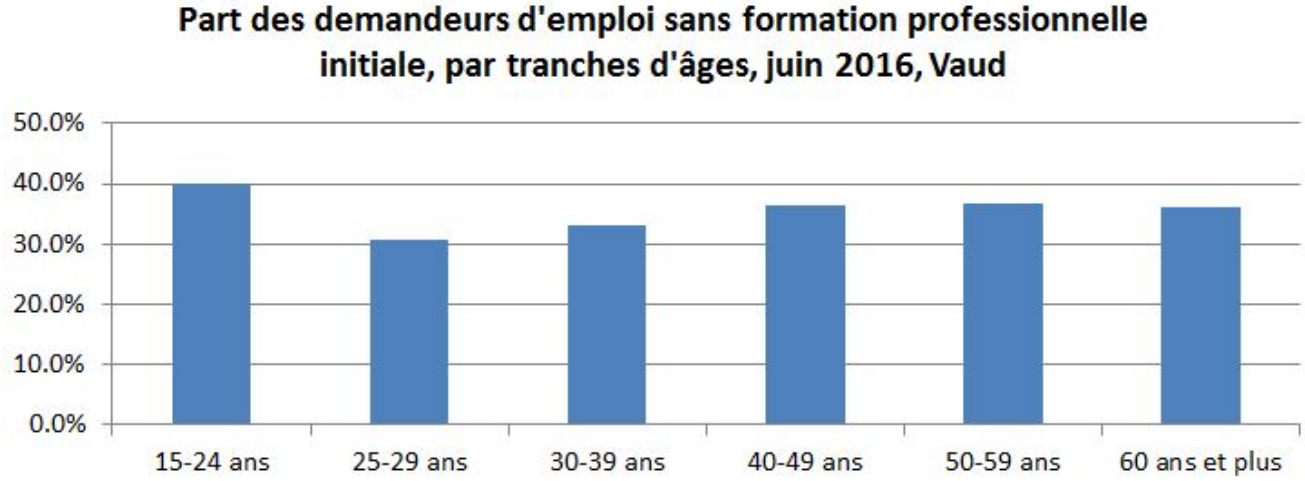
Par rapport aux autres classes d'âge, y compris les plus jeunes inscrits, les séniors ne sont pas fortement touchés par le chômage, le taux national de chômage des 50 ans et plus se situant globalement au-dessous du taux de chômage moyen national (2,8% en 2014 alors que le taux de chômage national s'élevait à 3,2%).



Source : PLASTA, via l'outil Lamda, juin 2016

S'agissant plus particulièrement de la question de la formation professionnelle des demandeurs d'emploi inscrits dans les ORP du canton, le graphique 2 ci-dessous permet de visualiser la répartition des demandeurs d'emploi sans formation professionnelle initiale par tranches d'âge :

En comparant chacune des tranches d'âge, la proportion des personnes sans formation professionnelle initiale est relativement similaire et se situe dans un écart relativement mesuré (entre 30,8% et 36,8%) pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, à l'exception de la cohorte des plus jeunes (de 15 à 24 ans). En effet, 40,2% de ces jeunes demandeurs d'emploi sont sans formation professionnelle, ce qui est aisément explicable et logique dès lors qu'une partie importante d'entre eux n'est effectivement pas assez âgée pour avoir terminé une formation professionnelle lorsqu'ils viennent s'inscrire à l'ORP.



Source : PLASTA, via l'outil Lamda, juin 2016

Malgré le fait que les caractéristiques des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ne diffèrent pas sensiblement de celles des autres classes d'âge, le Conseil d'Etat est conscient des difficultés spécifiques de cette partie de la population. Il n'a pas attendu la présente interpellation pour promouvoir activement la réinsertion des séniors et détaillera ci-dessous les moyens dont il dispose à cette fin.

Les conseillers qui les suivent à l'Office régional de placement (ORP) sont-ils informés de l'existence du Portail d'orientation pour la certification des adultes ?

Depuis la communication cantonale réalisée par voie de presse à la fin du mois d'avril 2016, des informations ont été transmises sur ce nouveau dispositif au personnel des ORP via les canaux de communication interne du Service de l'emploi.

Si, oui doivent-ils informer et orienter les personnes susceptibles d'être intéressées ?

Le personnel des ORP est en effet susceptible d'informer les demandeurs d'emploi qui sont suivis sur ce dispositif, plus spécifiquement sur la procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE).

De manière générale, la VAE ainsi que l'accès direct aux examens (" article32 ") s'adressent à des travailleurs bénéficiant d'au moins cinq années d'expérience dans le monde du travail et se trouvant en activité ou en recherche de réinsertion professionnelle. Par opposition aux formations professionnelles initiales traditionnelles ou raccourcies, les deux procédures de certification professionnelle spécifiques aux adultes visent ainsi à promouvoir et reconnaître des compétences déjà acquises. En ce sens, elles permettent d'écourter jusqu'à six fois le temps nécessaire à la poursuite d'une formation initiale et ne nécessitent aucun contrat d'apprentissage ou de formation.

L'orientation que peuvent faire les conseiller-ère-s en personnel des ORP est cependant restreinte au nombre limité de professions actuellement recensées sur le portail d'orientation et il convient de rappeler que leur mission prioritaire consiste à favoriser la réinsertion professionnelle et l'accès rapide et durable au marché du travail des demandeurs d'emploi.

Une démarche de certification professionnelle initiale est-elle compatible avec l'aptitude au placement selon la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) ?

En préambule, il faut préciser que l'aptitude au placement constitue une des 7 conditions qui permettent d'avoir droit aux indemnités de chômage. Pour être apte au placement, il faut avoir la volonté d'accepter un emploi convenable et de participer à des mesures du marché du travail, être en capacité et en droit de le faire. Partant, une démarche de certification professionnelle initiale entreprise par un chômeur ne remet pas forcément en question son aptitude au placement ; celle-ci peut être reconnue, mais à certaines conditions et dans une mesure restreinte.

De manière générale, une démarche de certification professionnelle ne peut pas être proposée aux demandeurs d'emploi et prise en charge dans le cadre de l'assurance-chômage. En effet, la formation de base et l'encouragement général du perfectionnement professionnel ne sont pas du ressort de l'assurance-chômage qui a uniquement pour tâche de combattre un chômage effectif ou de prévenir un chômage imminent, dans des cas déterminés, par des mesures concrètes de réinsertion.

Cela signifie concrètement que si un demandeur d'emploi suit des formations de rattrapage ou des remédiations en vue d'accroître ses chances de succès aux procédures de qualification que représentent la VAE ou l'article 32, son taux de disponibilité pour la recherche d'un emploi serait adapté en fonction de l'aménagement de la formation. Une baisse de disponibilité entraînerait par ailleurs et de manière corollaire la diminution des indemnités de chômage dans les mêmes proportions.

Le Conseil d'Etat rappelle que ses services ne disposent d'aucune marge de manœuvre dans l'exécution des règles de l'assurance-chômage qui relèvent intégralement du droit fédéral et que celles-ci ont été confirmées à de nombreuses reprises par la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances.

Il souligne toutefois que les écoles professionnelles en charge, pour partie de l'organisation des formations de rattrapage ou de remédiations ont consentis des efforts substantiels pour concilier ces dernières avec la vie professionnelle ou la recherche d'emploi, ceci notamment par de cours du soir ou des formations dispensées durant les fins de semaine.

Parmi les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, combien suivent une formation

professionnelle continue (Certificat, Maîtrise, Brevet fédéral, CAS, DAS, MAS Uni ou HES, diplôme ES ou autres) ?

Ce type de formations n'étant pas pris en charge dans le cadre de l'assurance-chômage, aucune donnée n'est relevée à ce sujet. Il n'est par conséquent pas possible de fournir des chiffres en lien avec cette problématique.

Est-ce compatible avec l'aptitude au placement selon la LACI ?

Comme expliqué ci-avant, l'aptitude au placement peut être compatible avec le suivi d'une formation professionnelle continue, mais à certaines conditions et dans une mesure restreinte.

Dans le cas où un demandeur d'emploi choisit de son propre chef de suivre un cours, cas échéant une certification professionnelle, qui n'a pas été approuvée par l'assurance-chômage, son aptitude au placement lui sera reconnue uniquement s'il est établi que la personne concernée est disposée et en mesure d'interrompre le cours en tout temps pour prendre un emploi.

Si un demandeur d'emploi suit une formation – non prise en charge par l'assurance-chômage – qui se déroule de manière régulière et sur une période déterminée de 1 ou 2 jours par semaine, il sera en principe reconnu apte au placement. Toutefois, son taux de disponibilité pour la recherche d'un emploi sera adapté en fonction de l'aménagement de la formation (si la formation a lieu 1 jour par semaine, la personne sera reconnue apte au placement pour un taux de 80% ; si elle a lieu 2 jours par semaine, l'aptitude sera reconnue pour une disponibilité à hauteur de 60%) avec, comme corollaire, ainsi qu'il l'a déjà été précisé, la diminution des indemnités de chômage dans les mêmes proportions.

En résumé, une formation certifiante ne peut ni être proposée, ni être prise en charge par l'assurance-chômage. Toutefois, si un demandeur d'emploi choisit de se former de sa propre initiative, son aptitude au placement ne sera pas forcément niée ; elle pourra être reconnue mais en tenant compte d'une disponibilité restreinte.

Si non, pourquoi ?

Le Conseil d'Etat se réfère la réponse précédente.

Le Conseil d'Etat est-il conscient que la formation continue augmente l'employabilité, notamment après 50 ans ?

Le Conseil d'Etat est tout à fait conscient qu'une formation continue de qualité constitue à tout âge un facteur favorable pour l'insertion professionnelle.

Toutefois, et comme cela l'a été mentionné ci-dessus, la formation de base et l'encouragement général du perfectionnement professionnel ne sont pas du ressort de l'assurance-chômage. Les mesures du marché du travail qui sont mises à disposition des chômeurs sont des instruments visant à prévenir le chômage imminent et à combattre le chômage existant. Ces mesures soutiennent la réintégration rapide et durable de l'assuré sur le marché du travail ; elles doivent améliorer l'aptitude au placement, promouvoir les qualifications professionnelles des assurés en fonction des besoins du marché du travail, diminuer le risque de chômage de longue durée et de fin de droit, ainsi que permettre aux assurés d'acquérir une expérience professionnelle.

Néanmoins, la question de la formation continue ne se pose pas uniquement dans des situations de perte de travail et il n'appartient pas aux seuls organes d'exécution de l'assurance-chômage de s'en préoccuper.

La formation continue relève en effet également et en priorité de la responsabilité des employeurs, lesquels ont intérêt à veiller à ce que leurs collaborateurs et collaboratrices puissent bénéficier de formations continues de qualité dans le cadre de leur contrat de travail. Cette problématique fait sans aucun doute l'objet d'une véritable prise de conscience et constitue une préoccupation de plus en plus partagée dans les milieux patronaux et par les partenaires sociaux, ceci dans tous les secteurs

d'activité. Preuve en est, le nombre croissant de formations proposées notamment par les associations faîtières, ces formations étant essentiellement mises sur pied en se fondant sur les besoins des entreprises et des associations professionnelles du canton.

Le Conseil d'Etat relève en outre que la thématique de la formation des adultes constitue une prestation de l'office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP) dont la mission est de favoriser l'intégration professionnelle et l'employabilité de toute personne cherchant à se former, ses prestations – en tous les cas d'information et de conseil – pouvant également s'adresser aux adultes.

Si oui, comment pense-t-il répondre aux besoins de formation croissants des demandeurs d'emploi et en particulier des quinquagénaires ?

L'assurance-chômage garantit aux demandeurs d'emploi des offres adaptée en matière d'accompagnement de formation et de qualification. Avec plus de 180 mesures de réinsertion professionnelle financées par l'assurance-chômage, le canton de Vaud met tout en œuvre pour apporter aux demandeurs d'emploi inscrits au chômage la meilleure aide possible pour un retour rapide et durable vers l'emploi.

Ainsi, le programme AvantAge, développé en collaboration avec Pro Senectute Vaud et financé au titre des mesures de marché du travail par l'assurance-chômage, propose une mesure spécifique pour répondre à aux besoins des demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans. Cette mesure dispensée par les ORP accompagne des demandeurs d'emploi en utilisant des techniques modernes et adaptées afin que ces personnes soient plus attractives sur le marché du travail. Les participants – dont le nombre est en constante augmentation depuis la mise en place de la mesure (105 en 2014, 160 en 2015 et 224 places commandées en 2016) – sont accompagnés dans la réalisation d'un bilan professionnel et la définition de projets professionnels adaptés au marché du travail.

Par ailleurs, l'allocation d'initiation au travail (AIT) offre aux assurés bénéficiant d'indemnités de chômage la possibilité d'actualiser ou d'élargir leurs compétences professionnelles en effectuant une période d'initiation auprès d'un employeur, dans le cadre d'un contrat de travail de durée indéterminée, aux conditions usuelles du marché. L'employeur reçoit l'AIT en guise de soutien dans le cadre de cette initiation ; cela signifie que l'assurance-chômage prend en charge les salaires des assurés de plus de 50 ans à hauteur de 60% durant la première moitié de la période et de 40% durant la seconde, l'allocation étant octroyée jusqu'à 12 mois pour ces demandeurs d'emploi.

En 2015, sur les 1'075 AIT octroyées dans le canton – y compris les allocations cantonales d'initiation au travail (ACIT) pour les bénéficiaires du revenu d'insertion (RI) –, 228 (soit plus de 21%) l'ont été à des personnes âgées de plus de 50 ans. Ainsi, le nombre des demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans qui ont bénéficié d'une AIT/ACIT est tout aussi important que pour les autres tranches d'âge. Même s'il ne s'agit pas de formation à proprement parler, on peut sans aucun doute en déduire que cette mesure présente un véritable intérêt en terme de réinsertion pour les personnes de plus de 50 ans.

En conclusion, le Conseil d'Etat souligne que s'il est évidemment concerné par la formation initiale ou continue des séniors inscrits au chômage, il l'est encore davantage par leur réinsertion rapide et durable sur le marché de l'emploi. Plusieurs éléments démontrent au demeurant que la situation des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans n'est pas aussi alarmante que pourrait laisser croire les termes de cette interpellation :

Premièrement, les séniors sont bien intégrés sur le marché de l'emploi suisse et, de manière générale, ils bénéficient de rapports de travail stables, plus souvent que les personnes moins âgées. Le taux d'activité des seniors (50-64 ans) était de 80.4 % durant le deuxième trimestre de 2014. Leur participation au marché du travail est donc très élevée et compte parmi les plus fortes en comparaison internationale. Seuls deux états – l'Islande et la Suède – enregistrent des taux plus élevés avec

respectivement 88 et 82 %. La moyenne de l'UE est à 65.6 %, et dans les états limitrophes, l'Allemagne arrive en tête avec 75.9 %, la France suit avec un taux de 63.5, puis l'Autriche, 61.9, et l'Italie à 58.6 % montrent des taux sensiblement plus faibles.

Deuxièmement, si les séniors sont effectivement davantage touchés par le chômage de longue durée (la durée moyenne du chômage pour les plus de 50 ans est de 1,5 fois plus longue que la durée de recherche moyenne pour toute la Suisse), ils ne se retrouvent pas proportionnellement majoritairement en fin de droit, les arrivées en fin de droit diminuant au contraire à partir de 50 ans. Par ailleurs, et comme l'indiquent les chiffres présentés en première partie de cette réponse, les séniors ne sont pas davantage touchés par le chômage que les plus jeunes. Enfin, le taux de chômage des plus de 50 ans se maintient, de manière stable et régulière, à un niveau plus bas que le taux de chômage moyen national.

Troisièmement, le système de l'assurance-chômage qui existe en Suisse assure un certain nombre de prestations performantes, en particulier pour les séniors :

- Compte tenu du risque plus élevé de connaître un chômage de longue durée, un système spécial d'indemnisation et de versement d'indemnités journalières permet aux plus de 55 ans qui ont cotisé au moins 22 mois de bénéficier de 520 indemnités journalières (au lieu de 400 en principe pour les moins de 55 ans).
- Bien qu'il n'y ait pas de suivi spécifique pour les séniors et, s'il est bien entendu admis que l'âge est sans nul doute une caractéristique diminuant les chances d'être placé, il est communément admis que cela ne constitue pas un facteur important et primordial. Les conseillers ORP du canton sont formés pour se concentrer sur les problématiques individuelles et pour mettre en place des stratégies de réinsertion efficientes et orientées clients, en utilisant notamment les mesures du marché du travail adaptées à leur situation. Dans ce contexte, les ORP sont également incités à privilégier les contacts avec les employeurs et les sensibiliser à la situation des plus de 50 ans.

Pour conclure sur la problématique de la formation continue, et au-delà de la situation particulière des demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans, le Conseil d'Etat souhaite insister sur le fait qu'il est essentiel de poursuivre l'incitation des entreprises et des employeurs à maintenir les connaissances de leurs employés à un bon niveau sur le marché du travail. Cette question de la formation continue doit faire l'objet d'une politique globale, qui nécessite l'implication et l'action conjointe de l'ensemble des partenaires et acteurs concernés sur le marché du travail. Il s'agit d'une démarche qui doit être menée sans interruption dès l'apprentissage, ou dès la formation de base, jusqu'au terme du parcours professionnel.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 28 septembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

NOVEMBRE 2016 **16_INT_520**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts – WWF International et sa presque complète restructuration : mais que fait donc le Canton ?

Rappel de l'interpellation

Nous avons tous pu lire le projet de délocalisation, et de licenciement, en cours à WWF International, siège mondial du WWF, situé à Gland. Ainsi sur 170 personnes employées par cette Fondation, une centaine serait touchée. Officiellement, on parle d'un processus de consultation qui a eu lieu entre la direction et les employés depuis plusieurs mois. On apprend par la presse cependant que ni les autorités locales ni celles cantonales n'ont été averties de ce processus en amont. Les employés eux-mêmes se révèlent surpris du nombre de personnes touchées par cette restructuration, et du manque de dialogue entre leur employeur et eux-mêmes ; ils ont refusé le plan social présenté par leur direction, dénonçant entre autres le fait que la Direction a annoncé publiquement la restructuration, sans qu'il y ait eu d'ouverture de discussion des revendications du personnel.

Ce qui peut sembler une restructuration parmi d'autres, peut-être due au franc fort ou à des options managériales d'une fondation, se révèle de notre point de vue d'un intérêt crucial pour notre Canton. Et cela, tant par les deniers qu'il a mis directement ou indirectement dans le bâtiment servant de siège au WWF, que par la perte potentielle d'un acteur important, au rayonnement international, de notre métropole lémanique. Cette restructuration engendre une dynamique négative et fait se poser des questions sur le suivi des ONG ou autres organisations à vocation internationale localisées sur notre territoire. Voyons ceci plus précisément.

Le bâtiment qui sert de siège au WWF International a en effet pu être acquis grâce aux efforts combinés de l'Etat de Vaud, de la Confédération, de la Banque Cantonale Vaudoise et de l'OVCI (Office Vaudois du Commerce et de l'Industrie, rebaptisé entretemps CVCI). WWF International et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (dont l'acronyme est " UICN "), avec l'appui de la "Fondation pour la Conservation de la Nature et de l'Environnement" (FCNE, soit la fondation ad hoc qui avait été établie avec pour objectif de négocier et garantir un bâtiment permettant de maintenir le siège du WWF International sur territoire vaudois, fondation qui avait été dissoute une fois sa mission accomplie en 1980) ont été les autres acteurs de cette négociation. Grâce à des facilités obtenues via la BCV, le WWF International avait finalement pu acheter le bâtiment pour un prix très avantageux (pour beaucoup moins cher que sa véritable valeur), permettant ainsi de garantir le maintien sur territoire vaudois de son siège mondial (précédemment basé à Morges). C'est un "généreux donateur privé" qui avait offert au WWF International le montant ayant permis l'acquisition de ce bâtiment en 1980.

L'Etat de Vaud était donc impliqué dans le processus d'obtention de ce bâtiment pour le WWF International à plusieurs niveaux :

• dans le Conseil d'Administration de la FCNE
• via la BCV dans le rôle qu'elle a joué pour la "libération de faillite" de l'entreprise de comptage de monnaie et la facilitation d'attribution de son bâtiment à des conditions particulièrement favorables pour le WWF International
• via l'OVCI
• par M. le Professeur Pierre Goeldlin, représentant de l'UICN au sein de la FCNE (NB : Pierre Goeldlin représentait à cette époque le Canton de Vaud et la Confédération au sein de l'UICN).
Pour sa part, la Confédération, représentée par le Directeur de l'Office fédéral des Forêts (qui est depuis lors devenu l'actuel OFEV), était elle aussi engagée dans ce processus. A noter que grâce au travail de la FCNE durant plusieurs années, l'actuel bâtiment du WWF avait pu servir à y loger 4 organisations internationales :
1) le WWF International (dont c'est toujours le siège et la propriété aujourd'hui)
2) l'UICN, qui a ensuite déménagé, dans les années 1990, dans un bâtiment plus grand à Gland et offert gratuitement par la Confédération et le Canton de Vaud
3) le Secrétariat de la Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) (aujourd'hui situé à Genève)
4) le Secrétariat de la Convention internationale sur les Zones humides (Convention de Ramsar, qui a ensuite déménagé, dans les années 1990, dans le même bâtiment que l'UICN à Gland).
Avec ce retour sur le passé, l'investissement considérable (temps, énergie, facilités diverses, conditions particulièrement favorables d'installation, y compris financières, etc.) mis par nos Autorités pour que WWF International ait son siège qui reste dans notre Canton, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :
1. Est-il exact que le Conseil d'Etat, et/ou le Département de l'économie, n'aient pas été au courant de la restructuration en cours de WWF International avant qu'elle n'ait été divulguée par la presse à partir du 18 mars ?
2. Le Conseil d'Etat n'aurait-il pas dû être averti plus tôt, et directement par la Direction du WWF International, concernant le processus de licenciement collectif en cours, et ne devrait-il pas être garant que les employés sont consultés selon les formes prévues par notre législation ?
3. Quels accords ont été conclus entre l'Etat de Vaud et WWF International pour garantir la pérennité de cette Fondation dans notre canton, alors que des facilités, y compris financières, lui avaient été données pour que le bâtiment actuel lui soit vendu à bas prix ?
4. Est-il confirmé que WWF International explore des options de vendre ses bâtiments, soit d'une part, celui acquis en 1980 avec l'aide de l'Etat de Vaud et de la Confédération, et d'autre part, le second plus récemment acquis par l'organisation ? Dans tous les cas, est-ce que cela pourrait être fait, notamment en ce qui concerne le premier de ces bâtiments, sans que l'Etat, au minimum, soit au courant, voire consulté ?
5. Quelles garanties ont-elles été prises par l'Etat pour d'autres bâtiments cédés gratuitement ou à prix favorable par ce dernier à des organisations non gouvernementales du type de WWF International ou de l'UICN, ou ayant bénéficié de conditions particulièrement favorables d'achat grâce à l'appui de l'Etat de Vaud et/ou de la Confédération, pour que ce patrimoine ne soit pas revendu pour le seul intérêt de ces organisations ?
6. La Conférence annuelle du WWF aura lieu cette année du 5 au 10 juin prochain, et des décisions capitales y seront prises concernant l'avenir du siège international de l'organisation et le maintien espéré de son personnel actuel à Gland : le Conseil d'Etat s'apprête-t-il à intervenir d'urgence auprès du Conseil du WWF International, aux fins de recommander une suspension du processus de restructuration pour laisser place à une reconsidération de la situation et à un dialogue urgent et véritablement constructif entre le WWF International et les Autorités cantonales et fédérales concernées ?

7. A la lecture du Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les Affaires extérieures 2015, nous ne voyons pas mentionné le lien continu que notre Canton entretient avec les acteurs du rayonnement international que sont les ONG, Fondations et autres associations qui sont sur notre territoire cantonal et qui ne soient pas sportives. Que fait concrètement notre Conseil d'Etat pour entretenir ce lien, favoriser le contact, être facilitateur pour des Fondations telles que WWF International ? Cette question est posée soit en général, pour mieux comprendre la politique de notre Canton en la matière, soit en particulier, pour connaître l'activité de notre Conseil d'Etat ces derniers mois en ce qui concerne ces organisations non gouvernementales situées à Gland, notamment le WWF International.
8. Et quid des rapports entretenus par l'Etat avec l'UICN, dont il se dit aussi qu'une restructuration n'est pas exclue à l'issue du prochain Congrès Mondial de l'organisation, prévu en septembre prochain ?
9. Si notre Canton ne peut, par manque de ressources, suivre l'ensemble de ces acteurs non gouvernementaux, à fort rayonnement international, confie-t-elle à notre canton voisin, le très international Genève, le soin de le faire pour elle ? Ou par défaut, à la Confédération ?
10. Et enfin quel est le niveau de l'engagement de notre Canton dans le cadre de la Genève Internationale au sens large et celui de sa collaboration dans de domaine avec la Confédération ?
Nous remercions le Conseil d'Etat, par avance, des réponses complètes qu'il voudra bien donner à ces diverses questions touchant à notre politique extérieure, à notre politique économique et à la défense de nos intérêts cantonaux, voire plus largement suisses.
Souhaite développer.

Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a pris connaissance avec préoccupation du projet de restructuration du WWF International et a reçu plusieurs témoignages inquiets sur les conditions dans lesquelles cette procédure semblait se dérouler.

Lors d'une première rencontre, le sentiment de confusion dont témoignaient directement les collaborateurs du WWF n'a malheureusement pas pu être dissipé et les Chefs du DECS et du DFIRE ont donc été contraints de solliciter de toute urgence une rencontre avec la Direction générale au cours de laquelle, en étroite liaison avec le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, ils ont sollicité des informations précises sur l'évolution de la situation et les intentions à terme de l'ONG. Le syndic de Gland a également été associé à ces démarches.

Une délégation de haut niveau du WWF international a été reçue au début du mois de juillet et a en substance détaillé les défis de gouvernance de l'ONG sur le plan international, les nécessités de redéfinir le rôle du centre mondial vis-à-vis des associations nationales, une nouvelle répartition des ressources et des centres de coûts et enfin la volonté de maintenir une forte implantation de WWF International dans le canton de Vaud.

Dans cette optique, l'ONG a fait part de sa volonté stratégique de redéployer une partie substantielle des ressources présentes dans le canton de Vaud sur deux sites, l'un en Asie, l'autre en Afrique, plus proches des cibles d'action principales de l'Organisation. A terme, le centre mondial du WWF devrait donc perdre une centaine de collaborateurs et conserver une septantaine de postes à Gland.

La délégation du CE a fait part de l'attachement du Gouvernement à la présence de l'ONG sur le territoire du canton de Vaud. Elle a cependant émis des réserves sur le déroulement de la procédure de restructuration en cours et souligné l'absence de communication ouverte et transparente de l'Organisation. Elle a formellement regretté l'importance de cette restructuration et sollicité, malheureusement sans effet, un réexamen et une diminution du nombre de postes affectés par ce redéploiement stratégique.

Le Conseil d'Etat a finalement pris acte des nouvelles orientations du WWF et regrette l'impact

substantiel de sa réorganisation sur la taille et le nouveau rôle du site de WWF International à Gland. Il se réjouit cependant de la volonté affirmée du WWF de pérenniser un fort ancrage sur l'Arc lémanique et souligne la volonté du Gouvernement vaudois de maintenir d'étroites relations avec les organisations internationales présentes sur le territoire cantonal.

Question 1 :*" Est-il exact que le Conseil d'Etat, et/ou le Département de l'économie, n'aient pas été au courant de la restructuration en cours de WWF International avant qu'elle n'ait été divulguée par la presse à partir du 18 mars ? "*

C'est au début du mois de mars 2016, soit un peu avant l'information divulguée par la presse, que WWF International a pris contact avec le Service de l'emploi, afin de lui exposer le plan de restructuration envisagé. Un premier contact avec la société avait eu lieu en fin d'année 2015 et portait essentiellement sur les conditions légales applicables en cas de licenciement collectif, sans précision quant à la nature et à l'ampleur des projets de restructuration de cette ONG.

Question 2 :*" Le Conseil d'Etat n'aurait-il pas dû être averti plus tôt, et directement par la Direction du WWF International, concernant le processus de licenciement collectif en cours, et ne devrait-il pas être garant que les employés sont consultés selon les formes prévues par notre législation ? "*

Le Conseil d'Etat regrette évidemment de ne pas avoir été informé en primeur du projet de restructuration du WWF par ses organes dirigeants, mais doit constater que les textes légaux ne prévoient aucune contrainte qui irait dans ce sens. Manifestement concentrée sur les aspects techniques et organisationnels de cette restructuration, la Fondation a vraisemblablement sous-estimé l'émotion suscitée par ses intentions.

Le Service de l'emploi a été averti par la Direction des Ressources Humaines de WWF International du projet de licenciement collectif au début du mois de mars 2016. Il a alors formellement précisé à la Fondation quelles étaient ses obligations en la matière, notamment sur la procédure de consultation que doit mener tout employeur qui envisage un licenciement collectif.

Quelle que soit la taille et l'importance de la société concernée, le service compétent attire systématiquement l'attention de l'employeur sur son obligation de faciliter l'exercice du droit de consultation des employés et de leur éventuelle représentation et un exemplaire de la loi sur la participation est à chaque fois annexé au courrier qui parvient à l'employeur.

A défaut du respect de cette procédure, l'employeur s'expose à ce qu'un juge civil considère les licenciements prononcés comme abusifs au sens de l'art. 336 CO. Cette issue implique évidemment qu'une action soit ouverte par un ou des travailleurs lésés devant la juridiction compétente, soit les Prud'hommes ou la Cour civile du Tribunal cantonal, si le litige excède le montant de 30'000 francs. N'étant pas parties, l'Etat ou ses services ne disposent pas du pouvoir de dénoncer cette violation qui relève strictement de l'application du droit privé.

Question 3 :*" Quels accords ont été conclus entre l'Etat de Vaud et WWF International pour garantir la pérennité de cette Fondation dans notre canton, alors que des facilités, y compris financières, lui avaient été données pour que le bâtiment actuel lui soit vendu à bas prix ? "*

Au vu du temps relativement long écoulé depuis l'installation de WWF International dans le canton de Vaud, il n'est pas envisageable de revenir sur l'intégralité des accords convenus initialement entre le WWF et les divers acteurs concernés. D'éventuelles obligations que WWF International aurait pu avoir envers l'Etat se sont éteintes et il n'y a plus véritablement de possibilité d'influer sur ses choix stratégiques.

De manière générale, s'agissant des conditions fiscales, dans la mesure où une personne morale remplit les conditions légales pour une exonération en raison d'un but d'utilité publique, il n'est pas possible de prendre des mesures visant à pérenniser la présence dans le canton, à l'instar de ce qui se pratique en matière d'exonérations temporaires. L'Etat de Vaud n'est donc pas en mesure de conclure un accord à

cet égard.

Question 4 : *" Est-il confirmé que WWF International explore des options de vendre ses bâtiments, soit d'une part, celui acquis en 1980 avec l'aide de l'Etat de Vaud et de la Confédération, et d'autre part, le second plus récemment acquis par l'organisation ? Dans tous les cas, est-ce que cela pourrait être fait, notamment en ce qui concerne le premier de ces bâtiments, sans que l'Etat, au minimum, soit au courant, voire consulté ? "*

Le Conseil d'Etat n'a pas été mis au courant d'une quelconque intention du WWF International de vendre ses bâtiments. Au contraire, les organes dirigeants lui ont clairement manifesté leurs intentions de conserver un ancrage pérenne dans le canton de Vaud, ce dont le Conseil d'Etat ne peut évidemment que se réjouir. Le WWF n'a au demeurant aucune obligation légale d'informer l'Etat de Vaud d'une éventuelle intention de se défaire d'une partie de ses biens, cette obligation n'ayant a priori pas été prévue lors des aides consenties par l'Etat de Vaud en 1980.

D'importants travaux de rénovation de l'immeuble sis à Gland ont par ailleurs été prévus, de sorte qu'une éventuelle cession de cet immeuble, quand bien même le produit de la vente devait s'avérer substantiel, constituerait pour l'essentiel le retour sur les investissements consentis en non pas le produit d'une opération spéculative effectuée au détriment de l'Etat de Vaud. En cas de cession de l'immeuble, un impôt sur les gains immobiliers serait perçu sur la plus-value immobilière, sous réserve d'un éventuel réinvestissement dans un immeuble affecté à l'exploitation, de sorte que le canton de Vaud obtiendrait de manière indirecte un retour sur les aides consenties en 1980.

Question 5 : *" Quelles garanties ont-elles été prises par l'Etat pour d'autres bâtiments cédés gratuitement ou à prix favorable par ce dernier à des organisations non gouvernementales du type de WWF International ou de l'UICN, ou ayant bénéficié de conditions particulièrement favorables d'achat grâce à l'appui de l'Etat de Vaud et/ou de la Confédération, pour que ce patrimoine ne soit pas revendu pour le seul intérêt de ces organisations ? "*

Il serait nécessaire d'analyser chaque situation en fonction des particularités du cas d'espèce. Cependant, les deux organisations citées étant installées depuis plusieurs dizaines d'années, il n'existe en principe pas ou plus d'accord qui serait encore valable sur une telle durée.

Question 6 : *" La Conférence annuelle du WWF aura lieu cette année du 5 au 10 juin prochain, et des décisions capitales y seront prises concernant l'avenir du siège international de l'organisation et le maintien espéré de son personnel actuel à Gland : le Conseil d'Etat s'apprête-t-il à intervenir d'urgence auprès du Conseil du WWF International, aux fins de recommander une suspension du processus de restructuration pour laisser place à une reconsidération de la situation et à un dialogue urgent et véritablement constructif entre le WWF International et les Autorités cantonales et fédérales concernées ? "*

Ainsi qu'évoqué en préambule, le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire de MM. les Conseillers d'Etat Philippe Leuba et Pascal Broulis, a eu plusieurs contacts avec la Direction de WWF International, notamment dans le but d'évaluer les possibilités de suspendre le plan de restructuration envisagé.

Il convient cependant de rappeler que l'Etat n'est juridiquement pas en mesure d'empêcher une entreprise de disposer de sa liberté de décider puis mettre en place des mesures de réorganisation, pouvant entraîner des licenciements et/ou une délocalisation. C'est d'ailleurs en partie pour cette raison que le législateur fédéral a édicté des règles en matière de procédures de licenciements collectifs, en vue de protéger les travailleurs visés par les mesures de licenciements.

Question 7 : *" A la lecture du Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les Affaires extérieures 2015, nous ne voyons pas mentionné le lien continu que notre Canton entretient avec les acteurs du rayonnement international que sont les ONG, Fondations et autres associations qui sont*

sur notre territoire cantonal et qui ne soient pas sportives. Que fait concrètement notre Conseil d'Etat pour entretenir ce lien, favoriser le contact, être facilitateur pour des Fondations telles que WWF International ? Cette question est posée soit en général, pour mieux comprendre la politique de notre Canton en la matière, soit en particulier, pour connaître l'activité de notre Conseil d'Etat ces derniers mois en ce qui concerne ces organisations non gouvernementales situées à Gland, notamment le WWF International. "

Le Conseil d'Etat confirme que le canton de Vaud entretient une longue tradition en la matière. Bien qu'il ne puisse forcément influer sur la pérennité de leur présence sur son territoire, il continuera d'encourager au cas par cas la venue et l'installation d'organismes ou de fédérations internationales. En outre, tant directement que par les prestations offertes par les différents services de l'Administration cantonale vaudoise, le Conseil d'Etat entretient un dialogue continu avec ces acteurs importants de l'économie vaudoise.

Question 8 :*" Et quid des rapports entretenus par l'Etat avec l'UICN, dont il se dit aussi qu'une restructuration n'est pas exclue à l'issue du prochain Congrès Mondial de l'organisation, prévu en septembre prochain ? "*

Le Conseil d'Etat est en contact étroit avec la direction générale de l'UICN. Les difficultés que rencontre l'organisation internationale située à Gland dans son financement lui sont connues et il a par ailleurs saisi le Conseil fédéral sur ce dossier, soulignant notamment les enjeux et les retombées liées à la présence de l'UICN pour la région nyonnaise et pour la Suisse. Les contacts sont en cours avec les Autorités fédérales et une rencontre est prévue à Berne pour faire le point sur le dossier.

Question 9 :*" Si notre Canton ne peut, par manque de ressources, suivre l'ensemble de ces acteurs non gouvernementaux, à fort rayonnement international, confie-t-elle à notre canton voisin, le très international Genève, le soin de le faire pour elle ? Ou par défaut, à la Confédération ? "*

Vaud et Genève travaillent depuis plusieurs années en bonne intelligence et de manière coordonnée au développement de la Suisse internationale, le canton de Genève hébergeant principalement les organisations internationales liées à l'ONU, Vaud les organisations sportives internationales. Notons par ailleurs que Vaud et Genève sont unis dans le cadre de leur engagement au sein du Comité d'accueil de la Genève internationale (CAGI) et que les deux cantons ont également fait de leur politique d'accueil l'une des priorités de leur action au sein de la Métropole lémanique.

Le Canton de Vaud est actif au sein du CAGI. Pour rappel, ce dernier a pour objectif de faciliter l'installation et l'intégration dans la région lémanique des "acteurs de la Genève Internationale" à savoir, les fonctionnaires internationaux, les membres de missions permanentes, de consulats, d'ONG, d'entreprises multinationales, ainsi que leurs familles.

Question 10 :*" Et enfin quel est le niveau de l'engagement de notre Canton dans le cadre de la Genève Internationale au sens large et celui de sa collaboration dans de domaine avec la Confédération ? "*

Outre le travail d'accueil en faveur de personnels des organisations et fédérations sportives internationales, les deux cantons mènent un programme de rapprochement et de développement de synergiesentre les organisations internationales sises à Genève et les fédérations sportives internationales présentes sur territoire vaudois. L'un des objectifs de ce programme est de donner à l'ensemble des acteurs internationaux la plateforme nécessaire à la mise en réseau des nombreuses compétences existantes pour favoriser le développement de projets de responsabilité sociale. Ces démarches sont menées conjointement avec le DFAE et plus particulièrement avec la Mission suisse auprès de l'ONU.

La Métropole lémanique accueille plus d'organisation internationales (OI) et de fédérations internationales sportives (FIS) que n'importe quelle région au monde. Bien que des zones d'intersection

entre ces deux secteurs existent, des synergies peuvent encore être largement développées.

A ce titre et comme première étape, quelque 90 représentants des Organisations internationales et des Fédérations internationales sportives se sont réunis le 21 janvier 2016, à Genève, afin de réfléchir sur la façon d'exploiter au mieux les opportunités créées par d'éventuels partenariats. Ce séminaire, organisé par le Département fédéral des affaires étrangères, les cantons de Genève et Vaud réunis sous l'égide de la Métropole lémanique, le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix et le Centre d'accueil de la Genève Internationale (CAGI), a rassemblé les spécialistes de 15 organisations internationales et de plus de 20 fédérations internationales sportives. Il est ainsi prévu d'organiser chaque année ce type de rencontre, alternativement à Lausanne et Genève afin de poursuivre le développement de ces synergies et permettre de créer, au fil des ans, un véritable réseau de compétences et de mises en commun de toute l'expérience acquise par ces acteurs internationaux dans leur domaine de prédilection.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 30 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

NOVEMBRE 2016 **16_INT_562**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Julien Eggenberger et consorts - Nouvelle loi sur la nationalité : quelles mesures d'encouragement ?

En comparaison avec nos voisins, la naturalisation en Suisse est particulièrement compliquée et onéreuse. La nouvelle loi fédérale va encore durcir les critères pour s'engager dans une telle démarche. Par ailleurs, plus de deux millions de personnes résidant dans ce pays n'ont pas de passeport suisse alors qu'ils font partie de la population résidente, participent sur le long terme à la vie économique, sociale, sportive et culturelle. Ils paient aussi des impôts. Malgré cela, ils ne peuvent participer aux décisions politiques qui influencent directement leurs conditions de vie. Sur tout le pays, le durcissement prévu privera environ 650 000 personnes du droit de déposer une demande.Le 20 juin dernier, le Conseil d'Etat communiquait sa volonté de continuer à encourager la démarche de naturalisation, en particulier dans le délai prévu du 1er janvier 2018 avant le durcissement de la loi fédérale. Pour rappel, ce seront dorénavant 10 ans de séjour et un permis C qui seront nécessaires en lieu et place des simples 12 ans de résidence avec une autorisation de séjour. Il y a donc effectivement un intérêt prépondérant à informer et encourager les personnes concernées à entamer une démarche de naturalisation, étape importante du processus d'intégration.Les différentes informations disponibles dans le communiqué ou sur le site du service concerné mentionnent la volonté de promouvoir la démarche, un encouragement aux personnes intéressées et une invitation aux communes à en faire de même. Aucun détail n'est cependant donné sur la nature de cet encouragement. C'est pourquoi, et au-delà des simples déclarations de principe, nous avons l'honneur de poser au Conseil d'Etat les questions suivantes :1. Combien de personnes se verront privées de la possibilité d'entreprendre une démarche de naturalisation dans le canton de Vaud ? En particulier, combien de jeunes de moins de 25 ans et détenteurs de livrets F sont concernés ?
2. Quelles mesures d'information et d'encouragement le Conseil d'Etat envisage-t-il concrètement ?
3. Quelles mesures d'organisation ont été prises afin d'assumer le traitement des augmentations temporaires des demandes ?
4. Partant du constat que la procédure est souvent dissuasive en raison de sa longueur, quelles sont les mesures concrètes prises pour accélérer des demandes ?
5. Quelles mesures les communes peuvent-elles prendre dans le même sens ?(Signé) Julien Eggenberger
et 22 cosignataires

1. Combien de personnes se verront privées de la possibilité d'entreprendre une démarche de naturalisation dans le Canton de Vaud ? En particulier, combien de jeunes de moins de 25 ans et détenteurs de livrets F sont concernés ?D'un point de vue statistique, il est impossible de connaître à ce jour le nombre exact de personnes qui n'auront plus la possibilité d'entreprendre une démarche de naturalisation dans le Canton de Vaud ni même d'obtenir une estimation suffisamment pertinente.La

nouvelle loi fédérale sur la nationalité (nLN), qui entrera en vigueur le 1er janvier 2018, prévoit que seuls les détenteurs d'un permis C avec plus de 10 ans de résidence en Suisse pourront entamer une démarche de naturalisation. La durée de résidence actuelle de 12 ans a été abaissée mais les détenteurs d'un permis B, d'un livret F, d'une carte de légitimation ainsi que d'une autorisation de séjour Ci ne pourront plus accéder à la naturalisation.Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)a communiqué les chiffres vaudois au 31 août 2016 qui indiquent, pour chaque type de permis, de livrets et d'autorisations de séjour, le nombre de personnes concernées en fonction des années de résidence. Ces chiffres ne tiennent pas compte des cartes de légitimation qui sont délivrées directement par le Département fédéraldes affaires étrangères et non le SEM.**VD : état au 31.08.2016 des livrets F et N (asile) par statut et durée de résidence**

Durée de résidence	F	N	Total
00-09 années	2'796	2'794	5'590
10-11 années	195	3	198
12+ années	893	7	900
Total	**3'884**	**2'804**	**6'688**

VD : état au 31.08.16 de la population étrangère résidente permanente et non-permanente par statut et durée de résidence

Durée de résidence	Population étrangère permanente				Non-perm.	Total
	B	C	Ci	L>12Mt	L<12Mt	
00-09 années	90'533	45'900	70	1'765	3'917	142'185
10-11 années	2'154	12'804	7	9	0	14'974
12+ années	5'035	97'898	40	3	2	102'978
Total	**97'722**	**156'602**	**117**	**1'777**	**3'919**	**260'137**

Législation actuelle --> permis B et C, livret F et autorisations de séjour Ci avec plus de 12 ans de résidence en Suisse

Nouvelle loi (nLN) --> permis C avec plus de 10 ans de résidence en Suisse

Ces chiffres ne tiennent pas compte des cartes de légitimation qui sont délivrées directement par le Département fédéral des affaires étrangères et non le SEM.

Ces statistiques nous révèlent qu'au 31 août 2016, 103'866 (= 893+5'035+97'898+40) personnes étrangères au bénéfice d'un permis B ou C, d'un livret F ou d'une autorisation de séjour Ci auraient été susceptibles d'être candidates à la naturalisation dans la mesure où elles cumulaient déjà plus de 12 années de résidence en Suisse. Si, conformément aux critères prévus par la nLN, on élargit le spectre des personnes concernées aux personnes étrangères ayant plus de 10 ans de résidence en Suisse au 31 août 2016 mais en se limitant aux détenteurs de permis C, on arrive à 110'702 (12'804+97'898) personnes susceptibles d'être naturalisées au regard de la nouvelle loi.

Ces chiffres ne peuvent toutefois servir à eux seuls de grille d'analyse car ils ne tiennent pas compte des multiples critères qui doivent être examinés pour attribuer la nationalité suisse. A cet égard, il y a de nombreuses différences non quantifiables entre le régime actuel et ce qui est prévu dans la nLN

(niveau écrit de français suffisant, aucune aide sociale, casier judiciaire vierge, pas de déménagement en cours de procédure, etc…). Par exemple, on ne peut pas connaître le nombre de personnes qui pourraient accéder actuellement à la naturalisation de par un niveau de français suffisant à l'oral mais qui ne pourraient peut-être plus l'être selon les nouvelles dispositions fédérales, faute d'un niveau suffisant de français à l'écrit.

Au vu ce qui précède, il paraît donc difficile de mesurer d'ores et déjà l'impact des effets de la nLN et il faudra certainement attendre sa mise en œuvre effective pour établir et analyser des statistiques détaillées.

2. Quelles mesures d'information et d'encouragement le Conseil d'Etat envisage-t-il concrètement ?

Comme relevé dans l'interpellation déposée par M. Eggenberger, le communiqué de presse du 20 juin 2016 était destiné d'abord à informer la population du changement de cadre légal régissant la nationalité. Ensuite, il s'agissait d'encourager les personnes susceptibles d'être concernés par ce changement législatif à réfléchir à l'entame d'une procédure de naturalisation. Il a été mis en avant que toute demande déposée avant fin décembre 2017 serait traitée sous l'égide de l'ancien droit. Le service de la population (SPOP) a quant à lui publié de nombreuses informations sur son site internet afin de faciliter la compréhension de l'évolution législative à venir. L'ensemble de ces démarches a eu un impact concret puisque plus de 5'000 personnes ont déjà été naturalisée en 2016 à mi-octobre pour 3'465 personnes sur l'ensemble de l'année 2015.

De plus, dans son édition du 25 octobre 2016, la Feuille des avis officiels (FAO) a publié un article sur les procédures de naturalisation dans la Canton de Vaud. L'organisation d'une séance d'assermentation extra-muros à Montreux en date du 9 novembre 2016, qui a permisà près de 600 personnes d'être naturalisées, sera également l'occasion de sensibiliser la population et les autorités.

La direction du SPOP s'adresse également ponctuellement aux municipalités pour leur donner les dernières informations relatives à la procédure de naturalisation. Dans sa newsletter du 22 juillet 2016, elle a consacré un passage sur la nLN et a encouragé les différents acteurs concernés au niveau communal à participer aux formations délivrées par le SPOP.

3. Quelles mesures d'organisation ont été prises afin d'assumer le traitement des augmentations temporaires des demandes ?

A ce jour, le secteur des naturalisations est à jour dans le traitement des demandes de naturalisation qui lui parviennent. En outre, deux collaborateurs supplémentaires ont été inscrits au budget 2017 pour une durée déterminée de trois ans.

4. Partant du constat que la procédure est souvent dissuasive en raison de sa longueur, quelles sont les mesures concrètes prises pour accélérer le traitement des demandes ?

Comme indiqué ci-dessous, le secteur des naturalisations du SPOP n'a pas de retard dans le traitement des demandes de naturalisations. Les communes, qui sont autonomes dans le cadre de l'octroi de la bourgeoisie, sont invitées périodiquement par le SPOP à être également à jour dans le suivi des dossiers de naturalisation.

5. Quelles mesures les communes peuvent-elles prendre dans le même sens ?

Les communes sont autonomes dans le cadre de l'examen de la demande de naturalisation d'un administré qui va conduire à l'octroi ou non de la bourgeoisie communale par décision municipale. Le SPOP, qui n'est pas autorité de surveillance en la matière, n'intervient pas à l'échelon communal mais uniquement une fois que la décision d'octroi de la bourgeoisie lui parvient afin d'examiner si le droit de cité cantonal peut également être attribué. Il se charge ensuite à son tour de transmettre le dossier aux autorités fédérales.

Le système ainsi conçu permet au SPOP uniquement d’informer et d’encourager les communes dans le domaine de la naturalisation. Les bonnes pratiques sont notamment diffusées aux communes vaudoises via des newsletters.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 30 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

DÉCEMBRE 2016 **15_INT_425**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL
à l'interpellation Yves Ravenel : " Production laitière vaudoise – situation préoccupante "

Rappel de l'interpellation

Ces derniers temps, la presse a largement relaté la situation alarmante des producteurs de lait dans notre pays, notamment celle des agriculteurs produisant du lait dit " de centrale " (industriel), destiné à être transformé en produits de consommation.

La situation économique du marché du lait échappe totalement aux producteurs. Depuis la libéralisation des marchés et l'abandon de la gestion des quantités, les prix n'ont cessé de baisser sous la pression du marché.

L'introduction de la politique agricole 2014-2017 a engendré une grande perte économique pour les exploitations laitières, particulièrement pour les exploitations détenant leurs vaches en plaine tout au long de l'année.

Dans bien des cas, les frais de production sont à peine couverts, alors que l'environnement économique augmente régulièrement les charges financières des exploitants.

Face à cette situation, chaque jour, des agriculteurs cèdent au découragement.

Au-delà du drame personnel, la production laitière représente une part importante du lait produit en Suisse. Une partie importante du territoire de notre canton est constitué de prairies et pâturage, non labourables. La meilleure façon de procéder à leur entretien est la présence saisonnière de bétail.

La situation actuelle est préoccupante. Le cheptel bovin vaudois subit une diminution rapide et c'est tout un savoir-faire qui risque de disparaître, de manière irréversible.

J'ai l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. *Le Conseil d'Etat est-il conscient de cette situation ?*
2. *Le Conseil d'Etat envisage-t-il de soutenir les producteurs de lait ?*
3. *Le Conseil d'Etat peut-t-il prévoir une aide financière ponctuelle dans le budget de 2016 ?*
4. *Le Conseil d'Etat est-t-il conscient que le manque de perspectives risque de poser un problème d'infrastructures agricoles à moyen terme ?*

Souhaite développer.

(Signé) Yves Ravenel

Réponse aux questions de l'interpellateur

1. Le Conseil d'Etat est-il conscient de cette situation ?

Au cours de ces dernières années, le marché laitier suisse et vaudois s'est significativement détérioré. Entre 1999 et 2013, le canton de Vaud a vu sa quantité de lait commercialisée diminuer de 16%.

Durant cette même période, environ 1’150 exploitations vaudoises ont cessé leur activité, ce qui a conduit à une réduction du cheptel d’un peu plus de 10'000 vaches laitières. L’abandon des contingents laitiers, le 1er mai 2009, a entraîné une importante chute des prix.

La situation actuelle, particulièrement critique, est en partie due à une politique fédérale moins encline à la protection du marché laitier et à l’augmentation des quantités de lait commercialisées dans un contexte où l’offre est supérieure à la demande. En effet, la production indigène est excédentaire à raison de 15% à 20%. Entre 2005 et 2015, le prix du lait de centrale payé aux producteurs est donc passé de 72 à 50 centimes environ.

Le Conseil d’Etat est parfaitement conscient de l’importance de l’économie laitière dans un pays herbagé tel que la Suisse. Cependant, le montant correspondant à la réduction du prix du lait (293 millions) reste relativement modeste au regard du chiffre d’affaires global de l’agriculture suisse (env. 10 milliards).

2. Le Conseil d’Etat envisage-t-il de soutenir les producteurs de lait ?

Dans son rapport au Grand Conseil sur la politique et l’économie agricoles vaudoises, le Conseil d’Etat définit la production laitière comme filière agro-alimentaires stratégique nécessitant un soutien public cantonal à court ou moyen terme. Il s’agit en particulierd’encourager la valorisation du lait de centrale en mettant l’accent sur la proximité de la production et de la transformation, ainsi que sur le principe de durabilité.

La mise en œuvre de ces mesures aura lieu à deux niveaux. Le premier consiste à soutenir les producteurs dans leur gestion des coûts. Il est prévu de définir les besoins de l’ensemble de l’exploitation au moyen d’une approche globaleen collaboration avec ProConseil.

Le second niveau vise à soutenir la création d’une filière de produits laitiers régionaux labélisés afin de mettre en valeur la grande qualité du lait suisse. Cette démarche vise la région valdo-fribourgeoise.

Au niveau fédéral et suite aux discussions ayant eues lieu lors du sommet du lait du 27 mai dernier, il a été proposé d’étudier diverses solutions afin de soutenir les exploitations cessant leur activité laitière, au moyen notamment des actions suivantes :

- renoncer à demander aux exploitants cessant leur activité laitière de rembourser le financement"améliorations foncières" dont ils ont bénéficié (subventions à fonds perdus) ;
- octroyer des crédits sans intérêt afin de remettre à niveau les liquidités des exploitations dans le besoin, le risque financier étant alors reporté sur les cantons ;
- augmenter le paiement direct "sorties régulières en plein air" (SRPA) pour les vaches laitières qui pâturent ;
- sur demande de la branche, mettre en place la force obligatoire pour la contractualisation.

Au vu du fait qu’il est difficile pour l’Etat d’exercer une influence sur le marché, il est important que les acteurs du marché respectent la livraison facultative du segment C (lait pour l’exportation) prévue par leur contrat ainsi que les prix indicatifs de l'Interprofession lait, cela afin de permettre aux producteurs de disposer d’une certaine perspective économique. A cette fin, la branche doit mettre en place un contrat type comprenant ces éléments.

3. Le Conseil d’Etat peut-t-il prévoir une aide financière ponctuelle dans le budget de 2016 ?

Une aide financière de l’Etat, même ponctuelle, ne saurait constituer une solution durable aux problèmes rencontrés par les producteurs laitiers.

4. Le Conseil d’Etat est-t-il conscient que le manque de perspectives risque de poser un problème d’infrastructures agricoles à moyen terme ?

Le nombre de projets soutenus par les crédits d’investissement est un bon moyen d’évaluer l’évolution des infrastructures à moyen terme.

Entre 2005 et 2007, le canton comptait environ 42 constructions ou rénovations importantes d'étables laitières par an. Entre 2008 et 2014, ce chiffre s'élevait à 60 par année, à raison de deux tiers pour la production de Gruyères AOP et d'un tiers pour la production de lait de centrale.

En 2015, seuls 27 projets ont été soutenus par les crédits d'investissement dont un tiers concerne la production de lait de centrale. Les estimations de construction d'étable ou de rénovation lourde pour 2016 sont de l'ordre d'une vingtaine de projet. Cinq concernent la production de lait de centrale mais, faute de rentabilité, la probabilité que ces projets ne se réalisent pas est élevée.

Enfin, il a été considéré, lors du sommet du lait du 27 mai dernier, que l'attribution des crédits d'investissements et d'améliorations structurelles doit de se faire sur la base des principes de la gestion d'entreprise.

Au regard de ces considérations, les infrastructures vaudoises de production laitière de centrale, de même que la production de lait elle-même, sont appelées à diminuer à moyen terme.

Conclusion

Au vu du contexte économique suisse et international, il serait hasardeux d'émettre des prévisions quant à l'évolution du marché laitier national, lequel risque néanmoins d'être de plus en plus volatile. La tendance étant à l'ouverture des marchés, il est à prévoir que certaines difficultés persisteront alors que d'autres pourraient être lissées grâce aux actions que les différents acteurs concernés entreprendront.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 7 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **16_INT_513**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Jean Tschopp et consorts - Uber bénéficie-t-elle d'un régime d'impunité ?

Rappel

Uber chamboule l'univers des transports de personnes. Parmi les services proposés, l'offre la plus controversée est sans doute sa version UberPOP. Ce service permet à des particuliers, sans autorisation professionnelle, d'effectuer des courses à l'aide de voitures de tourisme sans tachygraphe ni enseigne lumineuse. A Lausanne, les chauffeurs UberPOP seraient près de 150. Beaucoup de ces chauffeurs sont, par ailleurs, au chômage ou à l'aide sociale.

Au plan fédéral, il existe une Ordonnance sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules légers affectés au transport de personnes et de voitures de tourisme lourdes (OTR 2). Son champ d'application s'étend aux transports de personnes à titre professionnel. Une course est professionnelle, si elle intervient de manière régulière — au moins deux fois en moins de seize jours — dans le but de réaliser un profit économique (prix de la course supérieur au coût du véhicule et à l'indemnisation des dépenses du conducteur ; art. 3 al. 1bis OTR 2). A ce jour, le Service de l'emploi n'a toujours pas statué sur ce point. Pourtant, la régularité des courses n'est pas contestée. Uber perçoit 30 % de frais de service sur chaque course UberPOP. Le prix de base d'une course est de 3 francs, auxquels s'ajoutent 1.35 franc par kilomètre et 0.30 franc par minute moyennant 6 francs en cas d'annulation. La régularité et le profit économique généré par Uber et par les chauffeurs UberPOP indiquent qu'il s'agit bien de transports de personnes à titre professionnel.

Différents règlements communaux et intercommunaux sont en vigueur dans les régions de Morges, Lausanne, Nyon, Vevey Riviera et d'Yverdon-les-Bains. Le Règlement intercommunal sur les taxis (RIT) de l'arrondissement de Lausanne prévoit différents types d'autorisations personnelles et intransmissibles, assorties d'une série d'obligations . Or, aucun des chauffeurs UberPOP n'est au bénéfice d'une quelconque autorisation. UberPOP viole ainsi ouvertement le droit en vigueur. Le 7 mai 2015, ce règlement a été révisé. Bien qu'Uber Switzerland GmbH ait attaqué cette révision, la Cour constitutionnelle a jugé la requête, pour l'essentiel, irrecevable par arrêt du 27 avril 2016 .
L'absence d'autorisation des chauffeurs UberPOP, le non-paiement des charges sociales et les tarifs pratiqués constituent une concurrence déloyale aux services de taxis autorisés. Cette concurrence déloyale expose tous les chauffeurs de la branche à des risques de sous-enchère salariale.

Le canton est tenu d'examiner les dénonciations mettant en cause ces concurrences déloyales en violation de l'OTR 2 . Cependant, les corps de police n'ont que difficilement accès aux téléphones portables des chauffeurs UberPOP pour démontrer la régularité de leurs courses. Une autre complication réside dans le manque d'indications, par l'Etat de Vaud, des niveaux de prix à partir desquels un profit économique est généré.

Au vu de ce qui précède, le député soussigné a l'honneur d'adresser les questions suivantes au Conseil d'Etat, qu'il remercie d'ores et déjà pour ses réponses :

1.

a. Les services offerts par UberPOP constituent-ils des courses professionnelles au sens de l'OTR 2 ?

b. Comment les autorités fiscales, les Caisses chômage et les Services sociaux considèrent-ils les revenus générés par UberPOP ?

2.

a. Des dénonciations ou des plaintes pénales sont-elles en cours d'examen auprès du Ministère public en lien avec l'activité déployée par UberPOP pour violation de l'OTR 2, de règlements communaux et intercommunaux sur les services de taxi ou d'autres normes légales ?

b. Des sanctions pénales ont-elles été prononcées en lien avec l'activité déployée par UberPOP pour violation de l'OTR 2, de règlements communaux et intercommunaux sur les services de taxi ou d'autres normes légales ?

3. UberPOP est-elle une concurrence déloyale aux services de transport de personnes ?

4. Quand le projet de loi ou de règlementation cantonale sur le service de transport de personnes en réponse au postulat Mathieu Blanc (15_POS_131) sera-t-il mis en consultation ?

Lausanne, le 10 mai 2016.

Souhaite développer.

(Signé) Tschopp Jean
et 36 cosignataires

Réponse du Conseil d'Etat

Question 1a:" Les services offerts par UberPOP constituent-ils des courses professionnelles au sens de l'OTR 2 ? "

L'ordonnance sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules légers affectés au transport de personnes et de voitures de tourisme lourdes (OTR2), est notamment applicable aux conducteurs de voitures automobiles légères (art. 10, al. 2 de l'Ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers [OETV]) qui sont utilisées pour le transport de personnes à titre professionnel.

Comme le souligne l'auteur de l'interpellation, afin de déterminer si un conducteur est ou non assujetti à l'OTR2, le critère du caractère professionnel ou non des courses effectuées doit être examiné (art. 3, al. 1bis OTR2). Sont réputées professionnelles les courses qui sont effectuées régulièrement par un conducteur ou avec un véhicule, dans le but de réaliser un profit économique. Les courses sont régulières si elles sont effectuées au moins deux fois dans des intervalles de moins de seize jours. Le profit économique est réputé réalisé lorsque le prix requis pour la course dépasse les coûts du véhicule et l'indemnisation des dépenses du conducteur.

La situation doit être examinée au cas par cas. Si les conditions cumulatives de la régularité des courses et de la réalisation d'un profit économique sont réalisées dans un cas d'espèce, il s'agit bien de courses professionnelles.

Question 1b : " Comment les autorités fiscales, les Caisses chômage et les Services sociaux considèrent-ils les revenus générés par UberPOP ? "

Le Conseil d'Etat rappelle en préambule que l'ensemble des revenus d'une activité économique doit être déclaré aux autorités et qu'il ne doit pas en aller différemment pour les revenus que toucheraient les chauffeurs dans le cadre de leurs activités en lien avec Uber Switzerland GmbH.

Pour ce qui a trait aux charges sociales, dans sa réponse du 31 août 2016 à l'interpellation Seiler Graf (16.3371), le Conseil fédéral admet avoir connaissance du fait que la Suva considère les chauffeurs Uber comme des salariés et qu'il ne connaît aucune caisse de compensation qui aurait affilié un chauffeur Uber en tant qu'indépendant. Toutefois, Uber Switzerland GmbH ayant recouru contre cette décision, la question de savoir si cette société peut être effectivement qualifiée d'employeur, ou non, n'est à ce jour pas tranchée. Ainsi, tant que le statut des chauffeurs Uber n'aura pas été déterminé de manière définitive par les tribunaux , la situation en matière d'assurances sociales des chauffeurs concernés demeurera en suspens.

Le Conseil d'Etat ne peut dès lors que constater que cette question fait encore l'objet de multiples interrogations, analyses et de peu de jurisprudence. Il lui est dès lors impossible de fournir une réponse circonstanciée au vu de la multitude d'autorités concernées et de législations applicables pouvant aboutir à des décisions potentiellement non convergentes. Ainsi, par exemple, un chauffeur Uber pourrait être qualifié d'indépendant au niveau fiscal et de salarié selon la Suva. A cela s'ajoute le fait que certaines entités ne relèvent pas de l'autorité du Conseil d'Etat, rendant l'exercice d'autant plus ardu.

Question 2a : " Des dénonciations ou des plaintes pénales sont-elles en cours d'examen auprès du Ministère public en lien avec l'activité déployée par UberPOP pour violation de l'OTR 2, de règlements communaux et intercommunaux sur les services de taxi ou d'autres normes légales ? "

Les chauffeurs UberPOP sont régulièrement dénoncés par la police en vertu des règlements intercommunaux sur le service des taxis, notamment celui de Lausanne, et sont sanctionnés par des amendes infligées par la Commission de police.

Question 2b : " Des sanctions pénales ont-elles été prononcées en lien avec l'activité déployée par UberPOP pour violation de l'OTR 2, de règlements communaux et intercommunaux sur les services de taxi ou d'autres normes légales ? "

Comme indiqué en réponse à la question précédente, des amendes sont régulièrement prononcées par la Commission de police contre les chauffeurs UberPOP.

Selon le Ministère Public central du Canton de Vaud, il n'y a en outre ni enquête en cours contre la société Uber Switzerland GmbH, le for en cas de délit étant d'ailleurs à Zurich, ni de sanctions prononcées contre la société ou ses dirigeants dans le canton de Vaud.

Question 3 : " UberPOP est-elle une concurrence déloyale aux services de transport de personnes ? "

Le Conseil d'Etat rappelle que seules les autorités judiciaires civiles sont habilitées à se prononcer sur un problème potentiel de concurrence déloyale entre deux entreprises et qu'à sa connaissance, aucun jugement n'a encore été rendu sur ce point. La loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) prévoit à ce sujet qu'il appartient à chaque entreprise et à chaque chauffeur indépendant d'intenter une action devant les autorités judiciaires civiles afin de faire valoir ses droits.

<u>Question 4</u> : " Quand le projet de loi ou de règlementation cantonale sur le service de transport de personnes en réponse au postulat Mathieu Blanc (15_POS_131) sera-t-il mis en consultation ? "

La rédaction d'une législation ou d'une réglementation cantonale sur le service de transport de personnes soulève de nombreuses questions. Tout d'abord, elle implique un changement de paradigme dans le canton de Vaud, dès lors que la question a toujours relevé de la stricte compétence des communes.

Le projet de loi devra veiller à mettre en œuvre les principes suivants : respect des exigences de sécurité publique, loyauté dans les transactions commerciales, respect des règles relatives à l'utilisation du domaine public ou encore garantie de la qualité et de l'efficacité du service.

Les réflexions actuelles portent sur la détermination des aspects du transport professionnel de personnes qu'il est opportun de réglementer sur le plan cantonal et quels éléments, telle l'utilisation accrue du domaine public par exemple, doivent demeurer une compétence communale.

Le Conseil d'Etat à l'intention de soumettre au Parlement un projet de révision de la loi sur les activités économiques (LEAE) qui réglementera la question du service de transport de personnes dans le courant du 1er semestre 2017. Ce dernier aura préalablement pris soin de consulter les parties concernées.

<u>Conclusion</u>

Le Conseil d'Etat, conscient de l'importance de la problématique qui lui est soumise dans le cadre de la présente interpellation, ne peut que constater que la situation juridique d'Uber Switzerland GmbH et des chauffeurs UberPOP est extrêmement complexe. La Suisse n'est d'ailleurs pas le seul pays confronté à cette situation puisque de nombreux pays dans lesquels Uber est active rencontrent des problèmes similaires. De nombreuses autorités, tant fédérales que cantonales, sont concernées par cette problématique. Le Conseil fédéral lui-même, en proposant d'accepter la motion Nantermod (16.3067), reconnaît qu'une révision des prescriptions relatives au transport de personnes s'impose compte tenu des nouvelles offres. Le Conseil d'Etat apportera une réponse plus substantielle et précisera le cadre légal dans lequel l'activité d'Uber doit s'inscrire au travers du projet de révision de la loi sur les activités économiques.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 16 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **16_INT_548**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Claire Attinger Doepper – Lutte contre le dumping salarial et le travail au noir : quel est le comportement des entreprises sur le sol vaudois ?

Rappel

Durant cette législature, la lutte contre le travail au noir et le dumping salarial est inscrite dans le programme du Conseil d'Etat. Nous pouvons lire dans les mesures proposées les intentions exprimées comme suit : "Lutter contre le travail au noir et le dumping salarial, intensification des contrôles, application systématique des sanctions, établissement de contrats types le cas échéant."

En 2014, le dispositif des mesures d'accompagnement a été renforcé par l'engagement d'inspecteurs supplémentaires conformément à la volonté du Grand Conseil. Deux postes ont ainsi été affectés au Service de l'emploi (SDE) et deux autres, à la Commission de contrôle des chantiers, dont les titulaires entreront en fonction durant l'exercice 2015. Les principales missions sont orientées vers la prévention du dumping social et salarial et la lutte contre le travail au noir.

S'agissant des métiers de la bouche, les infractions sont nombreuses et les mesures de lutte — amendes — ne semblent pas suffisamment dissuasives pour les contrer. D'autres secteurs peuvent être associés à des infractions récurrentes contrevenant à la réglementation : je citerai sans exhaustivité les secteurs hôteliers et de la construction.

En effet, dans le communiqué de presse du 14 juin 2016, on peut lire que pour 2015, le pourcentage des infractions est en hausse par rapport à 2014. Plus loin, on lit que le nombre d'infractions ne diminue pas malgré l'intensité des contrôles. Ce rapport nous renseigne sur les activités de la commission de surveillance menées en 2015.

Si notre canton est le plus actif en Suisse quant au nombre de contrôles effectués, les résultats, les effets de ces contrôles et la stratégie pour mieux les combattre ne sont pas clairement définis.

Dès lors, j'ai l'honneur de demander au Conseil d'Etat de nous préciser :

a. *Quelle est la nature des contrôles effectués (particulièrement sur les chantiers) : procédure des contrôles, description des étapes, nombre de contrôle, mesures prises ?*
b. *Quels sont les résultats de ces visites (conséquences et comportement de l'entreprise) et quelle analyse en fait l'Etat ?*
c. *Le cas échéant, si des amendes ont été prononcées, quelles sont –elles ? quel montant pour quelle contravention ?*
d. *Quels sont les effets des mesures déployées ?*
e. *Enfin, quelle analyse et quelle évaluation en fait le Conseil d'Etat ?*
f. *Pour notre canton en plein essor où nombre de chantiers, constructions et restaurants voient le jour, quelle stratégie le Conseil d'Etat a-t-il pour lutter efficacement contre le dumping salarial*

pratiqué par des entreprises actives sur notre territoire, sachant que les mesures en place semblent facilement contournables ou peu dissuasives ?

g. *Une des mesures de lutte contre les comportements illégaux est d'augmenter les émoluments : Quelles sont les modifications que compte mettre en place le Conseil d'Etat en la matière ?*

Je remercie le Conseil d'Etat de ses réponses.

Souhaite développer.

Réponse du Conseil d'Etat

Question a - Quelle est la nature des contrôles effectués (particulièrement sur les chantiers) : procédure des contrôles, description des étapes, nombre de contrôles, les mesures prises.

Instauré par la volonté commune de l'Etat de Vaud, des associations patronales, des syndicats et de la Caisse nationale suisse d'assurance accident (SUVA), le Contrôle des chantiers s'inscrit dans le cadre des mesures de surveillance prévues par les dispositions légales et conventionnelles dans les domaines du droit du travail, de la sécurité au travail, de la loi sur le travail au noir (ci-après LTN) et des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes (MALCP) et des marchés publics.

Depuis 10 ans, dans le canton de Vaud, le nombre d'inspecteurs actifs sur l'ensemble du marché du travail a plus que doublé , et il a triplé en ce qui concerne le contrôle des chantiers. Sept inspecteurs et un coordinateur sont actuellement actifs pour mener les contrôles dans cette branche.

Leurs interventions s'effectuent sur l'ensemble du territoire cantonal. Elles peuvent découler de dénonciations ou s'inscrire dans le plan de contrôle habituel, viser tant des entreprises suisses que des prestataires de services étrangers. Au niveau organisationnel, les contrôles s'effectuent à plusieurs inspecteurs, dont le nombre varie en fonction de la taille du chantier. Chaque contrôle donne lieu à une audition des travailleurs et employeurs présents sur les lieux. Une première enquête est effectuée directement sur place, notamment afin de déterminer au mieux l'identité des travailleurs ainsi que leur(s) employeur(s) et sous-traitant(s) éventuel(s). Il est en effet courant que plusieurs entreprises – de corps de métier différents – soient actives simultanément. Ainsi un seul contrôle peut nécessiter une instruction ultérieure vis-à-vis de multiples entreprises. En cas de présence de main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière, les inspecteurs demandent l'assistance des forces de l'ordre.

Au cours de l'année 2015, sur l'ensemble du territoire vaudois, environ 1'000 contrôles effectués par les inspecteurs du Contrôle des chantiers dans la construction, l'artisanat et activités analogues, les métiers de la pierre et auprès de paysagistes et entrepreneurs de jardin ont débouché sur l'établissement d'un rapport. Environ 800 concernaient des entreprises suisses et 200 des entreprises ou prestataires de services indépendants provenant de l'Union européenne.

Dans les autres branches économiques, 1'320 contrôles (832 entreprises suisses et 488 entreprises ou indépendants étrangers) ont été effectués en 2015 dans des entreprises non soumises à une convention collective de travail (notamment dans l'industrie, les services et l'agriculture) et 250 dans des entreprises soumises à des conventions collectives dans les métiers de bouche. Le modus operandi des contrôles s'adapte aux branches d'activité et à leurs spécificités.

Question b - Quels sont les résultats de ces visites (conséquence et comportement de l'entreprise) et quelle analyse en fait l'Etat ?

Suite aux contrôles, les constats relevés par les inspecteurs des chantiers sont consignés dans un rapport, puis transmis aux autorités spéciales selon leur domaine de compétence pour instruction complémentaire et prononcé d'éventuelles sanctions. Sont notamment informés des résultats des contrôles : le Service de l'emploi (SDE), le Service de la population (SPOP), les caisses AVS/AI/APG/AC, l'administration cantonale des impôts et les commissions professionnelles paritaires (CPP). En 2015, le contrôle des chantiers a transmis 892 rapports pour instruction suite à des constats

d’infractions avérées ou suspicions d’infractions nécessitant des enquêtes complémentaires par les services ad hoc.

L’instruction des rapports transmis au SDE a donné lieu au prononcé de 138 décisions en matière de droit des étrangers (sommations ou décisions de non-entrée en matière). Le SDE a également procédé à 146 dénonciations pénales d’employeurs ayant engagé du personnel étranger sans autorisation de travail. Le SPOP a de plus rendu 15 décisions de renvoi de Suisse (art. 64 LEtr).

Les CPP instruisent également les rapports transmis pour les constats d’infractions aux conventions collectives de travail, se rapportant principalement au non-respect des horaires de travail (travail non autorisé du samedi et jours fériés) et des salaires conventionnels.

Les contrôles relatifs aux entreprises non soumises à une convention collective de travail ainsi qu’aux entreprises soumises à des conventions collectives dans les métiers de bouche ont donné lieu à 94 dénonciations pénales et 97 décisions administratives (89 décisions de sommation et 8 décisions de non-entrée en matière).

En 2015, dans le rapport LTN annuel du SECO, le canton de Vaud se place deuxième (derrière le Tessin) en ce qui concerne le nombre d’entreprises contrôlées (plus de 1’800) et en première position en ce qui concerne le nombre de travailleurs contrôlés. Avec 13’047 travailleurs contrôlés, le canton de Vaud participe à raison de 32 % à l’ensemble des contrôles de personnes réalisés en Suisse.

En matière de volume de contrôles, Vaud est l’un des trois cantons les plus actifs dans la lutte contre le travail au noir.

Question c - Cas échéant, si des amendes ont été prononcées, quelles sont-elles ? Quel montant pour quelle contravention ?

En préambule, il est précisé que le contrôle des conditions salariales dans les domaines conventionnés, comme la construction ou l’hôtellerie, sont du ressort des commissions paritaires uniquement. Elles seules sont en mesure d’infliger une amende pour non-respect des salaires minimaux définis par la convention collective de travail étendue.

Les activités de contrôles liées à la lutte contre le travail au noir sont partiellement financées par des émoluments perçus auprès des entreprises contrôlées ayant commis des infractions à l'art. 6 LTN (obligation d’annonce en matière de droit des étrangers, d’impôt à la source et d’assurances sociales). En 2015, toutes branches confondues, les contrôles menés au titre de la LTN ont débouché sur des facturations de frais de contrôle pour un montant d’environ 356’000 CHF, soit le montant le plus élevé de Suisse. De plus, chaque décision en matière de droit des étrangers est accompagnée d’un émolument de CHF 250.- ou CHF 500.-.

En outre, suite aux dénonciations pénales effectuées par le Service de l'emploi dans le cadre de la lutte contre le travail au noir, l'ordre judiciaire a prononcé CHF 123'190.- d'amendes immédiates à l'encontre d'employeurs ayant engagé du personnel étranger sans autorisation de séjour, ainsi que plus de CHF 254'570.- de jours-amendes sans sursis, soit la somme globale la plus importante de Suisse. En matière d’infractions à la loi sur les étrangers, les amendes immédiates prononcées représentent des montants allant de CHF 80.- à CHF 4500.-. En 2015 également, 13 peines de prison fermes, d’une durée d’un à six mois, ont été prononcées. Néanmoins, ces sanctions peuvent être le résultat d’un concours d’infractions et ne se rapportent pas toujours uniquement à une infraction à la loi sur les étrangers.

Par ailleurs, le canton de Vaud utilise les possibilités prévues par la LTN de réduire les aides financières accordées aux employeurs et d’exclure des marchés publics les employeurs condamnés pénalement pour des faits graves de travail au noir ou en cas de récidive. Concernant la première possibilité, le Service de l’agriculture et de la viticulture a déjà averti les employeurs condamnés quant aux conséquences d’une récidive. Quant à la possibilité d’exclure des employeurs des marchés publics,

le Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH) a rendu 14 décisions d'exclusion pour une période variant de 6 à 37 mois durant l'année 2015 et adressé 29 avertissements. Dans ce domaine également, le canton de Vaud est celui qui prononce le plus de sanctions.

Question d - Quels sont les effets des mesures déployées ?

Le canton de Vaud possède un dispositif de contrôle qui est parmi les plus actifs en Suisse. L'intensité des contrôles, tous secteurs économiques confondus, est particulièrement élevée et l'est plus encore si l'on considère uniquement le secteur de la construction Il convient de souligner qu'une part importante des contrôles se fait sur la base de dénonciations, ce qui augmente la probabilité de constater des infractions. Force est toutefois de constater que les sanctions administratives à disposition ne revêtent pas un caractère totalement dissuasif et que l'on retrouve régulièrement des entreprises récidivistes. La multiplication des sanctions pénales et leur gradation entraîne, elles, des conséquences bien plus lourdes pour les employeurs qui poursuivent leurs pratiques illégales après avoir été sanctionnés, puisque certains ont déjà été condamnés à des peines fermes de plusieurs mois de prison.

La situation économique du canton est globalement saine. Les pratiques délictueuses d'un certain nombre d'employeurs peu scrupuleux, souvent multirécidivistes, sont choquantes et condamnables et doivent être fermement combattues. Rapportées à l'ensemble de la branche, elles ne sont toutefois pas majoritaires. Les secteurs sensibles, qui révèlent un taux d'infraction plus élevé, à savoir notamment la branche du second-œuvre par exemple, sont connus et font l'objet d'un suivi ciblé et plus intensif par les autorités de contrôle.

Question e - Enfin, quelle analyse, évaluation en fait le CE ?

Le Conseil d'Etat ne peut bien évidemment pas se satisfaire d'un nombre important d'infractions sur les chantiers, raison pour laquelle il soutient un nombre important de contrôles dans cette branche.

Les problèmes constatés se concentrent dans les domaines requérant la main-d'œuvre la moins qualifiée, soit pour le second-œuvre, les travaux de plâtrerie-peinture et pour le gros-œuvre, ceux du ferraillage. Dans ces domaines, le travail au noir se caractérise surtout par des personnes sans autorisation de travail et de séjour. Dans une très nette majorité des cas, les employés en situation irrégulière sont originaires des Balkans (Macédoine, Albanie, Kosovo).

Par l'allocation de deux postes supplémentaires en 2015, le Parlement a renforcé les moyens mis à disposition pour le contrôle du marché du travail dans la branche de la construction. La création de nouveaux postes a notamment permis d'entamer une restructuration de la gestion du contrôle des chantiers. Une révision complète des collaborations entre le Contrôle des chantiers et ses multiples partenaires avait également été initiée en 2015 et s'est poursuivie en 2016.

Si la séparation totale sur le plan des responsabilités entre la personne morale – la société – et les personnes qui la dirigent permet, en cas de faillite de l'entreprise, d'échapper aux sanctions administratives prononcées, tel n'est en revanche pas le cas des sanctions pénales qui sont en principe adressées aux personnes physiques, puisque sur ce plan, les employeurs ont une responsabilité personnelle, indépendante de la personnalité juridique de leur société. Les sanctions prononcées dans ce cadre suivent donc les responsables dans la durée et créent des antécédents dont il sera tenu compte en cas de nouvelle infraction quelle que soit la société au nom de laquelle ils agissent. Dans ce contexte pénal, il existe une certaine gradation des sanctions et ces dernières ne déploient au final un effet concret et tangible qu'après de multiples récidives, soit quand un risque de peine de prison ferme existe. Avant d'en arriver à ces sanctions, les comportements de certains employeurs, qui, encore une fois, ne constituent pas la majorité des acteurs de la branche, ne changent que rarement.

Cela étant, l'effet dissuasif des contrôles découle également de la capacité des autorités spéciales d'instruire et de sanctionner rapidement les entreprises fautives plutôt que du total de contrôles réalisés. Le Conseil d'Etat relève qu'une bonne collaboration interinstitutionnelle existe déjà dans le

canton. Des améliorations, notamment dans la durée de traitement des dossiers, peuvent néanmoins être apportées dans les domaines faisant l'objet d'un traitement par les commissions paritaires. Au demeurant, le Conseil d'Etat salue l'engagement du ministère public qui assure un suivi systématique des cas qui lui sont soumis.

Question f - Pour notre canton, en plein essor où nombre de chantiers/constructions/restaurants voient le jour, quelle stratégie le CE a-t-elle pour lutter efficacement contre le dumping salarial pratiqué par des entreprises actives sur notre territoire, sachant que les mesures en place semblent facilement contournables ou peu dissuasives ?

Les autorités cantonales, si elles participent à la mise en œuvre effective des contrôles, ne sont en définitive pas compétentes pour sanctionner les constats de sous-enchère salariale dans les branches régies par les partenaires sociaux. Ces derniers disposent de conventions collectives de travail étendues ayant force de loi et ont pour tâche de les faire appliquer.

La faculté de sanctionner les entreprises en cas de non-respect des dispositions conventionnelles incombe dès lors aux organes paritaires chargés de l'application des dites conventions. Néanmoins, le Conseil d'Etat a de longue date décidé d'épauler les partenaires sociaux dans leur lutte contre la sous-enchère salariale. C'est ainsi qu'il a initié la mise sur pied de structures de contrôles et participé à leur financement tant dans les métiers de bouche que dans la construction au sens large. Il ne peut en revanche se substituer aux commissions paritaires qui sont appelées à prononcer des sanctions lorsque les constats sont établis.

En 2015, les CPP cantonales vaudoises du domaine de la construction ont notamment sanctionné 107 infractions à l'horaire de travail. Elles ont également exigé des rattrapages de salaires se montant à CHF 995'874.-, toutes branches confondues, et prononcé des amendes à hauteur de CHF 325'266.-.

En outre, les partenaires sociaux du secteur de la construction ont décidé dès 2009 d'instaurer la CPP vaudoise pour le contrôle des travailleurs détachés. En 2015, elle a exigé des employeurs étrangers détachant du personnel dans le canton des rattrapages de salaires pour un montant total de CHF 745'905.- et prononcé des amendes pour un montant de CHF 527'300.-. Elle a également dénoncé 70 entreprises pour refus de collaborer ou d'effectuer des rattrapages au SDE, autorité compétente en matière de sanctions en application de la loi sur les travailleurs détachés (LDét). En 2015, ce dernier a prononcé 48 interdictions et 10 décisions d'amendes LDét, exclusivement dans le domaine de la construction suite aux dénonciations de la CPP des travailleurs détachés.

Les CPP ont le moyen d'agir rapidement afin d'exiger le respect des conditions minimales de salaire. Un court délai de traitement entre le moment du contrôle et l'éventuelle sanction constitue un facteur central dans l'exécution des mesures d'accompagnement. Une fois les contrôles effectués par les inspecteurs, il revient donc aux partenaires sociaux d'assurer un suivi sans retard de l'instruction des dossiers avec constats d'infractions aux salaires minimaux. En effet, lorsque l'instruction du dossier dépasse une certaine durée, la crédibilité des organes de contrôle envers les entreprises, fautives ou non, en est affectée.

Dans les branches dépourvues de conventions collectives de travail étendues, une commission tripartite est en charge de l'analyse des conditions de salaire relevées lors des contrôles. Elle intervient systématiquement auprès des employeurs pratiquant des salaires inférieurs aux usages. En outre, lorsqu'une situation de sous-enchère abusive et répétée est constatée dans une banche, elle peut demander au Conseil d'Etat d'édicter des normes salariales obligatoires. Malgré le nombre important de contrôles, aucune demande de ce type n'a, à ce jour, été transmise au Conseil d'Etat. Cela démontre, comme le relève la commission tripartite cantonale chaque année dans ses rapports d'activité, qu'il n'existe pas de dumping généralisé sur le marché du travail vaudois même si des cas graves mais rares existent et sont fréquemment médiatisés.

S'agissant du secteur de la construction, il convient enfin de relever l'introduction du système de cartes professionnelles développé par la Fédération vaudoise des entrepreneurs sur plusieurs chantiers publics vaudois, dont celui de la nouvelle route cantonale RC 177 – Aclens – Vufflens-la-Ville – Penthaz. Le système se compose d'une carte d'identification personnelle (badge) et d'une application Cerbère pour smartphone permettant de scanner le QR code se trouvant sur la carte du travailleur et d'obtenir tout de suite une indication (vert ou rouge) pour savoir si l'employé est en règle. L'outil permet de vérifier que les ouvriers sont annoncés aux institutions sociales (AVS, LPP) et autorisés à travailler en Suisse selon la législation sur les étrangers (LEtr) et/ou celle concernant les travailleurs détachés (LDét). Il est à disposition des contrôleurs chantier assermentés mais également des entreprises qui peuvent ainsi contrôler leurs soustraitants. Le système de la carte professionnelle vaudoise a été validé par le Préposé fédéral à la protection des données et plusieurs cantons romands sapprêtent à introduire ce système. La charte éthique vaudoise des marchés publics conclue le 23 août 2016 entre le Département des infrastructures et des ressources humaines, les associations de communes vaudoises (UCV, AdCV), la Fédération vaudoise des entrepreneurs (FVE), le syndicat Unia (Vaud), la Société Suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA Section Vaud), l'Union Patronale des Ingénieurs et des Architectes Vaudois (UPIAV), l'Intergroupe des Associations d'Architectes Vaud (InterAssAr) et Développement Suisse SIA-VD, encourage également l'utilisation de la carte professionnelle dans les marchés publics du domaine de la construction afin de lutter contre le travail au noir et le dumping salarial. Pour de plus amples informations au sujet de la carte professionnelle, il convient de se référer au site internet des commissions professionnelles paritaires vaudoises (http://cppvd.ch/carteprofessionnelle).

Question g - Une des mesures de lutte contre les comportements illégaux est d'augmenter les émoluments : Quelles sont les modifications que compte mettre en place le Conseil d'Etat en la matière ?

Le Conseil d'Etat a décidé d'augmenter les émoluments de frais de contrôle, actuellement fixé à CHF 100.- de l'heure, au maximum autorisé, soit CHF 150.- de l'heure selon l'article 7 al. 2 de l'Ordonnance fédérale sur le travail au noir (OTN). Cette modification entrera en vigueur dès le 1er janvier 2017. Enfin, le Conseil d'Etat relève que la loi sur les travailleurs détachés a été modifiée dans le sens d'une augmentation du plafond des sanctions qui passera de CHF 5'000.- à CHF 30'000.- au printemps 2017.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 22 novembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_565**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT

à l'interpellation Fabienne Despot - Combien ont coûté le BCI et ses subventions aux contribuables en 2015 ?

Rappel

Le 24 août dernier, le Conseil d'Etat a informé par communiqué de presse que le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) avait subventionné en 2015 pas moins de 108 projets qui ont profité à environ 40'000 étrangers dans notre canton. Le communiqué évitait soigneusement d'évoquer le total desdites subventions.

L'interpellante invite donc le Conseil d'Etat à préciser les éléments suivants :
- Quel est le montant total des subventions accordées par le BCI en 2015 pour les 108 projets annoncés ?
- Quels sont les coûts globaux de fonctionnement du BCI pour l'année 2015 ?
- Hormis les considérations généralistes et abstraites figurant dans le communiqué du 24 août 2016, quels sont les effets concrets et mesurables des mesures subventionnées ?

Réponse du Conseil d'Etat

1. Préambule

Les activités du BCI sont régies par la loi cantonale sur l'intégration des étrangers et la prévention du racisme du 23 janvier 2007 (LIEPR) et son règlement d'application (RLIEPR) ainsi que par la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) et l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE). Ce cadre définit notamment l'intégration comme un processus réciproque entre population suisse et migrante ainsi qu'une tâche commune entre la Confédération, les cantons et les communes. Enfin, il définit le public pouvant bénéficier d'offres d'intégration, soit les étrangers résidant de manière légale et durable en Suisse (permis B, C et F).

Dès sa création en 2009, le BCI a bénéficié et piloté plusieurs programmes et fonds fédéraux spécifiques destinés à des mesures d'intégration, notamment dans le domaine de la langue et du conseil.

Dès 2014, le cadre de collaboration avec la Confédération a changé et s'est étendu. En effet, les vingt-six cantons mettent en œuvre des mesures généralisées d'intégration poursuivant des objectifs cantonaux similaires, définis dans des programmes d'intégration d'une durée de quatre ans. La Confédération et les cantons entendent ainsi améliorer l'intégration de manière ciblée dans tous les domaines par des mesures spécifiques, en complémentarité avec les structures ordinaires (organismes, notamment publics, qui offrent des prestations à l'ensemble de la population). Les relations entre la Confédération et le BCI sont ainsi réglées par une convention de programme. La subvention garantie par la Confédération dans ce cadre pour le canton de Vaud est de minimum CHF 7'614'179.00, dont au moins CHF 3'135'289.00 pour des personnes issues de l'asile (permis F et B réfugiés). Cette part de la subvention financera des mesures d'intégration conduites par l'EVAM et le CSIR.

Le dispositif vaudois pour l'intégration des personnes étrangères et la prévention du racisme s'appuie sur de nombreux projets portés par de multiples partenaires – associations, communes, commissions suisses-immigrés – qui offrent à la population migrante des mesures aussi diverses que variées. La pluralité de ce dispositif permet de toucher un large spectre de la population migrante.

2. Réponses aux questions

1. Quel est le montant total des subventions accordées par le BCI en 2015 pour les 108 projets annoncés ?
En 2015, le BCI a co-financé près de sept cents prestations d'intégration et de prévention du racisme touchant près de 40'000 personnes, suisses et migrantes. Ces prestations sont développées au sein des cent-huit projets mentionnés dans le communiqué de presse ainsi que dans le cadre de quatorze conventions de subventionnement.
En voici le détail :

425 cours de français pour 37'000 heures enseignées	6000 places
88 activités de formation et d'insertion	3000 places
55 activités d'information et de sensibilisation	9500 personnes
38 activités de conversation, de rencontres, de socialisation	600 personnes
36 ateliers d'intégration	4500 personnes
21 évènements interculturels et/ou sportifs	7400 personnes
17 débats / tables rondes	6500 personnes
2 projets de mentorat	2300 personnes

Pour ce faire, le BCI a collaboré avec plus de 150 partenaires dont 30 communes vaudoises. Pour la plupart des prestations, il existe un co-financement de la part des communes vaudoises ainsi qu'une large contribution bénévole à saluer.

Les subventions accordées par le BCI pour les projets et conventions ci-dessous s'élèvent à : CHF 3'535'787.50. La part du financement fédéral est de CHF 2'384'219.80.

2. Quels sont les coûts globaux de fonctionnement du BCI pour l'année 2015 ?

Les comptes du BCI pour l'année 2015 montrent des charges globales de CHF 11'831'248.15 et des produits de CHF 10'121'703.85.
Le montant à charge de l'Etat, qui couvre le fonctionnement général du BCI ainsi que l'entier des prestations d'intégration financées en 2015 pour les 40'000 personnes concernées se monte au final à CHF 1'709'544.30

En voici le détail :

Charges	
Frais de personnel	CHF 1'065'422.80
Frais de fonctionnement annexes	CHF 125'353.80
Subventions pour les projets et prestations conventionnées	CHF 3'535'787.50
Subventions pour les cinq projets d'intégration communaux (Lausanne, Renens, Nyon, Vevey, Yverdon-les-Bains	CHF 1'093'410.00
Subventions pour d'autres types d'actions (brochure d'accueil, interprétariat, etc)	CHF 384'575.00
Subventions pour les prestations d'intégration des personnes issues de l'asile (F et B) à la charge de l'EVAM et du CSIR ; celles-ci se retrouvent dans les budgets de l'EVAM et du CSIR	CHF 5'365'854.85
Subventions pour les prestations d'intégration des personnes issues de l'asile (F et B) pour des projets annexes	CHF 260'844.17
Produits	
Subventions du SEM pour le PIC	CHF 4'478'890.00
Subventions du SEM pour les personnes issues de l'asile	CHF 5'636'349.85
Autre	CHF 6'464.00

3. Hormis les considérations généralistes et abstraites figurant dans le communiqué du 24 août 2016, quels sont les effets concrets et mesurables des mesures subventionnées ?

Le premier des effets concrets de la politique d'intégration vaudoise reste la paix sociale dans un canton qui compte une des proportions les plus élevées de migrants dans sa population, soit près de 33%.
Par ailleurs, la politique mise en place prend en compte toutes les actions menées depuis près de quarante ans sur le terrain tout en les complétant par d'autres. Le but est, entre autres, de rationaliser les efforts canton-commune en donnant à cinq grandes communes, dont Lausanne, un rôle et des moyens qui permettent à la fois de déployer des mesures pertinentes sur tout le territoire et d'assurer une bonne collaboration canton-communes. La politique poursuivie permet ainsi de lutter contre le communautarisme, élément essentiel en matière d'intégration.
Vis-à-vis du migrant, le panel des mesures a pour objectif de conduire à l'autonomie dans la vie quotidienne et à une insertion, notamment professionnelle, la plus rapide possible, tout le long du parcours du migrant. Dès son arrivée : le BCI

assure, par le biais de sa politique de primo information, une information complète et accessible ; la brochure " Bienvenue dans le canton de Vaud ", traduite en 12 langues, a été diffusée à près de 17'000 exemplaires en 2015. Elle donne les informations essentielles pour une première installation dans le canton mais aussi à tout moment : école, assurance, logement, emploi, et mesures d'intégration, comme les cours de langues.
Pour accéder, en particulier au marché de l'emploi, la maîtrise de la langue demeure une étape essentielle. Concernant son public cible, le BCI continue à étendre la couverture géographique, dans tous les districts : 542 cours de langues, pour 37'000 heures enseignées, qui, malgré le nombre de places conséquent, ne suffit pas à résorber les listes d'attente. L'offre est complétée par les cours assurés par l'EVAM pour les personnes titulaires d'une admission provisoire et qui obtiennent de très bons résultats : 86% de réussite, 100% pour les cours acquisition des compétences de base (AQB), 93% pour le B1. 82% pour le semi-intensif.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_522**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts – Les JOJ de 2020 : cheval de Troie pour les JO de 2026 ?

Rappel de l'interpellation

Le 26 mai dernier, une conférence de presse annonçait le lancement d'une candidature unique de Suisse occidentale pour les jeux olympiques d'hiver en 2026 sous le nom de " the Swiss made winter games ", candidature incluant le canton de Vaud et la Ville de Lausanne. Outre le nom anglophone de cette candidature, cette annonce, le calendrier et les propos tenus par divers acteurs du dossier interpellent.

En effet, lors de toute la campagne pour l'obtention des jeux olympiques de la jeunesse 2020 (JOJ Lausanne 2020), le Conseil d'Etat et les divers acteurs soutenant cette candidature ont répété à l'envi que les JOJ ne sauraient être une antichambre pour de futurs " grands jeux ", soit les Jeux Olympiques. Ils ont dit et redit que les JOJ étaient, contrairement aux " grands jeux ", des jeux à taille humaine, à visage humain, à budget raisonnable, etc.

*De fait, nous avons été très surpris d'apprendre que notre canton semble embarqué dans cette aventure : les propos tenus lors de la conférence de presse par M. Nicolas Imhof, Chef du service cantonal de l'éducation physique et des sports, interpellent sur le rôle que joue, ou a déjà joué, notre canton pour une éventuelle candidature aux JO de 2026. Extraits : " Je vous apporte moi aussi les salutations du Conseil d'Etat vaudois qui comme vous l'avez entendu soutient ce projet, puisqu'il a rédigé une lettre en ce sens. " " Nous avons participé à des groupes de travail. " " Nous ne faisons pas que soutenir ce projet, nous l'accompagnons. " " Un des objectifs avec les JOJ était de reprendre confiance dans une candidature aux JO d'hiver, car un certain blues s'était installé après l'échec de la candidature des Grisons**[1]**. "*

Loin de nous l'idée de critiquer à bon marché l'idéal olympique ou l'engagement des sportifs, futurs champions ou non. Nous les avons soutenus et nous continuerons de le faire. Mais à tout le moins, vu ce qui précède, nous estimons qu'une clarification de la position du Conseil d'Etat quant à une possible future candidature est nécessaire.

Questions au Conseil d'Etat

Nous lui posons donc les questions suivantes :

1. *Le Conseil d'État peut-il indiquer précisément quel soutien il a octroyé aux supporters de " the Swiss made winter games " ? Le Conseil d'Etat a-t-il notamment pris des engagements financiers ou octroyé un quelconque soutien financier pour cette candidature ?*
2. *Le Conseil d'Etat peut-il préciser la teneur de la lettre de soutien mentionnée par le Chef du service cantonal de l'éducation physique et des sports, ainsi que le mandat donné à ce dernier en regard de la conférence de presse susmentionnée ?*
3. *Alors que tout au long de la campagne pour l'obtention des JOJ 2020 il a été indiqué que cette démarche n'était pas un tremplin pour une quelconque future candidature aux JO, comment le Conseil d'Etat apprécie-t-il la teneur des propos tenus par le Chef du service cantonal de l'éducation physique et des sports, notamment le dernier extrait ?*
4. *Enfin et plus généralement, quelle est l'appréciation globale du Conseil d'Etat concernant une éventuelle candidature aux JO d'hiver de 2026 impliquant notre canton, notamment sous l'angle du financement et de la garantie des droits démocratiques en regard des délais très courts pour le dépôt de candidature ?*

Nous remercions d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Préambule

En préambule à sa réponse à la présente interpellation, le Conseil d'Etat précise que, s'il a exprimé son soutien à la démarche de candidature "2026. Les Jeux Swiss made" initiée par des acteurs privés, il a posé des conditions précises à ce soutien : d'abord un engagement financier de la Confédération par le biais d'une garantie du déficit, ensuite l'organisation de compétitions sur territoire vaudois et enfin l'assurance du respect des droits démocratiques. Le Conseil d'Etat a également pu opter pour ce soutien au vu des engagements pris par le CIO dans le cadre de son Agenda 2020, ce dernier invitant les candidats à présenter un projet correspondant à leurs besoins sportifs, économiques, sociaux et de planification environnementale à long terme. Ainsi, l'utilisation des infrastructures existantes sera privilégiée. Ce contexte et ces conditions posées, le Conseil d'Etat ne voit pas de raisons de refuser son soutien à un projet susceptible de présenter des opportunités remarquables pour la région et de susciter l'enthousiasme populaire. Tout engagement financier supplémentaire reste évidemment soumis aux compétences parlementaires et au respect des droits populaires.

Réponse à la question 1

Le Conseil d'État peut-il indiquer précisément quel soutien il a octroyé aux supporters de " the Swiss made winter games " ? Le Conseil d'Etat a-t-il notamment pris des engagements financiers ou octroyé un quelconque soutien financier pour cette candidature ?

Aucune aide financière n'a été octroyée à ce jour. Par contre, comme il l'a annoncé la fin du mois de novembre dernier, le Conseil d'Etat a décidé de soutenir le comité de candidature à hauteur de CHF 1 million, pour autant que le projet Sion 2026 soit retenu en avril 2017 par le Parlement du sport suisse.

Réponse à la question 2

Le Conseil d'Etat peut-il préciser la teneur de la lettre de soutien mentionnée par le Chef du service cantonal de l'éducation physique et des sports, ainsi que le mandat donné à ce dernier en regard de la conférence de presse susmentionnée ?

Le Conseil d'Etat a fait parvenir aux porteurs du projet une première lettre d'intérêt général pour leurs travaux, tout en les rendant attentifs aux questions financières, politiques (votations éventuelles) et de compatibilité avec l'Agenda 2020 du CIO (aspects écologiques notamment). Le Conseil d'Etat insistait aussi sur l'obligation de travailler à un projet unique réunissant la Suisse occidentale. C'est dans ce cadre que le chef du SEPS a été dépêché dans une séance de réflexion sur les valeurs que devrait véhiculer une telle candidature et qu'il lui a été demandé de représenter le Conseil d'Etat lors de la conférence de presse du 26 mai 2016.

Un deuxième courrier a été envoyé fin novembre précisant qu'un soutien d'un million de francs serait octroyé pour la candidature au niveau international aux conditions suivantes :

- la candidature doit être celle de la Suisse occidentale, avec un soutien affirmé de la ville principalement concernée (Sion) ;
- le projet doit s'inscrire dans une vision des Jeux durable et adaptée à une région de taille modeste ;
- en cas d'obtention des Jeux, la Confédération doit s'engager à mettre une garantie de déficit ; les contributions éventuelles des cantons et des communes se rapporteront pour l'essentiel aux seules dépenses d'investissement à l'exclusion des dépenses de fonctionnement.

Réponse à la question 3

Alors que tout au long de la campagne pour l'obtention des JOJ 2020 il a été indiqué que cette démarche n'était pas un tremplin pour une quelconque future candidature aux JO, comment le Conseil d'Etat apprécie-t-il la teneur des propos tenus par le Chef du service cantonal de l'éducation physique et des sports, notamment le dernier extrait ?

La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud étaient les porteurs de la candidature aux Jeux de la jeunesse. Ils en étaient à l'initiative et n'avaient absolument pas dans l'esprit de déposer par la suite une candidature aux Jeux d'hiver " classiques ". Par contre, il n'est pas exclu que certains membres du comité de candidature espéraient qu'une victoire aux Jeux de la jeunesse redonnerait l'ambition à Swiss Olympic d'étudier l'opportunité d'une candidature suisse - d'où qu'elle provienne – aux Jeux d'hiver " classiques ". C'est ce qui s'est produit, puisque Swiss Olympic a lancé un appel aux candidatures suisses pour les Jeux olympiques d'hiver 2026. Un projet de Suisse occidentale est né dans ce contexte, dont ni le Conseil d'Etat ni la ville de Lausanne ne sont à l'initiative. Le Conseil d'Etat constate qu'il ne peut pas interdire à des acteurs privés, qu'ils proviennent de Lausanne, du Valais ou d'ailleurs, de déposer une candidature aux Jeux d'hiver 2026.

Réponse à la question 4

Enfin et plus généralement, quelle est l'appréciation globale du Conseil d'Etat concernant une éventuelle candidature aux JO d'hiver de 2026 impliquant notre canton, notamment sous l'angle du financement et de la garantie des droits démocratiques en regard des délais très courts pour le dépôt de candidature ?

Dans sa lettre aux porteurs du projet, le Conseil d'Etat a indiqué que le calendrier ne doit être problématique dans aucun de ses aspects. Cela veut aussi dire que les droits démocratiques devront être pleinement respectés. Pour le reste de la réponse, le Conseil d'Etat renvoie aux réponses aux questions 1 à 3 ci-dessus.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_523**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Vassilis Venizelos – Jeux olympiques d'hiver 2026 : Faux départ ?

Rappel de l'interpellation

Des initiatives émanant des milieux économiques souhaitent que les cantons de Vaud et du Valais organisent les Jeux olympiques (JO) d'hiver en 2026. Depuis les années 90, les budgets de tels événements ont pris l'ascenseur pour atteindre 50 milliards de dollars à Sotchi (JO d'hiver au bord de la mer…). Même si les investissements consentis ne sont pas toujours aussi pharaoniques, les villes-hôtes sont très souvent placées devant des difficultés financières et techniques importantes pour développer les infrastructures nécessaires. De plus, les équipements développés à grands frais sont souvent abandonnés après les jeux. Les récents JO de Turin en sont un exemple tout comme ceux d'Albertville ou d'Athènes. L'intention souvent affichée par le Comité international olympique (CIO) de faire en sorte que les jeux donnent lieu à des investissements utiles dans la durée ne semble guère être la norme jusqu'ici. Ainsi, malgré les efforts déployés par les organisateurs, les impacts environnementaux de tels événements sont souvent considérables.

Le CIO semble désormais conditionner la recevabilité des candidatures à une approbation par toutes les instances décisionnelles concernées. Il convient de rappeler le vote négatif des citoyens des Grisons en 2013. Dans notre cas, une telle approbation devrait passer par une votation populaire. Il s'agirait donc d'intégrer cette phase décisionnelle à une éventuelle candidature.

Questions au Conseil d'Etat

Dès lors, je prie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. *Le Conseil d'Etat souhaite-t-il que des Jeux olympiques soient organisés sur le territoire cantonal ? Si oui, à quelles conditions ?*
2. *Quelle ville vaudoise pourrait être formellement candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2026 ?*
3. *Quelles en seraient les conséquences financières et environnementales ?*
4. *Quand peut-on s'attendre à l'organisation d'un vote populaire sur une telle candidature ?*
5. *Quel serait le périmètre de ce vote (ville organisatrice, communes-sites, canton) ?*

Nous remercions d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Préambule

En préambule à sa réponse à la présente interpellation, le Conseil d'Etat précise que, s'il a exprimé son soutien à la démarche de candidature "2026. Les Jeux Swiss made" initiée par des acteurs privés, il a posé des conditions précises à ce soutien : d'abord un engagement financier de la Confédération par le biais d'une garantie du déficit, ensuite l'organisation de compétitions sur territoire vaudois et enfin l'assurance du respect des droits démocratiques. Le Conseil d'Etat a également pu opter pour ce soutien au vu des engagements pris par le CIO dans le cadre de son Agenda 2020, ce dernier invitant les candidats à présenter un projet correspondant à leurs besoins sportifs, économiques, sociaux et de planification environnementale à long terme. Ainsi, l'utilisation des infrastructures existantes sera privilégiée. Ce contexte et ces conditions posées, le Conseil d'Etat ne voit pas de raisons de refuser son soutien à un projet susceptible de présenter des opportunités remarquables pour la région et de susciter l'enthousiasme populaire. Tout engagement financier supplémentaire reste évidemment soumis aux compétences parlementaires et au respect des droits populaires.

Réponse à la question 1

Le Conseil d'Etat souhaite-t-il que des Jeux olympiques soient organisés sur le territoire cantonal ? Si oui, à quelles

conditions ?

Le Conseil d'Etat a communiqué qu'il soutiendrait une candidature aux conditions suivantes :

- la candidature doit être celle de la Suisse occidentale, avec un soutien affirmé de la ville principalement concernée (Sion) ;
- le projet doit s'inscrire dans une vision des Jeux durable et adaptée à une région de taille modeste ;
- en cas d'obtention des Jeux, la Confédération doit émettre la garantie de déficit exigée par le CIO ; les contributions éventuelles des cantons et des communes se rapporteront, pour l'essentiel, aux seules dépenses d'investissement à l'exclusion des dépenses de fonctionnement.

Réponse à la question 2

Quelle ville vaudoise pourrait être formellement candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2026 ?

Les porteurs du projet ont indiqué que c'est la ville de Sion qui a été retenue pour être formellement candidate.

Réponse à la question 3

Quelles en seraient les conséquences financières et environnementales ?

Aucun projet concret n'ayant été présenté au Conseil d'Etat à l'heure actuelle, il est impossible de répondre à cette question. Concernant l'aspect financier, Swiss Olympic a avancé les chiffres approximatifs de 1,5 à 2 milliards de francs pour le budget opérationnel d'une telle manifestation (hors investissements).

La phase de candidature internationale qui courra entre la désignation par le Parlement du sport suisse en avril 2017 du dossier chargé de porter une candidature suisse éventuelle et le choix de la ville hôte des Jeux olympiques 2026 par le Comité international olympique en été 2019. Elle nécessitera un budget de 24 millions de francs. Le Canton de Vaud a indiqué y contribuer à hauteur de 1 million de francs. La ville de Sion apportera la même somme et le canton du Valais 4 millions. La Confédération et Swiss Olympic financeront ce budget à hauteur de 8 millions chacun. Le solde du financement (2 millions de francs) devra être assuré par les porteurs du projet, notamment par l'entremise de sponsors ou le soutien d'autres villes et cantons.

Réponse à la question 4

Quand peut-on s'attendre à l'organisation d'un vote populaire sur une telle candidature ?

Il revient aux porteurs du projet de répondre à cette question car ce sont eux qui maîtrisent leur calendrier. Dans sa lettre, le Conseil d'Etat a indiqué que le calendrier ne doit être problématique dans aucun de ses aspects. Cela veut aussi dire que les droits démocratiques devront être pleinement respectés.

Réponse à la question 5

Quel serait le périmètre de ce vote (ville organisatrice, communes-sites, canton) ?

Le calendrier et le projet précis des porteurs de projet n'étant pas encore connu, il est trop tôt pour pouvoir répondre à cette question.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_635**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Julien Sansonnens et consorts – Jeux olympiques 2026 : le Conseil d'Etat entend-il slalomer encore longtemps autour du peuple et ses élus ?

Rappel de l'interpellation

On apprenait récemment, par voie de presse — 24heuresdu 23 novembre — que " Les gouvernements vaudois et valaisan mettent la main à la poche pour soutenir la candidature suisse occidentale " en vue de l'obtention des Jeux olympiques d'hiver 2026. Le même article confirmait que le Conseil d'Etat vaudois apporte son soutien formel à une candidature valdo-valaisanne, portée notamment par la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) et par le promoteur immobilier Christian Constantin. Un budget total de 24 millions de francs est avancé, afin de faire la promotion à l'international de cette candidature. A ce stade, il est prévu que Sion soit désignée ville hôte, pardon " host city ", de ces hypothétiques Jeux olympiques d'hiver 2026.

Par cette interpellation, et dans le prolongement de la débâcle du spectacle " Champions ! " et de " Luna classics ", nous remercions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. *Quels montants ont déjà été engagés par le canton dans le cadre de ce projet de candidature ? Sur quels budgets ceux-ci ont-ils été prélevés ? La Commission des finances a-t-elle été consultée ?*
2. *Le Conseil d'Etat n'estime-t-il pas qu'eu égard à l'importance de l'objet, il est désormais nécessaire que le parlement soit saisi du dossier et puisse en débattre sans délai ?*
3. *Quelles sont, pour le canton de Vaud, les prochaines étapes du projet ?*
4. *Le Conseil d'Etat n'estime-t-il pas qu'une décision populaire de principe est indispensable avant tout futur engagement de moyens publics ? Le cas échéant, quand, et sous quelle forme, le Conseil d'Etat entend-il consulter la population ?*
5. *Quelle analyse le Conseil d'Etat fait-il du refus populaire d'organiser les Jeux olympiques de 2022, exprimé par le peuple grison en 2013 ?*
6. *L'article 3 de la Constitution vaudoise précise que " La langue officielle du canton est le français. ". Le Valais ne reconnaît semble-t-il pas non plus l'anglais comme langue officielle, ni aucun canton suisse. Pourquoi, dès lors, parle-t-on ridiculement de " Winter Games 2026 " ? Pourquoi, sur le site officiel de la candidature (www.objectif2026.ch), est-il fait mention partout d'une " candidature swiss made" ?*
7. *Sur le site de la candidature, on peut lire que les Jeux olympiques de 2026 permettraient notamment à la région de " moderniser ses infrastructures ". Le Conseil d'Etat peut-il se montrer plus précis sur ce point ?*

Préambule

En préambule à sa réponse à la présente interpellation, le Conseil d'Etat précise que, s'il a exprimé son soutien à la démarche de candidature "2026. Les Jeux Swiss made" initiée par des acteurs privés, il a posé des conditions précises à ce soutien : d'abord un engagement financier de la Confédération par le biais d'une garantie du déficit, ensuite l'organisation de compétitions sur territoire vaudois et enfin l'assurance du respect des droits démocratiques. Le Conseil d'Etat a également pu opter pour ce soutien au vu des engagements pris par le CIO dans le cadre de son Agenda 2020, ce dernier invitant les candidats à présenter un projet correspondant à leurs besoins sportifs, économiques, sociaux et de planification environnementale à long terme. Ainsi, l'utilisation des infrastructures existantes sera privilégiée. Ce contexte et ces conditions posées, le Conseil d'Etat ne voit pas de raisons de refuser son soutien à un projet susceptible de présenter des opportunités remarquables pour la région et de susciter l'enthousiasme populaire. Tout engagement financier supplémentaire reste évidemment soumis aux compétences parlementaires et au respect des droits populaires.

Réponse à la question 1

Quels montants ont déjà été engagés par le canton dans le cadre de ce projet de candidature ? Sur quels budgets ceux-ci ont-ils été prélevés ? La Commission des finances a-t-elle été consultée ?

Aucun montant n'a été engagé pour le moment. Le Conseil d'Etat, dans le cadre de ses compétences, a décidé de mettre CHF 1 million à disposition pour la phase de candidature internationale à la condition que le projet de Suisse occidentale soit retenu par le Parlement du sport suisse en avril 2017.

Réponse à la question 2

Le Conseil d'Etat n'estime-t-il pas qu'eu égard à l'importance de l'objet, il est désormais nécessaire que le parlement soit saisi du dossier et puisse en débattre sans délai ?

Le champ de compétences ordinaire s'applique et celui-ci a été scrupuleusement respecté. Le Grand Conseil sera saisi de cet objet dès qu'une décision relevant du parlement l'exigera.

Réponse à la question 3

Quelles sont, pour le canton de Vaud, les prochaines étapes du projet ?

Le Parlement du sport suisse décidera en avril 2017 si la Suisse doit déposer une candidature à l'organisation des Jeux olympiques 2026 et, cas échéant, quel projet portera cette candidature. Dans l'intervalle, soucieux de suivre l'évolution de ce dossier au plus près, le Conseil d'Etat a délégué M. Denis Pittet, délégué à la communication au Département de l'économie et du sport et ancien secrétaire général de la candidature JOJ Lausanne2020, comme observateur auprès du comité de candidature " 2026. Les Jeux Swiss Made " afin d'être tenu au courant de l'évolution du dossier.

Réponse à la question 4

Le Conseil d'Etat n'estime-t-il pas qu'une décision populaire de principe est indispensable avant tout futur engagement de moyens publics ? Le cas échéant, quand, et sous quelle forme, le Conseil d'Etat entend-il consulter la population ?

Le Conseil d'Etat rappelle que les champs de compétence respectifs ont été pleinement respectés. Les décisions prises à ce jour par le Conseil d'Etat ne nécessitent aucune décision populaire. Une éventuelle votation populaire interviendra si des décisions ultérieures le nécessitent, en vertu de la Constitution et des lois en vigueur dans notre canton.

Réponse à la question 5

Quelle analyse le Conseil d'Etat fait-il du refus populaire d'organiser les Jeux olympiques de 2022, exprimé par le peuple grison en 2013 ?

Le Conseil d'Etat en a pris acte. Il n'entend pas s'exprimer sur les décisions prises par d'autres collectivités.

Réponse à la question 6

L'article 3 de la Constitution vaudoise précise que " La langue officielle du canton est le français. ". Le Valais ne reconnaît semble-t-il pas non plus l'anglais comme langue officielle, ni aucun canton suisse. Pourquoi, dès lors, parle-t-on ridiculement de " Winter Games 2026 " ? Pourquoi, sur le site officiel de la candidature (www.objectif2026.ch), est-il fait mention partout d'une " candidature *swiss made*" ?

Le Conseil d'Etat relève que, dans la perspective d'une candidature, il convient de se faire comprendre du plus grand nombre, notamment auprès des membres du CIO qui choisissent le dossier retenu. Il souligne aussi que de nombreux produits suisses portent le label " Swiss Made ". Cela ne semble poser aucun problème. C'est même souvent reconnu comme étant une assurance de qualité. En mettant en avant cette expression, les porteurs du projet de candidature ont souhaité s'appuyer sur la réputation internationale reconnue du label " Swiss Made ".

Réponse à la question 7

Sur le site de la candidature, on peut lire que les Jeux olympiques de 2026 permettraient notamment à la région de " moderniser ses infrastructures ". Le Conseil d'Etat peut-il se montrer plus précis sur ce point ?

Le projet " 2026. Les Jeux Swiss Made " couvre la Suisse occidentale. Il existe à ce jour une liste d'options pour les différents sites concernés par les éventuels futurs Jeux, site qui seront retenus ou écartés ultérieurement. Il n'est donc pas possible de répondre dès aujourd'hui à cette question. Le Conseil d'Etat relève toutefois que le canton de Vaud possèdera bientôt un certain nombre de sites et infrastructures qui n'auront pas besoin d'être rénovés si la Suisse occidentale obtient l'organisation des Jeux olympiques 2026, à l'exemple de la patinoire de Malley. Il rappelle aussi qu'il a insisté auprès des porteurs du projet pour que cette candidature respecte l'Agenda 2020 du CIO, c'est-à-dire que le projet doit s'inscrire dans une vision durable et adaptée à une région de taille modeste.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud
Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne
Déposé le 31.05.16
Scanné le
16-PET-054

Grand Conseil
Commissions des pétitions
Secrétariat général du Grand Conseil
Place du Château 6
1014 Lausanne

Pétition

Pour le respect de la SAU, du régime foncier, des arbres isolés, des haies et des bosquets, par la délimitation des aires forestières établies par les inspecteurs forestiers de notre canton.

Quand il y a sur une parcelle agricole, une haie ou un bosquet non inscrit au régime forestier, mais soumis à la LPNMS, cette surface fait partie de la SAU est peut être inscrit dans le dossier PER de l'agriculteur concerné.

La gestion de cette haie ou de ce bosquet sont soumis à la compétence première de la commune à travers son plan de classement des arbres isolés, haies et bosquets et si une intervention doit avoir lieu sur un de ces éléments, la commune est compétente pour délivrer une autorisation d'écimage, d'abattage ou de toutes autres interventions. Elle s'en référera à la DGE bio dive dans le cas d'un biotope avéré.

Dans notre canton, les inspecteurs forestiers, quand ils sont invités à redéfinir les limites forestières, soit sur demande du canton, d'une commune ou dans le cadre de procédures dans un syndicat d'améliorations foncières, transforment des éléments inscrits dans un plan de classement en éléments entrant dans l'aire forestière, sans en parler au propriétaire foncier ou à la commune territoriale.

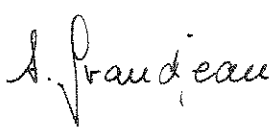
Ce mode de faire est regrettable et non conforme au respect du droit foncier et la moindre des choses serait d'en discuter avec le propriétaire pour savoir s'il met à niveau sa haie ou son bosquet pour qu'il reste dans la SAU ou alors qu'il soit d'accord que cette haie ou ce bosquet s'inscrive dans l'aire forestière.

La forêt gagne déjà suffisamment de surface sur la SAU par le mauvais entretien des bordures de forêt avec périodiquement, la redéfinition de ses limites, sans encore s'approprier des surfaces supplémentaires au détriment de la SAU, est qui sont de surplus déjà soumise à protection selon la LPNMS.

Nous demandons qu'en aucun cas, la définition d'une limite forestière ne s'effectue par voie aérienne ou soie définie par l'envergure des branches des arbres en lisière, mais plutôt dans le respect de l'article 1 du règlement d'application de la loi forestière du 8 mai 2012 et que le principe des lisières étagées soit appliqué.

Nous demandons dors et avant, qu'un inspecteur forestier estimant devoir passer dans l'air forestière une surface de haie ou bosquet soumise à la LPNMS, aie l'obligation de consulter le propriétaire et la commune territoriale, avant toute inscription et changement de nature.

Christian Grandjean
Rue des Tilleuls 8
1326 Juriens
079 206 79 68



Jaques-Yves Deriaz
Rue du Chemin Neuf 9
1446 Baulmes
079 670 30 47



canton de vaud

DECEMBRE 2016

RC-PET
(16_PET_054)
(maj.)

RAPPORT DE MAJORITE DE LA COMMISSION THEMATIQUE DES PETITIONS chargée d'examiner l'objet suivant :

Pétition pour le respect de la SAU, du régime foncier, des arbres isolés, des haies et des bosquets, par la délimitation des aires forestières établies par les inspecteurs forestiers de notre canton

1. PREAMBULE

La commission était composée de Mme Aline Dupontet, Muriel Thalmann (qui remplace Filip Uffer), et de MM. Jean-Marc Nicolet (qui remplace Olivier Epars), Pierre Guignard, Jean-Luc Chollet (qui remplace Pierre-André Pernoud), Philippe Germain, Hans-Rudolph Kappeler, Jérôme Christen, Daniel Trolliet, Daniel Ruch. Elle a siégé en date du 8 septembre 2016 sous la présidence de Mme Véronique Hurni. MM Filip Uffer, Pierre-André Pernoud et Olivier Epars étaient excusés.

M. Cédric Aeschlimann, Secrétaire de commission parlementaire, est remercié pour les notes de séance.

2. PERSONNES ENTENDUES

Pétitionnaires : Christian Granjean, agriculteur et président du comité de direction du syndicat d'amélioration foncière de Juriens, Jacques-Yves Deriaz, municipal à Baulmes, président de la commission de pacification du syndicat d'amélioration foncière de Juriens.

Représentants de l'Etat : DTE/DGE (Direction générale de l'environnement) appui DECS/SAVI (Service de l'agriculture et de la viticulture), M. Jean-François Métraux, inspecteur cantonal des forêts, M. Jean-Pascal Collet, responsable du secteur paiements directs et données agri-viticoles au SAVI, DTE/DGE-FORET, M. Jean Rosset, conservateur des forêts.

3. DESCRIPTION DE LA PETITION

Par leur pétition, les pétitionnaires demandent le respect de la surface agricole utile (SAU), du régime foncier, des arbres isolés, des haies et des bosquets, par la délimitation des aires forestières établies par les inspecteurs forestiers du canton de Vaud.

Ils demandent qu'en aucun cas, la définition d'une limite forestière ne s'effectue par voie aérienne ou soit définie par l'envergure des branches des arbres en lisière, mais plutôt dans le respect du Règlement d'application de la loi forestière (RLVLFo) (art.1), et que le principe des lisières étagées soit appliqué.

Ils demandent également que lorsqu'un inspecteur forestier estime devoir faire passer dans l'aire forestière une surface de haie ou bosquet soumise à la Loi sur la protection de la nature, des monuments et sites (LPNMS), qu'il ait l'obligation de consulter le propriétaire et la commune territoriale avant toute inscription et changement de nature.

4. AUDITION DES PETITIONNAIRES

Les pétitionnaires ont sélectionné 3 éléments flagrants à l'attention de la commission, dans le sens que ce sont des surfaces inférieures à 800 m² et moins larges que 12 m, soumis à la LPNMS, qui peuvent s'inscrire dans un dossier de paiement directs pour les agriculteurs. Ces éléments de biodiversité sont de la compétence des communes. Si quelqu'un veut couper des arbres dans cette haie, il doit en informer le garde forestier, et ensuite la municipalité, qui donne son préavis. Les pétitionnaires

estiment qu'un objet qui change de régime légal par la venue de l'inspecteur forestier devrait être inscrit au RF et devrait avoir l'aval du propriétaire, à défaut de l'exploitant. Le propriétaire doit ensuite déterminer s'il faut entreprendre une action pour ramener cette haie à sa juste dimension pour qu'elle reste dans les critères des SAU soumises à la LPNMS.

A Juriens, le canton a donné un mandat de mensuration au géomètre du syndicat d'amélioration foncière existant pour la mensuration numérique de l'ensemble du syndicat. Lorsque l'inspecteur contrôle les natures forestières d'après ses critères, il détermine ce qui est en forêt pour lui, et ensuite le géomètre intègre ces éléments qui font changer la surface de régime légal dans son dossier d'enquête. Une opposition est possible, opportunité qu'a saisie l'un des pétitionnaires.

Lors de la présentation du plan et des nouvelles corrections de limite, un des pétitionnaires a constaté qu'un trait vert marquait la haie sur sa parcelle, cadastrée en forêt alors qu'il l'ignorait. Il lui a été dit qu'il fallait s'exprimer à ce sujet pendant la mise à l'enquête, ce qui lui a échappé à ce moment, occupé par les échanges de propriété et des corrections de limites d'autres parcelles. Fâché, il a abattu quelques arbres sur la parcelle sans permission, seule solution pour se faire entendre de la DGE, selon lui. Lors de l'abattage de ses arbres, il a écrit au préfet et a demandé à être entendu. 9 personnes se sont déplacées sur le site pour constater cet abattage sauvage. Ce faisant, l'ingénieur de conservation de la DGE a reconnu que l'inspecteur aurait dû l'informer entre 2008 et 2016. Il lui a offert la possibilité de remettre à l'enquête ce classement pour qu'il puisse s'exprimer. Il a de ce fait mandaté un avocat pour faire opposition à ce classement.

Les pétitionnaires demandent que les propriétaires soient informés dans tous les cas et que l'obligation d'inscrire la modification au RF soit inscrite dans la loi. Ils déplorent le fait que l'on change des objets de régime légal alors que la collectivité et le propriétaire ne sont pas informés.

Ils souhaitent que l'on change les procédés et demandent à être informés, notamment lors de la mise à l'enquête. En effet, l'un d'eux affirme n'avoir jamais vu l'inspecteur forestier sur sa parcelle entre 2008 et 2016 et n'avoir pas été informé du changement de nature. Lors de la mise à l'enquête de la mensuration numérique, chaque propriétaire concerné dans le syndicat a reçu un avis d'enquête. Mais la façon dont c'est présenté sur les plans fait qu'il a très bien pu ne pas le voir. Il ressort des discussions que les problèmes principaux sont la synchronisation et la communication.

5. AUDITION DES REPRESENTANTS DE L'ETAT (DTE/DGE APPUI DECS/SAVI)

Les représentants de l'Etat expliquent que le projet SAU a été mené il y a quelques années sur la manière de délimiter la lisière de manière automatique par orthophoto, un des éléments de la pétition. Ils rappellent que le mandat émane de l'Office fédéral de l'agriculture. L'office s'est aperçu que dans certaines régions de Suisse, la délimitation des forêts n'était pas faite, et qu'avec des écarts de l'ordre de 25% dans ces régions, un problème d'équité se posait entre exploitants suisses. Le travail a été rapide pour actualiser les surfaces de la mensuration officielles. La tâche fut d'ampleur pour le canton, avec 157 communes, 74'000 ha traités, en zones forêts ou agricoles, 3'100 plans cadastraux. Ce projet a mis à contributions les services forestiers, de l'agriculture, l'office d'information sur le territoire (cadastre).

La définition de la forêt figure dans la Loi forestière cantonale (LFo) du 8 mai 2012 (art.4). La loi donne des indications sur les boisements soumis au régime forestier, et ne donne pas d'indication concernant les haies. Quant à la Loi forestière fédérale, une révision de grande ampleur a été achevée au printemps dernier par le parlement fédéral et entrera en force au 1er janvier 2017 - aucune des modifications apportées ne concerne la définition de la forêt. La définition de la limite de la forêt figure dans le RLVLFo (art.1). L'orthophoto ne permettant pas de voir le tronc, l'on considère le bord des branches, en retirant 4 m. Autrement dit, cela donne un arbre de 6 m de rayon pour 12 m de diamètre. Tout a été traité selon ce modèle, livré par la Confédération.

Concernant la commune de Juriens, cette commune n'a pas été traitée dans sa totalité. Mais sur la partie traitée, la forêt est passée de 329 ha dans l'ancien état à 328 ha, soit une légère diminution. Les résultats ont été communiqués aux exploitants concernés. Chaque exploitant dans sa région a été informé personnellement, dont l'un des pétitionnaires, en tant qu'exploitant, comme en atteste les documents du SAVI datés du 26 août 2008, communiqués aux membres de la commission. Il ne parle

pas des propriétaires. L'information est coordonnée entre le Service des forêts, l'OIT et le SAVI. Le SAVI a informé par courrier les exploitants qui avaient des parcelles annoncées dans les communes concernées 3 à 4 semaines avant la séance d'information. Ensuite, les exploitants avaient un délai d'un mois pour déposer une observation, en principe au greffe communal. Des séances d'informations ont eu lieu, leur donnant l'occasion de s'exprimer et de poser des questions et de déposer une observation. Formellement, ce n'est pas une mise à l'enquête, mais une réclamation qui est enregistrée et traitée. Sur les 400 observations déposées, aucune n'a débouché sur une procédure juridique, et une solution a toujours pu être trouvée avant.

Concernant le fait que les propriétaires des parcelles ne sont pas concernés par ces informations, un des éléments à mettre en avant est le nombre que cela peut représenter. C'est la raison pour laquelle les propriétaires ne sont pas informés. Le SAVI traite avec les exploitants, dans la défense de leurs intérêts. Il est remarqué que dans plus de 50% des cas, l'exploitant et le propriétaire sont les mêmes personnes. A la remarque que l'on ne peut pas faire passer une haie en forêt sans que le propriétaire ait un droit de recours, il a été rappelé que le propriétaire peut aussi être informé par le biais d'une enquête publique, publiée dans la feuille d'avis officielle (FAO).

Concernant les conséquences après SAU au niveau des règles du jeu en général, les intérêts d'un exploitant peuvent parfois diverger de celles d'un propriétaire. Lors de révisions d'affectations au niveau d'une commune, en général, le déclenchement fait l'objet d'une communication au village et au Conseil communal. Mais il n'est effectivement pas possible d'aller discuter avec tous les propriétaires. Le service forestier est convié par l'autorité qui conduit la procédure, et délimite avec le géomètre. Lors de contestations, le Service des forêts conduit la procédure avec le propriétaire, conformément au droit d'être entendu. Il l'a été sur cette parcelle puisque le propriétaire est en litige avec le Service des forêts. Une délimitation formelle de lisière a été effectuée, avec présence du propriétaire. Elle a résulté à une mise à l'enquête, contestée par le propriétaire, avec le dépôt d'une requête de son avocat.

Concernant la collaboration avec l'OIT, celui-ci dispose d'une autre approche que celle mentionnée par le Service des forêts. Lors de travaux de mise à jour cadastrale, son service n'est pas chargé d'aller contacter chaque propriétaire et exploitant, ce qui serait trop complexe. Lorsqu'il y a des lots de révision, ils sont annoncés. Et lorsque les résultats sont établis, il y a une mise à l'enquête, qui a pu échapper aux propriétaires.

6. AUDITION DU REPRESENTANT DE L'ETAT (DTE/DGE FORET)

Le responsable de la conservation des forêts sur l'ensemble du territoire cantonal explique que la forêt est délimitée de manière formelle dans les plans d'affection lorsque la forêt jouxte la zone à bâtir. Partout ailleurs, l'état de lieux fait foi. Au gré des projets, l'aire forestière est délimitée, puis fixée sur des plans. La loi fédérale mentionne explicitement que la mention au RF n'est pas déterminante pour l'aire forestière, l'état des lieux faisant foi, selon les critères qualitatifs et quantitatifs précisés dans la loi cantonale.

Deux type de protection existent pour les boisés, celles qui découlent de la LFo, et pour les haies, biotopes, etc, celles qui découlent de la LPNMS. Au niveau des cas de figure, pour les boisés LPNMS, les communes peuvent soit établir des plans de classement, avec un état de lieu de leur territoire communal (les objets sont numérotés sur un plan), soit établir un règlement, dont le texte précise que des arbres de tel diamètres sont protégés. Dans ce cas de figure, il n'y a pas de plan et le Service des forêts n'a pas été sur place. Dans tous les cas de figures où un plan existe, il n'est dès lors pas possible de modifier un état. Il faut de bonnes raison de le faire comme le fait que le boisé ait grandi en surface et tombe sous le coup de la LFo. La majorité des cas de figure sont des boisements protégés par un règlement, pour lesquels il n'y a pas eu de délimitation forestière. On ne sait donc que si c'est de la forêt au moment où l'on va sur place.

Dans le cas de la pétition, cela s'est révélé ainsi suite à un mandat de l'OIT dans le cadre d'une démarche de révision des données cadastrales. Sur la base de photos aériennes, pour une démarche à très large échelle, l'approche est cependant très prudente.

La procédure qui a eu lieu pour l'un des pétitionnaires concerne la mise à jour périodique par l'OIT des données cadastrales. La démarche a lieu de la même manière, avec un avis dans la FAO annonçant la révision des données cadastrales dans un périmètre donné. Sur des dizaines de km², avec des centaines, voire des milliers de propriétaires, il n'est pas possible d'inviter le propriétaire à chaque fois. Les propriétaires sont mis au courant de la démarche par des avis généraux et des mises à l'enquête générales, qui peuvent toutefois échapper à certains. Il rappelle que dans ce cas, le Service forestier n'entreprend pas la démarche, mais l'OIT. Pour la révision du plan d'affectation, c'est la commune. Pour les SAU, c'est le SAVI. Il y a ainsi toujours un acteur qui entreprend de réviser les choses et sollicite les Service forestier pour un avis technique. L'information et la mise à l'enquête sont rattachées à la procédure directrice de l'autorité qui en a la charge et il n'appartient pas au Service des forêts de le faire. Vu cette complexité, il peut y avoir des cas ou les propriétaires sont surpris.

Un des pétitionnaires a sollicité la division forêt de la DGE pour une délimitation formelle de la surface forestière. La démarche en cours a été mise à l'enquête, publiée dans la FAO, et une opposition est déposée. Il y a donc un moyen de se faire entendre et de faire valoir ses droits. Les communes sont également informées des démarches de l'OIT, car notamment dans des petits villages, les informations circulent parmi les élus communaux, qui sont souvent aussi propriétaires.

7. DELIBERATIONS

Arguments en faveur de la pétition

Un commissaire relève que la critique de la mesure par voie aérienne s'attaque à quelque chose qui prendra des mois ou des années au niveau fédéral. Il est clair que l'agriculture perd régulièrement des surfaces par la simple augmentation de l'ombre portée due à l'augmentation du volume des arbres. Les agriculteurs demandent depuis longtemps que l'aire forestière soit délimitée par la surface occupée par les arbres au sol et non pas par les branches. Ces personnes contestent la manière de délimiter les troncs, qui est une compétence fédérale. Ils ont peut-être fait preuve d'une surdité sélective, mais sur le plan global, le combat est celui du pot de terre (SAU) contre le pot de fer (forêt) et il soutient cette pétition en tant qu'exploitant agricole. Il est d'avis qu'il faut protéger la surface agricole même s'il relève les faiblesses de cette pétition.

Un autre commissaire est entrepreneur forestier et syndic d'une commune qui compte 49% de surface de forêts. Il est lui-aussi confronté à de tels problèmes. Une haie qui dépasse un certain diamètre avec des arbres de plus de 30 ans est classée automatiquement en forêt par l'ingénieur forestier. Mais si l'on ne peut pas agir sur la loi fédérale, on peut agir sur le choix du personnel nommé par l'Etat. Aujourd'hui, ce sont pratiquement tous des biologistes.

Un commissaire est agriculteur et certaines de ses parcelles figurent en photo dans les documents remis. Ce sujet lui tient à cœur et il a été plusieurs fois approché par des collègues concernant ces problèmes. Ces inspecteurs forestiers sont engagés par l'Etat pour protéger la forêt, ce qui est leur vision. Ils devraient être sensibilisés différemment et améliorer la communication. Il ajoute que les agriculteurs doivent aussi mieux entretenir leurs haies. Il soutient la pétition, notamment en vue d'une meilleure information. Il remarque enfin que lorsqu'il s'agit des bordereaux d'impôts, ils arrivent toujours à la bonne personne. Concernant le droit d'être entendu, la loi va uniquement dans le sens des forestiers et cela pose problème, même si le cadre légal est de niveau fédéral.

Une commissaire soutient cette pétition car elle estime qu'il faut pouvoir informer le propriétaire avec un simple courrier, même si 20% ne sont pas joignables. Elle estime qu'il n'est pas possible d'avoir le nez en permanence dans la FAO. On doit aussi attendre d'un agriculteur qu'il entretienne ses haies pour qu'elles ne passent pas en forêt.

Arguments contre de la pétition

Un commissaire estime qu'il peut y avoir un certain abus de pouvoir des ingénieurs forestiers. Il peine cependant à soutenir cette pétition car le Service des forêts fait son travail. Le propriétaire peut s'opposer à la décision. Mais si tous les critères aboutissent à une forêt, l'on ne peut rien faire.

Un autre commissaire déclare ses intérêts comme ancien municipal des forêts et comme ancien syndic. Il a participé à trois de ces mesures. Concernant le plan de classement des arbres dans les années 1985

à 1990, un grand nombre de communes du canton l'ont fait. Dans sa commune, tous les citoyens du village ont été informés, une commission a été nommée, le plan a été discuté avec le Conseil. Il y a eu une mise à l'enquête, avec des séances d'information où les personnes ont été convoquées et ont pu faire leurs observations. Le Service des forêts était présent et il a été possible de discuter et de faire des propositions. Concernant les limites territoriales en SAU et forêt, cela a été revu dans les communes et une discussion a eu lieu avec le SAVI et le Service des forêts. Tous les propriétaires (une quinzaine n'ont pas pu être contactés) ont pu consulter les dossiers et les plans, voir leurs limites et en discuter. Les séances se sont terminées sans oppositions ni recours. Il pense que sur le fond, la pétition est justifiée quant au manque de communication du Service des forêts, mais qu'il y a surtout un manque de dialogue.

Pour une commissaire, la pétition demande que la définition de la limite de forêt ne s'effectue pas par voie aérienne ou définie par l'envergure des branches. La réponse du service a été assez claire concernant les cas simples, les zones de doutes nécessitant un déplacement sur place. De plus l'inspecteur forestier ne travaille que sur mandat de l'OIT pour refaire plan de cadastre ou pour les plans d'affectation. Le Service des forêts n'est pas non plus l'organe d'exécution auprès duquel on peut recourir.

Un commissaire, ancien syndic, explique que ses contacts avec le garde forestier étaient bons. Il pense que dans une petite commune, les autorités ont une responsabilité de prendre soin des lois, de prévoir des règlements. Il n'est pas toujours possible d'informer chacun, comme avec les plans de quartiers. Les habitants doivent aussi lire les comptes rendus du conseil. Il en va de la responsabilité de chacun qui est propriétaire de savoir ce qu'il a le droit de faire avec son bien.

Un commissaire relève qu'outre le problème de procédure, il y a également un problème économique. Il est propriétaire d'une parcelle agricole compliquée à travailler. Depuis qu'il a planté une haie, l'agriculteur qui s'en occupe a pu la faire passer en compensation écologique et tout se passe de manière équilibrée. Il entend les inquiétudes concernant l'avenir, car le déclassement en forêt signifie que les subventions écologiques disparaissent.

Recommandation de la commission

Sur la base des auditions et de la documentation reçue, la commission suggère, dans le cadre des procédures de mise à jour périodique par l'OIT des données cadastrales, de même que pour le projet SAU, d'étudier l'opportunité de ne pas limiter l'information des modifications de natures à l'exploitant, mais qu'elle soit aussi transmise au propriétaire foncier et à la commune territoriale.

8. VOTE

Classement de la pétition

Par 6 voix pour, 5 contre et 0 abstention, la commission recommande au Grand Conseil de classer cette pétition.

Avenches, le 2 décembre 2016.

Le rapporteur :
(Signé) Daniel Trolliet

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **RC-PET**
(16_PET_054)
(min.)

RAPPORT DE MINORITE DE LA COMMISSION THEMATIQUE DES PETITIONS
chargée d'examiner l'objet suivant :

Pétition pour le respect de la SAU, du régime foncier, des arbres isolés, des haies et des bosquets, par la délimitation des aires forestières établies par les inspecteurs forestiers de notre canton

1. PREAMBULE

Les éléments généraux concernant le contexte, l'audition des pétitionnaires ainsi que des représentants de l'administration sont disponibles dans le rapport de majorité.

La minorité de la commission est composée de Mme Véronique Hurni, de MM Pierre Guignard, Daniel Ruch, Hans-Rudolf Kappeler et Jean-Luc Chollet.

2. POSITION DES COMMISSAIRES DE MINORITÉ

Nous vivons dans une société basée sur la communication, en particulier pour tout ce qui a trait à l'aménagement et l'utilisation du territoire dans lequel nous vivons, travaillons et nous déplaçons.

Le respect proprement helvétique des droits populaires conduit à une abondance tout autant helvétique de lois, règlements et procédures diverses, sans oublier les droits de recours, et nous pensons qu'il en est bien ainsi.

Le vivre ensemble, nombreux et divers sur un territoire exigu, implique le respect d'un ensemble de lois et règlements.

Les pétitionnaires ne remettent nullement cause la légitimité de cette « toile d'araignée », mais se sentent désarmés face à une machine administrative qu'ils ressentent comme sourde à leurs questionnement. Ceci les conduit à un ressentiment que nous aurions tort d'ignorer.

Les commissaires soussignés ont été sensibles au désarroi des pétitionnaires et estiment qu'il n'est pas trop demandé au DTE/DGE - Forêt de les écouter, de leur répondre mais et surtout de contacter tous les propriétaires et exploitants avant de déclasser du terrain agricole.

A une époque de surinformation, prendre un temps au demeurant fort modeste, pour clarifier la situation et rassurer ses concitoyens ne nous parait pas superfétatoire et nous vous invitons à transmette cette pétition au Conseil d'Etat.

3. CONCLUSION

Pour toutes ces raisons, la minorité de la commission refuse le classement de la pétition et propose sa prise en considération au Grand Conseil.

Lausanne, le 7 novembre 2016.

Le rapporteur :
(Signé) Jean-Luc Chollet

canton de Vaud
Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne
Déposé le 21.06.16
Scanné le
16_PET_056

Sauvons les Grands Plats !

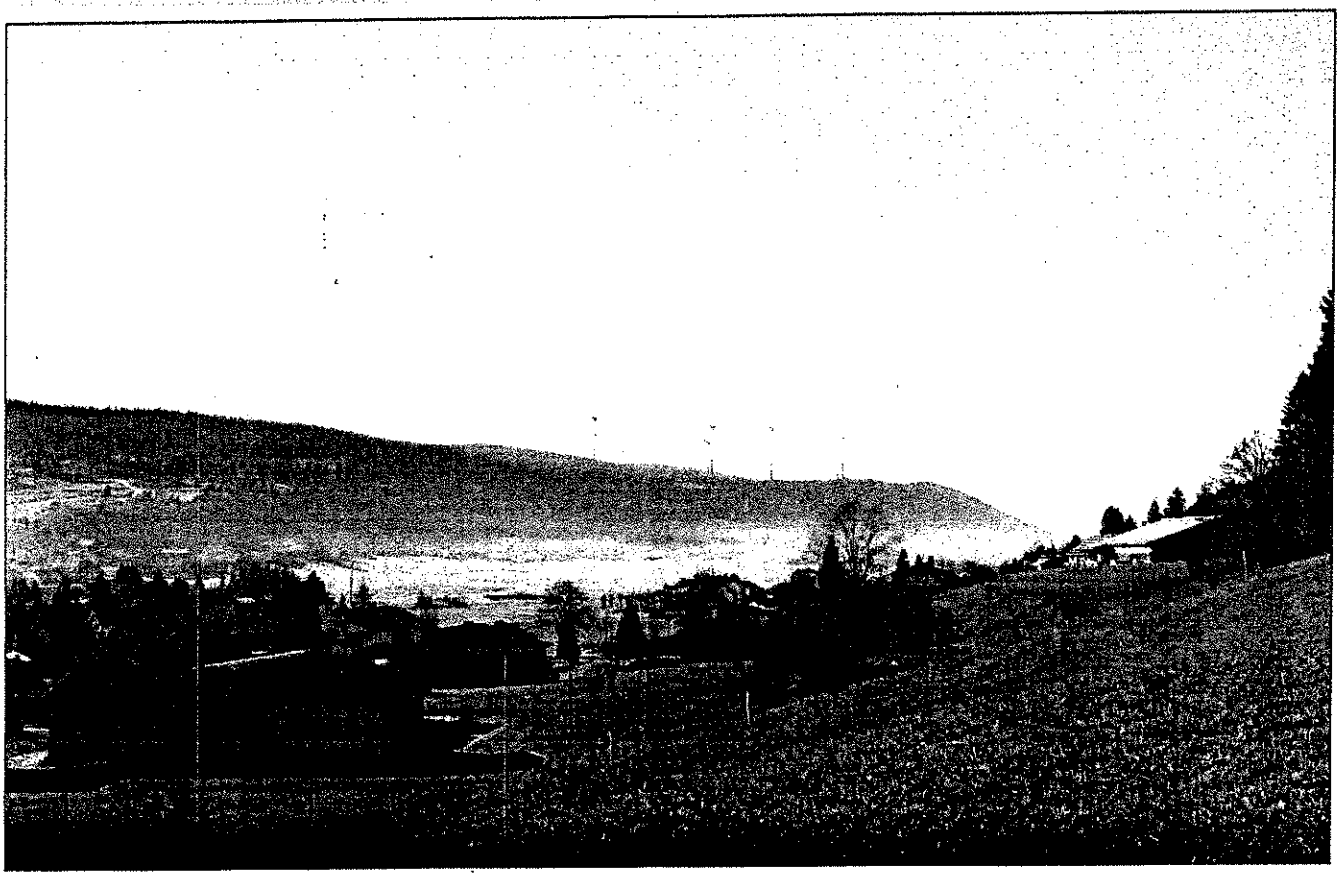


Photo prise depuis Le Sentier, entre Chez Le Maître et Piguet Dessous

Pétition: Nous demandons aux communes du Chenit, de l'Abbaye et du Lieu de renoncer au parc éolien des Grands Plats et d'évaluer toutes les alternatives à ce projet destructeur.

A retourner à : Sauvons les Grands Plats, Case postale 50, 1342 Le Pont

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

NOVEMBRE 2016 **RC-PET**
(16_PET_056)

RAPPORT DE LA COMMISSION THEMATIQUE DES PETITIONS
chargée d'examiner l'objet suivant :

Pétition Sauvons les Grands Plats !

1. PREAMBULE

La Commission thématique des pétitions était composée de Mme Aline Dupontet, Fabienne Despot (qui remplace Pierre Guignard), et de MM Olivier Epars, Philippe Germain, Pierre-André Pernoud. Filip Uffer, Hans-Rudolph Kappeler, Daniel Trolliet, Pierre Grandjean (qui remplace Daniel Ruch), Jérôme Christen. Elle a siégé en date du 22 septembre 2016 sous la présidence de Mme Véronique Hurni. MM Pierre Guignard et Daniel Ruch étaient excusés.

Mme Sylvie Chassot et M. Cédric Aeschlimann, Secrétaires de commission parlementaire, sont remerciés pour les notes de séance.

2. PERSONNES ENTENDUES

Pétitionnaires : Mme Claire Bucher, MM Thomas Bucher, Philippe Dufour, Pierre-Alain Dufour.

Eoljoux : M. Laurent Reymondin, directeur, M. Stives Morand, syndic de la commune du Chenit.

Représentants de l'Etat : DTE/DGE (Direction générale de l'environnement), M. Cornelis Neet, Directeur général de la DGE, Mme Catherine Strehler-Perrin, Cheffe de division à la Division biodiversité et paysage (DGE).

3. DESCRIPTION DE LA PETITION

La pétition munie de 1'700 signatures se positionne contre le projet du parc d'Eoljoux qui est une zone Inventaire Fédéral des Paysages (IFP) protégée, avec des zones ornithologiques importantes.

4. AUDITION DES PETITIONNAIRES

Les pétitionnaires étaient tous unanimes au départ pour l'éolien, tout comme les habitants de la Vallée de Joux. Après des informations reçues, une partie des habitants s'est aperçue que ce n'était pas une énergie pour leur région, considérant notamment la projection des éoliennes dans la stratégie 2050, où 1750 éoliennes ne vont produire que le 1,4 % de l'énergie totale. Le parc d'Eoljoux est dans une zone Inventaire Fédéral des Paysages (IFP) protégée, avec des zones ornithologiques importantes.

Selon les pétitionnaires le projet d'Eoljoux minimise les impacts négatifs sur la faune des Grands Plats. Plusieurs problèmes ne manqueraient pas de surgir comme le chantier gigantesque qui accompagnerait l'installation de ces éoliennes, la modification et l'agrandissement des accès permettant le passage d'énormes convois ainsi que l'affluence des personnes et des véhicules. L'étude d'impacts, mandatée par Eoljoux auprès de M. Lionel Maumary, ne se base pas sur des observations suffisamment amples sur le terrain avec sept matinées seulement d'observation hors des passages du printemps et d'automne. Les chauves-souris sont particulièrement vulnérables et périssent par éclatement interne en raison des changements de pressions importants dus à la rotation des pales : cela s'appelle le barotraumatisme.

Lorsque les chauves-souris viennent attraper les insectes attirés par les clignotements lumineux des installations, elles sont prises au piège. Les grands voiliers, soit les rapaces ou les cigognes, utilisateurs inconditionnels des thermiques, profitent aussi des ascendances créées par les hélices géantes et font également partie des victimes potentielles. Quant au Grand Tétras, il aime bien vivre dans la région des Grands Plats et la présence d'éoliennes péjorerait certainement cet état de fait.

En outre, il s'est avéré, sur la base de comparaisons des études de vent (des écarts de l'ordre de 40% sur les prévisions des calculs des vents), que les chiffres sont différents entre la région des Grands Plats et la Dôle où ces derniers sont meilleurs. Si l'étude financière a été réalisée sur des heures de fonctionnement de 2'500 – 2'600 heures (l'équivalent de Martigny), et non comme les parcs éoliens actuels du Jura tournant à 1'500 – 1'600 heures, les pétitionnaires pensent qu'il risque d'y avoir un problème financier, ce malgré la rétribution à prix coûtant (RPC). Pour les sociétés privées des autres parcs, le fait de perdre CHF 1 ou 2 millions par année n'est pas un problème. En revanche, pour les communes, cela pourrait l'être avec le risque d'augmentation des impôts, voire une augmentation du prix de l'énergie électrique. Ce sont les raisons du lancement de cette pétition au niveau communal et cantonal.

Au niveau mondial, il faut noter que le gouvernement australien a interdit en 2015 les nouveaux investissements dans les éoliennes, un rapport du sénat australien reconnaissant les souffrances de quantité de riverains. Aux Etats-Unis, ce sont 14'000 éoliennes qui ont été abandonnées, et non démantelées. Leur manque de rendement fait qu'elles ne fonctionnent qu'à 25% du temps. D'ailleurs, de nouveaux investissements se feront dans ce pays, mais sur l'énergie solaire. Le Canada impose, par exemple, une distance minimale de 2 kilomètres entre les éoliennes et les habitations. Aux Etats-Unis cette distance est de 3,2 kilomètres et au Royaume-Uni, suite aux nuisances et pour des raisons médicales, la distance minimale imposée entre les éoliennes de plus de 200 mètres de hauteur, est de 3 kilomètres. La Bavière impose, depuis 2014, une distance minimale entre les éoliennes et les habitations de 10 fois la hauteur de tels engins, soit plus de 2 kilomètres. Quant au projet d'Eoljoux, ce parc se situe à 800 mètres des premières maisons de Bois d'Amont et à peu près à 800 mètres des premières maisons du village du Brassus. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande une distance minimum aux habitations de 3 kilomètres des éoliennes de 3 mégawatts. La Suisse, quant à elle, n'a pas encore mis en œuvre de réglementation spécifique. La distance de 300 mètres aux habitations n'est qu'une recommandation. Les pétitionnaires relèvent qu'une grande partie de la Vallée de Joux a été mise sous protection. De ce fait, les éoliennes seraient posées en plein district franc fédéral du Noirmont et dans des zones protégées par l'IFP. Dans les directives cantonales pour l'installation des éoliennes de hauteur totale supérieure à 30 mètres, datant de juillet 2013, une carte suisse des conflits potentiels entre l'énergie éolienne et les oiseaux démontre clairement que les Grands Plats trouvent dans une zone d'exclusion pour y installer des éoliennes. Dans ce contexte, la Conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro a répondu le 5 octobre 2015 à une lettre de SOS Bois d'Amont, un groupement qui veut éviter que l'on érige les éoliennes à 800 mètres de leur village, car « l'implantation de ces machines doit néanmoins se faire en conformité avec les directives et prescriptions dans chaque domaine concerné, et nous veillons à ce que les procédures d'évaluation, d'autorisation soient conduites d'une manière extrêmement rigoureuse ». Si ces directives étaient rigoureusement suivies, il n'y aurait pas d'éoliennes à la Vallée de Joux. Toutefois, il semblerait qu'au niveau politique, des personnes veulent sortir les Grands Plats de l'IFP.

Les pétitionnaires ne sont pas des pro-nucléaires, ils sont en faveur d'un sauvetage des barrages. Quant à l'énergie photovoltaïque, il s'agit de la même chose que l'éolien avec toutefois moins d'impacts visuels. Actuellement, ce sont près de 40'000 projets photovoltaïques qui sont bloqués par la Confédération à cause du blocage des crédits. D'ailleurs la projection de la stratégie 2050 parle de 16% de photovoltaïque face à 1,4% d'éolien.

Enfin, concernant la partie financière, contrairement à beaucoup de parcs éoliens où les promoteurs des projets sont des sociétés, tels qu'Alpic ou Romande Energie, le projet d'Eoljoux appartient aux communes. Il a été annoncé au départ CHF 60 millions à charge du projet mais le prix individuel par machine est de CHF 15 millions, donc 7 éoliennes font déjà plus que CHF 60 millions.

5. AUDITION D'EOLJOUX

Les deux représentants expliquent qu'il s'agit d'un projet de 7 éoliennes situées sur le territoire de la commune du Chenit, initié par le Conseil d'administration de la Société électrique de la Vallée de Joux, composé uniquement de Municipaux des 3 communes de la Vallée de Joux. Dès le début de ce projet, la libéralisation du marché de l'électricité a été évoquée, le but de celle-ci étant d'avoir une production propre à la Vallée de Joux et de participer ainsi à la transition énergétique. C'est dans ce sens que ce projet éolien a été envisagé depuis 2005. Le PPA de ce projet a été approuvé au Conseil communal et a été mis à l'enquête à la fin de l'année 2014. Lors de la mise à l'enquête, il y a eu 6 oppositions de privés (2 de la commune du Chenit et 4 de la commune de l'Abbaye). Par la suite, les oppositions ont été levées, mais un recours commun de 5 associations de protection de la nature a été déposé, le seul qui fait suite à la levée des oppositions pour le PPA. Pour information, cette pétition a également été traitée au Conseil communal du Chenit où elle a été rejetée à une très large majorité.

Une production de 55 GW/h par année est évoquée, ce qui voudrait donc dire une puissance de 21 MW sur 2600 h par année.

Pour le projet d'Eoljoux, des éoliennes de 115 mètres de diamètre permettront de doubler la surface de captation du vent, et par conséquent de capter beaucoup plus d'énergie qu'avec une éolienne de 82 mètres de diamètre. Il y aura aussi une augmentation de 49 mètres de la hauteur du mât (149 mètres). Cette évolution technologique permettra d'avoir 2'600 heures et non pas 2'050 heures comme à Peuchapatte. La prévision des 55 MW/h a été calculée avec une éolienne de 101 mètres de diamètre. Le rendement pourrait donc être encore meilleur. Par rapport au business plan, avec la RPC, ce projet est parfaitement rentable et intéressant sur le plan financier. CHF 60 millions constituent l'enveloppe attribuée au début du projet en 2007. Il faut néanmoins tenir compte du prix des éoliennes qui a évolué sur le marché, car il y a plus de projets qu'à l'époque. Cette enveloppe sera conservée telle quelle, car elle est encore dans la cible, tout en comprenant la gestion du parc éolien de manière globale. Les raccordements au réseau électrique seront pris en charge par Swissgrid ; cela n'affectera pas le budget total du projet.

6. AUDITION DES REPRESENTANTS DE L'ETAT

Le directeur général explique que ce projet éolien doit être replacé dans le contexte de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, qui prévoit de réduire de moitié la consommation d'énergie en Suisse dans 35 ans, et que la moitié de la production restante soit d'origine renouvelable. La Confédération a entretemps défini ses cibles et traduit cela en chiffres. La stratégie éolienne de la Confédération, avec un rapport encore en consultation, mentionne une indication pour le canton de Vaud d'une production attendue de 1'100 à 1'500 GW/par année d'électricité éolienne produite dans près de 35 ans. Le Conseil d'Etat n'a pas attendu ce rapport et a déjà défini des objectifs dans le Plan directeur cantonal (PDCn) pour les 19 parcs planifiés, d'une production de 500 à 1'000 GW/h (en gros entre la moitié et les ¾ de l'objectif au niveau fédéral). Il est important de le rappeler puisque cette stratégie va probablement être approuvée par les Chambres fédérales. La position de l'Etat de Vaud s'inscrit dans un objectif de production renouvelable.

La pétition parle de rechercher d'autres solutions en matière d'énergie renouvelable. Il y en a toutefois peu. Pour l'électricité, il y a l'hydraulique, avec des suppléments possibles assez limités, le solaire et l'éolien. La Confédération a récemment produit un document qui montre bien la complémentarité entre celles-ci. Par exemple, les productions solaires sont importantes en été et faibles en hiver et puis pour l'éolien c'est l'inverse. En matière de géothermie ou de biomasse, il y a aussi des possibilités de production électrique, mais qui sont assez faibles. En résumé, il y a relativement peu d'alternatives si l'on veut produire autant d'électricité renouvelable que le prévoit la stratégie 2050, il est nécessaire de prévoir de l'éolien.

Le rôle du canton est essentiellement de planifier les sites sur lesquels il peut être réalisé de l'éolien. Une démarche, initiée entre 2010 et 2012, a intégré le projet Eoljoux des Grands Plats. Avant de faire cette démarche, l'Etat de Vaud était conscient que ce site se trouvait dans un paysage protégé (IFP).

Il est, d'ailleurs, important de rappeler que le Conseil d'Etat a, en août 2009, écrit à la Confédération pour demander la possibilité de définir, à titre exceptionnel, un parc éolien dans ce type de périmètre. La Confédération est entrée en matière pour cet examen. Dans le cadre particulier d'Eoljoux, il y a eu de nombreuses séances d'information, chaque année, depuis 2007. Le statut de ce projet de parc se situe dans la fiche F51 du PDCn, approuvé avec un statut bien spécifique, qui est d'y être intégré, mais sous réserve de la décision d'approbation du projet de défrichement et de l'administration fédérale sur la modification du périmètre IFP.

En termes de procédure, le projet a été mis à l'enquête et a fait l'objet d'une approbation préalable par la cheffe du DTE, car elle ne sera définitive que sous réserve de l'approbation du projet de défrichement et de la modification de l'IFP. Suite à cela, il restera encore le permis de construire à délivrer. Le projet n'est pas donc encore au bout de la procédure. Concernant cette procédure, la Convention d'Espoo, qui lie la Suisse à la France en cas de démarche impliquant des impacts sur l'environnement, a été suivie. De même, un accord est récemment intervenu avec la préfecture compétente pour que les citoyens français soient consultés au stade du permis de construire. Ils ont, par ailleurs, la possibilité d'intervenir dans la procédure en déposant des oppositions au greffe communal.

Sur les enjeux du paysage et de la biodiversité, l'IFP, est un inventaire « dit d'alerte », qui lie seulement les autorités fédérales. Plusieurs avis de droit ont montré que pour réaliser un parc dans un tel périmètre, une pesée des intérêts est nécessaire. La protection n'est pas stricte, mais la portée de cet inventaire peut évoluer avec le temps. Sur le plan de la biodiversité, l'étude d'impacts montre que ceux-ci peuvent être compensés. Un des impacts souvent cités est celui sur le Grand Tétras. En conclusion pour le Département il n'est pas opportun de considérer un retrait du projet puisqu'il y a tout un travail avec une certaine cohérence et une forme de coordination entre les politiques nationales sur le plan énergétique, du paysage et de la biodiversité.

7. DELIBERATIONS

Une discussion nourrie suit ces informations notamment concernant les vents dont les pétitionnaires disent qu'ils sont abrasifs (turbulents) et non linéaires. M. Neet indique que dans le processus de sélection, un des critères de base pour admettre un projet était que des prévisions de vents suffisantes soient atteintes. Pour de gros investissements comme ce parc, la mesure des vents s'effectue par étapes, d'abord avec des modélisations puis avec des mesures de type sonar ou indirectes, et enfin avec des mâts de mesure. Pour le projet Eoljoux, ce sont uniquement des modélisations. Il n'existe donc aucune certitude, même si elles atteignaient des niveaux suffisants pour retenir le projet. Toutefois, il est évident qu'avant de procéder à l'investissement final, une planification concernant les vents sera de mise. En général, les porteurs de projets complètent leurs mesures, car c'est la base du business plan pour un tel projet. Il a aussi été constaté, dans un certain nombre de cas, que les vents, et donc l'énergie produite, sont égaux, voire supérieurs aux prévisions.

Un commissaire pose une question concernant le fait que 1'740 éoliennes en 2050 ne produiraient que 1,4% de l'électricité globale suisse. Qu'en est-il ?

Le directeur général répond qu'un certain potentiel de production renouvelable, nécessaire dans la stratégie 2050, se traduit en objectif pour le canton de Vaud, d'une production de 1'100 à 1'500 GW/h par année. En termes d'objectifs, cela veut dire réaliser plus que les 19 parcs programmés aujourd'hui. A ce stade, il y a des objectifs sectoriels pour l'éolien, et non des prévisions, par rapport aux différents objectifs de la stratégie 2050. Pour y arriver, tous les potentiels d'énergies renouvelables, dont l'éolien qui a justement fait l'objet d'une stratégie fédérale avec un objectif général pour le canton de Vaud, doivent être mis sur pied. A partir du moment où les Chambres fédérales approuvent une stratégie, accompagnée de chiffres, la question est savoir comment atteindre de tels niveaux. Un certain nombre de potentiels sont planifiés par rapport aux objectifs. Il est fort probable que seulement la moitié des 19 parcs seront réalisés à l'avenir. D'ailleurs, certains parcs ne se réaliseront probablement pas pour des raisons purement économiques liées à des évolutions de la RPC par exemple. La stratégie 2050 vise à produire 24'000 GW/h d'énergie renouvelable en 2050, dont 4'300 GW/h d'éolien. Cela veut dire 18% sur les 50% d'énergie renouvelable à produire. Pour arriver à un tel chiffre, il faudra disposer d'entre 600 et 700 éoliennes.

Une interrogation aussi sur l'impact ornithologique où il est répondu que cet aspect est étudié depuis des années, car les éoliennes seront passibles d'avoir des conséquences sur l'avifaune ailée, soit par impact direct de la collision, soit par le dérangement des oiseaux pouvant perdre une partie de leur habitat, induit par l'éolienne directement, ou par une fréquentation ou d'autres sources directes liées à l'exploitation du parc. Des éoliennes plus grandes ne sont pas plus problématiques pour les oiseaux que des éoliennes plus petites. En effet, cela dépend beaucoup de la configuration du terrain et une bonne partie des oiseaux sont capables de déceler ces éoliennes et de s'adapter à cet élément nouveau qui prend place dans leur environnement. Toutefois, certains oiseaux sont moins aptes que d'autres à éviter les éoliennes, comme des grands planeurs, des rapaces, des cigognes, des gallinacés comme le grand coq de bruyère ou des hiboux. Dans l'analyse de la planification des parcs éoliens, l'Etat a veillé à ce que ces parcs ne prennent pas place dans des secteurs étant identifiés comme des secteurs prioritaires, secteurs qui couvrent des surfaces importantes dans le Jura. L'espace qui reste à disposition pour positionner un certain nombre de parcs est aussi limité. Il a été tenu compte, dans la pesée des intérêts, des besoins à la fois énergétiques et des besoins de concilier la protection. Les secteurs d'exclusion seront cantonnés aux secteurs de première priorité, où l'espèce était présente, et les secteurs de seconde priorité, où l'espèce pourrait être là. Il reviendra aux études d'impacts de documenter l'impact effectif du projet à l'endroit donné. Plusieurs facteurs qui influencent l'évolution des espèces peuvent être peu favorables à ces espèces, mais il est difficile de pouvoir quantifier l'impact respectif d'une nouvelle installation par rapport à d'autres facteurs (réchauffement climatique, etc.). A titre de précaution, le canton a souhaité qu'une étude globale soit menée à l'échelle de la chaîne jurassienne pour évaluer l'impact cumulé des parcs. Il s'agira de garantir que les surfaces sur lesquels les parcs prennent place fassent l'objet de mesures de gestion forestière et de mesures de canalisation du public pour garantir la tranquillité des espaces qui resteraient dévolus à ces espèces. S'agissant du projet d'Eoljoux, ce projet borde une zone de première priorité. Il peut y avoir un risque potentiel d'impact sur quelques espèces et leur habitat. Des mesures très conséquentes de compensation devraient être prises dans le projet, avec notamment la création d'une zone de tranquillité où le public serait canalisé, des mesures de revitalisation en faveur du grand tétras. Une fois que le parc est en exploitation, il y aura un suivi et si l'impact, tel qu'il aurait pu être modélisé, atteint un individu, une reproduction ou une évolution de la population, qui tendrait à accentuer une baisse plus importante, alors l'Etat prendrait des mesures pour intervenir sur le parc.

Il est évoqué que ce qui est craint pour les Tétras n'est pas un choc direct avec les éoliennes, mais plutôt les implications indirectes de dérangement. Par le biais du recours de Pro Natura, le commissaire qui s'exprime sait qu'il y aura 1.5 km de routes supplémentaires et 5.3 km de routes élargies et refaites, sans parler du chantier, avec 30'000 m³ de déblais à évacuer, 20'000 m³ de gravier à amener, 6000 camions sur un périmètre donné. Ce n'est certes pas une zone prioritaire, mais c'est une zone d'importance nationale pour les oiseaux (IBA) du Mont-Tendre, tout comme les Grangettes. Par rapport à l'IFP, il y aura une pesée des intérêts qui sera faite entre les impacts négatifs et positifs, qui est la production d'électricité qui devrait se situer plutôt entre 1,4% et 9%.

Des commissaires disent respecter la nature et la faune. Toutefois, avec un objectif politique de sortie du nucléaire, il faut chercher des alternatives, et parmi elles, il y a l'énergie éolienne. A chaque projet, les arguments visant à défendre la nature, la faune sont mis en avant. Ce qui fait qu'à chaque fois, des raisons peuvent être mobilisées pour refuser de tels projets.

8. VOTE

Classement de la pétition

Par 8 voix pour, 1 contre et 2 abstentions, la commission recommande au Grand Conseil de classer cette pétition.

Prilly, le 1er décembre 2016.

La rapportrice :

Véronique Hurni

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DÉCEMBRE 2016 RC-305

RAPPORT DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Groupe socialiste pour que les femmes comptent aussi au niveau des conseils d'administration

1. PREAMBULE

La commission s'est réunie le 8 septembre 2016, de 09h à 10h35, à la salle de conférence 403 du Département du territoire et de l'environnement (DTE), place du Château 1, à Lausanne.

Elle était composée de Mesdames Laurence Cretegny, Fabienne Freymond Cantone, Valérie Induni, Martine Meldem, Aliette Rey-Marion, Carole Schelker, ainsi que de Messieurs Mathieu Blanc et Marc André Bory et la soussignée, confirmée dans son rôle de présidente-rapportrice.

Participaient également à la séance, Mesdames Jacqueline de Quattro (cheffe du DTE), Magaly Hanselmann (cheffe du BEFH, DTE)

Nous remercions Madame Sophie Métraux, secrétaire de commissions parlementaires au Secrétariat général du Grand Conseil (SGC) pour ses excellentes notes de séance.

2. POSITION DE LA POSTULANTE

La postulante regrette la modicité, voire le minimalisme de la réponse du conseil d'Etat dans laquelle la présentation des mesures dans les autres cantons et la définition des participations personnelles et participations financières prennent plus de place que la réponse elle-même. Elle espère que des chiffres plus étoffés seront présentés durant la séance. Néanmoins, elle considère qu'il s'agit d'un premier pas allant dans le bon sens.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat partage les préoccupations de la postulante et souhaite que les femmes accèdent aux organes de Direction où l'Etat détient une participation. Cependant, les opinions divergent quant aux chemins à suivre pour ce faire. Dès lors, le Gouvernement propose un texte de compromis.

S'inspirant du modèle fédéral en vigueur, soit la modification de la directive du Conseil d'Etat sur les compétences et responsabilités en matière de participations financières et personnelles et d'autre part, la directive d'exécution du DFIRE sur les participations personnelles, les mesures suivantes sont proposées. :

1. Inciter les services à proposer des candidatures féminines lors de renouvellement de Conseils d'administrations, de fondations ou de sociétés. A des fins d'équilibre, à compétences égales, il s'agit de privilégier les femmes.

2. La fixation d'un objectif d'au moins 30% de femmes dans les différents Conseils. Cet objectif semble réaliste. Le Conseil d'Etat ne fixe pas d'échéance, le processus devant être évolutif.

3. Un monitoring de ces mesures permettra d'analyser l'évolution de la situation. Ce suivi sera effectué par le BEFH et le DFIRE. Ces statistiques seront publiées dans les données du Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH).

La préférence est donc clairement donnée à un système se rapprochant des quotas souples (tels qu'en vigueur au sein de la Confédération) à contrario de quotas fixes. Le Conseil d'Etat estimant, plus pertinent en terme d'égalité, d'accorder la préférence aux femmes en se fondant sur leurs qualités et en évitant ainsi d'engager des femmes alibi. Ceci ne constitue cependant qu'un premier pas.

Bien que la réponse puisse apparaître comme courte, elle a toutefois nécessité un important travail de coordination avec le DFIRE, notamment pour la constitution du tableau dont il est fait mention en p.7 et qui sera transmis à la commission avec les notes de séance.

Ce tableau fait apparaître que certains domaines sont encore des bastions masculins. Il est difficile de trouver des femmes, même à compétences égales. Des progrès doivent être faits tant au niveau de la formation qu'au niveau de la promotion auprès des femmes dans les métiers traditionnellement considérés comme masculins.

4. DISCUSSION GENERALE

Plusieurs commissaires se déclarent satisfaits de la réponse, tant concernant l'objectif, soit d'atteindre une représentation féminine de 30% dans les organes de haute direction des entreprises et organismes dans lesquels le canton détient des participations, que concernant les pistes pour y parvenir qui ne se fondent pas sur des quotas rigides. En effet, ces commissaires ne souhaitent pas de tels quotas considérant qu'ils promeuvent la femme alibi au détriment des compétences des candidates. Il est également souligné que les mesures envisagées ne bénéficieront pas qu'aux femmes mais impacteront positivement le fonctionnement des conseils d'administration, ce que prouve une abondante littérature. A relever également qu'en termes d'égalité, l'éventualité de quotas souples appliqués aux hommes dans les professions dites féminines permettrait d'augmenter la part d'hommes dans ces professions.

Le tableau « Etat des lieux de la représentation des femmes au sein des organes suprêmes de direction, participations financières et personnelles de l'Etat de Vaud (avril 2016) » et figurant en annexe, a suscité de vives discussions. La proportion nulle de femmes dans certains domaines (déchets, agriculture, banque) est déplorée par la commission. L'absence de femmes dans le domaine bancaire est affligeante et ne résulte pas d'un manque de femmes formées en la matière.

Il est relevé que pour certains postes, les candidatures féminines sont encore rares, voire inexistantes. Les femmes semblent moins audacieuses et plus timorées que les hommes même si pour certains postes le cahier des charges permettrait de concilier vie professionnelle et privée. La représentation féminine a cependant progressé ces 3 dernières années en passant de 26 à 30%.

Estimant qu'il importe d'agir en amont du monde professionnel pour former les femmes et les inciter à se lancer, des députées s'enquièrent des mesures prises en ce sens et relèvent l'importance des acquis que les femmes au foyer doivent mettre en avant tout comme le poids des réseaux et les difficultés pour les femmes à entrer dans certains d'entre eux.

Le BEFH informe la commission de la mise en place de diverses actions de sensibilisation en collaboration avec le DFJC. L'art.10 de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) incite par ailleurs l'école à travailler sur l'égalité des genres. Du matériel pédagogique est mis à disposition. La « Journée osez tous les métiers » est annuellement organisée par le BEFH et le Parlement des filles est également un outil. Cette année se sont tenus des ateliers intitulés : « je me lance en politique » destinés aux femmes, à travers lesquels la communication et le réseautage ont été développés.

Une commissaire relève que les pistes mentionnées par le Conseil d'Etat, gouvernement à majorité féminine, sont trop timides et incapables d'influencer la situation des femmes. Les quotas fixes devraient être incontournables et proposition est faite de renvoyer le texte au Conseil d'Etat afin qu'il présente des mesures plus volontaristes comme le développement du jobsharing ou du télétravail.

La postulante estime également qu'une réponse plus conséquente et volontariste pourrait être attendue de la part d'un gouvernement à majorité féminine et relève le dilemme entre une politique des petits pas et des mesures plus fortes. Plusieurs textes sont restés sans réponse et elle regrette également l'absence d'échéance. Elle relève également qu'à la Confédération, lorsqu'un poste est à repourvoir, le conseil d'administration ou la fondation propose le ou la candidat-e au secrétariat général du département responsable. Le département invite ensuite les unités administratives intéressées à donner

leur avis. Pour le canton de Vaud, chaque département fera une proposition des personnes en fonction de son domaine de compétences et la décision sera prise par le Conseil d'Etat in corpore. Si une consultation des autres départements, plutôt par domaine de compétences, pourrait éventuellement être envisagée, il importera en revanche de sensibiliser les secrétaires généraux et la chancellerie, ayant une vision plus transversale, afin que le travail soit effectué en amont.

Une discussion s'engage pour augmenter l'objectif à 40% mais c'est finalement le vœu ci-dessous qui est retenu.

La commission, par 8 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention, formule le vœu suivant :

La commission soutient un objectif de 30% de femmes au minimum, selon la volonté du Conseil d'Etat. Cet effort est souhaité dans l'ensemble des branches.

5. VOTE

La commission recommande au Grand Conseil d'accepter le rapport du Conseil d'Etat par 8 voix pour, 1 contre et 0 abstention.

Lausanne, le 21 novembre 2016

La rapportrice :
Anne Décosterd

Annexes :

- tableau « Etat des lieux de la représentation des femmes au sein des organes suprêmes de direction, participations financières et personnelles de l'Etat de Vaud (avril 2016) »

Etat des lieux de la représenation des femmes au sein des organes suprêmes de direction - participations financières et personnelles de l'Etat de Vaud
(avril 2016)

Domaine	Nombre d'entreprises, organismes par domaine	Nombre personnes représentant Etat de Vaud	Nombre de femmes représentant l'Etat de Vaud	Proportion de femmes parmi les représentant-e-s de l'Etat
Transports	10 entreprises	11	5	45%
Electricité	7 entreprises	15	3	20%
Déchets	4 entreprises	6	0	0%
Agriculture	15 entreprises	10	0	0%
Routes	2 entreprises	4	1	25%
Sports	11 organismes	30	5	17%
Culture	33 organismes	60	30	50%
Affaires ext. /collab.intercantonales	8 organismes	9	2	22%
Economie	32 entreprises	48	13	27%
Formation	14 organismes	30	7	23%
Immobilier	13 entreprises	24	4	17%
Banque	2 entreprises	4	0	0%
Assurances et régimes sociaux	10 organismes	30	11	37%
Santé social	39 organismes	60	18	30%
Divers	25 organismes	39	15	38%
Total	**225 entreprises**	**380**	**114**	30%

RAPPORT DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL
sur le postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts - Pour que les femmes comptent au niveau des conseils d'administration

Rappel

*Le 6 novembre 2013, le **Conseil fédéral** a décidé que les sexes devraient être représentés de manière équitable au sein des organes de direction suprêmes des entreprises et établissements proches de la Confédération. A cette fin, il a fixé un quota cible de 30% en ce qui concerne la représentation des sexes, dans le but d'augmenter la représentation des femmes au sein des conseils d'administration. Aujourd'hui, rares sont les entreprises et établissements proches de la Confédération qui comptent plus de 30% de femmes dans leurs conseils d'administration ou d'institut. En fixant un quota cible, le Conseil fédéral donne suite à la demande formulée dans le postulat Fetz (12.4200) du 13 décembre 2012**[1]**.*

Ce postulat chargeait le Conseil fédéral d'examiner la possibilité de fixer des " fourchettes ". Le quota cible de 30%, qui répond à cette demande, est un objectif qui devrait être atteint à la fin de l'année 2020. " A chaque changement de membre d'un conseil d'administration, il faudra déterminer s'il est possible de présenter une femme. Si une candidate n'est pas proposée, les administrateurs devront expliquer pourquoi, et avoir de bonnes raisons " déclare Barbara Schaerer, directrice de l'Office fédéral du personnel (OFPER), citée dans le journal Le Temps.

*Le 9 février 2014, le corps électoral de **Bâle-Ville** a accepté l'introduction de quotas féminins dans les conseils d'administration des entreprises dans lesquelles le canton est majoritaire. Les citoyennes et citoyens ont accepté à 57,34% le projet de loi du Parlement qui était combattu par référendum. Voici le détail de cette votation : OUI : 32'611 (57.34%) – NON : 24'258 (42.66%). Le résultat de ce vote a été une surprise. Apparemment l'opinion publique a beaucoup évolué sur ce dossier. La nouvelle loi concerne directement la Banque cantonale, les hôpitaux publics et les Services industriels. Dans ces entreprises, où l'Etat est majoritaire, les conseils d'administration devront désormais être composés d'au moins 30% de femmes. Dans les sociétés où l'Etat n'est pas majoritaire, le canton devra respecter les quotas pour ses représentants (transports publics, Conseil de l'Université et Conseil d'administration de l'aéroport de Bâle-Mulhouse). Selon le message du gouvernement en vue de la votation, la part des femmes dans les conseils d'administration des entreprises publiques de Bâle-Ville se monte actuellement à 17%.*

*Où en sommes-nous **dans le canton de Vaud** ? L'an dernier, la députée Valérie Schwaar déposait une interpellation intitulée " Où sont les femmes ?" (13_INT_109). Elle se basait dans cette intervention sur les rapports annuels d'entreprises en mains majoritairement publiques et constatait le déséquilibre dans la représentation hommes/femmes dans les conseils d'administration, avec des rapports allant de 2/7 à 0/10, en passant par 1/16.*

Dans sa réponse à cette interpellation, le Conseil d'Etat relevait que " sur un total de 209 participations, et donc autant d'organes de haute direction, le Conseil d'Etat a désigné 397 membres de ces organes, dont 105 femmes. Les mandats féminins représentent donc 26% de ces nominations ". Il ajoutait plus loin que les domaines où les femmes sont les plus représentées sont ceux de la culture, de la santé et du social, alors que dans le domaine de l'économie, il n'y a que 4 femmes sur 37 représentant-e-s de l'Etat. Le Conseil d'Etat ajoutait ne pas tenir de statistiques en ce qui concerne les autres membres des organes de haute direction. Cependant, pour montrer sa volonté de favoriser une répartition égalitaire entre femmes et hommes dans les conseils d'administration en mains publiques, le Conseil d'Etat se référait au Règlement sur l'égalité entre les femmes et les hommes visant à " garantir l'existence de conditions de travail non discriminatoires ; encourager une représentation équitable des deux sexes dans tous les secteurs et à tous les niveaux hiérarchiques, favoriser la conciliation entre l'activité professionnelle et les responsabilités familiales. " Il rappelait également sa volonté d'agir en faveur de l'égalité, inscrite dans son programme de législature 2012 – 2017. Finalement, il indiquait vouloir nommer plus de cadres — où la proportion de femmes est plus élevée — pour représenter l'Etat au sein d'organes de haute direction de personnes morales.

Depuis, et dans les faits, le Conseil d'Etat vient de procéder à une féminisation des conseils d'administration de sociétés actives dans le domaine des transports publics, en y nommant huit femmes à fin 2013. Au global, si cette décision fait sans aucun doute remonter le quota de femmes au sein des organes de direction suprêmes des entreprises totalement et partiellement en mains de l'Etat, cette part, au global, reste vraisemblablement bien au-dessous des cibles déterminées par la Confédération ou Bâle-Ville.

Il nous paraît donc nécessaire de voir émerger une politique plus volontariste de notre canton, passant par la mise en place d'objectifs chiffrés. Ainsi, nous avons l'honneur, par ce postulat, de demander au Conseil d'Etat :

1. *de dresser un état des lieux de la représentation des femmes au sein des organes suprêmes de direction des entreprises dont l'Etat détient des participations, majoritaires et minoritaires, par branche économique ;*
2. *de se déterminer par rapport à une politique exemplaire de représentativité, dans la ligne de ce qu'ont fait la Confédération et Bâle-Ville ;*
3. *d'étudier la possibilité de fixer des quotas féminins dans les conseils d'administration où l'Etat détient des participations, majoritaires ou minoritaires.*

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

Lausanne, le 8 mars 2014 (Signé) Fabienne Freymond Cantone, Valérie Induni et 30 cosignataires

[1] http://www.admin.ch/aktuell/00089/ ?lang=fr&msg-id=50856

RAPPORT DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL

Préambule

Le 8 mars 2014, la députée Fabienne Freymond Cantone a déposé un postulat " pour que les femmes comptent au niveau des conseils d'administration " (14_POS_060). Ce postulat s'intéresse à la problématique de la sous-représentation des femmes dans les organes de haute direction des entreprises. Il a été renvoyé en commission lors de la séance du Grand Conseil du 11 avril 2014. La commission s'est réunie le 23 mai 2014 et a recommandé au Grand Conseil de prendre partiellement en considération le postulat. Les commissaires ont en effet renoncé à étudier la possibilité de fixer des quotas féminins dans les conseils d'administration des entreprises dont l'état détient des participations. Partant, le Conseil d'Etat est chargé de répondre aux deux premières questions de la postulante :

- dresser un état des lieux de la représentation des femmes au sein des organes suprêmes de direction des entreprises dont l'état détient des participations, majoritaires et minoritaires, par branche économique ;
- et se déterminer par rapport à une politique exemplaire de représentativité, dans la ligne de ce qu'ont fait la Confédération et Bâle-Ville.

La réponse a été confiée au BEFH avec le soutien du DFIRE, lesquels se sont réunis en date du 19 février 2015.

Situation actuelle et évolution récente de la représentation des femmes dans les organes de haute direction des entreprises

Les femmes demeurent toujours, malgré leur progression dans l'enseignement supérieur, fortement sous-représentées au sein des organes décisionnels des entreprises, qu'il s'agisse des conseils d'administration ou des directions des entreprises de droit privé ou public. Ainsi, en 2013, dans les 100 plus grandes entreprises de Suisse cotées en bourse, elles n'occupaient, en moyenne, que 11,3% des sièges dans les conseils d'administration et seulement 4.2%[1] des postes dirigeants[2]. Certes, la proportion féminine dans ces instances diffère selon la taille et la branche d'activité de l'entreprise. Pourtant, l'évolution dans ce domaine est très lente. En 2014, la part de femmes dans les conseils d'administration des sociétés suisses s'élevait à 13%[3]. En comparaison internationale, la Suisse se situe en dessous de la moyenne européenne de 16% (2013) [4].

Différentes études ont maintenant démontré qu'une plus grande mixité à la direction des entreprises est un facteur important de leur performance économique[5]. Le déséquilibre femmes-hommes au sein des instances décisionnelles constitue un défi important pour l'ensemble des pays occidentaux. Ce phénomène atteste d'une sous-utilisation des qualifications féminines, comme le montre l'écart entre le nombre de femmes diplômées du niveau tertiaire et leur faible représentation dans les fonctions dirigeantes des entreprises. En 2014, les femmes représentaient en effet 50% des diplômé·e·s des hautes écoles en Suisse[6].

Le déséquilibre entre les femmes et les hommes dans les organes décisionnels tient à des facteurs d'origine diverse. De multiples études le montrent, la sous-représentation des femmes dans les équipes dirigeantes ne s'explique pas par le manque de qualifications, mais par le poids des stéréotypes, des pratiques et de la culture d'entreprise, ou encore un manque de volonté d'élire des femmes à des postes à responsabilité économique.

Les faibles progrès observés dans ce domaine ont conduit, ces dernières années, divers Etats à adopter une réglementation favorisant une meilleure représentation féminine au sein des organes décisionnels économiques. L'amélioration de la participation des femmes dans les instances de gouvernance et de contrôle des entreprises est une priorité politique de plusieurs Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne. Les gouvernements ont tantôt introduit des quotas de représentation femmes-hommes, tantôt pris des initiatives favorisant une plus grande participation des femmes aux décisions économiques. La France, à l'instar de la Norvège en 2003, a adopté en 2011 une législation à part entière établissant un quota pour les organes décisionnels des entreprises cotées en bourse, assortie de sanctions. En décembre 2011, le gouvernement allemand approuvait un projet de loi instaurant un quota féminin dans les conseils de surveillance de 108 entreprises cotées. D'autres pays ayant également pris des mesures, ont opté pour des règles moins contraignantes, au travers de codes nationaux de gouvernance d'entreprise qui encouragent la mixité au sein des plus hauts organes décisionnels ou d'adoption de chartes[7]. Enfin, la Directive 2012/0299/COD de l'UE fixe à 40% minimum la part des deux sexes devant être représentés d'ici au 1er janvier 2020 parmi les administrateurs non exécutifs (*supervisory boards*), soit les membres des conseils d'administration des entreprises cotées en bourse.

En revanche, à ce jour, la Suisse ne dispose pas de base légale fédérale imposant une meilleure participation féminine dans les instances de décision économique. Toutefois, depuis quelque temps, des initiatives favorisant une plus grande mixité dans les postes dirigeants au sein des entreprises publiques et privées ont été prises. Ainsi, la Confédération et certains cantons ou municipalités ont décidé de légiférer en la matière en fixant des quotas de sexe dans une loi ou une directive.

Il convient de rappeler ici que le Tribunal fédéral (TF) a eu l'occasion de se prononcer sur la question des quotas dans son arrêt Balmelli (ATF 131 II 361). Cet arrêt a par la suite été repris par l'ensemble de la doctrine. Le TF distingue entre les quotas flexibles ou souples et les quotas rigides ou fixes. Les entreprises ou entités publiques peuvent appliquer le premier type de quota, en mettant les postes au concours avec la mention " à compétences égales, la préférence est donnée à une femme ". Il s'agit d'une mesure qui peut être mise en place par simple voie réglementaire ou administrative. Par opposition, les quotas rigides ou fixes accordent la préférence aux femmes indépendamment de leurs qualifications, en raison du seul critère du sexe. Leur mise en œuvre nécessite de pouvoir s'appuyer sur une base légale spécifique. En effet, le TF, tout comme la doctrine, s'accorde à reconnaître que les mesures positives, possibilité prévue par la Loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes (LEg), nécessitent une base légale formelle lorsqu'elles revêtent une certaine intensité et qu'elles se traduisent par l'octroi d'avantages à un certain groupe de personnes, éventuellement au détriment d'un autre groupe.

Confédération

Dans ses Directives du 6 novembre 2013 sur la représentation des communautés linguistiques et des sexes, la Confédération a fixé un quota-cible d'au moins 30% pour les deux sexes dans les organes de direction des entreprises proches de la Confédération (par exemple, CFF, CNA, SRG SSR, La Poste Suisse). Entré en vigueur le 1er janvier 2014, cet objectif chiffré restera valable jusqu'au 31 décembre 2020. Les départements doivent transmettre les statistiques concernant la représentation des communautés linguistiques et des sexes dans les organes suprêmes des entreprises et des établissements proches de la Confédération à l'Office fédéral du personnel (OFPER) qui les publie sur une base annuelle dans un rapport à l'intention du Conseil fédéral. L'état des lieux chiffré de la participation des femmes et des hommes dans les instances dirigeantes est traité dans le *Rapport sur le salaire des cadres* que le Conseil fédéral établit chaque année à l'intention de la Délégation des finances des Chambres fédérales[8]. Ce document comprend également la justification des départements en cas d'écart par rapport aux valeurs de référence et aux quotas-cibles.

Lorsqu'un poste est à repourvoir, le conseil d'administration ou le conseil de fondation propose le ou la candidat·e au secrétariat général du département responsable. Le département invite ensuite les unités administratives intéressées à donner leur avis (consultation d'offices). Une fois la consultation terminée, le département responsable envoie sa proposition au Conseil fédéral. La quasi-totalité des instances décisionnelles (conseils d'administration ou de fondation) concernées[9] est nommée par le Conseil fédéral.

Enfin, le Département fédéral de justice et police a soumis à consultation un avant-projet de révision du Code des obligations relatif au droit de la société anonyme, dans lequel il propose un quota de 30% de femmes dans les instances de surveillance et un quota de 20% de femmes dans les fonctions dirigeantes des entreprises cotées en bourse.

Bâle-Ville

En février 2014, les citoyen·ne·s de Bâle-Ville ont accepté, avec 57,3% des voix, une initiative populaire portant sur la représentation féminine dans les organes suprêmes des établissements de droit public et entreprises publiques du canton. Le texte soumis à votation demandait au Conseil d'Etat d'inclure un quota de sexe dans la loi cantonale d'application[10] de la Loi fédérale sur l'égalité entre

les femmes et les hommes (LEg). Au travers des articles 24 et 25, le canton s'engage à favoriser la représentation féminine dans les instances dirigeantes des entreprises publiques ainsi que dans les établissements de droit public. Sont de ce fait concernés, entre autres, les hôpitaux publics, les services industriels, la Banque cantonale ou encore l'Aéroport de Mulhouse. Les femmes, respectivement les hommes, doivent représenter au moins un tiers des membres des instances décisionnelles dans ces organismes (conseil d'administration ou de fondation). Le Canton nomme l'ensemble ou une partie des organes suprêmes de direction. Entré en vigueur le 10 février 2014, le quota doit être atteint à la fin du mois de juin 2017. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a adopté 4 mesures :

- organisation de séances d'information pour les femmes intéressées[11],
- offre de formation continue pour les administratrices et administrateurs organisée par un établissement cantonal de formation continue,
- organisation de monitorings[12],
- création d'un site Internet avec des informations à l'intention des femmes et des entreprises ou établissements.

Dans le cas où le quota de sexe n'est pas atteint en 2017, le Conseil d'Etat décidera de nouvelles mesures. Le Bureau cantonal de l'égalité accompagne la mise en œuvre du quota ; il est en charge de l'établissement des monitorings et du site Internet. Le premier monitoring montre que le quota est atteint dans plus de la moitié des entreprises et établissements concernés. Au 1er janvier 2015, les femmes représentaient 28,7% des membres des conseils d'administration des entreprises publiques et établissements de droit public du canton. Le canton doit nommer 15 femmes pour respecter la représentation du tiers dans l'ensemble des représentations.

Valais

En 2011, le gouvernement valaisan a décidé d'adopter une politique plus volontariste suite au constat d'une faible évolution de la représentation féminine dans les conseils administratifs du canton. Il a défini un objectif cible pour les commissions administratives, afin d'atteindre la part de 30% de femmes à l'horizon 2017. L'Office cantonal de l'égalité et de la famille adresse un préavis des dossiers des candidat·e·s établis par les différents services de l'administration cantonale au gouvernement. Les services sont chargés de rechercher activement des femmes en cas de remplacement d'un membre et de présenter pour chaque poste une candidature féminine et une candidature masculine. Depuis l'entrée en vigueur de cette décision, la proportion de femmes dans les commissions a progressé de plusieurs points, passant de 21% en 2010 à 27,32% en 2014.

Communes

En 2012, l'exécutif de la ville de Berne a accepté une motion exigeant un quota de 35% de femmes au sein des cadres de l'administration communale, ainsi que dans les établissements publics de la ville de Berne. Une motion similaire a été transmise à l'exécutif de la ville de Zurich en avril 2013. Celle-ci prévoit également une représentation minimum de femmes et d'hommes de 35% parmi les cadres de l'administration communale. Dans d'autres villes, des initiatives similaires ont également vu le jour (Schaffhouse, Bâle-Ville).

[1] http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/05/blank/key/erwerbstaetigkeit/berufliche_stellung.html

[2] Selon le Business Professional Women, la part des femmes dans les postes de direction des 115 plus grandes entreprises de Suisse était de 5% en 2012. http://bpw.ch/quotas-argumentaire

[3] " Schillingreport 2014 ".

[4] " Rapport Schuman 2014 sur l'Europe, l'état de l'Union ", Editions Lignes de Repères, 2014.

[5] " Women Matter " McKinsey , 2007, 2008 et 2010 ; " Gender Diversity and the Impact on

Corporate Performance ", Credit suisse reseach institute, 2014.

[6] http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/01/key/blank/03.html

[7] Les femmes dans les instances de décision économique au sein de l'UE : rapport de suivi. Commission européenne – direction générale de la justice. Luxembourg : Office des publications de l'UE, 2012, p. 18.

[8] Rapport à l'intention de la Délégation des finances des Chambres fédérales sur la rémunération et sur d'autres conditions contractuelles convenues avec les cadres du plus haut niveau hiérarchique et les membres des organes dirigeants des entreprises et des établissements de la Confédération.

[9] Liste des organes de direction concernés des entreprises et des établissements proches de la Confédération.

[10] Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (EG GIG).

[11] En janvier 2015, une première soirée a réuni plus de 100 femmes.

[12] Un premier monitoring a été fait au 1er janvier 2015, un second sera entrepris au milieu de l'année 2017.

1 ÉTAT DES LIEUX DE LA REPRÉSENTATION DES FEMMES ET DES HOMMES DANS LES ENTREPRISES DANS LESQUELLES L'ÉTAT DE VAUD DÉTIENT UNE PARTICIPATION

S'agissant des participations de l'état de Vaud, il faut distinguer entre participations personnelles et participations financières. La Loi sur les participations de l'état et des communes à des personnes morales (LPECPM) définit le cadre légal pour les participations financières. Elle est complétée d'une part par la Directive du Conseil d'Etat sur les compétences et responsabilités en matière de participations financières et personnelles et d'autre part par la Directive d'exécution du DFIRE sur les participations personnelles. Cette loi et ces directives réglementent la représentation de l'Etat au sein des organes de haute direction des personnes morales auxquels l'Etat participe, tels que conseils d'administration, conseils de fondation ou comités d'association. Les articles 7 à 9 de la LPECPM définissent les critères de choix selon lesquels sont sélectionnés les représentant·e·s de l'Etat (compétence et expériences professionnelles, disponibilité, absence de conflits d'intérêts). Selon les dispositions légales, le Conseil d'Etat est compétent pour désigner un·e représentant·e de l'Etat au sein de la haute direction d'une personne morale à laquelle il participe.

Dans la pratique, le département concerné, en collaboration avec la personne morale, établit une liste de compétences et de connaissances dont doivent disposer les représentant·e·s de l'Etat. Sur la base de cette liste, le service auquel la participation est rattachée et le département concerné proposent la candidature d'un·e représentant·e pour désignation par le Conseil d'Etat. Avant leur inscription à une séance du Conseil d'Etat, ces dossiers sont contrôlés par le Secrétariat général du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) qui s'assure du respect de la réglementation en matière de participations (informations suffisantes à l'attention du Conseil d'Etat, conformité aux statuts de la personne morale, élaboration d'un avenant au cahier des charges ou d'une lettre de mission, etc.) et qui octroie son visa formel.

S'agissant des personnes morales soumises au droit privé, la marge de manœuvre du canton est restreinte. Dans de nombreux cas, le Conseil d'Etat ne nomme qu'un·e représentant·e pour siéger au sein de l'organe de haute direction, les autres membres étant désignés par une assemblée générale.

En avril 2016, l'Etat de Vaud détenait des participations dans 225 entreprises et organismes privés et publics et était représenté dans ceux-ci par 380 personnes. Il convient de souligner que les participations de l'Etat concernent différentes formes juridiques qui vont de la société anonyme de droit privé à l'association de droit privé ou public, en passant par la fondation de droit privé ou

public[1].

Comme le montre le tableau en annexe, en avril 2016, la proportion féminine s'élevait à 30% toutes branches d'activité confondues. Les effectifs féminins parmi les représentant·e·s de l'état étaient de 114 sur 380 personnes. La représentation féminine a fortement progressé ces trois dernières années. En effet, les mandats féminins ont passé de 26% des nominations de l'État en 2013 à 30% en 2016.La proportion féminine a donc progressé de 4 points par rapport à l'état des lieux effectué en 2013 dans le cadre de la réponse à l'interpellation Schwaar (13_INT_109).

La présence des femmes dans les instances de surveillance et de contrôle des entreprises et organismes dans lesquels l'Etat détient une participation affiche un résultat variable selon la branche d'activité. Si la participation féminine dans les organes de haute direction avoisine ou dépasse un tiers dans les domaines de la formation, de la santé, du social, de la culture et dans les transports, les femmes sont absentes dans les branches de l'agriculture, du traitement des déchets, et de la banque (la valeur est de 0% en 2016).

[1] La liste des entreprises et organismes dans lesquels l'Etat de Vaud détient une participation personnelle ou financière présente 14 formes juridiques différentes.

2 SE DÉTERMINER PAR RAPPORT À UNE POLITIQUE EXEMPLAIRE DE REPRÉSENTATIVITÉ, DANS LA LIGNE DE CE QU'ONT FAIT LA CONFÉDÉRATION ET BÂLE-VILLE

Le Conseil d'Etat partage la préoccupation de la postulante et souhaite favoriser l'accès des femmes aux organes de haute direction des entreprises dont l'état détient des participations. Une représentation équilibrée de femmes et d'hommes dans les instances de gouvernance et de contrôle est un atout pour les entreprises comme pour la société en général. C'est pourquoi il propose de modifier les directives correspondant aux participations financières et personnelles de l'état afin de promouvoir une meilleure représentation féminine dans les organes de haute direction des entreprises et organismes dans lesquels le canton détient une participation.

Il entend tout d'abord inciter les services à proposer des candidatures féminines lors du renouvellement des conseils d'administration, des conseils de fondation ou des comités d'associations dans ces entreprises ou organismes. Partant, les désignations des représentant·e·s au sein des organes de haute direction doivent être fondées sur un équilibre femmes-hommes. C'est pourquoi les départements ainsi que les services devront, à compétences égales, favoriser les candidatures féminines. L'objectif étant d'atteindre une représentation féminine de 30%.

Le Conseil d'Etat souhaite également effectuer un suivi des mesures favorisant une meilleure représentation des femmes dans les organes de haute direction des entreprises et organismes dans lesquels il détient une participation financière ou personnelle. Un état des lieux statistique de la représentation des deux sexes dans les conseils d'administration, les conseils de fondation ou dans les comités d'associations sera établi selon un rythme régulier. Le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH), en collaboration avec le Secrétariat général du Département des finances et des relations extérieurs, est chargé de la réalisation de cet état des lieux qui sera publié dans les *Chiffres de l'égalité*.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 25 mai 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_544**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Anne Decosterd – Que fait le canton et notamment la DGE pour harmoniser la récolte des déchets ?

1 RAPPEL DE L'INTERPELLATION

La taxe au sac est appliquée avec succès par la très grande majorité des communes vaudoises depuis 2013, conformément à la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD). Cette dernière stipule que les communes adoptent un règlement sur la gestion des déchets (art. 11) et qu'elles financent les coûts d'élimination des déchets urbains par le biais de taxes (art. 30a). Le Conseil d'Etat est par ailleurs chargé d'assurer la mise en conformité des règlements communaux avec la loi (art. 39a).

Indépendamment du cas particulier de non-respect de la législation cantonale sur la taxe au sac par la commune de Mauborget, il y a lieu de s'interroger sur le rôle du DTE dans les différents organes de récolte des déchets selon la LGD.

Ceci nous amène à poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. *Combien de temps en moyenne a-t-il fallu à la DGE pour valider les règlements communaux ?*
2. *Combien de règlements communaux ont été refusés ? et pour quelles raisons ?*
3. *Y a-t-il une volonté de la part de la DGE de contraindre les communes qui font de la résistance à la LGD ? et pour quelles raisons ?*
4. *Quel suivi est fait par la DGE / DTE dans la mise en application de la LGD ?*
5. *Quelles sont les propositions que le DTE a apportées pour tenter d'harmoniser la récolte des déchets sur l'ensemble du territoire vaudois ? avec quels succès ou échecs et pour quelles raisons ?*
6. *Plus globalement la DGE / DTE estime-t-elle que son action, dans la mise en œuvre de la LGD, est-elle un succès absolu ? et pour quelles raisons ?*

Lausanne, le 23 août 2016

Anne Décosterd

2 REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

2.1 Remarques préliminaires

Le Tribunal fédéral (ci-après : TF) s'est prononcé le 4 juillet 2011 sur un recours concernant le règlement sur la gestion des déchets de la commune de Romanel-sur-Lausanne. Dans son arrêt, il précise notamment que, pour être conforme aux dispositions fédérales en la matière, le dispositif de financement appliqué par les communes doit comprendre au moins une taxe directement proportionnelle à la production individuelle de déchets. Celle-ci peut être perçue selon le volume ("taxe au sac") ou le poids des ordures ménagères. Le TF a également stipulé que les communes ne pouvaient plus se prévaloir d'un délai de mise en application car les dispositions de référence ont été introduites à l'article 32*a* de la loi fédérale sur la protection de l'environnement en 1997 déjà. Le Grand Conseil a fixé des modalités d'application de ces dispositions dans la modification de la loi vaudoise sur la gestion des déchets (ci-après : LGD) adoptée le 3 juillet 2012.

En 2011, une soixantaine de communes vaudoises répondait aux exigences légales telles que précisées par le TF. Les autres étaient tenues d'introduire un mode de financement conforme au principe de causalité et de lui donner un fondement légal en adaptant leur réglementation. Dans une correspondance expédiée aux communes le 9 septembre 2011, la Direction générale de l'environnement (DGE, alors : SESA) a détaillé le contenu et les conséquences de l'arrêt du TF précité. Il a également invité les autorités communales à mettre leur réglementation et leurs pratiques en conformité avec la loi. Cette exigence a été rappelée par une seconde circulaire envoyée le 12 septembre 2012. La DGE a encore mis à disposition un

règlement type, largement utilisé, participé à des séances d'information et répondu à de nombreuses demandes de renseignements.

Une fois l'arrêt du 4 juillet 2011 et ses considérants connus, plusieurs organismes chargés de coordonner la gestion des déchets à l'échelle régionale ("périmètres") ont entrepris d'appuyer leurs communes membres dans la révision de leur réglementation, en collaboration avec la DGE. En région lémanique, ils leur ont proposé un dispositif régional de taxe sur les sacs à ordures (sacs "Trier c'est valoriser"), à l'instar de celui existant depuis 2008 dans le périmètre Nord.

En prévision de l'ampleur de la tâche, la division en charge du dossier et le Secrétariat général du Département du territoire et de l'environnement se sont organisés courant 2012 afin d'être en mesure de régler la procédure d'approbation des règlements dans les meilleurs délais. C'est ainsi que, depuis mi-2012, 224 projets ont fait l'objet de l'examen préalable proposé aux communes (jusqu'à 15 par semaine), alors que 264 nouveaux textes ont été approuvés par la Cheffe du département (jusqu'à 27 par semaine).

L'évolution de la situation au cours des quatre dernières années a été la suivante :

	31.12.12	31.12.13	31.12.14	31.12.15	31.10.16
Communes avec taxe proportionnelle à la quantité de déchets (sac, poids)	64	238	306	312	313
Nombre de communes VD	*326*	*318*	*318*	*318*	*316*

Des instruments de suivi des dossiers ont été mis en place afin de garantir leur avancement. Ceci a permis à la DGE d'avoir en tout temps connaissance de l'état précis de la mise en conformité des règlements communaux. Outre le traitement des dossiers, elle a rappelé les communes retardataires à leurs obligations. Elle a régulièrement mis à jour le règlement type proposé aux communes et rédigé, en février 2015, une "Notice sur le financement de la gestion des déchets selon le principe de causalité" à l'intention des Municipalités. Ce document précise les principes, les conditions et les constituants du système à mettre en œuvre, notamment en fonction des expériences réalisées et de la jurisprudence. Il fournit également des éléments de réponse à des questions fréquemment posées. Bien accueilli par les régions et les communes, une 2ème version a été mise à disposition en juin 2015. Une nouvelle adaptation est prévue pour le début 2017.

Enfin, il convient de préciser que la collecte et, de manière plus générale, l'élimination des déchets sont des tâches confiées aux communes par l'article 14 LGD. Celles-ci peuvent les déléguer à des organismes indépendants (publics ou privés), conformément à l'article 15 LGD. Le département n'intervient donc pas dans "les différents organes de récolte des déchets" cités par l'interpellatrice.

2.2 Réponses aux questions posées

- Combien de temps en moyenne a-t-il fallu à la DGE pour valider les règlements communaux ?

Depuis 2012, la DGE (alors : SESA) a examiné 224 projets de règlements sur la gestion des déchets, dans le cadre de l'examen préalable proposé aux communes. 185 ont été traités en moins d'une semaine, 28 en moins de 2 semaines et 10 en moins d'un mois. Un seul cas a demandé un peu moins de 2 mois. *(NB : temps entre la réception par la DGE et l'envoi de la réponse à la commune).*

Depuis cette même année, le Département a approuvé 264 règlements. 169 l'ont été en moins d'une semaine, 74 en moins de 2 semaines et 21 en moins d'un mois. *(NB : temps entre la réception du règlement et son approbation par la cheffe du Département après vérification par la DGE).*

- Combien de règlements communaux ont été refusés ? et pour quelles raisons ?

L'examen préalable effectué pour la majorité des règlements a permis de régler une bonne part des questions posées et de vérifier la validité des textes soumis aux législatifs communaux. En conséquence, le Département n'a eu à refuser que trois règlements remis pour approbation, en raison de l'illégalité de certaines dispositions (absence de taxes forfaitaires, montant maximum des taxes forfaitaires non précisé, limitation du taux de couverture par les taxes).

- Y a-t-il une volonté de la part de la DGE de contraindre les communes qui font de la résistance à la LGD ? et pour quelles raisons ?

La démarche appliquée par la DGE, avec information préalable, production de textes explicatifs, mise à disposition d'un interlocuteur pour renseigner les communes et examiner leurs projets, complétée par des rappels aux retardataires, a permis de mettre en place un dispositif de financement conforme aux dispositions légales dans la grande majorité des communes du canton. Fin 2016, trois communes n'ont pas encore introduit de taxe proportionnelle à la quantité de déchets. Saint-Oyens dispose d'un règlement conforme aux dispositions légales et annonce la prochaine introduction d'une taxe au poids. Le législatif de Bussy-Chardonney a adopté un texte avec taxe au sac dans sa séance du 9 novembre 2016, avec mise en œuvre dès le 1er janvier 2017. Seule Mauborget a fait part de sa volonté de ne pas introduire de taxe proportionnelle à la

quantité de déchets. Le Conseil d'Etat l'a dernièrement sommée de se mettre en conformité.

Le Conseil général de Mauborget a accepté,le 9 décembre 2016, un nouveau règlement sur la gestion des déchets introduisant une taxe perçue selon le poids des ordures ménagères. Ce texte sera prochainement soumis à l'approbation du Département du territoire et de l'environnement, qui en vérifiera la conformité légale.

- Quel suivi est fait par la DGE / DTE dans la mise en application de la LGD ?

Dans le domaine du financement de la gestion des déchets et de la mise en conformité des règlements communaux, la DGE suit en permanence l'évolution des projets communaux qui lui sont soumis. Elle tient à jour le règlement communal type et a produit un document de synthèse sur les modalités du financement conforme au principe de causalité. Elle a rappelé les retardataires à leurs obligations. Elle a sollicité la collaboration du Corps préfectoral pour l'examen des comptabilités communales, en vue notamment du contrôle de l'application des dispositions de l'article 30a LGD.

- Quelles sont les propositions que le DTE a apportées pour tenter d'harmoniser la récolte des déchets sur l'ensemble du territoire vaudois ? avec quels succès ou échecs et pour quelles raisons ?

Les communes sont chargées d'organiser l'organisation de la collecte séparée des déchets recyclables depuis la mise en vigueur de la première version de la LGD (1990) et l'adoption du premier plan cantonal de gestion des déchets (1993). 250 déchèteries desservant 303 communes ont ainsi été implantées dans le canton (état le 31.10.2016). Certaines ont complété leur dispositif de collecte séparée par des tournées porte-à-porte ou des équipements de proximité tels que des écopoints. Le canton dispose ainsi d'un vaste réseau d'infrastructures publiques de tri des déchets, complété par les dispositifs de reprise installés par les commerces.

Le département a soutenu la mise en place de cette organisation, notamment par le suivi des projets communaux depuis leur conception jusqu'à l'aboutissement des procédures d'autorisation. La réalisation des déchèteries est soutenue par des subventions cantonales, avec un terme prolongé au 31.12.2016. Dans la plupart des régions du canton, l'organisme de coordination constitué à l'échelle des périmètres régionaux a participé à la mise en place de l'infrastructure, de même qu'à celle de certaines filières.

L'article 13 de la nouvelle ordonnance fédérale sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED), entrée en vigueur le 1er janvier 2016, demande aux cantons de veiller à ce que les fractions valorisables des déchets urbains, tels le verre, le papier, le carton, les métaux, les déchets verts et les textiles, soient autant que possible collectés séparément et fassent l'objet d'une valorisation matière ; les déchets spéciaux des ménages doivent être collectés et éliminés séparément, exigence figurant également à l'article 20 LGD.

L'équipement installé par les communes permet de trier ces catégories de déchets et répond ainsi à l'exigence légale. Certaines étendent leurs prestations en organisant la récolte d'autres matériaux tels qu'appareils électriques et électroniques usagés, bouteilles en PET ou autres matières plastiques. A cet égard, il convient de rappeler que ce sont les communes qui sont chargées d'organiser la collecte séparée des déchets recyclables, en application de l'article 14, al. 2 LGD. Elles disposent donc d'une marge de manœuvre importante, une fois les conditions de base fixées à l'article 13 OLED respectées. Certaines différences dans l'offre de tri subsistent donc, notamment selon la taille et les caractéristiques de la commune, ses besoins, les filières en place dans la région, le degré de prestations désiré par la population et l'importance des moyens financiers que la commune choisit de consacrer au tri – qui ont une incidence directe sur les coûts de l'opération et donc le montant des taxes.

- Plus globalement la DGE / DTE estime-t-elle que son action, dans la mise en œuvre de la LGD, est-elle un succès absolu ? et pour quelles raisons ?

) Fin décembre 2016, 3 communes n'ont pas encore introduit de taxe proportionnelle à la quantité de déchets, mais sont désormais en passe de le faire ; huit autres ne perçoivent pas de taxe forfaitaire et n'atteignent donc pas l'objectif fixé en matière de couverture des coûts. Elles ne représentent qu'une petite minorité des 316 communes vaudoises. La DGE est en contact avec plusieurs d'entre elles, qui ont entrepris de mettre leur règlement en conformité. Ces quelques particularités ne constituent pas des cas uniques en Suisse : par exemple, la commune de Spreitenbach (11'300 habitants) n'a toujours pas de taxe proportionnelle à la quantité, alors que le canton d'Argovie l'a imposée bien avant Vaud.

L'introduction de la taxe a eu un effet spectaculaire sur les flux de déchets et sur leur répartition. Entre 2012 et 2015, les déchets incinérables collectés par les communes ont diminué de 266 à 177 kg par habitant et par an, alors que le Plan cantonal de gestion des déchets adopté en 2004 par le Conseil d'Etat fixait un objectif de 243 kg à l'horizon 2020. Le taux de collecte séparée ("taux de recyclage") s'est, quant à lui, élevé jusqu'à 57 % (objectif 2020 : 60 %).

Une évolution importante a ainsi été réalisée depuis 2012, lorsque seule une soixantaine de communes avait introduit une taxe au sac ou au poids. La DGE y a contribué conformément à ses responsabilités légales.

Si les objectifs quantitatifs sont atteints ou en voie de l'être, l'introduction de la taxe s'est accompagnée d'une nette dégradation de la discipline de tri, notamment en région urbaine, et de celle de la qualité des matériaux collectés séparément. Selon les indications de recycleurs, ce phénomène affecte en particulier les bouteilles de PET, les papiers-cartons et, de manière particulièrement marquée, les déchets organiques destinés au compostage ou à la production

de biogaz. La présence de plastiques et autres indésirables dans les produits du recyclage est susceptible de mettre en péril la filière elle-même.

Même si ces effets négatifs de l'incitation financière de la taxe au sac sont bien connus et constatés de manière générale dans les cantons appliquant la mesure, ils traduisent la difficulté des collectivités publiques à ramener son impact effectif, soit environ deux francs par semaine pour un ménage de 4 personnes, à de justes proportions.

La mise en place d'instruments de financement conformes au principe de causalité ne constitue qu'un des instruments à utiliser en vue de l'atteinte du but majeur de la stratégie de gestion des déchets définie à l'échelle nationale, qui est la préservation des ressources. Le cycle des déchets se poursuit au-delà du conteneur et leur valorisation peut être sérieusement affectée par ce que l'on y dépose. Il convient dès lors d'accentuer les efforts de sensibilisation en faveur du respect de l'espace public et de la qualité du tri. La collaboration de toutes les parties concernées est requise dans l'exécution de cette tâche. Dans ce cadre, la DGE a invité des représentants des communes, des régions, ainsi que des entreprises de recyclage et de transport à deux tables rondes, tenues début 2016, sur le thème de la qualité du tri. L'objectif est d'élaborer un catalogue de recommandations, qu'il est prévu de mettre à jour selon les expériences réalisées par chacun. Cette tâche sera exécutée dans le cadre de l'application de la mesure DU.1 "Finaliser et adapter le dispositif de tri et de recyclage des déchets urbains" qui figure dans le nouveau plan cantonal de gestion des déchets adopté le 2 novembre 2016 par le Conseil d'Etat.

Au vu de ce qui précède, parler de "succès absolu" dans l'application des nouvelles dispositions de la LGD ne serait guère pertinent. Malgré l'importance des résultats obtenus, il s'agit en effet d'un chantier ouvert nécessitant encore de sérieux engagements, de la part des autorités, mais aussi de la population, pour être mené à bien.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DÉCEMBRE 2016 **16_INT_546**

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Josée Martin – Une taxe à géométrie variable ?

1 RAPPEL DE L'INTERPELLATION

La taxe au sac est appliquée avec succès par la très grande majorité des communes vaudoises depuis 2013, conformément à la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD). Cette dernière stipule que les communes adoptent un règlement sur la gestion des déchets (art. 11) et qu'elles financent les coûts d'élimination des déchets urbains par le biais de taxes (art. 30a). Le Conseil d'Etat est par ailleurs chargé d'assurer la mise en conformité des règlements communaux avec la loi (art. 39a).

Dans son édition du mardi 16 août 2016, le quotidien 24heures traitait du non-respect de la législation cantonale sur la taxe au sac par la commune de Mauborget. L'article faisait état d'une volonté de la cheffe du Département du territoire et de l'environnement de ne pas utiliser la contrainte pour mettre fin à cette situation.

Le 18 août 2016, on apprenait dans le même quotidien que la cheffe du Département du territoire et de l'environnement n'avait pas été au courant de cette situation et qu'elle souhaitait finalement que la commune soit tenue de respecter la loi.

Ceci nous amène à poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. *Depuis combien de temps le Département du territoire et de l'environnement est-il au courant du non-respect de la loi par la commune de Mauborget ?*
2. *Par quel biais la cheffe du département a-t-elle été informée de cette situation ?*
3. *Quelles ont été les démarches du département pour faire appliquer la loi ?*
4. *Le Conseil d'Etat ne voit-il pas dans les déclarations du département matière à développer l'inégalité de traitement entre communes ?*
5. *Le Conseil d'Etat estime-t-il qu'il est raisonnable de"ne pas être enclins à utiliser la contrainte"dans des cas tels que celui relaté ?*
6. *Qu'entend faire le Conseil d'Etat pour mettre fin à cette situation ?*

Josée Martin

2 REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

2.1 Remarques préliminaires

Les articles 32 et 32a de la loi fédérale sur la protection de l'environnement imposent que les communes financent l'entier des frais engendrés par la gestion des déchets urbains au moyen de taxes conformes au principe de causalité. Le dispositif de financement doit comprendre au moins une taxe directement liée à la quantité individuelle de déchets. Ceci ressort notamment du jugement prononcé le 4 juillet 2011 par le Tribunal fédéral à propos du règlement sur la gestion des déchets de la commune de Romanel-sur-Lausanne. L'article 30a introduit le 3 juillet 2012 par le Grand Conseil dans la loi sur la gestion des déchets (LGD) transcrit cette obligation dans le droit cantonal.

A ce jour, seules trois dernières communes n'ont pas introduit de taxe proportionnelle à la quantité de déchets. Deux d'entre elles ont des projets en voie d'aboutissement.

Très récemment, la commune de Mauborget, qui était la seule à avoir exprimé publiquement une opposition de principe, a décidé de se mettre en conformité à son tour. Le 9 décembre 2016, le Conseil général de Mauborget a accepté un nouveau règlement conforme aux exigences légales.

2.2 Réponses aux questions posées

- Depuis combien de temps le Département du territoire et de l'environnement est-il au courant du non-respect de la loi par la commune de Mauborget ?

En 2011, seule une soixantaine de communes vaudoises répondait aux exigences légales telles que précisées par le TF. Depuis mi-2012, 224 projets ont fait l'objet de l'examen préalable proposé aux communes (jusqu'à 15 par semaine), alors que 264 nouveaux textes ont été approuvés par la Cheffe du département (jusqu'à 27 par semaine).

Afin de suivre l'évolution de la situation, la DGE enregistre en permanence les projets de règlements communaux et leur avancement. Elle dispose depuis 2012 d'un fichier tenu à jour en permanence, où figurent les communes dont le règlement a été mis en conformité, respectivement n'a pas encore été adapté aux dispositions légales. Elle a régulièrement rappelé les obligations légales aux retardataires, dont le nombre a considérablement diminué depuis 2012.

- Par quel biais la cheffe du département a-t-elle été informée de cette situation ?

La Cheffe du département a été informée de l'avancement des projets communaux, notamment dans le cadre des réflexions sur l'initiative législative Cornamusaz ayant abouti à la modification de la LGD du 3 juillet 2012. La dernière note sur le sujet lui a été délivrée le 18 juin 2015. Cette note avait pour objectif principal d'établir une collaboration avec les préfectures. Elle décrivait également l'état de situation à la mi-2015. A cette époque, 5 communes n'avaient pas encore introduit de taxe proportionnelle à la quantité de déchets ; deux l'ont fait depuis.

- Quelles ont été les démarches du département pour faire appliquer la loi ?

La Direction générale de l'environnement (DGE, alors : SESA) a détaillé le contenu et les conséquences de l'arrêt du TF sur le règlement de Romanel-sur-Lausanne dans un courrier adressé aux communes le 9 septembre 2011, qui les invitait aussi à mettre en place un dispositif de financement conforme au principe de causalité. Elle leur a rappelé cette exigence par une seconde circulaire envoyée le 12 septembre 2012. Elle a mis à leur disposition un règlement type, largement utilisé, appuyé la coordination mise en place dans le cadre des périmètres régionaux de gestion des déchets, participé à des séances d'information et répondu aux nombreuses questions posées par les autorités exécutives et législatives des communes.

Elle a régulièrement mis à jour le règlement type et rédigé en février 2015 une "Notice sur le financement de la gestion des déchets selon le principe de causalité" à l'intention des Municipalités. Bien accueillie par les régions et les communes, une 2ème version de cette notice a été mise à disposition en juin 2015. Une nouvelle adaptation est prévue pour le début 2017.

Elle a rappelé les communes retardataires à leurs obligations, notamment par des correspondances particulières adressées en février 2014. Elle a aussi pris contact avec les Préfectures des districts concernés, également compétentes pour le contrôle de l'application des dispositions de l'article 30a LGD.

Comme résultat de ces démarches, 264 communes ont adopté depuis 2012 un règlement conforme aux dispositions légales et ainsi rejoint les 64 qui étaient déjà en règle cette année-ci.

- Le Conseil d'Etat ne voit-il pas dans les déclarations du département matière à développer l'inégalité de traitement entre communes ?

L'essentiel des déclarations citées dans l'article paru dans l'édition du 16 août 2016 du quotidien 24 Heures dresse un bilan de la pratique mise en œuvre ces dernières années, évoque les options envisageables et, surtout, décrit les effets constatés à l'échelle cantonale de la généralisation des taxes au sac ou au poids sur les flux des déchets collectés par les communes. Dans l'interview publiée le surlendemain par le même quotidien, la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement fait part de sa détermination à garantir le respect de la loi par toutes les communes vaudoises et à engager les moyens nécessaires dans ce but.

- Le Conseil d'Etat estime-t-il qu'il est raisonnable de "ne pas être enclins à utiliser la contrainte" dans des cas tels que celui relaté ?

Le Conseil d'Etat constate que la démarche appliquée ces dernières années par la DGE, basée sur la concertation avec les autorités communales, a permis de mettre le financement de la gestion des déchets en conformité avec les dispositions légales dans la grande majorité des communes vaudoises. La contrainte fait partie des mesures à envisager pour assurer que ces obligations soient appliquées par la totalité d'entre elles ; elle constitue toutefois une ultima ratio.

- Qu'entend faire le Conseil d'Etat pour mettre fin à cette situation ?

Mauborget est la seule commune vaudoise à avoir exprimé une opposition de principe à l'introduction d'une taxe au sac ou au poids. Le Conseil d'Etat l'a sommée de se mettre en règle par un courrier daté du 12 octobre 2016.

Comme expliqué ci-dessus, le Conseil général de Mauborget, dans sa séance du 9 décembre 2016, a accepté un nouveau règlement introduisant une taxe perçue selon le poids des ordures ménagères. Ce texte sera prochainement soumis à l'approbation du Département du territoire et de l'environnement, qui en vérifiera la conformité légale.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 14 décembre 2016.

Le président :	Le chancelier :
P.-Y. Maillard	*V. Grandjean*